



Universidad de Buenos Aires
Facultad de Filosofía y Letras

École Doctorale de l'EHESS

Centre de Recherches Historiques

Doctorat

Discipline : Histoire et Civilisations

Manuel RIOS

**TRANSFORMACIONES AGRARIAS EN
LORENA. BIENES COMUNALES Y
USOS COLECTIVOS (SIGLOS
XVIII-XIX)**

Thèse dirigée par : M. Gérard Béaur et M. Carlos Astarita

Date de soutenance : à Paris, le 21 octobre 2022

Rapporteurs : M^{me} Rosa Congost, Universitat de Girona ;
M^{me} Andrea Reguera, Universidad del Centro de la
Provincia de Buenos Aires.

Jury: M^{me} Rosa Congost, Universitat de Girona ;
M^{me} Andrea Reguera, Universidad del Centro de la
Provincia de Buenos Aires;
M. Pablo Luna, Université Paris-Sorbonne ;
M. Octavio Colombo, Universidad de Buenos Aires.

Transformations agraires en Lorraine. Biens communaux et usages collectifs (XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècles)

Résumé :

Tout au long du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, biens communaux et usages collectifs ont été placés parmi les causes principales d'un supposé retard économique français qui contrastait avec la réussite britannique fondée sur les *enclosures*. L'État était signalé comme le responsable de modifier la situation rurale à travers l'action législative.

Notre étude est formée par trois régions situées sur les départements lorrains de la Meuse, la Moselle et les Vosges ; la première située sur la vallée de la Meuse et les autres deux sur le plateau. Vers 1789, bois et pâturages communaux occupent environ le quart de la superficie. Une lourde structure d'usages se monte sur terres et forêts privées. Sur le plateau, propriétés, exploitations et bétail se trouvent plus concentrés, les fermes de 20 hectares et plus dominant la production. Dans la vallée de la Meuse, elles sont plus morcelées : les exploitations de 5 à 20 hectares dominant et le bétail se distribue plus égalitairement. Le plateau se montre plus polarisé en termes socio-économiques.

Dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle les manœuvres du plateau impulsent quelques partages des communaux. Dans le Xaintois, ce processus s'accélère après 1789. Le partage donne de la terre aux manœuvres mal pourvus ce qui favorise la fixation de la main d'œuvre dans les campagnes. La production salariée est ainsi subventionnée par le patrimoine villageois. Ces partages sont absents dans la Meuse.

À partir de 1767, des édits autorisent les clôtures ; pourtant, le morcellement des propriétés réduit le bénéfice aux gros propriétaires. Pour les villageois, l'embannissement est bien plus importante à l'heure de soustraire des terres du régime de vaine pâture. Théoriquement, ces procédures doivent être autorisées par l'État. Cependant, les assemblées villageoises sanctionnent des embannissements de regains même si aucune autorisation est octroyée. En outre, les propriétaires s'emparent des herbes, ignorant la procédure de distribution légalement déterminée. À nouveau, cette évolution n'est pas constatée dans la Meuse : les embannissements de regains sont plutôt rares tout au long des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Dans tous les cas, l'État semble incapable de diriger le processus d'appropriation des regains : ce sont les producteurs qui, par voie de fait, décident d'étendre les embannissements.

Dans la Moselle, la plupart des communes sont seulement usagères dans des bois privés ou du Domaine. Vers 1789, les plaintes concernant la réduction des droits d'usage

sont habituelles dans ce département. Dans la Meuse et les Vosges, les communes sont propriétaires : le produit des forêts leur revient. Pourtant, même si la propriété des bois favorise l'accès aux ressources, l'intensification de l'exploitation a des conséquences sur les économies domestiques. De plus en plus, les communes vendent leurs ressources. Les forêts se dégradent et leur produit est diminué.

Si l'évolution concernant biens communaux et usages diffère dans le plateau et la vallée, la productivité des grains et les nouvelles cultures progressent dans les trois départements au long du XIX^{ème} siècle : la vaine pâture ne produit pas un blocus. Dans la vallée de la Meuse, propriétés et exploitations se morcellent davantage. Sur le plateau, la concentration des propriétés et des exploitations se poursuit en détriment des moyennes. Certainement, le recul du pâturage communal sur les herbes des prairies privées stimule la concentration des terres. Dans la vallée de la Meuse, la population s'accroît d'un 20 % entre 1793 et 1846 ; sur le plateau elle grimpe d'environ 40 %. Le partage des communaux, autrefois présenté comme une privatisation, a par contre des résultats inverses : il permet l'accès à la terre aux manœuvres. L'intensification de l'exploitation des forêts dans un cadre où les pâturages sont de plus en plus restreints et la pression démographique marquent un point d'inflexion : l'exode rural réoriente la main d'œuvre disponible vers les villes et industries.

Mots clés : biens communaux, usages collectifs, pratiques agricoles, forêts, Lorraine, XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècles.

Agrarian transformations in Lorraine. Common property and common rights (18th and 19th centuries)

Abstract:

Throughout the eighteenth and nineteenth centuries, common rights and property have been placed among the principal causes of apparent French economical backwardness in clear contrast with the United Kingdom that would have succeeded thanks to enclosures. State action was believed to be responsible for these transformations.

Our study is composed of three regions located in the Lorrainian departments of Meuse, Moselle and Vosges; the first one located in a valley while the other two regions in the plateau. In 1789, common forests and grazing land represent about 25 % of the surface. A heavy structure of common rights is supported by private land. In the plateau, land property, farms and animals are more concentrated, farms over 20 hectares dominate production. In the Meuse valley, they are smaller: farms of 5 to 20 hectares dominate and animals are more equally distributed. The plateau is more polarized in socioeconomic terms.

In the second half of the 18th century, in the plateau, *manoeuvres* drive common land partition. In the Xaintois, this process accelerates after 1789. Partition gives land to poor *manoeuvres* and favors labor fixation in the countryside. Capitalist production is therefore subsidized by commons' partition. However, partitions are not witnessed in the Meuse valley.

From 1767, edicts permit building fences; however, land fragmentation reduces this benefit to large landowners. For common villagers, the *embannie* is the only effective way to remove land from the common grazing regime. Theoretically, these procedures must be authorized by the State. Nevertheless, village assemblies dictate *embannies de regains* without higher authorization. Furthermore, landowners seize grass ignoring distribution mechanisms formally stated by edicts. Once again, this evolution is not seen in the Meuse valley: *embannies de regains* are quite rare throughout the 18th and 19th centuries. In every case, the State seems incapable of directing the process of grass appropriation: landowners, through unlawful acts, chose the nature and extension of the *embannies*.

In Moselle, most of the villages only have using rights over private or Crown forests. In 1789, grievances concerning users' rights reduction are usual in this

department. In Meuse and the Vosges, communes own their forests: user eviction as seen in Moselle is not possible. However, forest exploitation's intensification has some consequences over household economies. Progressively, villages sale their resources. Woods degrade and their product is diminished.

Even though common rights and property evolution are different in the valley and the plateau, grain productivity and new crops progress in all three cases in the 19th century: *vaine pâture* does not block economic growth. In the Meuse valley, properties and farms parcel out while in the plateau land concentrations keeps on in detriment of medium farms. Certainly, *vaine pâture*'s area reduction favors land and farm concentration. In the Meuse valley, population grows 20% in between 1793 and 1846; in the plateau the numbers go up to 40%. In the plateau, newlyweds and new arrivers can obtain some ares or even a hectare thanks to common property partition. In Meuse, this possibility does not exist; market and heritage are the sole mechanisms to access land. Forest use intensification in a context of common pasture reduction and demographic pressure mark a turning point: rural exodus redirects labor towards cities and industries.

Keywords: common property, common rights, agricultural practices, forests, Lorraine, 18th and 19th centuries.

TESIS DE DOCTORADO

TRANSFORMACIONES AGRARIAS EN LORENA. BIENES
COMUNALES Y USOS COLECTIVOS (SIGLOS XVIII-
XIX)

DOCTORANDO: MANUEL RÍOS
DIRECTORES: CARLOS ASTARITA Y GÉRARD BÉAUR

JURADO:
ROSA CONGOST, UNIVERSITAT DE GIRONA;
ANDREA REGUERA, UNIVERSIDAD DEL CENTRO DE LA PROVINCIA DE
BUENOS AIRES;
PABLO LUNA, UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE;
OCTAVIO COLOMBO, UNIVERSIDAD DE BUENOS AIRES.

PARIS, 21 DE OCTUBRE DE 2022.

FACULTAD DE FILOSOFÍA Y LETRAS - UNIVERSIDAD DE BUENOS AIRES (ÁREA
HISTORIA)
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES
(HISTOIRE ET CIVILISATIONS)
2022

AGRADECIMIENTOS

La tesis que sigue ha sido posible gracias al apoyo y trabajo de sus dos directores: Carlos Astarita y Gérard Béaur. No sólo han prestado su invaluable respaldo institucional, sino que han brindado su lectura y comentario a lo largo de estos años incidiendo profundamente en mi forma de reflexionar y enriqueciendo el abordaje de los problemas tratados. La enseñanza que ambos me han dejado es indeleble y es un verdadero privilegio poder reconocerlos como mis maestros. Extiendo los agradecimientos a los miembros del Comité de tesis: Pablo Luna y Octavio Colombo. Ambos han ofrecido sus comentarios a mis avances y contribuido enormemente en la elaboración de esta tesis. Quiero hacer mención especial a Corina Luchía que desde mi juventud mostró interés en mis trabajos y fue un estímulo invaluable para sostenerlos cuando las circunstancias institucionales fueron adversas. Amén de siempre prestar el oído para consultas historiográficas, es ella la impulsora original de todo el armado institucional que terminó sosteniendo mi investigación. Por último, desde tiempos inmemoriales, Mauro Fazzini y Marcelo Perelman me han obsequiado su amistad y reflexión historiográfica. Esta tesis estará en eterna deuda con ellos por sus apreciaciones cotidianas.

El trabajo ha sido posible gracias al financiamiento doctoral brindado por el CONICET. Asimismo, la *École des Hautes Études en Sciences Sociales* ha suministrado partidas complementarias que han permitido realizar valiosas estadías en distintos parajes de Francia.

Fuera del ámbito académico, el apoyo de amigos y familia ha sido determinante. Mis padres siempre han ofrecido su amor incondicional y su respaldo inamovible. Fue mi padre, Cesar Ángel Ríos, quien siempre insistió con la formación en idiomas y que eligió al francés como mi segunda lengua en épocas tan lejanas que ni podría recordar. A lo largo de mi vida, mis hermanos han sido un pilar y un ejemplo a seguir. Si hasta aquí he llegado, es por ellos. Tengo la fortuna de tener muchos amigos que no podría enumerar, pero que con el cariño que siempre me brindan, me permiten sostener el esfuerzo que supone este trabajo. Desde hace años María Fabbri me acompaña en este sendero. Su amor, incuantificable, ha sido y es un sostén fundamental. Su templanza y sensatez, una referencia. Por último, quiero agradecer a mi mamá, Cuqui Sasía, quien me ha enseñado aquello que más atesoro en esta vida: a pensar.

INTRODUCCIÓN

[...] cuando las grandes provincias recogían los alegres efectos de la derrota de mieses abolida, los cercados permitidos, los intercambios favorecidos para la reunión de las tierras, y de los comunales divididos entre los habitantes; estas operaciones habían prosperado por doquier allí donde se había tenido el coraje de llevarlas adelante, estas operaciones no tenían éxito en nuestra Lorena.

François de Neufchâteau, 1797¹.

En 1890, en las aldeas aledañas a la ciudad de Commercy, ubicada tan sólo a unos cuarenta kilómetros de las chimeneas humeantes de la moderna siderurgia de Pont-à-Mousson, los consejos municipales se reúnen para manifestar su casi unánime rechazo a la reciente ley de 1889 que pretende abolir, de un plumazo, la arraigada tradición de la derrota de mieses. Así, la ciudad de Commercy “[...] considerando que el derecho de derrota de mieses *luego de las dos cosechas* existe en la comuna desde tiempo inmemorial, solicita la conservación de este derecho”². Algunos años antes, en 1875, el poblado de Euville fija las contribuciones a abonar para todos aquellos que deseen alimentar a sus animales en sus pastos comunales. No se trata de una excepción: otras aldeas la imitan. Desde fines del siglo XVIII, fecha en la que François de Neufchâteau, político lorenés, nos obsequia el pesimista balance agrario de nuestro epígrafe, hasta casi el siglo XX, poco parece haber sucedido en la campaña lorenense.

Pero no hace falta aguardar a los obuses que en 1914 arrasarán la cercana Verdún para percibir que detrás de esta aparente inmovilidad se esconde el cambio histórico. En 1912, Fréméréville, aldea de la comarca, convoca a sus habitantes a la subasta de porciones de comunal. Los pastos han desaparecido y la agricultura se abre paso (ADMe, 2O 478). Ampliando el espectro al departamento de Mosela o a la planicie cerealera del Xaintois, en los Vosgos, notamos que el avance de la agricultura sobre los pastos comunales en Lorena es bien más antiguo y se remonta al menos al siglo XVIII³. En

¹ “[...] quand de grandes provinces recueillaient les heureux effets du parcours aboli, des clôtures permises, des échanges favorisés pour la réunion des terres, et des communaux partagés entre les habitants ; ces opérations, qui avaient prospéré par-tout où l'on avait eu le courage de les mener de front, ces opérations ne réussirent point dans notre ci-devant Lorraine.” *Arrêté de l'administration centrale des Vosges sur un moyen préliminaire d'encourager l'Agriculture dans ce Département, par la réunion des propriétés morcelées, et par quelques autres mesures*, 1797, p. 15. Todas las traducciones documentales son de nuestra autoría.

² “[...] considérant que le droit de vaine pâture *après les deux récoltes* existe dans la commune de temps immémorial, demande le maintien de ce droit.” *Archives Départementales de la Meuse* (ADMe), 2O299. El subrayado es nuestro.

³ *Archives Départementales de la Moselle* (ADMos), *Archives départementales des Vosges* (ADV), Serie O.

Commercy, en 1864, un funcionario municipal tiene la osadía de recordarle al prefecto que hasta 1830 la derrota de mieses se ha ejercido en el hinterland de esta ciudad luego de la *primera* siega del heno, y desde entonces, a partir de la *segunda* (ADMe, 20299). Veintiséis años han bastado para el olvido; olvido ciertamente más cercano a la intención que a la falla neuronal.

Los bienes y usos colectivos, tales como los pastizales comunes o la derrota de mieses, han cautivado el interés de juristas, agrónomos, economistas, filósofos e historiadores a lo largo de los últimos tres siglos. Éstos han intentado no sólo comprender el fenómeno, sino también vincularlo con otros aspectos de la realidad histórica. Tomando al Reino Unido como referencia, a partir del siglo XVIII se ve a los bienes y usos colectivos como un freno al desarrollo económico, asimilando propiedad colectiva con arcaísmo y, por decantación, propiedad privada individual con modernidad y crecimiento; el Estado deviene el responsable de garantizar ese tránsito del pasado al presente. A mediados del XIX, la obra de Karl Marx (2004) altera el panorama introduciendo la teoría del modo de producción. En su tránsito hacia el capitalismo, las sociedades feudales habrían favorecido, tanto legal como ilegalmente, la desaparición de los bienes y usos colectivos. Esto habría pronunciado la acumulación de tierras, la proletarización de los campesinos pauperizados y el desarrollo de relaciones de producción fundadas en la forma salarial. Marx corre así el eje desde la eficiencia liberal de la forma exclusiva de la propiedad hacia el cambio en los mecanismos de apropiación de lo que él llama el plustrabajo y, en el caso de la agricultura, no sólo el plustrabajo sino también, la renta de la tierra. El Estado, y su labor jurídica, responden a este proceso de acumulación de riqueza y no necesariamente a objetivos de productividad. La historiografía francesa, heredera de la tradición marxista a través de la vertiente *jaurèseana*, a la vez que sostiene un análisis fuertemente fundado en lo material, se aleja de las conclusiones proletarizantes: no caben dudas de la supervivencia del campesinado en el siglo XIX. Asimismo, los historiadores exponen cómo el avance de los derechos de propiedad exclusivos, incuestionable en algunas regiones del país, es ciertamente irregular y mismo inexistente en otras. Para algunos, esto es señal del fracaso en la modernización de Francia. Para otros, esta evolución no es sinónimo de atraso, incluso, todo lo contrario. Saint-Jacob (1960), por caso, no logra percibir el vínculo carnal entre derechos individuales y crecimiento económico propuesto por el liberalismo. La escuela marxista de los años '70, por su parte, sugiere que estos rasgos conforman una vía específica de transición al capitalismo, distinta a la inglesa. A contrapelo de las investigaciones

francesas, desde el mundo angloparlante, en los años '80, gana peso la Nueva Economía Institucional que insiste, en cambio, en el retorno al estudio de la eficiencia de los derechos de propiedad exclusivos, la reducción de los costos de transacción, las mejores respuestas de los agentes a los precios relativos y el consecuente crecimiento económico. Las investigaciones de los últimos veinte años han matizado las grandes conclusiones de las escuelas del siglo XX en beneficio de un análisis discriminado de las distintas prácticas colectivas, insistiendo en sus particularidades y su rol diferencial en la acumulación o desacumulación de riqueza, así como en la configuración más amplia de las relaciones con el Estado, intentando distanciarse de una lectura economicista de los bienes y usos comunales.

La producción no ha sido constante y no caben dudas de que el peso otorgado a la mutación en los bienes comunales y usos colectivos ha sido mucho mayor en el análisis del caso inglés que en el estudio del francés (Vivier, 1993). Las últimas tres décadas han mostrado mayor dinamismo con respecto a las anteriores, pero la producción específica sobre los derechos de propiedad individuales y colectivos no ha podido escapar al retroceso generalizado de la producción historiográfica rural francesa. No obstante, muchos de los interrogantes que guiaron las reflexiones de los últimos tres siglos siguen abiertos a la vez que nuevas preguntas se ciernen sobre la realidad económica, jurídica y social del campo. ¿Qué lugar le cabe a los bienes comunales y usos colectivos en la modernización de la producción agraria o, en todo caso, en la transición de un sistema de producción feudal hacia uno capitalista? ¿Qué rol juegan, si es que acaso lo juegan, en el crecimiento económico, en el éxodo rural y en la industrialización de la segunda mitad del siglo XIX? ¿Los derechos exclusivos e individuales son un estímulo para la innovación y el desarrollo económico de las naciones? ¿Cómo inciden en el reparto de la renta agraria? ¿Y en la conservación o depredación de los recursos naturales?

Estas discusiones sobre los derechos de propiedad y su incidencia en la economía, que atraviesan a la historiografía del último siglo, no sólo en Francia y el Reino Unido, sino también en el resto del continente europeo y en Latinoamérica, no se limitan al plano académico. Como es ampliamente sabido, desde tiempos inmemoriales los agricultores han separado, una vez lista la cosecha, una parte de la simiente para ser sembrada en la campaña entrante. Ahora bien, a fines del siglo XIX, los avances en el área de la selección e hibridación de especies y la creciente especialización productiva derivan en la aparición de empresas y cooperativas de comercialización de grano tanto en Europa como en América (Hora, 2015; Tordjman, 2008). A lo largo del siglo XX, y en particular luego de

la Segunda Guerra Mundial, los Estados nacionales comienzan a regular la venta de semillas a través de leyes, organismos y registros con el propósito de proteger a los compradores de simiente y favorecer el desarrollo de las variedades de mayor producción por hectárea (Perelmuter, 2017; Tordjman, 2008). Estas regulaciones dificultan la venta de semillas por parte de los productores; no obstante, conservan la potestad de plantar semillas propias bajo la figura del privilegio del agricultor. En Francia, la introducción del maíz híbrido en los años '50 y la posterior incorporación del trigo híbrido impulsan un progresivo retroceso de las semillas no registradas que pasan de ocupar el noventa por ciento del suelo en 1940 al cincuenta por ciento en 1980 (Demeulenaere, 2013). En el plano legislativo, en 1970 se introduce una nueva ley que cercena, en los papeles, el dicho privilegio. En los hechos, no tiene aplicación hasta los años 80, cuando el derrumbe de los precios lleva a los productores a intentar el retorno a la semilla propia. Entonces, los procesos judiciales se multiplican, con las semilleras fortalecidas por acuerdos internacionales, en lo que numerosos analistas, recuperando el enfoque de Marx, han considerado un nuevo caso de acumulación de riqueza por desposesión de los productores (Harvey, 2005)⁴.

El cambio decisivo en el ámbito de los derechos sobre las semillas viene impulsado por el desarrollo de la biotecnología en los años 80, que introduce las modificaciones genéticas y desata intensos debates sobre la posibilidad, hasta entonces inexistente, de patentar la vida orgánica. Desde los Estados Unidos, bajo el argumento de proteger los derechos de propiedad intelectual y fomentar la investigación científica, se autorizan las patentes sobre microorganismos genéticamente alterados. Una fuerte campaña de presión internacional, en el marco del auge de la reacción neoliberal, empuja a la formación de acuerdos y organismos internacionales (como la Organización Mundial del Comercio o el protocolo de Kyoto) donde se impone el patentamiento de las semillas. En Europa, estos lineamientos son ratificados en el año 1998⁵. En paralelo, opera una considerable concentración del mercado de semillas (OECD, 2018).

En este escenario de armonía entre las legislaciones francesa e internacional, resulta interesante la comparación de la evolución del caso francés con el argentino, donde la ley de semillas de 1973, a diferencia de Francia y de otros países de Latinoamérica (Colombia, México, entre otros) le reconoce al agricultor la potestad de

⁴ en particular, la conformación de la Unión Internacional para la Protección de las Obtenciones Vegetales, UPOV, fundada en 1961, y cuya carta orgánica es modificada en 1978 y 1991.

⁵ Directiva 98/44/CE.

disponer de la simiente para la campaña entrante (Trivi, 2015). En 1996, Monsanto (recientemente adquirida por Bayer) introduce en la Argentina su semilla de soja RR, modificada genéticamente para resistir al glifosato. Pero el Estado argentino no le concede a Monsanto la patente de la semilla, por lo que los productores no pagan regalías para la utilización de la segunda generación. Esto no es, en un primer momento, un problema: Monsanto es el único comercializador de glifosato en la Argentina. Pero en el año 2000, el monopolio expira y el glifosato de origen chino se expande por las explotaciones argentinas, desatando una serie de procedimientos judiciales por parte de Monsanto que sostiene que la ley argentina, al no reconocerle el derecho a cobrar regalías en cada campaña agrícola, es un impedimento para la innovación⁶. En la actualidad, en la Comisión de Agricultura de la cámara de diputados de la Argentina, los proyectos de modificación de la ley de semillas que reconocen la propiedad intelectual a las semilleras se enfrentan con los proyectos presentados por las entidades agrarias que buscan garantizarle al productor la libre disposición de la simiente, arguyendo, contra las semilleras, que las patentes otorgarán una renta monopólica que, lejos de fomentar la innovación, la retrasará. En Francia, en paralelo, fuertemente fundados en argumentos ecológicos, organismos de productores agrarios junto a asociaciones civiles se han lanzado al combate político con el propósito de restituir el privilegio del agricultor en lo que refiere a la producción y comercialización de semillas autóctonas lo que se ha traducido, en el plano parlamentario, en los debates por la ley Egalim (Demeulenaere, 2013)⁷.

Detrás de la batalla jurídica podemos identificar con claridad a dos sectores en puja. Las semilleras, fuertemente concentradas y, en numerosos territorios como el argentino, en manos del capital extranjero, frente a los agricultores, ciertamente más diversos en su riqueza, con un abanico que incluye tanto a pequeños productores como a inmensos exportadores. En esta danza, el Estado está llamado a zanjar. Mientras que en la Argentina el éxito de los agricultores, grandes y pequeños, parece ser mayor, en Francia algunos de los sindicatos rurales pelean desde la retaguardia. Este es solo un ejemplo,

⁶ Como elemento de extorsión, Monsanto posterga el lanzamiento en Argentina de su nueva semilla RR2. Pero la derrota que sufre la empresa en 2010 en los tribunales europeos hace que esta esté disponible en suelos pampeanos en la campaña 2013-2014. Con todo, las semillas registradas en Argentina no exceden el 20% de la siembra (Cerquera, 2014).

⁷ Esta ley de 2018, cuya redacción era favorable al privilegio del agricultor, ha sido sometida a serias modificaciones por el Consejo Constitucional, a raíz de su incompatibilidad con la legislación europea (Peschard y Randeria, 2020).

entre tantos otros posibles, de cómo los derechos de propiedad generan disputas políticas con un sustrato económico.

Los argumentos esgrimidos por los sectores son, si se quiere, clásicos. Las semilleras plantean la necesidad de defender sus derechos para poder reinvertir, innovar, mejorar los rendimientos y contribuir, así, al crecimiento económico. Las patentes sobre las semillas engendrarían, entonces, un óptimo jurídico para la mejor actividad económica. Los productores, en cambio, sostienen su derecho inmemorial a la utilización de la simiente. Presentan sus cuentas personales y arguyen la potencial bancarrota ante los costos crecientes que significarían las regalías. Naturalmente, esto derivaría en un bloqueo del crecimiento económico, en particular en aquellos países como la Argentina donde las exportaciones se encuentran fuertemente dominadas por el complejo agroganadero. No faltan, además, los postulados ecológicos y alimenticios: las semillas protegidas han tendido a desplazar la biodiversidad de las agriculturas nacionales, uniformizando el mercado de alimentos y afectando así los derechos de los consumidores. Se impone así un modelo de desarrollo único, el de las semilleras, en detrimento de productores y consumidores.

Estos argumentos no sorprenden al historiador. En el siglo XVIII, agrónomos, nobles y legisladores han recurrido a la voz de la eficiencia del derecho de propiedad exclusivo frente a la supuesta ineficiencia de la propiedad comunal. Asimismo, se ha postulado la imposibilidad de introducir nuevos cultivos en los campos del *openfield* en virtud de su estructura de propiedad. Esta rigidez jurídica agraria habría frenado, a ojos no sólo de los contemporáneos, sino también de numerosas escuelas historiográficas posteriores, la transferencia de recursos (capital, mano de obra) desde el campo hacia la industria. La modelización concluye con la contraposición de dos entelequias: la Francia conservadora con pequeñas explotaciones y derechos arcaicos frente a la Gran Bretaña innovadora de la gran propiedad y el derecho exclusivo, eficiente y moderno.

La evolución histórica, no obstante, se muestra más compleja. Como tendremos ocasión de apreciar, al interior de la economía nacional francesa conviven diferentes trayectorias agrarias, derechos de propiedad incluidos. Entre ellas, la región de Lorena presenta una serie de características que permiten reflexionar en torno al rol que juegan los derechos de propiedad y la renta agraria en el desarrollo histórico. Esta zona concentra diversos elementos que son de interés crucial para intentar responder los interrogantes que hemos planteado. Allí, en una enorme marea de bienes comunales y derechos colectivos, se destacan en los siglos XVIII y XIX los numerosos conflictos en torno al

patrimonio comunal y la derrota de mieses⁸. Pese a las alteraciones en los bienes comunales y usos colectivos que quisimos ilustrar con las anécdotas de la región de Commercy en Mosa, tradicionalmente se ha considerado a la región de Lorena como una zona estancada en términos agrícolas, virtualmente inmóvil. Esto no le impide convertirse, en la segunda mitad del siglo XIX, en el corazón de la industria siderúrgica francesa. ¿Tiene la agricultura alguna incidencia en ese despegue? ¿Si es así, qué rol les cabe a las alteraciones sufridas en los derechos de propiedad? El noreste francés se convierte entonces en un interesante laboratorio para pensar la relación entre renta agraria, derechos de propiedad, desarrollo agrícola, crecimiento económico e industrialización.

⁸ A veces confundidos en una categoría común que remite a lo colectivo, en rigor, estos elementos agrarios son dos asuntos diferentes, mismo si su evolución pueda estar relacionada al nivel de la totalidad. La derrota de mieses se practica en praderas o campos privados. En Lorena, las fechas habituales de apertura de las praderas son de julio a marzo. En ese período, los animales de toda la comunidad ingresan a pastar en esas parcelas. También lo hacen en los campos ya cosechados y en los barbechos. Los bienes comunales son tierras propiedad de la comuna, que normalmente son utilizadas en Lorena en las fechas en las que las praderas cierran: abril a junio. Es decir que, como remarca Gérard Béaur (2006), estas dos prácticas pastoriles no coinciden ni en el tiempo, ni en el espacio.

CAPÍTULO 1. LOS ENFOQUES CLÁSICOS EN TORNO A LOS BIENES COMUNALES Y USOS COLECTIVOS (1750-1918)

I. LOS BIENES COLECTIVOS Y USOS COMUNALES EN EL PENSAMIENTO DE LOS SIGLOS XVIII Y XIX: FILÓSOFOS, AGRÓNOMOS Y JURISTAS

La escuela fisiocrática del siglo XVIII

El siglo XVIII profundiza la reflexión sobre la producción material, en el marco de una evolución secular del pensamiento europeo hacia la disección del conocimiento. En los primeros estudios de la flamante economía política, la agricultura ocupa un lugar fundamental. Los fisiócratas, escuela hegemónica a mediados de siglo XVIII, hacen de la tierra el elemento central de la creación del valor, contra la visión mercantilista que cargaba las tintas sobre el comercio. En su reflexión, esta escuela busca delimitar los procedimientos que permitan aumentar la producción agraria y fortalecer, con ello, la recaudación fiscal. No sorprende la preocupación: algunas décadas más tarde la Bastilla será asaltada en medio de una gigantesca bancarrota financiera del Estado.

La fisiocracia abreva en la tradición iusnaturalista que reconoce un orden intrínseco cuyos principios fundamentales son incuestionables, evidentes. Ya sea como derecho natural fundado en el trabajo y el derecho a la apropiación que este esfuerzo engendra, ya sea como derivada del derecho a la vida, la propiedad, entendida como la potestad de disponer y usar de un bien material, debe ser garantizada por el derecho positivo. Le corresponde entonces al soberano ordenar, a través de la estructura jurídica *escrita*, el respeto a la propiedad (Hobbes, 2003; Locke, 2009). Quesnay (1757, 1759, 1765) lleva estos principios al plano práctico al sostener que el arrendatario (*fermier*) que dispone de al menos un equipo de labranza debe ser libre sobre sus tierras para poder maximizar su interés (y el del soberano) incrementando su producción⁹. Para ello, debe ser propietario de los recursos naturales: ningún cultivador invertiría en tierras comunales. Ergo, los comunales deben ser divididos. Además, sin apelar a métodos revolucionarios, el propietario tiene que poder, por medio del intercambio, deshacerse de los derechos

⁹ Acorde a Hobbes, la prosperidad es un objetivo del gobierno positivo, ya que le provee de los medios necesarios para poder sostener militarmente la paz, paz que es ley natural (Hobbes, 2003).

colectivos que pesan sobre sus explotaciones. Así, por caso, recomienda a la nobleza realizar procesos de *cantonnement*, que suponen ceder parte de sus bosques a las comunas que tienen derechos de pastoreo sobre ellos para poder gozar exclusivamente de una porción de los mismos.

Salta a la vista la adopción evidente por parte de Quesnay del modelo británico: la mejor administración, aquella que permite maximizar el interés racional del agricultor, implica emular las reformas implementadas en la isla. En el Reino Unido asistimos, desde el siglo XVI, a una serie de reformas que podríamos resumir -algo groseramente- en el concepto de *enclosures*. Resulta difícil sintetizar el proceso histórico, pero a fines prácticos, podríamos limitarnos a afirmar en que éstas consisten en la redefinición de las parcelas, el cercamiento de las tierras, el desarrollo de derechos exclusivos de propiedad, la apropiación y reparto de los bienes comunales y la adopción de nuevos métodos de cultivo¹⁰. No obstante, sería un equívoco afirmar que el iusnaturalismo, en su variante económica, conduce invariablemente a la adopción del modelo británico. Durante la Revolución de 1789, con argumentos iusnaturalistas, Saint-Just y Robespierre proponen una solución radicalmente opuesta a la de Quesnay (Gauthier, 1988). La elección del modelo británico no es entonces una cuestión estrictamente doctrinaria; se trata de una decisión política¹¹. A pocos años de distancia de los edictos de la monarquía que buscan reformar los bienes comunales y usos colectivos, nos encontramos con una producción literaria que lejos está de atacar de conjunto a la nobleza¹².

En los fisiócratas opera una asimilación de los usos colectivos y los bienes comunales en una categoría única, aquella de lo colectivo o comunitario, contrapuesta a la propiedad individual. Mientras que lo comunitario frena el crecimiento, la división del

¹⁰ El proceso de *enclosures* lejos está de resolverse en esa enumeración. No sólo sus virtudes y alcances están en debate, sino que por momentos tampoco queda claro exactamente qué es una *enclosure*. Hay regiones británicas en las que no se manifiesta alguno de los elementos enunciados. Tawney (1912) expone con gran claridad cómo esta aparente confusión se retrotrae al siglo XVI y las primeras *enclosures*. Así, encontramos campesinos rebelándose contra las *enclosures* realizadas por los grandes terratenientes, *enclosures* que consisten en la usurpación y cercado de pastos comunales. Pero el silencio es total ante los procedimientos de concentración parcelaria realizados por los mismos campesinos, a veces acompañado de un reparto del comunal en proporción a las tierras particulares de cada uno, aunque no necesariamente. Esta ambigüedad del término subsiste en los ensayos historiográficos posteriores y deviene particularmente problemática cuando la historiografía angloparlante traslada el concepto más allá de las fronteras británicas. Véase Allen, 1992; Béaur, 2006; Béaur y Chevet, 2017; Neeson, 1996; Overton, 1996; Parker y Jones, 1975; Tawney, 1912; Thirsk, 1984.

¹¹ Jovellanos, sin hacer grandes referencias al derecho natural, arriba a conclusiones similares. Véase Luna, 2012.

¹² Quesnay introduce la idea del fin de los privilegios impositivos. Pero su *Essai sur l'administration des terres* no deja de ser, después de todo, una recomendación para la buena gestión de un señorío. Reina en Quesnay la idea de una coalición armoniosa entre propietarios y arrendatarios, anclada en la fundamental noción de paz del iusnaturalismo (Quesnay, 1757; Steiner, 1987).

comunal y la erradicación de los usos colectivos sobre las tierras privadas lo fomentan. Este paradigma es proclamado condición universal: la propiedad privada, tal como la entiende Quesnay, es convertida en un derecho natural. Así, el iusnaturalismo realiza una negación de la historia al reconocer ideas abstractas que rigen el devenir histórico de toda sociedad. El derecho positivo, momento en el cual la historia entra en la filosofía iusnaturalista, en todo caso debe apuntar a respetar las voluntades de las leyes naturales. Hay en Quesnay, como en muchos otros intelectuales posteriores, una creencia fundante: el poder del soberano. Éste todo lo puede reformar, todo lo puede modificar. Es, como quiere Hobbes, un Leviatán. Esta filosofía, llevada al límite, permite comprender a la historia como un mero reflejo de la ley.

Los agrónomos feudistas del siglo XVIII

A veces confundidos, los agrónomos y los fisiócratas no son exactamente lo mismo, si bien sus filosofías pueden coincidir (Vivier, 1998). En la reflexión de los agrónomos, la cuestión de los bienes comunales y usos colectivos es nodal, mientras que en la de los fisiócratas, se trata de un elemento más entre otros tantos. Duhamel de Monceau es el arquetipo del agrónomo anglófilo. Traductor de la extensa obra de Tull en los años '50, se muestra favorable al modelo británico, lo que nos permite presentarlo como favorable al reparto de los comunales; sin embargo, no es este su tema predilecto (Duhamel de Monceau, 1753). Del método inglés lo que obsesiona a este escritor son las nuevas prácticas agrícolas, en particular, la libertad de cultivo (Duhamel de Monceau, 1762). La libertad de cultivo exige la erradicación de la derrota de mieses: si los animales ingresan en una determinada fecha a los campos, el productor no puede cultivar a su antojo y debe someterse al calendario agrícola comunal. Duhamel se fundamenta en el derecho natural: cada propietario debe ser libre de gozar de su bien a su antojo. Favorable a los cercados, considera que la derrota de mieses es un obstáculo para el progreso. Como Quesnay, Duhamel busca una solución conciliatoria al supuesto atraso agrícola francés. Convencido de la superioridad de los procedimientos británicos, sugiere sustraer una trigésima parte de las praderas del régimen de derrota de mieses para poder sembrar alfalfa. Fiel a las ideas de su siglo, sostiene que la experiencia bastará para persuadir a los agricultores franceses.

Hay en los agrónomos un esfuerzo histórico-estadístico. No tan visible en Duhamel, este rasgo es notorio en la obra de D'Essuile, La Poix de Fréminville y Maillardière que buscan complementar las nociones de derecho natural con argumentos

fundados en el derecho positivo, ergo en la historia. Los distingue su base documental: trabajan con edictos, ordenanzas, fallos, costumbres, tratados, cartularios, cartas de franquicia. A partir de estos documentos, La Poix de Fréminville (1760) va a encontrar los orígenes de los derechos colectivos y bienes comunales en una concesión de los señores francos. En busca de atraer poblaciones a sus tierras conquistadas, éstos habrían cedido bosques, pastos y derechos sobre las reservas señoriales. Esta tesis, conocida como feudista, ubica a la nobleza en la génesis de los bienes y derechos colectivos con el propósito de brindarle, en el siglo XVIII en particular, pero también en siglos anteriores, la legitimidad necesaria para acaparar bienes comunales y reducir derechos colectivos sobre sus pastos, tierras de labranza y bosques¹³.

El conde D'Essuile (1770) ensaya una evaluación de la superficie de los comunales, que estima en un 10% del suelo. Siguiendo también el modelo inglés, sugiere que mientras se conserve la propiedad comunal, esta porción del suelo francés no podrá ser mejorada. Pragmático, introduce una primera distinción en el uso de los comunales. D'Essuile asevera que éstos no benefician a los pobres, ya que no tienen animales. Sólo los campesinos ricos se beneficiarían del uso de los pastos. Feudista, propone la división de los comunales entre todos los habitantes y el señor, que obtendría un tercio de los bienes divididos en virtud del derecho de *triage*¹⁴. Para evitar la concentración, D'Essuile sugiere otorgar el derecho de uso sobre las tierras divididas, reservándose la comuna el derecho de propiedad. La Maillardière (1780) nos ofrece una evaluación más exagerada de la superficie total de los comunales en Francia: un sexto. A diferencia de D'Essuile, La Maillardière considera que los bienes comunales y derechos colectivos benefician sobre todo a los más humildes. Eso no le impide proponer la división de comunales y la erradicación de la derrota de mieses que obstaculiza la buena gestión de los prados. Si bien aclara que sólo los propietarios deberían tener derecho a una parcela del comunal dividido en proporción a sus propiedades, excluyendo así a los arrendatarios, no deja de afirmar que poco importa el método que se siga, mientras se erradique la explotación comunal de las tierras y se respete el *triage*.

Todos los agrónomos considerados, a los que podríamos sumar otros en cuya obra no hemos ahondado, comparten una serie de características, algunas de ellas comunes a

¹³ El postulado feudista abrevia en la obra del marqués Henri de Boullainvilliers, que presenta a la nobleza de su época como descendiente directa de los conquistadores francos. Véase Boullainvilliers, 1727; Lefebvre, 1975.

¹⁴ El *triage* otorga al señor un tercio del comunal a dividir. En algunas regiones del norte, el señor puede atribuirse el tercio sin recurrir a la división. Vivier, 1998.

lo fisiócratas¹⁵. En primer lugar, la visión peyorativa de los bienes comunales y usos colectivos y la pasión por el modelo británico. En segundo lugar, el reduccionismo juridicista derivado del iusnaturalismo y del soporte documental: edictos, ordenanzas, entre otros. En pocas palabras, la ley es tomada como fiel testimonio de la realidad. La contraparte lógica de esto es la creencia iusnaturalista según la cual la transformación de la realidad emana de la ley misma. Finalmente, y en esto se diferencian de los fisiócratas, los agrónomos afirman, ya sea de forma explícita o tácita, la idea según la cual el comunal es patrimonio del pobre (Vivier, 1998). El señor, primer habitante, tiene derecho a su tercio al ser el comunal una concesión. Pero los dos tercios restantes les corresponden a los habitantes en su conjunto, lo mismo que el goce de los derechos comunales; sin el sustento de éstos, los humildes no pueden vivir¹⁶. En el grueso de la producción agronómica, el rótulo de pobre recae sobre todos los campesinos, homogeneizándolos.

Jurisconsultos y revolución

Naturalmente, la Revolución afecta la forma de comprender los bienes comunales y usos colectivos. Luego de 1789, los filósofos y agrónomos ceden paso a los juristas y gana terreno la tesis jurisconsulta de los orígenes de los comunales. Esta tesis es quizá tan antigua como la feudista, pero el accionar campesino de 1789-1793 contribuye a hacerla dominante¹⁷. Contra los orígenes feudales de los bienes comunales y usos colectivos, los jurisconsultos proponen un origen más antiguo, anterior a la conquista franca y mismo anterior a la conquista romana. Con ello se busca despojar a la nobleza de toda pretensión sobre los comunales. Concepción que gana terreno en la comisión de derechos feudales, se consolida con la abolición sin indemnización de los gravámenes y la ley de división de los comunales adoptadas por los jacobinos en 1793¹⁸.

¹⁵ Por ejemplo, Turbilly (1760).

¹⁶ D'Essuille (1770) propone la división en pequeños lotes, para restituir a los más humildes el goce perdido en un patrimonio que es legítimamente suyo.

¹⁷ Esto no significa la desaparición de la perspectiva feudista de los espacios de poder. Todo lo contrario, desde 1800 recuperan peso (Vivier, 1999, pp. 225-226).

¹⁸ La Comisión de Derechos feudales (*Comité pour les Droits féodaux*), creada en agosto de 1789 y fuertemente fundada en el iusnaturalismo, tiene como propósito discernir entre derechos propiamente feudales, por ende, creados por la violencia, y derechos de propiedad creados por un contrato libre. Entre sus figuras, se destacan Merlin de Douai y Georges Couthon. Acaso moderada en materia de cargas feudales, es tajante con el *triage*: se trata de una prerrogativa feudal y debe ser abolida. Esta cláusula no es retroactiva, las apropiaciones realizadas en virtud de este derecho no son revisadas hasta 1792. La comisión, disuelta en 1792, es reemplazada por la Comisión de Legislación (*Comité de Législation*), responsable de la abolición sin indemnización de las cargas feudales en 1793. Clère, 2005; Markoff, 1996.

En esta línea jurisprudencia se ubica Jean-Baptiste Victor Proudhon (1824), quien sostiene que la Revolución devuelve los bienes comunales y derechos colectivos a su origen primitivo, arrebatado por la potencia feudal. No obstante, condena la división a la que considera un despojo. Proudhon realiza una defensa extrema, no sólo de los bienes comunales, sino de los usos colectivos, especialmente de la derrota de mieses. Consta, como muchos otros, la confusión que reina en torno a la distinción de los derechos comunales. Muchas veces se encuentra el término *vaine pâture* (derrota de mieses) o el verbo *vainpâture* aplicado al pastoreo en bienes comunales¹⁹. Para Proudhon esta aparente confusión no es un mero desliz de la oralidad, como sugieren otros juristas como Bouhier o Henrion de Pansey (1833), sino que efectivamente el derecho de derrota de mieses se desprende del derecho de propiedad; no duda en decir que la derrota de mieses y los bienes comunales son sinónimos²⁰. Proudhon se constituye así en uno de los más acérrimos defensores de los bienes comunales y derechos colectivos y cristaliza en el pensamiento moderno una asimilación entre bienes comunales y usos colectivos que será habitual en numerosos historiadores del siglo XX. La idea del comunal y los usos colectivos (ahora totalmente fusionados) como sustento de los humildes se consolida.

Mutación de las relaciones de propiedad: aproximación decimonónica

Fuertemente fundados en el iusnaturalismo, los feudistas y jurisconsultos hasta mediados del siglo XIX han sostenido una visión en cierto sentido inmóvil de las relaciones de propiedad. Se parte de un supuesto: el derecho natural a la propiedad. En función de la inclinación política, más favorable a la nobleza, más favorable a los campesinos, se define el origen de este derecho natural: los confines del tiempo galo o la conquista -legítima- de los Francos. Desde entonces, la historia entra en juego a través del derecho positivo que busca, con errores y aciertos, honrar al derecho natural. El siglo XIX, con su calor revolucionario, trae novedades en este sentido. Cada vez más, el movimiento histórico gana terreno en los enfoques relativos a los bienes comunales y usos colectivos, y si bien sería exagerado afirmar que las nociones iusnaturalistas desaparecen, sí es cierto que pasan a un segundo plano en los argumentos, pronunciando la tendencia del siglo anterior.

¹⁹ En los cuadernos de quejas, esta utilización indistinta de los términos es frecuente. Véase Etienne, 1907, 1912; Martin, 1928.

²⁰ Esta premisa es combatida por Édouard Meaume (1851), quien percibe un avance de los usos sobre los bosques durante el período revolucionario. En su afán minar los argumentos legales de esta tendencia, discrimina bienes de usos.

Henrion De Pansey (1833), jurista lorenés y funcionario del Directorio y el primer Imperio, introduce la idea del cambio en las relaciones de propiedad sobre la base del estudio de los mismos documentos con los que trabajaron sus antecesores. De Pansey adopta una visión feudista de los orígenes de los bienes comunales y usos colectivos, por lo que considera que, durante la Edad Media, la nobleza goza de la prerrogativa de apropiarse de los espacios comunales, así como también de cercenar los derechos de uso sobre sus bosques. Sin embargo, en la medida en que la justicia señorial es subordinada al Estado, esta prerrogativa pasa a la corona. Se opera un desplazamiento de la soberanía sobre los bienes comunales desde la nobleza hacia la monarquía. La idea de un propietario natural queda relegada en la medida en que De Pansey busca otorgarle al gobierno de Luis XVIII autoridad ilimitada en materia de bienes comunales y usos colectivos²¹. Contra de Pansey, Armand Rivière (1856) sugiere que, en rigor, los comunales se remontan a tiempos más remotos, aquellos en los que los hombres fijan residencia sedentaria en un territorio. El patrimonio común de las ciudades, formalmente constituido a partir del siglo VII, es progresivamente apropiado por la nobleza en los siglos subsiguientes. Las cartas de franquicia del XI lo restituyen a sus propietarios originales, no obstante, en las comunidades creadas más tarde la propiedad pertenece a la nobleza.

Eugène Cauchy (1848) sostiene que antes de 1793 la propiedad comunal no recae sobre la suma de los habitantes, sino sobre la persona moral que constituye la comuna de habitantes. La ley de 1793, al individualizar los derechos sobre las tierras comunes, transforma la propiedad y alimenta las pretensiones de los habitantes. Pese a la derogación del año V y a las sucesivas leyes napoleónicas, Cauchy considera que, al menos hasta 1837, las comunas consiguen, a través de vericuetos legales (es decir, siempre *de iure* y nunca exclusivamente *de facto*) sostener las divisiones de comunales. Al contrario, Léon Aucoc (1864) afirma que, si bien la ley de división de comunales de 1793 no ha sido expresamente derogada, las prerrogativas que autorizan el reparto del comunal entre los habitantes sí lo han sido. No obstante, reconoce, como también lo hace con cierto estupor Du Bled (1872), que esto no significa que las divisiones hayan cesado. Con cierto recelo, los juristas comienzan a percibir que, en materia de derechos de propiedad, la práctica y la ley pueden diferir.

El siglo XIX es testigo de una transformación en la comprensión del fenómeno histórico. El debate por los orígenes sigue en pie, pero ha mutado. Ya no se trata de buscar

²¹ La primera edición del trabajo de Henrion de Pansey es de 1822.

un propietario natural, sino de comprender las transformaciones histórico-jurídicas que han alterado el derecho de propiedad sobre los bienes y usos comunales²². En esta visión, los usos se desprenden de la tipificación jurídica²³. Ahora, si bien la iniciativa transformadora sigue recayendo en el plano jurídico desde el momento en que es el Estado el que crea las condiciones históricas para la acción de las comunas (en especial, a través de la ley de 1793), Du Bled y Aucoc evidencian que en ocasiones los aldeanos se comportan acorde a leyes que han sido derogadas. Las bases para el resquebrajamiento de la historia jurídica y política quedan asentadas.

* * *

Entre 1750 y 1875, la reflexión sobre los usos colectivos y bienes comunales emerge de la voluntad de reformar las prácticas agrarias. Fuertemente fundados en el modelo británico, intelectuales, funcionarios y juristas asimilan los bienes comunales y usos colectivos al atraso económico, a la subproducción y a la ineficiencia (Bourde, 1953). En contraposición, la propiedad individual exclusiva es elevada al panteón de los santos remedios. En paralelo, sin perjuicio del derecho originario sobre el comunal, se opera la asimilación de lo colectivo a la pobreza, homogeneizando una sociedad heterogénea. La cuestión jurídica ocupa el centro de escena, en un doble sentido. Por un lado, se entiende a la realidad como mero reflejo del orden legislativo. Por el otro, y como correlato necesario de la primera premisa se pretende que todo cambio histórico se engendra desde el Estado.

II. DE LA ERUDICIÓN AL NACIMIENTO DE LA DISCIPLINA PROFESIONAL

El método comparativo y la erudición en la segunda mitad del siglo XIX

Desde mediados de siglo aparecen nuevos métodos para una observación más precisa de la evolución de los bienes comunales y usos colectivos. Frédéric Le Play (1857) sostiene que para comprender la realidad social de los obreros y campesinos franceses y europeos se debe apelar al estudio monográfico y comparativo de distintas formaciones históricas precisas. Para ello, a través de numerosos corresponsales, sigue de cerca el

²² Véase Le Berquier, 1859.

²³ El mismo procedimiento es ejecutado por la historiografía española de los siglos XIX y XX. Véase Luchía, 2008.

derrotero de familias humildes de todo el continente. La primera conclusión visible de este trabajo es la diferente incidencia de los bienes comunales en las economías regionales, algo imposible de percibir en los enfoques jurídicos anteriores. Como también remarcará Ferrand (1859), los trabajos compilados por Le Play ponen en evidencia un uso diferenciado del comunal. Recuperando los comentarios de D'Essuile, sugiere que son los campesinos acomodados, dueños de rebaños considerables, los únicos que se benefician del comunal, puesto que los más humildes no tienen animales.

El desarrollo de las estadísticas públicas permite a Crisenoy (1887) estimar en un 8% del suelo a la superficie comunal de su época, lo que sugiere un declive de la superficie al menos desde 1870²⁴. Pero este retroceso no es idéntico en las distintas regiones de Francia. Concluye que no se trata de leyes, sino más bien de las distintas disposiciones departamentales y de la jurisprudencia local, que sigue una orientación tildada de azarosa. Las particularidades regionales alimentan los estudios de los eruditos locales. Sobre la base del desarrollo de la maquinaria archivística francesa, Guyot (1886, 1915) realiza un estudio detallado de los bosques y pastos colectivos loreneses. Partidario de la idea de un origen mixto de los comunales, Guyot percibe que, mientras que los campesinos censitarios devienen propietarios de sus parcelas, los usufructuarios de derechos sobre bosques señoriales, no; sugiere así una evolución divergente en los derechos de propiedad²⁵. Como Crisenoy, hace énfasis en cuestiones locales para explicar el pillaje de los bosques durante la guerra de los treinta años y se introduce en las particularidades de la conquista del ducado de Lorena para comprender la subordinación de las costumbres forestales locales a las francesas que cercenan los derechos de los usuarios, relegando la importancia de las leyes más vastas.

El desarrollo de métodos específicos de la disciplina historiográfica, tales como las comparaciones regionales o las monografías fundadas en análisis exhaustivos de los archivos, permite una primera visualización tosca de las diferencias regionales que afectan a los bienes y usos comunales. Si bien aún no ha sido abandonada, la perspectiva centrada en lo jurídico comienza a perder terreno en beneficio de un análisis histórico y material.

²⁴ Coppel (1881) lo estima en un 11%.

²⁵ Dallongeville (1896) también es partidario de la teoría del origen mixto de los comunales, originados a veces antes de la conquista franca, y otras como resultado de una concesión señorial. Bouthors (1865), Violet (1872), Glasson (1891) y Lavelaye, en cambio, sostienen que la propiedad colectiva deriva de un comunismo primitivo. Fustel de Coulanges (1889), apuntalándose en el *mir* ruso, donde la explotación es colectiva pero la propiedad es del señor, sostiene la tesis feudista.

Karl Marx y la acumulación originaria

Lejos está la obra de Marx de centrar su atención en la historia agraria de Francia y en particular, en los bienes comunales del continente. Sin embargo, la importancia que adquiere su análisis del caso inglés y la traslación posterior que se ha hecho de este mismo exige detenernos en su trabajo. Marx (2004) aborda la cuestión de la transición del feudalismo al capitalismo en Inglaterra en el célebre capítulo XXIV del *Capital* donde desarrolla su teoría de la acumulación originaria²⁶. La acumulación originaria consiste en el divorcio de los productores directos de los medios de producción y en la acumulación de los medios de producción en pocas manos. Se crea, en un doble proceso, un mercado de trabajadores desposeídos y un mercado de alimentos y otras mercancías. Los campesinos, otrora siervos de la gleba, devienen a partir del siglo XIV en campesinos libres primero y en campesinos desposeídos -proletarios- a partir del XVI. Supone una primera etapa de producción mercantil simple en la que los campesinos son dueños de sus medios de producción que se encuentran fraccionados y se produce, esencialmente con mano de obra familiar, para el consumo y para el mercado (Marx, 2004). De esta estructura de producción mercantil simple surge una franja minoritaria de productores enriquecidos, mientras que la masa empobrecida pasa a las filas del flamante proletariado. Este proceso es estimulado por distintas acciones de los acumuladores, así como también por la intervención del Estado. Entre ellas, nos interesa destacar la privatización de los comunales que constituyen, para Marx, un tradicional sustento del ganado campesino tanto antes como después de la manumisión de los siervos. Primero de forma ilegal como resultado de usurpaciones y cercamientos puntuales, luego legal con las *Bills for Inclosure of Commons*, los grandes terratenientes proceden con la privatización y cercamiento de las tierras colectivas, debilitando las posibilidades de reproducción del campesinado y favoreciendo su proletarización. Ahora, en el capítulo XXIV de *El Capital* no hay grandes especificidades al respecto de los derechos colectivos sobre las tierras particulares o la concentración parcelaria, sólo la mención al edicto en su función usurpadora de pastizales comunes.

El tema de los derechos colectivos sí había sido tratado específicamente por Marx en sus años de juventud, en los célebres textos sobre el robo de leña (Marx, 2007). Marx

²⁶ Con suma prudencia -prudencia luego desoída por sus seguidores- Marx afirma: “Sólo en Inglaterra, y es por eso que tomamos de ejemplo a este país, dicha expropiación reviste su forma clásica”. Marx, 2004, p. 895.

se lanza a la crítica del accionar político-legislativo de la Dieta Renana que en 1842 discute convertir las contravenciones forestales en delitos, desplazando así el plan de acción desde la justicia de paz (justicia civil) hacia la justicia penal, ciertamente más dura. El objetivo es optimizar y abaratar la represión de las infracciones forestales, ahora devenidas en robo (delito). A mediados del XIX, los campesinos de parte del occidente alemán consideran el derecho de recoger leña como una potestad incuestionable, independientemente de que cuenten formalmente o no con esa atribución sobre los bosques privados (Vilar, 1983)²⁷. Marx estima que esto se desprende del carácter “híbrido, dual y ambiguo” de la propiedad medieval (Marx, 2007, p. 38). Su reemplazo por la propiedad absoluta consiste en una simple contraposición de derechos, los del propietario contra los de los campesinos, contraposición en la que triunfa el más fuerte. Por ello Marx reclama, en defensa del campesinado, el derecho consuetudinario a la recolección de leña y rechaza la asimilación de ésta a un delito²⁸.

Retornando a la línea de análisis de *El Capital*, en la Europa occidental, a partir del siglo XIV, se da un proceso de concentración de las tierras privadas, o en palabras de Marx, un reemplazo en las formas de la propiedad privada. La propiedad privada fundada en el trabajo, característica de la producción mercantil simple, es reemplazada por la forma de propiedad basada en el capital. La usurpación de comunales juega un rol estimulante al favorecer la bancarrota de los tenentes y su reemplazo por arrendatarios. En los bosques, el rol desempeñado por el retroceso de los derechos colectivos es análogo: favorece la proletarización. Pero no por ello estamos necesariamente ante una revolución productiva. La concentración de las explotaciones (que no debe ser confundida con la concentración de las parcelas) implica, en términos del filósofo alemán, una primera fase de subsunción formal del trabajo al capital, en la que el capital se apropia de los medios de producción sin transformar el proceso productivo. La acumulación de riqueza habilita el tránsito hacia una segunda etapa en la cual el capital efectivamente revoluciona el proceso productivo, lo que Marx llama la subsunción real del trabajo al capital (Marx, 2011b)²⁹. Cuando Marx trata las *enclosures*, centra su atención en el aspecto de la

²⁷ A mediados del XIX, en el vecino Palatinado, los campesinos consideran que tienen derecho inmemorial a recoger leña en el bosque, mismo si los guardias forestales les labran actas cuando son atrapados haciéndolo. Ningún título escrito avala al accionar de los campesinos: sólo la costumbre. Sperber, 2005.

²⁸ De forma sumaria, esta afirmación es extendida a la “[...] rebusca, el espiguelo y derechos consuetudinarios de ese tipo”. Marx, 2007, p. 39.

²⁹ En rigor, Marx contraponen la subsunción formal del trabajo al capital en la producción flamenca o italiana en la que el capital permanece fuera del proceso productivo con el *Verlagssystem* en el que el capital penetra en el proceso de producción (Marx, 2011a).

desposesión, es decir, en la subsunción formal del trabajo al capital, independientemente del rol que puedan haber tenido o no las *enclosures* en una revolución agrícola. Su atención, en estos pasajes, está dedicada al cambio en la relación social de producción, no a la productividad.

Con Marx se abandona la perspectiva lineal de modernización presente desde los fisiócratas y se adopta en cambio una perspectiva basada en el enfoque relacional que busca comprender el cambio histórico centrado en la teoría de los modos de producción. Se introduce así la problemática de la transición del feudalismo al capitalismo que caracterizará a parte de la historiografía del siglo XX. Los comunales y derechos de uso dejan de ser un asunto jurídico para ser enfocados en su aspecto económico, remarcando el rol que desempeña su privatización en la proletarización. En Marx, el tránsito hacia el capitalismo se da, no por la mutación jurídica, sino por la acumulación y desposesión.

Clase sociales y concentración de la tierra en Francia

En la medida en que el socialismo crece en influencia a fines de siglo los intelectuales se distancian parcialmente del problema estrictamente jurídico para ahondar en los aspectos económicos de las mutaciones en los derechos de propiedad. Émile de Laveleye (1872) sostiene que, en los orígenes, cualquier sociedad carece de propiedad privada y que la forma natural de organización es la apropiación colectiva. Como motor de cambio no ubica la acción estatal, sino el mismo desarrollo económico, que en todo caso adopta por momentos formas jurídicas y políticas concretas. Sin decirlo explícitamente, Laveleye piensa que es la demografía la que transforma las formas de apropiación del suelo al intensificar los cultivos³⁰. El autor destaca la supuesta abolición de la derrota de mieses por el código rural de 1791 y las leyes de división de 1793 y de venta de comunales de 1813 que habrían individualizado la apropiación del comunal y facilitado la mercantilización de la tierra³¹. Este proceso deriva en la acumulación de medios de producción que impide la formación de una democracia rural. En una línea teórica similar se ubica Paul Lafargue (2010), ícono del marxismo francés decimonónico, quien postula que “La Revolución de 1789 ha liberado a la propiedad hipotecaria de las

³⁰ Esta idea ya está presente en Locke (2009, p. 30).

³¹ En 1813, urgido por las presiones fiscales, Napoleón Bonaparte decide la venta de los bienes comunales. Los bienes arrendados representan más del 90% de los bienes cedidos para ser vendidos. Véase Vivier, 1998.

servidumbres feudales que le impedían revestir la forma individual o burguesa”³². Como Laveleye, sostiene que la eliminación de la derrota de mieses por parte del *Code* y la reducción sensible o erradicación de los comunales deriva en una concentración de tierras a la inglesa, en beneficio de la nobleza y la burguesía³³. Lafargue se inclina hacia la tesis clásica de la proletarización que en Francia toma como momento clave el desarrollo jurídico individualista de 1789-1815.

Laveleye y Lafargue, como Proudhon y otros, asimilan todos los bienes comunales y usos colectivo en una única categoría que se reparte de forma sencilla. Los campesinos, humildes por naturaleza, se aferran a los bienes y usos comunales. La burguesía y la nobleza, al individualismo. Sobre la base de textos legislativos, proponen la tesis de la proletarización por desposesión, adoptando los vicios del reduccionismo juricista y sin permear en el análisis de la estructura social. El método de Marx, invertido, reencuentra a Hegel.

Estratificación campesina

Si bien su obra es conocida desde 1880, en 1899 es traducido al francés el trabajo de Nikolaï Kareiev quien, preocupado por la cuestión campesina en Rusia, busca respuestas en la historia francesa. Kareiev, cuya documentación de base está constituida por los cuadernos de quejas, parte de una caracterización de la relación de los hombres y la tierra en el siglo XVIII, remarcando que, mientras que el clero, la Corona y la nobleza controlan dos tercios de la tierra, el tercio restante recae en manos del tercer estado (Oliva, 1979). Ese tercio no se reparte de forma igualitaria. En primer lugar aparece la burguesía que arrienda o explota las tierras con mano de obra asalariada. Luego los campesinos independientes, fundados en la mano de obra familiar. Finalmente, los campesinos pobres dueños de una microparcela³⁴. La tendencia del XVIII, nos dice Kareiev, es a la polarización de esta estructura y la reducción demográfica del sector medio. Esto se ve acelerado por la ofensiva contra los bienes y usos comunales perpetrada por la nobleza. Como los socialistas, Kareiev considera que estos bienes comunales y usos colectivos benefician en conjunto a los campesinos independientes y a los más humildes. Junto a los

³² “La Révolution de 1789 a libéré la propriété foncière des servitudes féodales qui l'empêchaient de revêtir la forme individualiste ou bourgeoise”. La traducción es nuestra. Lafargue, 2010, p. 73.

³³ Este enfoque es también sostenido por Graffin (1899)

³⁴ Capaz cabría preguntarse qué entiende Kareiev por burguesía, pero este interrogante pierde importancia en la medida en que reconoce que las tierras de la burguesía son muchas veces arrendadas por un *fermier* local. A veces habla de “burguesía rural”. Kareiev, 1899, p. 532.

fisiócratas, estima que los bienes y usos comunales constituyen un bloqueo al progreso agrícola. Así pues, sugiere que la burguesía rural se opone, por definición, a todos los bienes y usos comunales, retomando así la caracterización socialista de Lafargue.

A partir de 1901 hace su aparición la *Historia Socialista de la Revolución Francesa* de Jean Jaurès (1946). Jaurès es el primero en aplicar el método marxista al estudio *in extenso* de la Revolución y los hechos que la precedieron. Como Marx (2005), considera que la Revolución Francesa es el resultado de una evolución secular hacia el capitalismo, capitalismo que es, a ojos de Jaurès, esencialmente agrícola. De este modo, el primer conflicto que aparece en la obra de Jaurès es el enfrentamiento entre la nobleza y el tercer estado, que busca liberar a la propiedad de la tierra de sus ataduras feudales. Pero el tercer estado no es homogéneo: reconoce como Kareiev la existencia de diferentes sectores sociales. La burguesía urbana es vinculada al individualismo y una primera aproximación del campesinado lo muestra aferrado a los bienes comunales y usos colectivos. Sin embargo, Jaurès profundiza el enfoque. El campesinado nos aparece unido en su lucha contra la nobleza que usurpa comunales y pretende extraer sus tierras y bosques del régimen de la derrota de mieses. Pero otras cuestiones lo dividen en función de la estratificación aldeana. El espiguelo, que permite a los campesinos recolectar paja y restos de grano en los campos cosechados de muchas partes del hexágono, es combatido por los *laboureurs* y lógicamente defendido por los más humildes. El comunal presenta problemas análogos. En algunas regiones, los ricos quieren dividirlo y los pobres conservarlo. Pero allí donde éstos últimos no tienen animales, los programas políticos se invierten: los campesinos humildes pretenden dividirlo y los ricos, dueños de grandes rebaños, sostener el régimen de pastoreo colectivo. La ley de división del comunal, acelerada a partir de 1792, es vista por Jaurès como una concesión a los campesinos humildes en función de la posible repercusión en el campo de las jornadas de agosto. Pese a la enorme riqueza de este análisis, Jaurès no puede evitar caer en las generalizaciones del liberalismo que sostienen que la Revolución significa el paso de una propiedad ambigua a una propiedad moderna y garantizada.

La influencia del dirigente socialista se hace sentir en el trabajo pionero de Georges Bourgin (1908b). De larga tradición en los Archivos Nacionales, Bourgin es el primer historiador profesional en ensayar una síntesis sobre la cuestión de los bienes comunales. Como Jaurès, percibe que la estratificación social aldeana incide en la disputa

por los bienes comunales³⁵. Los *manoeuvres* se muestran favorables a la división del comunal en porciones iguales entre todos los aldeanos, tanto antes como durante la Revolución. Después de todo, éstos les brindan poca utilidad ya que no tienen animales (o tienen muy pocos). Los *laboureurs*, en cambio, prefieren conservar indivisos los comunales para alimentar a sus rebaños o, en el peor de los casos, realizar una división proporcional a las explotaciones. Esta situación, pertinente para algunas regiones de Francia (Lorena entre ellas), es capaz exagerada al ser extendida a todo el territorio. La generalización contrasta con el minucioso seguimiento que hace Bourgin, dentro de lo posible, de la evolución de la propiedad colectiva a nivel regional. El archivista remarca que la monarquía no ensaya leyes generales, y que la ley de 1793, válida para todo el territorio, parece tener resultados dispares, que el autor no llega a evaluar del todo.

Sobre la base de las estadísticas elaboradas por los prefectos durante la primera década del XIX, Philippe Sagnac (1904) evalúa las consecuencias de la Revolución sobre la distribución de la propiedad. Estima que la división de comunales tuvo un alcance muy extendido en Mosela y Meurthe luego de la sanción de la ley de 1793. Sin embargo, recupera cierto escepticismo de los prefectos al considerar que parte de las parcelas comunales divididas ha sido abandonada por su escasa productividad, reconvirtiéndose en pastos. Contra la tesis marxista de proletarización por acumulación de tierras, Sagnac señala que la pequeña propiedad avanza y el número de jornaleros sin tierra retrocede. La población se fija en la campiña, pero debe complementar su ingreso con un salario³⁶. La Revolución trae así, según el autor, una mejora considerable en las condiciones de vida de los campesinos y jornaleros más humildes.

Los estudios históricos de comienzos del siglo XX abandonan algunos preconceptos decimonónicos. En primer lugar, la idea según la cual toda reforma baja desde el Estado a través de la legislación. Los análisis de Jaurès y Bourgin permiten comprender que la iniciativa muchas veces proviene de las mismas comunidades. Socavan el enfoque dual que presenta a la aldea monolítica defensora de los bienes comunales enfrentada al Estado o la nobleza individualistas. Jaurès y Bourgin polemizan con la idea según la cual los sectores acaudalados ricos, sean campesinos acomodados o nobles ajenos a la comunidad, se oponen a las bienes y usos comunales en bloque, y los

³⁵ La línea de análisis fundada en la estratificación aldeana y el goce diferenciado de bienes y usos comunales está presente, de forma más o menos nítida, en algunos trabajos anteriores y -sobre todo- contemporáneos. Véase D'Essuile, 1770; Le Play, 1857; Ferrand, 1859; Freyssinaud, 1899; Lefebvre, 1907; Lefebvre, 1907; Tessier, 1906; Trapenard, 1906.

³⁶ Lo mismo sostiene Vandervele (1903).

campesinos, a su vez, los defienden de conjunto. Sobre el éxito de la división de comunales, Sagnac, pone en duda las formulaciones más radicales al estilo de Lafargue sobre la proletarización como resultado de una revolución burguesa e individualista.

La primera oleada de estudios de caso en Lorena

La profesionalización de la disciplina y los estímulos brindados por la *Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution* conllevan a la multiplicación de los estudios de caso que se concentran en un doble sentido. Por un lado, los estudiosos se alejan de un enfoque generalizador en el que quedan englobados bienes comunales y usos colectivos, y dedican su atención a un solo fenómeno, en general, los bienes comunales. En segundo lugar, el recorte geográfico se hace más pequeño. Ya no es el país entero, ni siquiera la región. Se trata de una aldea, un cantón, un departamento³⁷.

Lévy-Schneider (1907) estudia la evolución de los bienes comunales en Haudiomont, distrito de Verdún, departamento de Mosa. Los reparte en dos tramos: 1769 y 1791. La primera, en virtud del edicto de la Corona para los Tres-Obispos de 1769, que autoriza la división de comunales con un tercio para el señor (Obispo) que goza del *triage*. En 1791 se trata de dividir ese tercio, recuperado por la comunidad, en virtud de la ley de ¿1792? El *triage* es abolido por ley en 1791, sin embargo, no es una ley retroactiva. La normativa que efectivamente anula las operaciones de *triage* realizadas en los últimos treinta años es de 1792. El autor es contundente: las comunidades se adelantan a la ley y esta no es más que la sanción *a posteriori* de los actos ya consumados³⁸. Schmitt (1908a) se detiene brevemente en los comunales en el distrito de Bar-le-Duc, Mosa, donde sólo unas veintitrés comunas dividen sus comunales, algo así como un quinto del total de comunas y un tercio de las que tienen comunales. Los lotes de menos de un área se multiplican, lo que alimenta las sugerencias de Sagnac. Schmitt estima que los efectos económicos de esta política son nocivos. Las tierras de escasa superficie ofrecen poca producción y quitan abonos al complicar la manutención del rebaño comunal³⁹.

³⁷ Ciertamente, el enfoque departamental no es nuevo. Grellet-Dumazeau (1831) o Juillet Saint-Lager (1882) lo utilizan en sus estudios. La novedad radica en la aproximación profesional de caso, ya no desde una perspectiva exclusivamente jurídica, sino con un trabajo a fondo en los archivos departamentales o comunales.

³⁸ Lo mismo percibe Albert Mathiez (1899) en la Haute-Saône durante la Revolución.

³⁹ Mismas conclusiones de parte de Lucien Raulet (1910) para el departamento de Yvelines y de Roger Graffin (1899) para las Ardenas.

También en Mosa, Henri Évrard (1912) dedica su atención al cantón occidental de Varennes-en-Argonne en la larga duración. Sostiene que, a partir del siglo XVII, la valorización de los bosques fomenta una delimitación más estricta de los derechos colectivos, con la nobleza como principal impulsor. Esto conlleva la multiplicación de los delitos rurales, especialmente luego de 1789. Las hostilidades contra los usos colectivos provienen casi siempre desde fuera de la comuna campesina y conducen a la desaparición de muchos de ellos en el primer tercio del siglo XIX⁴⁰. Por otro lado, los bienes comunales se ven atacados, en especial a partir del siglo XVII, por las usurpaciones señoriales. La ley de 1793 se traduce en algunas escasas divisiones en el cantón. La tiranía de la mala calidad de los suelos termina por devolver el grueso de las parcelas divididas a su antiguo estado de pastura, mientras que aquellas en las que sobrevive la agricultura acaban en manos de los agricultores enriquecidos⁴¹. Algo más al sur, en el departamento de los Vosgos, Léon Schwab (1910) analiza la evolución de los comunales desde el largo plazo, remontándose al siglo XVII. El autor sugiere que algunas aldeas (recopila doce casos) rechazaron la posibilidad de división, mientras que unas veinte al menos la solicitaron. Se trata de casos posteriores a la ley de 1793, aunque el autor filtra que algún caso anterior parece haber, sin conseguir fecharlo con precisión.

Los estudios de caso exponen la relevancia de la acción directa y dejan en claro que la ley muchas veces sigue a los hechos. Mientras que los usos parecen más bien ser víctimas de la ofensiva de la nobleza, los comunales se ven sujetos a las disputas al seno de la comunidad. Pero los resultados parecen más magros de lo que sugieren las perspectivas más amplias. Empalmando con el pensamiento socialista, el balance es a veces peyorativo: la pérdida de los comunales dificulta la reproducción del ganado de los campesinos.

El gran catedrático: Henri Sée

Originalmente adepto a la tesis feudista que luego matiza a raíz de las críticas de Paul Lacombe (1912), Henri Sée remarca la diversidad de prácticas agrarias que obliga a la monarquía a evitar los edictos generales a todo el Reino y a contentarse con disposiciones provinciales (Sée, 1901, 1924a). Estima que en Francia las divisiones de

⁴⁰ Tal sería el caso del pastoreo en los bosques, erradicado por el Código Forestal de 1827. Por otro lado, no deja de señalar que a veces las ofensivas contra los usos comunales provienen del seno de la aldea. Tal es el caso del retroceso de la derrota de mieses en algunos prados, obra del accionar de los *laboureurs* dueños de los prados.

⁴¹ Sigue aquí las sugerencias de la naciente geografía histórica.

comunales prerrevolucionarias son verdaderamente escasas y encuentran la oposición de los aldeanos pobres. Los ricos, en cambio, se muestran favorables en la medida en que se ejecute la división en relación proporcional a las explotaciones. Cita como excepción el caso lorenés, donde las divisiones de pastos comunales son reclamadas por los más humildes frente a la protesta de los *laboueurs* y tienen un alcance más vasto. La economía pastoral de montaña, el *trriage* y las usurpaciones son otro motivo que impide la división. Las usurpaciones, pese a todos los edictos producidos desde el siglo XVI, se multiplican hasta el XVIII (Sée 1924b). Sée insiste en que el problema de la transformación de la agricultura francesa no es jurídico, sino económico. Así, los desecamientos de pantanos se ven frenados no por la estructura de propiedad, sino más bien por la falta de capital, retomando la línea sugerida por Loutchisky (Loutchisky, 1911; Sée, 1924b). Por ello la Revolución, que ciertamente opera un cambio en el plano jurídico, poca incidencia tiene en el ámbito económico (Sée, 1925).

Sée es el primer historiador profesional en dedicarse en profundidad al estudio de la derrota de mieses. Como en materia de comunales, busca comprender la existencia de este derecho en función de su inserción en la historia económica del siglo XVIII. Así, piensa que en Lorena, Borgoña o la Beauce es la fuerte fragmentación de las explotaciones la que explica las dificultades para cercar y la imposibilidad de erradicar esta práctica: los campos deben permitir el paso de los animales (Sée, 1913, 1914, 1924b). En Bretaña, en cambio, la derrota de mieses tiene poco alcance (Sée, 1928). Como en materia de comunales, estas particularidades regionales imposibilitan la aplicación de edictos generales. ¿Ahora, qué alcance real tienen los decretos que buscan prohibir o atenuar la práctica de la derrota de mieses? En Lorena, sólo los grandes propietarios, en su mayoría miembros de la nobleza y el clero, hacen uso de los cercados autorizados por el edicto de 1767. A partir de los cuadernos de quejas, Sée sostiene que la población campesina, en su conjunto, se opone al cercenamiento de la derrota de mieses (Sée, 1914). Sobre la base de la encuesta realizada por el gobierno nacional en 1836-1838, Sée percibe que la derrota de mieses ha desaparecido en Beauce o Sologne. En el Nord, a pesar de persistir en términos jurídicos, en la práctica ha sido erradicada. En el Noreste francés o en el Franco-Condado, entre otras regiones, subsiste, con leves cambios atribuidos al avance de las praderas artificiales (Sée, 1926). La abolición de la derrota de mieses, nos dice Sée, se concreta con la ley de 1889.

La obra de Sée logra, por vez primera, una síntesis de las problemáticas de los comunales y de la derrota de mieses, distinguiendo los fenómenos y tomando distancia

así de los juristas de comienzos de siglo. Marca con sumo tino líneas de investigación relevantes, tales como la importancia de la acumulación de capital o las particularidades regionales y del parcelario. Sin embargo, y en sintonía con muchos de sus antecesores inmediatos, su aproximación a la historia económica agraria no deja de ser por momentos superficial, limitada a los grandes trazos que le permite percibir la documentación con la que trabaja (Toubert, 1986)⁴². Esto lo lleva a recaer en los prejuicios tradicionales de época, como por caso la asimilación de bienes comunales y usos colectivos a la pobreza.

* * *

A fines del siglo XIX comienzan a dibujarse los trazos de lo que será el método historiográfico profesional. La base documental se multiplica: las fuentes legislativas se ven complementadas por estadísticas, cuadernos de quejas, documentos impositivos, entre otros. Lo económico penetra en la producción bibliográfica, desplazando al enfoque jurídico. Las particularidades regionales emergen y fomentan el método comparativo, como también lo hacen las diferencias sociales, ya no sólo al nivel de la nobleza, la burguesía y el campesinado, sino al seno mismo de la comunidad rural. Ahora, si bien la asimilación de comunales a la pobreza es cuestionada por algunos autores como Bourgin o Jaurès, la concepción fisiocrática, presente en Lafargue o Sée, sigue dominando.

Además, contra las concepciones jurídicas o marxistas que proponen una transformación de los bienes y usos colectivos, el escepticismo en torno a esta posible mutación gana terreno a comienzos del siglo XX, especialmente en relación a los comunales, que ocupan un lugar mayor en la producción historiográfica. Con todo, esta primera oleada de historia económica no deja de tener una aproximación ligera al problema de las prácticas agrarias. El siglo XX heredará estas líneas de trabajo, las profundizará y, en algunos casos, las cuestionará.

⁴² Si bien Sée incluye algunos documentos locales en sus trabajos, tales como los cuadernos de quejas o los cartularios, en sus trabajos sobre bienes comunales o derrota de misiones privilegia los decretos, edictos, debates en las altas esferas de gobierno, encuestas, circulares, memorias, misivas entre funcionarios y las primitivas estadísticas oficiales de comienzos del siglo XIX (en especial, los informes de los prefectos durante el primer imperio). Toda una batería de documentos producidos desde el Estado central, o a lo sumo, desde los gobiernos locales, sin penetrar en las particularidades productivas locales o en la documentación de las justicias de paz.

CAPÍTULO 2. LA HISTORIOGRAFÍA DEL SIGLO XX CORTO

I. ANNALES, SOCIALISMO Y GEOGRAFÍA

Marc Bloch y los cimientos de la historia rural francesa

En 1940, Marc Bloch (2014), golpeado mas no vencido por la derrota, describe un panorama sombrío del ejército de su país. En vísperas de la invasión alemana, los modernos métodos de guerra escapan al alto mando francés, sumergido en el sopor de la gran burguesía. En 1931, la revolución agrícola, término con el que Marc Bloch designa no sólo la introducción de nuevas técnicas de cultivo, sino también el desdibujamiento del régimen de derechos colectivos, parece ignorar a parte del campo de su país. Bloch distingue tres formaciones económicas en el ámbito rural: los campos abiertos y regulares (*openfield*), los campos abiertos e irregulares y la región de cercados o *bocage*. *Grosso modo*, estos se reparten, respectivamente, al norte, sur y oeste del hexágono⁴³. En el *openfield*, la derrota de mieses brota del dibujo parcelario. En una aldea lorenesa cualquiera, las parcelas consisten en rectángulos angostos, de hasta sólo ocho metros de largo, por hasta trescientos metros de largo⁴⁴. De este modo, un solo propietario de unas veinte hectáreas puede poseer varias decenas de parcelas en el término de una sola aldea. Esto hace que, naturalmente, sea imposible individualizar el pastoreo en las tierras en barbecho, forzando un régimen de pastoreo colectivo y obligando a dividir el ager en hojas de cultivo⁴⁵. Para Bloch, en la medida en que este dibujo parcelario subsiste (y lo hace, en muchas regiones, hasta después de la Segunda Guerra Mundial), los derechos colectivos también, impidiendo así lo que el autor considera el principal rasgo de la revolución agrícola: la conquista, por parte de los cultivos, de las tierras en barbecho.

¿Inmovilidad del *openfield* francés? La obra de Bloch está centrada en la tensión que existe entre este régimen y el progreso técnico⁴⁶. Como Marx (2008), Bloch hace énfasis en que la historia la hace la humanidad y que el parcelario, determinante, puede

⁴³ Bloch no deja de remarcar que encontramos islas de un régimen extraviadas en zonas dominadas por otro.

⁴⁴ Esta distancia puede extenderse hasta los cuatrocientos metros. Peltre, 1975; Reitel, 1966.

⁴⁵ En Lorena, como en el resto de la planicie cerealera francesa, este sistema es, en general, de rotación trienal.

⁴⁶ Una primera diferenciación entre la obra de Bloch y la de sus antecesores más serios, en especial Henri Sée, es la aparición de la técnica. La atención prestada por Bloch a las herramientas y métodos de cultivo no existe en historiadores previos (Febvre, 1932).

ser modificado a través de operaciones de concentración parcelaria (*remembrements*)⁴⁷. Los campos pueden ser cercados y los comunales divididos. Las praderas naturales, formadas por parcelas más grandes que las tierras de labranza y que permanecen fuera del régimen de rotación, también pueden ser sustraídas del régimen de derrota de mieses. Pero ello implica ganadores y perdedores y, por ende, lucha e intereses contrapuestos. En Lorena, la nobleza, dueña de grandes extensiones de prados compactos (es decir, en pocas piezas), encuentra interés en la legislación favorable a los cercados. ¿Nobleza capitalista? En algún sentido, sí. ¿La nobleza contra los derechos comunales? Esta afirmación ya sería exagerada. La aristocracia goza del derecho de rebaño aparte (*troupeau à part*), que combinado con el pastoreo recíproco entre aldeas (*parcours*), esto es, la derrota de mieses extendida a términos vecinos, ofrece al señor beneficios notables ya que puede alimentar rebaños numerosos con pastos obtenidos en prados, comunales y barbechos de varias aldeas. Así, mientras que en 1767 el Parlamento lorenés registra el edicto que autoriza los cercados, en 1771 se niega a avalar el proyecto que pretende abolir el *parcours* (Bloch, 1930b)⁴⁸. En el Béarn, el Parlamento, contrario a los cercados en la llanura, donde la nobleza tiene escasas propiedades, se muestra sin embargo favorable a los cerramientos en las colinas, controladas por la aristocracia. Los intereses de la nobleza varían geográficamente, y mismo dentro de una sola región, su reformismo es selectivo. Los derechos colectivos interpelan también a los criadores trashumantes (a veces nobles, pero también burgueses) y a otros comerciantes como los carniceros. En Provenza, zona de campos abiertos e irregulares, a partir del siglo XIV, los criadores de ganado se enfrentan a los agricultores que pretenden erradicar la derrota de mieses para proteger sus cultivos de las temibles dentaduras de las ovejas⁴⁹.

En un primer nivel de análisis, las comunidades campesinas pueden expresarse como un colectivo unido en su confrontación con el señor. Tal es el caso en Lorena de la oposición generalizada al derecho de *tiers-denier* así como también a los abusos del rebaño aparte⁵⁰. No obstante, esto no significa que la comunidad se aferre en bloque, y por motivos comunes, al conjunto de la estructura de servidumbres colectivas que pesan

⁴⁷ Según Lefebvre, la influencia de Vidal de la Blache (1908) se expresa en la filosofía del “posibilismo”. La geografía, el parcelario, fijan los límites de lo posible. Pero la transformación, el devenir histórico, recae en la humanidad (Lefebvre, 1975).

⁴⁸ Los edictos y ordenanzas, para obtener plena validez, deben ser registrados por los parlamentos provinciales. Éstos están compuestos por la alta nobleza.

⁴⁹ Véase Pinatel, 1947.

⁵⁰ En rigor, el *triage* no existe en Lorena. Allí, un derecho muy similar, el *tiers-denier*, otorga un tercio del precio de venta del producto de los bienes y usos comunales (cada vez que la comunidad decide venderlo). En caso de división, opera del mismo modo que el *triage*. Rothiot, 1999.

sobre la tierra. En materia de cercados, los más importantes agricultores que cultivan una, dos y capaz tres centenas de hectáreas pueden mostrarse favorables a la legislación que, a partir de los años '60, autoriza el cercado de tierras en numerosas regiones del reino. Sin embargo, las regiones que presentan este tipo de agricultores son poco numerosas. En Lorena los cercados benefician a la nobleza y a los grandes propietarios burgueses y las comunidades se encargan de expresar en los cuadernos de 1789 su profundo rechazo al edicto de 1767. Los *manoeuvres* y los *laboureurs* pobres, sin prados, dependen para la reproducción de sus rebaños de los beneplácitos que ofrece la derrota de mieses en praderas, rastrojeras y barbechos. Los *laboureurs* más ricos, en cambio, poseen algunas hectáreas de prado. Sin embargo, no pueden cercarlas: están excesivamente fragmentadas y los costos hacen de la operación un sinsentido. Pero, acorde a Bloch, bien podrían librarse de la derrota de mieses si se les autorizase a gozar de la segunda hierba sin necesidad de cercar⁵¹. En 1789, en el clima de confrontación contra la nobleza, los *laboureurs* con prados se resignan a aceptar la solución pregonada por los *manoeuvres* y *laboureurs* sin prados: derogación del edicto de 1767 y restitución de la derrota de mieses en todas las tierras del término.

Sobre esta contraposición de intereses intervienen las leyes de la monarquía, que no esconden su carácter favorable a la nobleza. ¿Qué alcance tienen? Ciertamente, en las regiones de *triage* o *tiers-denier* como Lorena, los grandes propietarios proceden con los cercados. ¿Transformación del paisaje agrario? Difícilmente, el alcance de los cercados se circunscribe a las propiedades de la aristocracia y el clero, el grueso de la tierra permanece sujeto al régimen de derechos colectivos. Sólo en aquellas regiones en las que los pastos replazan a los cereales, como el Boulonnais, se da alguna transformación relevante. Retornamos a nuestro interrogante: ¿inmovilidad? Para nada; lentamente, el sistema se erosiona. A lo largo de las últimas décadas del Antiguo Régimen encontramos numerosos decretos locales que suspenden por un año la derrota de mieses en los prados, alegando causas naturales (tempestades, inundaciones, sequías). Los animales de toda la aldea son excluidos de los prados que deben ser segados. Se emiten decretos de este estilo en Lorena, Picardía, Champagne, Tres-Obispos, Béarn, Franco-Condado, Borgoña, el

⁵¹ La segunda hierba o renadío es la hierba que crece luego de la siega de los prados, normalmente realizada en el mes de junio. En algunos prados no se siega, sino que se deja hacer pastar primero a los animales del dueño y, luego de determinada fecha, a los animales de toda la comunidad. Esta segunda fecha no siempre es la misma, pero suele ubicarse entre junio y julio. Allí donde el renadío es propiedad del dueño del prado, las fechas de apertura son más tardías, septiembre u octubre. Véase Moriceau, 1999.

Berry, Auvernia y el Toulousain⁵². ¿A quién deben retornar los renadíos? En la Lorena histórica, un tercio es propiedad del señor en virtud del *tiers-denier*. Donde rige el parlamento de Nancy, la parte plebeya se reparte en proporción a los animales de talla (rumiantes y equinos). Donde manda el de Metz, el criterio es cambiante, progresivamente los propietarios de prados se imponen. En Borgoña, en cambio, los renadíos deben ser subastados en beneficio de las arcas comunales. Desde 1795, el criterio se uniformiza: el gobierno termidoreano establece que el heno de la segunda siega es propiedad del dueño de la tierra y no de la comunidad. Desde entonces, en numerosos departamentos (Mosela, Alto Saona, entre otros) se emite, año a año, un decreto de iguales características. Para Bloch, pese a lo limitado del asunto, el paso dado en dirección del individualismo agrario es enorme⁵³.

Bloch también se detiene en el tema de los comunales, aunque cabe remarcar, no ocupan éstos un lugar tan nodal como el otorgado a los derechos colectivos (Béaur, 2006). Después de todo, las distintas formas de explotación del comunal (pastoreo indiviso, división y agricultura, arrendamiento) no afectan, en principio, a las tierras privadas. Como con la derrota de mieses, un conflicto de intereses, fundado en la condición material de las clases sociales, deriva en un usufructo diferenciado del comunal y en actitudes diversas frente a las posibles reformas. En este asunto, dos elementos motorizan el movimiento: el crecimiento demográfico y la erosión de los ingresos señoriales. Bloch retoma así las sugerencias de autores anteriores y postula que en la medida en que crece la población y se intensifica el uso de la tierra, mayor es la presión que recae sobre los pastos comunales. Naturalmente, esto debe ser complementado con la exposición de la evolución de la sociedad agrícola que nos brinda Bloch, en la que, al menos hasta el siglo XVIII, los campesinos sin tierra o con muy poca ocupan cada vez un lugar más importante en términos demográficos. Por ello, siguiendo a Bourgin (1908b), considera que los sectores más humildes de las aldeas pueden tener algún interés en la división del comunal,

⁵² En algunos casos, los antecedentes se rastrean al XVII e incluso al XVI. Para el caso de los Tres-Obispados, Bloch se encarga de señalar que los decretos fueron poco observados por las poblaciones y los tribunales encargados de su cumplimiento. Appolis (1938) constata tendencias similares para el Languedoc, donde la derrota de mieses ya desde comienzos del siglo XVIII puede ser fácilmente impedida en las praderas con un cercado y en los labrantíos, sembrando cualquier otra especie diferente al trigo. A lo largo del siglo las resoluciones de los Estados provinciales -el Languedoc es un *pays d'Etat*- tienden a reducir el espectro de la derrota de mieses. Con todo, en vísperas de la Revolución, ésta sobrevive en algunas diócesis de la región.

⁵³ Déléage (1931) comparte esta visión. Si bien postula que las regiones que en 1789 practican la derrota de mieses lo siguen haciendo en 1836, no deja de señalar que progresos notables se han hecho en dirección del individualismo agrario, en particular en las praderas expropiadas al clero y los emigrados. Remarca, asimismo, el avance del cultivo del barbecho.

en la medida en que ésta se haga en forma igualitaria entre todos los habitantes, ya que les ofrece acceso a la tan codiciada parcela. Por otro lado, la erosión de las rentas señoriales desde la crisis del siglo XIV también genera presiones sobre estas tierras comunales. Según Bloch, la nobleza opera una transformación desde la Edad Media hasta el XVIII, abandonando su carácter más plenamente feudal, que descansa en las rentas en trabajo primero, rentas en especie y dinero después, para convertirse en una nobleza terrateniente. De este modo, en sus ingresos las rentas extractivas quedan relegadas frente a los ingresos que provee la gestión (directa o indirecta) de la reserva señorial (incluyendo en este término prados, labrantíos y bosques). Esto explica el avance de las usurpaciones y de las pretensiones de la nobleza sobre los comunales en el largo plazo, especialmente en el período comprendido entre los siglos XVI y XVIII⁵⁴. La monarquía ofrece una tímida resistencia hasta la segunda mitad del siglo XVIII, cuando los edictos que buscan preservar los pastos comunales son remplazados por aquellos que pretenden reformarlos. En el XVIII, las ofensivas señoriales sobre los comunales se intensifican, contando con el respaldo de la ley⁵⁵. En las regiones con *triage*, en un procedimiento de reparto de comunales, el señor (alto-justiciero) obtiene un tercio y los habitantes se reparten, de forma igualitaria, los dos tercios restantes. Frente a estas presiones individualizadoras se yerguen los *laboueurs*. En Lorena, tanto los *laboueurs* ricos como -especialmente- los pobres se oponen a la división que les ofrece un valioso recurso para sus animales. Asimismo, temen que la división, al otorgarle una parcela a los campesinos sin tierra, les quite mano de obra en los momentos acuciantes.

Bloch se encarga de analizar la estratificación aldeana y sus implicancias en la evolución de los bienes y usos colectivos. Señala con suma precisión la incidencia de los factores geográficos y del dibujo parcelario. Esto le permite destacar la contradicción que existe entre progreso técnico y régimen colectivo. Su visión adquiere un enfoque total: ningún aspecto constitutivo de la vida social es dejado por fuera: derechos colectivos, parcelario, técnica, organización política, relación entre clases. Desafortunadamente, su producción no penetra de forma extensiva en el siglo XIX. Pero no se priva de remarcar

⁵⁴ En este período se habría gestado la tesis feudista -que Bloch llama genética- que, para su sorpresa, es luego retomada por los historiadores.

⁵⁵ A Bloch lo sorprende el caso lorenés: el Parlamento se niega a registrar el edicto de división de comunales de 1771. En 1931, sin grandes certezas, piensa que capaz esto se deba a que el edicto sólo otorga el tercio de los comunales a dividir a aquellos señores que gozan del derecho de *tiers-denier*, lo que no aplica a toda la nobleza. Pero un año antes sostenía que se debe a que el edicto de 1771 no sólo establece la división de comunales, sino que también prohíbe el *parcours*. Véase Bloch, 1930a, pp. 363-364 y Bloch, 1931, pp. 230-231.

algunas conclusiones: la pequeña propiedad no sólo no desaparece, sino que hasta se consolida en los años inmediatamente posteriores a la Revolución. Sin embargo, entiende que los golpes brindados al régimen colectivo, por más tenues que puedan ser, han sentado las bases para la transformación económica del país. A partir de la monarquía de Julio, el éxodo rural se hace sentir y si bien la pequeña propiedad perdura, cada vez más se encuentra sometida, a través de los mecanismos de crédito y comercialización, al gran capital⁵⁶.

La geografía histórica

Roger Dion (1991) presenta una tipología alternativa a la de Marc Bloch y más acorde a la visión clásica de Arthur Young (1931), dividiendo el hexágono en civilizaciones agrarias que se separan por una línea que recorre diagonalmente el territorio desde Rouen hasta Lyon. Al norte, el *openfield* de rotación trienal, rotación forzada, derrota de mieses y grandes explotaciones labradas por caballos. Al sur, los campos irregulares de pequeñas explotaciones labradas por bueyes donde impera la libertad de cultivo y la derrota de mieses desempeña un rol menor o directamente no existe. Dion rechaza el determinismo geográfico que sostiene que esto se explica por el régimen de permeabilidad del suelo o por aspectos de la geología profunda y, a la par de Bloch (1931), sugiere una raíz histórica del fenómeno. Son la fragmentación del parcelario, cuyas raíces se pierden en los confines del tiempo, y la necesidad de utilizar las tierras de labranza para alimentar animales, los elementos que permiten comprender la existencia de la derrota de mieses. No obstante, a la hora de tratar las evoluciones del régimen de *openfield* se aleja de la visión histórica para terminar recayendo en un determinismo climático-geográfico. Sostiene que mientras que en el este francés las mutaciones en el régimen de campos abiertos son, a comienzos del siglo XX, prácticamente irrelevantes, entre Champaña y la costa septentrional la derrota de mieses es progresivamente abandonada en la medida en que progresa el individualismo agrario. Allí donde el suelo es permeable, las corrientes de aire húmedo provenientes del mar favorecen el reemplazo de labrantíos por praderas cercadas. En paralelo, los animales de los campesinos con poca tierra son expulsados de los comunales por los *laboureurs* más acomodados. Este proceso, constatable desde el siglo XVII, a lo sumo se ve estimulado por los edictos monárquicos

⁵⁶ Esta afirmación, realizada casi al pasar, anticipa la línea de estudios impulsada por la sociología francesa de los años '70. Ésta postula la teoría de la articulación (subordinación) entre la producción mercantil simple y las relaciones de producción capitalistas. Véase Bloch, 1931, pp. 250; Servolin, 1972.

de la segunda mitad del XVIII cuyo peso es virtualmente desestimado por el geógrafo. En algunas regiones como Flandes y Caux, incluso avanzan los procedimientos de concentración parcelaria y en otras, entre las que se encuentran, además de Flandes, el Hainaut y Normandía, progresa el cultivo del barbecho y retrocede el uso del rebaño común. Todas estas transformaciones aumentan la disponibilidad de alimento para los animales y solucionan la contradicción fundamental entre tierras de labranza y rebaños. La derrota de mieses es así abandonada en esta región de la cuenca parisina. Mientras tanto, en la Lorena de clima continental y suelos argilo-calcáreos impermeables, el régimen de campos abiertos y derechos colectivos sobrevive sostenido por las pequeñas explotaciones que poco interés tienen en la concentración parcelaria⁵⁷. Así, la reconstrucción posterior a la Primera Guerra Mundial se realiza sobre las bases tradicionales.

Siempre en el marco de la geografía histórica, una versión más matizada es ofrecida por Ernest Millet en la obra colectiva *Géographie Lorraine*. Millet describe “los rasgos permanentes de la vida rural” en la Lorena de entreguerras, rasgos que han “permanecido sin grandes cambios por siglos” (Blache et al., 1937, p. 140). El geógrafo señala la práctica habitual del reparto de comunales en pleno siglo XX, aunque parece pensar que dicha práctica se remonta a épocas pretéritas, acaso anteriores a la Revolución. Mientras que el pastoreo en bosques no alcanza a conocer el siglo de la guerra total, la *glandée* sobrevive en algunos lugares hasta 1918⁵⁸. Siguiendo con estas prácticas de apariencia secular, la derrota de mieses en prados se practica sólo en la mitad de las praderas, mientras que la otra mitad es segada por sus dueños (alternando año a año). La maquinización que conlleva la desaparición del *manoeuvre* de los campos sentencia a muerte al pastoreo colectivo en los prados privados. Sin campesinos pobres, ¿qué interés en conservar los métodos de alimentación de la vaca del pobre? En los labrantíos, sólo perdura allí donde existe el rebaño común de ovinos. En *Géographie lorraine*, el orden clásico de la teoría de la proletarización es invertido: la desaparición del régimen de derechos colectivos no antecede al éxodo rural, lo sucede. Esta visión es compartida por Bonnet, Santini y Barthélemy (1965).

André Mathieu (1953) propone un esquema de evolución diferenciada del campo de la Lorena central desde 1918, con las zonas de cuevas calcáreas conservando los

⁵⁷ Perspectiva inmovilista compartida por Jules Blache (1937).

⁵⁸ La *glandée* concierne exclusivamente a la alimentación de los puercos en base a bellotas en los bosques. El pastoreo, practicado en otras fechas, remite a animales de tiro y bovinos.

rasgos arcaicos mientras que las depresiones margo-arcillosas, más fértiles, abandonan los derechos colectivos, concentran las parcelas y crecen en productividad. Algunas décadas más adelante, Jean Peltre (1975, 1978) no se muestra menos sorprendido por algunas correspondencias entre la extensión de comunales en 1708 y 1970. Concluye ratificando las conclusiones de Mathieu: allí donde las tierras no son aptas para el cultivo, no se procedió con la parcelación y puesta en cultivo del comunal. Asimismo, sobre la base de la evaluación catastral, sostiene que las divisiones de fines del XVIII no son relevantes y que el grueso parece haber operado en el transcurso del XIX.

Para el caso lorenés, el inmovilismo caracteriza a la aproximación de la geografía histórica⁵⁹. Es muy clara la contraposición entre un régimen tradicional de largos siglos y una agricultura nueva. Los cambios vienen motorizados por los suelos y la humedad en el marco de la contradicción entre trigos y pastos, ergo, entre la alimentación de humanos y animales. El noreste, arquetipo del *openfield*, es entonces ignorado por toda mutación hasta el siglo XX. Entre los geógrafos loreneses, el cambio histórico es impulsado por las ciudades, suelos, obuses y tanques de combate. En el sendero de Tönnies (1946), transitamos de la *gemeinschaft* a la *gessellshaft*. Con todo, no deja de ser de fundamental importancia la inclusión, en el debate, de la naturaleza de los suelos.

Georges Lefebvre, heredero de Jaurès

En términos estrictos, Georges Lefebvre no es parte de la escuela de los *Annales*. Más cercano al método marxista, y reconociendo a Jaurès como su auténtico maestro, comparte sin embargo numerosas características con la escuela de Bloch y Febvre, tales como el foco en la historia total o la atención prestada a los fenómenos socio-económicos. Se diferencia, sin dudas, en la importancia brindada al corto plazo, en particular, a la Revolución Francesa. En 1924 Lefebvre defiende su magistral tesis intitulada *Les Paysans du Nord pendant la Révolution Française*, texto fundacional que servirá de modelo a toda monografía de historia agraria francesa en los años de posguerra. Lefebvre (1924, 1963) retoma el sendero de historia económica sugerido por Jaurès desplazando su atención de la burguesía revolucionaria hacia el campesinado, a quién considera el actor fundamental de la Revolución. Analiza el reparto de las explotaciones en el departamento del Nord y en otras regiones de Francia haciendo énfasis en la distribución desigual, no sólo entre las clases sociales, sino al interior mismo del campesinado. El

⁵⁹ Lo mismo puede decirse del enfoque del Grupo de Sociología Rural. Véase Lamarche, Rogers y Karnoouh, 1980.

autor constata que el grueso de los campesinos no tiene tierra suficiente para proveer a su familia y deben trabajar por un salario. En el Nord, esto permite el desarrollo de la industria rural a domicilio. Muchos habitantes rurales, incluso, no tienen nada de tierra: son plenamente proletarios⁶⁰. De este modo, para Lefebvre, Francia atraviesa a fines del XVIII una crisis agraria que permite comprender la conflictividad de los campesinos en el período 1789-1793.

La contraparte de esta crisis es un sector de campesinos enriquecidos, a los que Lefebvre, siguiendo acaso a Kareiev, llama burguesía rural (Jones, 1990). Como Bourgin (1908b), sostiene que los bienes comunales son usufructuados especialmente por esta burguesía, dueña de grandes rebaños. En el Nord, el edicto de cercados de 1771 establece que quien cerca sus tierras pierde el derecho a pastar en aquellas que permanecen abiertas. La burguesía rural, que puede apropiarse de los renadíes al cercar, de hacerlo abandonaría el goce de los pastos fundados en el derecho colectivo. Naturalmente, la extensión de prados que controla deviene determinante en su aval al edicto. Los campesinos sin tierra o con muy poca, no tienen dudas: su reproducción está sujeta a los derechos colectivos como también a los comunales (Lefebvre, 1963, 1989). No obstante, reconoce que los campesinos sin tierra pueden obtener algún provecho de la división, aunque en última instancia, es un beneficio efímero: al dividir el comunal ganan tierra, pero pierden los medios para garantizar su cultivo. Los campesinos con poca tierra, en cambio, precisan de los pastos comunales⁶¹.

Quienes no dudan son los grandes señores, principales beneficiarios de las reformas monárquicas de fines del siglo XVIII. Para Lefebvre, éstas son de naturaleza capitalista, pero se insertan en el clima de reacción feudal. La nobleza, dueña de grandes pastizales, tiene mayor capacidad para cercar y aprovechar los edictos producidos en esta dirección. En regiones de *trriage*, obtiene un tercio de los comunales. La recomposición del ingreso nobiliario se asienta en aspectos de naturaleza feudal (rentas en trabajo, dinero o especie) y capitalista (apropiación de la renta agraria a través de la exclusión de otros usufructuarios). Esto sólo agrava la crisis agraria y permite comprender mejor las contradicciones revolucionarias.

⁶⁰ En este punto Lefebvre se distancia de Loutchisky (1911), quien estima que no hay campesinos plenamente desposeídos en la Francia del XVIII (Lefebvre, 1963).

⁶¹ Aun así, percibe que la voluntad de división es muy fuerte en regiones como Lorena y difícilmente pueda pensarse que emana exclusivamente de los sin tierra (Lefebvre, 1989, p. 11).

En 1789, estalla una doble revolución: la revolución burguesa y la revolución campesina anticapitalista. La primera, protagonizada por la burguesía urbana, pretende consolidar los derechos de propiedad individual y acabar con el feudalismo en sus elementos más molestos al comercio (los peajes internos, por ejemplo). La segunda, rural, combate los derechos feudales que la burguesía es incapaz de derribar al considerarlos una propiedad legítima. Pero el frente campesino antifeudal se fractura en materia de bienes colectivos y derechos comunales, ya que la burguesía rural no se incomoda con el retroceso de los derechos colectivos impulsado por el *Code* de 1791 (libertad de cultivos y abolición de la derrota de mieses en las praderas artificiales) y se muestra hostil a las divisiones de comunales. Los humildes, en sus antípodas, pueden ser favorables a la división, pero se oponen rotundamente a las ofensivas contra los derechos colectivos, adoptando así un carácter anticapitalista. En este escenario, los revolucionarios, presionados por las urgencias de la causa, deben negociar. Esto explica, en esencia, lo que Lefebvre considera el carácter conservador de la Revolución. En un equilibrio entre el desarrollo capitalista y la democracia rural, ésta impulsa pocas reformas. De forma negativa, se resalta el rol del corto plazo: la Revolución podría haber destrabado el desarrollo capitalista, pero no lo consigue, o no lo suficiente.

* * *

Con Bloch y Lefebvre el análisis de la estratificación aldeana alcanza su plena madurez, la lucha por los bienes comunales y usos colectivos deviene un intrincado juego de intereses, algo más amalgamado en la visión de Lefebvre. La historia es total, busca dar cuenta de la evolución no sólo de la economía rural, sino de la sociedad en su conjunto. Para ello, intervienen con fuerza las particularidades históricas de cada región, con sus suelos y sus prácticas agrarias específicas. Aquí, el contraste de Bloch con la geografía histórica, más apegada al determinismo natural, es total. Con el aporte de Lefebvre, el interrogante del tránsito hacia el capitalismo queda definitivamente planteado, si bien sus conclusiones son, en este ámbito, matizadas en función del saldo económico-social del combate político revolucionario. Prudentes son también las observaciones de Bloch, que propone una cronología de mutaciones rurales de largo plazo.

II. POR EL SURCO DE LOS ANNALES

Los historiadores loreneses al asalto de los bienes y usos comunales

A partir de Bloch y Lefebvre, todo trabajo historiográfico de síntesis debe hacer referencia a la economía, y para los siglos XVIII, XIX y anteriores, esto implica adentrarse en la historia agraria⁶². Henry Contamine (1932), en su obra sobre la evolución histórica de la Mosela entre 1815 y 1870, dedica capítulos enteros a la agricultura y la vida rural. Contamine nos presenta una Mosela en la que la pequeña propiedad se ha consolidado luego de la Revolución gracias a la supresión de las cargas feudales y el diezmo y la venta de los Bienes Nacionales en pequeños lotes. Hacia mediados del siglo XIX, tres cuartos de los obreros tienen acceso a una microparcela y las propiedades de menos de quince hectáreas cubren el 45% de la superficie agrícola útil⁶³. Esto nos ofrece una estructura en cierto modo polarizada entre pequeños propietarios y unos pocos grandes propietarios que se traduce en las disputas por la redefinición de los bienes comunales y usos colectivos, lo que Contamine considera las supervivencias de un comunismo agrario primitivo. Desde el Consejo General de Mosela, que siguiendo a Contamine representa a los grandes propietarios, se insiste en reiteradas ocasiones en la necesidad de suprimir la derrota de mieses sobre tierras, bosques y praderas. El éxito es magro: sólo las praderas escapan a la derrota de mieses a partir de la Restauración. Por otra parte, como tantos otros antes que él, Contamine sostiene que el Código Forestal de 1827 permite reducir los derechos de uso sobre los bosques a través de la multiplicación de las operaciones de *cantonnement*. Finalmente, a partir de la Revolución, las divisiones de comunales se multiplican al aplicar, no la ley de 1793, sino más bien el edicto de 1769. La ley de 1813 también tendría en Mosela un alcance notable con varios miles de hectáreas vendidas, lo que no habría afectado los comunales repartidos⁶⁴. En 1823 en Mosela hay catorce mil hectáreas de comunal repartido en pequeños lotes, cinco mil de comunal arrendado y tres mil en pastoreo. Pese a todo, minimizando la importancia de prados y bosques, Contamine no duda en sostener que, hasta fines de la Restauración, la “antigua vida agrícola” permanece inmutada, y que los cambios, que comienzan a verse

⁶² A estas dos obras fundamentales que moldearán la historiografía subsiguiente hay que sumar la *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle* de Ernest Labrousse (1984) aparecida en 1933.

⁶³ Como Sagnac (1904), Contamine descarta la existencia de un proceso de proletarización al menos hasta mediados de siglo XIX.

⁶⁴ Las ventas habrían afectado esencialmente las porciones de comunal arrendado en porciones más grandes.

hacia mediados de siglo, se vuelven dominantes luego de la caída de Napoleón III (Contamine, 1932, p. 164).

Maurice Lacoste (1951) estudia la agricultura de Meurthe en el siglo XVIII, dedicando una gran atención a la cuestión de los bienes comunales y usos colectivos. Estima que en Lorena los bienes comunales resultan un enclave indispensable en aquellas semanas comprendidas entre la fecha de cierre al pastoreo comunal de las praderas privadas a fines de marzo y su reapertura a fines de junio o comienzos de julio, cuando los campos aún están sembrados y los barbechos, labrados, no proveen hierbas. Amén de la lucha con la nobleza y el clero que proceden con usurpaciones a lo largo del siglo, en Lorena se expresa la ya mencionada contraposición de intereses entre *laboureurs* dueños de animales y *manoeuvres* virtualmente desprovistos (Lacoste, 1953). Algunas divisiones se efectúan antes de la oleada de leyes reformistas de los años 60. La promulgación de los edictos, constata Lacoste, no acelera los procesos de reparto de comunal; hacia 1789 unas setenta y cuatro comunas al menos (poco más del 10% de todo el departamento) han dividido parte de sus comunales, lo que levanta las quejas de la asamblea provincial de los Tres Obispos en 1787 y de numerosos cuadernos de quejas del oeste del departamento. Al este, sin embargo, los cuadernos expresan el deseo de dividir los comunales. Con la Revolución francesa, el conflicto se intensifica; Lacoste cuenta un mínimo de ciento setenta y una aldeas que efectivamente la ejecutan de forma ilegal⁶⁵.

Los usos también se ven sometidos a las ofensivas de distintos actores sociales (Lacoste, 1951). A lo largo del siglo XVIII, la nobleza, el clero y la *Maîtrise des Eaux et Forêts* buscan cercenar los derechos de los usuarios en los bosques. Históricamente, el derecho lorenés autorizaba el pastoreo en bosques sobre el sólo hecho de la costumbre; a partir del gobierno de Leopoldo I (1697-1729) se exige un título escrito para conceder los beneficios a la aldea. Naturalmente, los delitos forestales se multiplican, especialmente a partir de 1789. Fuera del bosque, Lacoste distingue entre derrota de mieses en prados, muy codiciada, y derrota de mieses en tierras de labranza, cuyos beneficios materiales son más limitados en aquellos momentos en los que más se los necesita (marzo a julio). Pese a esta limitación, y en sintonía con lo que sostiene Bloch (1931), esta última es la más difícil de roer dada la fragmentación de la tierra. Con todo, hallamos algunos retrocesos. En 1768 se prohíbe el *parcours* en los Tres Obispos, lo que genera

⁶⁵ A comienzos del XIX, el departamento de Meurthe cuenta con unas setecientas aldeas.

problemas a los *laboueurs* que tienen tierras y praderas en términos de aldeas vecinas⁶⁶. Lacoste estima que esta prohibición se hace efectiva, y que junto a los otros edictos (cercados en Lorena, división de comunales en los Tres Obispados) incide negativamente en la disponibilidad de pastos de los *laboueurs*. La derrota de mieses en praderas también es víctima de ataques: en 1787 la Asambleas Provincial de Lorena reclama su erradicación en los prados sin el recurso a los cercados. En 1789, muchos cuadernos del este departamental expresan reclamos análogos, mientras que al oeste la posición es la opuesta. A partir de 1790, el Consejo General de Meurthe se suma a las ofensivas con un proyecto integral que busca dividir los comunales y prohibir la derrota de mieses en prados.

Estas ofensivas son evaluadas por Jean Coudert (1966) que estudia la derrota de mieses en Meurthe en el siglo XIX. La legislación reformista, tanto del XVIII como del XIX, tiene escaso peso en la alteración de las prácticas comunitarias lorenenses. La derrota de mieses en los labrantíos, sustento fundamental de los humildes, sobrevive hasta 1914⁶⁷. Sí incide en los prados, como proponen Bloch y Lacoste, donde retrocede al compás de los edictos y decretos. Los más precoces, del siglo XVII, pero se hacen especialmente eficientes en el XIX. Esto no implica una ruptura con la tradición: la costumbre lorenense autoriza la derrota de mieses luego de la *primera o segunda* siega. El saldo económico es, para Coudert, irrelevante. El campesino lorenés es conservador hasta el siglo XX y la agricultura ignora así los beneficios de una posible revolución agrícola.

Esta segunda oleada de estudios de caso evidencia que las prácticas desbordan los límites del orden jurídico: las divisiones se anticipan a la legislación y acción del Estado, que en general nos aparece completamente impotente. Las hostilidades hacia bienes comunales y usos colectivos, que muchas veces provienen de la nobleza y el clero, se amplían a los campesinos que expresan voluntad de reforma en ámbitos específicos de la economía agraria. A los *manoeuvres* deseosos de reparto del comunal se suman los *laboueurs* que se lanzan al asalto de la derrota de mieses en los prados. La idea de bienes comunales y usos colectivos como un conjunto ligado a la pobreza se fisura. El saldo de la Revolución es algo más tangible que a comienzos del siglo XX, los comunales parecen sufrir el paso del conflicto en Meurthe y Mosela. Más pesimista es la evaluación de la

⁶⁶ La derrota de mieses es un derecho del habitante, no del propietario o arrendatario. Sólo gozan de ella quienes residen en la aldea. La abolición del *parcours* impide a los *laboueurs* vecinos acceder a la pastura colectiva en aldeas en las que tienen tierras.

⁶⁷ Coudert acota que los archivos judiciales también registran el abuso que hacen de esta práctica los agricultores más ricos.

transformación de los usos. En los bosques, cierto, hay consenso en un retroceso del pastoreo común producto de la legislación. Misma conclusión para los prados, pero con los decretos prefectorales ocupando el lugar del corpus jurídico nacional. En los labrantíos, en cambio, la inercia se impone, impidiendo una revolución agrícola. Hasta mediados de siglo XIX, al menos, los adjetivos son los ya conocidos: conservadurismo, arcaísmo, primitivismo.

Bienes y usos comunales en Francia

Fuera de Lorena, ya sea en clave nacional o local, encontramos algunos estudios de importancia nodal para la cuestión de los bienes comunales y usos colectivos. Se trata, en regla general, de trabajos sobre la agricultura general que consagran algunos capítulos específicos al asunto. Esta aproximación al fenómeno será la regla hasta fines de siglo XX.

Octave Festy publica en 1947 una obra dedicada a las condiciones de producción agrícola en Francia durante la Revolución Francesa. Festy (1947) presenta una oposición entre agricultura nueva y agricultura tradicional. La primera, ampliamente dominante en 1789, responde a los métodos conocidos de producción, fundados en la rutina, los derechos colectivos y la voluntad de sembrar trigo sobre la mayor extensión posible. La segunda se adecúa al programa de los fisiócratas y tiene escasa repercusión. Uno de los obstáculos al desarrollo de la agricultura nueva, para Festy, es la misma mentalidad campesina, arraigada en los usos tradicionales y fuertemente iletrada. La derrota de mieses es tenazmente defendida por los más humildes, pese a que su erradicación les resultaría conveniente, ya que permitiría la generalización de las praderas artificiales, y con ello, la multiplicación del ganado y los abonos. La división de comunales y los desbrozos de bosques y landas contribuyen a consolidar la agricultura tradicional: sus efectos sobre el abono son fuertemente nocivos. Festy escinde claramente derrota de mieses de pastoreo en el comunal y en este sentido su agricultura nueva se diferencia de la de los fisiócratas. El gobierno revolucionario pretende promover la agricultura nueva y sus decretos contra la derrota de mieses sin duda alguna lo hacen. No obstante, los repartos de comunales manifiestan la permanencia de la obsesión por el cultivo de cereales. Con todo, el balance de la Revolución es para Festy positivo. Si bien poco se ha hecho para combatir la derrota de mieses, la lógica gubernamental ha cambiado. Mientras que el Antiguo Régimen pretendía gobernar a través de la reglamentación, la Revolución instaaura el régimen de la libertad que permite, gracias a la difusión de la instrucción, el

progreso de los nuevos cultivos. Los efectos, poco notables en la década revolucionaria, se harán sentir según Festy en la segunda mitad del siglo XIX con el retroceso de la rotación trienal y los barbechos que para el autor no constituyen una revolución agrícola, sino más bien una lenta evolución. En la obra de Octave Festy se expresa, de forma más tosca, la contradicción entre estructura productiva y progreso agrícola que expresara Bloch casi veinte años antes. La solución: la libertad.

En un trabajo de geografía histórica, Etienne Juillard (1953) analiza la evolución de la sociedad rural en la Baja-Alsacia⁶⁸. A riesgo de caricaturizar la historia alsaciana, podemos afirmar que una línea este oeste parte la región en dos en el siglo XVIII. Al Norte, una zona de relativa democracia rural dominada por explotaciones de ocho a quince hectáreas. Al sur, una zona más polarizada, con explotaciones de más de 30 hectáreas y una infinidad de microparcels⁶⁹. Los comunales ocupan superficies muy diversas, que pueden representar entre el dos y el cincuenta por ciento del término de las aldeas (bosques incluidos). En Alsacia el derecho al comunal es restrictivo: sólo los habitantes que portan el título de “burgués” gozan de plenas atribuciones⁷⁰. Las divisiones del comunal comienzan de forma temprana en el siglo XV, aunque se intensifican a partir del XVIII especialmente en el norte, donde la densidad poblacional es mayor y la presión sobre la tierra se hace sentir con fuerza. Éstas se realizan entre aquellos que tienen derecho al comunal, por lo que una parte de la población rural queda excluida. La ley de 1793 tiene escaso efecto en la Baja-Alsacia, los “burgueses” se oponen a sus rasgos igualitarios. En el sur, la alteración del régimen de bienes comunales es más tardía, data de mediados del siglo XIX y prevalece la locación de parcelas de mayor tamaño, beneficiando a los agricultores más ricos. La región es testigo de un avance de las praderas artificiales y otros cultivos a lo largo del XIX que produce una regresión de la derrota de mieses en prados naturales y labrantíos, puesto que el avance de esas praderas se hace a expensas de los cereales. Una vez más, todo este proceso comienza en el norte de la llanura, donde

⁶⁸ La Baja-Alsacia ocupa la parte septentrional de Alsacia y, *grosso modo*, desde 1790 se corresponde con el departamento del Bajo-Rhin.

⁶⁹ Una tercera región puede ser identificada en el centro-oeste del departamento (Kochersberg y *Arrière-Kochersberg*) donde dominan las explotaciones de 16 a 20 hectáreas. Juillard, 1953, p. 94.

⁷⁰ No hay que confundir este rótulo con la utilización habitual del término. En Alsacia, la distinción “burgués” y “*manant*” remite a antiguas formas jurídicas reforzadas por la debacle demográfica de la guerra de los Treinta Años que aún sobreviven en vísperas de la Revolución y que parecen remontarse a la antigua acepción de burgués como habitante del burgo (Astarita, 2019, p. 283; Goubert, 1969, p. 188). En el siglo ilustrado, el “burgués” y el *manant* alsacianos tienden a corresponderse en términos económicos con los *laboureurs* y *manoeuvres*. La Revolución barre con la distinción jurídica: no así con la económico-social. El goce del comunal se encuentra limitado a los “burgueses”, pero los *manants* pueden acceder si pagan un derecho de entrada y otros impuestos durante tres años. Véase Boehler, 1976, 1994; Vivier, 1998.

las explotaciones se encuentran repartidas de forma más igualitaria. Hacia fines del XIX, la derrota de mieses ha desaparecido de los labrantíos, y sólo circunstancialmente (ante sequías considerables) sobrevive en los prados naturales luego de la segunda siega⁷¹. De conjunto, el retroceso de los pastos comunales, la presión demográfica, la crisis de la industria rural y su concentración geográfica terminan expulsando la población hacia las ciudades desde mediados del XIX.

Pierre de Saint-Jacob (1953) se retrotrae hasta el siglo XVI para analizar la evolución de las tierras comunales. Constata que en la documentación los bienes comunales aparecen a veces bajo el rótulo de “tierras comunales” y otras sencillamente como “comunales”. Las primeras se distinguen fácilmente de las segundas en los planos: son propiedades fragmentadas, mientras que las otras no lo están. Se trata de tierras de labranza o prados; no son pastos comunales⁷². En su origen, eran tierras baldías cedidas a algún habitante para que las trabaje. Mientras que la propiedad formal remite teóricamente a la comuna, el uso se encuentra individualizado y fuertemente consolidado. El señor es un gran impulsor de esta expansión del área cultivada: en virtud de su derecho de *tierce*, puede cobrar un censo a las nuevas explotaciones que ronda el tercio de la cosecha. La extensión progresiva de la *tierce* a las parcelas individuales conlleva la infeudación de los alodios y el desdibujamiento entre propiedades individuales y tierras comunales, favoreciendo la acaparación de la propiedad eminente de las tierras comunales por parte del señor. De este modo se produce un notable avance del señorío sobre la tierra colectiva, acompañado también por usurpaciones lisas y llanas de la propiedad útil tanto de labrantíos comunales como de pastos lo que produce su virtual desaparición en algunas regiones de la Borgoña del norte.

Como en otras partes del Reino, Borgoña es sometida desde los años 1760 a la ola de edictos reformistas (Saint-Jacob, 1960). En 1766 es aprobado un edicto que establece exenciones impositivas por quince años (diezmo e impuestos estatales) para las tierras que, estando en baldío hace al menos cuatro décadas, fueren desbrozadas. Respondiendo a la suba del precio del grano se desata una nueva ola de desbrozos que afectan no sólo a las tierras comunales, sino también a los bosques y pastos comunales que no están contemplados por la ley: su desbrozo deriva en numerosos pleitos y reclamos. Los grandes desbrozadores son los señores (especialmente por intermedio de sus *fermiers*),

⁷¹ Además, ha desaparecido el rebaño comunal: cada productor es responsable por sus animales.

⁷² Esta distinción nos remite a los bienes patrimoniales y comunales que describen Proudhon (1824), Rivière (1856) y Bothours (1865).

pero también aparecen los campesinos, tanto *laboueurs* acomodados como campesinos más humildes que ocupan pequeños trozos que pagan la *tierce*. A partir de estas fechas se multiplican también los arriendos de porciones del comunal. Los municipios, incapaces de frenar las usurpaciones, buscan obtener al menos algún ingreso monetario. El resultado es un notable retroceso de tierras, pastos y bosques comunales a lo largo del último tercio del siglo (en torno al ocho o diez por ciento de la superficie agrícola útil).

Ya desde el siglo XVII asistimos a las primeras ofensivas señoriales contra la derrota de mieses en los bosques⁷³. Estos sucesos aislados escalan hasta volverse recurrentes desde mediados del XVIII, cuando algunas resoluciones del Parlamento, acusando causas naturales (inundaciones) prohíben la derrota de mieses en los prados hasta segados los renadíos, favoreciendo a la nobleza, pero también a los *laboueurs*. En 1770 se registra el edicto de los cercados, desatando una ola de cercados perpetrados por la aristocracia. Por ello, los pleitos se multiplican⁷⁴. Los *mésus* (delitos rurales), ya cotidianos antes de las reformas, se multiplican. Finalmente, no son pocas las protestas que sostienen que, mismo sin cercar, los propietarios de prado niegan la derrota de mieses a los animales del rebaño comunal.

¿Cuáles son los resultados de estos procesos de acaparación de bienes y restricción de los usos comunales? Para la masa campesina, la pauperización. Saint-Jacob considera que este es el momento del nacimiento de un “potente proletariado rural” (Saint-Jacob, 1960, p. 547). Pero, fundamentalmente, esta serie de transformaciones no resulta en una revolución agrícola. No se introducen nuevos cultivos, no se altera la técnica, no crece el número de animales ni mejoran los rendimientos que, de hecho, tienden a decrecer al cultivarse tierras poco fértiles. Los efectos notorios son otros. Estimulados por el precio del grano, los capitales se vuelcan a la tierra. Los arrendatarios extranjeros crecen en número. La tierra se valoriza y los prados lo hacen aún más como resultado de la disminución de las pasturas. La nobleza (laica y religiosa) concentra la riqueza: en vísperas de 1789 controla dos tercios de la superficie. Sobre el largo plazo, desde el siglo XVI en adelante, vemos que la nobleza logra acaparar la renta de la tierra a través de dos grandes mecanismos ya señalados por Bloch (1931). En tiempos más antiguos, la infeudación de las tierras comunes. En el siglo XVIII, mientras que este proceso se

⁷³ Muchas veces las comunidades se resignan a un gravamen en bosques antes pasturados gratuitamente. El gravamen, perjudicial en términos económicos, no deja de tener efectos beneficiosos para la comunidad: le otorga un título.

⁷⁴ Los cercados interrumpen el paso de animales, violando las disposiciones del edicto. Otras veces, el espacio dejado a los animales de la comuna se encuentra tan reducido que los estragos son inevitables.

sostiene en los desbrozos del tercer estado realizados en las tierras comunales, se intensifica la usurpación lisa y llana de los bosques, tierras y pastos comunales, motorizada por los permisos otorgados por la monarquía. El edicto de 1766 se monta sobre una lógica de larga duración, pero adquiere características propias en función de lo señalado por Bloch: el señor feudal está más interesado en ser terrateniente que en ser señor. En palabras de Saint-Jacob, el señorío busca divorciarse de la comunidad. *Bref*, no hay revolución productiva, solo acaparación de la renta⁷⁵.

En un breve artículo, Jean Meuvret (1969) discute algunas de las hipótesis de Bloch. Parte de una distinción ya conocida: no es lo mismo la derrota de mieses en labrantíos en barbecho o rastrojo que la derrota de mieses en prados. Los trabajos de labranza comienzan temprano en el año agrícola: el barbecho rápidamente pierde sus hierbas. Pero no se trata, como hacen Lacoste (1951) o Juillard (1953), de remarcar exclusivamente las limitaciones en términos productivos. Los animales destinados a uno u otro pastoreo son distintos, como también señala Coudert (1966). La dentadura de las ovejas les permite obtener mejor alimentación de una hierba más escueta, razón que las expulsa de los bosques, pero que las hace ideales para el barbecho. Los animales de tiro y las vacas, en cambio, precisan mejores pastos como los que ofrecen las praderas en su primera o segunda siega. Esto se corresponde, nos dice Meuvret, con un perfil social: el propietario de ovejas es, por excelencia, el gran agricultor. Lo mismo puede decirse de los animales de tiro, pero no de las vacas. De ahí que los *laboueurs* y *fermiers* puedan tener interés en cercenar la derrota de mieses en prados (lo que efectivamente ocurre en múltiples regiones desde antes de 1789) para alimentar exclusivamente sus animales de tiro; pero no tengan el más mínimo deseo de poner fin a la derrota de mieses en los labrantíos en barbecho, donde pastan las ovejas. Asimismo, no hay en las costumbres escritas consultadas por Meuvret rastro alguno de la obligación de respetar la rotación trienal, aquello que Bloch consideraba un resultado inevitable de la derrota de mieses y la fragmentación territorial. Válido acaso para el este, donde la fragmentación de las parcelas alcanza su paroxismo, en otras regiones esto no es necesariamente así. Sí es cierto que aparece la prohibición de *désaisonner* en los contratos de arriendo⁷⁶. Esto responde a un conservadurismo de los propietarios: temen que los arrendatarios

⁷⁵ La misma tendencia es constatada en la región de Niza por Siffre (1970).

⁷⁶ *Désaisonner* o *désoler* son términos que refieren a la práctica de romper la rotación imperante, introduciendo por ejemplo nuevos cultivos en el barbecho o trigo en los campos que deben soportar avena ese año (Merlin de Douai, 1812).

aprovechen que la tierra no es suya para desgastarla con cultivos sucesivos (sin descanso). De este modo, contra Festy (1947), Meuvret sostiene que la libertad de cultivo ya existe. Lo que existe también son propietarios conservadores que obtienen provecho de la derrota de mieses en barbechos.

Mientras que Octave Festy (1947) tiende a esquematizar la situación de la agricultura en el siglo XVIII, contraponiendo un modelo antiguo a uno nuevo, Juillard (1953) y Meuvret (1969) nos permiten ver que la penetración de los nuevos métodos o cultivos es más lenta y progresiva. El aporte de Juillard evidencia como la iniciativa radica muchas veces en las comunidades. Esto también es señalado por Saint-Jacob cuando se refiere a las usurpaciones campesinas. Ahora, mientras que en Festy y en Juillard el abandono de las prácticas comunales está claramente vinculado al crecimiento de la producción, Saint-Jacob y, en alguna medida, Meuvret, señalan que esto no necesariamente es así. Las ofensivas contra los usos comunales y bienes colectivos operan una redistribución de la renta agraria en beneficio de los dueños de tierras. Que esto se traduzca en una mejora de los rendimientos, depende de otros factores: la desaparición de los bienes y usos comunales no es condición suficiente ni, para Meuvret, necesaria.

Demografía, bienes comunales y usos colectivos en Lorena

En la tesis doctoral de Guy Cabourdin, defendida en 1974, se hace sentir con fuerza la revolución historiográfica de Pierre Goubert (1968), quien introduce el estudio riguroso de la demografía en el análisis histórico del tema. Cabourdin (1977) considera que, en el siglo XVI, en el Obispado de Toul, los bienes y usos comunales son fundamentales para quienes tienen al menos una vaca o cabra, especialmente durante el otoño. A lo largo del XVI y del XVII éstos se ven sometidos a las presiones de una población creciente, en un doble sentido. Por un lado, más usuarios. Por otro lado, las usurpaciones campesinas. Desmigajamiento de pastos y desbroce de bosques comunales reducen las extensiones de pastoreo para extender la superficie labrada. La contracción de los pastos deriva en problemas de *parcours*, las aldeas deben recurrir más a los pastos de sus vecinos y éstos devienen más celosos de los mismos. Como resultado, los juicios se multiplican, lo mismo que los delitos forestales. Los señores, cuyas rentas monetizadas se han visto erosionadas, proceden con una serie de ofensivas que buscan restaurar derechos caídos en desuso. Estimular los desbroces les resulta conveniente: aumentan sus rentas feudales. En simultáneo, las guerras multiplican las incursiones de ejércitos en territorio lorenés y aumentan la carga fiscal del Estado que debe financiar a su soldada.

Las comunidades recurren al endeudamiento y eventualmente a la venta de sus tierras colectivas, beneficiando al señor que obtiene una parte del dinero generado en función de su derecho de *tiers-denier*. El Duque, preocupado por la solvencia de los campesinos ante los impuestos, procede a intentar frenar la venta de comunales y su conversión en labrantíos. Con todo, Cabourdin sugiere que, en vísperas de la Guerra de los Treinta Años, los comunales loreneses han alcanzado un piso de extensión mínima.

* * *

A la luz de los *Annales*, una serie de lineamientos se asientan. En primer lugar, la distinción de las prácticas en función del ciclo agrario, los diferentes beneficiarios de las mismas y de un derrotero que no es necesariamente idéntico. En Lorena, por caso, el retroceso de los comunales parece más marcado que el de los usos colectivos, donde la fuerza otrora asignada a la ley es ahora otorgada al poder político. ¿Pero qué eficiencia tienen esos decretos que suspenden la derrota de mieses? ¿Y el código forestal? Ciertamente, la idea de que los campesinos se aferran, en bloque, a los bienes comunales y usos colectivos, no encuentra asidero empírico. Ello no niega los avances de la nobleza y la burguesía sobre la renta de la tierra que, como remarca Saint-Jacob, no conlleva en sí los gérmenes de una revolución agrícola. ¿Y de una transición al capitalismo?

III. LOS GRANDES MARCOS EXPLICATIVOS

El marxismo y la vía campesina al capitalismo

Hacia los años '70, la investigación historiográfica siembra serias dudas sobre la posibilidad de comprender la evolución francesa dentro de los marcos brindados por la interpretación marxista clásica de la concentración de la tierra y proletarización total como condición *sine qua non* para el desarrollo del capitalismo (Lafargue, 2010; Marx, 1980)⁷⁷. *Certes*, parece haber evidencia sólida en torno a la pauperización del campesinado como resultado de las ofensivas señoriales. En numerosas regiones, los dueños de prados y bosques ganan en riqueza (Lefebvre, 1924; Saint-Jacob, 1960). No

⁷⁷ En rigor, esta es la interpretación que se destacó de Marx y que por ello reviste un carácter clásico. Sin embargo, en *el Capital*, Marx (2004) precisa que el capital se apodera de la producción en las condiciones en que lo encuentra. En concreto, se refiere a la artesanía rural que da lugar a la industria rural; tiene por ende en cuenta que la proletarización no debe ser total como condición de desarrollo del capitalismo.

obstante, en provincias como Lorena la división de comunales parece más bien contrariar la tendencia a la proletarización, mientras que perjudica a terratenientes y otros sectores que producen con mano de obra asalariada. Asimismo, el retroceso de los derechos colectivos también puede haber sido perjudicial para este tipo de productores (Lacoste, 1951). Con todo, el movimiento hacia el individualismo agrario no es total, impidiendo o al menos frenando el avance de las relaciones de producción capitalistas (Bloch, 1931; Lefebvre, 1924, 1963). Así, la Revolución parece consolidar las pequeñas explotaciones y favorecer el fraccionamiento de las más grandes con la confiscación de los bienes del Clero y los emigrados y la erradicación de derechos como el *trriage* o los censos (Contamine, 1932). Esto permite a Lefebvre sostener el carácter retrógrado de la Revolución: no sólo no impone un modo de producción capitalista, sino que lo frena (Lefebvre, 1963).

Emmanuel Le Roy Ladurie (1966) lleva estas conclusiones aún más lejos. Mientras que en Lefebvre el motor de transformación capitalista son los grandes productores con mano de obra asalariada, Le Roy Ladurie hace énfasis en que los grandes terratenientes son, después de todo, los nobles. Siguiendo el ejemplo inglés, su acumulación de riqueza hubiese derivado en una expropiación masiva del campesinado y creado las condiciones objetivas para el surgimiento del capitalismo. La Revolución al perjudicar el enriquecimiento de la nobleza deviene pues en un estorbo al desarrollo del capital⁷⁸.

Albert Soboul y Florence Gauthier, entre otros, critican esta perspectiva anglocentrista que ellos denominan “la vía única” (Ado, 1996; Gauthier, 1977; Soboul, 1980). Recuperando los enfoques de Marx (2004), Lenin (1972; 1977; 1985) y Dobb (2005) plantean la existencia de vías alternativas al capitalismo. Mientras que Inglaterra y Francia comparten el camino “verdaderamente revolucionario”, se diferencian en torno a sus modalidades y actores involucrados. En el Reino Unido, la transición del feudalismo al capitalismo se da sobre la base de la acumulación de tierras por parte de los señores, la desaparición o reducción sensible de los bienes y usos comunales y la aparición de grandes explotaciones trabajadas por asalariados. En Francia esta vía existe, pero circunscrita geográficamente a unas pocas regiones donde los señores, a diferencia de Inglaterra, no juegan un rol fundamental en la conformación de las grandes explotaciones que se produce por la acumulación de múltiples arriendos de parte de los *fermiers* (Ado,

⁷⁸ Esta tesis es compartida por la corriente revisionista. Véase Cobban, 1999; Furet, 1978.

1996; Gauthier, 1977)⁷⁹. La vía dominante en el campo francés es lo que se plantea bajo el rótulo de vía campesina.

La vía campesina no es una elaboración de la historiografía francesa, sino que ésta la adopta a partir de los trabajos del historiador ruso Anatoli Ado (1996)⁸⁰. Para Ado, la reacción señorial del siglo XVIII, en sus múltiples facetas ya señaladas deriva en la pauperización del campesinado francés y en una crisis agraria. Políticamente se traduce en un aumento de la ira antiseñorial que se canaliza en el estallido de 1789. En un primer momento, el accionar campesino es dirigido contra los elementos de la reacción feudal: ocupación de comunales, pastoreo en bosques, rotura de cercos y cesación de pagos. Dadas las condiciones técnicas de producción de 1789, la comunidad en su conjunto depende de estos usos. Comunales y derrota de mieses son una necesidad de *fermiers* y *laboureurs*⁸¹. Ahora, en el marco de la crisis agraria, y ante el retroceso de la nobleza, va ganando terreno la lucha por la tierra y en particular, el deseo de repartir los comunales en lotes iguales entre todos los hogares o habitantes. En 1793 el movimiento alcanza su apogeo con la ley de división de comunales que sin embargo tiene efectos dispares en función de las condiciones objetivas de producción y la oposición más o menos tenaz de los grandes agricultores. Gracias a la lucha campesina se obtienen numerosas conquistas: el reparto de comunales, la restitución de los usos colectivos, la abolición de la renta feudal y la venta de los bienes nacionales en pequeños lotes. Todos ellos consolidan a la pequeña y mediana explotación⁸². Esta lucha es, en términos subjetivos, tan antifeudal como anticapitalista. El *manoeuvre* y el proletario se enfrentan al señor, cierto, pero también al productor capitalista local, el *fermier* o *laboureur*. Ahora, contra Lefebvre (1963), Le Roy Ladurie (1966) y Furet (1978), este combate de ningún modo es retrógrado. Subjetivamente anticapitalistas, en términos objetivos, las conquistas del movimiento popular sientan las bases para el capitalismo. Al consolidar la pequeña y

⁷⁹ Sobre el rol desempeñado por los productores en la reunión de explotaciones véase Moriceau, 1994; Moriceau y Postel-Vinay, 1994; Postel-Vinay, 1974.

⁸⁰ *Paysans en Révolution. Terre, pouvoir et jacquerie (1789-1794)* de Anatoli Ado hace su aparición, en ruso, en 1971. Su primera traducción al francés es de 1996, por lo que durante ese tiempo su obra es conocida por aquellos que leen ruso o por el resumen que realiza Soboul (1980).

⁸¹ Ado toma esta perspectiva de Eugène Petrow (1938), historiador soviético que publica en la década del '30 una serie de artículos sobre los bienes y usos comunales. Escritos en ruso, sólo disponemos de un breve resumen en francés publicado en 1938 en *Annales historiques de la Révolution Française*. El beneficio que obtienen los campesinos ricos en la derrota de mieses es también vagamente señalado por Appolis (1938) en un número apenas anterior de la misma revista.

⁸² La definición de “mediana” explotación es muy difusa en el trabajo de Ado. Al adoptar una perspectiva nacional, lógicamente ésta varía. A veces comprende las explotaciones de entre 17 y 25 hectáreas. El límite inferior puede bajar a seis, mientras que el superior subir a cincuenta. Véase Ado, 1996, p. 391.

mediana propiedad favorecen el desarrollo del estadio de producción mercantil simple del que habla Marx (2004). Se asientan así las bases para un proceso de estratificación que permite la polarización entre proletarios y productores capitalistas. De este modo, la restitución de los usos colectivos, al servir de apoyo de la explotación pequeña y mediana, son reinterpretados como fenómenos que consolidan el avance del capitalismo. Si en Francia el capitalismo no progresa tan rápido como en el Reino Unido, no se debe al triunfo del campesinado revolucionario, sino al contrario, a la resistencia de los grandes terratenientes, que logran conservar sus grandes propiedades que arriendan a los campesinos, apropiándose parasitariamente de la renta.

Florence Gauthier, Albert Soboul y Robert Guy Ikni comparten la idea de la vía campesina, aunque sus argumentaciones presentan algunas variables. Como Ado, en su tesis doctoral Florence Gauthier (1977) nos presenta una Picardía sometida a las ofensivas señoriales que, a lo largo del siglo XVIII, usurpan comunales y reducen derechos de uso⁸³. Estas ofensivas cuentan, en ocasiones, con el respaldo de la monarquía. De este modo, como sugiere Saint-Jacob (1960), opera en el campo francés una concentración de la renta agraria en manos de la aristocracia y en paralelo, crece el hambre de tierra de las masas campesinas y proletarias pauperizadas. Sin embargo, el éxito de la monarquía no es total: la derrota de mieses sobrevive, aunque transformada. El ingreso de los rebaños es limitado: solo vacas y animales de tiro pueden pastar en los prados. Esto beneficia a los *laboureurs* dueños de esos animales. El estallido de la Revolución destraba los procesos señalados por el historiador soviético, a saber: recuperación de los usos colectivos y bienes usurpados, destrucción de las cargas feudales, división de comunales. Ésta última se solicita en numerosas aldeas, pero su ejecución no alcanza todas las demandas. Con Termidor, la reacción en favor de los productores más ricos es total. Los delitos rurales son más duramente reprimidos y la división de comunales cesa (Gauthier no duda en calificarla de fracaso total). Mientras que Gauthier comparte con Ado la idea de un camino campesino al capitalismo, distingue dos sectores al interior de esta vía. Uno moderado, conformado por el sector capitalista de la aldea y los campesinos medios que se contentan con la venta de bienes nacionales, la recuperación de los comunales apropiados (no así su división) y la restitución de los usos (orientados a su beneficio)⁸⁴.

⁸³ Específicamente, su estudio se centra en el Amiénois, departamento de la Somme.

⁸⁴ Las explotaciones medias, en Picardía, están representadas por aquellas comprendidas entre las cinco y las veinticinco hectáreas. Las grandes, explotaciones capitalistas, por las explotaciones de más de veinticinco hectáreas.

Otro más radicalizado, compuesto por los campesinos pobres y proletarios, que buscan una reforma radical que redistribuya la tierra a través de la venta de bienes nacionales en pequeños lotes, la recuperación y división de comunales y el establecimiento de una superficie máxima por explotación (evitando así la acumulación de arriendos por parte de un solo productor)⁸⁵. La vía campesina que triunfa es la más moderada, pero ambas constituyen una vía hacia el capitalismo. Guy Robert Ikni, estudiando el departamento de Oise, adhiere a esta perspectiva (1982, 1985). La disputa por los bienes y usos comunales no define entonces el modo de producción, que evoluciona desde el feudalismo hacia el capitalismo a través del estadio de producción mercantil simple, sino más bien el cuadro de producción. En trabajos ulteriores Gauthier e Ikni abandonan la idea de las dos vías campesinas al capitalismo, consideran que la vía radicalizada es anticapitalista y que los campesinos en su lucha por los usos y bienes comunales (entre otros elementos) buscan garantizar el derecho a la subsistencia. Acuerda, en esta última línea, David Hunt (Hunt, 1987; Gauthier e Ikni, 1988). La única *voie paysanne* que resta es, pues, la moderada.

Siempre dentro de los marcos de la vía campesina al capitalismo, quien presenta las divergencias más marcadas con el modelo de Ado es, paradójicamente, Albert Soboul. Soboul (1980) hace énfasis en el desplazamiento de la lucha antifeudal hacia la lucha por la tierra. Esto se debe a que, durante la Revolución, se plantean tres problemas: el feudalismo, la tierra y la comunidad. Superado el escollo señorial, el frente campesino se fisura entre los sectores más enriquecidos de la aldea y los más humildes que desean obtener una parcela. Los bienes comunales, que cristalizan el espíritu comunitario, se ven atacados por los humildes que buscan dividirlos. Si bien fracasan, no consiguen evitar, hacia 1840, la desaparición de los pastos colectivos que son fragmentados y arrendados a los *laboureurs* y *fermiers*, productores capitalistas. Éstos, por su parte, desde 1789 al menos buscan (y a veces, consiguen) erradicar los usos comunes, o en el peor de los casos, acapararlos. Así, en Soboul, a diferencia de Gauthier y Ado, los usos comunales son esencialmente un freno para el desarrollo del capitalismo⁸⁶. El triunfo de los productores capitalistas conlleva la disolución de la comunidad entre 1789 y 1850 y la desaparición de lo que Soboul llama la agricultura tradicional fundada en los bienes y usos colectivos. Se consagra así el dominio del capitalismo sobre la producción agraria.

⁸⁵ Los campesinos medios también pueden suscribir al límite del tamaño máximo por explotación dado que éste no es particularmente bajo.

⁸⁶ La visión de Soboul es mucho más cercana a la visión de Lefebvre, a la cual Soboul adhiere plenamente hasta los años '70. No coinciden, naturalmente, en el balance. Véase Soboul, 1962.

La vía campesina al capitalismo ofrece una interpretación alternativa al camino británico clásico. La proletarización y la concentración de tierras dejan de ser condición *sine qua non*. Se propone una reflexión diferente a la clásica en torno a los bienes comunales y usos colectivos y su incidencia en la estructura agraria. Complementando el aporte de Meuvret (1969), los bienes comunales y usos colectivos ya son necesariamente un obstáculo al desarrollo capitalista; su asimilación a lo arcaico es abandonada. Asimismo, se pronuncia la distancia entre bienes comunales y usos colectivos y pobreza, permitiendo pensar a los productores más acomodados como beneficiarios no sólo de los comunales indivisos, sino también de algunas prácticas colectivas, tales como el pastoreo en bosques que, al fin de cuentas, mismo después de la Revolución continúan en gran medida en manos de la aristocracia.

La Nueva Economía institucional

El marxismo rompe con el cuadro monográfico dominante en la historiografía francesa de la posguerra en busca de una explicación totalizante del derrotero histórico del hexágono. Pertinente o no, son pocas las corrientes intelectuales que se plantean objetivos similares. Sin duda alguna, la otra concepción del cambio histórico que adquiere un gran peso en la historiografía mundial es la Nueva Economía Institucional o Neoinstitucionalismo.

En su génesis encontramos la obra de Douglass North y Robert Thomas (1991) quienes se plantean analizar el crecimiento económico europeo sobre la base de las teorías de las instituciones y los derechos de propiedad. Los autores se retrotraen al siglo IX para explicar la instauración de la servidumbre y de derechos de propiedad no exclusivos sobre la tierra como una respuesta a la escasa densidad demográfica y las dificultades de control social. La servidumbre, según North y Thomas, permite reducir los costos de transacción en la producción de bienes. Esta noción es presentada en 1937 por Ronald Coase (2000), economista ícono de la escuela institucionalista, antecesora directa de la Nueva Economía Institucional. Los costos de transacción son aquellos que se derivan del uso del sistema de información contenido en los precios relativos que permite optimizar la elección de los individuos⁸⁷. La servidumbre, entonces, optimiza la producción de bienes evitando las

⁸⁷ Este sistema no es gratuito y no es siempre igual; muta históricamente. En la medida en que el mercado se hace más vasto, los costos de transacción suben si no se los contiene con una estructura institucional más eficiente. Por ello, Coase (2000) sostiene que las empresas existen ya que permiten articular las distintas etapas productivas que de otro modo recaerían sobre el mercado. De este modo se disminuyen los costos de transacción al evitar negociaciones y búsquedas de precio.

negociaciones que implicarían el pago en especie del tributo⁸⁸. La abundancia de tierra en relación a la escasez de la mano de obra, asimismo, explica la existencia de derechos no exclusivos: evita que los recursos encuentren un freno a su explotación. El crecimiento demográfico que sobreviene en los siglos siguientes cambia la relación, la mano de obra deviene abundante y los alimentos más caros, lo que produce un retroceso de la servidumbre en beneficio de formas más beneficiosas para el señor: dinero y especie. Luego de la crisis del siglo XIV, el crecimiento demográfico y del mercado comenzados en el siglo XVI estimulan la configuración de un nuevo sistema institucional. El poder fragmentado se torna insuficiente, favoreciendo la aparición de los Estados modernos. A partir del siglo XVI, la suba del precio de los alimentos, de materias primas como la lana y de la tierra, frente a la caída relativa del precio de la mano de obra, estimulan la creación de derechos exclusivos de propiedad. Para evitar al *free rider* (aquel que saca provecho de la estructura de propiedad sin aportar al crecimiento social) y reducir los costos de transacción derivados de la sobreposición de derechos de propiedad sobre una misma tierra que crea disputas entre sus beneficiarios, se debe gestar una nueva estructura de derechos de propiedad⁸⁹. La aparición del Estado centralizado resulta determinante: un Leviatán capaz de imponer reglas claras sobre un territorio más vasto que el de un señorío. No obstante, en Francia la inmensa maquinaria absolutista frena el desarrollo del mercado al privilegiar los objetivos fiscales a los del crecimiento, llevando a la evolución histórica del país a un *impasse* económico-legislativo. En Inglaterra, en cambio, el mercado se desarrolla libremente y la estructura de propiedad se adapta a sus estímulos: nacen las célebres *enclosures* y retrocede la propiedad comunal. Los nuevos derechos de propiedad exclusivos, más eficaces que los de Francia, explican el crecimiento inglés: los inversores tienen la certeza de que sus esfuerzos no les serán arrebatados o disputados por otros individuos poseedores de derechos de propiedad sobre una tierra determinada. En Francia la escuela neoinstitucionalista encuentra difusión en la obra del economista Henri Lepage (1978), quién se limita a resumir los argumentos de North y Thomas.

En el plano historiográfico, Jean-Laurent Rosenthal (1992) realiza un análisis comparado de las regiones de Provenza y Normandía entre 1700 y 1860. El autor se

⁸⁸ North y Thomas adhieren a la teoría medieval de los tres órdenes según la cual el siervo obtiene protección a cambio de su plus trabajo. Véase Astarita, 2007; Duby, 1980.

⁸⁹ Como ejemplo del *free rider*, Lepage (1978) nos habla del agricultor que excede el máximo de animales de un comunal. Perjudica a los otros usuarios del comunal, pero el esfuerzo de perseguirlo (asamblea, procedimiento judicial) es tan grande que éstos no hacen nada al respecto. Mucho más eficiente es entonces privatizar y que el uso de esas tierras dependa de contratos individuales que, en caso de violación, estimulen a su beneficiario a perseguir al ofensor. Se percibe la influencia del clásico artículo de Hardin (1968).

pregunta por qué en estas dos regiones las obras de control de aguas (irrigación y drenaje de pantanos, respectivamente) se multiplican luego de 1815. Los precios relativos, dice Rosenthal, ya resultan un estímulo a partir de 1730, no obstante, éstas no se realizan hasta la Restauración. La tasa de interés no ofrece explicaciones complementarias: los inversores provenzales accedían a buenos créditos ya desde el XVIII mientras que las operaciones normandas se financian esencialmente con capital propio. La respuesta se encuentra, según Rosenthal, en el régimen institucional y la estructura de derechos de propiedad. El Antiguo Régimen supone una serie de obstáculos insalvables para la realización de las obras del control de aguas. Siguiendo a North y Thomas, la sobreposición de derechos sobre una tierra crea incertidumbres en relación al eventual retorno de la inversión. Así, ante el posible desecamiento de algún pantano, surgen los interrogantes: ¿quién tiene derechos sobre el pantano? ¿Qué fracción del pantano le corresponde a cada sector social? Estas preguntas disparan las disputas entre señores y campesinos, que normalmente acaban en los tribunales. La estructura jurídica del Antiguo Régimen complica el panorama. Las autoridades se superponen, los jueces venales que obtienen beneficios de cada caso tienen interés en evitar los arbitrajes expeditivos. Las costumbres chocan con las ordenanzas estatales. El resultado es la falta de certezas que nubla el panorama informativo ofrecido por los precios relativos. En términos de Coase, los costos de transacción suben.

¿Por qué no realizar reformas? Siguiendo a Brenner (1995), Rosenthal muestra una Francia con un campesinado fuertemente consolidado. La monarquía, cuyo aparato represivo ha sido desbordado por el crecimiento demográfico, es incapaz de reformar y reprimir las protestas de los campesinos perjudicados, vía elegida por el Reino Unido. La opción opuesta, atacar los privilegios de la nobleza, es igualmente imposible: ésta se encuentra anquilosada en la burocracia estatal y goza de los medios político-administrativos necesarios para bloquear las iniciativas reformistas (los parlamentos provinciales, por ejemplo). La reforma requiere una revolución social, que llega en 1789.

La Revolución clarifica el panorama institucional y propietario. El Estado gana en autoridad centralizada y simplifica los procesos judiciales: las decisiones en materia económica quedan sometidas al prefecto. Pero el elemento fundamental radica en la abolición de las pretensiones señoriales sobre las propiedades colectivas, que son reconocidas a las comunidades. El cuarto de siglo que sigue a 1789 registra poca inversión en control de aguas. Esto se debe, acorde a Rosenthal, a que las estructuras legislativas e institucionales gestadas por la rebelión del tercer estado aún no son consideradas como

definitivas por los inversores. La tímida restauración monárquica evidencia que el cambio institucional revolucionario es definitivo. La reducción de los costos de transacción se concreta y las obras de drenaje e irrigación se multiplican, permitiendo el crecimiento económico de la Nación.

En la misma línea teórica se ubican Hilton L. Root, George Grantham y Philip T. Hoffman que sin embargo arriban a conclusiones diferentes de las de Rosenthal. Grantham (1980) y Hilton Root (1987) coinciden en los beneficios que conllevan el avance de la propiedad individual y la clarificación de derechos de la tierra. Ambos estiman que allí reside la clave del éxito británico (al que Grantham le suma el caso escandinavo). ¿Entonces, por qué esto no ocurrió en Francia? Hoffman (1996), por su parte, ofrece una versión menos optimista de los efectos económicos de los derechos de propiedad sobre la tierra.

Hilton Root (1987) expone la crisis fiscal a la que se enfrenta el Estado francés a la llegada al trono de Luis XIV. Esta crisis, que en el siglo XVIII se ve agravada por las guerras y la lucha por la hegemonía continental, fortalece al poder absolutista⁹⁰. Preocupado por la solvencia de las comunidades frente a los impuestos, la monarquía interviene con la ordenanza de 1667 que, si bien no devuelve los comunales usurpados a las comunidades, pone un freno a las usurpaciones futuras. En Borgoña, el Estado promueve el arriendo de estos pastos comunes, enriqueciendo a las arcas comunales. El señor es despojado de sus funciones administrativas y policiales por el Estado lo que conlleva la pérdida de legitimidad ante los campesinos que proceden, con litigios, a cuestionar sus prerrogativas. El auge de la conflictividad campesina borgoñona, que Saint-Jacob (1960) atribuye a la resistencia al avance del señorío sobre bienes y usos comunales y otros elementos de la reacción señorial, es imputado por Hilton Root al rechazo a las rentas feudales. No es, por ende, un movimiento anticapitalista de defensa de los bienes comunales y usos colectivos, como cree Lefebvre (1924, 1963). Al contrario, su conservación es beneficiosa para los campesinos ricos que respondiendo a los estímulos de los precios relativos hacen uso y abuso con sus rebaños de los bienes y derechos colectivos, como también para los campesinos pobres que dependen de éstos para su supervivencia. El intendente, preocupado por la solvencia campesina, se opone junto a las aldeas a las políticas reformistas de la monarquía (cercados y división de comunales); esto explica su fracaso. La Revolución Francesa se enfrenta al mismo dilema,

⁹⁰ Hilton Root retoma así la tesis de Perry Anderson (1989).

por lo que sus reformas en el sentido de la creación de nuevos derechos de propiedad son poco más que cosméticas. En sintonía con North y Thomas (1991), Hilton Root concluye que los objetivos fiscales del Estado frenan el desarrollo de nuevos derechos de propiedad en Francia.

Consciente de las limitaciones que impone la fragmentación parcelaria del *openfield* a la desaparición de la derrota de mieses y la implementación de los cercados, Grantham (1980) se pregunta por qué no progresaron las *enclosures* en Francia. Cabe aclarar que por *enclosure* Grantham entiende un procedimiento de concentración parcelaria, cercado de (algunas) propiedades y erradicación de la derrota de mieses sobre todo el término. Evalúa que en Lorena una operación de este estilo arrojaría al terrateniente beneficios de veinticinco o treinta por ciento, recuperando la inversión en sólo tres años. Además, los recurrentes gobiernos autoritarios del siglo XIX bien podrían haberlas impulsado con mayor facilidad que las breves democracias. No obstante, las concentraciones parcelarias son escasas hasta el siglo XX. La explicación radica en la resistencia de los productores campesinos en su conjunto. Pese a reconocer la utilidad de las operaciones, éstos se resisten a apoyar leyes coercitivas sobre la base de la experiencia reciente: expropiaciones, control de precios, requisiciones⁹¹. De este modo, tautológicamente, la historia de la inconsistencia de los derechos de propiedad franceses resultaría en el mayor obstáculo a la creación de nuevos derechos de propiedad.

Hoffman (1996) analiza el caso de las aldeas lorenesas de Roville y Neuviller, donde el intendente La Galaizière, el más importante terrateniente de ambas localidades, lleva adelante entre 1768 y 1771 un procedimiento de concentración parcelaria de todo el término y cercado de tierras. Allí se percibe una suba de la renta de la tierra que el autor traduce en un aumento de la productividad, coincidiendo de este modo con Grantham (1980)⁹². Asimismo, como Rosenthal (1992) y Root (1987), estima que las limitaciones a las transformaciones en la dirección de las *enclosures* se deben a la confusa estructura de derechos de la tierra y al costoso sistema jurídico que debería arbitrar en los conflictos. Pero hay que remarcar que la definición de *enclosure* de Hoffman difiere levemente de la de Grantham. Por *enclosure*, Hoffman se remite al caso inglés, y a la concentración de

⁹¹ Los grandes agricultores, además, en ocasiones a veces no tienen ni la tierra ni los animales necesarios como para justificar el abandono de la derrota de mieses o del rebaño comunal.

⁹² Hoffman utiliza la productividad total de los factores o TFP por sus siglas en inglés (*Total Factor Productivity*) como criterio de medición de la productividad. Esta tiene en cuenta los costos de producción (tierra, trabajo y capital) así como la respectiva parte de los distintos productos sobre el total y sus precios de venta. Realiza indexaciones sobre la base de alteraciones locales, tales como los impuestos. Para una crítica de la TFP, véase Béaur, 2000.

parcelas, cercado y desaparición de la derrota de mieses agrega la división de comunales. Por ello, al estudiar las oposiciones, su evaluación de los interesados es diferente a la de Grantham. Para Hoffman no son los campesinos humildes quienes bloquean los *remembrements* en los tribunales. Tampoco es la comunidad en su conjunto; ésta, nos dice Hoffman, se encuentra muy dividida (por los comunales) como para oponerse en bloque. Además, no tiene gran interés. El verdadero obstáculo lo constituyen los grandes terratenientes que no quieren afrontar los costos de *enclosure* y que obtienen provecho con el sistema tal cual se encuentra. Además, saben que al negarse pueden obtener réditos en forma de sobornos, como ocurre en Roville y Neuville. Así, su visión se acerca más a la de Hilton Root, en la que campesinos orientados al mercado hacen buen uso de los comunales. Estima, como Rosenthal, que sólo una revolución puede barrer con estas trabas. Sin embargo, duda de los efectos reales que puede tener en materia de productividad una reforma de los derechos de propiedad sobre la tierra. Como Allen (1992) para el caso inglés, en sus cálculos sobre el crecimiento de los rendimientos de los factores sostiene que los cercados tienen poca incidencia en relación a otros factores como la estructura de derechos de propiedad en el ámbito impositivo, comercial y crediticio, la infraestructura de transporte y la distancia de los núcleos estudiados con los grandes mercados urbanos.

La perspectiva neoinstitucionalista parte de categorías básicas de la economía neoclásica, haciendo uso indiscriminado de los modelos abstractos y las reflexiones contrafácticas. Se adopta un enfoque formal que hace del mercado una constante histórica (a lo sumo en estado latente en las sociedades más antiguas). Así, en todo momento los individuos responden, más o menos racionalmente, a los estímulos que ofrece la información contenida en los precios relativos. El crecimiento económico queda carnalmente ligado al establecimiento de derechos de propiedad eficientes que responden a la iniciativa del Estado, en el mejor de los casos sacudido por la lucha política de los sectores sociales. A partir del siglo XVII, estos derechos de propiedad eficientes son los derechos de propiedad exclusivos como los que se desarrollan en el Reino Unido⁹³. La propiedad comunal y los usos colectivos, indiferenciados, son condenados por sus elevados costos de transacción; gran parte de la visión de los fisiócratas retorna bajo el barniz de la terminología contemporánea.

⁹³ Para una visión neoinstitucionalista crítica, que concibe la posibilidad de desarrollar, en pleno capitalismo, derechos de propiedad no exclusivos eficientes y por ende compatibles con el crecimiento, véase Ostrom (2005).

* * *

Las escuelas marxista y neoinstitucionalista apuntan a generar una comprensión de conjunto del cambio histórico. Como motor del cambio, el Neoinstitucionalismo propone las transformaciones institucionales que habilitan, a través de la creación de derechos de propiedad eficientes, el aprovechamiento de los precios relativos y con ello el crecimiento económico. Dentro de la tradición marxista, los autores más cercanos a la línea de Maurice Dobb (2005) y Robert Brenner (1995) han tendido a ponderar la importancia de las *enclosures* en la revolución productiva, acercándose así a las premisas clásicas de la escuela neoinstitucionalista, como señalan Gérard Béaur y Jean-Michel Chévet (2017). Otros, como Christopher Hill (1983), han retomado el sendero de Marx (2004) quien, como tuvimos ocasión de reseñar, enfatizaba la importancia de la relación de los productores con la tierra y analizaba, en ese marco, el rol de las *enclosures* en la desposesión (Luchía, 2008). Este último camino es el que adopta el marxismo de la *voie paysanne*, especialmente en la perspectiva de Ikni y Gauthier. Estos autores estudian los usos colectivos en función de las necesidades de las explotaciones, los consideran el *cuadro* y no el *modo* de producción. Los desligan así de todo carácter necesariamente feudal o arcaico. En alguna medida, esta misma visión está presente en Hilton Root y Hoffman, quienes no consideran, a priori, que los usos colectivos sean una traba para el desarrollo de la producción mercantil o el crecimiento económico. No obstante, hay una diferencia sustancial entre este último grupo de autores de ambas escuelas y radica en la visión del cambio histórico. Para Hoffman y Root, la mutación radica exclusivamente en la variable cuantitativa: el incremento de la producción estimulado por variables exógenas (impuestos, cercanía con los mercados, entre otros) mientras que el marco institucional permanece inerte. Para los marxistas, hay un cambio cualitativo, en la medida en que, dentro del cuadro productivo comunal, la relación que establecen los productores con los medios de producción cambia. Es por esto que los mismos usos no permanecen estáticos y, como afirma Gauthier, son acaparados, de forma selectiva, por los productores capitalistas. Ahora sí, esta vía campesina, elaborada sobre el caso de la Picardía, ¿es válida para el resto del hexágono?

CAPÍTULO 3. LA HISTORIOGRAFÍA CONTEMPORÁNEA

I. NUEVAS SÍNTESIS HISTÓRICAS: LA CRÍTICA DE LAS TEORÍAS GENERALIZADORAS

Diversidad regional y comunales

Las escuelas neoinstitucionalista y marxista de la vía campesina, para sostener sus hipótesis, se han encontrado con el problema de la contraposición empírica. A ambas corrientes se les ha criticado el inconveniente que supone la generalización de postulados pertinentes para algunas regiones específicas a escalas más amplias como puede ser la evolución del conjunto de la economía francesa. En el caso particular de la Nueva Economía Institucional, la crítica ha ido aún más lejos al poner en duda la validez de sus construcciones teóricas incluso en el plano monográfico.

Peter Jones (1988) carga las tintas contra la vía campesina hacia el capitalismo a la que considera infundada al menos en dos aspectos. En primer lugar, el escaso reconocimiento de los contrastes agrícolas franceses. Los estudios de caso de Gauthier e Ikni corresponden a la planicie cerealera, región de *openfield*. ¿Podemos evaluar en los mismos términos la evolución de las zonas de *bocage* o de campos irregulares del sur? Peter Jones nos recuerda la antigua distinción de Quesnay entre países de *grande culture* y *openfield*, zonas donde las explotaciones medianas y grandes, que superan las 30 o 40 hectáreas (y en la llanura inmediata a París, la centena de hectáreas), son habituales, y las regiones de *petite culture*, donde las grandes y medianas explotaciones son más raras, acaso inexistentes o al menos poco importantes. Bienes comunales, derechos colectivos, acceso a una microparcela a través de la división, ¿juegan el mismo rol en todo el hexágono? ¿Evolucionan en la misma dirección? Jones es escéptico. Considera que la redistribución de la tierra que sostendría la hipotética transición hacia el capitalismo sobre la base de la producción mercantil simple no se comprueba (Jones, 1988). Efectivamente, la tesis de Anatoli Ado peca de fuertes elementos contrafácticos, puesto que sugiere que el capitalismo se habría desarrollado más rápido si el jacobinismo hubiese ido más a fondo con sus reformas. ¿Cómo comprobar lo que no ocurrió? Jones reconoce el éxito de los campesinos más humildes en la obtención de una parcela en algunos departamentos (Nord, Alsacia), pero sostiene que en regla general la venta de bienes nacionales no permitió el acceso a la tierra por parte de los más humildes. Asimismo, su evaluación de los resultados de la ley de 1793 es categórica: “commons were not partitioned because it

suited *nobody's* interests''⁹⁴. En Auvernia, por ejemplo, el comunal no puede ser transformado en tierras de labranza por su pobreza natural. Su desaparición implicaría sacrificar el frágil equilibrio agro-pastoral que se establece entre la producción de abonos y la agricultura en tierras poco fértiles que precisan de esas enmiendas (Jones, 1983).

Jones recupera la perspectiva del compromiso de Lefebvre (1963). Los campesinos, sostiene Jones, no desarrollan una mentalidad capitalista: sólo buscan sobrevivir. Por ello, las reformas individualistas de la Revolución en gran medida fracasan. El tiempo del individualismo agrario es repulsado por el historiador norteamericano al siglo XIX, siglo en el cual retroceden algunas prácticas colectivas como por ejemplo la derrota de mieses (Jones, 1983). No obstante, Jones no cree que esto se traduzca en una descomposición de la comuna como creía Soboul (1980), sino simplemente en un reajuste del equilibrio agro-pastoral.

Nadine Vivier (1998), en un descomunal trabajo de síntesis sobre la propiedad colectiva, pone al descubierto la importancia del régimen agrario, esto es, de la diversidad económica del hexágono, a la hora de evaluar sobre la larga duración (1750-1914) la mutación en los bienes colectivos. La historiadora abre con una afirmación contundente: en 1970 los comunales son más extensos que un siglo atrás. La afirmación que lejos está de la idea de inmovilidad, advierte sobre las conclusiones apresuradas que buscan relacionar lo colectivo a lo antiguo y lo moderno a lo individual, presentes en la historiografía (no sólo en la francesa) hasta fines del siglo XX.

Vivier se adentra en las particularidades de la relación de las comunidades con sus bienes comunales a fines del Antiguo Régimen. Señala que, *de iure*, el acceso al comunal no es el mismo en las distintas provincias del reino. A veces ligado a la tierra, otras veces a la persona, a veces no definido por las costumbres escritas y sometido a la definición que hiciesen los usos locales. De este modo, no siempre todos los habitantes tienen derecho al comunal. Tampoco son idénticos los regímenes de propiedad sobre estos bienes. En ocasiones la tierra se ve atribuida formalmente al señor, en otras, se la presume propiedad del señor a menos que los títulos prueben lo contrario. Al sur, la situación es la inversa: la propiedad asumida es de la comuna. Muchas veces, tanto al norte como en el centro del territorio, las costumbres no fijan nada en este plano (es el caso de Lorena). Esta primera diversidad en la apropiación debe ser enriquecida por las diferencias geográficas y económicas: no es lo mismo un comunal en las alturas de los Alpes donde

⁹⁴ El subrayado es del autor. Jones, 1988, p. 148.

los humildes poseen animales que un comunal en el valle del Mosela, donde una ciudad cercana, vías de comunicación más fluidas, mayor presión demográfica y un reparto desigual del ganado se conjugan para valorizar una pequeña parcela que de poco serviría a un pastor de montaña⁹⁵. Finalmente, la historiadora amplía el espectro a la totalidad social que se yergue sobre una comuna de Antiguo Régimen, incorporando al señorío y al resto de las prácticas agrarias en la ecuación. Con respecto a lo primero, la actitud de la nobleza encontrará variables. Allí donde sus privilegios se vean afectados por una división de comunales, como puede ser el caso lorenés, la nobleza impondrá su fuerza para frenar todo procedimiento de reparto. Allí donde puedan obtener algún provecho, como en Borgoña, la situación será la contraria. En relación a las prácticas agrarias, la disponibilidad de praderas artificiales o una amplia derrota de mieses pueden tornarlo superfluo, habilitando su potencial reconversión en tierras de labranza.

En resumidas cuentas, la estructura social, las formas de goce del comunal, la presión demográfica, la calidad del suelo, la especialización productiva y la distribución de los animales, los privilegios y el régimen agrario se conjugan no sólo para establecer los límites de lo posible, sino también para discernir las actitudes de los actores sociales que devienen determinantes en su relato puesto que, en última instancia, la división o no de un comunal se resuelve en la arena política. Así, Nadine Vivier ciertamente pone en duda el categórico “*nobody*” de Peter Jones. Constatando la existencia de zonas favorables a la división de comunales, ¿qué alcances tienen las políticas de reforma? Los edictos monárquicos conllevan poco éxito, circunscripto a algunas regiones específicas, como Flandes o los Tres Obispados. El *quid* del asunto se alcanza sin dudas en 1793. Con respecto a esta ley, la autora no deja lugar a dudas: es producto de la presión de los campesinos humildes que en regiones como el Lot o Lorena realizan divisiones de facto desde 1790. Sus resultados son, de forma esperable, dispares. En el oeste y en las zonas de montaña la ley no tiene efecto. En el Macizo Central, el resultado es más complejo, con zonas de división y zonas inalteradas⁹⁶. En Borgoña, posiblemente un cuarto de las comunidades con comunales los haya dividido⁹⁷. El norte y el noreste del país son las zonas donde la ley tiene mayor efecto, lo que permite comprender mejor los postulados

⁹⁵ Jean-Michel Sallman (1977), estudiando el Artois, encuentra que la división de comunales arroja resultados dispares en los valles de Canche y Deule. En el primero, donde fracasa, los animales se distribuyen entre todos los sectores sociales y la tierra está más democráticamente repartida. En el Deule, donde la mitad de los hogares no posee animales, la división encuentra más apoyo.

⁹⁶ Véase Saillol, 1989.

⁹⁷ Véase Henriot, 1947.

de la escuela de la vía campesina. En el sur, los conocimientos son más difusos, pero queda claro que algunas regiones (Drôme, Lot) llevan adelante operaciones de división⁹⁸.

En sintonía con Jones, un problema evidente se plantea a la vía campesina. El acceso a la tierra por medio del reparto de comunales no es generalizable. Queda además por ver cuál es el derrotero de estas flamantes propiedades. Con la reacción termidoreana, el asunto no es saldado. Si bien la ley de 1793 es suspendida en 1796, el *status quo* es conservado hasta 1804 cuando el Imperio intenta reglamentar la situación. Se procede a la anulación masiva de las divisiones (solo unas pocas son respetadas), aunque se habilita la posibilidad de conservar la parcela otorgada por medio de un canon de arriendo⁹⁹. La ausencia de conflictos y el engrosamiento de los ingresos comunales invitan a pensar que en múltiples regiones esta fue la salida preconizada. En 1813, urgido por las necesidades financieras, Napoleón decreta la venta de los bienes comunales. Más del 90% de los bienes cedidos está compuesto por comunales arrendados, por lo que los pastos quedan virtualmente excluidos de la ley. Ésta sólo afecta a un tercio de los departamentos y moviliza una porción menor de superficie (unas 100 mil hectáreas)¹⁰⁰. Pero nuevamente, los resultados son dispares y algunas zonas se ven más afectadas (Alsacia, Lorena o el Norte, entre otras). Para Vivier, la ley de 1813 es el corolario del proceso inaugurado en 1793. La propiedad comunal subsiste, aunque desde 1807 es gravada y cada vez más se generaliza su arriendo. La autora considera que el retroceso del goce del comunal indiviso en pastoreo a lo largo del siglo XIX es incuestionable.

Como en materia de comunales, las costumbres escritas reconocen distintas formas de ejercer la derrota de mieses en el hexágono (Vivier, 1999). Erradicada en Flandes y el *bocage* del oeste, a fines del siglo XVIII, la práctica sigue vigente en gran parte del territorio, pero con diferencias. En zonas como Borgoña o Poitou los propietarios pueden sustraer parte de sus tierras al ejercicio de esta práctica, mientras que, en otras regiones como el Delfinado, los decretos que intentan suspenderla son recurrentes. En el noreste o en el Béarn, el mosaico parcelario y los derechos feudales (en Lorena, el rebaño aparte) explican la fortaleza de esta práctica. Lentamente erosionada a lo largo de los siglos XVII y XVIII, la derrota de mieses se ve sometida a fuertes limitaciones luego de

⁹⁸ Véase Guichonet, 1969; Richert, 1951; Solakian, 1989.

⁹⁹ Como remarcan algunos de los autores decimonónicos reseñados, la ley de 1793 no es formalmente abrogada, solo suspendida. Por orden ministerial, en 1806, las divisiones gratuitas quedan expresamente prohibidas.

¹⁰⁰ Como punto de comparación, la venta de bienes nacionales habría movilizado más de 4,7 millones de hectáreas, en torno al 8,5% del suelo nacional (Bodinier y Teyssier, 2000).

Termidor¹⁰¹. Como señala Marc Bloch (1930b), por decreto, se prohíbe anualmente su ejercicio en los prados. En los labrantíos, estima Vivier, no es un estorbo. En efecto, sin un *remembrement*, el parcelario obliga al pastoreo común¹⁰². Además, no deja de ser un argumento de fuerza el beneficio que obtienen los más humildes. Jean-Jacques Clère (1982) agrega que los animales ofrecen abono y destruyen las malas hierbas, lo que hace que incluso los *laboureurs* tengan intereses en su conservación. Por ello, señalan tanto Clère como Vivier, la práctica sobrevive hasta el siglo XX¹⁰³.

Estrategias campesinas

Gérard Béaur (2006) constata, no sin cierto estupor, cómo la historiografía a lo largo del siglo XX ha tendido a amalgamar los derechos colectivos y los bienes comunales¹⁰⁴. Si bien numerosos historiadores han discriminado estas prácticas, es cierto que la contraposición nunca ha dejado de ser lo colectivo contra lo individual. En la primera categoría, por supuesto, recaen tanto bienes como usos, mientras que, en la segunda, todo lo que se les opone, sin importar si se trata de un cercado en beneficio de un gran terrateniente o un reparto de pastos en beneficio de campesinos sin tierra. La confrontación es siempre colectivismo versus individualismo, citando como referencia los trabajos de Marc Bloch. No obstante, remarca Béaur, en Marc Bloch (1931) el individualismo combate las prácticas agrícolas que limitan el uso libre de las tierras particulares (y con ello, el progreso de la técnica), en particular la derrota de mieses. Los comunales no ocupan un lugar estructural en su análisis. Esta amalgama ha sido especialmente fuerte en la historiografía británica que ha trasladado sin mucho prurito el término *enclosure* a todo caso de aparente enfrentamiento entre colectivismo e individualismo, como sería la Europa continental del XVIII.

Sin embargo, se trata en esencia de dos cuestiones distintas, por varias razones (Béaur, 2000). Primero, el campo de aplicación difiere, los comunales son tierras de propiedad colectiva mientras que la derrota de mieses se ejerce sobre tierras de particulares en determinadas fechas. Segundo, no siempre coexisten. Así, en las llanuras

¹⁰¹ Gérard Béaur (2006) señala que entre 1789 y 1791 los propietarios de prados pasan a la ofensiva, pretendiendo conservar sus renadíos sin recurrir a los cercados. No obstante, el *Code* de 1791 marca un claro freno para este tipo de reclamos que se rehabilitan una vez derrocados los jacobinos.

¹⁰² En todo caso el estorbo es el parcelario fraccionado y no su conclusión lógica, la derrota de mieses en las tierras de labranza.

¹⁰³ En esta materia, hasta 1982 rigen algunos artículos de las leyes aprobadas en 1791. Naturalmente, las transformaciones económicas los han tornado obsoletos (Clère, 1982, p. 128).

¹⁰⁴ Mismo señalamiento de parte de Vivier (1998, 1999).

del centro de la cuenca parisina, la derrota de mieses es fundamental y los comunales tienen una extensión muy reducida. Tercero, no benefician a los mismos usuarios. Normalmente, los derechos colectivos desempeñan un rol más importante en la economía de los humildes mientras que los comunales tienden a ser pastoreados por los rebaños de los grandes agricultores, nobles y plebeyos¹⁰⁵. Cuarto y último, los comunales pueden ser transformados con relativa facilidad, mientras que la derrota de mieses, una vez expulsada de algún sector del término, difícilmente sea reintroducida (Béaur, 2006). Esta enumeración plantea un primer problema a la contraposición, en bloque, del supuesto colectivismo (en general acompañado del concepto de arcaísmo) al individualismo. En las luchas por la apropiación del producto de la tierra, intereses confrontados hacen estallar esta simplificación dicotómica. Es más, en la dinámica política, un mismo actor social puede expresar intereses de apariencia contrapuesta. Así, los campesinos se muestran unidos en defensa del comunal contra el señor mientras que individualmente pueden apropiárselo a través del *grignotage*¹⁰⁶.

Entonces, a la hora de reflexionar en torno al comunal y su posible división (o no), como Vivier (1998), Béaur señala la importancia de la estructura social (en particular, de las más polarizadas), la extensión de los comunales (para dividir hay que tener algo que dividir) y la organización económica (existencia o no de la derrota de mieses, distribución de animales entre los humildes)¹⁰⁷. Mientras que estas condiciones establecen los límites de lo posible, la lucha política es el factor determinante, aquello que empuja al movimiento. ¿Qué saldo? Béaur estima que el comunal podría llegar a cubrir, hacia 1750, un 12 o 15% del suelo francés. En 1815, propone *grosso modo* un 10%. Dentro de ese 10%, en regiones como Champaña, Lorena o Alsacia, la regla es el arriendo para el cultivo, no el pastoreo colectivo. El retroceso del comunal existe, aunque en proporciones menores como para postular que sobre esas parcelas se construye un desarrollo capitalista. Además, ¿qué productividad en esas tierras? Tradicionalmente vistas como marginales, precisan abundante abono para dejar de serlo, además de ventajas adicionales como la

¹⁰⁵ Tradicionalmente, en Francia se habla de “la vaca del pobre” en referencia al animal que pueden llegar a tener los más humildes. Béaur nota que esta concesión de la historiografía es muchas veces extremadamente generosa, siendo que a veces apenas si tienen alguna cabra, ciertamente el animal del pobre por excelencia en numerosas regiones del hexágono (y acaso del continente).

¹⁰⁶ En francés, la palabra *grignotage* (sin traducción exacta al español) describe con precisión los mecanismos utilizados por los *laboureurs* y *manoeuvres*. Se trata de ir desgranando de a pequeñas porciones un bosque, un comunal. La forma habitual, perpetrada por quienes poseen arado, consiste en extender los surcos de su campo algunos metros de más, año a año.

¹⁰⁷ El historiador *beauceron* remarca que no obstante hay algunos casos raros de grandes luchas por el comunal en zonas donde este no abunda, como en algunas partes de la llanura de Île-de-France, cerca de París.

cercanía de una ciudad. Ahora, lo más habitual es que los comunales sean más extensos lejos de las ciudades y el reparto igualitario de 1793 beneficia a los más pobres, que no producen grandes cantidades de abono (animal). El efecto económico de la división, allí donde se lleva a cabo, difícilmente pueda ser presentado como el sostén del desarrollo capitalista (vía campesina) o de alguna revolución productiva (Neoinstitucionalismo), si bien Béaur reconoce que, en algunos casos particulares, como el Gard, esto efectivamente ocurre. Junto a Jean-Michel Chevet, Béaur siembra serias dudas en torno a la relación mecánica postulada por el Neoinstitucionalismo (y en alguna medida, por autores marxistas como Brenner o Soboul) entre propiedad individual perfecta y crecimiento económico, siendo que en el grueso del hexágono (y en otras partes de Europa) este matrimonio no se comprueba en los hechos (Béaur y Chevet, 2017). De hecho, Jean-Michel Chevet (1998), en un análisis comparativo entre Francia y el Reino Unido, sugiere que los derechos colectivos sobre las tierras particulares no parecen ser un freno para el avance de nuevos cultivos como el trébol o la esparceta. Considera en cambio que la expansión de sistemas de agricultura más intensivos está más ligada a los suelos y la extensión de las praderas¹⁰⁸.

Jean-Luc Mayaud (1999) constata que, contrariamente a lo que sugiere la vía campesina en Francia para el siglo XIX, la pequeña explotación no sólo no desaparece, sino que se multiplica. Es decir que, parafraseando a la vía campesina, erradicadas las trabas a la producción mercantil simple, no se desarrolla una fase de acumulación de la tierra. Estudiando el departamento de Doubs, zona de *petite culture*, sostiene que la presencia de la pequeña explotación varía poco a lo largo del siglo. Esto se debe, en parte, a la supervivencia de las prácticas colectivas. En el Doubs, los bienes comunales cubren casi un tercio del departamento y la derrota de mieses encuentra oposiciones muy débiles¹⁰⁹. Pese al apuntalamiento que brindan bienes comunales y usos colectivos, las pequeñas explotaciones, en una enorme proporción, no brindan el ingreso suficiente para garantizar la reproducción de las familias. No obstante, el Doubs alcanza su pico de población rural en las últimas dos décadas del siglo. Mayaud sugiere ampliar la mirada desde lo agro-ganadero hacia lo rural en su conjunto, integrando al análisis de la pequeña

¹⁰⁸ El sistema Norfolk, nos dice Chevet, reduce la superficie dedicada al trigo por lo que, para mantener el volumen de producción, debe incorporar a la rotación suelos que antes estaban destinados a las praderas naturales. Posible en Inglaterra donde las praderas naturales gozan de mayor extensión, en Francia encuentra una más difícil implementación. Comparte, con Robert Allen (1992), el escepticismo en torno al efecto de las *enclosures* en el Reino Unido.

¹⁰⁹ Si bien el retroceso del barbecho reduce el área de pastoreo, en 1889 la oposición a su erradicación es contundente.

explotación a la industria rural a domicilio. Contra el enfoque clásico de Mendels (1972) en el cual la industria rural a domicilio constituye una fase transicional y pasajera hacia la gran industria, Mayaud plantea una mayor perennidad de estas estructuras que permiten complementar el ingreso de la familia campesina y sostener la pequeña explotación a lo largo del siglo XIX¹¹⁰. Los derechos colectivos no son entonces un arcaísmo, sino más bien un elemento esencial de la estructuración económica del siglo que sostiene el crecimiento industrial. Así, en sintonía con la escuela de la geografía histórica, apunta que el retroceso de los derechos colectivos (en particular, en los bosques) es estimulado por el éxodo rural y no la inversa.

* * *

Las investigaciones históricas de los últimos treinta años, muchas de ellas, obras de síntesis, invitan a la prudencia a la hora elaborar conclusiones categóricas y generales en torno a los bienes comunales y usos colectivos. Algunos trazos pueden ser discriminados: en algunas regiones, en el largo plazo, el declive del pastoreo y de la propiedad comunal es un hecho comprobado, aunque menos claro es el rol que esto desempeña sobre las estructuras agrarias. Lo mismo puede decirse de los usos colectivos, aunque la investigación en esta área ha sido menos abundante. En otras, estos retrocesos no se manifiestan. En este escenario, la historiografía más reciente ha insistido en el rol de las estrategias campesinas. Los pequeños productores, lejos de ser víctimas inertes de las mutaciones agrarias protagonizadas por los ataques de la nobleza y la burguesía, devienen sujetos activos tanto en la mutación de las prácticas agrarias.

II. CASO A CASO, UN PEQUEÑO *TOUR DE FRANCE*

Derrota de mieses y comunales en el Noreste

Jean-Jacques Clère (1988) se adentra en la Haute-Marne (Champaña) durante la Revolución para evaluar la evolución de la economía campesina. Como Lefebvre (1963), parte del concepto de crisis agraria para explicar las mutaciones del XVIII. Allí, fruto de la codicia señorial como de los *grignotages* los comunales retroceden víctimas de la usurpación (estima que la superficie arable crece un 2 o 3%). Pero también lo hacen por

¹¹⁰ La pequeña explotación se ha beneficiado de una renovación y multiplicación en los estudios que han enriquecido nuestros conocimientos sobre sus dinámicas específicas. Véase Boudjaaba, 2008; Herment, 2012.

ventas (relacionadas con deudas heredadas de las guerras del XVI y XVII) y arriendos (sólo afecta al goce). Los cercados avanzan, los derechos sobre los bosques reculan y la venta de los renadíes (en provecho de la comuna) se hacen más habituales. No obstante, como sugiere Saint-Jacob (1960), no hay revolución agrícola, sólo acaparación de la renta. En vísperas de 1789, la pequeña y mediana explotación se encuentra jaqueada y el constante fracaso en los tribunales promueve, en las comunidades, la conciencia de oposición al régimen político.

Con la Revolución, las roturas de cercos se multiplican. Pese a la oposición de los sucesivos gobiernos departamentales, las comunidades se lanzan a restablecer, *de facto*, los usos en los bosques. En 1827, año de promulgación del Código Forestal, la cuestión sigue abierta. En este estallido de la acción directa, sorprende la escasa intención de recuperar los comunales usurpados. Hasta 1792, raras son las comunas que lo logran. Se mantienen lejos de los tribunales, pero desde 1792 con la legislación favorable, las restituciones son masivas (en especial a partir de 1793 gracias a los procedimientos de arbitraje expeditivo)¹¹¹. Como Soboul, Clère considera que, una vez destruido el andamio feudal, la cuestión de los usos y bienes colectivos pasa al primer plano. En los distritos más polarizados, donde los *laboueurs* monopolizan comunales y rebaños y los bienes nacionales escapan a los más humildes, la presión divisoria es fuerte. En los otros, la polarización social es menor y los *manoeuvres* normalmente tienen animales, lo que permite su conservación indivisa. Los *laboueurs* no pelean un combate de retaguardia, pretenden apropiarse de la segunda hierba. Desde 1792, numerosas comunas del distrito de Bourbonne solicitan que los renadíes sean atribuidos a los propietarios de los prados sin tener que recurrir al cercado. Si bien la costumbre especifica que sólo un tercio de las praderas puede ser puesta en reserva, desde el año IV, la anarquía reaccionaria favorece la ley de los *laboueurs*, que proceden a sustraer la totalidad de sus praderas del régimen de derrota de mieses. Como en otras partes de Francia, desde el Consulado en adelante un decreto renovado anualmente habilita esta sustracción de la totalidad de las praderas. A pesar de la generosidad del decreto, lo más habitual es que la exclusión del rebaño comunal sólo se ejerza en la mitad o los dos tercios de las praderas.

Los comunales del departamento de los Vosgos retienen la atención de varios artículos del historiador lorenés Jean-Paul Rotheriot (1998, 1999, 2006, 2007). El autor

¹¹¹ La ley del 10 de junio de 1793 establece una instancia de arbitraje, previa al juicio, que, en un contexto ciertamente favorable al campesinado frente a la nobleza, favorece exponencialmente las recuperaciones. Unas cien recuperaciones entre 1793 y 1794, sólo nueve luego de Termidor.

discrimina los grandes rasgos de las regiones de los Vosgos: llanura al noroeste, *Vôge* (relieves poco pronunciados) al sudoeste anunciando la montaña, al sur y al este del departamento. El comunal, naturalmente, no desempeña las mismas funciones en todas ellas. En la bailía de Mirecourt (llanura), unas veintinueve comunas (más de la mitad) sufren operaciones de *triage* en las últimas décadas del siglo XVIII. Como en la Haute-Marne, las usurpaciones también son el resultado del *grignotage* y los arriendos y ventas de comunal se hacen más habituales (especialmente en la montaña). Si bien a partir de 1790 se realizan algunas divisiones *de facto* en la llanura, éstas no parecen ser tan habituales como en el departamento vecino de la Meurthe (Lacoste, 1953). Desde 1792, las anulaciones de las usurpaciones señoriales son masivas lo mismo que las divisiones a partir de 1793 (unas doscientas setenta y cuatro, más de la mitad de las comunas). En los distritos de la llanura, más de los tres cuartos de las comunas divide, y en el cantón de Mirecourt, la totalidad. Estas cifras abrumadoras esconden los enfrentamientos internos: las votaciones no siempre son unánimes. En 1804, las anulaciones son amplia mayoría: unas doscientas nueve. ¿Qué acontece con estas parcelas? A veces vendidas, otras arrendadas, otras veces restituidas al pastoreo, o también, una combinación de todas ellas. En Frenelle-la-Grande, por ejemplo, la salida es el arriendo (Rothiot, 1998). Como en 1793, en 1813 las comunas más tocadas son las de la llanura (en torno a la mitad de los bienes cedidos), abonando la tesis de Vivier (1998). A comienzos de la Restauración, mientras que en la montaña los comunales siguen siendo abundantes, en la llanura han retrocedido fuertemente¹¹².

Usos y comunales en el Midi

Lejos de la planicie cerealera del norte, en la olvidada región de Corbières, Peter McPhee (1999) analiza los cambios económicos ligados al uso de los comunales, las garrigas. Antes de la Revolución, la región orientada al pastoralismo lanar y los textiles se encuentra en crisis. A la decadencia de la industria textil se suma la ofensiva señorial sobre las garrigas. Pero desde la década del '60 también avanza el *grignotage* de los desbrozadores campesinos que, ante la decadencia de la ganadería, pretenden reconvertir estas tierras de pobre calidad en cultivos de subsistencia o viña. Durante la Revolución, una dura lucha antiseñorial expulsa toda pretensión de la nobleza, y los campesinos se lanzan a la apropiación individual de estos comunales. La producción viñatera que se

¹¹² Para un caso de división en la montaña, véase Rothiot, 2007.

desarrolla sobre estas parcelas sirve para que McPhee postule la validez de la vía campesina al capitalismo en una región no cerealera. Para el historiador australiano, se trata de un tránsito hacia la producción mercantil simple que eventualmente transita de la agricultura de subsistencia, que responde a la lógica mercancía-dinero-mercancía' a la agricultura comercial que responde a la lógica dinero-mercancía-dinero'.

La situación es similar en el Gard estudiado por Noelle Plack (2009). Región de *petite culture*, las divisiones alcanzan al 42% de las comunas que buscan hacer frente a la debacle del textil y el olivo, víctima de una brutal helada en 1789. Las garrigas, por la naturaleza de su suelo, son propicias al cultivo de la viña. Plack estima que una porción relevante de estas nuevas parcelas es dedicada a este cultivo. En el siglo XIX, los métodos de producción mejoran y la industria vitivinícola sostiene el crecimiento económico. Con todo, Plack no comparte las conclusiones de McPhee. Considera que, mismo si las parcelas del comunal sostienen el crecimiento económico, al ser dedicadas también a otros cultivos de subsistencia, la producción viñatera implica una de las tantas estrategias disponibles para las familias campesinas que buscan adaptarse y sobrevivir.

Siempre al sur, pero sobre la fachada atlántica, el departamento de las Landas es estudiado por Anne Zink (1997). En el siglo XVIII, la diversidad de estatutos de los comunales es aquí notable: algunas costumbres le reconocen la propiedad al señor, otras al rey y las más benévolas a las comunas. Pero la cuestión de la propiedad no agota la problemática. Algunas landas comunales son explotadas individualmente una parte del año y el resto en teoría retornan al uso común. No obstante, no son raros los casos en los que los beneficiarios del uso de las landas construyen cercos y se pretenden propietarios de las tierras. Estos lotes, que deberían retornar al pozo común, tienden a cristalizar la posesión al punto que se intercambian, se heredan, se compran y se venden. ¿Reparto igualitario en las costumbres? Puede ser, pero se trata de casos raros. Lo más habitual es la división al *marc la livre* o por *capcazal*. En el primer caso, se reparten en proporción a los impuestos. En el segundo, se trata de un status del habitante, no muy restrictivo, pero que ciertamente excluye a los más humildes, como los jornaleros o los agricultores con parcelas muy pequeñas. En teoría, el estatuto de *capcazal* se encuentra jurídicamente definido, pero en la práctica termina siendo un reconocimiento informal del habitante instalado en una explotación. Esta tensión entre derecho y práctica invita a repensar algunas de las sugerencias de la escuela neoinstitucionalista.

Usos y bienes comunales en el oeste

Brigitte Maillard (1999) analiza la región de Turena en el siglo de las Luces, de difícil catalogación siguiendo los criterios de Bloch (1931) puesto que presenta aspectos tanto del *bocage* como del *openfield*, combinando prácticas colectivas con individuales. Las comunas se enfrentan con la nobleza por el acceso a la derrota de mieses en prados que pueden ser fácilmente sustraídos del pastoreo común por medio de cercados o, en algunos casos, simples demarcaciones. No obstante, la oposición nobleza versus campesinado no explica la totalidad de los conflictos por los usos. Desde fines del Antiguo Régimen, los edictos habilitan los desbrozos de las landas y el desecamiento de pantanos. Puesto que las parcelas desbrozadas deben ser cercadas para evitar la derrota de mieses, las operaciones presentan costos elevados (y más aún en el caso de los pantanos). A la cabeza de los desbrozos aparecen las compañías, donde contrariamente a lo que se podría pensar, la nobleza no ocupa un rol protagónico, sino más bien la burguesía urbana¹¹³. Estas empresas fracasan frente a la oposición de nobles y campesinos en conjunto que pretenden conservar el equilibrio agro-pastoral. Con todo, la autora no deja de interrogarse si acaso el *grignotage* de estos campesinos que enfrentan a la burguesía no acaba teniendo efectos más vastos que los de las grandes empresas. La ausencia de registros impide una respuesta certera.

En el vecino Angers, donde la *petite culture* y los cercados ganan mayor nitidez, Estelle Lemoine-Maulny (2009) encuentra, como Anne Zink, una notable variedad de estatutos en lo tocante a la propiedad del comunal, al punto que resulta difícil comprender, en algunos casos, si se trata de un comunal *stricto sensu* o de un derecho de uso sobre una propiedad ajena. En el siglo XVII, para esquivar el gravamen que pretende imponer la monarquía, las comunidades renuncian a la propiedad conservando el derecho de uso. Según la autora, es el uso lo que preocupa a las comunidades. En esta ambigüedad jurídica, los actores sociales pretenden curvar el derecho a su favor para apropiarse del producto de la tierra. La evolución, a lo largo del XVIII, evidencia una progresiva expulsión de los animales de los pobres. Las praderas, sometidas a la derrota de mieses (a diferencia de los labrantíos), se ven reservadas para los animales de tiro, mientras que la fecha de apertura se ve retrasada. Las ocas, animal del pobre por excelencia, es progresivamente marginado de los pastos comunes. Esto no impide encontrar, entre los principales delincuentes rurales, a los carniceros y comerciantes de animales. Todos los

¹¹³ Distinto es el caso del Macizo Central. Véase Thuillier, 1969.

actores desafían el derecho. Como en Turena, ante las amenazas externas procedentes de las compañías desecadoras extrañas a la comuna, señores y campesinos presentan un bloque unido de resistencia. En el siglo XIX, este tipo de conflictos desaparece, y las tensiones internas de la aldea pasan al primer plano a través del *grignotage*. La ley de 1793 tiene poco efecto, las delimitaciones de comunales entre comunas son la única división que se realiza. La venta de 1813 alcanza a una fracción comprendida entre el 10 y el 20% y los arriendos se hacen habituales. El comunal es convertido en un elemento de sostén fiscal.

En Bretaña, Annie Antoine (2013) insiste en abandonar la tradicional idea según la cual la propiedad común no existe¹¹⁴. Allí, donde rige el adagio *nulle terre sans seigneur*, las tierras no cultivadas (landas) son propiedad de la nobleza y las comunidades tienen sobre ellas derechos de uso. Formalmente, los señores pueden negar el goce comunal, pero en la práctica no es así. A mediados del siglo XIV, Bretaña no es tierra de cercados. Pero ya para el siglo XVI la costumbre reconoce la posibilidad de cercar las tierras y sustraerlas del pastoreo común. El crecimiento demográfico a lo largo de los siglos multiplica los cercados en detrimento de las landas. En el XVIII, el pastoreo común sólo se ejerce en las tierras sin cercar, que representan en torno al 10% del suelo bretón. Estas tierras tienen características muy diversas que limitan las atribuciones del señor. En aquellas concedidas gratuitamente, el señor puede suspender los usos y concederlas en *afféagement*¹¹⁵. Si media una renta feudal, puede operar un *triage*. Ahora, si media un arriendo, si la tierra tiene menos de 20 hectáreas o si está enclavada en la aldea, el señor no puede reclamarlas, pese a ser, en términos jurídicos, el propietario.

* * *

Los estudios de caso de las últimas dos o tres décadas ratifican la idea de ponderar la diversidad regional, presente en una larga tradición de autores desde Marc Bloch hasta Nadine Vivier y Gérard Béaur. Evidentemente, la evolución de los bienes y usos comunales es desigual, tanto en el tiempo como en el espacio, lo que impide conclusiones categóricas. El derrotero divergente que siguen bienes y usos comunales es, a esta altura de nuestra revisión de la tradición historiográfica, una evidencia absoluta. Ello obliga a intentar una diferenciación analítica de las múltiples prácticas colectivas que en el noreste

¹¹⁴ Opinión compartida por Sculler (2008).

¹¹⁵ El *afféagement* consiste en desmembrar una parte no cultivada del señorío para su desbrozo por parte de un particular a cambio de una renta (Sée, 1906).

parecen expresarse con mayor definición que en el oeste. Asimismo, para el caso lorenés, queda pendiente una evaluación de la incidencia de estas mutaciones como la que realiza Jean-Jacques Clère en Champaña.

III. VIEJOS PROBLEMAS, NUEVAS PERSPECTIVAS

El comunal entre política, economía y fiscalidad

La síntesis de Vivier (1998) no concluye únicamente con un análisis de las transformaciones económicas. Para la autora, hay por parte de las comunidades un cambio en la percepción de su patrimonio derivado del diálogo con los poderes centrales. Durante el Antiguo Régimen, la monarquía intenta navegar la irresoluble contradicción que le plantea satisfacer a la nobleza y sostener a su base fiscal, es decir, al campesinado. Por ello los edictos se caracterizan por otorgar ampliamente el *triage* a los señores y dividir en parcelas iguales sólo el derecho de uso sobre el comunal, conservando la comuna la propiedad y evitando así la acumulación de tierras por ventas¹¹⁶. Con la Revolución, por razones obvias, los intereses de la nobleza son expulsados del tablero. Pero, además, según la historiadora, la inclusión de juristas en el proyecto de ley finalmente aprobado en junio de 1793 testimonia la voluntad del Estado de destruir la propiedad colectiva: ya no es el goce, sino la propiedad la que se reparte (con la prohibición de vender la parcela durante los primeros diez años). Esto responde a un interés centralizador del Estado que no sólo busca generar adhesiones entre los campesinos más pobres, sino que también quiere quebrar la autonomía que le brinda a la aldea el disponer de un patrimonio propio. Se encuentra en sintonía con la ley Le Chapelier de 1791 que suprime los gremios y prohíbe cualquier colisión tanto laboral como empresarial (este último punto rápidamente modificado). Estas ofensivas derivan en una toma de consciencia de parte de las comunidades, interesadas en conservar su patrimonio y así su autonomía por la desconfianza que engendra el Estado central. Éste, si bien discursivamente afirma proteger al comunal y, por motivos fiscales, privilegia el arriendo como modo de explotación, también autoriza las ventas. El deseo de autonomía de las comunidades (y no la acción del Estado), cristalizado en la ley de 1837, permite comprender, entre otros factores, la supervivencia del comunal a lo largo del siglo XIX y, en algunos casos, del

¹¹⁶ Hay que remarcar que los edictos presentan sus matices. Véase Vivier, 1998, pp. 37-39.

XX. La lucha por el comunal excede entonces el valor meramente económico de obtener una parcela o pastar a bajo o nulo costo y deviene una encrucijada política.

Antoine Follain también hace énfasis en la relación de las comunidades con el Estado para comprender la evolución de los espacios comunales, fórmula amplia que involucra tanto a los bienes colectivos como a los usos. Junto a Pierre Charbonnier, Pierre Couturier y Patrick Fournier, Follain considera que la definición de Béaur (2006) y Vivier (1998), que establece una separación clara entre derechos de uso comunales y bienes colectivos, pertinente y deseable en para algunos casos y especialmente para fines del Antiguo Régimen, deviene engorrosa en otros, como el caso normando o los espacios colectivos de siglos anteriores al XVIII (Charbonnier, Couturier, Follain y Fournier, 2007; Follain, 2008)¹¹⁷. En Normandía, desde el siglo XVII, contrariamente a lo que se ha sostenido, asistimos a una ofensiva de la monarquía sobre los espacios comunales. Mientras que legislativamente se afirma la voluntad de protegerlos con las ordenanzas de 1667 y 1669, en la práctica, la Corona, en su afán de solucionar su déficit recurrente agravado por las guerras, pretende establecer un gravamen sobre los comunales. Para ello, forzando el derecho, el Rey se presenta como el señor eminente de aquellas tierras que, en región de *Nulle terre sans seigneur*, no tienen un señor reconocido¹¹⁸. Luego de acaparar la propiedad de estos bienes, se procede a una subasta de los mismos o a un gravamen. En la práctica, las comunidades despojadas tienden a conservar el uso, puesto que, en ocasiones, el beneficiario de la subasta los libra al uso de las comunidades a cambio de una renta. El resultado es el mismo: las comunidades pierden la propiedad y deben pagar por su uso, que conservan. Para fines del XVIII, mientras que los comunales en el sentido estricto de Béaur y Vivier son escasos, los espacios colectivos son más abundantes (un tercio de las comunidades). En Provenza, nos dice Follain (2007), se da una evolución similar¹¹⁹. La fiscalidad deviene un elemento clave en la comprensión de las mutaciones de los espacios colectivos, invirtiendo la perspectiva neoinstitucionalista de Hilton Root (1987). Este proceso genera una toma de consciencia por parte de las comunidades, que comprenden que el comunal tiene un costo.

¹¹⁷ El autor estima que la noción de propiedad o propietario, en el Antiguo Régimen, resulta poco útil al no existir la propiedad absoluta y presentar una diversidad que, en el caso de los comunales, no se agota con la tradicional distinción de propiedad eminente y propiedad útil. Véase Charbonnier, Couturier, Follain y Fournier, 2007, pp. 14-15; Follain, 2008, pp. 168-169). Misma sugerencia en Scuiller, 2008.

¹¹⁸ Un caso interesante es la disputa que se da, en el Anjou, por la definición jurídica de un conjunto de pastos que opone a varias aldeas. Véase Veyret, 1970.

¹¹⁹ En el Poitou, Yves Suire (2007) encuentra una evolución inversa, en la que un uso deviene propiedad.

El Neoinstitucionalismo en el siglo XXI

Tine De Moor (2008) se detiene en la similitud de los argumentos que en el siglo XVIII atacan a comunales y gremios por igual. Para la historiadora no es, sin embargo, la autonomía frente al Estado lo que refuerza las lógicas de acción colectiva, sino más bien la preservación de los recursos y de las economías de los productores, campesinos o artesanos, de las fuerzas hostiles del libre mercado. Siguiendo la línea neoinstitucionalista de Elinor Ostrom (2005), considera que la *opción* por la explotación colectiva permite un uso eficiente de los recursos al reducir los costos de transacción y permitir economías de escala. Reglas claras que limitan los usos y usuarios y multas tanto a los transgresores como a los *free riders* garantizan la viabilidad del sistema de explotación colectiva, sea este una pastura o la producción artesanal. Esto no implica la inmovilidad del sistema, como ilustra el caso de Flandes (De Moor, 2007). Cerca de la ciudad de Brujas, los usuarios explotan un comunal en pastoreo limitando el ganado a través de una cuota por animal. A lo largo del siglo XVIII, el crecimiento demográfico y el estímulo de los precios relativos conllevan a una intensificación de la explotación del comunal. Dado que la superficie del comunal no se extiende en proporción a la población, la conservación de la explotación común y de los recursos implica el respeto cada vez más estricto de las condiciones de acceso, lo que tiende a marginar un número creciente de habitantes que a su vez son, en proporción creciente, asalariados. En un cuadro legislativo liberal más rígido que el del Antiguo Régimen, hacia 1820, la forma preponderante de explotación de esos pastos es el arriendo. Según De Moor, la falta de equidad entre los usuarios (marginación creciente) determina un cambio en la forma de explotación de estas tierras. Así, contra Hardin (1968) y los autores neoinstitucionalistas clásicos, no es el carácter colectivo del comunal lo que lo liquida, sino más bien la transformación de sus usuarios. Pero, ¿por qué no se opta por una privatización convencional? De Moor señala que el arriendo permite conservar la propiedad común individualizando el uso con un costo razonablemente bajo. Después de todo, privatizar tiene un costo (cercados, subasta, compra de la tierra) e implica la pérdida de la autonomía frente al libre mercado.

La historia relacional

Rosa Congost (2007) reflexiona en torno a las nociones tanto abstractas como concretas de la propiedad. Entre numerosos ejercicios históricos, queremos remarcar la interesante comparativa que realiza entre el Ampurdán catalán y el Rosellón, catalán por tradición, pero francés por decisión de la frontera y los Pirineos. En ambos territorios,

desde tiempos medievales, rige la prohibición de interrumpir el pastoreo recíproco entre comunas (*parcours*). Para proteger a los cultivos de los posibles excesos derivados del *parcours*, un sistema de multas estimula la persecución de los infractores sobre la base de la estimación de daños y responsabilidad colectiva¹²⁰. Paradójicamente, el Rosellón, donde en 1769 se aprueba un edicto de cercados, no sufre ningún cambio visible en su régimen de pastoreo colectivo mientras que, en el Ampurdán, que no recibe legislación de este tipo hasta el siglo XIX, los procedimientos de cerramiento de tierras se multiplican a través de las solicitudes de *ban*, muy habituales en la segunda mitad del siglo ilustrado. Tradicionalmente, el *ban* apuntaba a evitar el sobrepastoreo. Pero a partir del XVIII, los propietarios ricos ampurdaneses los utilizan con el fin de evitar el ingreso de animales ajenos a sus tierras. Para garantizar el respeto del *ban* se duplica el valor de las multas por ingreso de ganado. Del otro lado de las montañas, en el Rosellón, la evolución es en apariencia, opuesta. Allí, los nobles son dueños de grandes ganados alimentados sobre la base de la derrota de mieses, mientras que los humildes son pequeños viñateros. En 1741, el régimen de estimación de daños es reemplazado por una multa con un valor fijo por superficie. Mientras que en el Ampurdán las multas crecen, en el Rosellón disminuyen, al punto que en 1833 los viñateros desisten de denunciar a los rebaños de los grandes propietarios¹²¹.

La evolución del Ampurdán y del Rosellón es, en la superficie, divergente. Al sur de los Pirineos, el individualismo agrario parece imponerse, mientras que, al norte, el colectivismo agrario. Pero Rosa Congost advierte que estas lecturas, características de la historiografía española, esconden una evolución que es paralela: la acaparación de la renta agraria por parte de los propietarios ricos, nobles o plebeyos. Los propietarios, dice la historiadora catalana retomando a Marx (2007), aplican códigos abstractos y pragmáticos que buscan defender sus intereses. Que lo logren o no se resuelve en la arena política, lo que permite comprender las diferencias entre la legislación liberal española, muy generosa con la nobleza, y la francesa, cuyos rasgos más favorables al campesinado son ampliamente conocidos. Así, en Congost, la mutación en las formas de apropiación de la tierra no tiene que ver con la equidad propuesta por De Moor (2007), ni con una condena teleológica como sugiere la teoría de la tragedia de los comunes, sino más bien con las

¹²⁰ Si el infractor no es identificado, la pena recae sobre las autoridades municipales encargadas del control y regulación de las prácticas agrarias comunales. Hasta el siglo XVIII, la multa por dañar a los animales en infracción es mayor a la multa recibida por pastar fuera de la normativa.

¹²¹ Pese a las protestas de los viñateros, en 1762 la reducción de las multas y el desplazamiento de las estimas de daños (sólo el tribunal de Perpiñán puede hacerlo) son ratificados.

luchas concretas que se desarrollan por la tierra a lo largo de la historia, en sintonía con las sugerencias de Florence Gauthier (1977). En el siglo XVIII, el *free rider* de la escuela neoinstitucionalista que, salvando las distancias, en Congost podemos identificar con los grandes propietarios, intenta hacer uso de la *perversión* del sistema (que en la superficie se expresa como una conservación) o de su transformación total¹²². Las estrategias de los actores dependen pues de los intereses en juego en contextos histórica y geográficamente determinados.

Por ende, poco importa la modernización, el crecimiento o la eficiencia en la asignación de recursos en las modificaciones en los derechos de propiedad: simplemente se trata de apropiarse del producto de la tierra. ¿No estamos, en el caso del Rosellón como en otros, ante derechos del individuo gestionados colectivamente? Congost insiste entonces en la perspectiva relacional que tenga en cuenta el vínculo que establecen con la tierra (y con el trabajo) los distintos grupos sociales, independientemente de la apariencia que adoptan en la superficie y que han llevado al abuso de términos como moderno, arcaico, individual, colectivo, feudal o capitalista (Congost, 2016). En la misma línea de la historia relacional se ubican las críticas, ya reseñadas, de Gérard Béaur y Jean-Michel Chevet a la historiografía neoinstitucionalista (Béaur y Chevet, 2013, 2017)¹²³.

* * *

Las nuevas perspectivas apuntan a direcciones muy disímiles en la investigación, aunque no necesariamente excluyentes. La consideración de la identidad campesina, la relación con el Estado y la fiscalidad no impiden interrogarse, al mismo tiempo, por las cuestiones económicas que afectan a la aldea, como bien señalan tanto Follain como Vivier. Más difícil resulta conciliar la perspectiva de Congost, influenciada por la tradición marxista de Pierre Vilar, con el nuevo -valga la redundancia- Neoinstitucionalismo de Ostrom y Tine De Moor. En De Moor, el libre mercado y la noción de equidad son un elemento constante, entre otros, que inciden sobre la estructura colectiva. Se prioriza, en la noción de lo común, la forma jurídica por sobre la práctica

¹²² El *free rider* es una abstracción característica del pensamiento liberal que ubica, en una categoría única y abstracta, al campesino pobre que furtivamente hace pastar a un animal prohibido en un comunal con el ganadero dueño de cientos de cabezas de ganado que devastan una pastura. La relación que establecen los individuos con la riqueza agraria se ve nublada y permanece en la superficie simplemente el hecho de no respetar las normas. El análisis fundado en las clases sociales impide esta homologación. Véase Congost, 2007.

¹²³ Es también, la perspectiva adoptada por la historiografía rural argentina contemporánea (Barcos, Lanteri y Marino, 2017; Gelman, 2005; Poczynok, 2019; Santilli, 2018).

real. En Congost, la realidad histórica, fundada en la relación de las clases sociales con la tierra, determina las luchas políticas que intentan moldear el régimen colectivo en su beneficio. La supervivencia de las formas jurídicas colectivas puede resultar ilusoria en la medida en que los propietarios las adecúan a sus intereses individuales; el eje, según la historiadora, debe ser puesto en la apropiación del producto.

CONCLUSIÓN GENERAL DE LA PRIMERA PARTE

A lo largo de los siglos XVIII y XIX, los bienes y usos comunales han sido asimilados a la pobreza y lo arcaico. Se los ha contrapuesto con lo individual, sinónimo de moderno y dinámico. Su desaparición, entonces, ha sido reconocida como un prerrequisito para el desarrollo capitalista o el aumento de la productividad mientras que, a la inversa, su conservación considerada un impedimento para ambos fenómenos. En esta dicotomía, se ha sostenido que es el Estado nacional el que, a través de sus reformas legislativas, detenta el monopolio sobre el cambio histórico, ponderando su rol durante el período revolucionario. Como correlato, se ha asumido que las formas jurídicas son un reflejo claro de la realidad productiva. Muchos de estos supuestos perduran en algunos enfoques del siglo XX.

Pero los avances en el área son reconocibles. El estudio detallado de los regímenes productivos y los suelos ha impulsado una progresiva diferenciación de los bienes y usos comunales, resquebrajando la categoría única de lo común o lo colectivo. El análisis empírico también ha permitido discutir la asimilación de los bienes y usos comunales con la pobreza, así como también la idea de una evolución unidireccional. El foco ha sido puesto en la interrelación de la estructura productiva con las distintas prácticas o bienes colectivos: la estructura establece los límites de lo posible. Pero no todo es estructura, también hay conflicto, lucha, en la medida en que los desenlaces no son idénticos por doquier.

En la cuestión de los bienes comunales, la iniciativa, antes reservada al Leviatán, ha pasado a las comunas o a las clases sociales, dependiendo del enfoque. No obstante, una valorización del rol del Estado ha vuelto a poner el acento en su confrontación con las aldeas. En materia de derrota de mieses, el lugar que en la perspectiva liberal desempeñaba la legislación ha sido cedido a los decretos. Esta lectura más fina de la evolución histórica no deja de reservarle al Estado el monopolio de la iniciativa en las transformaciones de los usos comunales.

Los distintos derroteros de los bienes y usos comunales han sido confrontados con las mejorías en la productividad. El vínculo, en otras épocas considerado incuestionable, no se nos presenta tan claro en la actualidad; los nuevos cultivos se extienden en labrantíos del *openfield*. Se remarca, más bien, el carácter ideológico de la construcción que busca enmascarar lo que muchas veces no es más que la concentración de la renta en manos de los grandes propietarios.

Casi tres siglos de reflexión sobre la cuestión de bienes comunales y usos colectivos plantean numerosos interrogantes. Como punto de partida, es claro que resulta fundamental evaluar las características de la producción rural lorenesa. Asimismo, comprender cómo se insertan los bienes comunales y usos colectivos en la dinámica productiva general y, a partir de allí, comprender su evolución. ¿Qué rol juegan, en ese sentido, las estructuras de explotación o los suelos? ¿Y los conflictos de clase? La evolución general de la legislación es conocida, también lo son los decretos que promueven las gobernaciones regionales. ¿Pero cómo afectan a la producción? ¿Cómo incide el Estado en la historia de los bienes comunales y usos colectivos? ¿Y las instituciones? Por último, es necesaria una estimación de la productividad y las evoluciones demográficas a la luz de los cambios y continuidades en el campo lorenés. ¿Produce, la alteración en bienes comunales y usos colectivos, un auge de la productividad? Al margen del rendimiento a la hectárea, un interrogante mayor se yergue sobre la relación con el capitalismo y con la renta de la tierra. ¿Los bienes comunales y usos colectivos implican un freno al avance de la producción asalariada?

CAPÍTULO 4. GEOGRAFÍA E HISTORIA POLÍTICA DE LA REGIÓN HISTÓRICA DE LORENA

Lorena no es una región natural; es una región histórica. Sus fronteras, a veces facilitadas por alguna cordillera, no se definen sobre la base de aspectos físicos del paisaje, sino que son, como tantas otras, producto de la acción del hombre. Esta particularidad se interpone con la necesidad -natural a todo trabajo de historia agraria- de delimitar las zonas geográficas a estudiar para comprender sus suelos y su posible injerencia en las hipótesis. Se impone, por ende, una doble tarea introductoria. En primer lugar, un repaso de la historia política que moldeó a la región general y a las subregiones que analizaremos con profundidad y, en segundo lugar, una caracterización de los rasgos naturales de nuestros recortes espaciales.

I. HISTORIA POLÍTICA DE LORENA

Orígenes medievales

El término Lorena proviene del latín *Lotharingia*, nombre que adquiere la desmembración oriental del reino carolingio en el siglo IX. En el siglo X, la Lotaringia, que se extiende desde el báltico belga hasta los Vosgos, es partida en dos. El Ducado de Alta-Lotaringia, luego ducado de Lorena, fracción meridional del antiguo reino, ocupa entonces gran parte del territorio que será repartido entre los cuatro departamentos de Mosa, Mosela, Meurthe y Vosgos en 1790. En términos formales, se encuentra sometido al mando del Sacro Imperio Romano-Germánico, pero en términos reales, asistimos a la pulverización de la soberanía característica del período medieval. En Verdún, Toul, Metz y Tréveris, los obispos se hacen con el poder profano. En simultáneo, condes y señores devienen autoridad máxima en sus feudos. La autoridad del Duque de Lorena se ve limitada a sus señoríos patrimoniales, deviene un *primus inter pares*, entre los que se destacan por su poderío y riqueza los condes de Salm, Bar y Luxemburgo (Parisot, 1924). El mapa lorenés se balcaniza; las pequeñas soberanías no necesariamente componen continuos territoriales. Señoríos, condados y obispados se entretajan y también se solapan, multiplicando las aduanas, fisurando las justicias y complejizando la trama de vasallajes (Mathieu, 1907).

Desde el siglo XII, y en particular, desde el XIII, la implosión del sistema político se pronuncia con la emergencia de las burguesías urbanas. En Metz, en Toul y Verdún, los patriciados locales obtienen cartas de franquicia. Así, en los pequeños obispados independientes, el Obispo conserva el mando sobre la campiña. *Intra-muros*, su poder le es arrebatado por los burgueses, especialmente en la ciudad de Metz. En el Ducado de Lorena y el Condado de Bar, numerosos burgos prosiguen una evolución similar.

El primer paso significativo hacia la concentración del poder político en el viejo ducado se da en 1420 con el matrimonio de la Duquesa de Lorena con el Conde de Bar¹²⁴. Durante la centuria siguiente, el Ducado afirma su mando sobre numerosos señoríos y condados hasta entonces independientes (Vaudémont, Blâmont, por citar algunos). El Ducado de Lorena acompaña así el movimiento europeo de centralización del poder político (Anderson, 1989). No obstante, la escasa superficie y la incapacidad del soberano para asentarse fiscalmente hacen del ducado un Estado débil e incrustado entre dos polos de mayor fuerza: el Reino de Francia y el Sacro Imperio Romano Germánico. La potencia política de estas dos entidades se expresa en una paradoja: el Duque de Lorena es vasallo del rey de Francia y miembro del Imperio. El Ducado no participa (a excepción de la ciudad de Tréveris) en los mecanismos formales de elección del príncipe imperial, pero esto no le impide sumarse, en reiteradas ocasiones, a los numerosos conflictos bélicos e intrigas palaciegas del otro lado del Rin. Ocurre que, en teoría, al menos hasta el siglo XVI, tanto el Ducado como los obispados están sometidos fiscalmente al Imperio y deben brindar respaldo militar. El Ducado de Lorena, más que los Obispados, tiende a no respetar estas formalidades. En cuanto a Francia, además de los vínculos familiares y vasalláticos que ligan a la casa de Lorena con los Capeto y los Condes de Champaña, el duque de Lorena reconoce la soberanía del rey en algunos pagos aislados. Por su parte, el Rey de Francia había conseguido, en el siglo XIV, que el Conde de Bar reduzca su soberanía personal sobre parte del condado a una concesión de la Corona francesa¹²⁵. Mientras tanto, en el mismo siglo, crece la influencia francesa en los obispados

¹²⁴ Al momento de la alianza matrimonial, el Condado de Bar ocupa tierras (no continuas) que actualmente se reparten en los departamentos de Haute-Marne, Mosa, Meurthe-et-Moselle y los Vosgos.

¹²⁵ Luego de una derrota militar en 1297 ante el Reino de Francia, el Conde de Bar es obligado a aceptar la soberanía del Rey en parte de su territorio. Así, nace una distinción al interior del Condado de Bar que durará hasta 1789. Bajo la autoridad del Rey de Francia, el *barrois mouvant*, ubicado, *grosso modo*, al oriente del *Barrois* (término que designa a la ciudad de Bar-le-Duc y la campiña sometida al Conde de Bar) y al occidente, el *Barrois non mouvant*, bajo el poder nominal del Imperio Germánico. La alianza matrimonial de Lorena y Bar amplía esta paradoja a todo el Ducado. En el siglo XVIII, el *Barrois mouvant* remite al Parlamento de París, mientras que el *Barrois non mouvant*, al de Nancy.

independientes de Toul y Verdún donde los burgueses, en sus luchas locales contra los obispos, no dudan en someterse al Rey de Francia.

Subordinación al Reino de Francia

Cierto es que el Ducado consigue, hacia mediados del siglo XVI, consolidar su independencia con respecto al Imperio, que renuncia a sus prerrogativas fiscales sobre Lorena. No obstante, la independencia es endeble. Por esos años, Francia ocupa militarmente las tres ciudades de Metz, Toul y Verdún. Los conflictos de religión afectan a Lorena que, si bien es mayoritariamente católica, sufre el paso de las tropas en reiteradas ocasiones (Bertrand y Streiff, 1996). Pero el golpe de gracia se lo brinda la Guerra de los Treinta Años. Inicialmente neutral por presión francesa, en 1631 el Duque de Lorena, Carlos IV, que pretende frenar la influencia extranjera en su territorio, acude en ayuda de Maximiliano de Baviera, jaqueado por los suecos, aliados de Francia. Luis XIII procede con la intervención de Lorena, extendiendo su soberanía a algunas ciudades y ocupando la capital del Ducado, Nancy. En 1633, las tropas suecas penetran en Lorena, arrasándolo todo a su paso. La declaración formal de guerra de Francia a España (1635) sólo agrava las cosas: la presencia de tropas extranjeras deviene permanente. Lorena se convierte en un teatro de operaciones secundario de la guerra europea. La paz de Westfalia en 1648 formaliza la subordinación de los Tres Obispados de Metz, Toul y Verdún (que adoptan ese nombre como provincia francesa) y sanciona la anexión de Alsacia, el Franco-Condado y parte de Luxemburgo. Las consecuencias demográficas son catastróficas: Lorena pierde, en promedio, entre la mitad y los dos tercios de su población (Laperche-Fournel, 1985).

Ante la insistente rebeldía de Carlos IV, que busca reconstruir sus alianzas fuera de Francia, Luis XIV decide repetir la ocupación militar de Nancy y Lorena en 1670. En 1697, luego de nuevos enfrentamientos entre Francia y España y otros reinos europeos, los acuerdos de paz restituyen a Leopoldo, heredero por la casa de Lorena, el mando del Ducado. No obstante, se trata de un poder nominal; desde 1670 hasta 1766, la tutela de Francia es permanente (Antoine, 1953). En 1736, los acuerdos preliminares de Viena, en el marco de la guerra de sucesión polaca, producen un enroque de gobernantes. Stanislas Leszczinski, suegro de Luis XV y aspirante al trono de Polonia, accede a deponer sus pretensiones. A cambio, se le otorga el Ducado de Lorena que, a su muerte, será definitivamente cedido a Francia. Francisco III, Duque de Lorena hasta 1737, es indemnizando con la Toscana. Concluye así el mando de una dinastía de unos siete siglos.

Bajo el gobierno de Stanislas, Lorena es en los hechos una provincia francesa. A los impuestos loreneses que fluyen en parte hacia París desde fines del XVII se agrega la instalación, en Nancy, de un intendente disfrazado bajo el rótulo de canciller, elegido por Stanislas pero naturalmente, confirmado por Luis XV¹²⁶. A lo largo del siglo XVIII, la carga impositiva no cesa de aumentar. A la *subvention*, equivalente lorenés a la *taille* (talla) francesa, se suman las *vingtièmes* y los impuestos indirectos (sal, tabaco, hierro, vino extranjero y otros) gestionados en su mayoría bajo el modelo de arriendo de la *Ferme générale* (ya vigente desde Luis XIV)¹²⁷. En 1766 Stanislas muere y el Ducado de Lorena es definitivamente anexado a Francia.

La integración no resuelve muchos de los problemas económicos gestados a lo largo de estos siete u ocho siglos de intrincada historia política. Los territorios de las provincias de los Tres Obispos y de Lorena se encuentran ajedrezados, lo que supone enormes problemas para los agricultores. Basta con que un productor de una aldea lorenesa tenga, como mercado más accesible, un burgo en los Tres Obispos (o viceversa) para que deba pagar un peaje en función del derecho de *Haut-Conduit*, lo que no sólo supone dinero, sino también tiempo. Además, Lorena sigue siendo un territorio extranjero en términos fiscales, por lo que todas las mercaderías que ingresan desde fuera deben pagar otros impuestos. Algunas aldeas encuentran sus términos divididos entre bailías diferentes que remiten a parlamentos distintos, lo que engendra enormes dificultades en materia judicial y fiscal. Otras regiones, como es el caso del *Barrois mouvant*, deben apelar ante el Parlamento en París en vez de Nancy o Metz, lo que implica una distancia de unos doscientos cuarenta kilómetros frente a los noventa o cien que lo separan de las capitales lorenesas.

A comienzos de 1790, el gobierno revolucionario sanciona la ley de creación de los departamentos. Las provincias de Lorena y de los Tres Obispos se dividen en cuatro departamentos: Mosa, Mosela, Meurthe y Vosgos¹²⁸. De más está decir que las aduanas internas desaparecen y las justicias se organizan localmente.

¹²⁶ Es elegido Antoine-Martin Chaumont, marqués de La Galaizière, otrora intendente de Soissons. En 1758 es sucedido en el cargo por su hijo.

¹²⁷ La *vingtième* consiste en un impuesto sobre el ingreso. En teoría todos deben pagarlo, pero el clero consigue reducir su parte. Una primera *vingtième* es implementada en 1749. Una segunda, en 1758. La segunda *vingtième* engendra un fuerte conflicto con el parlamento de Nancy que se niega a registrarla. Disuelto, el parlamento es finalmente reinstituído en sus funciones al aceptar el nuevo impuesto.

¹²⁸ El territorio de estos cuatro departamentos se forma, esencialmente, con las dos antiguas provincias lorenesas. No obstante, también incluye algunas porciones menores (a veces tan sólo un puñado de aldeas) de otras provincias del Antiguo Régimen. Entre los casos más relevantes, podemos señalar el aporte *chamenois* al departamento de Mosa y la disolución del Principado de Salm en el departamento de los

A lo largo de varios siglos, Lorena va moldeando sus fronteras que, como pudimos apreciar, son algo erráticas. Pese a la distinción entre los obispados y el Ducado de Lorena y Bar, el entrelazamiento de estos territorios les da una entidad común que constituye la noción de Lorena histórica¹²⁹. Estados débiles, se ven jaqueados por la puja de poder de las grandes dinastías europeas. El lento movimiento plurisecular que describimos desde la Alta Edad Media hasta la Revolución corona el triunfo de la potencia francesa. La historia que sigue es ampliamente conocida. El año 1871 revierte la tendencia y le otorga a la flamante Alemania el oriente de Mosela y Meurthe junto a Alsacia. Este escenario será terreno de disputa hasta 1945.

Bailías lorenesas en el siglo XVIII

Nuestro estudio se compone de tres áreas geográficas ubicadas al sur, al centro oeste y al noreste de la Lorena histórica, en los departamentos de Vosgos, Mosa y Mosela. Estos recortes comprenden, respectivamente, cuatro bailías: Mirecourt (Vosgos), Commercy (Mosa), Boulay y Vic (Mosela)¹³⁰.

La bailía de Mirecourt, creada en 1751, es un desprendimiento de una bailía mayor del Ducado de Lorena, la bailía de Vôge. Está compuesta por cincuenta y una comunas y encierra en su territorio unas treinta y dos mil hectáreas. En 1789, su población roza las veinte mil almas y se rige por la costumbre de Lorena (Martin, 1928)¹³¹. Algunos años antes, en 1772, Luis XV establece en la ciudad de Mirecourt un tribunal de apelaciones al que deben remitirse no solo los procesos de la bailía homónima, sino también los de las bailías vecinas (Neufchâteau, Darney, Châtel, Charmes). Este tribunal está sujeto, naturalmente, al Parlamento de Nancy. Esta importancia judicial no le alcanza a Mirecourt para consagrarse como la capital del departamento, instalada en Épinal. La homogeneidad administrativa de Mirecourt no se traslada al plano eclesiástico. En vísperas de la Revolución, algo más de la mitad de las aldeas se encuentran bajo la órbita de Toul (provincia de los Tres-Obispados). El resto se reparte entre las diócesis de Nancy y Saint-Dié.

Vosgos. En febrero de 1793, en el marco de la guerra revolucionaria, un decreto incorpora a Mosela algunas aldeas hasta entonces prusianas. Mavidal y Laurent, 1900, pp. 550-551.

¹²⁹ Para una visión más extendida de la historia política lorenesa véase Cabourdin, 1980, 1991; Mathieu, 1907; Parisot, 1919-1924; Bertrand y Streiff, 1996.

¹³⁰ Algunas pocas aldeas de nuestro recorte en Mosela no están englobadas en estas dos bailías (ver nota al pie n° 133).

¹³¹ En Lorena, como en tantas otras regiones de Francia, las costumbres, que buscan normativizar los comportamientos, en teoría desde tiempos inmemoriales, son fijadas por escrito en el transcurso de los siglos XVII y XVIII (Coudert et al, 2010).

La bailía de Commercy, creada en 1723, se yergue sobre la base del principado de Commercy, formado por señoríos adquiridos por el Duque de Lorena a fines del XVII y comienzos del XVIII. Es, por ende, una zona de fuerte presencia de la propiedad ducal y, luego de 1766, de la Corona de Francia. Constituye la única proyección de la autoridad del Duque en el territorio de Mosa que no deriva del Condado de Bar. Esta bailía, como la de Mirecourt, es redefinida por Stanislas en 1751. Su fracción occidental, que luego de 1790 recae sobre el departamento de Mosa, representa los dos tercios de su superficie total e incluye dieciocho aldeas y dependencias. Se extiende sobre poco más de veinte mil hectáreas y engloba unas once mil quinientas personas¹³². Naturalmente, al ser parte del Ducado, su corte de apelaciones es el Parlamento de Nancy. Ubicada en el cruce de caminos norte-sur y este-oeste y en la frontera entre Bar, Lorena y el *Verdunois* al norte, se destaca por la diversidad de sus costumbres. Su diócesis es la de Toul.

Tanto la bailía de Mirecourt como la de Commercy gozan de una gran homogeneidad administrativa. Su territorio es compacto y dependen, en su totalidad, del Parlamento de Nancy. En Mosela, como en todo el norte de la Lorena histórica, esta homogeneidad se desvanece y la balcanización gana terreno. Las bailías conforman un tejido intrincado y sus territorios no necesariamente suponen unidades compactas. Esta fragmentación alcanza el paroxismo en algunas comunas cuyo término se encuentra repartido entre bailías y parlamentos diferentes. Fuertemente determinados por este aspecto y por las dificultades documentales, nos hemos visto obligados a delimitar un conjunto de aldeas ubicadas en el centro del departamento, conformando un recorte más vasto que el de las bailías de Commercy y Mirecourt (fronteras de 1790-1871). Se trata de ochenta y cinco aldeas y dependencias, repartidas en partes iguales entre las bailías de Vic y Boulay¹³³.

La bailía de Vic se monta, luego de la anexión a Francia, sobre parte del Obispado de Metz. En vísperas de la Revolución, la bailía de Vic está compuesta por unas ciento setenta aldeas, repartidas en dieciocho fragmentos territorialmente dispersos por lo que luego de 1790 van a ser los departamentos de Mosela y Meurthe. Los poblados bajo su autoridad responden, por ende, al Parlamento de Metz y siguen la costumbre de los

¹³² En 1790, el trazado departamental divide la bailía entre Mosa y Meurthe. Antes de la Revolución, la extensión total de la bailía es de unas treinta y cinco mil hectáreas y su población ronda las dieciocho mil quinientas personas (datos de 1793). ADMe, Serie P; *Archives Nationales* -AN- F20 17.

¹³³ Sólo diez comunas de nuestra selección no pertenecen a estas bailías. Seis de ellas (Bionville-sur-Nied, Hery, Voimehaut, Chanville, Villers-Stoncourt y Servigny-lès-Raville) pertenecen a la bailía de Metz, otra a la bailía de Sarreguemines (Petit-Tenquin), mientras que las otras tres (Créhange, Pontpierre y Momerstroff) son parte de Prusia hasta 1793, pese a estar rodeadas por territorio francés.

Obispos. No obstante, unas pocas comunas reparten sus términos con otras bailías, como pueden ser las de Boulay o Dieuze, ambas dependientes del Parlamento de Nancy. Efectivamente, la bailía de Boulay, creada en 1751, se encuentra bajo la soberanía del Duque de Lorena y engloba más de setenta aldeas. Rige, en general, la costumbre de Lorena, aunque en algunas de ellas impera la de los Obispos. Nuestro recorte toma entonces una parte considerable de la bailía de Boulay y una fracción menor de la bailía de Vic (la práctica totalidad de sus aldeas moselanas), con el propósito de conformar una unidad territorial continua. De este modo, las ochenta y cinco comunas moselanas que hemos seleccionado para este estudio se extienden sobre una superficie de sesenta y tres mil hectáreas y aglomeran, en 1789, a unos treinta y cinco mil habitantes (AN F20 18; de Chastellux, 1860). Esta zona se encuentra entre las más afectadas en términos demográficos por la guerra de los Treinta años (Laperche-Fournel, 1985). Curiosamente, la fragmentación territorial no se traslada al plano espiritual: ambas bailías dependen de la diócesis de Metz.

II. LA GEOGRAFÍA LORENESA

Lluvias y clima

Decíamos en nuestro primer párrafo que Lorena no es una región natural. Sus fronteras no siempre se explican por rasgos del paisaje y su suelo no presenta, tampoco, homogeneidad. Ciertamente, los Vosgos al este y sureste ofrecen una frontera física que separa a la región de la vecina Alsacia. Pero al norte, sur y este, Lorena se funde con Alemania, el Franco-Condado y Champaña respectivamente. Por ello, en términos geológicos, Lorena es considerada la zona oriental de la cuenca parisina (Joly, 1911).

La región presenta, a grandes rasgos, dos grandes geografías contrapuestas. En primer lugar, las montañas de los Vosgos, donde la agricultura es pobre y predomina la ganadería. En segundo lugar, región que nos interesa, la meseta lorenesa que no constituye, pese a las apariencias, un ente homogéneo. Los ríos trazan valles que rompen con la monotonía del llano, en particular, las aberturas de los ríos Mosa y Mosela, que, groseramente, recorren la región de sur a norte. Estos valles muchas veces presentan taludes o cuestas de pendientes acusadas, llamadas *côtes*¹³⁴. Estos accidentes geográficos

¹³⁴ El término tiene un cierto carácter polisémico ya que, si en rigor, la palabra refiere al fenómeno descrito en el cuerpo del texto, muchas veces se utiliza para describir simples colinas de pendiente menos acusada. Véase Blache et al, 1937, pp. 68.

se orientan hacia el norte, este o sudeste y siempre dan la espalda a la cuenca parisina occidental. Sobre su dorso, las cuestas son continuadas por una meseta de suave pendiente hacia el oeste que va perdiendo altura hasta diluirse en una llanura¹³⁵.

La provincia se encuentra a distancia considerable de todas las grandes masas de agua. Los vientos húmedos del sudoeste permiten matizar, pero no anular, los rasgos fuertemente continentales que le otorgan inviernos largos y una gran amplitud y cambios bruscos de temperaturas (Lacoste, 1951). Este aspecto, junto a las posibles heladas tan tarde como mayo, resultan poco propicios para el cultivo de la vid, pero no impiden su práctica, muy difundida en particular en las laderas de los valles con orientación sur (Blache et al, 1937). Pese a cierto esplendor en la baja Edad Media, el vino lorenés no es, salvo algunas excepciones, muy reputado y su consumo es, en los siglos XVIII y XIX, esencialmente local (Lachiver, 1988)¹³⁶.

Las lluvias, más abundantes que en el occidente de la cuenca parisina, son constantes a lo largo del año. En verano, el viento del sur puede traer complicaciones al engendrar tormentas fuertes y súbitas. Esto representa un problema importante para la principal cosecha lorenesa: los cereales. Los vientos amenazan con acostar los trigos y las lluvias prolongadas afectan la calidad del grano ya maduro. Ante estos fenómenos, el resultado es el mismo: una cosecha menos copiosa en quintales.

El suelo

Las tres regiones que constituyen el marco geográfico de nuestro trabajo se ubican en la meseta lorenesa; allí concluye su homogeneidad. Incluso, al interior de cada uno de nuestros recortes, encontramos matices en los suelos que ameritan la atención detallada del historiador.

Comenzando por el oeste, la bailía de Commercy reparte sus aldeas en dos subregiones geográficas: el valle del Mosa y las *Côtes de Meuse* (Cuestas de Mosa). El río Mosa forma un ancho valle aluvial reputado por sus praderas. Considerado fértil en comparación a otras áreas del sur del departamento, sus rendimientos en cereales son peores que los de otras regiones de Lorena en los siglos XVIII y XIX (Joanne, 1881;

¹³⁵ Llama la atención esta aparente contradicción entre el sentido de las capas geológicas y la red hidrográfica. En Lorena, el lecho de los ríos se topa con roca dura que los orienta hacia el norte. Véase Blache et al., 1937, pp. 77-86.

¹³⁶ Hay evidencia de la exportación de los vinos de la región de Metz y del ducado de Bar en el siglo XVIII. Los vinos del *Toulois* (campaña que se referencia en la ciudad de Toul) también gozan de buena reputación (Angles y Mathis, 2019; Cabourdin, 1977; Parisot, 1924).

Morineau, 1971). Su altura media oscila entre los ciento sesenta y doscientos setenta metros de altura sobre el nivel del mar. Ofrece, además, reparo del viento y un régimen de precipitaciones menos generoso que el de la meseta. Sobre los altos del valle, la fertilidad cae considerablemente y los bosques ganan terreno. El departamento de Mosa es, a fines del siglo XIX, uno de los más boscosos del país. Asimismo, el suelo calcáreo de las cimas ofrece una actividad económica que permite complementar la agricultura: las canteras de piedra. En el subsuelo, algunos yacimientos de hierro abastecen a las forjas cercanas¹³⁷. Hacia el este, las Cuestas de Mosa marcan el final de los bosques, el talud da inicio a una rica llanura conocida como el país bajo las cuestas¹³⁸. La cortina de cuestas brinda a esta parte de la bailía de Commercy abrigo de los vientos del sudoeste, cambios menos bruscos en las temperaturas y exposición al levante, aumentando así la insolación del terruño. Las heladas son, igualmente, menos frecuentes. Esto se traduce en condiciones propicias para la producción de cultivos frutales (ciruelas, ante todo) y viñedos. El suelo aluvial en el valle y la mezcla de marga con roca calcárea (producto de los desprendimientos de las cuestas y la erosión de la pendiente) en la zona de cuestas brindan a la bailía de Commercy un rasgo que, sin lugar a dudas, la diferencia de las otras dos regiones lorenenses aquí estudiadas. El suelo es poco compacto y blando, lo que permite realizar las tareas de labranza con menos caballos que los utilizados en el resto de la meseta lorenense (Blache et al., 1937).

Unos sesenta kilómetros al sudeste de Commercy aparece la llanura del Xaintois o Saintois, trasfondo natural de la bailía de Mirecourt. En su límite meridional, el burgo rural de Vittel, la llanura, que promedia los trescientos treinta metros de altura, presenta una mezcla de roca calcárea dura con arcilla bastante fértil. Hacia el norte, la altura baja hasta los doscientos veinte metros, las capas de marga se intercalan con el calcáreo hasta volverse dominantes. La tierra mejora su capacidad para retener la humedad, ganando en fertilidad. Los suelos devienen, empero, más pesados, exigiendo mayor tracción animal para un solo arado. La llanura, amablemente ondulada, se interrumpe ocasionalmente para ceder el espacio a pequeños bosques diseminados por toda la bailía. A orillas de los ríos débiles y arroyos que serpentean por los campos aparecen las praderas y, en las laderas

¹³⁷ Los yacimientos, ubicados en el término de Pont-sur-Meuse, no se comparan con la riqueza subterránea del norte lorenés. No obstante, sostienen a las forjas primero y luego a los altos hornos de Commercy, Vadonville y Boncourt (entre otros) hasta los años '30 del siglo XIX. Su agotamiento no implica el cierre de los hornos, que continúan produciendo con mineral de otras regiones (Dumont, 1856; Naegel, 2008).

¹³⁸ Las aldeas ubicadas sobre el flanco este de las Cuestas de Mosa llevan, habitualmente, la indicación "*sous-les-Côtes*" ("bajo-las-Cuestas").

con mejor insolación, las viñas. La región, ideal para el cultivo de cereales, es considerada, desde tiempos de Julio Cesar, como el granero de Lorena (Blache et al, 1937).

Por último, al noreste de la meseta lorenesa se despliega la llanura del Nied, a unos doscientos cincuenta metros por encima del nivel del mar. En los alrededores del burgo de Saint-Avold, el calcáreo se mezcla con la marga y brinda un suelo pedregoso y algo ondulado. A pesar del elevado tenor en cal, la fertilidad natural no es remarcable y, al este, francamente mala (Etienne, 1907; Schneider, 1998). En su frontera norte, los bosques cubren gran parte del suelo y en el subsuelo abunda la hulla¹³⁹. Las praderas gozan de una extensión considerable. Hacia el sur y hacia el oeste, la marga gana preponderancia, con ella la arcilla y suben la impermeabilidad del suelo y la fertilidad natural. Comienza, en el límite meridional de nuestro recorte moselano, lo que se conoce como el país de los estanques. Los suelos, ciertamente pesados, requieren de un atelaje generoso. Las depresiones, fácilmente inundables, son dejadas a las praderas. Las colinas de cimas redondeadas, dispersas por el llano, se yerguen como bastiones forestados. El noreste de Lorena, considerado como la expresión septentrional de la planicie que nace en el departamento de los Vosgos, comparte numerosas similitudes físicas con el Xaintois, diferenciándose acaso en la fertilidad natural de sus suelos, algo más modesta.

Estamos, *grosso modo*, ante tres zonas donde los cereales constituyen, en los siglos XVIII y XIX, la principal actividad económica. Similares en sus rasgos generales, presentan matices en sus aspectos particulares. La fertilidad natural favorece al Xaintois, mientras que los suelos, más ligeros, permiten el ahorro de fuerza animal en la bailía de Commercy, que sin embargo se presenta como la región menos fecunda para el cultivo de cereales (Morineau, 1970). En cambio, sobresale por sus pastos. La llanura del Nied, menos productiva que el Xaintois, pierde fertilidad hacia el noreste donde los paisajes arbolados se hacen más extensos. El valle de Commercy es el más forestado, con bosques que cubren, hacia 1830-1840, un tercio de su suelo (ADMe, Serie P). Estas proporciones bajan al cuarto para Mosela y a un quinto para la bailía de Mirecourt (ADV, Serie P; De Chastellux, 1860).

* * *

¹³⁹ Los yacimientos se extienden unos ochenta kilómetros desde Alemania hasta Faulquemont. Se prolongan hacia el sur hasta Pont-à-Mousson (Meurthe), pero ganando en profundidad (Belin, 2006).

Las regiones que tomamos para nuestro estudio presentan tanto similitudes como diferencias que las hacen propicias para un análisis comparativo. Estructuralmente, no hay grandes contrastes entre ellas. Se trata de zonas de *openfield* orientadas a la producción de cereales, ubicadas en este espacio de presión entre Francia y Alemania. Los suelos, no obstante, exponen algunos matices interesantes para la comparativa, en particular en la contraposición de los suelos más ligeros de Commercy con aquellos pesados del Xaintois y el noreste. Políticamente, las regiones comparten algunos elementos mientras que se diferencian en otros. La costumbre lorenesa, presente en las tres, no es la única costumbre vigente en Commercy y el noreste. Mientras que gran parte de nuestra selección deriva del Ducado de Lorena y Bar, una fracción es, hasta 1789, tierra de los Tres Obispados. Finalmente, luego de la Revolución, quedan todas ellas sometidas a autoridades departamentales diferentes. La relativa homogeneidad estructural en un escenario de heterogeneidad institucional brinda la oportunidad de poder estudiar la incidencia en el plano económico de las luchas políticas y las reformas legislativas, especialmente, aquellas ligadas a los derechos de propiedad colectivos e individuales.

CAPÍTULO 5. EL SEÑORÍO EN LORENA

Hasta 1789, el elemento de encuadre de las comunas sigue siendo, como en siglos anteriores, el señorío. A pesar del avance del Estado, el poder del señor permanece incuestionablemente vivo. En numerosas aldeas, la nobleza o el clero controlan todos los niveles de la policía y la justicia local. A través del nombramiento de alcaldes, la autoridad señorial participa de la vida política municipal. Posee molinos, hornos, lagares. Además de los honores, se le deben pagos en dinero, especie y trabajo. Goza de privilegios, impositivos, claro, pero también productivos. Esta estructura de prebendas permite comprender el clima que se vive en el campo lorenés (y francés) a fines de siglo.

I. DERECHOS FEUDALES EN LORENA

Señoríos banales en Lorena

En la cúspide de la jerarquía feudal se ubican los señoríos banales. Herederos directos de los tiempos medievales de soberanía fragmentada, componen la unidad fundamental en la que se insertan las comunas. Su rasgo identitario es el ejercicio de la justicia y la unidad territorial sobre la que se lo ejerce se llama *ban*. Las más de las veces, el término de la aldea tiende a coincidir con el *ban*, sin embargo, esto no es necesariamente así. Una aldea puede tener dos o más *bans*, lo que implica que su término se reparta entre más de un señorío. Jean Gallet (2008, 2016) estima que, en el ducado de Lorena, el soberano ejerce la alta justicia sobre el 42% de las comunas. Los señores laicos, a su vez, sobre el 45% de las comunas; el clero, muy relegado, sólo nuclea al 17% de las comunas¹⁴⁰. A excepción de Mosela, los territorios de nuestro estudio arrojan cifras propias, lo que es comprensible considerando la arbitrariedad relativa del reparto geográfico de los poderes (cuadro 1). En la bailía de Mirecourt, nobleza y clero controlan una porción de poderes de *ban* más importante que en el resto de la provincia; es este, además, un distrito con una inusual cantidad de justicias compartidas, una de cada dos. En Commercy, a la inversa, es el Duque quien concentra un número mayor de altas justicias.

¹⁴⁰ La existencia de justicias compartidas sobre una sola comuna explica que la suma exceda el 100%. Extendemos este comentario a los guarismos del cuadro 1.

Cuadro 1. Reparto de la alta justicia sobre las comunas loreneas

	Mirecourt	Commercy	Mosela
Duque/Corona de Francia	22%	83%	45%
Nobleza	80%	22%	41%
Clero	42%	6%	19%

Fuentes: ADV B Pro 1367; ADMe B330, ED 94 3, 6 E 124; ADMo B2384; Bouteiller, 1874; Cabourdin, 1977; Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928; Bertrand y Streiff, 1996.

Justicias, alcaldes y monopolios

Desde comienzos del siglo XVIII, en el Ducado de Lorena, la justicia señorial se encuentra subordinada a la *Cour Souveraine*, máximo tribunal de apelación. La justicia se divide en cuatro grandes áreas: alta, media, baja y territorial. Las primeras remiten al señorío jurisdiccional, mientras que la última se desprende del señorío solariego. En el plano de lo civil, la baja justicia toca exclusivamente temas vinculados a las tierras y prácticas que pesan sobre ellas con multas de hasta 5 o 10 soles¹⁴¹. La territorial, por su parte, afecta los mismos elementos, pero alcanza los 60 soles de multa. De esto se desprende que, entre baja justicia y territorial, las jurisdicciones pueden solaparse y dar nacimiento a conflictos en caso en que no recaigan sobre la misma persona (Cabourdin, 1977). La justicia media, en cambio, remite exclusivamente a las causas personales, es decir, conflictos que recaen sobre los sujetos, hasta los 60 soles. Finalmente, la alta justicia, que juzga todos los casos graves de más de 60 soles de multa¹⁴². Descontados los honorarios de oficiales y guardas, las multas ingresan al arca del señor. En Gemmelaincourt, Vosgos, en 1771 el señor se embolsa 36 libras sobre las 42 recaudadas (ADV B83).

Las justicias pueden compartirse, en dos sentidos. Aquel que ya mencionamos: una alta justicia repartida entre dos o más señores. Pero también una comuna puede tener un señor para la alta justicia y otro para la baja y media, si bien los casos son poco frecuentes. En Biécourt, Vosgos, la alta justicia es compartida por el Marqués de

¹⁴¹ Diez soles en la Costumbre de Lorena, cinco soles en la de Metz y Saint-Mihiel (*Coutumes Générales du Duché de Lorraine*, 1783; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730 ; *Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762). No hay precisiones ni en la Costumbre de los Tres Obispos ni en la de Vitry-le-François (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701; *Coutumes de Vitry-le-François*, 1676).

¹⁴² Circunstancialmente puede existir, en Lorena, un tipo particular de justicia denominada "bajo el techo" (*sous le toit*). En este caso, un hogar o un determinado número de hogares (nunca muy elevado) cae en la jurisdicción de un señor distinto al que rige la alta, mediana y baja justicia del resto de la comuna (Gallet, 2016). Por caso, en la aldea de Bazoilles-et-Ménil (Vosgos), las justicias se comparten entre el Rey y el Capítulo de Remiremont, sin embargo, algunos hogares tienen como justiciero al Conde de Ravenel (ADV B Pro 1367).

Bassompierre y Jean Francois Joseph d'Henin Liétard, Marqués de Alsacia; la baja y mediana justicia, en cambio, pertenece a una cofradía de Remiremont (Martin, 1928). En siglos anteriores, era el alcalde, designado por el señor de entre una terna propuesta por la comunidad, el encargado de impartir justicia. En el Ducado de Lorena, desde comienzos del XVIII, los señores están obligados a nombrar como juez a un profesional del derecho¹⁴³. Como esto implica un costo mayor, no es raro que los señores compartan jueces por lo que sus poderes pueden terminar recayendo en un mismo individuo. En la Costumbre de Lorena, sólo los señores que detentan la alta y mediana justicia tienen derecho a nombrar un alcalde; en los hechos, hay un alcalde por cada señor, incluido el territorial (Cabourdin, 1977; *Coutumes Générales du Duché de Lorraine*, 1783)¹⁴⁴. Desprovisto de su poder de justicia, el alcalde es el representante del señor en la asamblea. Encabeza los *plaid annaux*, reunión anual de todos los habitantes en la que se enumera las atribuciones y derechos que le corresponden al señor y se procede, por parte del juez, a la fijación de las multas por delitos rurales. El alcalde es, asimismo, el encargado de hacer efectivos los derechos del señor.

Es evidente que la más lucrativa de estas prerrogativas es la alta justicia. No obstante, a fines del siglo XVIII, su atractivo es menor frente a otras atribuciones del señor banal: los monopolios. En primer lugar, el molino. Si bien la facultad monopólica de poder establecer un molino en el *ban* se encuentra jurídicamente constituida, es cierto que tampoco es una inversión al alcance de cualquiera. Los habitantes loreneses están obligados a moler en las instalaciones de su término o término designado por los títulos; pagan por el servicio la vigesimocuarta parte de lo molido (ADV B Pro 1367; Etienne, 1907)¹⁴⁵. El beneficio, percibido casi siempre en forma de arriendo, es considerable. En la bailía de Mirecourt, en Poussay, el Capítulo Noble de Poussay arrienda dos molinos a 1450 libras tornesas en 1789; el Marqués de Bassompierre alquila el suyo en Saint-Menge en 650 libras tornesas (ADV 1C 135, 10Q 9). En Oëlleville, cada *manoeuvre* debe pagar un *imal* de trigo y cada *laboureur* un *bichet* también de trigo para gozar de la libertad de

¹⁴³ En los Tres Obispados, la reforma es apenas más precoz, de la última década del XVII.

¹⁴⁴ En la Costumbre de los Tres Obispados, esta atribución se extiende a la baja justicia, pero no al señorío territorial (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 44). En las costumbres de Metz y Saint-Mihiel, el nombramiento de un alcalde es potestad de todos los señores, también el territorial (Cabourdin, 1977; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, p. 51).

¹⁴⁵ Este valor impera en la bailía de Mirecourt y las bailías de Vic. No obstante, puede ser más alto. La aldea de Dédeling solicita, en 1789, que el precio del molido sea bajado a la vigésima cuarta parte (Etienne, 1907). En el señorío de Fénétrange, al oriente moselano, el precio es más elevado: la décimo-sexta parte (Gallet, 1990). Guy Cabourdin (1977), para la región de Toul, expone un rango que va de la doceava parte a la vigesimocuarta.

molido; sin embargo, protestan ya que el señor no posee molino alguno en la aldea, sólo la *banalité* (Martin, 1928)¹⁴⁶. Además del molino, el señor monopoliza lagares y hornos. Mientras que los primeros pueden implicar una inversión, los segundos son ciertamente más accesibles. Por el uso del horno *banal*, el señor toma entre la vigésima y la vigesimocuarta parte; pero muchos hogares pagan algún tipo de gravamen para poseer uno propio. En Sorcy-Saint-Martin, todos los que tienen horno abonan 3 *gros* (circa 3,3 soles torneses; ADMe B330). De ello se desprende que este sea un derecho especialmente cuestionado en los hechos. El lagar, más celosamente custodiado, ofrece beneficios mayores: entre la séptima y la decimosexta parte, en general, un onceavo (Cabourdin, 1977).

Además de los monopolios, el señor que detenta la alta justicia goza del derecho de prelación sobre las cosechas. En Lorena, como en tantas otras regiones del *openfield*, la imbricación de las parcelas obliga a sincronizar tanto la siega como la cosecha para evitar daños en campos ajenos y permitir el paso de los animales hacia las pasturas, habilitando la derrota de mieses e impidiendo la postergación de los trabajos (Meuvret, 1977). Al ser una fecha necesariamente móvil, adaptada a la madurez del grano o las hierbas, es sancionada por la asamblea municipal con, desde ya, el acuerdo del alcalde (ADMe ED 425 90; ADV Edpt 68 FF2). Establecido el día, el señor tiene derecho a comenzar sus trabajos primero, antes que el resto de la comunidad¹⁴⁷. Así, por caso, en Vignot, el *fermier* del señor es habilitado a segar los prados señoriales al alba del 10 de julio de 1788; el resto de la aldea, luego del mediodía (ADMe ED 425 90).

Cargas señoriales

Desde tiempos medievales, los habitantes deben abonar gravámenes que pueden pesar sobre ellos o sobre las tierras que trabajan. En regla general, todas las comunas pagan algún tipo de talla (*taille*) o carga fija en dinero y/o especie. Puede calcularse sobre la aldea en conjunto o puede establecerse *per cápita*. En Mosela, la aldea de Frémestroff abona 60 francos mesinos (25,5 libras tornesas) por año al señor banal (ADMo B2384). En Aulnois-sous-Vertuzey, Mosa, la comuna entrega 23 *bichets* de avena y una suma

¹⁴⁶ En la bailía de Mirecourt, la unidad de medida básica, el *résal* (1,17 hl), se divide en 4 *bichets* de 2 *imaux* cada uno. A los valores de marzo de 1789 (fecha en la que se redacta el cuaderno), cada *manoeuvre* paga entonces unas 3 libras y 5 soles mientras que los *laboureurs*, 6 libras y 10 soles. Con una población de cien hogares, esto le significa al señor unas 400 libras de ingreso en 1789.

¹⁴⁷ Por el intermediario exclusivo de títulos escritos, este derecho puede ser atribución de un señorío territorial (de Rogéville, 1785).

intrascendente en dinero (ADMe B330). En la bailía de Mirecourt, cada habitante de Haréville debe desembolsar, anualmente, un *imal* de avena, una gallina y 4 denarios (ADV B Pro 1367).

Según el derecho medieval, el señor es dueño de *la directe*, la propiedad eminente de la tierra. Éste cede de forma permanente la propiedad útil a un beneficiario que, a cambio, debe abonar, por ello, un censo (Béaur, 2000). En Lorena, zona de *nulle terre sans seigneur*, todas las tierras soportan algún tipo de censo, no necesariamente uniforme¹⁴⁸. Puede afectar sólo a un tipo determinado de tierra o distribuirse de forma desigual. Puede ser en especie o en dinero. Normalmente, son los censos proporcionales pagados en especie los más pesados; en Lorena llevan el nombre de *terrage*. En Redlach, Mosela, el *terrage* representa un séptimo de la cosecha (Dorvaux y Lesprand, 1908). En Domjulien, Vosgos, diezmo y *terrage* se perciben juntos, tomando también una de cada siete espigas (Martin, 1928). En Aulnois-sous-Vertuzey y Vertuzey, Mosa, el *terrage* otorga la doceava parte de la cosecha (AN KK 1164; Cabourdin, 1977). En Sorcy-Saint-Martin, algunos prados deben entregar una porción de heno al señor que oscila entre la vigésimo segunda parte y los tres onceavos (ADMe B330). No todas las comunas abonan este tipo de censos proporcionales; groseramente, hemos identificado gravámenes de este estilo en una de cada cuatro comunas cuyas exacciones señoriales conocemos¹⁴⁹. Otros censos son fijos: en Bazoilles-et-Ménil, 30 *jours* recientemente desbrozados deben pagar, en 1755, 30 *gros* de renta anual mientras que, de las más de veinte casas que existen en la aldea, sólo nueve de ellas ceden, cada una, una gallina por año (ADV B Pro 1367). En Porcellette, un *terrage* que originalmente implicaba a la séptima parte, luego la novena, a partir de mediados del siglo XVIII es convertido en un valor fijo de 12,5 *quartes* en trigo y avena (Baroth, 1968). Los censos de este estilo pueblan la documentación; en general todas las fuentes indican al menos dos por *ban* y la lista puede extenderse más allá de la decena.

¹⁴⁸ Escapan, a esta afirmación, las tierras nobles (Gallet, 2016).

¹⁴⁹ Se trata de dieciséis aldeas sobre un muestrario de sesenta comunas repartidas en los tres departamentos. Hemos incluido en esta categoría a los diezmos enfeudados, puesto que no sólo en términos prácticos y, en alguna medida, jurídicos, no se diferencian del *terrage*, sino que muchas veces al diezmo, cuando está enfeudado, aparece en la documentación bajo el rótulo de *terrage*. En Mosa: Aulnois-sous-Vertuzey, Euville, Vertuzey, Sorcy-Saint-Martin (ADMe B330; AN KK 1164; Dumont, 1856; Cabourdin, 1977; 1984). En Mosela: Bérig, Chémery, Frémestroff, Folschwiller, Merlebach, Redlach, Tragny (ADMo B2384; Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne 1907). En Mirecourt: Domjulien, Girovillers, Lignéville, Saint-Menge, They-sous-Montfort (ADV 10Q 7; Martin, 1928). La enfeudación del diezmo es muy común en el oriente moselano (Gallet, 1990).

En algunas aldeas existen derechos como el *droit de charrue*, cargas que gravan los animales de tiro o la posesión de arados. En la bailía de Boulay, en Bambiderstroff, cada *laboureur* abona 23 soles. En Chémery, una *quarte* de avena por arado; una de avena y otra de trigo en Adelange (Dorvaux y Lesprand, 1908). En Boustroff, bailía de Vic, también una *quarte* de trigo, pero por cada animal de tiro, lo que lo hace bien más considerable. En Guesseling, mismo gravamen, pero la *quarte* mitad trigo, mitad avena (Etienne, 1907). En Vignot, Mosa, un gravamen similar se fusiona con la *taille*. Cada arado de cuatro caballos o seis bueyes cultivando 20 *jours* por hoja de cultivo abona tres *bichets* de trigo y otros tres de avena; medio arado la mitad, y así sucesivamente hasta un piso de un *bichet* de trigo para todos los *manoeuvres* (ADMe 6E 124)¹⁵⁰.

Especialmente vejatorias y específicas, sino de Lorena, al menos del este de Francia, son las corveas¹⁵¹. Clara herencia de tiempos de servidumbre, obliga a los habitantes a prestar servicios en trabajo en las tierras del señor. Las tareas se distribuyen en función de la condición social, presumiblemente más por una cuestión de utilidad productiva que por un hipotético privilegio: en numerosos casos, los *laboureurs* son los más castigados. En la bailía de Mirecourt, los *laboureurs* de Parey-sous-Montfort deben seis jornadas de labranza (con sus arados); además, junto a los *manoeuvres*, otras cuatro jornadas de cosecha y escarda y la siega de un prado. En Domèvre-sous-Montfort, tres jornadas de labranza para los *laboureurs* y, como los *manoeuvres*, tres jornadas de trabajo en tiempos de siega o cosecha (Martin, 1928). En la bailía de Boulay, una a tres jornadas por habitante (AN D XIV 7; Dorvaux y Lesprand, 1908). En la bailía de Vic, tres días de trabajo en Téting. No muy lejos, la aldea de Guesseling acaso constituye un caso modélico para el diputado que quisiere argumentar en contra del *complexum feudale*. Allí, los habitantes deben dos días de trabajo en la cosecha y los *laboureurs*, el posterior traslado hasta los graneros; además, la siega de un prado también con traslado y, hecho notable, una jornada de trabajo por cada propietario al que se le arrienda tierra por lo que, si un *laboureur* arrienda a dos propietarios, debe dos jornadas y así sucesivamente (Etienne, 1907). A veces, las corveas se encuentran redimidas en dinero. Esto parece ser la tendencia dominante en la bailía de Commercy: 3 *gros* por habitante en Sorcy-Saint-Martin, 4 libras y 10 soles por *laboureur* en Vignot, 20 soles para los *manoeuvres* (ADMe

¹⁵⁰ Se trata aquí de las medidas de Commercy. El *bichet* de trigo, raso, es de 0,27 hl; el de avena, colmado, de 0,36 hl. El *jour* de Vignot, por su parte, equivale a 0,3391 hectáreas por lo que la medida de referencia excede las 20 hectáreas.

¹⁵¹ Esta situación, acaso aún más agravada, también se observa en Alsacia (Boehler, 1994).

B330, ED 94 3). En Poussay, Vosgos, la comuna abona 200 libras tornesas en función de las corveas redimidas (algo más de 1 libra y 10 soles por hogar). El carácter humillante de estas labores ha sido señalado; pero más allá de ello, hay que destacar que estas jornadas son solicitadas en los momentos de mayor necesidad de mano de obra, quitando tiempo a la cosecha que, como señalamos, se encuentra siempre amenazada por las lluvias y vientos de comienzos de agosto.

Además de estos ingresos, el señor puede obtener una renta complementaria sobre la base de los derechos *casuels*. Bajo este rótulo recaen todos aquellos beneficios económicos que el señor percibe en circunstancias específicas más o menos contingentes. El más destacado es, sin lugar a dudas, el derecho de *lods et ventes*, la porción que toma el señor sobre el precio de venta de una propiedad útil que cambia de manos. En las aldeas inmediatamente ubicadas al sur de la bailía de Commercy, el señor recibe entre un décimo y una vigésima parte (Cabourdin, 1977). Más módica es en Voimehaut, Mosela: la cuadragésima parte (ADMo B2384). Además, el señor percibe un monto por cada nuevo residente que se asienta en una aldea. En Rozerotte, Bazoilles-et-Ménil y Haréville son 5 francos *barrois* por ingresante y, además, 10 francos por cada taberna o cabaret (ADV B Pro 1367).

Es conocida la dificultad que han afrontado los juristas a la hora de desenredar la red de derechos feudales existentes en Francia (Béaur, 2000). Difícilmente nuestra enumeración pueda ser catalogada como exhaustiva; sí creemos, en cambio, haber presentado los principales gravámenes que pesan sobre el campo lorenés¹⁵². Ya retornaremos sobre su significancia económica, de momento, puede entreverse que, de mínima, las cargas y prerrogativas señoriales son sin duda alguna molestas para los agricultores.

Derechos sobre pastos y bosques

A los monopolios y gravámenes se suman dos importantes atribuciones vinculadas a los bosques, bienes comunales y al pastoreo: el *troupeau à part* y el *tiers-denier*. El *tiers-denier* otorga al señor el tercio de lo recaudado por toda venta o arriendo de labrantíos, pastos, madera y otros bienes propios que pudiese realizar la comuna. También aplica a las divisiones de comunales, repartos de renadíos o a los desbrozos forestales. El

¹⁵² En Sorcy-Saint-Martin, el señor tiene derecho de *hallage*, lo que le permite gravar determinadas mercancías a ciertos compradores (ADMe, B330; Delisle, 1757).

troupeau à part, por otro lado, le permite al señor o a su *amodiateur* formar un rebaño propio, separado del rebaño comunal.

Si bien Charles Guyot encuentra una mención al *tiers-denier* en 1399, Guy Cabourdin no logra hallar rastros de este derecho en las cuentas de los señoríos loreneses del siglo XVI. En 1569, el Duque, interesado en frenar las enajenaciones de comunales por parte de las comunidades endeudadas, establece que todo procedimiento de alquiler o venta en el dominio ducal deberá contar con su aval; en las costumbres, puestas por escrito desde fines de dicho siglo, se determina que todo cambio en la naturaleza de los comunales o venta de su producto debe contar con la autorización del señor alto-justiciero (Coudert et al., 2010)¹⁵³. Esto implica la movilización de oficiales y recursos, por lo que se establece un pesado gravamen a estas operaciones. Dicho procedimiento se traslada al resto de los señoríos loreneses (Cabourdin, 1977; Guyot, 1886). Un siglo más tarde, Carlos IV decide fijar ese tributo en un tercio de la operación, sea por venta de los bienes o de su producto; sin embargo, la *Cour Souveraine* no lo registra¹⁵⁴. Naturalmente, todo esto implica que el *tiers-denier* no figure en las costumbres entre las prerrogativas de la alta justicia.

En 1724, Leopoldo emite una ordenanza que pretende regular la explotación forestal, donde se reafirma el *tiers-denier* en caso de venta de la madera. En cambio, cuando se trata de los *affouages*, el señor sólo obtiene una doble porción. Se lo menciona, también, en las reglamentaciones del reparto de renadíos; pero nada se dice sobre los comunales (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I*, 1734). La jurisprudencia de los tribunales loreneses acompaña las pretensiones de la nobleza. Entre 1643 y 1767 se multiplican los fallos que otorgan el tercio al señor en ventas, arriendos y divisiones; algunos de ellos incluso retrospectivos¹⁵⁵. Esta acumulación de dictámenes deriva, hacia mediados del XVIII, en una asociación del *tiers-denier* con la alta justicia¹⁵⁶. En Frenelle-la-Petite, Vosgos, en 1750, la comuna solicita autorización para desbrozar un bosque de cuatro hectáreas, convertirlo en

¹⁵³ Esto no impide que, en el siglo XVII, comunidades golpeadas por la guerra de los Treinta años enajenen parte de sus comunales (Peltre, 1978)

¹⁵⁴ De Rogéville sostiene que dicho edicto otorga demasiadas atribuciones al Duque, motivo que lleva a la *Cour Souveraine* a negar el registro (de Rogéville, 1785).

¹⁵⁵ En el señorío de Clouange (Mosela), en 1727, el tribunal se Saint-Mihiel ordena que se otorgue el tercio al señor en todas las ventas de productos comunales efectuadas desde la cesión que realizare el Duque de dicho feudo (de Rogéville, 1785).

¹⁵⁶ En un pleito de 1767, los habitantes de Riche (Mosela) se defienden de su señor que pretende el tercio de un canon de arriendo de un comunal alegando que el *tiers-denier* es una novedad instaurada por el decreto de 1664 (Idem, pp. 555-564).

labrantíos y arrendarlo en beneficio de la comuna. El Duque concede, pero previa cesión de un tercio al señor, que obtiene algo más de una hectárea. *Circa* 1765, la comuna divide un *pâquis* y esta vez el señor recibe sólo una doble porción (apenas 36 áreas). Pero en 1782, reclama y consigue que su parte sea elevada a un cuarto de la superficie repartida diecisiete años atrás, totalizando 3,7 hectáreas (ADV Edpt 189 DD1, 1D1). La aplicación del *tiers-denier* implica, en ocasiones, una lucha judicial. En el largo plazo, el señorío avanza sobre el comunal¹⁵⁷.

El *troupeau à part* sigue un derrotero similar. Las costumbres no concuerdan. En la de Saint-Mihiel, el *troupeau à part* es atribución del señor alto justiciero siempre y cuando resida en la aldea (*Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762, p. 14). En la Costumbre de Metz, este último requisito, presente en la versión de 1613, desaparece en ediciones posteriores (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 54-55). En la Costumbre de Lorena no se establece vínculo alguno entre *troupeau à part* y alta justicia: el artículo que trata la cuestión se refiere a “aquellos que tienen derecho de *troupeau à part*...”¹⁵⁸. Ni la Costumbre de los Tres Obispados, ni la de Vitry-le-François se refieren a este asunto (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701; *Coutumes de Vitry-le-François*, 1676). En regla general, la cesión por separado de este derecho está prohibida: debe acompañar al arriendo de todas las tierras y señorío¹⁵⁹. En los hechos, esto no se cumple: las concesiones a carniceros de este derecho en soledad son habituales, en particular en las inmediaciones de las ciudades (Bloch, 1930b)¹⁶⁰. Tampoco hay regulaciones al número de animales; sólo la Costumbre de Metz establece que el señor debe dejar a los habitantes “[...] de qué alimentar y mantener al rebaño de la aldea...”¹⁶¹. El límite parece fijarse en el tercio de las pasturas; sin embargo, los excesos son habituales (Bloch, 1930b)¹⁶². En el grueso del

¹⁵⁷ Misma constatación de la parte de Henry Evrard (1912) para el cantón de Varennes-en-Argonne, al noroeste del departamento de Mosa. Esta visión es también sostenida ante la Asamblea Nacional, en 1790, por el Abad Grégoire (Grégoire, 1790).

¹⁵⁸ “Ceux qui ont droit de tenir troupeau à part...” *Coutumes Générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 74.

¹⁵⁹ Así lo establecen las costumbres de Lorena y de Metz. La de Saint-Mihiel, en cambio, no se expresa al respecto.

¹⁶⁰ En la bailía de Boulay, el *troupeau à part* es arrendado por separado en las comunas de Thicourt y Maxstadt (Dorvaux y Lesprand, 1908).

¹⁶¹ “[...] dequoy nourrir et entretenir le Troupeau du Village...” (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 54).

¹⁶² De Rogéville (1785) afirma que si el señor excede lo que la aldea considera prudente, la única vía es la judicial. Bloch (1930b) menciona el caso de Longeville, en Mosela, donde se establece, en los *plaid annaux* de 1727 y 1756, que el señor puede introducir hasta doscientos cincuenta animales. En Haréville, el límite es bien más bajo, sólo dieciséis ovejas entre el Rey y el Conde de Sommyèvre, que comparten la alta justicia (ADV B Pro 1367). Se alega que el *ban* es demasiado pequeño, sin embargo, excede, a mediados del siglo XIX, las 600 hectáreas (ADV 3P 2205). El término de Longeville, por su parte, se extiende sobre unas 1300 hectáreas (Chastellux, 1860). En Frémestroff, Mosela, el Conde tiene derecho a

territorio lorenés, *de iure*, el *troupeau à part* no está tipificado con precisión, o mismo no existe como derecho formal reconocido por la costumbre local.

Esto naturalmente abre juego a los pleitos. Como con el *tiers-denier*, la tendencia es hacia la ampliación del espectro de ejercicio del derecho (Bloch, 1930b). En el siglo XVII, un fallo de la *Cour Souveraine* de Nancy establece, conforme a la Costumbre de Lorena, que el *troupeau à part* no es una atribución de la alta justicia. A lo largo del siglo siguiente, los dictámenes de los tribunales de la Lorena histórica se inclinan en la dirección contraria¹⁶³. Esto permite, en el plano jurídico, la traslación del *troupeau à part* hacia el derecho común. En la década del 70, en el marco de los debates por el edicto de división de los comunales, el Parlamento sostiene plenamente esta visión¹⁶⁴. En Laning, Mosela, los habitantes señalan que el *troupeau à part* nunca existió en su término antes de 1777. No muy lejos de allí, un juicio enfrenta a los habitantes de Lelling con su señor que pretende introducir un rebaño de animales blancos en las pasturas (Etienne, 1907). En la bailía de Mirecourt, en el *ban* de Ménil, en 1755 el *amodiateur*, en una declaración solicitada por el Duque, afirma que no sabe de quién es el *troupeau à part* y que, por ello, nadie lo ejerce. En la actualización de esta declaración, en 1780, el *amodiateur* asienta, esta vez, que el *troupeau à part* es compartido por el Rey y el Capítulo de Remiremont, quienes detentan la alta justicia. En Rozerotte, en 1755 el *amodiateur* sostiene que el *troupeau à part* es del Rey pero que, dada la pequeñez del término, no se pone en práctica. En 1780, esta aclaración ha desaparecido (ADV B Pro 1367). En la ciudad de Mirecourt, la reacción es más precoz. En 1617, carniceros que abastecen a Metz y Sarrelouis, entre otras, consiguen que se aplique el reglamento de Rozières, que reconoce el *troupeau à part* al Duque (y a quienes lo arriendan fuera de los marcos de la ley). En 1711, los conflictos entre estos mercaderes y los locales son constantes: los *bangards* capturan los rebaños de los privados, pero estos rechazan las multas. Desde el municipio, los oficiales protestan: consideran que este derecho jamás existió en Mirecourt antes de la concesión de 1617 (ADV Edpt 309 DD 25)¹⁶⁵.

ciento cincuenta ovinos; sin embargo, su rebaño consiste en seiscientas a setecientas cabezas (Etienne, 1907).

¹⁶³ El requisito de residencia, que imposibilita el ejercicio para los señoríos del *domaine*, es descartado en 1705 (de Rogéville, 1785).

¹⁶⁴ No obstante, en Lorena, muchos señores dominicales ejercen este derecho sin título (Gallet, 2016). El Parlamento sostiene, por ende, que se trata de una concesión, escrita o tácita (AN H1486).

¹⁶⁵ La ampliación del área de influencia de la custodia separada del rebaño es más precoz en Lorena que en el resto del reino -*bocage* al margen-, donde el fenómeno es más bien típico del siglo XVIII (Moriceau, 1999, p. 168).

Ofensivas señoriales

Es conocido el lugar que ha ocupado en la historiografía, durante varias décadas, la idea introducida por Philippe Sagnac de una reacción señorial en la segunda mitad del siglo XVIII que habría brindado el combustible para el estallido revolucionario (Béaur, 2000). Marc Bloch (1931) insistía en torno a la conversión de algunos gravámenes en dinero, que producto de la erosión plurisecular de la moneda, derivan en la devaluación de los ingresos señoriales. Los señores, ávidos de recuperar su renta, habrían procedido a estudiar, detenidamente, los distintos tributos que podrían haber caído en desuso con la intención de reavivarlos (Soboul, 1964). Los avances del señorío sobre los bienes comunales y usos colectivos han sido encuadrados en el marco de esta reacción señorial (Lefebvre, 1924, 1963; Sallman, 1977). La noción fue fuertemente refutada desde fines de los años 70 del siglo pasado, llegando al punto de afirmar que la recuperación de algunos gravámenes, constatada por Saint-Jacob (1960) o Lefebvre (1924), no sería más que un fenómeno puntual no generalizable (Hufton, 1979). En la actualidad, los historiadores acuerdan en que efectivamente los esfuerzos señoriales por reconstituir rentas erosionadas o caídas en desuso son incuestionables, lo mismo que las ofensivas sobre bienes comunales u otras tierras con el afán de engrosar la reserva señorial y aplicar un manejo más riguroso del señorío. Sin embargo, la cronología estrecha en la que insiste Soboul ha sido descartada: estos esfuerzos no son un rasgo único de la segunda mitad del siglo XVIII, sino que se expresan de forma casi permanente también en décadas y siglos anteriores (Béaur, 2000; Saint-Jacob, 1960).

Nuestra investigación confirma estos últimos lineamientos. La generalización del *tiers-denier* que constatamos, al menos, en los últimos dos siglos del Antiguo Régimen, es el mecanismo sobre el cual se monta el avance del señorío sobre los comunales, ya sea apropiándose del producto de las ventas, ya sea a través de la lisa y llana usurpación de una porción. En simultáneo, los propietarios de bosques impulsan un cercenamiento de los usos¹⁶⁶. El *troupeau à part*, también en avance en las dos centurias que preceden al estallido revolucionario, permite una mejor explotación de los recursos del señor a través del arriendo, con o sin tierras y gravámenes¹⁶⁷. La apropiación de la renta por estas vías, si bien envueltas en principios que derivan de la estructura feudal, responde más bien al

¹⁶⁶ Ver capítulo 8.

¹⁶⁷ Las argumentaciones sobre el *tiers-denier* y el *troupeau à part* son tautológicas. El Parlamento de Nancy, en las discusiones sobre los comunales de los años 70, estima que el *tiers-denier* deriva del *troupeau à part*. En los tribunales, encontramos señores que reclaman y obtienen el permiso para tener un rebaño separado puesto que poseen el derecho de *tiers-denier* (AN H1486; de Rogéville, 1785).

capitalismo (Béaur, 2000; Bloch, 1930b; Lefebvre, 1924). Apropiación de la renta, arriendo y producción para el abastecimiento de los mercados. Ahora, el ajuste de la extracción estrictamente feudal también se manifiesta en el campo lorenés. En 1778, en la bailía de Vic, un juicio enfrenta a la baronesa d'Eltz con la comuna de Guinglange que pretende tener que abonar sólo 7 *bichets* de trigo y otros tantos de avena, mientras que la baronesa afirma, en una declaración de rentas, que el censo se eleva al cuádruple de ese valor (ADMo B2384). En la misma bailía, la aldea de Frémestroff expresa que el señor se ha arrogado, en 1780, un derecho sobre algunas casas y tierras que le otorga unas 100 libras tornesas; también ha revivido y triunfado en un pleito por sus honorarios en una operación de agrimensura de 1738 (Etienne, 1907). En la bailía de Mirecourt, en Bazoilles, Ménil y Rozerotte, las declaraciones de 1780 incluyen derechos de castrado, *casuels* y pesca, ausentes en las declaraciones de 1755, 1766 y 1774 (ADV B Pro 1367).

En Lorena, como en Borgoña o el Nord, la reconstitución de los ingresos del señorío sobre la base de la extensión de la reserva, ampliación de derechos de pastoreo, endurecimiento de la gestión y recuperación de rentas caídas en desuso son un hecho incuestionable a lo largo de todo el siglo XVIII como también del XVII. Es evidente el inconveniente que estas ofensivas suponen a la explotación campesina; menos claro es el grado exacto en términos numéricos.

II. EVALUAR EL FEUDALISMO

No es necesario exponer el interés de conocer el peso de los gravámenes señoriales, a los que podríamos sumar el diezmo. Albert Soboul proponía, para ello, estimar el peso de tributos feudales por hectárea, la parte sobre el ingreso neto campesino y aquella sobre el ingreso el señor. Sin embargo, la puesta en práctica resulta complicada (Béaur, 2000; Clère, 1988). La evaluación a la hectárea, indicativa de algún grado de magnitud, esconde la distinción entre derechos reales y personales, disolviendo toda la compleja gama de cargas en un promedio que no refleja el peso real sobre las explotaciones de distinta talla. Por otro lado, supone la difícil tarea de estimar el ingreso campesino y reducirlo a una cifra, cuando la realidad sugiere al menos un abanico de posibilidades tanto en el tiempo como en el plano social (patrimonios, fertilidades). Pero no por ello deja de ser un indicador útil.

Hemos recopilado los datos de cincuenta y siete aldeas repartidas en los tres departamentos¹⁶⁸. Tomando censos fijos, *terrages* y tallas, es decir, dejando de lado el diezmo, derechos *casuels*, monopolios banales (a excepción de aquellos redimidos), justicias y corveas, el resultado arroja en promedio 34 soles por hectárea, cifra que trepa a los 44 soles si se tiene en cuenta sólo la superficie agrícola utilizada¹⁶⁹. Este promedio esconde variaciones considerables: de 8 soles en Fréméréville (Mosa) a casi 9 libras en Barst (Mosela). Si nos limitamos a las fronteras de bailía, obtenemos 36 soles en Mirecourt, 49 soles en Boulay y Vic y 53 soles en Commercy. Teniendo en cuenta que Lorena ha sido tradicionalmente considerada una zona de feudalismo pesado, estos valores parecen no tan extraordinarios si se los compara con otras regiones¹⁷⁰. Pero cabe hacer una serie de aclaraciones. La conversión a dinero de los tributos en especie supone un primer problema: ¿qué precio elegir? Hemos optado por tomar, toda vez que fue posible, un promedio de la última década antes de la redacción de los cuadernos¹⁷¹. Si se tiene en cuenta, en cambio, el nivel de precios de 1789, los valores por hectárea trepan hasta cerca de las 3 libras. Asimismo, hay un segundo inconveniente que se desprende de la nominalidad de los precios. La reducción a libras tornesas, sea con los valores promedio de la década, sea con los de 1789, permite la comparación regional; no obstante, si nos

¹⁶⁸ En Mosa: Aulnois-sous-Vertuzey, Corniéville, Lérrouville, Vertuzey y Vignot (ADMe B330, 6 E 124, ED 94 3, ED 214 181, Q574; Cabourdin, 1977, 1984). En Mosela: Adelange, Altwiller, Bambiderstroff, Bannay, Barst, Bérig, Bistroff, Bisten-in-Loch, Boucheporn, Boustroff, Chémery, Folschwiler, Frémestroff, Freybose, Guesseling, Hellimer, Holbach, Laning, Laudrefang, Lelling, Mainvillers, Marienthal, Merlebach, Niederwisse, Oberwisse, Porcellette, Redlach, Tritteling y Voimehaut (ADMo B2384; AN D XIV 7; Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907). En los Vosgos: Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-les-Viéville, Girovillers, Haréville, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Ménil-en-Xaintois, Offroicourt, Parey-sous-Montfort, Poussay, Remicourt, Repel, Saint-Menge, They-sous-Montfort, Totainville, Vittel y Vroville (ADV B3934, B3936, B Pro 1367, 3 E 170, 3 E 195, 10Q5-14; Martin 1928).

¹⁶⁹ No hemos podido calcular el *terrage* en cuatro comunas puesto que ignoramos la porción que toma o la superficie sobre la que rige.

¹⁷⁰ En Normandía, en la zona de Caux, los gravámenes alcanzan un valor algo inferior, 35 soles por hectárea que representan menos del 2% (o mismo del 1%) de los ingresos de los productores. En la región de Bray, 58 soles por hectárea, *circa* 2,5% del ingreso. Mucho más pesados son las imposiciones señoriales en el Nord: 9 libras por hectárea. Lo mismo en Auvernia, donde representan en torno al 10% del ingreso campesino, y en el Delfinado, 8 a 12% (Béaur, 2000).

¹⁷¹ Tomamos los precios de Mirecourt y Saint-Avoid entre 1780 y 1789 (ADV Edpt 308 HH8; Schneider, 1998). En Commercy, los precios de 1789 y los valores de referencia brindados en las estimaciones de los ingresos de los curas (ADMe Q 574-576; Dumont, 1843). La opción, en la medida de lo posible, por el promedio decenal, permite evitar la sobrerrepresentación del señorío al tomar los precios de 1789, año de alza. En segundo lugar, coincide parcialmente con la metodología utilizada por las administraciones revolucionarias a la hora de estimar el valor de los gravámenes para fijar su indemnización en el marco de la ley de marzo de 1791. Éstas optan por un promedio elaborado sobre los precios de los últimos cuatro años, obteniendo valores virtualmente idénticos (ADV L689). Aquellos elementos no registrados en las mercuriales (huevos, gallinas, cera) fueron tasados sobre la base de los datos consignados por las administraciones revolucionarias (ADV L689; Biollay, 1886).

limitamos a los precios nominales nos exponemos, en Lorena, a la fácil subestimación de los gravámenes locales puesto que estamos en una provincia de precios bajos¹⁷².

Un panorama más nítido es brindado por la porción que ocupan estos gravámenes al ser comparados, como propone Paul Bois (1971), con el valor de arriendo de las tierras de cultivo. Esto, por supuesto, también implica una serie de dificultades. ¿Qué precios tomar si las tierras tienen distintas calidades? Hasta 1789, los *rôles d'abonnement*, a la hora de calcular tanto la cuota que corresponde a cada aldea como la parte que le toca a cada contribuyente, proponen un modelo tripartito con tres *revenus imposables* (ingresos imponibles) que se estima -sobre la base de las declaraciones de los agricultores- que pueden rendir las tierras de labranza si son arrendadas: uno para los suelos de buena calidad, otro para los mediocres y un tercero para los malos. En 1791, los *États de sections* siguen el mismo procedimiento¹⁷³. En los Vosgos, exceptuando casos muy extremos y marginales, el abanico de *revenus imposables* es de 1 a 2,5 libras por *jour* para las tierras malas, 2,5 a 4 libras para las mediocres y 4 a 5 para las buenas. Se puede sospechar cierta imprecisión en estas cifras: los contribuyentes están interesados en reducirlas para disminuir la alícuota impositiva de la comuna¹⁷⁴. En los Vosgos, donde la abundancia documental permite un análisis crítico más fino, los *États de sections* arrojan un rendimiento rentístico del *jour* que promedia los 51 soles¹⁷⁵. Dicho valor es ligeramente inferior al que se obtiene si se calcula el precio promedio sobre la base de contratos de arriendo: 56 soles¹⁷⁶. En Mosa, una estimación de los contratos de alquiler arroja un valor

¹⁷² Tomando como referencia la serie de precios de Ernest Labrousse (1984); en la década de 1780-1789 la provincia de los Tres Obispos registra los precios de trigo más bajos del reino (en promedio 19,47 libras tornesas la bolsa de 200 litros) mientras que la de Lorena ocupa la sexta posición (20,19 libras tornesas) sobre treinta y tres casos.

¹⁷³ En teoría, esto no tendría que ser así. El decreto del 23 de noviembre de 1790 dispone que el *revenu impossible* de 1791 se calculará sobre la base del rendimiento neto de la tierra, prado u otro (jardín, viña, cañamar, edificación) que obtiene el propietario productor luego de descontarse los gastos de cultivo (Mavidal y Laurent, 1885, p. 698). No obstante, en la instrucción para la implementación del decreto se precisa que, vista la dificultad que supone dicho cálculo por las diferentes situaciones de cultivo que alteran los costos, existe como alternativa un buen indicador del producto neto de una tierra: los arriendos (Ikni, 1980; Mavidal y Laurent, 1885, pp. 704-705; Touzery, 1994). La similitud de las cifras brindadas por los *rôles d'abonnement* antiguo regimentales y los *États de sections* de 1791 en Lorena permite concluir que el canon de alquiler fue el mecanismo que utilizan los funcionarios locales para estimar el rendimiento de un *jour* de tierra, prado u otro en 1791.

¹⁷⁴ En Boulaincourt, en 1778, con el *résal* de trigo en 11,25 libras tornesas y el de avena en 4,5 libras, se propone cuatro libras por *jour* para las tierras de calidad, tres para las mediocres y dos para las malas. En 1791, con el *résal* de trigo en 22 libras y el de avena rozando las 7 libras, el abanico de rendimientos brindados por el *État de sections* es idéntico al de 1778 (ADV 1C 135; Edpt 1G 10).

¹⁷⁵ El promedio ha sido elaborado sobre la base de la documentación de Frenelle-la-Petite, Mattaincourt, Remicourt y Saint-Menge (ADV Edpt 189 1G7, Edpt 297 1G9, Edpt 389 1G10, Edpt 434 1G1).

¹⁷⁶ Hemos obtenido estos valores sobre la base de ochenta y siete arriendos de la bailía de Mirecourt acordados entre 1774 y 1790 (ADV 1C 135, 10Q 1-15). El promedio esconde una variación constatada por

promedio de 47 soles el *jour* (medida lorenesa)¹⁷⁷. El *État de sections* de Lérrouville brinda números algo más modestos: 41 soles. En Mosela, los *États de sections* de Pontpierre y Vahl-lès-Faulquemont ofrecen números sensiblemente más bajos, 23 a 27 soles por *jour*. Si nos guiamos por la situación de Mosa y los Vosgos, podemos pensar en una subestimación del orden del 10 al 15%¹⁷⁸.

Hecho este apuntalamiento, en la bailía de Mirecourt los gravámenes señoriales representan el 13 a 14% de la renta que produce la tierra. En la bailía de Commercy, en sintonía con lo que indica la valoración a la hectárea, las exacciones señoriales son más pesadas, 23 a 26% de lo que otorga el arriendo. El panorama más agravado es el de Mosela, donde encarnan entre el 37 y el 44%. Si bien es posible que estos valores bajen hacia el oeste, donde las tierras ganan en fertilidad, difícilmente caigan debajo del 20%¹⁷⁹.

Estos guarismos, que dan cuenta de una región de señorío pesado, en particular al norte, no terminan de retratar el inconveniente que generan al agricultor las relaciones feudales de producción. En nueve de cada diez casos censados hay que agregar el diezmo en su totalidad¹⁸⁰. En rigor, a menos que esté enfeudado, no es un tributo señorial. Tomado sobre el grueso de las tierras en cultivo y los animales, remite al derecho común y tiene, como propósito, mantener el culto parroquial. Como es sabido, en el siglo XVIII, lejos está el diezmo de satisfacer ese objetivo y constituye un elemento de enriquecimiento de abadías, conventos y hasta señores laicos (Marion, 1912). A ojos del campesino, poca diferencia hay entre un censo y un diezmo, en particular cuando se encuentra enfeudado o fusionado con alguna carga de tipo *terrage* (Béaur, 2000). En Lorena, el diezmo sobre los granos como también la *menue dîme* (corderos, puercos, lanas, cáñamo) normalmente oscila entre el 8,3% (una de cada doce haces) y el 10% de la cosecha. Encontramos proporciones más altas cuando se combina con el *terrage*: 14,3% y mismo 18,2%. En las

Postel-Vinay (1974) hace casi medio siglo: los grandes arrendatarios tienden a pagar menos por hectárea que los pequeños.

¹⁷⁷ Elaboración realizada sobre la base de ciento setenta arriendos celebrados entre 1777 y 1792 (ADMe Q574-577).

¹⁷⁸ Ambas comunas se encuentran hacia el este de nuestro recorte, donde la roca calcárea gana preponderancia. Apenas más al norte, en Saint-Avold, ni siquiera se cultiva trigo, sólo centeno (Morineau, 1970).

¹⁷⁹ Sería interesante poder brindar una evaluación del peso de los gravámenes señoriales sobre el ingreso de los agricultores. Sin embargo, la diversidad de situaciones y la falta de documentación de tipo cuenta de explotación nos obligaría a un ejercicio excesivamente teórico, plagado de supuestos que habría que demostrar.

¹⁸⁰ En los casos restantes, el señor percibe parte del diezmo; no encontramos casos en los que se encuentre enfeudado en su totalidad. Por ende, también en estas pocas situaciones, debe preverse una exacción suplementaria, siempre menor al 10%, dirigida al clero.

viñas, el 9% suele ser la cifra más frecuente, aunque valores más modestos no son raros: 4,2%, 3,3%¹⁸¹.

A este panorama hay que agregar los ingresos de los monopolios banales. Ciertamente, el molino brinda un servicio ineludible, pero a veces inconveniente: obliga a moler en determinado sitio, sin importar si es el más cercano o accesible. Lo mismo podría decirse del lagar. ¿Pero los hornos? La justicia, que en términos estrictamente monetarios ofrece un beneficio módico al señor, no debe subestimarse: constituye un elemento nodal del poder señorial¹⁸². Es el control de los tribunales locales, sumado a la presencia del alcalde, lo que le permite al señor garantizar el ejercicio de las corveas que se combinan con su derecho a la prelación en las cosechas¹⁸³. El alcalde, por su parte, garantiza el respeto a las prerrogativas del señor a la hora de realizar cambios en la gestión de los pastos. Finalmente, algunos derechos con fuerte carga simbólica, como el monopolio de la caza o el derecho de palomar, pueden resultar un verdadero estorbo. Resulta pues difícil traducir en una cifra precisa el *costo* del señorío para el campesino. Ahora, sin lugar a dudas, la antigua institución endurece las condiciones de producción, presiona sobre la subsistencia de los más modestos y acapara parte del excedente de los más acomodados. Su cuestionamiento abierto en los cuadernos, en 1789, no puede sorprender a nadie.

¹⁸¹ Hemos recopilado los valores de los diezmos en cuarenta y una comunas. En Mosa: Aulnois-sous-Vertuzey, Vignot, Lérrouville, Euville, Jouy-sous-les-Côtes (ADMe B330; ED 425 90; Dumont, 1856). En Mosela: Ancerville, Bérig, Chémery, Frémestroff, Folshwiller, Holbach, Laudrefang, Laning, Lixing-lès-Saint-Avoid, Merlebach, Saint-Avoid, Tragny, Tritteling (Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907). En los Vosgos: Bazoilles-et-Ménil, Boulaincourt, Domjulien, Dombasle-en-Xaintois, Domèvre-sous-Montfort, Estrennes, Girovillers, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Haréville, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Ménil-en-Xaintois, La Neuveville-sous-Montfort, Oëlleville, Saint-Menge, Repel, They-sous-Montfort, Thiraucourt (ADV 1C 135, 10Q 5-15; Martin, 1928).

¹⁸² En las evaluaciones de los ingresos señoriales que realizan Guy Cabourdin (1977) y Jean Gallet (1990), las multas nunca exceden el 1% de los ingresos señoriales. Por más molestas que puedan ser para los agricultores, no hemos encontrado ningún caso en el que el valor total de las multas implique un ingreso considerable para el señor (ADMe 59B 7, Bp 4678; ADMo B6212, B6506; ADV B11, B13, B83, B16, B20, B77, B88, B211, B660-663, B763-766, B1832, B2634-39).

¹⁸³ En Saint-Menge, bailía de los Vosgos, el acta que marca el final del *ban de moisson* e inaugura las labores de cosecha establece una fecha para las corveas del señor (ADV B662). Esto deviene especialmente molesto si el tiempo no es bueno y las lluvias o vientos obligan a acelerar trabajos.

CAPÍTULO 6. PROPIEDADES Y EXPLOTACIONES

En una sociedad fundada en la producción agroganadera, como lo es la Lorena del siglo XVIII, el estudio del acceso a la tierra es, evidentemente, primordial. La distribución del principal medio de producción se complementa, naturalmente, con aquellos elementos que resultan indispensables para la producción, animales y herramientas. Sobre esta estructura se yergue, finalmente, la forma concreta de explotación de la tierra, es decir, la organización social del trabajo.

I. PROPIEDAD DE LA TIERRA EN LORENA EN 1789

Las regiones estudiadas no se muestran idénticas en lo que refiere a la distribución de la propiedad útil entre las diferentes clases y estamentos que componen a la sociedad del Antiguo Régimen tardío. Para facilitar la exposición, el cuadro 2 ofrece un resumen del reparto de la tierra en vísperas de la Revolución.

Cuadro 2. Reparto de la propiedad (superficie agrícola utilizada)

	Vosgos	Mosa	Mosela
Nobleza	30%	18%	25%
Clero	11%	12%	20%
Burguesía	18%	21%	15%
Campesinado	41%	49%	40%

La propiedad eclesiástica

Sin incluir los bosques, la propiedad del clero, todas las órdenes religiosas incluidas, alcanza en 1789 el 8% de la superficie total en la bailía de Mirecourt (ADV 5Q46-68, 8Q9, 8Q17, 10Q1-15). En Mosa, el porcentaje de la propiedad del clero cae al 7,2% (ADMe, Q300-307, Q5474-577, Q1588). Esta primera aproximación, algo engañosa puesto que no incluye a los bosques en el dividendo, pero sí en el divisor, permite la comparación con el resto de Francia. Tomando como referencia los números postulados por Bernard Bodinier y Éric Teyssier (2000), vemos que ambas regiones se encuentran por encima del promedio nacional, que los autores sitúan en torno al 5,2%. Al contrastar estos números con departamentos y distritos vecinos, percibimos que las bailías

se sitúan en torno a los valores que Jean-Jacques Clère (1988) propone para la Haute-Marne (7,7%) y por encima de otros distritos de los Vosgos como Épinal (3,5%)¹⁸⁴.

Si agregamos los bosques a la ecuación, la propiedad del clero en las bailías de Mirecourt y Commercy sube al 9,6% y 9% respectivamente. Así, la bailía de Mirecourt no se diferencia, en términos de estricta superficie, del promedio del departamento (*circa* 10%). Sí es fuerte la diferencia de Commercy con el vecino distrito de Bar-le-Duc, donde la propiedad eclesiástica alcanza el 16%¹⁸⁵. Finalmente, las bailías en cuestión se encuentran muy por encima del 6% que proyectan Bodinier y Teyssier para todo reino.

Como veremos más adelante, teniendo en cuenta la fuerte concentración de la propiedad de los bosques en la nobleza, la corona, el clero (en menor medida) y, especialmente, las comunidades, resulta valioso poder marginar estos elementos de la ecuación para percibir el peso del primer orden sobre la superficie agrícola utilizada. Después de todo, éstas son las tierras donde la propiedad campesina compite directamente con la de la burguesía y los privilegiados. Teniendo en cuenta estos elementos, podemos proponer una propiedad del clero que alcanza, en vísperas del comienzo de las ventas de los Bienes Nacionales, cerca del 11 % de la superficie agrícola utilizada en Mirecourt y el 12 % en Commercy. Este es el número que estimamos más relevante, puesto que permite discernir la incidencia del clero en aquellas tierras donde pesa la propiedad campesina. Se trata de un promedio que esconde grandes diferencias en la naturaleza de los cultivos, la calidad de las tierras, el reparto de aldea en aldea y las diferencias internas al clero. Es difícil rastrear la calidad natural del suelo controlado por la Iglesia y más aún brindar una aproximación sistematizada, pero la distancia de los mercados constituye un elemento determinante en la calidad de un campo¹⁸⁶. El mapa 1 permite percibir la concentración de las propiedades del clero en los términos más inmediatamente próximos a la ciudad de Mirecourt. En Commercy, en cambio, la distribución de las aldeas en torno a la ciudad hace menos evidente este fenómeno. No obstante, si nos desplazamos hacia las masas de cultivo, vemos que en el departamento de Mosa aproximadamente un tercio de las tierras propiedad de la Iglesia (bosques excluidos) están compuestas por prados.

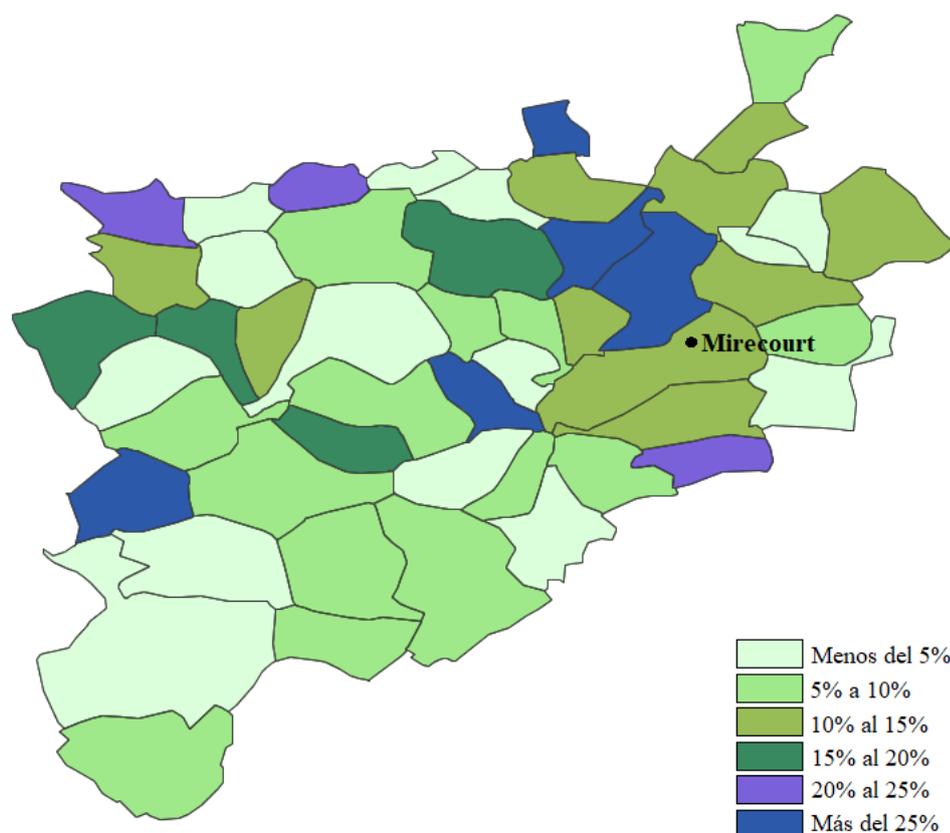
¹⁸⁴ Gran parte del distrito de Épinal se encuentran en la montaña. Zona fuertemente forestada, los números señalados en beneficio de la comparativa distorsionan la realidad. Si sumamos a los bosques, la propiedad eclesiástica en ambos distritos ronda el 10% del suelo (Schwab, 1911).

¹⁸⁵ Esta diferencia se explica por la débil presencia del clero en los bosques de Commercy que contrasta con las grandes propiedades forestales en Bar-le-Duc (Schmitt, 1908).

¹⁸⁶ En la teoría de Marx, fertilidad y ubicación constituyen los elementos más habituales en la composición de la renta diferencial, es decir, en el ingreso extraordinario que produce una tierra con respecto a otra tierra. Marx, 2011a, pp. 835-864.

Esto significa que en Commercy el clero es dueño de un cuarto de los prados de la bailía¹⁸⁷. Estos indicios permiten afirmar, sin grandes riesgos, que el clero se encuentra muy bien representado entre las tierras de calidad. Esto se condice, *grosso modo*, con otros departamentos del norte y el este del país (Béaur et al, 1997; Bodinier y Teysier, 2000; Boehler, 1994).

Mapa 1. La propiedad del clero como porcentaje de la superficie agrícola utilizada en la bailía de Mirecourt



La propiedad eclesiástica, en regla general, está presente en cada una de las aldeas analizadas, pero en proporciones muy variables. En Chauffecourt, bailía de Mirecourt, es virtualmente inexistente, mientras que en Puzieux supera el cuarenta por ciento. Mismo fenómeno en la bailía de Commercy, donde el abanico se extiende entre el 6% y el 30% del suelo. En ambos casos, los extremos más elevados se explican por la presencia de una o más órdenes regulares, en general una abadía cercana.

El clero regular es el más rico. En superficie, sus propiedades rondan los tres quintos del patrimonio inmobiliario del primer estamento en ambas regiones,

¹⁸⁷ En Mirecourt, esta proporción es de algo menos de un quinto. El clero controla así en torno al 11,5%, de los prados.

coincidiendo así con la tendencia nacional (Bodinier y Teyssier, 2000)¹⁸⁸. Totalizan así, sin contar los bosques, unas 950 hectáreas en Commercy y 1537 hectáreas en Mirecourt. Si bien numerosas congregaciones poseen bienes, el grueso de la propiedad del clero regular se concentra en pocas instituciones. En Commercy, seis instituciones se hacen con casi los cuatro quintos de la propiedad del clero regular, mientras que en Mirecourt son ocho congregaciones las que alcanzan un valor similar. De este último grupo, se destacan en Mirecourt las Religiosas de la Congregación, los Premonstratenses de Parey y el Capítulo de Poussay que superan las doscientos treinta hectáreas cada uno. En Commercy, las abadías de Riéval y de Rangéval (Premonstratenses) se hacen con más de la mitad de la superficie total del clero regular (unas 486 hectáreas). Como remarcamos previamente, el reparto es extendido y muy desigual. En los Vosgos, las religiosas de la Congregación de Mirecourt, máximo propietario religioso de la región, reparte sus propiedades en quince aldeas, casi un tercio de la bailía. El Capítulo de Poussay, por su parte, posee ciento setenta hectáreas en la aldea de Puzieux y menos de una en la vecina Ramecourt. Fenómenos análogos se expresan en la bailía de Commercy. Algunas de estas propiedades constituyen enclaves aislados, *fermes isolées*, lo que les otorgan virtudes incuestionables. Se trata de bloques compactos, no sometidos o, en su defecto, menos sometidos a la fragmentación característica del parcelario lorenés. Esta cualidad alimenta la afirmación que realizamos previamente: el clero posee tierras de calidad.

Las enormes extensiones que controla el clero regular, sumadas a las distancias a veces considerables entre la sede de la congregación y algunas comunas, hacen del arriendo el método más habitual de explotación de las tierras¹⁸⁹. A veces, en las tierras cercanas a alguna abadía, encontramos en cambio la explotación directa. En general se trata de una porción menor del total de los terrenos poseídos en un término y aplica casi que exclusivamente a los prados, ya que requieren menos mano de obra. Esto no impide toparnos con algunas sorpresas, como la enorme explotación de unas cien hectáreas que dirigen los monjes de la abadía de Riéval, en la bailía de Commercy. Se trata, naturalmente, de las tierras que rodean al edificio. Cuando hallamos casos de explotación directa, como aquella que las Ursulinas de Commercy poseen en la vecina Euville, en general estamos ante propiedades más modestas, de unas pocas hectáreas, rara vez más

¹⁸⁸ Precisamente, el 59% en Mirecourt y el 62% en Commercy.

¹⁸⁹ La forma de contrato dominante, tanto para propietarios religiosos como para los laicos, es el arriendo en especie, en dinero o en ambos (a veces, calculado en especie, pero pagado en dinero). Encontramos algunos casos, más bien raros, de aparcería. Sin embargo, se trata claramente de una forma en vías de desaparición. ADMe, Q300-307, Q574-577; ADV, 5Q46-68; 10Q1-15; Guyot, 1887, 1888.

de cinco. Amén del trabajo de los propios enclaustrados y del recurso al trabajo asalariado o a las corveas (en caso de que la congregación sea en simultáneo señor del término), encontramos numerosos contratos de arriendo que estipulan, como parte del pago, el servicio de segado y transporte del producto por parte del arrendatario (ADV, 10Q4-15). En la bailía de Commercy, también existen algunos casos de subasta anual del pasto a segar de un prado determinado¹⁹⁰. Pero, nuevamente, estos son mecanismos secundarios para la explotación de los bienes del clero regular: la forma predominante es el arriendo.

El resto de la propiedad del primer estamento recae en el clero secular y otras instituciones como los hospitales. Naturalmente, este tipo de propiedad tiene un gran sesgo local, aunque a veces algunas parroquias poseen algunos bienes en algún *ban* vecino. La propiedad del bajo clero, por excelencia, es el *bouvrot*. Se trata de la explotación destinada, junto a una porción del diezmo, a la manutención del cura parroquial. Normalmente, no son propiedades muy grandes, a veces incluso apenas alcanzan las dos hectáreas. No obstante, lo más habitual es que se encuentren en torno a los valores del piso de autosubsistencia, acaso algunas hectáreas más arriba. Ocho, diez, doce hectáreas son cifras frecuentes. Excepcionalmente, encontramos grandes explotaciones que dependen de la parroquia local. En Hymont, bailía de Mirecourt, el *bouvrot* ostenta la espectacular cifra de treinta y siete hectáreas.

Nuevamente, como en el caso de las propiedades del clero regular, la forma privilegiada de explotación del *bouvrot* es el arriendo, en particular, cuando éste alcanza extensiones considerables. Pero a diferencia del caso anterior, la explotación directa de los bienes del clero secular es ciertamente más frecuente. En territorio de Commercy, esto ocurre en poco menos de la mitad de las aldeas mientras que en aquel de Mirecourt, en algo más de un tercio. La explotación directa no es excluyente, en regla general, en un mismo término, coexiste con el arriendo de parte del patrimonio del clero secular. La explotación directa plantea un interrogante. ¿Cómo trabaja el cura su tierra? A diferencia de un campesino promedio, no tiene una familia para distribuir las tareas y el trabajo de un individuo no basta para una decena de hectáreas. Como en el caso del clero regular, encontramos contratos de arriendo que estipulan una contraprestación en trabajo¹⁹¹. Pero, además, entre los papeles del clero de los Vosgos aparecen declaraciones de gastos del párroco y recibos donde se detalla el pago realizado a trabajadores asalariados, tomados de entre los locales de la aldea (ADV 10Q1-15).

¹⁹⁰ Así ocurre en Laneuville-au-Rupt o en Ménil-la-Horgne, bailía de Commercy (ADMe Q575).

¹⁹¹ Tal es el caso del *bouvrot* de Domèvre-sous-Montfort, Vittel o Vroville. ADV, 10Q4, 10Q15.

Desafortunadamente, en 1944 ardieron los archivos del departamento de Mosela. La serie Q y la serie L, principales herramientas del historiador en para la medición del patrimonio eclesiástico, han desaparecido¹⁹². Los textos clásicos producidos antes de la Segunda Guerra Mundial, no especializados en el tema rural, hablan de una propiedad del orden del 20% para todo el departamento (Lesprand, 1934). Francois Reitel (1965) ofrece números similares para la región de Metz en 1750. Algunos cuadernos de quejas y el registro impositivo de Petit-Tenquin brindan información complementaria que permite esclarecer un poco el panorama (AdMo, B2384; Dorvaux y Lesprand, 1908)¹⁹³. Como en los casos anteriores, la propiedad del clero varía fuertemente de aldea en aldea: del 4% al 48% de la superficie agrícola útil, alcanzado el 15% de las superficies sumadas¹⁹⁴. Los prados representan una porción más considerable, el 28% del total¹⁹⁵. Nuestros cálculos quedan algo lejos de lo propuesto por Lesprand y Reitel, pero debemos reconocer que en la documentación que manejamos, las propiedades del clero secular posiblemente se encuentren fuertemente subestimadas. Asimismo, no deja de ser cierto que, como veremos más adelante, hacia el oeste la parte de los privilegiados tiende a decaer. Teniendo en cuenta esto, proponemos un abanico del orden del 15 al 20% para las tierras de la Iglesia en el departamento de Mosela.

Podemos establecer, entonces, algunos rasgos comunes de la propiedad eclesiástica en Mosa, Mosela y los Vosgos. El clero goza de una porción de tierras (bosques excluidos) que oscila entre el 11 y el 20%, con fuertes variaciones de comuna en comuna. Sus tierras son de buena calidad. En Commercy y Mosela, se encuentra bien posicionado en las praderas. Al sur de Lorena, las tierras de la Iglesia son abundantes en las inmediaciones del mercado de Mirecourt. En todos los casos, finalmente, se privilegia el arriendo, aunque las formas de explotación directa, ciertamente secundarias, no son despreciables, en particular en tierras del clero secular.

La propiedad de la nobleza

¹⁹² Los Archivos Nacionales tampoco brindan información complementaria.

¹⁹³ Sólo cuatro cuadernos de quejas brindan datos precisos utilizables (Basse Vigneulles, Boustroff, Dorwillwer, Flétrange). Junto a Petit-Tenquin, constituyen una muestra menor de nuestra selección (6%). AdMo, 541ED CC2, Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907.

¹⁹⁴ Como en Mosa, la superficie agrícola utilizada nos es conocida por los datos que brindan los *rôles*, *États* y cuadernos de quejas. Además, la estadística de 1802 brinda datos al respecto. AdMo, 541ED CC2, 553ED 1G1-3, 688ED 1G1-2, B9749, Colchen, 1802; Etienne, 1907, 1908.

¹⁹⁵ En Basses-Vigneulles, el clero no tiene prados. En Petit-Tenquin, extremo opuesto del muestrario, el clero controla casi el 40% de los prados (541ED CC2).

La estimación de los bienes de la nobleza ha sido posible gracias a los *rôles de la subvention* y los *États de sections*. En los primeros, hasta 1789, la nobleza no necesariamente aparece censada por su condición de privilegiada. No obstante, en ocasiones su propiedad es mencionada al final del documento. Otras veces, es a través de los arriendos que aprehendemos, si no la totalidad, al menos una parte considerable de su propiedad. Los *États*, elaborados en 1791, brindan una descripción de todas las propiedades con el afán de gravarlas¹⁹⁶. Son más detallados; desafortunadamente, no siempre abundan. En los Vosgos, disponemos de un gran número de ellos. Pero la oferta es mucho más cerrada en Mosela y Mosa. En el caso de Mosa, una particularidad histórica nos ofrece una herramienta complementaria de valor insuperable. Allí, el patrimonio de la Corona ocupa una porción significativa, por lo que la documentación de la serie Q ofrece datos valiosos. Esta serie, además, brinda un detallado repaso de los bienes de aquellos nobles que emigran, así como también de los compradores de Bienes Nacionales, lo que permite ajustar los *États de sections* para delinear el reparto de la propiedad en 1789¹⁹⁷. En Mosela, los cuadernos de quejas (especialmente los de la bailía de Vic) proporcionan información a veces muy precisa de las propiedades de los señores¹⁹⁸. Finalmente, algunos documentos de las series B y E relativos a las posesiones de los señores feudales permiten completar el panorama.

Bosques aparte, en Mosela, la propiedad de la nobleza no es particularmente extensa. Nuevamente, se impone la variabilidad caso a caso, con cifras que van desde el 7% en Pontpierre al 61% en Betting-lès-Saint-Avold¹⁹⁹. Sumando todas sus propiedades que nos son conocidas, la nobleza ocupa el 25% de la superficie agrícola útil²⁰⁰. La modestia en el patrimonio de la aristocracia en algunas aldeas parece explicarse por el crecimiento demográfico y el avance de la superficie cultivada; a comienzos del XVII, antes del estallido de la Guerra de los Treinta años, los señores ceden en enfiteusis el

¹⁹⁶ Para rastrear la condición de nobleza, hemos utilizado los diccionarios de Dom Pelletier (1758), Collin de Paradis (1878) y las correcciones de Lepage y de Maicy (1885) así como las publicaciones del *Annuaire de la noblesse de France et des maisons souveraines de l'Europe* (1843-1937).

¹⁹⁷ Una parte relevante de los Bienes Nacionales es vendida antes de la elaboración de los *États*. La serie Q permite reconstruir la propiedad del clero e indexar la propiedad de los compradores. Bodinier y Teyssier, 2000).

¹⁹⁸ La estructura común de los cuadernos que describen la extensión del término y la propiedad de la nobleza, el clero y en ocasiones, los propietarios extranjeros, sugiere la circulación de un modelo. Se trata de ocho cuadernos en Vic y uno en Boulay (Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907).

¹⁹⁹ Al este, en Sarreguimes, Jean Gallet (1990) registra una propiedad señorial menor al 5% en el señorío de Fénétrange.

²⁰⁰ Se trata de las aldeas de Varize, Pontpierre, Petit-Tenquin, Basse-Vigneulles, Betting, Dorwiller, Frémestroff, Flétrange, Hellimer y Vahl-lès-Faulquemont. ADMo B2384, B9749, 541ED CC2, 553ED1G1-3, 688ED1G1-2, 1O126; Dorvaux y Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907.

dominio útil de numerosas porciones de bosque desbrozado o a desbrozar²⁰¹. También hay que tener en cuenta el mayor peso de los señoríos religiosos y el posible sesgo que ofrece una muestra con sobrerrepresentación de las comunas del este departamental. Se percibe, en la documentación, el peso de la apropiación de comunales: una parte menor de su patrimonio es de constitución reciente²⁰². Contrariamente a lo que podría pensarse, la aristocracia no se encuentra sobre representada en los prados. En aquellos señoríos laicos donde los documentos permiten discriminar praderas de labrantíos, la nobleza se hace con el 12% de los prados²⁰³. En los señoríos religiosos, cuando hay algún bien patrimonial de la nobleza laica, éste tiende a ser insignificante.

Como adelantamos, en Commercy se da una situación particular en relación a la nobleza. El señorío de Commercy engloba, desde la Edad Media, a gran parte de las aldeas que componen la bailía homónima. El derrotero del señorío es sinuoso, incluye particiones, pero en 1723 es reunificado al ser comprado por la familia ducal²⁰⁴. De este modo el Duque de Lorena primero y, luego de la muerte de Stanislas, la Corona francesa, devienen el principal señor feudal de la región. Pese a la gran extensión jurisdiccional del señorío de Commercy, la propiedad útil del Rey, bosques excluidos, es muy mediocre. Sobre la base de un tercio de los poblados, estimamos la propiedad de la nobleza en un 18% de la superficie agrícola utilizada²⁰⁵. Algo más vasta es su posesión de pasturas, donde la aristocracia se hace con el 22% de las praderas censadas. Al igual que en Mosela, el abanico es amplio, yendo desde apenas del 7% al 32%. Sin embargo, en el grueso de las aldeas, la propiedad nobiliaria oscila en números cercanos al 15%. Es decir que los casos en que los privilegiados laicos controlan gran parte de la tierra de la aldea son muy raros²⁰⁶.

²⁰¹ En Macheren, los campesinos obtienen el reconocimiento de cuarenta hectáreas de bosques desbrozados *de facto*. En Redlach, trecientas veinte hectáreas en 1608. En las zonas aledañas a Saint-Avold, zona forestada, los ejemplos se multiplican (Hiegel, 1971; *Bulletin de la société d'archéologie et d'histoire de la Moselle*, 1867).

²⁰² Tal es el caso de Frémestroff, donde el conde se ha apropiado de unas cuarenta hectáreas a lo largo de todo el siglo XVIII (Etienne, 1907, pp. 256).

²⁰³ En la aldea de Fénétrange, Jean Gallet estima que la nobleza se hace con el 25% de los prados y sólo el 20% de los labrantíos. No hay información para el resto del señorío, pero a juzgar por sus cálculos generales, debe ser una cifra ciertamente menor. Ver nota al pie n°199.

²⁰⁴ Una porción del señorío había sido comprada ya a fines del XVII. En 1723 se procede con la compra de la porción faltante (Bertrand y Streiff, 1996).

²⁰⁵ Se trata de las comunas de Aulnois-sous-Vertuzey, Chonville, Commercy, Euville, Lérrouville, Sorcy y Vertuzey. ADMe B330, 5E179, B330, ED91 25, ED214 181, ED280 307, Q300-307, Q691-692, Q1588.

²⁰⁶ Como en Mosela, el retroceso de los bosques, ciertamente más vastos en el siglo XVII que en el siguiente, parece haberse realizado a través de la concesión en enfiteusis a los desbrozadores (Dumont, 1843, 1856). A lo largo del siglo XVIII, vemos que tanto el Duque como la Corona continúan con la cesión de tierras. En este caso, parece tratarse más bien de baldíos cedidos para su puesta en producción (ADMe

En los Vosgos, la nobleza es propietaria del 30% de la superficie agrícola utilizada²⁰⁷. Nuevamente, la variabilidad es considerable, con aldeas donde la nobleza no tiene tierra, como Mattaincourt, y otros términos donde prácticamente se hace con la mitad (Mirecourt, Thiraucourt). Muchas veces, estas diferencias se explican por la presencia del clero. Allí donde la Iglesia es más rica, la nobleza retrocede, aunque hay unas pocas aldeas en las que la propiedad de los privilegiados, de conjunto, es débil (Bazoilles-et-Ménil, por caso). Su patrimonio tiende a correlacionar con el señorío jurisdiccional, con un segundo estamento más rico allí donde posee la alta justicia (y viceversa). Si bien se encuentra bien representada en todo el territorio de la bailía, cerca de Mirecourt su presencia es algo más fuerte. No hay diferencias entre labrantíos y prados: es dueña del 29% de las praderas. Ciertamente, la propiedad nobiliaria se encuentra más concentrada que la del clero²⁰⁸. El marqués de Bassompierre, el más rico en tierras, señor jurisdiccional en catorce aldeas, posee más de cuatrocientas setenta hectáreas sólo en esta bailía, sin contar los bosques²⁰⁹. Una docena de familias nobles le siguen con patrimonios algo más modestos. Si bien encontramos casos de explotación directa, como con el clero, el método privilegiado de explotación de las tierras es el arriendo²¹⁰. La concentración también se expresa al nivel del parcelario. Como el clero, entre los bienes de la nobleza se destacan algunas piezas compactas de extensión considerable. Encontramos campos y, especialmente, praderas de varias hectáreas en un solo fragmento, algunas de ellas resultado de la apropiación de partes del comunal. En promedio, las parcelas de la nobleza tienen una superficie que duplica las del tercer estado. Sin escapar a la tiranía del

Q691, ED214 181). En 1789-1793, algunos particulares reclaman la plena propiedad de algunos de estos terrenos, con resultados en general negativos.

²⁰⁷ Hemos recuperado los *États de sections* de trece aldeas, a saber: Bazoilles-et-Ménil, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Frenelle-la-Petite, Juvaincourt, Marainville, Mattaincourt, Pont-sur-Madon, Poussay, Remicourt, Repel, Saint-Menge. Disponemos, además, *remembrement* de Mirecourt y el *rôle d'abonnement* de Saint-Menge. Este último es una declaración de propiedades. Finalmente, una reproducción del *État de sections* de Offroicourt elaborada en 1890 y una descripción detallada de los bienes del señor de Thiraucourt brindada por su cuaderno de quejas y la documentación expropiatoria producida por su emigración. En estas comunas, la propiedad del clero se encuentra sobrerrepresentada (16% de la superficie agrícola utilizada), lo que nos ha obligado a indexar levemente los resultados. ADV, Edpt 431G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6, 1C135, Edpt 309 DD19, 5Q62, 11 T 25 247; Martin, 1928.

²⁰⁸ Los grandes linajes nobiliarios que poseen tierras son más numerosos. Pero sólo cuatro concentran las tierras de la bailía. Rothiot y Rothiot, 1990.

²⁰⁹ El marqués de Bassompierre tiene así una propiedad equivalente a la de las dos congregaciones más ricas de la bailía, los Premonstratenses de Parey y el Capítulo Noble de Poussay.

²¹⁰ En Gemmelaincourt, Leopoldo Hennezel dirige una explotación de casi 50 hectáreas con mano obra asalariada.

parcelario, la nobleza, como la Iglesia, se encuentra en una posición favorable con respecto a los plebeyos.

La propiedad de la burguesía

El vocablo burgués o burguesía se ha prestado ampliamente a debate (Vovelle, 1980). ¿Quién es el burgués? En Lorena, esta palabra no aparece en los documentos impositivos que nos han permitido, hasta aquí, evaluar la riqueza de los grupos sociales. Naturalmente, esto no significa que el término sea exótico, su uso es tan corriente como impreciso. En su célebre *Histoire de Lorraine*, Dom Calmet (1752) utiliza esta noción en numerosos pasajes para referirse a los enfrentamientos por el poder político en las ciudades de Metz, Toul y Verdún en tiempos medievales. El clérigo discrimina burgueses de habitantes urbanos y parece referirse, por este término, a una parte selecta de la sociedad, a un patriciado de grandes fortunas²¹¹. Así, Calmet se aleja del sentido más genérico del medioevo temprano, aquel que califica de burgués a todo habitante de un burgo (Astarita, 2019; Goubert, 1969). En el siglo XVII encontramos numerosas ordenanzas de la bailía de Vôge en las que el uso del vocablo se muestra algo más laxo o, al menos, más vasto. En 1625, ante un nuevo brote de la peste, el bailío les prohíbe recibir viajeros a “hoteleros, cabareteros y otros burgueses” de Mirecourt²¹². Algunos años más tarde, en 1683, un proceso judicial enfrenta a la Cofradía de Carpinteros de Mirecourt e Ignace Collin, “Maestro Carpintero, burgués de Mirecourt”²¹³. En estos casos, el uso del término burgués, más reducido que el de habitante del burgo, es ciertamente más amplio que el de un patriciado de grandes mercaderes. Materialmente, nos desplazamos a fortunas más modestas, aunque superiores al promedio de los habitantes urbanos²¹⁴.

La laxitud del término, resultado directo de la diversidad de fortunas en ambientes urbanos distintos, ha llevado a parte de la historiografía francesa a pensar en una burguesía amplia, más extensa que la de una casta de comerciantes ricos o aquella definida por los textos jurídicos del siglo XVIII (Vovelle, 1980). Pierre Goubert (1969),

²¹¹Otros documentos más antiguos, como una misiva del siglo XIV del Conde de Sarrebruck, abonan esta diferenciación. En 1335, el entonces Señor de Commercy se dirige a los “burgueses y habitantes” de Laneuville-au-Rupt mientras que en la vecina Ménil-la-Horgne encuentra solo “hombres y habitantes”. *Bibliothèque Nationale de France -BNF-*, Lorraine 291 (Commercy I), f° 14-15.

²¹² “[...] Hôtelliers, Cabaretiers, et autres Bourgeois...” (Neufchâteau, 1784, Primera parte, pp. 249-250).

²¹³ “[...] Ignace Collin, Maître menuisier, Bourgeois de Mirecourt...” (Neufchâteau, 1784, Segunda Parte, pp. 219-221).

²¹⁴ Véase por caso, los impuestos abonados por los distintos alberguistas y cabareteros de las ciudades de Commercy y Mirecourt. ADMe, ED91 23; ADV, 309DD19.

recuperando a Ernest Labrousse y Georges Lefebvre, propone una burguesía de comerciantes y financistas, pero también de profesionales, de funcionarios de la bailía (y en el caso de los burgos, municipales), apotecarios, profesores y maestros artesanos. Todos ellos comparten una característica: la propiedad. Casas, habitaciones, edificios y campos en arriendo constituyen, en diferente medida, una parte no despreciable de su ingreso. A las rentas en tierras deben agregarse, naturalmente, los ingresos por préstamos a interés²¹⁵. Se trata, en esencia, de aquellos plebeyos que se vinculan con la tierra, ante todo, por medio de la renta. Desde ya, esto no excluye la posibilidad de dirigir una explotación: esto no es exótico en algunos viñedos periurbanos. No quita que la renta es, entre estos habitantes, el mecanismo primordial de valorización de su patrimonio²¹⁶. Así pues, no pretendemos ir desde la burguesía hacia la tierra sino, al contrario, desde la tierra hacia la burguesía²¹⁷.

¿Cuál es, entonces, la propiedad burguesa en la Lorena prerrevolucionaria? En los Vosgos, la burguesía controla el 18% del suelo, con mínimos del 7% y máximos del 34% en las inmediaciones de Mirecourt²¹⁸. Se hace, asimismo, con el 19% de los prados. La propiedad burguesa tiende a ser más elevada allí donde la parte del clero o la nobleza es más débil, como en la Haute-Marne (Clère, 1988). A diferencia de la nobleza, rara vez un solo burgués posee extensiones considerables en una misma aldea, ni tampoco granjas aisladas o bloques compactos de tierra. Como los campesinos, sus propiedades están compuestas por numerosos fragmentos diseminados por los términos. Esencialmente urbanos, son poco numerosos los rentistas asentados en zonas rurales. Las fortunas hipotecarias burguesas individuales se construyen a través de la acumulación de propiedades en diferentes aldeas, sin alcanzar nunca cifras comparables a la de los linajes aristocráticos: la renta plebeya se encuentra mucho más fragmentada que la nobiliaria.

²¹⁵ Los inventarios post-mortem de la bailía de Mirecourt evidencian sobrados casos de deudas de agricultores para con burgueses urbanos (Jacquet, 1998).

²¹⁶ Dejamos pues deliberadamente fuera de nuestra acepción de burguesía, a aquellos que algunos historiadores han llamado burguesía rural (Lefebvre, 1924). Amén del debate sobre la pertinencia del término, nos interesa diferenciarlos por su relación con la tierra, que es una relación de producción. Estos casos serán tratados en el apartado siguiente.

²¹⁷ Esto nos aleja de la visión de Pierre Vilar, más cercana al concepto marxista ortodoxo, más pertinente para lo que Marx denomina el capitalismo maduro, donde el trabajo se encuentra realmente (y no solo formalmente) subordinado al capital. Véase Goubert, 1969, p. 204; Marx, 2011b, pp. 44-45.

²¹⁸ Evaluamos la propiedad de la burguesía en las quince primeras comunas señaladas en la nota al pie n°207 (Thiraucourt y Offroicourt no poseen datos detallados).

En la bailía de Commercy, la burguesía controla un 21% de las tierras²¹⁹. Esta cifra contrasta con su presencia en las praderas, donde apenas ocupa el 7%. La fuerte discrepancia se explica por el gran peso de los privilegiados en los pastos. Como en los Vosgos, las propiedades no son de una extensión considerable y están compuestas por numerosos fragmentos, lo que evidencia que este patrimonio se ha construido en detrimento de los bienes del campesinado. Nuevamente, la explotación directa por medio de asalariados es poco habitual y periurbana. En el burgo de Sorcy-Saint-Martin, por ejemplo, apenas una décima parte de las tierras en manos de la burguesía son explotadas de forma directa. Dentro de este último grupo, los prados y las viñas se encuentran sobrerrepresentados. La cesión de los labrantíos en arriendo, pero no de la totalidad de las pasturas, no es raro entre los propietarios no campesinos.

En Mosela, los pocos *État de sections* que poseemos indican que la burguesía es dueña, en 1791, del 26% del suelo²²⁰. Pero la parte del clero (2%) y la nobleza (4%) que se trasluce en estos registros invita a pensar que no se refleja con fidelidad la situación de 1789. Como ya mencionamos anteriormente, la desaparición de la serie Q en esta región dificulta en sobremanera estimar el reparto antes de la Revolución. Es de esperar que la burguesía haya comprado tierras en estas zonas, aunque nuestro muestrario da algunos indicios de participación de los campesinos acomodados las ventas²²¹. Para la región cerealera cercana a Metz, François Reitel (1965) habla de una propiedad burguesa que, hacia 1750, oscila entre el 9% y el 37%, siendo las cifras comprendidas entre el 15 y el 20% las más habituales. Ésta sigue los patrones que hemos encontrado en los Vosgos: propiedades no muy extensas y fragmentadas. La zona estudiada por Reitel, las inmediaciones de Metz, es una región de fuerte presencia de la propiedad privilegiada y, como contrapartida, una escasa participación del campesinado en la propiedad útil, a diferencia de las bailías de Vic y Boulay donde la propiedad campesina es más significativa que en la región de Metz. Hechas estas aclaraciones y teniendo en cuenta los análisis de Reitel, parece sensato pensar en una propiedad burguesa que ronde el 10% o 15% en 1789 en el centro moselano. Esta cifra es, naturalmente, fuertemente especulativa. Es lógico pensar que en aquellas aldeas donde la parte de la nobleza es más modesta, la

²¹⁹ Evaluamos la propiedad en Commercy, Sorcy-Saint-Martin y Lérrouville. ADMe ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380 207.

²²⁰ Se trata de las aldeas, vecinas entre sí, de Vahl-lès-Faulquemont y Pontpierre.

²²¹ En ocasiones, las tierras que hasta 1789 fueron propiedad de la Iglesia aparecen identificadas, como también los compradores. No sólo los *laboueurs* aparecen habitualmente: son los que más tierras compran. Cabe destacar, no obstante, que se trata de tierras de las *Fabriques*, menos extensas que las de los conventos, donde es esperable que la burguesía haya tenido mejor suerte. ADMo, 553ED 1G1-3, 688ED 1G1-3.

parte burguesa sea más alta que ese 15%, como ocurre en los Vosgos y la Haute-Marne (Clère, 1988).

La propiedad campesina

La propiedad campesina completa el panorama del reparto de la propiedad en vísperas de la Revolución²²². Más que otras clases, la propiedad campesina aparece con notable claridad en los *rôles d'impositions* que, al exponer las explotaciones, diferencian la parte arrendada de la parte propia²²³. Naturalmente, los *États de sections* representan otra fuente fundamental.

En los Vosgos, los campesinos se hacen con el 41% del suelo y el 34 % de las praderas. La amplitud del abanico es menos vasta que la de los otros sectores sociales, contenida entre el 23% y el 51%²²⁴. Se trata de propiedades altamente fragmentadas. En la aldea de Boulaincourt, un *laboureur* reparte sus 11,5 hectáreas en casi un centenar de parcelas. Los campesinos, antes de la venta de los Bienes Nacionales, nunca son dueños de grandes porciones compactas. En Saint-Menge, en 1791, la superficie promedio de una parcela de tierra laborable campesina es de 21 áreas, mientras que para la nobleza el promedio se eleva a 53 áreas. En los prados, las diferencias se ensanchan: 18 áreas para los campesinos contra 72 áreas para el señor. Ejemplos como este son fácilmente replicables en las otras aldeas de la bailía. Al interior de ese 41%, el reparto es muy desigual, ya que los *laboueurs* se hacen con los dos tercios de esa porción. La distribución, más concentrada en los labrantíos (70%), algo mejor distribuida en los prados (61%), cambia considerablemente en los viñedos, donde *manoeuvres* y artesanos poseen la mitad. La viña, cultivo que requiere mucho trabajo, tiende a recaer en los pequeños propietarios (privilegiados y burgueses al margen, claro). Pero siendo su extensión poco considerable frente a los cereales, poco altera la evidente realidad: la propiedad campesina está concentrada en pocas manos.

²²² Hemos dejado afuera, de forma deliberada, la propiedad comunal, que será objeto de un apartado específico.

²²³ Entendemos por propiedad campesina la parte que recae no sólo sobre los agricultores puros, sino también sobre los artesanos que dedican parte de su tiempo a complementar el ingreso de su oficio con lo producido en algunas hectáreas.

²²⁴ La muestra está compuesta por dieciocho comunas, a saber: Bazoilles-et-Ménil, Bettoncourt, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Frenelle-la-Petite, Gironcourt, Gemmelaincourt, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Mirecourt, Pont-sur-Madon, Poussay, Remicourt, Repel, Saint-Menge. ADV, Edpt 43 1G10, 1C135, Edpt 57 CC2, Edpt 68 1G10, 1C135, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, 3E170, Edpt 262 1G11, B773, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6.

En Mosela los campesinos son dueños del 40% de las tierras censadas. Este guarismo sin embargo oculta importantes diferencias al interior de nuestro recorte geográfico. En los alrededores de la ciudad de Boulay, donde la propiedad de la nobleza es más importante, la propiedad campesina retrocede fuertemente. En la aldea de Varize, los campesinos son dueños, en 1789, de tan sólo el 22% del suelo (ADMo B9749). Asimismo, estos números son similares a los que presenta, en 1738, la aldea de Créhange. (ADMo 166ED CC8). Hacia el este, la propiedad campesina va ganando fuerza. En Petit-Tenquin, aldea ubicada al sudoeste de nuestra selección, la parte campesina ronda el 48%, cifra posiblemente cercana a la realidad de Vahl-lès-Faulquemont, donde en 1791 los campesinos controlan el 60% de la superficie, pero hay que considerar que una parte menor de ese último porcentaje se debe a la reciente adquisición de Bienes Nacionales²²⁵. Mucho más importante es la propiedad campesina en Pontpierre en 1791, que alcanza casi los tres cuartos del suelo, aunque, nuevamente, debemos estimar que en 1789 esta era algo más baja, posiblemente del orden del 70%. Aun teniendo en cuenta estos reparos, de nuestra evidencia queda claro que hacia el noreste la propiedad campesina gana terreno, aunque lo hace de forma desigual: Créhange, Vahl-lès-Faulquemont y Pontpierre prácticamente suponen un *continuum* territorial, sin embargo, sus números son muy disímiles. En Saint-Avold, llegando al límite nororiental de nuestro recorte, Daniel Schneider (1998) encuentra que, en 1791, al menos los dos tercios de las parcelas recaen en propietarios medios o pequeños. En cambio, al sur, en el departamento de Meurthe, la parte campesina, más modesta, se asemeja a la que hemos hallado en los Vosgos (Lacoste, 1951). Al oeste del departamento de Mosela, Reitel (1965) nos muestra una propiedad campesina muy poco extendida que, a mediados del siglo XVIII oscila entre el 14 y el 34%. La evidencia documental y los aportes de la historiografía regional abonan la hipótesis según la cual la parte del cuarto estado avanza hacia el noreste del departamento. Este análisis es coherente con la naturaleza de los suelos: allí donde la fertilidad retrocede, la propiedad campesina crece. También coincide con otros elementos históricos a tener en cuenta: el noreste, densamente forestado en el siglo XVII, es progresivamente poblado mediante la cesión de tierras en enfiteusis a los colonos²²⁶.

²²⁵ Ver nota al pie n°221.

²²⁶ Ver nota al pie n°201.

Finalmente, en Mosa, una primera mirada a los bienes de los campesinos sugiere que éstos tienen el 42% de la propiedad del suelo²²⁷. Sin embargo, el peso de la ciudad de Commercy y el burgo de Sorcy, donde los dos primeros órdenes tienen un patrimonio considerable, obligan a reevaluar estas cifras. Las aldeas arrojan números más elevados, del orden del 53%. Documentación adicional sugiere que esta cifra se halla más cerca de la realidad de 1789. Una docena de aldeas ubicadas en los cantones de Void y Vaucouleurs, sobre el valle del Mosa, presentan una propiedad campesina del 47%²²⁸. Si se las incluye en la ecuación, el resultado final es una propiedad campesina del 49%, cifra que, al reducir la influencia de los burgos y ciudades, parece reflejar mejor la realidad del campo del valle del Mosa²²⁹. Nuevamente, la variación de aldea en aldea es muy fuerte, polarizando entre el 16% y el 70%. No obstante, estas cifras extremas son raras, el grueso de las comunas se encuentra comprendido entre el 45% y el 60%. Como podemos ver, la propiedad campesina en la zona de Commercy es considerablemente más importante que en los departamentos de los Vosgos y Mosela.

Los bosques

El reparto de los bosques presenta fuertes contrastes con el resto de las tierras, motivo por el cual merece un análisis separado. Durante la Edad Media, el bosque es, por definición, tierra de los privilegiados laicos. Esto se debe, por supuesto, a la fragmentación de la soberanía de un lado y al escaso valor mercantil de la madera, del otro. Hasta bien entrado el siglo XVII, los bosques señoriales tienen como principal ingreso el tributo pagado por derecho de *glandée*. La explotación comercial de los árboles es irrelevante y su principal destino es el *affouage* gratuito de los habitantes, otorgado en tiempos inmemoriales para favorecer el poblamiento. Cuando el bosque es cedido a los campesinos en enfiteusis, se lo hace con el propósito de desbrozarlo y habitarlo. Es decir que la propiedad campesina del bosque, tradicionalmente, ha tendido a erradicar al bosque mismo. El crecimiento poblacional de los siglos XV a XVII tiende, por ende, a reducir la superficie forestada. (Guyot, 1886; Hottenger, 1927; Husson, 1987, 1991).

²²⁷ Evaluamos la propiedad campesina en las comunas de Lérrouville, Laneuville-au-Rupt, Commercy, Sorcy-Saint-Martin y Saint-Germain. ADMe, C400, ED91 25, ED208 79, ED214 52-54, ED214 81, ED380 207.

²²⁸ En 1790, parte de la bailía de Commercy recae en el cantón de Void. Las aldeas en cuestión son: Badonvilliers (cantón de Gondrecourt), Broussey-en-Blois, Burey-en-Vaux, Épiez, Neuville, Ourches (bailía de Toul), Rigny-la-Salle, Rigny-Saint-Martin, Taillancourt, Sepvigny y Chalaines. ADMe, C400.

²²⁹ Tampoco hemos incluido al burgo de Vaucouleurs, que presenta guarismos muy similares a los de Sorcy-Saint-Martin.

Hacia el siglo XVIII, la distribución de la propiedad de los bosques en las llanuras y valles ha mutado. La valorización de los bosques, producto del auge de las industrias a madera (principalmente forjas, vidrierías y salinas) y de la construcción naval impulsa los cambios. Desde el siglo XVI se generalizan los procesos de *cantonnement* que, interrumpidos por las guerras del XVII, recuperan toda su fuerza en el XVIII²³⁰. Las comunas, que antes sólo tenían derechos de uso en bosques ajenos, pasan a ser propietarias. Los antiguos privilegiados pueden, a partir del *cantonnement*, explotar sin grandes restricciones la madera de la parte del bosque que se reservan. Acorde a los postulados de la historiografía tradicional, estos fenómenos habrían tenido especial fuerza en la planicie (Guyot, 1886; Hottenger, 1927). Esta afirmación, válida desde una perspectiva general, debe ser sometida al matiz que ofrece la documentación.

En los Vosgos, en 1789, las comunas se hacen con más de 3600 hectáreas, lo que equivale al 61% de los bosques. En segundo lugar llega la nobleza que, junto a la monarquía, controla el 35% de la arboleda. Muy relegado queda el clero, con sólo el 4%. Si bien las superficies forestadas son módicas (un 20% del total del suelo), el dominio comunal es abrumador²³¹. En el valle del Mosa, donde los árboles cubren una superficie mayor en términos proporcionales, el reparto es sin embargo similar. La propiedad de las comunas es algo más modesta: 53%. Como ya mencionamos, en esta región el patrimonio de la Corona es importante. Gracias al inmenso bosque de Commercy, antiguo coto de caza del Duque Leopoldo I, la familia real se hace con un quinto de la superficie forestada. Junto a la propiedad de la nobleza, algo inferior al cuarto, los privilegiados laicos controlan un importante 42% de los bosques. Por último, el clero, sólo el 5%²³².

²³⁰ Hasta la promulgación del Código Forestal (1827), el *cantonnement* puede realizarse de dos formas. En la primera, el propietario del bosque cede una porción de bosque que cubra las necesidades de los habitantes, reservándose el resto. En la segunda que, según Hottenger, es la más habitual, compra los derechos de uso (pastoreo y madera) pagando con una parte del bosque. Mientras que la primera responde a una necesidad más difícil de fijar, la segunda implica un precio, lo que redundaría en perjuicio de las comunidades. A partir de 1827, los derechos de pastoreo sólo pueden ser comprados en dinero, el *cantonnement* solo permite extinguir los derechos de abastecimiento de madera. Hottenger, 1927, Tavella, 2012.

²³¹ El reparto de los bosques demandó la utilización de un portfolio de fuentes muy diversas. Utilizamos los *État de Sections*, operaciones de agrimensura de la segunda mitad del siglo XVIII (1754 a 1779) y monografías comunales (1890) que reproducen los trabajos de agrimensura perdidos, actas de asambleas municipales, cartografía producida en 1804-1806, datos catastrales, estimaciones y ventas de bienes eclesiásticos y de la Corona, cuadernos de quejas, estadísticas del siglo XIX y los datos consignados por Rothiot (1990). Gracias a ello, pudimos reconstruir el reparto de la propiedad en cuarenta y cuatro aldeas. La comparación de los datos de 1789 con las elaboraciones catastrales de los años 30' y '40 sugiere que las conclusiones son generalizables a la totalidad de las aldeas (cincuenta y una). ADV, Edpt 148 DD 1-2, Edpt 340 DD1-3, Edpt 434 BB1, Edpt 393 DD1-5, Edpt 410 DD1, Edpt 537 DD2, 5Q 46-68, 8Q9, 10Q1-15, Serie 3P (catastros y mapas), 11T 21 170, 11T 25 246-247, 11T 26 254, 11T 26 271, 11T 28 294; Martin, 1928.

²³² Las evaluaciones han sido realizadas sobre la base de las estimaciones y ventas de Bienes Nacionales, documentación relativa al patrimonio de la nobleza (Aulnois y Sorcy), una declaración de propiedades

Al noreste de la meseta lorenesa, en Mosela, las cifras no son análogas: el retroceso de la propiedad nobiliaria resulta más menguado. A comienzos del siglo XIX, el Prefecto Colchen (1802) ofrece los siguientes guarismos para todo el departamento. Bosques comunales 19%, Bosques Nacionales (antiguo dominio de la Corona y, en menor medida, el clero) 25%, bosques privados 56%. Esta última categoría no distingue entre nobles y plebeyos, pero es de suponer que una gran parte, sino la totalidad, sea patrimonio aristocrático. Casi medio siglo más tarde, en 1847, los datos catastrales ofrecen, para los territorios de las antiguas bailías de Boulay y Vic, las cifras que siguen. Bosque comunal 34%, Bosques Nacionales 38%, bosques privados 28%. En su evaluación de las masas de cultivo comuna a comuna, Colchen no distingue entre bosques privados y comunales, pero sí diferencia a los bosques particulares y comunales de los Bosques Nacionales. Su medición de los Bosques Nacionales brinda una cifra apenas más pequeña que la de 1847, que más que a una extensión de la superficie debe atribuirse a una modesta subestimación (ADMo 10142-144)²³³. De este modo, pensamos que las cifras de 1847, en términos proporcionales, no deben estar muy alejadas de las de 1789.

Cuadro 3. La propiedad de los bosques en 1789

	Vosgos	Mosa	Mosela*
Nobleza	33%	22%	28%
Corona	2%	20%	38%
Clero	4%	5%	sin datos
Comunidades	61%	53%	34%

*Los datos de Mosela son del año 1847.

A pesar de la cierta imprecisión que brindan las cifras moselanas, podemos concluir con firmeza que la propiedad comunal forestada es considerablemente menos importante que en las regiones de Commercy y Mirecourt. Las condiciones objetivas de producción, hasta aquí bastante similares en toda la planicie lorenesa, encuentran en los bosques un elemento de diferenciación.

* * *

indivisibles en 1793, la monografía comunal de Commercy y datos catastrales. ADMe, B330, C400, 10174, Serie P, Q574-577, Q300-307, 118 Tp 10.

²³³ Jean-Pierre Husson (1987) sugiere un retroceso del orden del 10% de la superficie forestada en Mosela entre 1803 y 1847, porcentaje que sería algo mayor para los Bosques Nacionales (18%). El prefecto Colchen evidentemente yerra levemente en sus cifras al atribuir a los Bosques Nacionales una superficie un 8% menor a la de 1847.

Recapitulando, la propiedad del campesinado se encuentra, a fines del siglo XVIII, más asentada en el valle del Mosa que en la planicie lorenesa, sea el Xaintois o Mosela. Como contrapartida, la propiedad de privilegiados laicos y religiosos sumados es más importante en estas dos últimas regiones.

En términos generales, los privilegiados poseen las mejores tierras. Mayor fertilidad, más participación en las praderas, cercanía de los mercados y piezas compactas de mayor tamaño distinguen a los bienes del clero y la nobleza del patrimonio de los plebeyos. Si bien la gestión directa existe, tanto la burguesía como la Iglesia y la aristocracia privilegian el arriendo.

En los bosques, el tercer estado se encuentra, antes de 1789, virtualmente marginado de la propiedad, que recae casi que enteramente en la nobleza y la Corona. No obstante, esta afirmación es válida exclusivamente para la propiedad individual, siendo las comunas las principales propietarias tanto en la bailía de Commercy como en Mirecourt. En Mosela, esto no es así: las comunidades controlan sólo un tercio.

II. LAS EXPLOTACIONES

Los Vosgos

La estructura propietaria no da cuenta suficiente de la configuración de las explotaciones y con ello del acceso a la tierra. Como señalamos, los propietarios nobles, religiosos y plebeyos prefieren el arriendo a la gestión directa de sus campos. Por ello, resulta primordial incluirlos en la ecuación. Los *États de sections* y los *rôles* impositivos son la principal herramienta para dilucidar el reparto real de la tierra. explotaciones en 1773-1789 en ocho aldeas de la bailía, según consta en los *rôles*.

Cuadro 4. Reparto de las explotaciones en la bailía de Mirecourt

	Bettoncourt (1787)	Boulaincourt (1777)	Frenelle-la- Petite (1776)	Gemmelaincourt (1788)	Gironcourt (1777)	Lignéville (1789)	Saint- Menge (1776)	Villers (1773)	Total
Más de 30 hectáreas	46%	51%	32%	0%	32%	56%	39%	40%	39%
20 a 30 hectáreas	18%	10%	23%	63%	29%	27%	30%	35%	30%
10 a 20 hectáreas	33%	32%	29%	27%	27%	10%	0%	19%	21%
5 a 10 hectáreas	0%	5%	8%	3%	6%	3%	18%	0%	5%
1 a 5 hectáreas	3%	2%	7%	5%	4%	3%	12%	6%	5%
Menos de 1 hectárea	0%	0%	1%	2%	2%	1%	1%	0%	1%

Fuentes: ADV B231, B244, B773, B1999, 1C135, Edpt 57 CC2, 3E170

En la bailía de Mirecourt, más de dos tercios de la tierra cae bajo el espectro de las explotaciones de más de veinte hectáreas. El cuadro 4 presenta el reparto de las explotaciones en 1773-1789 en ocho aldeas de la bailía, según consta en los *rôles*. Los *rôles* presentan algunas limitaciones como fuente. En primer lugar, subestiman las explotaciones de menos de una hectárea, que en algunos casos parecen no. Los *États de sections* evidencian que esto no es así: este tipo de explotaciones son muy numerosas. Pero dada su escasa superficie, ocupan unas pocas hectáreas por aldea. Así, por ejemplo, en Bazoilles-et-Ménil, más de veinte hogares se reparten unas cuatro hectáreas, apenas una centésima parte del término. En las ciudades, su peso es mayor. En Mirecourt, doscientos siete habitantes poseen unas 47 hectáreas (viñedos en su inmensa mayoría), algo menos del décimo de la superficie agrícola utilizada (ADV Edpt 43 1G10). Todas las superficies sumadas, estas explotaciones, pese a ser numerosas, no ocupan más del 8% del suelo en la bailía. En segundo lugar, los *rôles* tampoco reflejan las propiedades que un agricultor puede estar explotando en aldeas vecinas. Los *États* resuelven la cuestión: encontramos en todas las aldeas algunos pocos productores vecinos que redondean sus explotaciones con propiedades complementarias. En general, se trata de propiedades mediocres de menos de cinco hectáreas (y, muy a menudo, menos de dos) que de ningún modo alteran el panorama. Cuando son más grandes, son raras, lo que redundan en la misma conclusión²³⁴.

De este modo, podemos sostener el panorama general que brindan los *rôles*. En la bailía de Mirecourt, a fines del siglo XVIII, dos tercios de la tierra es explotado por *laboureurs* con más de 20 hectáreas de explotación. Nueve décimas partes, por *laboureurs* con más de 10 hectáreas. Esto se explica por la estructura de propiedad de la bailía. Los rentistas, plebeyos y privilegiados, evitan (en la medida de lo posible) el fraccionamiento de su patrimonio a la hora de arrendarlo²³⁵. Así, un solo productor toma explotaciones de varias decenas de hectáreas. Como en la Haute-Marne, los campesinos más modestos no acceden a la tierra a través del arriendo (Clère, 1988). La microexplotación, por ende, implica la micropropiedad. Y esta forma es, en términos demográficos, la más numerosa²³⁶.

²³⁴ Lo mismo ocurre con los arriendos. Si bien encontramos casos en los que los bienes de la Iglesia, por caso, son arrendados por productores vecinos, en el panorama general su influencia se disuelve.

²³⁵ ADV, series 5Q y 10Q.

²³⁶ Fenómeno que, por supuesto, lejos está de ser una excepcionalidad lorenesa. Béaur, 2000; Boudjaaba, 2008; Herment, 2012; Mayaud, 1999.

Si bien la gran explotación hunde sus raíces en siglos anteriores, la documentación sugiere una progresiva evolución de su dominio a lo largo del siglo XVIII²³⁷. En las aldeas de Bettoncourt, Gemmelaincourt y Lignéville, los *rôles* exponen el avance de las explotaciones de más de 20 hectáreas en detrimento de las explotaciones medias de 5 a 20 hectáreas (cuadro 5). En los años 30, las explotaciones de más de 20 hectáreas ocupan entre un cuarto y un quinto del suelo. La suba es sostenida en los dos primeros tercios del siglo, disminuyendo su velocidad en el último tercio de siglo. No obstante, la tendencia secular a la acumulación de explotaciones no se interrumpe, llegando a ocupar cerca del 70% del suelo en 1789.

Cuadro 5. Evolución de las explotaciones en tres aldeas de la bailía de Mirecourt

	Bettoncourt		Gemmelaincourt		Lignéville	
	1733	1787	1739	1788	1764	1789
Más de 30 hectáreas	22%	46%	11%	63%	6%	0%
20 a 30 hectáreas	0%	18%	16%	27%	50%	63%
10 a 20 hectáreas	54%	33%	40%	3%	31%	27%
5 a 10 hectáreas	10%	0%	23%	5%	7%	3%
1 a 5 hectáreas	14%	3%	10%	2%	5%	5%
Menos de 1 hectárea	0%	0%	0%	0%	1%	2%

Fuentes: ADV B773, 3E 170, Edpt 57 CC2.

Mosela

En Mosela, la situación es parecida a la de la bailía de Mirecourt. Esto se debe, desde ya, a las similitudes que presentan estos dos territorios en su estructura propietaria, que se ve reflejada en las explotaciones.

Cuadro 6. Las explotaciones en Mosela

	Varize		Petit-Tenquin		Créhange
	1769	1789	1750	1789	1738
Más de 30 hectáreas	81%	73%	10%	35%	28%
20 a 30 hectáreas	14%	9%	34%	16%	31%
10 a 20 hectáreas	5%	15%	31%	36%	16%
5 a 10 hectáreas	0%	3%	10%	9%	10%
1 a 5 hectáreas	0%	0%	12%	4%	13%
Menos de 1 hectárea	0%	0%	3%	0%	2%

Fuentes: ADMo B9749, 166ED CC8, 541ED CC2.

²³⁷ La expresión “gran explotación” no significa lo mismo en todo el territorio francés, por no hablar del continente europeo. Para nuestro estudio, la utilizaremos como sinónimo de aquellas explotaciones que exceden las 20 hectáreas. Véase Béaur, 2000.

Nuevamente, el dominio de la gran explotación es claro, con algunas diferencias que cabe señalar. Varize, cercana al burgo de Boulay, en el extremo occidental de nuestra zona de estudio, es la aldea más concentrada de nuestro muestrario. Si bien la gran explotación retrocede ligeramente (acaso fruto de una herencia o una mala medición), su supremacía es indiscutible. Hacia el oeste, cerca del burgo de Faulquemont, aparece Créhange donde desafortunadamente no tenemos documentación más reciente que la de 1738. No obstante, allí la concentración de las explotaciones parece ser particularmente precoz, al menos en comparación al *Xaintois*. Finalmente, en el extremo suroeste, aparece Petit-Tenquin, aldea donde la supremacía de la gran explotación aparece más moderada, aunque real y en tendencia creciente a lo largo del siglo. De nuestra documentación se desprende, con claridad, el dominio de la explotación de más de 20 hectáreas, en sintonía con las evaluaciones de Reitel (1965) para la región de Metz. Nuevamente, en los *rôles* las microexplotaciones aparecen fuertemente subestimadas. En los *États de sections* de Vahl-lès-Faulquemont y Pontpierre, en 1791, las propiedades de menos de una hectárea ocupan el 7% del suelo. Estos trazos generales no son generalizables en su totalidad al extremo noreste de nuestro recorte, donde la planicie lorenesa limita con la depresión del Warndt y Alemania. Como ya mencionamos, se trata de una región donde el bosque gana terreno al compás de una fertilidad decreciente. Daniel Schneider (1998) estudia el *hinterland* de Saint-Avold y encuentra una estructura de explotaciones más modestas que las del resto del territorio moselano. Allí, la gran explotación ocupa apenas el 20 o 30% del suelo. En la medida en que la propiedad campesina avanza, el tamaño de la explotación tiende a retroceder.

Mosa

Cuadro 7. Las explotaciones en la bailía de Commercy

	Commercy		Laneuville-au-Rupt		Lérouville	
	1749	1790	1765	1782	1751	1790
Más de 30 hectáreas	6%	11%	0%	0%	0%	7%
20 a 30 hectáreas	40%	34%	0%	0%	23%	15%
10 a 20 hectáreas	43%	28%	13%	27%	46%	42%
5 a 10 hectáreas	8%	12%	15%	30%	9%	8%
1 a 5 hectáreas	3%	12%	57%	43%	18%	23%
Menos de 1 hectárea	0%	3%	15%	0%	4%	5%

Fuentes: ADMe ED91 21-25, ED 208 86, ED 214 181.

La estructura propietaria de la bailía de Commercy, mucho más democrática que la de los otros departamentos, se traduce en una estructura de explotaciones más modestas que las del llano lorenés (cuadro 7). Las explotaciones de más de 20 hectáreas son poco numerosas, con mayor peso en las ciudades donde la propiedad del clero y la nobleza es más vasta. No obstante, ni siquiera en Commercy alcanzan a ocupar más de la mitad del suelo. Las micropropiedades del *hinterland* urbano ocupan una superficie mayor que las del Xaintois, pero, a diferencia de la bailía de Mirecourt, son mucho más abundantes en las aldeas, donde los privilegiados poseen superficies menores²³⁸. En las comunas rurales, dominan las explotaciones medias de 5 a 20 hectáreas, aunque también ocupan una superficie muy considerable las explotaciones pequeñas de menos de 5 hectáreas. La gran explotación ocupa un lugar relegado, a veces inexistente.

* * *

Los *rôles* impositivos permiten dibujar un perfil claro de la agricultura lorenesa en 1789. Pese a la extensión de la propiedad privilegiada, el cultivo de los campos recae en el campesinado a través del arriendo. En la planicie, la supremacía de las explotaciones de más de 20 hectáreas es clara. Más precoz en Mosela, se forma en la segunda mitad del siglo XVIII en los Vosgos. La contraparte de esta concentración es la existencia de una enorme multitud de pequeñas explotaciones, menores a una hectárea. En el valle del Mosa, en cambio, domina con claridad la explotación media. Encontramos, igualmente, una gran cantidad de pequeñas explotaciones, menores a las 5 hectáreas, que ocupan superficies considerablemente más vastas que las de sus pares en la planicie. Estamos, *grosso modo*, ante dos formas de agricultura distintas.

III. LOS CAMPESINOS

Los *laboureurs* de la planicie lorenesa (Vosgos y Mosela)

Es evidente pues que el campesinado está lejos de ser un todo homogéneo. Una primera fracción, la menos numerosa y la más rica, la componen los *laboureurs*. Por definición, aquel que posee un arado y animales de tiro es un *laboureur*. El valor del

²³⁸ En Mosa, las microexplotaciones de menos de una hectárea aparecen mejor registradas en los *rôles*, a excepción de Laneuville-au-Rupt. Creemos, como en los casos anteriores, que se trata de una omisión de los registros. En 1791, acorde a la declaración de propiedades de Sorcy-Saint-Martin, las explotaciones de menos de cinco hectáreas ocupan el 19% del suelo, más que en Commercy pero muy por detrás de las aldeas circundantes. ADMe ED 380 207.

arado es menor en comparación al costo de adquisición y manutención de los animales²³⁹. En la documentación fiscal, muchas veces se define la superficie de tierra mínima que se corresponde con una *charrue*, con un arado, y que establecería el piso para ser considerado miembro de esta minoría. En general, en las regiones de este estudio el mínimo tiende a rondar las 18 a 24 hectáreas²⁴⁰. Sin embargo, la realidad histórica es más variada de lo que fijan estos lineamientos.

Los *rôles* muchas veces aclaran cuántos animales tiene cada agricultor y sobre esa base y la tierra labrada, se especifica cuantas *charrues* conforma. Lo más frecuente es encontrar una *charrue* por *laboureur*, sin embargo, así como encontramos casos de productores con dos y hasta tres *charrues*, también encontramos agricultores que tienen media *charrue*, todos ellos identificados como *laboueurs*. Así, incluso dentro de una misma aldea, el término *laboureur* designa tanto a un productor ubicado en los márgenes de la autosubsistencia, con 8 o 10 hectáreas, como también a un agricultor que explota varias decenas de hectáreas y destina una parte significativa de su producción al mercado²⁴¹.

Es difícil fijar con precisión el límite de hectáreas que implica el paso del trabajo exclusivamente familiar al trabajo con asalariados. Por un lado, la naturaleza de los cultivos puede producir variaciones, siendo que la viña necesita más dedicación y los prados, menos que los cereales. Pero incluso ateniéndonos a dos explotaciones idénticas, el ciclo de vida jugará un rol fundamental, puesto que la edad de los hijos altera la disponibilidad de trabajo (Chayanov et al, 1981). El prefecto Colchen (1802) de Mosela señala que se requiere al menos dos adultos y un niño para conducir un arado²⁴². En los cuadernos de quejas de Mirecourt se estima que una explotación de unos 90 *jours* (18,4 hectáreas) precisa de dos domésticos (Martin, 1928). Se los toma por un año con salarios

²³⁹ En 1759, el inventario *post-mortem* de un agricultor de la comuna de Rouvres-la-Chêtive (Neufchâteau, Vosgos) registra la posesión de un arado tasado en doce libras. En el mismo inventario, seis caballos adultos son estimados en 260 libras. El informe estadístico del prefecto del departamento del Mosa eleva el precio de los caballos a 150 francos cada uno en 1803. En 1821, Mathieu de Dombasle calcula que el costo anual de manutención de un atelaje de ocho caballos es de 2800 francos. *Annuaire statistique du département de la Meuse: formé pour l'An XII*, 1803; ADV B224; Knittel, 2005.

²⁴⁰ Durante el Antiguo Régimen, sobre la base de las *charrues* que tiene cada término se establece el valor que debe abonarse para la *subvention*. Jean Gallet (1990) habla de 9 a 12 hectáreas para el Señorío de Fénétrange, en el extremo oriental de Mosela (distrito de Sarreguimes). Jean Peltre (1975b, pp. 82-86) expone un cuadro más amplio para toda Lorena y señala la inconsistencia de la expresión. Así, media *charrue* en una aldea es estimada en menos de una hectárea y en otra en 49. Destaca, no obstante, el valor más habitual: en torno a las 16 hectáreas (80 *jours* medida lorenesa).

²⁴¹ Los impuestos y otros tributos en dinero obligan a todo productor a acudir al mercado. Cuando hablamos de producción para la autosubsistencia, estamos hablando del destino prioritario de la cosecha. Véase Aymard, 1983.

²⁴² El mismo cálculo es brindado por Marquis (1804), prefecto de Meurthe.

que rondan, en los Vosgos, las 87 libras anuales (AN F12 1547B). Pero el grueso del trabajo asalariado se contrata en tiempos de los grandes trabajos: la siega de los pastos y la cosecha y trilla de los cereales. En una explotación de 24 hectáreas, estas labores pueden requerir hasta una decena de trabajadores, dependiendo del tiempo que el agricultor quiera o pueda darles²⁴³. El agrónomo lorenés Mathieu de Dombasle (1821), ante las incertidumbres del clima, recomienda hacerlo en el menor tiempo posible, es decir, con el mayor despliegue de mano de obra que un agricultor pueda pagar y conseguir²⁴⁴. En última instancia, la capacidad económica del productor y la disponibilidad de mano de obra deciden el número de trabajadores a contratar para los grandes trabajos.

En Lorena, por ende, las veinte hectáreas constituyen un límite a partir del cual, sin lugar a dudas, el *laboureur* precisa de mano de obra asalariada tanto permanente como estacional. Es posible que esta conclusión sea válida también para el productor de más de 15 hectáreas, aunque el ciclo de vida arroja mayores dudas. Ciertamente, algunas explotaciones de 15 hectáreas se encontrarán más necesitadas de asalariados que otras. Debajo de las 15 hectáreas, el trabajo familiar debería bastar, aunque nuevamente, el ciclo de vida es determinante, por lo que no se puede descartar que éstas acudan circunstancialmente a la ayuda asalariada. Con todo, la diferencia entre una producción basada en la mano de obra familiar y otra fundada en asalariados, no se diluye. Más allá de las 20 hectáreas, la explotación se sostiene en los trabajadores asalariados, mientras que las 15 a 20 hectáreas ofrecen un espectro en el que se superponen el recurso permanente y estacional a los asalariados con el uso exclusivamente estacional (y en volumen menor). Por debajo de las 15 hectáreas, estamos ante una explotación dominada ampliamente, sino totalmente, por la mano de obra familiar.

Con respecto al producto, una explotación en propiedad de unas 5 hectáreas o unas 10 hectáreas arrendadas producen el alimento suficiente para la reproducción de una

²⁴³ Yvonne Crebouw (1986) estima que un trabajador puede segar unas 20 áreas por día. El prefecto del departamento de Meurthe, Marquis (1804), postula cifras similares para la siega y la cosecha. A los cosechadores hay que sumar los agavilladores y otros trabajadores volcados a las tareas de transporte y acopio (Dombasle, 1821).

²⁴⁴ Como señalamos en el capítulo anterior, las tormentas son habituales en el verano. Esto amenaza la calidad de la cosecha al humedecer excesivamente el cereal (en este sentido, la cebada es la más frágil) o, peor aún, acostarlo. George Grantham (1993) sostiene que, en Lorena, una cosecha de tres semanas quintuplica las necesidades de mano de obra. Para una cosecha de cuarenta días, este multiplicador se reduce a 2,8. Jean-Marc-Moriceau y Gilles Postel-Vinay encuentran que, en una explotación de 180 hectáreas en las inmediaciones de París, el volumen de trabajadores se multiplica por cinco durante la cosecha y la trilla (Moriceau y Postel-Vinay, 1994).

familia media²⁴⁵. Por ello, la franja contenida entre las 5 y las 20 hectáreas, que hemos denominado explotaciones medias, remiten a la independencia del productor. Esta independencia es relativa: una sucesión de malas cosechas puede bastar para producir su caída en las filas de los *manoeuvres*.

Desde ya, la heterogeneidad en las explotaciones agrícolas encuentra su correlato en los rebaños. Los animales de tiro componen el elemento esencial. En la aldea de Bettoncourt, en la bailía de Mirecourt, en 1787 el *laboureur* más rico explota unas 67 hectáreas conformando dos *charrues*. Se trata del *amodiateur*, quien arrienda tierras y derechos feudales, a veces también el diezmo²⁴⁶. Posee dieciséis caballos. Normalmente, encontramos uno por aldea, aunque esto está sujeto a la existencia y forma de explotación de la reserva señorial. Siempre en Bettoncourt, otros cinco *laboureurs* cultivan casi 130 hectáreas con seis a nueve caballos cada uno. La más pequeña de las explotaciones es de 15 hectáreas y la más grande (*amodiateur* aparte) de 33 (ADV Edpt 57 CC2). En la aldea de Chauffecourt, seis *laboureurs* poseen treinta y cinco caballos. Los más ricos siete, el más humilde solo dos (ADV Edpt 99 1D1)²⁴⁷. En todos los casos, se trata de jamelgos de raza bastarda, conocidos como de *petite taille* (pequeña talla). El carácter polifuncional del caballo (fuerza de tiro en labrantíos y transporte de mercancías) lo hace el animal predilecto del *laboureur*, pero ocasionalmente aparecen los rumiantes al frente del arado. En Lignéville, además de los ochenta y tres caballos que se reparten catorce *laboureurs*, encontramos seis bueyes (ADV B773). Al norte, en Mosela, los suelos pesados exigen igual o mayor número de animales de tiro. En Varize, cuatro bueyes y dos caballos labran las casi 10 hectáreas que Nicolas Daré tiene en propiedad. Lambert Hartard, que encabeza una explotación de casi 70 hectáreas, utiliza catorce equinos. Los otros ocho *laboureurs* de Varize poseen setenta y un caballos para trabajar unas 265 hectáreas (ADMo B9749).

²⁴⁵ Estas cifras son las que propone Jean-Jacques Clère (1988) para la vecina Haute-Marne. Georges Lefebvre (1924) postula lo mismo para el departamento del Nord. En la Brie, Jean-Michel Chevet (1998) sugiere un abanico de 4 a 12 hectáreas como piso a la subsistencia, dependiendo del régimen de propiedad sobre tierra, arados y animales. Teniendo en cuenta el rendimiento medio de las bailías de Mirecourt (15,8 hectolitros por hectárea) y Boulay (14 Hl/ha) en 1730-1740, el piso de cinco hectáreas en propiedad y diez en arriendo es verosímil (Morineau, 197). En Commercy, los rendimientos consignados por Morineau son algo más modestos (11,8 Hl/ha), pero cercanos a los de la Haute-Marne.

²⁴⁶ Generalmente designado como *fermier* a secas, la pertenencia de estos individuos a la comunidad campesina es sujeto de debate. Para Lefebvre (1924), estos productores no forman parte del campesinado, sino que engrosan las filas de la burguesía rural. Pierre de Saint-Jacob (1960) parece acordar con esta visión. Soboul (1958) discrepa: pese a su inserción en las redes feudales a través del arriendo de los tributos, forman parte de la sociedad campesina. Esta opinión es compartida por Bloch (1931), Goubert (1969), Jessenne (1987) y Béaur (2000), entre otros.

²⁴⁷ En ocasiones, los productores toman los animales en arriendo, en lo que se conoce como el *bail-à-cheptel*. En general, el contrato de aparcería vislumbra también la provisión de animales (Lacoste, 1951; Moriceau, 1999).

También en Mosela, en el país de los estanques, el *fermier* del priorato de Zelle (Petit-Tenquin) opta por seis caballos y cinco bueyes para arar casi 60 hectáreas (ADMo 541ED CC2).

Además de los animales de tiro, ovejas, vacas, algunos pocos puercos y aves de corral completan el rebaño de un *laboureur*. En Chauffecourt, en 1801, el productor más rico ostenta cuarenta y cuatro cabezas de ganado (ADV Edpt 99 D1). En 1793, en Juvaincourt, el rebaño de Charles François Breton, diputado en la asamblea de bailía en 1789, está compuesto por once caballos, cuatro bueyes, cinco vacas y treinta y seis ovejas (ADV Edpt 262 1D2). Estos números no permanecen estables a lo largo del año: en invierno baja el número de animales que posee un productor, priorizando siempre los animales de tiro al resto. Para Mosela, el prefecto Colchen lanza cálculos aún más pesimistas. Estima que un *laboureur* tiene seis a diez caballos, cinco o seis ovejas, tres o cuatro vacas y tres docenas de aves de corral. En 1789, la situación posiblemente fuese algo mejor, similar a la de la bailía de Mirecourt, en particular en relación a los ovinos, que en Lorena sufren el golpe de la Revolución (Desgouttes, 1801; Marquis, 1804)²⁴⁸. Con todo, sin negar la cría especulativa de animales para venta en pie y comercio de cueros, lana, carnes y lácteos, queda claro que la región se encuentra muy lejos de otras áreas de *openfield* como Île-de-France y que los animales son, principalmente, un apéndice de la agricultura (Moriceau, 1999; Moriceau y Postel-Vinay, 1994).

El *laboureur* del valle del Mosa

En la bailía de Commercy, con explotaciones más modestas y suelos más ligeros, las necesidades de animales de tiro se ven morigeradas. En el año II, se les solicita a las comunas un censo de animales por propietario que brinda información detallada (ADMe L458). En Lérrouville, Jean Deville explota unas 30 hectáreas con ocho caballos. Como sabemos, estas explotaciones son poco frecuentes. Otros veintiún *laboureurs* poseen ciento cuatro caballos, en un abanico que va de uno a ocho con las cifras más habituales en torno a cuatro o cinco. Más modestos aún son los agricultores de Laneuville-au-Rupt. El más rico de entre ellos labra con seis equinos. Completan la nómina treinta y un

²⁴⁸ El censo de animales de 1809 arroja 387 ovinos por cada mil hectáreas en el distrito de Mirecourt. En Mosela, el distrito de Metz trepa a 416 ovinos por cada mil hectáreas mientras que el de Sarreguimes registra sólo 250 por cada mil hectáreas. Cabe señalar que el oriente de ese último distrito se encuentra densamente forestado. AN F 10 508-512.

habitantes que se reparten noventa y un caballos, sin que ninguno exceda los cuatro²⁴⁹. En Aulnois-sous-Vertuzey, noventa y dos caballos para diecinueve habitantes, con uno a ocho caballos por explotación. Los bueyes, menos habituales, también aparecen en los registros. Ménil-la-Horgne es la mejor representada con cuarenta y nueve especímenes (uno a seis por productor). En Jouy-sous-les-Côtes, sólo dieciocho bueyes. Nuevamente, estamos ante un animal relegado frente al caballo. Como en la planicie, el *laboureur* del valle del Mosa también posee vacas, ovinos, puercos y aves de corral. En Vertuzey, el rebaño comunal está compuesto por 125 caballos, 82 vacas y 187 ovinos. A excepción de un productor con la espectacular cifra de dieciocho vacas, todos tienen entre una y cinco. Ovejas, entre cuatro y veintidós, aunque sólo un habitante excede las trece. En Malaumont, todos los *laboureurs* tienen entre una y cinco vacas.

Encontramos, en el censo, productores que se asemejan, en su patrimonio, a sus pares de la planicie. Pero son casos raros. Mientras que el ganado vacuno de un *laboureur* parece ser muy similar en ambos casos, el patrimonio individual en animales de tiro y ovinos está más concentrado en la planicie.

Manoeuvres

El término *manoeuvre* proviene de las entradas latinas *manus* y *opera*, es decir, quien trabaja con las manos. En rigor, se contrapone a quien labra con animales de tiro, al *laboureur*. El *manoeuvre* puede o no ser dueño de una parcela, pero nunca es dueño de un arado y animales de tiro en número suficiente. En los *rôles*, los *manoeuvres* aparecen registrados jerárquicamente en función de su riqueza y, ergo, capacidad impositiva. El término engloba, pues, diferentes situaciones económicas.

En el límite superior de esta escala social figuran los artesanos. Herreros, zapateros, carpinteros, carreteros y tejedores, entre otros, cubren parte de las necesidades vinculadas a vestimenta y herramientas. Muchas veces poseen tierras. Nicolas François, tejedor de Lérrouville (Mosa), explota 2,7 hectáreas y cría cuatro vacas²⁵⁰. En Lignéville (Vosgos), Claude Noir complementa su ingreso como zapatero con 1,2 hectáreas de cereales. Además de bovinos, pueden poseer algunas pocas ovejas, cabras, cerdos y aves de corral.

²⁴⁹ En 1782, sólo veinte productores son identificados como *laboureurs*. De esto se desprende que, en el valle del Mosa, no sólo los *laboureurs* poseen caballos, si bien concentran la mayoría.

²⁵⁰ Ovejas, cabras, puercos y aves de corral no aparecen consignados.

Algo más abajo aparecen, sin *métier*, los agricultores de 1 a 5 hectáreas. Cuando su actividad principal es la viña, aparecen lógicamente bajo el rótulo de *vigneron* (viñatero). Si no, *manoeuvre* a secas. Como los artesanos, poseen un modesto rebaño. Charles Vincent Hugo, viñatero de Chauffecourt (Vosgos), posee tres animales (sin identificar, ADV Edpt 99 1D1). Jean Sarigny, también *vigneron* de Juvaincourt (Vosgos), posee dos vacas y doce *bêtes blanches*, es decir, cabras y ovejas (ADV Edpt 262 1D2). Gérard Brunet, de Lérrouville (Mosa), al menos una vaca (ADMe L458)²⁵¹.

Finalmente, en la base de la pirámide social de la sociedad rural, los micropropietarios de menos de una hectárea y los proletarios desposeídos²⁵². Viñateros, *manoeuvres*, domésticos; pero también hilanderos, bordadores y *dentellières*²⁵³. También son dueños de algún animal. Una vaca en el mejor de los casos, acaso alguna oveja o puerco y, sobre todo, una cabra. En los censos de animales, largos listados de habitantes con sólo una vaca o algunas ovejas dejan registro de su patrimonio (ADMe L458; ADV Edpt 99 D1, Edpt 262 BB1).

Todos los habitantes que explotan menos de cinco hectáreas deben trabajar fuera de sus explotaciones para complementar su ingreso. Los artesanos, naturalmente, conservan su independencia gracias a su profesión y utillaje. Pero en casi todos los casos, cuando la explotación no basta para mantener a la familia, el trabajo complementario se hace a cambio de un salario. La industria textil se articula sobre las bases del conocido *verlag system* (Kriedte et al, 1986; Mendels, 1972). Mercaderes de las ciudades y burgos cercanos recorren los campos distribuyendo materias primas y recolectando los productos acabados, pagando por pieza. Como sostiene Jean-Luc Mayaud (1999), esta industria provee un apoyo indispensable a la sociedad rural; lejos está de constituir una circunstancia pasajera o transicional al brindar un ingreso en la temporada muerta. En el valle del Mosa, en vísperas de la Revolución, los habitantes registrados en los *rôles* como tejedores superan en número a aquellos rotulados lisa y llanamente como *manoeuvres*. Estos listados, donde se consigna al jefe de hogar, permiten entrever el fuerte sesgo femenino del textil. Cuando a las viudas se les reconoce una profesión, es casi siempre la

²⁵¹ Los *manoeuvres* más ricos y los artesanos pueden, ocasionalmente, poseer caballos. Lo que no poseen es un *train de culture*, es decir, el número suficiente de animales y herramientas para conformar un arado completo (o incluso medio arado).

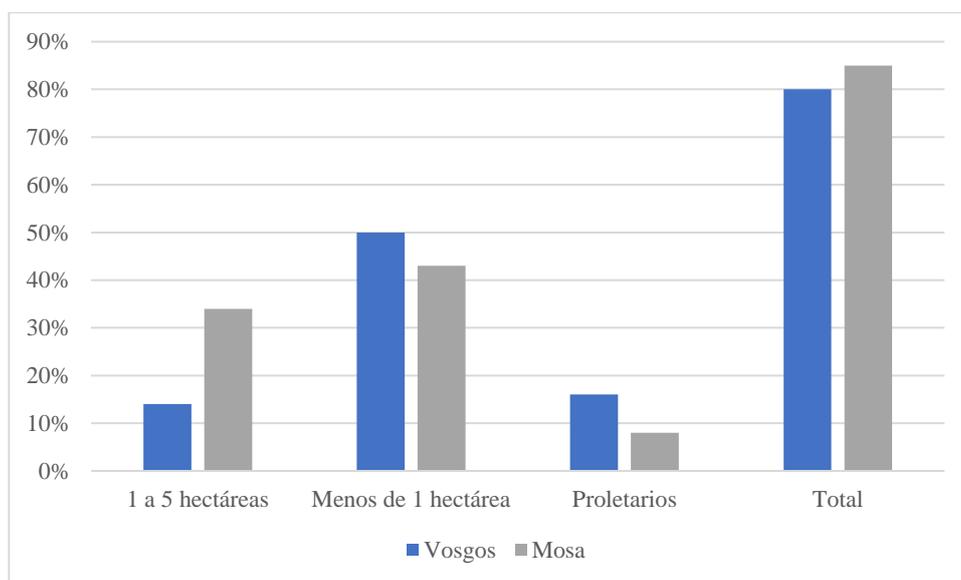
²⁵² Como sostiene Pierre Goubert (1969), los errantes existen al margen de la sociedad aldeana. El deslíz más extremo consiste pues, en la conversión del proletario en vagabundo, en su expulsión de la comuna.

²⁵³ La *dentelle* lorenesa es un bordado célebre de la región. Se trata de telas de encaje hechas con lino o -principalmente- algodón.

misma: *dentellière*²⁵⁴. Lo mismo ocurre con aquellas jóvenes aun no casadas que deben pagar la *subvention*. A fines del XIX, es una industria basada en el trabajo de las mujeres (Gérard y Peltre, 1978). Presumiblemente, la virtual totalidad de las mujeres adolescentes y adultas de las zonas rurales trabaja para la industria textil²⁵⁵.

En verano, cuando los trabajos rurales apremian, toda actividad no agrícola se ve relegada o mismo se detiene. Todavía en el siglo XIX, los altos salarios rurales de la cosecha atraen incluso a los artesanos y obreros urbanos (Magnac y Postel-Vinay, 1997). Toda la fuerza de trabajo disponible concentra sus energías en la siega, en la cosecha y la trilla. El resto del año, los domésticos cubren las tareas de las *fermes* y los *manoeuvres* acuden ocasionalmente a pedido del *laboureur* para realizar trabajos puntuales. Privados de animales de tiro, los *manoeuvres* solicitan al *laboureur* que labre sus tierras. A cambio, trabajan en sus explotaciones en lo que constituye, según Kritsman (1984), una relación salarial encubierta. Los *laboureurs* devienen así en los principales tomadores de asalariados de la aldea.

Gráfico 1. Población de manoeuvres en los Vosgos y Mosa en 1789



Fuentes: ADMe ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380-207; ADV Edtp 43 1G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6; AN F20 17-20.

²⁵⁴ En segundo lugar, hilandera.

²⁵⁵ La *dentelle* se burla de la estratificación interna. Todas las mujeres tejen, sin importar la profesión de su marido. Naturalmente, la coerción es distinta. En algunos hogares, diversifica y complementa el ingreso. En otros, es un pilar inamovible.

En términos demográficos, los *manoeuvres* conforman la amplia mayoría de la población. En las tres regiones, las cifras son muy similares (gráfico 1). Un 88% en Mosela, 85% en Mosa y 80% en los Vosgos. Las diferencias parecen darse al interior de estos porcentajes. En Lérrouville (Mosa), el 34% de los habitantes explota entre una y cinco hectáreas, el 43% menos de una hectárea y el 8% nos aparece como proletarios desposeídos (ADMe ED 214 181). En la bailía de Mirecourt, en cambio, sólo un 14% de los habitantes explota entre una y cinco hectáreas. El 50% se halla al frente de campos de menos de una hectárea. Y el 16% son proletarios desposeídos.

En Mosela, la documentación no permite la distinción. Vistas las similitudes con el *Xaintois*, una cifra que ronde el 16% (o mismo algo superior) parece sensata²⁵⁶. En todos los casos, como es de esperarse, las proporciones de desposeídos trepan considerablemente en las ciudades y burgos.

* * *

A fines del siglo XVIII, detrás de la aparente monotonía de la Lorena cerealera se hacen evidentes las diferencias sustanciales gestadas por la lenta evolución histórica de los siglos anteriores. La propiedad campesina se encuentra mejor asentada en el departamento del Mosa, mientras que en los Vosgos y Mosela (a excepción de la región de Saint-Avold) ha retrocedido considerablemente. Como contrapartida, el patrimonio hipotecario del clero y la nobleza se muestra más consolidado en estos últimos dos departamentos. Pero en los Vosgos, como en Mosa, la aristocracia ha perdido gran parte de sus bosques medievales: las comunidades son las principales propietarias de superficies forestadas.

Las explotaciones rurales reflejan esta estructura propietaria. En la planicie, las grandes tenencias de más de veinte hectáreas dominan el suelo. En Mosela, la supremacía es más precoz mientras que en los Vosgos se ha formado en la segunda mitad del siglo XVIII. En Mosa, en cambio, la producción cerealera se monta sobre las explotaciones medias de 5 a 20 hectáreas. En las tres regiones, una marea de *manoeuvres* sin tierra suficiente debe trabajar por un salario tanto en la industria rural como en los campos de los *laboureurs*. En verano y otoño, la cosecha y la trilla movilizan a aquellos precisan de un salario para vivir. Una última diferencia se yergue en esta masa de habitantes humildes. En el valle del Mosa, parte considerable de los *manoeuvres* trabaja campos propios de

²⁵⁶ Jean Jacques Clère (1988) encuentra un 18% de desposeídos en la Haute-Marne.

entre una y cinco hectáreas. En la planicie, la pauperización de los campesinos ha tenido mayores efectos. El grueso de los *manoeuvres* no supera la hectárea. Así, en la planicie, vemos que se desenvuelve un proceso que combina acumulación y fragmentación de la tierra. Valga la redundancia, las grandes explotaciones se hacen más grandes y las pequeñas más pequeñas (Béaur, 2000). Como resultado se forma una economía rural polarizada que alcanza su paroxismo en las inmediaciones del burgo de Boulay, en Mosela.

CAPÍTULO 7. BIENES COMUNALES

Como es ampliamente sabido, en el siglo XVIII la relación de los habitantes con la tierra no se agota en la propiedad o explotación individual. Una amplia trama de derechos y bienes comunales complementa o incluso sostiene el ingreso de los productores. Tradicionalmente, se ha tendido a amalgamar prácticas y posesiones colectivas en una única categoría, lo común. Asimismo, este conjunto de elementos ha sido asimilado a los sectores más pauperizados y reputados de arcaizantes. Por último, como corolario, se ha contrapuesto lo común a lo individual, categoría que no acarrea los pesados estorbos de su opuesto. Esta operación, señala Rosa Congost (2007), se nos ha presentado invertida. La contraposición entre colectivo e individual, conclusión de los tratados fisiocráticos y numerosos trabajos subsiguientes, es en realidad la génesis del problema: una selección de derechos y propiedades contrarias a los intereses de los legisladores, englobados en una cómoda categoría jurídica que permita su criminalización. No obstante, como deja en claro el último siglo de historiografía, los distintos sectores de la sociedad, desde la nobleza hasta los desposeídos, hacen uso diferencial de los distintos elementos productivos que ofrece el patrimonio colectivo y la estructura de derechos (Béaur, 2006; Bloch, 1931). Se impone, por ende, un análisis segregado de bienes comunales y usos colectivos, sin perjuicio del posible vínculo en su evolución histórica.

I. LOS BIENES COMUNALES EN LORENA

Propiedad y derecho de goce

El trabajo de Nadine Vivier (1998) expone una primera distinción entre los bienes comunales del reino. ¿Quién es el propietario? En Bretaña, Flandes y algunos territorios del centro, el señor es formalmente el propietario de las tierras baldías. En numerosas regiones del Norte y en los territorios comprendidos entre el Loira, el Charente y el Atlántico, el aforismo “ninguna tierra sin señor” (*nulle terre sans seigneur*) extiende a la nobleza la presunción de propiedad. En gran parte del sur, en Borgoña, el Franco-Condado y Alsacia, en cambio, rige la fórmula opuesta, ningún señor sin título, por lo que se asume la propiedad aldeana.

En Champaña, en Normandía y el Nivernés, así como en la Lorena histórica, las costumbres locales no dicen nada al respecto (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783; *Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701; *Coutumes du bailliage de Saint-Michel*, 1762; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730)²⁵⁷. ¿Puede sostenerse, a partir de ello, que se presume la propiedad del señor sobre los comunales? El derecho de *tiers-denier* podría abonar esta hipótesis, sin embargo, como ya señalamos, no es muy antiguo. En 1775, al intendente la Galaizière el derecho al tercio le resulta incuestionable, como también el verdadero propietario de las tierras baldías: “[...] las comunas de un territorio son tierras que pertenecen a la comuna entera y a todos los habitantes que la componen; todos tienen un derecho igual...”²⁵⁸. Si bien la propiedad sobre los comunales no queda asentada en ningún texto normativo, parece claro que en Lorena la presunción de propiedad, por no decir la propiedad a secas, es de la comuna. La historiografía lorenesa ha tendido a verlo así (Cabourdin, 1977; Lacoste, 1954; Peltre, 1975, 1978).

La propiedad aldeana no garantiza, sin embargo, la igualdad entre los beneficiarios: debe definirse también el derecho al goce de los comunales. En la vecina Alsacia, por caso, el acceso al comunal se encuentra reservado a quienes gozan del *status* de burgués²⁵⁹. En Bretaña, sólo los propietarios acceden al comunal. En el norte, en cambio, el derecho de goce es atribuido a la mera residencia (Vivier, 1998). Nuevamente, en la Lorena histórica, las costumbres guardan un silencio relativo (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730; *Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701; *Coutumes du bailliage de Saint-Michel*, 1762; *Coutumes de Vitry le François*, 1676). No se fija quién puede acceder a los comunales, pero sí se establece que los habitantes pueden enviar, por uso común, a sus animales a pastar en los “lugares de derrota de mieses”²⁶⁰. El artículo tercero del título quince de la Costumbre de Lorena agrega que la “Derrota de mieses se extiende en caminos, prados despojados luego de la primera o la segunda siega, tierras en barbecho,

²⁵⁷ La costumbre de Vitry-le-François, originaria de Champaña, no presenta normativas de este estilo (*Coutumes de Vitry le François*, 1676).

²⁵⁸ “[...] les communes d'un territoire sont des terres qui appartiennent à la commune entière et à tous les habitants qui la composent ; ils ont un droit égal...” AN H1486.

²⁵⁹ Véase Capítulo 2, nota n°70.

²⁶⁰ “[...] ès lieux de vain pâture” (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1983, p. 69). Las costumbres de los Tres Obispos, Metz, Vitry-le-François y Saint-Mihiel presentan artículos prácticamente idénticos (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 98-99; *Coutumes du bailliage de Saint-Michel*, 1762, p. 48; *Coutumes de Vitry le François*, 1676, p. 287).

bosques y otras heredades no sembradas y abiertas...”²⁶¹. Sin grandes especificidades, las costumbres autorizan a todos los habitantes a hacer uso de los comunales.

Naturaleza de las propiedades comunales

Hacia fines del siglo XVIII, la Lorena histórica se destaca por la extensión de sus tierras de uso colectivo. Se trata, principalmente, de territorios forestados (Vivier, 1998). Pero junto a los bosques, otro tipo de tierras ocupan superficies considerables, tanto en el siglo XVIII como en el XIX. Labrantíos, pasturas, cañamares, edificaciones y hasta canteras pueden figurar en el patrimonio de las comunas.

Bosques de lado, por excelencia, los bienes comunales loreneses están compuestos por pastos llamados *pâquis* o *pâtis* que tienden a situarse en los confines del término, muchas veces como antesala de los bosques. El uso tradicional es, desde luego, el pastoreo. Las costumbres, ya lo vimos, prácticamente no establecen una normativa. Su utilización se ve regulada, más que por normas u ordenanzas, por el régimen agrario. Maurice Lacoste (1951) explica que los comunales constituyen un importante pilar en la alimentación del ganado entre el 25 de marzo y comienzos de julio. El 25 de marzo las praderas, hasta ese momento abiertas al rebaño comunal (y señorial), son cerradas para que puedan generar pastos durante la primavera²⁶². Mientras tanto, dos terceras partes de los campos se encuentran sembradas con cereales. La tierra en barbecho se ve sometida en estos meses a los trabajos de preparación para la eventual siembra, en septiembre, del trigo. Desde comienzos del invierno hasta fines del verano los barbechos soportan tres o cuatro trabajos de labranza con el arado para destruir las malezas y enterrar el abono. Pero también sepultan las hierbas que podrían alimentar a los animales. En los graneros, concluido el invierno, las reservas de heno seco llegan a su fin. Esto supone una primera diferenciación en el uso de los comunales. Señores, *laboureurs* y, en las inmediaciones de los burgos y ciudades, carniceros sacan mayor provecho de estos pastos. Dueños de rebaños numerosos, obtienen el alimento que precisan hasta la apertura de los prados en verano. Los *manoeuvres*, que como vimos, poseen un tropel modesto, no obtienen gran

²⁶¹ “Vaine pâture s’entend en chemins, prairies dépouillées après la première ou la seconde faux, terres en friche, bois et autres héritages non ensemencés et ouverts...” Citado en Cabourdin, 1977, p. 277. Cfr *Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 69. En relación a los comunales, todas las costumbres presentan artículos en esencia idénticos al citado. *Coutumes de l’Évêché de Metz*, 1701, p. 98-99; *Coutumes du bailliage de Saint-Michel*, 1762, p. 48; *Coutumes de l’Évêché de Metz*, 1701, p. 325; *Coutumes de Vitry le François*, 1676, p. 287.

²⁶² En la Costumbre de los Tres Obispos, la fecha de cierre es el 23 de abril (*Coutumes de l’Évêché de Metz*, 1701, p. 100). La Costumbre de Vitry-le-François establece, en cambio, el 15 de febrero a comienzos de marzo como margen para la clausura (*Coutumes de Vitry le François*, 1676, p. 287).

beneficio de este modo de explotación. Maurice Lacoste sugiere, para el departamento de Meurthe, que bien podrían pasar la primavera sólo con la hierba de los caminos y obtener mayor provecho cultivando una pequeña parcela fruto de un reparto igualitario de estos pastos.

En ocasiones, las comunas pueden ser dueñas de prados. Evidentemente, como los *pâquis*, el objetivo es la producción de pastos para la alimentación del ganado, *in situ* o en los establos con el heno segado. Normalmente, por no decir siempre, son tierras de buena calidad, bien irrigadas al hallarse diseminadas entre el resto de los prados privados²⁶³. A diferencia de los *pâquis*, suelen ser pequeños, incapaces de tolerar un rebaño de cien o doscientas cabezas, por lo que el pastoreo de la primera hierba comunal es muchas veces impracticable. El mecanismo preferencial de explotación es el arriendo o, en algunos casos, la subasta anual del pasto. Pero a veces, si la extensión lo permite, pueden verse destinados al pastoreo comunal. En 1788, en Vignot, Mosa, la comunidad afirma poseer un prado de unas 3,5 hectáreas que algunos años es arrendado y otros es librado al pastoreo colectivo²⁶⁴. En Saint-Menge, Vosgos, la comuna detenta en 1788 dos prados que suman una hectárea cuyo producto se vende, todos los años, al mejor postor²⁶⁵. Este mecanismo otorga una ventaja a los *laboureurs* locales, que normalmente dominan las adjudicaciones. Sea por vía de arriendo o en subasta, consumida la primera hierba, los prados comunales, como el resto de los prados, se abren, salvo excepciones, a la derrota de mieses²⁶⁶.

Las comunas pueden ser también dueñas de labrantíos. Enmarcados en la rotación trienal, se arriendan por tres, seis o nueve años. Naturalmente, pesan sobre ellos todas las obligaciones del régimen agrario: prohibición de *desaisonner* (sembrar un cultivo que no es aquel fijado por la rotación trienal), derrota de mieses en tiempos de barbecho, espigueo, *ban de moissons* (fechas específicas para la cosecha). En 1772, en los Vosgos, la aldea de Saint-Prancher pone en arriendo poco más de 3 hectáreas de cereales, mientras que Frenelle-la-Grande, mejor dotada, ofrece en alquiler unas 28,5 hectáreas tanto en prado como labrantíos (AN H1489). En casos ya raros y poco relevantes, encontramos cañamares, jardines y viñedos. La ciudad de Mirecourt, por caso, posee unas 6 áreas de

²⁶³ Es habitual encontrar los prados al borde de los ríos y arroyos.

²⁶⁴ También en Vignot, dos años más tarde, la asamblea municipal asienta en sus actas un reclamo por un pago atrasado en el arriendo de una pequeña pradera de 8 áreas (ADMe, ED 425 90).

²⁶⁵ El ganador de la subasta debe encargarse de la siega (ADV, Edpt 434 BB1).

²⁶⁶ Jean-Paul Rothiot menciona casos en los que los arriendos pueden incluir la segunda hierba (Rothiot, 1999).

viña (ADV Edpt 309 DD19). En Mosela, la propiedad comunal de la aldea de Many incluye dos pequeños cañamares (ADMo 1O124). Todas estas propiedades comunales son, por ende, explotadas individualmente. Ofrecen heno o tierras a los habitantes para su uso particular y la comunidad obtiene un ingreso propio.

Bienes disputados

Los comunales, ya lo hemos señalado, gozan de muy mala prensa en los círculos académicos del siglo XVIII. “Presentan por doquier la imagen de la miseria y la esterilidad”, sentencia el diputado Jean-Baptiste Aveline en un informe de 1792²⁶⁷. ¿La vista atrofiada de un parlamentario de ciudad? En 1790, en Épinal, flamante capital de los Vosgos, el consejero departamental Nicolas Humbert, *laboureur* oriundo del burgo de Vittel, estima que los *pâquis* “son, en la fiesta de San Juan, igual de estériles que en el mes de enero...”²⁶⁸. Veredictos similares, característicos de la escuela fisiocrática, podrían apilarse *ad eternum*.

Naturalmente, estas opiniones, estén o no en lo cierto, se encuentran motivadas más por la convicción política o material que por el progreso de la ciencia agronómica. Visiones contrarias son fáciles de hallar. En la década de 1770, el Parlamento de Nancy se opone al proyecto de división de comunales que promueve el intendente la Galaizière (que ostenta argumentos idénticos a los de Humbert y Aveline). “Estos comunales [...] son la base de nuestra agricultura...”, afirma un reporte de 1775²⁶⁹. Esto se debe a que, sostiene el mismo informe, entre el 25 de marzo y comienzos de julio, los *pâquis* son el *único* sostén para el ganado de los *laboureurs*. Esta línea es retomada por las Asambleas Provinciales de Lorena en 1787²⁷⁰. En la misma sintonía, aunque algo más exagerados, se manifiestan en 1773 los *laboureurs* de dieciocho comunidades de la bailía de Mirecourt al sostener que una hipotética división de comunales les dificultaría la alimentación del ganado desde “[...] el primero de abril hasta el final de noviembre”²⁷¹.

²⁶⁷ “Ils présentent presque partout, l’image de la misère et de la stérilité” (Bourgin, 1908a, p. 337).

²⁶⁸ “[...] sont à la Saint Jean aussi stériles qu’au mois de janvier...” (*Documents rares ou inédits de l’histoire des Vosges*, 1889, tomo 9, p. 313). La fiesta de San Juan es el 24 de junio, momento en que los prados se acercan al punto óptimo para la siega.

²⁶⁹ “Ces communes [...] sont la base de notre agriculture...” (AN H1486).

²⁷⁰ Mientras que la Asamblea de Lorena se opone a la división de los comunales, la Asamblea de los Tres Obispos la reivindica (*Procès-verbal des séances de l’Assemblée Provinciale des duchés de Lorraine et Bar*, 1788; *Procès-verbal des séances de l’Assemblée Provinciale des Trois-Évêchés et du Clermontois*, 1787 ; Rothiot, 2006 ; Vivier, 1998).

²⁷¹ “[...] depuis le premier avril jusqu’à la fin de novembre.”. La petición la realizan junto a una docena de comunidades de bailías vecinas, principalmente de la bailía de Vézelize (Ídem).

Este argumento tiene sus fundamentos, como pudimos ver en el apartado anterior²⁷². En primavera, el alimento para el ganado efectivamente escasea. Los defensores de las tesis de la esterilidad plantean que, de desaparecer los pastos comunales, las praderas artificiales y el pastoreo en los bosques podrían suplir la falencia (AN H1486, 1515, DXIV 7). Además, sostiene La Galaizière en 1775, las porciones derivadas del reparto de los comunales podrían ser destinadas a prados naturales. Mejor cuidadas, su producto sería más considerable que el de los pastos comunes. Después de todo, agrega el intendente, en los Tres Obispos el edicto de división ha sido aprobado y la crisis preconizada por sus detractores no parece manifestarse (AN H1486).

¿Estériles o imprescindibles? Paradójicamente, quienes los consideran baldíos inútiles también creen que, una vez divididos, las explotaciones que nazcan del reparto serán el pilar del crecimiento agrícola (Vivier, 1998). Por ello, a nivel de las gobernaciones provinciales se procede a las reformas. En los Tres Obispos, en 1769, se promulga un edicto que autoriza la división y reparto, en porciones iguales, entre todos los hogares²⁷³. La comunidad conserva la propiedad y se transfiere el uso del lote, individualizado, a cada hogar. Las parcelas son, lógicamente, inalienables, pero se transmiten por herencia en línea directa. Si dicho heredero no existe, retornan al pozo común para abastecer a los nuevos residentes²⁷⁴. En 1771, La Galaizière intenta emularlo en Lorena, pero fracasa por la oposición del Parlamento de Nancy que se niega a registrarlo. El mismo edicto que habilita el reparto de comunales establece la erradicación del *parcours*, dañando así los intereses de la nobleza que combina este derecho con el de rebaño aparte para criar grandes troyes de ovejas en las aldeas vecinas a su señorío. Además, el *tiers-denier* es un derecho del señor alto justiciero. Quienes detentan sólo la pequeña y mediana justicia, en caso de división, verían como desaparecen los pastos que usufructúan con rebaño aparte sin obtener nada a cambio (Bloch, 1930a, 1931)²⁷⁵. En los Tres Obispos, este inconveniente se resuelve con una generalización de este beneficio a todos los señores, en lo que constituye un claro avance de la nobleza sobre el tercer estado, otras veces descrito como reacción señorial. Estériles, imprescindibles, pilares del

²⁷² Cabe señalar que Maurice Lacoste (1951) indica que, más que nueve semanas, se trata de trece o catorce, la virtual totalidad de la primavera y unos días del verano.

²⁷³ En 1793, la ley del 10 de junio establece que el reparto se hará por habitante, no por hogar (Bourgin, 1908b).

²⁷⁴ En rigor, el edicto no se refiere a la propiedad. Sí establece que las parcelas, además de ser inalienables, no pueden ser embargadas. La situación jurídica es poco clara y los inconvenientes que de ello derivan se prolongan durante el siglo siguiente.

²⁷⁵ Nadine Vivier (1998) agrega, a los motivos señalados por Bloch, la rivalidad política previa entre el Parlamento de Nancy y el intendente La Galaizière.

cambio y el crecimiento económico. Las opiniones difieren, pero lo que queda claro es que, parafraseando a Nadine Vivier, se trata de un espacio disputado.

II. LOS COMUNALES EN LA BAILÍA DE MIRECOURT

Ofensivas sobre los comunales

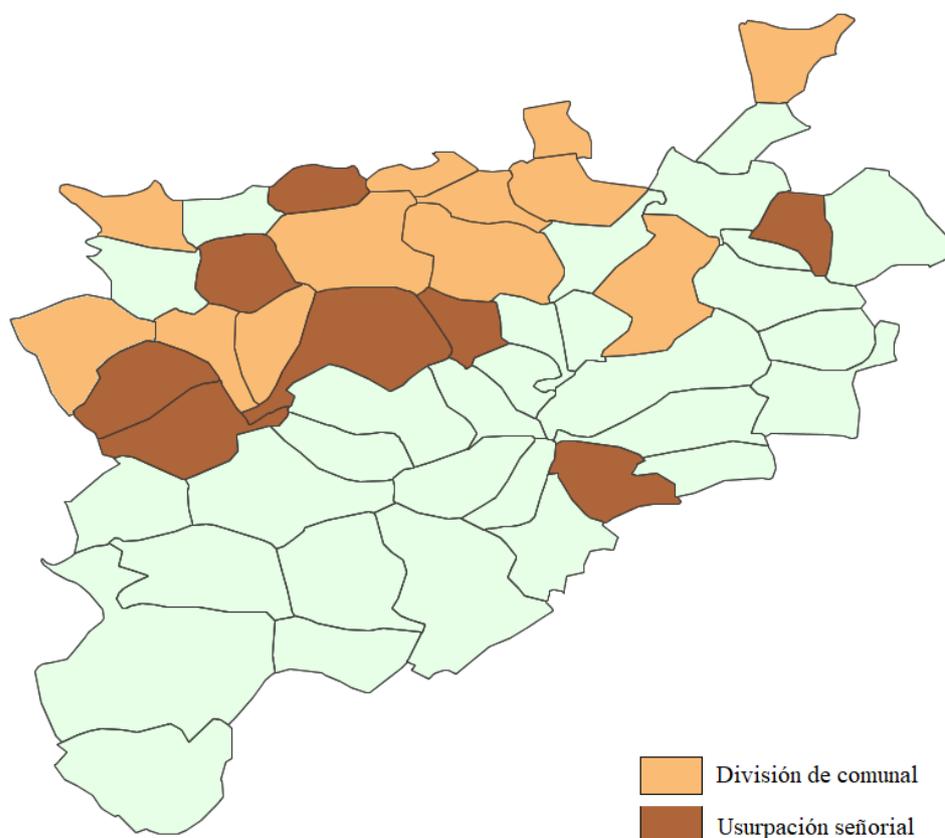
La valorización y concentración de la tierra a lo largo del siglo XVIII, junto al crecimiento demográfico, aumentan la presión sobre los comunales. Por parte de la nobleza, las usurpaciones vía *tiers-denier* se suceden. Estas apropiaciones pueden ir acompañadas de una división, pero esto no es condición *sine qua non*. Los señores obtienen, por parte de los tribunales, el tercio de distintos bienes comunales sin pasar, necesariamente, por la división entre todos los habitantes (Clère, 1988; Vivier, 1998). Ésta es reclamada, en algunas aldeas, por los *manoeuvres*, en los hechos marginados del uso del comunal (Bourgin, 1908b; Lacoste, 1953). El mapa 2 resume las operaciones de *tiers-denier* y reparto acontecidas antes de la Revolución.

Al menos veinte aldeas sufren operaciones de *tiers-denier*, usurpación o división. El grueso de los casos se ubica al norte de la bailía, en coherencia con las apreciaciones de la historiografía que postula a la llanura liásica como el epicentro de estos fenómenos en Lorena (Lacoste, 1953; Vivier, 1998). Es posible que algunas de las aldeas que en nuestro mapa aparecen como escenario sólo de un *tiers-denier* hayan también transitado una división de comunales; la documentación no permite concluirlo, pero sí invita a la sospecha. Del mismo modo, puede que algunas apropiaciones señoriales no hayan dejado registro. Por estos motivos, las cifras aquí brindadas deben ser tomada como un mínimo²⁷⁶. Aun así, que al menos más de un tercio de las aldeas de la bailía haya atravesado apropiaciones y divisiones es sin duda un dato relevante.

¿Qué significan las apropiaciones y divisiones en términos de superficie? En Bettoncourt, la parte apropiada por el señor ronda las 13 hectáreas (ADV Edpt 57 1D1). En Blémerey, algo más de quince (Martin, 1928). En Dombasle-en-Xaintois y Frenelle-la-Grande, unas 17 hectáreas (AN H1489; Rothiot, 1998). En Saint-Menge, 20 hectáreas y en Poussay 31 hectáreas (ADV Edpt 364 1N2, Edpt 434 1N2). Otros casos son más modestos: cinco hectáreas o menos en Frenelle-la-Petite, Saint-Prancher y Juvaincourt

²⁷⁶ J. P. Rothiot (19989) estima, sobre la base de documentación de los archivos de Meurthe-et-Moselle (cota 3B VIII 75), que veintinueve comunas de las bailías de Mirecourt y Vézelize atraviesan apropiaciones por *tiers-denier* en el siglo XVIII.

Mapa 2. Apropiaciones vía tiers-denier y reparto de comunales en la bailía de Mirecourt antes de la Revolución



Fuentes: ADV B662, Edpt 43 1N4, Edpt 57 1D1, Edpt 99 1D1, Edpt 189 1D1, Edpt 262 BB1, Edpt 364 1N1, Edpt 434 1N2, AN H1489; Martin, 1928; Rothiot, 1999.

(AN H1489, ADV Edpt 262 BB1, Edpt 189 1D1). Cabe remarcar que estos números no constituyen el tercio exacto de los comunales de cada aldea puesto que no siempre, por no decir nunca, se procede a la división de la totalidad del patrimonio aldeano. Tampoco responden, necesariamente, a una sola operación de *tiers-denier*, en muchos casos se desenvuelven en el tiempo, como vimos para el caso de Frenelle-la-Petite.

De estas cifras se desprende la magnitud de las divisiones. Unas 30 hectáreas en Blémerey, 34 en Dombasle-en Xaintois y Frenelle-la-Grande. Más modestas, sólo 4 hectáreas en Saint-Prancher y unas diez en Juvaincourt. En Dombasle-en-Xaintois, esto significa lotes de algo más de una hectárea por hogar (AN H1489; ADV Edpt 262 BB1; Martin, 1928)²⁷⁷. En Blémerey, trepan hasta cerca de dos hectáreas. En el resto de los casos cuya superficie conocemos, los números bajan. En Frenelle-la-Grande, 32 áreas

²⁷⁷ Ignoramos la cantidad precisa de hogares en los años de las divisiones, operadas en su mayoría en la década del 70. Los datos de 1789 permiten hacer una estimación a trazo grueso (Martin, 1928).

(Rothiot, 1998). En Juvaincourt y Saint-Prancher, cifras aún más moderadas, en torno a las diez áreas.

El patrimonio comunal de las aldeas de la bailía de Mirecourt se ve, sin lugar a dudas, jaqueado a lo largo del siglo XVIII, en especial en la segunda mitad. A la cabeza de las ofensivas encontramos a la nobleza (y el clero), sin embargo, por medio de la promesa de la parcela, vemos que importantes contingentes de *manoeuvres* apoyan las iniciativas (Martin, 1928; Rothiot, 1999)²⁷⁸. Opera, este proceso, en un marco de legalidad relativamente precaria. No hay edicto que avale estas divisiones, se trata de aprobaciones *ad-hoc* otorgadas por los intendentes de turno. En algunos casos, ni siquiera hay rastros de una solicitud previa por parte de la comuna (Oëlleville, Marainville, Juvaincourt). La propiedad no se ve transferida, a excepción de la porción del señor. Las apropiaciones señoriales, mejor fundamentadas en la legislación, son cuestionadas por los campesinos ya desde los años 70 y especialmente a partir de 1789. En vísperas de la Revolución, el patrimonio comunal de la bailía ha retrocedido en relación a veinte o treinta años atrás. Además, su uso ha cambiado en una parte menor, pero no irrelevante: el cultivo reemplaza al pastoreo.

Extensión de los bienes comunales en vísperas de la Revolución

En los Vosgos, la documentación abundante permite una reconstrucción precisa de la situación de los bienes comunales en veintiséis aldeas en los años 1789-1791²⁷⁹. Los comunales no forestados ocupan en la bailía de Mirecourt el 11% de la superficie agrícola utilizada. Asimismo, el patrimonio aldeano representa los nueve décimos del espacio que

²⁷⁸ A la parte de la nobleza hay que sumar, además, el *grignotage*, la acaparación de porciones comunales en migajas que protagonizan los habitantes. Una cartografía de estos fenómenos carece de sentido: tiñería toda la bailía del mismo color. En las actas de justicia y en las actas de las asambleas, las denuncias por *anticipations* son abundantes (ADV B83; B2634; Edpt 188 1D1; L495). Los protagonistas son variados: campesinos humildes con poca tierra, *laboureurs* que deciden trazar un surco más allá de los límites de sus explotaciones. El señor, en ocasiones, también aprovecha esta estrategia por intermediario de su *amodiateur*. Hay, desde ya, una marcada diferencia con los procesos de *tiers-denier*: el *grignotage* afecta superficies menores. En Pont-sur-Madon, una ronda por los comunales de 1791 arroja que los propietarios y arrendatarios han incrementado sus explotaciones en menos de 25 áreas, de las cuales 22 fueron apropiadas por arrendatarios del señor (ADV Edpt 361 1N1).

²⁷⁹ Los archivos brindan información sobre los comunales de prácticamente las cincuenta y una aldeas de la bailía. No obstante, hemos dejado fuera aquellos casos cuya medición parece poco fiable por los fuertes contrastes que presentan los datos disponibles para los años 1788-1791 con los relevamientos producidos en mesidor año VI (julio 1798) y con aquellos consignados en los catastros y sintetizados en 1844 (ADV, L499; 1O50). También hemos omitido en la exposición, los comunales en viñedo, jardín y cañamar, por su escasa importancia en superficie.

Cuadro 8. Bienes comunales (no forestados) en la bailía de Mirecourt 1789-1791 (en hectáreas)

	Labrantío	Prado	Pâquis	Total bienes comunales	Comunales/SAU*	Bienes comunales/prados (datos catastrales**)	Pastos comunales/prados (datos catastrales**)
Baudricourt***	-	-	-	57	18%	190%	-
Bazoilles-et-Ménil	0,4	0,4	11	11,8	3%	24%	22%
Blémerey	30	0	6	36	17%	92%	15%
Boulaincourt	4	1	21	26	11%	52%	42%
Chauffecourt	0,5	0,6	9	10,1	8%	51%	45%
Domjulien	0	0	31	31	5%	33%	33%
Frenelle-la-Grande	35	0	16,3	51,3	11%	61%	19%
Frenelle-la-Petite	3	0	44	47	15%	90%	85%
Gircourt-lès-Viéville	0	0	23	23	3%	37%	37%
Juvaincourt	0	1,1	94	95,1	13%	109%	108%
La Neuveville-sous-Montfort	0	0	102	102	32%	300%	300%
Lignéville	2	0	8	10	1%	12%	9%
Marainville	0	2	7	9	2%	16%	13%
Mattaincourt	0	0,2	50,5	50,7	10%	78%	78%
Mirecourt	0	0,4	107	107,4	18%	117%	116%
Oëlleville	16	0	82	98	14%	151%	126%
Pont-sur-Madon	0	0	27	27	10%	66%	66%
Poussay	56,4	0,6	24	81	11%	90%	27%
Remoncourt	0	0	105	105	10%	87%	87%
Repel	0	0	54	54	19%	142%	142%
Rozerotte	0	0	40	40	8%	55%	55%
Saint-Menge	2	2	31	35	8%	81%	72%
Saint-Prancher	4	0	34	38	10%	83%	74%
They-sous-Montfort	0	0	184	184	26%	182%	182%
Totainville	0	0	76,7	76,7	19%	113%	113%
Vroville	0	0	31	31	8%	74%	74%
Total	153,3	8,3	1218,5	1437,1	11%	88%	75%

*SAU: Superficie agrícola utilizada.

**Los datos catastrales de las aldeas seleccionadas fueron producidos entre 1821 y 1840. La enorme mayoría, en 1834-1835.

*** Hemos consignado sólo la superficie total por no poseer los datos precisos de la distribución de usos y naturalezas del comunal en 1789-1791. Sabemos que posee labrantíos y prados arrendados además de pastos.

Fuentes. Bienes comunales: ADV 1C135, Edpt 43 1G10, Edpt 59 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 189 1G7, Edpt 205 1N1, Edpt 262 1D1, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1N2, Edpt 364 1G11, Edpt 396 1N2, Edpt 396 1D1, Edpt 434 1G6, Edpt 484 1N1, 23Q 18, 11 T 25 246 (reproducción de 1889 de las actas de la Asamblea de Oëlleville de 1788, perdidas), 11 T 28 286, 11 T 32 373; AN H1489; Martin, 1928; Rothiot, 1998. Datos catastrales: ADV Edpt 99 1G3, Edpt 262 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 339 1G1, Edpt 361 1G2, Edpt 364 1G3, Edpt 396 1G4, Edpt 434 1G2, 3P 746, 3P 768, 3P 915, 3P 1493, 3P 1838, 3P 1844, 3P 1894, 3P 1966, 3P 2935, 3P 2499, 3P 2605, 3P 2732, 3P 3372, 3P 3475, 3P 3938, 3P 4007, 3P 4291.

ocupan las praderas en 1820-1840²⁸⁰. La comparación es, acaso, algo tramposa. En vísperas de la Revolución, el 11% de los bienes comunales son labrantíos²⁸¹. Así, los *pâquis* representan, en hectáreas, el 75% de los prados o, lo que es lo mismo, ofrecen el 43% de las pasturas totales disponibles en la bailía (bosques aparte). Esta afirmación, tomada como orden de magnitud, es válida para las últimas décadas del siglo XVIII. Vemos, asimismo, el avance, todavía tímido, de las tierras puestas en cultivo, sea por división, sea por arriendo²⁸². Como queda claro de la exposición previa, el comunal es dinámico. Luego del decreto de 1790 que habilita la revisión de las confiscaciones señoriales, las aldeas comienzan a reclamar, en los tribunales, la recuperación del tercio. La Revolución infla, en un primer momento al menos, el patrimonio comunal.

III. LOS COMUNALES EN MOSELA

Las divisiones prerrevolucionarias

En Mosela, en materia de bienes comunales, rigen, luego de 1769, dos legislaciones diferentes. En aquellas tierras que forman parte de los Tres Obispados, el edicto de división de comunales permite proceder legalmente. En Lorena, en cambio, ningún edicto avala un procedimiento de reparto, sin embargo, éste puede realizarse por vías institucionales como ocurre en la bailía de Mirecourt.

Al noreste de la meseta lorenesa, al menos un tercio de las aldeas ha dividido sus comunales antes de la ley de 1793. Como en los Vosgos, esta cifra supone un mínimo puesto que es posible que algunas divisiones escapen al registro histórico. El reparto geográfico no sorprende, las divisiones se concentran donde los bosques ocupan menor porción del suelo y la tierra es más abundante. Se trata también de las zonas donde más ha avanzado la concentración de tierras.

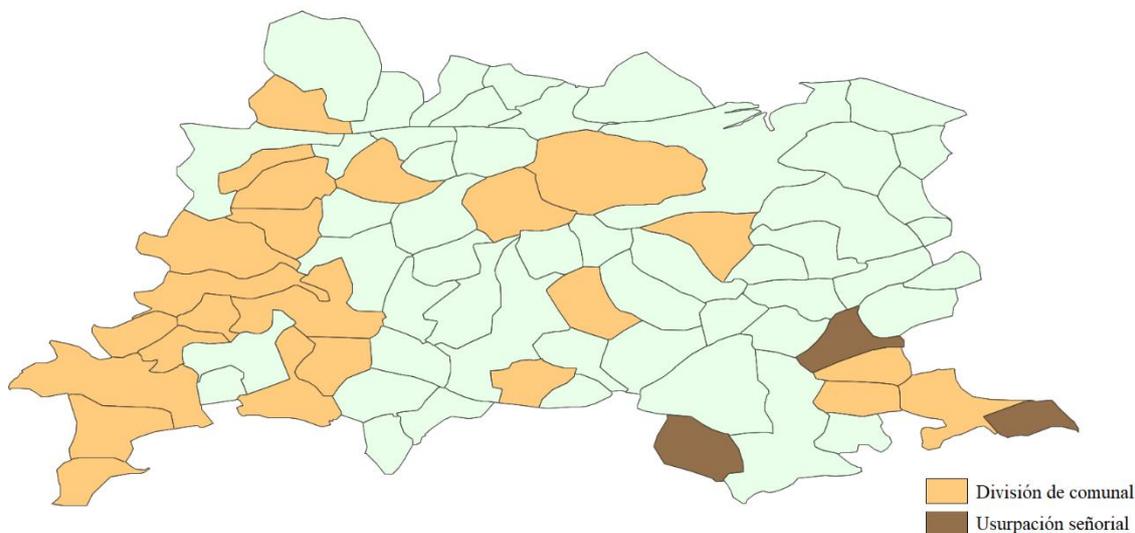
Cabe destacar la incidencia relativa de la legislación. Un tercio de las aldeas que dividen sus comunales forma parte de la provincia de Lorena, donde no rige ninguna ley

²⁸⁰ En lo que respecta a las masas de cultivo, es sensato suponer que los datos catastrales de 1820-1840 no se encuentran muy lejos de la realidad de 1789.

²⁸¹ Es notable el escaso peso de los prados comunales, difícilmente atribuible a un sesgo en la muestra. Los repartos en ocasiones afectaron a las praderas, pero, además, la bailía de Mirecourt presenta, según los datos catastrales, una poco considerable extensión en praderas privadas hacia 1820-1840 (ADV Serie P, AN H1489).

²⁸² De la lista presentada en el cuadro 8, han dividido sus comunales: Blémerey, Boulaincourt, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Oëlleville, Marainville y Saint-Prancher.

Mapa 3. Apropiaciones vía *tiers-denier* y reparto de comunales en Mosela antes de la Revolución



Fuentes: AN D XIV 7, H1489; ADMo 55ED 1G1-3, 541ED 4D1, 1O120, 1O121, 1O123, 1O124, 1O126, 1O137; Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907.

favorable al edicto. Ciertamente, se puede resolver con una autorización *ad-hoc* del intendente. Pero sólo nos consta que dos de ellas hayan solicitado dicho permiso. El resto (seis comunas) parece operar *de facto*. En 1771, La Galaizière arguye que es menester aprobar un edicto de división en la provincia de Lorena visto que muchas comunas están repartiendo sus comunales de forma igualitaria entre sus hogares sin ningún marco jurídico que lo avale. Estima que ya son noventa y nueve las comunas que han procedido de este modo, en una superficie de unos 1500 *arpents d'ordonnance*, es decir unas 765 hectáreas (AN H1489). Medio siglo más tarde, en 1828, las autoridades del departamento de Mosela sostienen que el cuadro normativo vigente en los Tres Obispos a partir de 1769 se ha extendido a todo el departamento, incluidas aquellas zonas donde nunca rigió (ADMo 1O120)²⁸³.

¿Cómo inciden estas divisiones en el patrimonio aldeano? El reparto no transfiere la propiedad, sólo transforma el uso, por lo que las comunas siguen siendo propietarias, si bien en algunos casos, en el siglo XIX, se registran conflictos por beneficiarios que se pretenden propietarios²⁸⁴. Sí es cierto que, en el grueso de los casos señalados, sino en la totalidad, las aldeas perdieron un tercio de la superficie a dividir. Las fuentes moselanas

²⁸³ En Pontpierre, territorio prusiano hasta 1793, se ejecuta una división antes de 1791 (ADMo 55ED 1G1-3).

²⁸⁴ En 1833, las autoridades departamentales señalan que, ante la voluntad de los concejos municipales de instrumentar un nuevo reparto de comunales, muchos beneficiarios de antiguas divisiones se oponen alegando la propiedad de la parcela. De no mediar una construcción o una plantación de viñedos, estos reclamos no progresan (ADMo, 1O120).

no ofrecen mediciones abundantes. En Tragny, por caso, los habitantes repartieron 22 hectáreas entre cuarenta y ocho hogares, conformando lotes de aproximadamente media hectárea (ADMo 1O137). En Bambidestroff, 7 hectáreas entre unos ciento cincuenta hogares, apenas cuatro o cinco áreas por lote (ADMo 1O123). Lo que queda claro, como en Mirecourt, es que en parte del suelo comunal moselano el uso dado a los comunales también ha comenzado a mutar con el retroceso parcial de los pastos.

Tampoco permiten los documentos realizar una proyección precisa de la superficie de los bienes comunales no forestados en el último tercio del siglo XVIII. Jean Peltre (1978) estima, para 1708, que los comunales cubren el 11% del suelo, bosques incluidos. De esa cifra, casi un tercio está compuesto por pastos. En 1802, el prefecto Colchen, en una serie de cálculos algo confusos, considera que los comunales no forestados representan entre el 4% y el 6% de la superficie total o al 6% u 8% de la superficie agrícola utilizada²⁸⁵. Ahora, sabemos, sobre la base de los datos ofrecidos por Peltre, que los territorios orientales del departamento (cantón de Bitche) se encuentran muy desprovistos de comunales no forestados, lo que disminuye los valores departamentales. En el territorio que ocupaban antiguamente las bailías de Vic y Boulay, hacia 1837, los comunales no forestados representan el 5% de la superficie agrícola útil (ADMo 1O142-144). Es sensato pensar entonces que este nivel fuese más elevado antes de 1813, puesto que en Mosela la ley de venta de patrimonio comunal tiene un gran alcance (Contamine, 1932). De este modo, a fines del siglo XVIII, la extensión de los comunales en Mosela no debe estar muy lejos de la de Mirecourt.

IV. LOS COMUNALES EN LA BAILÍA DE COMMERCY

Prácticamente no hay, en la documentación, rastro alguno de divisiones prerrevolucionarias en la bailía de Commercy. El parlamento de Nancy no homologa ni rechaza petición alguna de división proveniente de esta región (AN H1489). En 1787, Pierre-François Gossin, quien pocos años más tarde sería electo procurador-síndico del departamento de Mosa, realiza un informe ante la Asamblea Provincial del Ducado de Lorena y Bar exponiendo los argumentos de promotores y detractores de los repartos del

²⁸⁵ El prefecto afirma, categóricamente, que los bienes comunales de toda naturaleza cubren el 14% de las “tierras en valor”. Por “tierras en valor” entiende a las superficies cultivadas, prados y bienes comunales, incluidos los bosques. Por otro lado, no menciona, en este cálculo, existencia alguna de *pâquis*: habla exclusivamente de prados (2524 hectáreas) y labrantíos (16778 hectáreas). Sin embargo, más adelante, señala la existencia de unas 9308 hectáreas en *pâtis*. El abanico que proponemos no incluye en su cifra mínima a los *pâquis*, mientras que sí lo hace en su valor máximo. Colchen, 1802, pp. 123-131.

comunal, dándole la razón a esta última visión. Sostiene que, mientras que en Los Tres Obispos y en Champaña las divisiones progresan (con efectos negativos en los Tres Obispos), en Lorena no se debe actuar del mismo modo. Se desprende de su argumentación que, en esta provincia, a excepción de los casos homologados por la intendencia, no se ha procedido con reparto de ningún tipo (Bourgin, 1908a). En ocasión del debate por la cuestión en 1792, Gossin reproduce el mismo texto ante el Directorio del departamento de Mosa. En 1803, el reporte estadístico de la Prefectura del departamento, al referirse a la cuestión de las divisiones, sentencia que se trata de un asunto “[...] agitado desde hace diez años...”²⁸⁶. Así pues, las divisiones prerrevolucionarias no parecen haber afectado a la bailía, a excepción de la comuna de Vertuzey que, en 1788, ejecuta un reparto de parte de sus comunales (ADMe 201278)²⁸⁷.

Tampoco abundan las referencias a la posible extensión de los bienes comunales antes de 1793. Sin embargo, algunas aldeas ofrecen datos detallados que permiten reconstruir, si no un panorama completo, al menos una aproximación que, junto a la documentación del siglo XIX, brinda una imagen que creemos es representativa de esta parte del valle del Mosa.

Cuadro 9. Bienes comunales en algunas aldeas de la bailía de Commercy (en hectáreas)

	Labradíos	Prados	<i>Pâquis</i>	Total bienes comunales	Comunales/SAU	Pastos/prados (datos catastrales*)
Commercy	5,4	7,6	?	?	?	?
Lérouville	0,1	3,4	83	86,5	8%	74%
Sorcy-Saint-Martin	0	0,7	116,5	117,2	8%	25%
Vertuzey	0	0	48	48	10%	34%
Vignot	0	5,6	?	?	?	?

*Los datos catastrales fueron elaborados entre 1810 y 1833.

Fuentes: ADMe ED 214 53, ED 380 207, 10174, 201143.

En la bailía de Commercy, los prados comunales, si bien no ocupan grandes superficies, parecen ser algo más frecuentes que en la bailía de Mirecourt. Al contrario, los labrantíos comunales, salvo en la ciudad de Commercy, son virtualmente inexistentes. Esto responde, en alguna medida, a nuestra constatación precedente: esta parte del departamento de Mosa no parece haber sido escenario de repartos prerrevolucionarios.

²⁸⁶ “[...] agitée depuis dix ans...” *Annuaire statistique du département de la Meuse*, 1803, p. 175.

²⁸⁷ Henry Evrard (1912) tampoco encuentra rastros de divisiones prerrevolucionarias al noroeste del departamento del Mosa.

Tampoco hemos encontrado grandes indicios de apropiaciones de superficies considerables vía *tiers-denier*, derecho más utilizado para apropiarse el producto de bosques²⁸⁸. Sea como fuere, la realidad inobjetable es el dominio casi total de los *pâquis* en el patrimonio comunal no forestado. En extensión, parecieran ser algo menos considerables a los de la bailía de Mirecourt; la fuerte presencia de los bosques en el valle del Mosa puede explicar este aspecto. También es menor su importancia en relación a los prados tomados en conjunto. La suma de los comunales reseñados representa un tercio de la superficie total de los pastos, contra los casi siete décimos de la bailía de Mirecourt. Esto, naturalmente, no se explica tanto por la superficie comunal sino más bien por aquella asignada a las praderas, mucho más generosa en la bailía de Commercy. Sin embargo, como apuntamos en el capítulo anterior, los privilegiados controlan casi la mitad de los prados en esta región, lo que pondera la importancia del comunal.

V. BIENES COMUNALES LORENESES EN PERSPECTIVA

Superficies comparadas

Las tres regiones lorenesas presentan, hacia 1789, una extensión de comunales que oscila, bosques de lado, entre el 7% u 8 % y el 11% de la superficie agrícola utilizada. Si sumamos los bosques, obtenemos una cifra que ronda el 16% o 17% del suelo. ¿Es mucho? ¿Es poco?

Nadine Vivier (1998), retomando los cálculos de agrónomos del siglo XVIII, estima que la superficie de comunales, a nivel nacional, ronda la décima parte del suelo cultivado o el 16% de la superficie total. Hacia mediados del XIX, los catastros la establecen en el 9%, con los bosques representando poco más de un tercio de ese valor. Gérard Béaur (2000), más crítico con las estimaciones de los agrónomos, toma a estas cifras como mera referencia advirtiendo -como también lo hace Vivier- sobre las variaciones regionales que supone dicho promedio²⁸⁹.

En el departamento del Nord, a fines del XVIII, Georges Lefebvre (1924) propone un 5 a 6% del suelo para los bienes comunales y patrimonio de la Corona confundidos.

²⁸⁸ Sólo hemos encontrado un caso en Sorcy-Saint-Martin, donde los Benedictinos tomaron unas 20 hectáreas que, rápidamente vendidas como Bienes Nacionales en 1791, no retornan a la comuna (ADME 2O1143, Q300). Las usurpaciones de comunal, en esta región, se encuadran más bien en los procedimientos de *grignotage*.

²⁸⁹ Vivier, recupera los cálculos de La Maillardière (1780) y D'Essuille (1770). El 16% del suelo, propuesto por el primero, supone al menos el doble del 10% de los fondos cultivables sugeridos por el segundo (Béaur, 2000, p. 65).

En el vecino Artois, Jean-Michel Sallmann (1976) habla de algo más del 1% del suelo en vísperas de la Revolución. Colindante al sur, en Picardía, Florence Gauthier (1977) calcula que una de cada dos comunas no posee bienes colectivos. Entre las dotadas, casi los dos tercios ostentan menos de 40 hectáreas. Continuando la línea del canal de la Mancha, en Normandía, Antoine Follain (2008) presenta un comunal arquetípico de apenas una docena de hectáreas (de pastos), con cifras bien más extensas sólo en el valle del Sena. Guy Lemarchand (1989) calcula, en la Alta Normandía, una superficie comunal que no excede el 0,5% del suelo. Al oeste, en la región de Touraine, área de transición entre el *bocage* y el *openfield*, Brigitte Maillard (1999) estima que, antes de la Revolución, el patrimonio comunal trepa al 25% del suelo, con landas y *patis* rondando el 10%²⁹⁰. En el centro del país, los comunales han prácticamente desaparecido en Beauce e Île-de-France (Béaur, 2000).

Al este, en Champaña (Haute-Marne), Jean-Jacques-Clère (1988) considera que la propiedad comunal cubre el 17% del territorio hacia 1789. En el distrito de Bar-le-Duc, Mosa, Alphonse Schmitt (1908) proyecta sólo un 2% del suelo para el patrimonio de las aldeas, muy lejos de nuestras estimaciones. En Alsacia, las diferencias entre los modos de explotación que señalamos en la introducción tienen como correlato una extensión variada de comunales. Al norte, zona de *petite culture*, los comunales son poco extensos, casi inexistentes. En general ocupan, bosques, pastos y demás, menos del 10%, muy a menudo, menos del 2%. Al oeste, trepando sobre lo Vosgos, son muy abundantes, muchas veces más del 50% del suelo, aunque se trata esencialmente de bosques. Al sur, área de explotaciones más extensas, los comunales ocupan, a menudo, el 20% de los términos y, en ocasiones, cifras aún más considerables. Se trata, en general, de bosques y prados pantanosos y de mala calidad (Juillard, 1953)²⁹¹.

Grosso modo, en materia de bienes colectivos, Lorena no se distingue del departamento de Haute-Marne, aunque sí parece algo menor su patrimonio en relación al sur bajo-alsaciano. Los comunales ciertamente han retrocedido con más fuerza en otras provincias de *openfield*, en particular en las planicies que rodean a París. En comparación

²⁹⁰ Algunos kilómetros al oeste, en Anjou, en una agricultura de *bocage*, Estelle Lemoine-Maulny (2009) ofrece un abanico que va del 1,5% al 3% del suelo, si bien hay que tener en cuenta que en ocasiones el *status* de algunas tierras es difícil de determinar

²⁹¹ Algo más al sur, en el departamento de Doubs, región de *petite culture*, Jean-Luc Mayaud (1999) sugiere una propiedad comunal del orden del 31% del departamento a mediados del XIX (con seis partes sobre diez compuestas por bosques). Al este, en el Gran Ducado de Baden, donde las explotaciones de menos de 7,2 hectáreas dominan el suelo, los comunales cubren *circa* 22% del suelo y están compuestos en dos tercios por bosques (Grüne, 2013).

a otras provincias de la llanura norte, Lorena se encuentra, evidentemente, bien provista de comunales en general y de pastos colectivos en particular²⁹².

Ofensivas continentales

El retroceso de los comunales, como es sabido, se inscribe dentro de una ofensiva no sólo nacional, sino continental y mismo, podríamos decir, atlántica al sumarse, desde el siglo XIX, Latinoamérica (Demélas y Vivier, 2003). Habituales desde la Baja Edad Media, las usurpaciones (legales e ilegales) de comunales se intensifican en el siglo XVIII.

En el reino de Francia, este movimiento secular permite comprender, en parte, el desigual reparto que acabamos de apreciar. Delimitado por la ley a partir de 1669, el recurso al *trriage* deviene más frecuente en el siglo XVIII, abonando la hipótesis de la generalización de un derecho en algunos territorios inexistente o limitado al producto y no al bien en sí mismo. En prácticamente todas las regiones que hemos reseñado las usurpaciones se multiplican. En el Nord, Georges Lefebvre (1924) no encuentra grandes aplicaciones de este derecho antes de 1764, cuando se aprueba un edicto que habilita el desecamiento de pantanos que la nobleza aprovecha para hacerse con un tercio de la tierra transformada. Tanto en ciénagas como en pastos, en ocasiones la operación de *trriage* es acompañada del reparto de parcelas entre los habitantes, gratuito o a título oneroso, pero sin cesión de la propiedad. Estas divisiones, especialmente fuertes en la sección flamenca del futuro departamento, anteceden al edicto que las autoriza en 1777 y se traducen en parcelas que van de las 80 áreas a las dos hectáreas. En Artois, de las casi doce mil hectáreas de comunales con los que cuenta la provincia hacia 1760, unas cinco mil pasan a manos de los privilegiados, por operaciones de *trriage*, derecho acordado por edicto en 1773 pero recién registrado por una ordenanza real en 1779, como también por el derecho de *plantis* y usurpaciones *de facto*. De la porción restante, un tercio aproximadamente es dividido entre los habitantes, en general, antes del edicto que los autoriza también en 1779. Las parcelas, hereditarias pero inalienables, promedian la media hectárea con extremos de 10 áreas a más de una hectárea (Sallmann, 1976, 1977). En Picardía, Florence

²⁹² Hemos dejado fuera de la comparativa a las zonas de montaña y del *Midi*. En región de montaña, dice Gérard Béaur, los comunales tienden a ser muy extendidos, producto de las superficies forestadas y la imposible puesta en cultivo de las laderas elevadas. En Creuse, Macizo central, 26% del suelo. En los Alpes, 60% en el Briançonnais y 80% en el futuro departamento de los Altos-Alpes. En los Pirineos, 40% del territorio (Béaur, 2000). En el *Midi*, Noelle Plack (2009) encuentra un 14% para mediados del siglo XIX y presumiblemente una algo cifra mayor para medio siglo atrás (departamento de Gard).

Gauthier (1977) encuentra que una de cada cuatro comunas sufre la usurpación de sus comunales. De este grupo, menos de un décimo lo hace vía *triage* y no hay rastros de divisiones entre los habitantes antes de 1789. En Soissons, en cambio, Guy-Robert Ikni (1985) registra veintiocho divisiones con *triage* en beneficio del señor.

En Borgoña, Pierre de Saint-Jacob percibe la virtual desaparición del comunal a partir del siglo XVII y, en particular, a partir de 1766 con el edicto que habilita los desbrozos (Saint-Jacob, 1947, 1960)²⁹³. Como en Picardía, los repartos de comunales, pese a ser autorizados en 1774, son extremadamente raros. En Haute-Marne, Jean-Jacques Clère (1988) relata que un centenar de aldeas sufre la expropiación de sus comunales en beneficio del señor. *Triage*, ocupaciones *de facto*, ventas fraudulentas y retiros de una supuesta concesión originaria son los mecanismos más frecuentes. Esta provincia tampoco parece registrar divisiones prerrevolucionarias del comunal, aunque sí ocupaciones vía *grignotage* operadas por todos los sectores de la sociedad. En Meurthe, Maurice Lacoste (1953) enumera setenta y cuatro divisiones con *tiers-denier*, lo que representa la décima parte de las comunas del futuro departamento. Algunas de ellas, anteriores al fracasado edicto de 1771. En Alsacia, los comunales que pueden ser volcados al cultivo se ubican en las tierras que siguen el curso del Rin. Al norte, donde reina una agricultura más igualitaria, los comunales son divididos entre quienes tienen derecho a goce en parcelas inalienables y gravadas con un canon. No siempre el señor se reserva una parte; si bien se pretende emular el derecho de *triage*, las comunas se defienden bien. Las divisiones se remontan al siglo XVI; adquieren verdadero vigor a partir del XVIII, aunque no necesariamente como consecuencia del edicto de 1774. Al sur, en cambio, los repartos no realizan grandes progresos antes del siglo XIX (Boehler, 1994; Juillard, 1953).

Usurpaciones, divisiones y legislación

A nivel legislativo, no hay dudas de la existencia de una ofensiva generalizada contra los bienes comunales. Los edictos son, sin embargo, particulares: numerosos territorios los ignoran por completo. ¿Qué efectos tienen? Las usurpaciones no parecen necesitar del cuadro normativo, sin embargo, queda claro que éste agiliza los procedimientos. Por ello vemos, tanto en Lorena como en otras partes del reino, el avance o la ampliación del derecho de *triage* y otros similares. En Lorena, las usurpaciones más

²⁹³ Veáse el capítulo 2.

importantes operan siempre por intermedio del *tiers-denier* antes que por otros mecanismos como la ocupación lisa y llana. No obstante, como ilustra el caso de la bailía de Commercy, la existencia de una legislación favorable a la apropiación señorial no es condición suficiente para la práctica efectiva de estos procedimientos. En el valle del Mosa, donde los habitantes no expresan voluntad favorable al reparto, las usurpaciones de superficies considerables de comunal son poco relevantes. Más que la ley, es la acción de los actores sociales la que explica la evolución del régimen de propiedad.

El marco nacional abona esta hipótesis. En regla general, pese a los decretos, las divisiones de comunal no son muy exitosas antes de 1793. Flandes, Lorena, Artois, Soissons, algunos casos aislados en Île-de-France y parte menor de Alsacia son las únicas regiones donde se expresan y, en algunas de ellas, de forma mucho más modesta que durante la Revolución (Vivier, 1998). En casi todos los casos, los hechos anteceden a los reglamentos. En el Ducado de Lorena, el edicto nunca llega y las divisiones se realizan de todos modos, mismo sin el aval manifiesto del Intendente. No obstante, también es incuestionable que los edictos aceleran, en algunas regiones, los procedimientos de reparto del comunal. En los Tres Obispos, el grueso de las divisiones se efectúa luego de 1769. La ley, pues, se adapta a una realidad histórica anterior: la presión por la tierra de parte de los *manoeuvres* y la voluntad de acumulación de los privilegiados. Una vez implementada, permite la aceleración de los procedimientos. Pero no es condición *sine qua non* ni suficiente, como ilustran los casos de Borgoña, Mosa o gran parte de Alsacia.

* * *

¿Son los comunales loreneses imprescindibles? Son importantes, no hay dudas. Pese al claro interés que manifiestan sus propagandistas, el lugar que ocupan en el régimen productivo es evidente. Ofrecen un sustento en aquellos meses de la primavera en los que el heno falta y las praderas están en reserva. ¿Podrían ser remplazados por praderas artificiales? En términos ideales sí, pero en términos prácticos, no queda tan claro, al menos a fines del XVIII. Para 1789, las praderas artificiales, en Lorena, ocupan un lugar marginal (*Annuaire statistique du département de la Meuse*, 1803; Desgouttes, 1801; Marquis, 1804; Colchen 1802). Sean los pastos comunales remplazables o no, su rol en la economía agraria local es, antes del siglo XIX al menos, indiscutible.

¿Llevan, en su seno, el potencial transformador que le atribuyen fisiócratas, agrónomos, y, dos siglos más tarde, historiadores de la vía campesina al capitalismo? Las parcelas entregadas, tanto en Lorena, como en otras regiones, lejos están de ser

espectaculares. Quienes obtienen una hectárea deben sentirse afortunados, siendo que muchos apenas reciben unas pocas áreas. Esto siembra serias dudas sobre su potencial transformador (Béaur, 2006; Jones, 1988; Vivier, 1998). No deja de ser cierto, sin embargo, que para muchos *manoeuvres*, media hectárea significa duplicar su patrimonio inmobiliario, lo que no es para nada menor. Y que lenta pero efectivamente, los cultivos se abren paso en tierras otrora dedicadas a los pastos.

Con todo, es evidente que para 1789, a pesar del avance de las divisiones engendradas más por voluntad de los interesados que por acción del Estado, en la Lorena histórica, los comunales permanecen en gran medida indivisos. Representan una parte considerable de la superficie agrícola utilizada, tanto en comparación con los pastos totales disponibles localmente como con los comunales existentes en el resto de las provincias. Implican, en superficie, un valor apenas menor al que se introduce en el mercado luego de la expropiación del clero y los emigrados. Es, en regla general, tierra de peor calidad, sea por condiciones naturales o por abandono. Pero no deja de ser relevante que, en 1789-1795, entre bienes comunales y nacionales, algo más de un quinto de la superficie agrícola utilizada del departamento está en venta o en disputa.

CAPÍTULO 8. USOS COLECTIVOS

El beneficio que obtienen los usuarios del comunal se desprende de la propiedad de la tierra, pertenencia que es de la aldea y sus integrantes. Los usos colectivos, en cambio, no remiten al derecho propietario, sino al derecho común. Por definición, éstos se ejercen sobre parcelas privadas, aunque también pueden desplegarse en tierras de la comuna. Los derechos colectivos compiten, de este modo, con el beneficio del propietario individual. Como en el caso de los comunales, a lo largo del siglo XVIII esta estructura de prácticas es cuestionada de conjunto y acusada del supuesto fracaso de las diferentes agriculturas regionales. Nuevamente, se trata de una amalgama que responde mejor a un programa reformista que a una observación de la realidad histórica. En Lorena, la red de usos colectivos es densa y requiere de una debida identificación para comprender mejor su evolución e incidencia sobre la actividad económica.

I. DERROTA DE MIESES EN PRADOS Y LABRANTÍOS

Derrota de mieses en las costumbres

Al silencio de las costumbres sobre los bienes comunales se contrapone una definición más minuciosa de la derrota de mieses y el pastoreo recíproco, el *parcours*²⁹⁴. La primera se extiende, como ya apreciamos, en “[...] caminos, prados despojados luego de la primera o la segunda siega, tierras en barbecho, bosques y otras heredades no sembradas y abiertas...”²⁹⁵. Generalmente gratuita, puede en determinadas circunstancias (muy minoritarias) ejercerse a título oneroso. Como postulare Bloch (1931) hace casi un siglo, la derrota de mieses en los labrantíos es una práctica que nace de las necesidades estructurales de la agricultura de campos abiertos y alargados. El fraccionamiento parcelario, que en Lorena alcanza el paroxismo, imposibilita el pastoreo individualizado en los barbechos. Para tomar provecho de estos terrenos, el apacentamiento colectivo se impone. La rotación trienal ofrece un tercio de la superficie a la pastura de los animales.

²⁹⁴ Nadine Vivier (1999) constata que, *grosso modo*, en todo el hexágono la reglamentación de la derrota de mieses es más estricta que aquella que rige sobre los comunales.

²⁹⁵ “[...] s’entend en chemins, prairies dépouillées après la première ou la seconde faulx, terres en friche, bois et autres héritages non ensemencés et ouverts...” Citado en Cabourdin, 1977, p. 277. Cfr *Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 69. Todas las costumbres analizadas en este estudio presentan artículos similares, con la principal diferencia en los bosques, sólo explicitados en las costumbres de Lorena y los Tres Obispados. Cfr. *Coutumes de l’Évêché de Metz*, 1701, p. 98-99; *Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762, p. 48; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, p. 325; *Coutumes de Vitry le François*, 1676, p. 287.

Entre agosto y la siembra, se agrega el resto de los labrantíos ya cosechados. Es este el espacio predilecto de apacentamiento de los rebaños blancos, es decir, aquellos conformados por ovejas y cabras (Cabourdin, 1977)²⁹⁶. Brindan abono y ayudan en la limpieza de maleza, aunque obligan a postergar el paso del arado (Tessier y Bosc, 1821). Pero dicho pastoreo no puede prolongarse demasiado: eventualmente, los reiterados trabajos de labranza, en los barbechos y tierras cosechadas, entierran lo que queda de hierba (Lacoste, 1951; Meuvret, 1969).

En las costumbres de Lorena y Metz, los prados se encuentran cerrados a los animales desde el 25 de marzo (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 69; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, pp. 321-322.). En Costumbre de los Tres Obispos, desde el 23 de abril (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 100)²⁹⁷. Una vez concluida la siega en julio, los pastos se abren al rebaño comunal que consume, con el pasar de las semanas, la segunda hierba que crece en estos terrenos. La Costumbre de Lorena y la de Vitry-le-François no establecen distinciones; las de los Tres Obispos, Metz y Saint-Mihiel prohíben el ingreso de los puercos. En regla general, tampoco ingresa el rebaño blanco, si bien las costumbres no lo impiden (Cabourdin, 1977). Los prados son, por definición, el lugar de los grandes animales: caballos y rumiantes (Meuvret, 1969; Moriceau, 1999).

Si bien la derrota de mieses es la norma en las praderas, existe la posibilidad de formar *embannies*, esto es, impedir el acceso del rebaño a comienzos del verano y postergarlo hasta la fecha que establezca la asamblea municipal. Las costumbres de los Tres-Obispos, Metz y Saint-Mihiel autorizan las *embannies*. En la Costumbre de Lorena, en cambio, la concesión es más bien tácita²⁹⁸. No se habilita explícitamente a las comunas a realizarlas, pero sí se establece que, en caso de efectuarlas, no pueden vender la hierba (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 74)²⁹⁹. Tampoco hay gran

²⁹⁶ También es habitual encontrar a las ocas en los barbechos (Mathis, 2009 ; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1773).

²⁹⁷ La Costumbre de Vitry-le-François establece un período ventana para el cierre de las praderas comprendido entre el 15 de febrero y comienzos de marzo (*Coutumes de Vitry le François*, 1676, p. 287). La Costumbre de Saint-Mihiel no fija fechas, a excepción de los terrenos que lindan con caminos que conducen hacia las pasturas o *pâquis* que deben cerrarse el 23 de abril (*Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762). En 1729, una ordenanza del Duque deroga este artículo y ordena seguir los lineamientos de la Costumbre de Lorena (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I*, 1734).

²⁹⁸ La Costumbre de Vitry-Le-François es muda al respecto (*Coutumes de Vitry le François*, 1676).

²⁹⁹ Misma limitación de parte de la Costumbre de Metz (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, p. 318). Aquellas de los Tres Obispos, Vitry-le-François y Saint-Mihiel no se expiden al respecto.

detalle en torno a qué implica la *embannie*. ¿Se debe tan sólo postergar la apertura de los prados o se debe segar los renadíos? ¿Abiertos los prados, pueden ingresar todos los animales o sólo los de tiro? ¿Si se producen renadíos, cómo se distribuyen? Sólo la Costumbre de Metz se detiene en el reparto de la segunda hierba: debe ser a beneficio del propietario siempre y cuando un título así lo defina (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, p. 322). El resto de las costumbres conserva el silencio, lo mismo que la de Metz para los casos, sin duda dominantes, en los que ningún título establece qué hacer con el producto. Dicho vacío nos remite al artículo original: la derrota de mieses se ejerce sobre toda tierra baldía o ya cosechada, definición que aplica a los prados que ya toleraron una primera siega.

El pastoreo recíproco entre comunidades, el *parcours*, es prácticamente una concesión universal en el Ducado de Lorena (Cabourdin, 1977). Las costumbres de Lorena, los Tres Obispados, Saint-Mihiel y Vitry-le-François lo afirman en el mismo artículo en que describen la derrota de mieses. Es, pues, una extensión de este derecho. Se ejerce sobre prados, labrantíos y *pâquis* de las aldeas inmediatamente limítrofes³⁰⁰. Normalmente, cubre todo el término, sin embargo, a cada aldea le corresponde solamente la parte comprendida entre la frontera intercomunal y la parroquia o centro geográfico de sus vecinos. En las comunas regidas por la Costumbre de Metz, el *parcours* no es de derecho común: debe existir un título que lo avale (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, p. 316). Esto limita el ejercicio del pastoreo de parte de todas aquellas aldeas que, vecinas a las de Metz, se ven gobernadas por una costumbre que sí lo reconoce.

Cercados

El fraccionamiento de las propiedades hace difícil una alteración sensible de la derrota de mieses sin realizar, previamente, un *remembrement*, es decir, una concentración de las parcelas (Bloch, 1931; Hoffman, 1996). De lo contrario, resulta imposible individualizar el pastoreo en las delgadas franjas de los campos abiertos. A excepción de algunos casos aislados, como las aldeas de Roville-devant-Bayonne y Neuville-sur-Moselle, en el departamento de Meurthe, el grueso de los procedimientos de este estilo se realiza a fines del XIX y, más aún, en el siglo XX (Cabouret, 1989; Hottenger, 1914; Louis, 1936).

³⁰⁰ En Vitry-le-François la Costumbre exige un título para pastar, en función del *parcours*, en los comunales. En labrantíos y prados, es de derecho común (*Coutumes de Vitry le François*, 1676)

Los planos parcelarios, entre otros documentos, revelan la existencia de algunas propiedades que escapan a esta apreciación. Labrantíos que nacen del desbrozo de antiguos bosques, dominios de la Corona previamente abandonados y puestos a cultivar en algún momento del XVIII, bienes eclesiásticos compactos (Guyot, 1887; Mathis, 2009). Se trata, al fin de cuentas, de propiedades excepcionales que podrían ser sustraídas del pastoreo común y soportar, exclusivamente, los ganados de su propietario o arrendatario. Pero mucho más habituales son, en toda Lorena, los prados que han conservado mayor tamaño que los labrantíos y que podrían ser segados o pastados *in situ* por su propietario, quedando así fuera del régimen de derrota de mieses. En algunas partes de Francia, como en Turena o Berry, basta con declarar que una determinada propiedad será aprovechada *exclusivamente* por su dueño para que el rebaño común no pueda ingresar (Maillard, 1999; Vivier, 1999). No es este el caso de Lorena, como otras tantas provincias de *openfield*. En la Lorena histórica, a menos que un artículo especifique lo contrario, las tierras se encuentran sometidas por derecho común a la derrota de mieses. Sólo los jardines, debidamente cercados, no aceptan el ingreso del rebaño comunal³⁰¹. Se trata de propiedades pequeñas, mismo diminutas, de algunas áreas apenas y ubicadas en las tierras inmediatamente linderas al caserío (Bloch, 1931). En el antiguo Ducado, en 1767 un edicto del Rey concede la posibilidad de cercar tierras y sustraerlas del régimen de derrota de mieses. Dicho edicto es replicado en los Tres Obispados en 1768, con la inclusión de una cláusula que decreta, de un plumazo, la abolición del *parcours* en todas aquellas aldeas donde no se encuentra respaldado por un título o gravamen³⁰². Hacia 1789, los cercados se han multiplicado con velocidad por el campo lorenés. Los mapas 3, 4 y 5 registran todas las comunas en las que hemos conseguido detectar cercados (jardines excluidos).

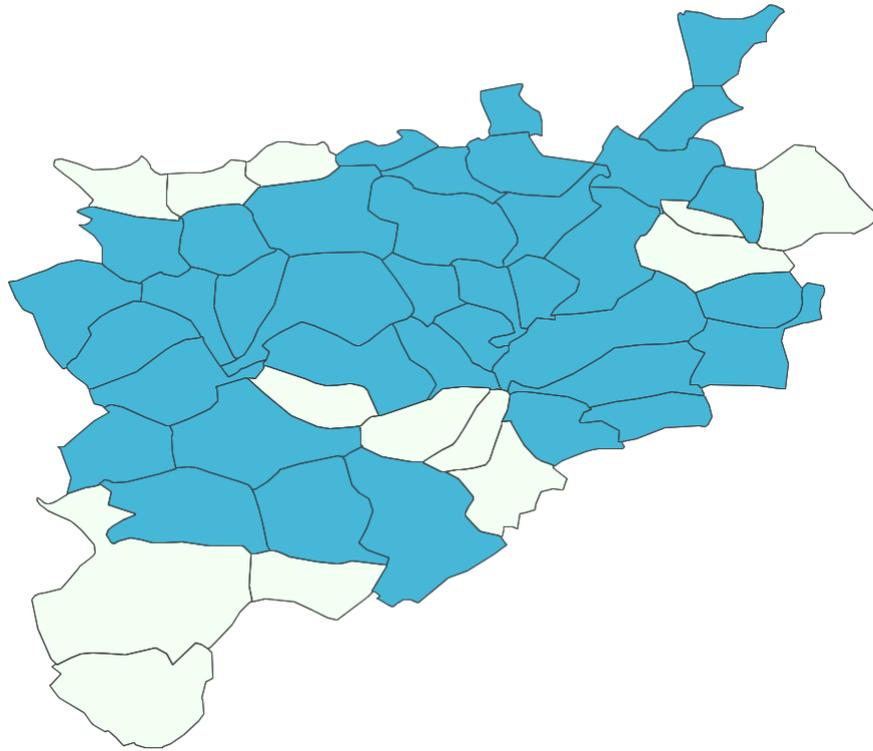
En Mosa y Mosela, los cercados afectan, de mínima, a *circa* el 40% de las aldeas, mientras que en Mirecourt el fenómeno, endémico, alcanza a la virtual totalidad de los casos³⁰³. Son raros los labrantíos cercados, se trata, con frecuencia, de praderas. El

³⁰¹ El régimen es estricto: los cercados deben ser revisados anualmente por el alcalde. Si el perímetro de un jardín no se encuentra totalmente cerrado, se constata en actas y se intima al propietario a realizar los arreglos. De no hacerlo, no puede presentar quejas ni exigir reparaciones a los dueños de animales que ingresen a pastar. En las actas de justicia notamos, en más de una ocasión, la anulación de una multa ante la detección de una brecha (siempre y cuando no la haya realizado el mismo animal o su dueño).

³⁰² Este tipo de edictos son comunes en Francia entre 1767 y 1771. Véase Béaur, 2000, p. 79.

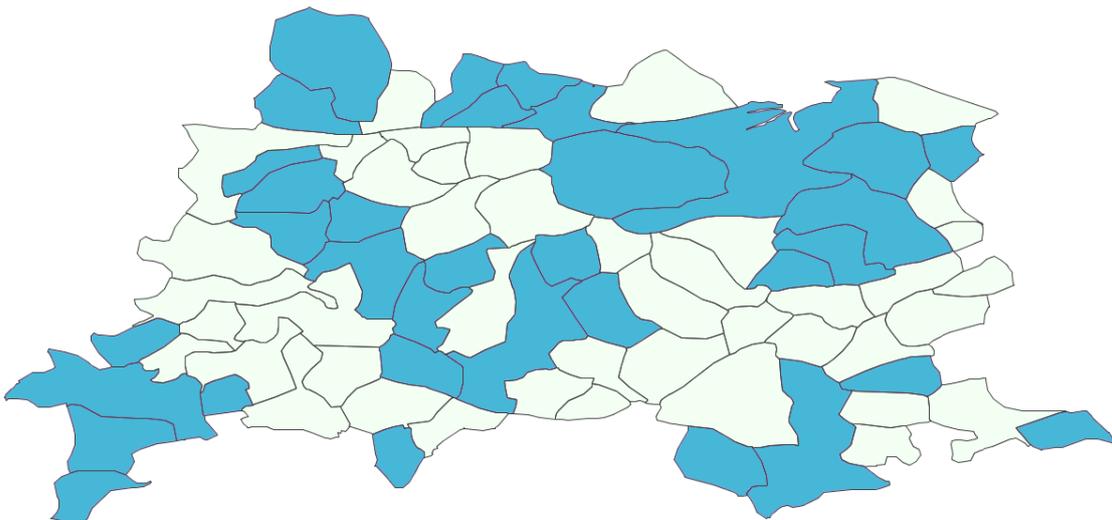
³⁰³ De nuevo, esta cartografía constituye un mínimo. En Mosa, la desaparición de los cuadernos de quejas y el escaso número de *États de sections*, fuentes en la que aparece normalmente el rastro de los cercados prerrevolucionarios, permite pensar que el número de aldeas que sufren cercados haya sido más considerable. Es posible que las cifras sean mayores en Mosa y Mosela e incluso similares a las de la bailía de Mirecourt.

Mapa 3. Los cercados en la bailía de Mirecourt en 1789



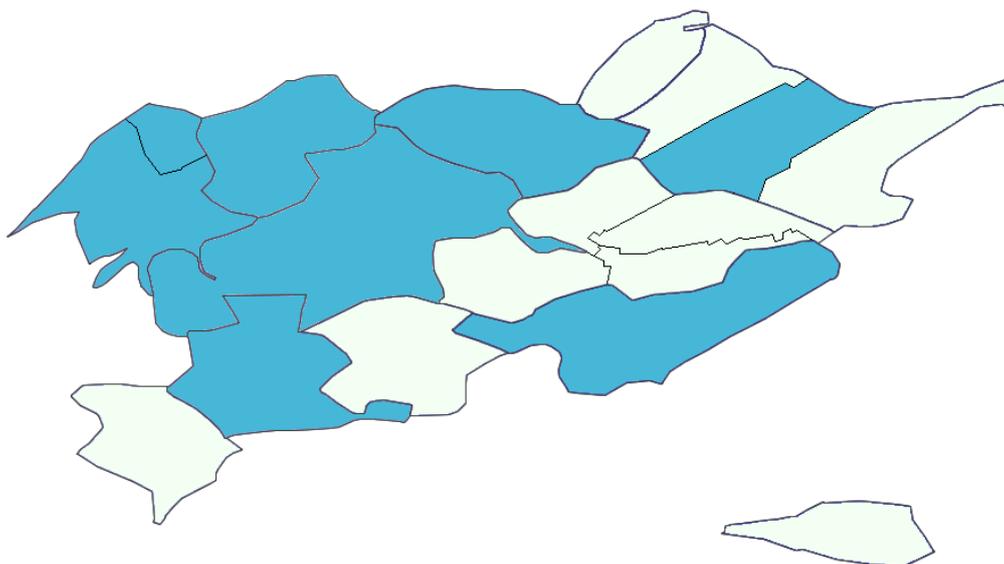
Fuentes: ADV B83, B661, B662, B663, B763, B764, B1832, B1871, B2639, Edpt 68 1G10, Edpt 189 DD1, Edpt 262 1G11, Edpt 297 BB1, Edpt 309 DD19, Edpt 364 1G11, Edpt 396 1G1, Edpt 537 FF1, 10Q6; Martin, 1928.

Mapa 4. Los cercados en Mosela en 1789



Fuentes: ADMo B6212, B6506; 55 ED 1G1-3, AN D XIV 7; Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907.

Mapa 5. Los cercados en la bailía de Commercy en 1789



Fuentes: ADMe Bp 4678, ED 425 90, Q307, Q575; AN D XIV 7; Dumont, 1843.

propietario del cerco obtiene, con esto, un doble beneficio. Expulsa al ganado comunal de sus prados, apropiándose así de la segunda hierba, y puede seguir pastando en el *openfield* (Bloch, 1930b). Los cercadores son, en regla general, nobles (o sus *amodiateurs*), congregaciones religiosas o propietarios burgueses que cierran porciones de superficie variable. En la ciudad de Commercy, parte del antiguo coto de caza, desbrozado en la segunda mitad del XVIII, forma un cercado de 13 hectáreas (Dumont, 1843). En Jouy-sous-les-Côtes, también Mosa, el señor cerró cinco praderas totalizando unas 15 hectáreas mientras que en Sorcy-Saint-Martin, 8 hectáreas (ADMe ED 380 207, AN D XIV 7). Más modestos son los cercos del clero en Ménil-la-Horgne y Lérrouville, con 3 y 2 hectáreas respectivamente (ADMe Q575). En la bailía de Mirecourt, el Rey posee en la aldea de Vroville un prado de 8 hectáreas cercadas (Martin, 1928). En Frenelle-la-Petite, varios cercos tanto del señor como del clero suman algo más de 10 hectáreas (ADV Edpt 189 DD1, Edpt 189 1G7). En Gironcourt, las Damas de Poussay cerraron unas 5 hectáreas (ADV 10Q6). En Blémerey, apenas más de 2 hectáreas (Martin, 1928). En Mosela, en el burgo de Saint-Avold, el clero efectúa cuatro cercamientos totalizando 12 hectáreas. Los arrendatarios señoriales, al menos siete cerramientos en 23

hectáreas mientras que la burguesía local algo menos de 10 hectáreas³⁰⁴. En Petit-Tenquin, un rentista plebeyo ha cercado 6 hectáreas en tres lotes (ADMo 541ED CC2).

En algunas pocas ocasiones, los cercados son realizados por *laboureurs*. En Pontpierre, Mosela, encontramos varios prados cercados de menos de una hectárea en poder de los habitantes locales (ADMo, 553ED 1G1-3). Al sur, en los Vosgos, casos análogos en Boulaincourt y Poussay (ADV B1871, Edpt 364 1G11). En Mirecourt, caso extremo, un *laboureur* cerca algo más de 1,5 hectáreas en 1784 (ADV B763). Ciertamente no son tan abundantes como los del clero, la nobleza y los rentistas plebeyos y, en superficie, representan un elemento menor frente a los propietarios privilegiados y burgueses que cercan. En Saint-Avold, Mosela, mientras que los grandes propietarios cierran más de 45 hectáreas, los *laboureurs*, carreteros y artesanos no llegan a 5 hectáreas cercadas (Schneider, 1998). Como plantea Bloch (1930b), los cercados son, por excelencia, un procedimiento de los grandes propietarios.

Resulta difícil fechar las operaciones de cercado. En el grueso de los casos lo aprendemos a través de fuentes producidas entre los años 70 y 90: cuadernos de quejas, actas de justicia, *États de Sections* y piezas vinculadas a los bienes nacionales. Con todo, algunos documentos permiten percibir los trazos generales. En Petit-Tenquin, el *rôle d'impositions* de 1750 ya da fe de la existencia de numerosos cercos (ADMo, 541ED CC2). En Flérange, en 1762, un caballo es informado por pastar en un cerco del *Domaine* (ADMo, B9206). En la bailía de Mirecourt, una declaración de propiedades de la parroquia de Frenelle-la-Petite de 1758 nos muestra unas 6 hectáreas cercadas (ADV Edpt 189 DD1). En 1764, una decena de vacas, caballos y bueyes son multados por pastar en el cerco del Marqués de Bassompierre, en la aldea de Saint-Menge (ADV B662). Sucesos similares, todos anteriores a 1767, se registran en Boulaincourt, Gemmelaincourt y Offroicourt (ADV B662, B88, B2634, Edpt 68 FF2). En Saint-Avold, Mosela, los cercos son en cambio montados después de 1767 (Schneider, 1998). No muy lejos de allí, en Longeville-lès-Saint-Avold, el renadío de un prado del *Bouvrot*, cercado desde 1708, es recién a partir de 1788 acaparado por el cura (AN D XIV 7). En Mattaincourt un comerciante cierra unas 40 áreas en 1789 (Edpt 297 BB1). Los delitos por pastoreo en prados cercados, posteriores a 1767, abundan en las actas de justicia³⁰⁵. Como en el

³⁰⁴ Denis Schneider advierte que esa cifra constituye un mínimo, puesto que algunos cercados son de imposible medición. Aventura que la superficie cerrada posiblemente alcance algo menos del doble de la que señalamos (Schneider, 1998).

³⁰⁵ Véase ADMe Bp 4678; ADMo B6212, B6506, B9206; ADV B13, B83, B661, B663, B763, B1832, B2639.

Hainaut, Berry o la Haute-Marne, los cercados en Lorena son anteriores a la legislación que los habilita; ésta en todo caso brinda los mecanismos jurídicos para facilitar estos procedimientos, pero de ningún modo los engendra (Béaur, 2000; Bloch, 1930a, 1930b; Clère, 1988)³⁰⁶.

Puede intuirse, sobre lo expuesto, que el peso de los cerramientos varía de aldea en aldea y que crece a lo largo del siglo. En Mosela, los cercados más módicos apenas sustraen el 2% de los prados del régimen de derrota de mieses, mientras que los más groseros, un 32%. En la bailía de Mirecourt, del 2% al 19%. En Commercy, las cifras son algo más bajas: el abanico se extiende del 1% al 13%. Desafortunadamente, no se puede ofrecer más que un abanico: el grueso de los casos no brinda herramientas suficientes para la medición³⁰⁷. No obstante, los valores obtenidos son elocuentes. Por un lado, en ningún caso podemos hablar de una transformación de las prácticas ganaderas. Mismo teniendo en cuenta los casos extremos, el grueso de los prados sigue abierto. Pero por el otro, las superficies cercadas permiten comprender las quejas que pueblan los *cahiers de doléances* (Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928). En numerosas comunas, los cercados, sin alterar radicalmente las prácticas locales, sí suponen un verdadero estorbo o inconveniente a quienes dependen de la derrota de mieses para la alimentación de sus rebaños³⁰⁸.

Las Embannies

Jurisprudencia y ordenanzas

Los cercados, al implicar parcelas compactas, conciernen principalmente a la nobleza, el clero y los grandes propietarios plebeyos. Los prados del campesinado, en cambio, rara vez conforman superficies compactas, lo que multiplica la longitud de los perímetros. Pero mismo los privilegiados reparten sus posesiones entre parcelas compactas y parcelas pequeñas, dispersas por el *ager*. Esto permite comprender, en parte, el aspecto limitado de los cerramientos. Si bien muchas de estas parcelas, a diferencia de los labrantíos, podrían soportar la explotación individualizada, el costo de cercarlas, en

³⁰⁶ Fuera de Francia, ejemplos análogos pueden ser encontrados en Cataluña, Extremadura y Andalucía (Congost y Lana, 2007).

³⁰⁷ Es posible que, en algunas comunas en las que encontramos cercados con sus respectivas medidas, otros se nos escapen, subestimando así la superficie cerrada. Esto no altera el panorama general.

³⁰⁸ El progreso de los cercados en el siglo XVIII en Lorena no difiere del de la vecina Haute-Marne, donde los cerramientos, ciertamente diseminados, no derivan en la transformación de la agricultura (Clère, 1988). En Alsacia y Picardía, el fracaso de los cercados es aún más pronunciado (Boehler, 1994; Gauthier, 1977). En Borgoña, en cambio, los cercados parecen difundirse más que en Lorena (Saint-Jacob, 1960).

un siglo de precios crecientes de la madera, implica un problema (Husson, 1987; Labrousse, 1984). Por ello, si se desea evitar o al menos postergar la derrota de mieses, otros métodos son necesarios.

La *embannie* ofrece esa solución. Puede decretarse sobre cualquier tipo de tierra, pero los prados son su objeto privilegiado. Las costumbres no precisan el procedimiento a seguir ni, elemento de suma importancia, quién es el dueño de esa segunda hierba cuando no hay títulos escritos que lo determinan. En su tratado de jurisprudencia regional, Guillaume de Rogéville (1785), miembro del Parlamento de Nancy, sostiene que una *embannie* implica excluir al ganado comunal de determinados prados en beneficio exclusivo de los animales de tiro que pueden pastar allí mientras duren los trabajos vinculados a la siembra. Para ser válida, la *embannie* debe ser acordada por la asamblea municipal, contar con el consentimiento del señor y ser notificada tanto a locales como vecinos con derecho a *parcours*.

Ahora, la historiografía ha señalado, tanto para la Lorena histórica como para otras provincias, la multiplicación de los edictos que permiten la producción de renadíos (Bloch, 1930a; Lacoste, 1951). Esto significa el cierre de las praderas luego de la siega hasta, de mínima, la recolección de la segunda hierba que normalmente alcanza su plenitud en septiembre (Dombasle, 1821). En estas ocasiones, los renadíos son sometidos a algún tipo de reparto o incluso, a pesar de las prohibiciones, a la venta. Circunstancialmente, el beneficio puede prolongarse más allá de la segunda siega, como en Mattaincourt, Vosgos, donde se extiende hasta enero (ADV Edpt 297 BB1). En Lorena, hasta 1746 es el Duque quién emite estos decretos. Luego de un breve intento del Intendente de atribuirse este poder, es el Parlamento quien los sanciona (1776). En los Tres-Obispos, el Parlamento (Bloch, 1930a).

Entre 1719 y 1789, el Ducado (y luego provincia) de Lorena emite al menos diecisiete ordenanzas de este estilo. En los Tres Obispos, mínimo quince (cuadro 10). En regla general, los textos que autorizan *embannies* para la producción de renadíos arguyen razones de índole natural: sequías, inundaciones, lluvias excesivas³⁰⁹. Pero algunos de ellos, como los de 1741 y 1744, no esgrimen motivo natural alguno.

³⁰⁹ Este tipo de disposiciones, documentadas ya en el siglo XVI, se vuelven muy habituales a partir de 1730 en Champagne, Picardía, Borgoña, Bresse, Franco-Condado, Alsacia, Berry, Auvernia, el Toulousain y el Béarn. En el Béarn, desde 1739, se renuevan todos los años; en el Franco-Condado, desde 1779 (Bloch, 1930a).

Cuadro 10. Edictos que autorizan renadíos en Lorena y los Tres Obispos

	1719	1723	1729	1731	1734	1741	1744	1746	1751	1752	1753	1758
Tres Obispos				X	X	X	X		X	X	X	X
Lorena	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X
	1760	1762	1765	1766	1767	1776	1779	1781	1784	1785	1789*	
Tres Obispos	X	X	X		X				X	X	X	
Lorena		X		X		X	X	X	X	X		

*En 1789 sólo se autoriza a producir renadíos a las comunas afectadas por inundaciones.

Fuentes: AN H1626; Bloch, 1930a; *Suite de la Table chronologique des édits, déclarations, lettres patentes sur arrêts registrés au Parlement de Metz, ensemble des arrêts de réglemens rendus par ladite Cour et autres arrêts du Conseil*, 1769; *Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traitez et concordats du règne de Léopold I*, 1733-1734; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1748-1766 ; *Recueil des édits et ordonnances de Lorraine*, 1772-1786.

En Lorena, se permite poner en reserva hasta la mitad de la superficie total de cada término. En 1776, el límite es aumentado hasta los dos tercios. Desde 1719 se fija el reparto: se le reconoce al señor alto-justiciero o con derecho a *troupeau à part* una tercera parte del producto de la segunda hierba³¹⁰. El resto se distribuye entre los habitantes que tienen caballos, bueyes y vacas en proporción al tamaño de su rebaño individual. Quienes sólo tienen ovejas, cabras, puercos o aves de corral quedan explícitamente marginados del producto de la segunda hierba. En los Tres Obispos, en casi todos los decretos el techo a la puesta en reserva se fija en los dos tercios de las praderas totales, a excepción de 1751 y 1752, años en los que se *ordena* la puesta en reserva de la totalidad de las praderas³¹¹. El reparto también reconoce el tercio al señor en los Tres Obispos. Sin embargo, los dos tercios restantes se distribuyen de forma variada de edicto a edicto³¹². En regla general, los *laboureurs* reciben doble porción y el resto de los habitantes una sola. A partir de 1734 la parte plebeya se ve reorganizada: los propietarios toman un tercio de los renadíos de sus prados y el resto se reparte acorde a la regla anterior³¹³. Desde 1758, quienes no tienen animales son excluidos³¹⁴. En Lorena, y más aún en los Tres

³¹⁰ El derecho a *troupeau à part* y la alta justicia tienden a coincidir, aunque circunstancialmente puede no ser el caso, o puede un señor que no posee la alta justicia tener derecho a *troupeau à part* en un término. En estos casos, el tercio señorial se mantiene y se reparte entre dos o más señores beneficiarios (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traitez et concordats du règne de Léopold I*, 1733-1734).

³¹¹ Mientras que en Lorena el grueso de los decretos *permite* la producción de renadíos, en los Tres Obispos lo *ordena*. En el antiguo Ducado, sólo en 1776 se *ordena* la producción de renadíos.

³¹² Marc Bloch (1930a) expone, en un cuadro fuera del texto, el reparto que fija cada uno de los edictos de los Tres Obispos.

³¹³ En 1752 y 1753, los propietarios toman la totalidad de lo que ofrecen sus prados. Lo mismo ocurre en 1789, aunque con los renadíos limitados a los prados inundados. En 1765 y 1785 toman la mitad de la porción plebeya distribuyéndola en proporción a sus prados privados.

³¹⁴ En ocasiones, los animales son definidos con precisión. En 1758, se requiere tener animales a cuernos (vacas o bueyes). En 1767 y 1784, al menos seis ovejas o una vaca, con media ración en 1784 para quienes

Obispos, los edictos que autorizan o dictaminan la puesta en reserva de los prados son favorables a los poseedores de grandes rebaños y prados, nobles especialmente, claro, pero también *laboueurs* ricos³¹⁵. Encarnan, de este modo, un quiebre con los procedimientos fijados en las costumbres escritas.

Embannies y embannies de semailles

Pese a las afirmaciones de de Rogéville, no todas las *embannies* implican la exclusión del ganado de los *manoeuvres* mientras dure la siembra. En su forma más elemental, la *embannie* consiste en una mera postergación de la fecha de ingreso de todos los animales por motivos de índole estructural. Normalmente, los prados se encuentran en espacios fácilmente delimitables. Cercanos a algún río o arroyo, a veces cerca del caserío, son de fácil acceso para los rebaños (Blache et al., 1937). No obstante, ocurre también que algunos cantones de prados se encuentren enclavados en los campos de cultivo. Esto supone un problema para el pastoreo. En julio, cuando los prados deben abrirse a la derrota de mieses, aquellos que están diseminados entre los labrantíos son de difícil o imposible acceso. Si dichos labrantíos están en barbecho, no hay inconveniente. Ahora, si se encuentran sembrados, el paso de los animales puede generar destrozos en los cereales. La *embannie* se impone, por ende, “*pour conservation des grains*”, esto es, para conservar los granos (ADV B1832). En Boulay, Mosela, los informes de la justicia rural reconocen *embannies* en 1782 y 1784; en Flétrange, en 1763 (ADMo B6212, B9206). En Mosa, la documentación escueta da testimonio de *embannies* de conservación de granos en Chonville y Frémeréville en 1771 y, en Vignot, en 1790 (ADMe 59B7, ED 425 90). Mucho más abundantes y esclarecedores son los registros de la bailía de Mirecourt. En Saint-Menge, estas *embannies* se realizan anualmente desde 1742 al menos (ADV B662). Lo mismo ocurre en Domjulien y Remoncourt, cuyas actas se remontan a 1750 y 1760 respectivamente (ADV B661, B663). En Gemmelaincourt, documentación interrumpida da fe de esta práctica desde 1726 (ADV B13, B83). Este tipo de *embannie* estructural, evidentemente antigua, ampliamente generalizada y de aplicación cotidiana

tienen menos de seis ovinos. En 1785, la porción simple es atribuida a los *manoeuvres*, sin importar qué animales tengan.

³¹⁵ En los papeles, el reparto de renadíos es aún más favorable a los propietarios de prados en Borgoña, que reciben la totalidad de los renadíos. En el Béarn y parte del Franco-Condado, los renadíos retornan en su integridad a la comuna (Béaur, 2000). En Picardía, desde 1753 se establece que deben ser subastados, mientras que en Jura un tercio retorna a los propietarios y el resto es vendido (Gauthier, 1977; Moriceau, 1999). Inversamente, en el Nord, sólo un tercio es vendido (Lefebvre, 1924).

allí donde es necesaria, no altera la distribución de los pastos; sólo modifica la fecha de apertura.

En paralelo a las *embannies* para protección de cultivos encontramos su forma modificada, la *embannie de semailles*, aquella señalada por el parlamentario. Como su nombre lo indica, se trata de una reserva específica pensada para los trabajos que rodean a la siembra. En concreto, limita a los animales de tiro el acceso a determinados prados³¹⁶. En la bailía de Mirecourt, las actas de justicia exponen el uso corriente de este tipo de procedimientos. Entre 1771 y 1782 encontramos cinco temporadas con *embannie de semailles* en Ambacourt y seis en Hymont (ADV B763). En Bazoilles-et-Ménil, ocho para el período 1779-1789. En Vroville, todos los años comprendidos entre 1772 y 1782 (ADV B763). Su uso, ampliamente generalizado en Lorena, parece ser implementado, como las *embannies* de conservación, todos los años. En circunstancias, el beneficio no es tan espectacular; muchas veces se las sanciona por períodos cortos. Así, en Bazoilles-et-Ménil, una *embannie de semailles* es proclamada el 15 de agosto de 1786 sobre un prado hasta entonces disponible para el pastoreo y que por ende es cerrado hasta el final de la siembra en septiembre (ADV B1832). En estos casos, el prado estuvo abierto aproximadamente un mes entre la siega y mediados de agosto. En otras ocasiones, el *ban* supone un *continuum* desde la recolección del heno, es decir que nunca se abre hasta una vez concluida la siembra del trigo. En este otro escenario, el producto es más abundante. En Ménil (caserío de Rozerotte), en 1782, la *embannie de semailles* es decretada a mediados de julio, apenas terminada la siega (ADV 1832). A diferencia de la *embannie* de conservación de granos, esta práctica sí supone una exclusión de habitantes en el reparto del producto, beneficiando naturalmente a los *laboueurs*.

Renadíos

Las *embannies* para producción de renadíos también alteran el reparto del producto, con claro provecho para quienes más animales tienen, nobles y plebeyos. Como señalamos anteriormente, los decretos que los autorizan u ordenan abundan (cuadro 10). Es posible que la lista que hemos recopilado esté incompleta; así lo cree Marc Bloch para

³¹⁶ En agosto de 1779, un grupo de vacas y caballos son encontrados pastando en una *embannie de semailles* en la aldea de Offroicourt. Sólo las vacas son multadas, ya que los caballos están autorizados a pastar. Sin embargo, las vacas de un habitante son eximidas de la multa puesto que su dueño las utiliza para labrar (ADV B2634). Lo mismo ocurre en Remoncourt en 1774 (ADV B663).

los edictos que él logra recoger en los Tres Obispos³¹⁷. La confrontación entre los decretos y las actas aldeanas podría sugerirlo. En el ducado de Lorena, entre 1749 y 1789, hay treinta y ocho años en los que al menos una comuna decide realizar renadíes³¹⁸. Sin embargo, en ese período sólo hemos recuperado ocho edictos³¹⁹. La enorme distancia entre las aplicaciones efectivas y los decretos habilita otra hipótesis: las aldeas no siguen las disposiciones gubernamentales a la regla y delimitan *embannies* de renadíes, aunque no haya edicto que lo respalde.

En Mosela, la producción de renadíes es prácticamente constante en la aldea de Flérange a partir de 1767 (ADMo B9206). En Boulay, entre 1769 y 1790, se realizan en doce años, más de uno de cada dos (ADMo 6212). En el mismo departamento, una docena de aldeas efectúan *embannies* para reserva de la segunda hierba de forma recurrente en la década de los 80, sin necesariamente coincidir con edictos loreneses o de los Tres Obispos (ADMo B6212, B6506)³²⁰. En Mosa, la producción de renadíes se muestra algo menos recurrente. Sorcy-Saint-Martin, comuna que cuenta con una serie de justicia rural relativamente continua, ostenta ocho *embannies* de renadíes entre 1763 y 1789, la mayoría de ellas coincidentes con edictos gubernamentales (ADMe Bp 4678)³²¹. En la bailía de Mirecourt, entre 1760 y 1788, la aldea de Remoncourt anuncia *embannies* para renadíes en veinte campañas agrícolas (ADV B663). En Domjulien, el registro de justicia interrumpido de veinte años comprendidos entre 1750 y 1790 exhibe ocho temporadas en las que se produjeron renadíes (ADV B661). Entre 1771 y 1783, Ambacourt lo hace en siete ocasiones (ADV B763). Encontramos situaciones similares en otras catorce comunas³²². Huelga decir que el grueso de los casos no necesariamente se superpone con los años en los que se emite decreto alguno sobre este tema. Como en Mosela, en los

³¹⁷ Marc Bloch recopila catorce edictos, nosotros hemos encontrado, un decimoquinto, del año 1753, omitido por el historiador (Bloch 1930a; *Suite de la Table chronologique des édits, déclarations, lettres patentes sur arrêts registrés au Parlement de Metz, ensemble des arrêts de règlements rendus par ladite Cour et autres arrêts du Conseil*, 1769).

³¹⁸ Establecimos el corte en 1749 y no en 1719 (año en el que los edictos de renadíes se hacen más habituales) porque a partir de dicho momento los registros aldeanos se hacen más abundantes y continuos.

³¹⁹ Mismo asumiendo que en aquellos años en los que se emite una ordenanza de renadíes en los Tres Obispos, también se lo hace en Lorena (lo que es probable, en especial a partir de la anexión de 1766), no excedemos las catorce ordenanzas.

³²⁰ Se trata de las comunas de Chémery, Faulquemont, Guenviller, Hombourg-Haut, Lachambre, Macheren, Marienthal, Maxstadt, Morlange, Redlach, Tritteling y Vahl-lès-Faulquemont.

³²¹ No hemos encontrado producción de renadíes en Chonville, Commercy, Frémeréville y Jouy-sous-les-Côtes. Cabe remarcar que la serie es demasiado corta, sólo 1770-1771, años sin edictos (ADMe 59B7).

³²² Bazoilles-et-Ménil, Boulaincourt, Dombasle-en-Xaintois, Gemmelaincourt, Haréville, Hymont, Juvaincourt, Mattaincourt, Ménil-en-Xaintois, Mirecourt, Offroicourt, Rozerotte, Saint-Menge y Vroville (ADV B13, B83, B88, B662, B763, B 764, B1871, B2634, B2639, Edpt 68 FF2, Edpt 262 BB1, Edpt 297 BB1).

Vosgos el fenómeno de la producción de renadíos deviene más frecuente en la década del 80. En Mattaincourt, entre 1781 y 1790, la segunda hierba es reservada en ocho campañas (ADV Edpt 297 BB1).

¿Qué acontece con los renadíos? Prácticamente todos los decretos, tanto en Lorena como en los Tres Obispos, establecen un mecanismo de reparto. Asimismo, las costumbres de los Tres Obispos y de Lorena impiden su venta (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701; *Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783). El edicto de renadíos de 1734, por su parte, reafirma la prohibición (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I*, 1733-1734). Con todo, la venta es un procedimiento corriente³²³. En 1775, La Galaizière afirma que pueden enajenarlos bajo permiso, tal como intenta hacer la comuna de Vignot en 1710 (AN H1486; ADME ED 425 44). En Sorcy-Saint-Martin, Mosa, en 1758, un habitante se presenta ante la justicia local para entregar un puñado de caballos ajenos que encontró pastando en los renadíos a él adjudicados. En Boulaincourt, departamento de los Vosgos, en 1765 la asamblea municipal acuerda con el *amodiateur* (es decir, con el señor) que, por los próximos nueve años, será libre de vender los renadíos que quiera, siempre y cuando abone el *Tiers-denier* (ADV B1871). En Mattaincourt, es “de antigua costumbre” adjudicar en subasta algunos prados en reserva para pastar de forma exclusiva entre agosto y enero³²⁴. En estos dos últimos casos se cita, como motivación para la venta, el pago de deudas contraídas en pleitos perdidos. En Juvaincourt, en 1781, el disparador de la venta es en cambio las imposiciones de *Ponts et Chaussées*, la obra pública de los caminos (ADV Edpt 262 BB1). Para efectuar las subastas, las comunas no parecen siempre aguardar el aval del intendente.

Empero, los edictos disponen el reparto de los renadíos. En términos prácticos, esto implica fraccionar el suelo en reserva para repartirlo entre los beneficiarios que deberán segar o, menos habitualmente, pastarlo *in situ*. En Lorena, los decretos fijan un procedimiento estable a lo largo del siglo: separado el tercio del señor alto-justiciero (o su *amodiateur*), la distribución se hace en proporción a los caballos, bueyes y vacas de cada propietario. En los Tres Obispos, en cambio, es cambiante, pero tiende progresivamente a dar mayor importancia a la propiedad de las praderas. En la práctica encontramos que las aldeas definen el reparto acorde a criterios que oscilan entre el

³²³ En Aquitania, la venta de los arbustos segados en las landas, prohibida, se practica cotidianamente (Zink, 1997).

³²⁴ “[...] d’ensienne (sic) coutume ...”. Agosto de 1782, ADV EDpt 297 BB1.

respeto de la norma, el respeto de la norma de otra jurisdicción y las disposiciones propias. En Ville-Issey, Mosa, en 1776 un fallo del tribunal de la bailía establece que el reparto de renadíos de ese año debe acomodarse a la norma lorenesa, es decir, un tercio para el *amodiateur* y el resto a dividir entre los habitantes en función de sus animales (ADME 19B76). En Saint-Menge, Vosgos, en 1766, conforme a la ordenanza, se procede a la división de los renadíos en tres partes iguales; el señor elige primero su porción (ADV B662).

En Mosela, las aldeas se alejan de la reglamentación. En Flétrange, en 1753, Jean Becker, albañil, y Jean Hartert, herrero, se presentan ante el escriba local para protestar por dos informes contra ellos realizados por pastar en los renadíos. El informe no es procedente, sostienen, ya que se había acordado que los *manoeuvres* renunciaban a su porción de renadíos a cambio de poder pastar dos veces por día en las *embannies*. Las multas son anuladas, no obstante, no podemos dejar de remarcar dos irregularidades. La primera, evidente, es un reparto de los renadíos por fuera de lo que establece la ordenanza de 1753 en los Tres Obispados que, una vez sustraída la parte señorial, otorga en los renadíos una porción simple a los *manoeuvres* y doble porción a los *laboureurs*. La segunda es que la aldea de Flétrange no forma parte de los Tres Obispados; es parte de Lorena. El edicto que rige en Flétrange en 1753 no asigna ni el método adoptado, ni el método al que renuncian. En 1767 encontramos, en sus actas de justicia, una nueva alteración del reparto. Esta vez se decreta que cada propietario (o arrendatario) gozará de la segunda hierba que brinde su prado. Una vez más, los notables de Flétrange violan la normativa lorenesa que les corresponde como también la de los Tres Obispados que, más cercana a lo que sugieren, sigue sin establecer lo que registran las actas³²⁵. El procedimiento no parece encontrar oposición inmediata: en 1768 se aplican las mismas disposiciones. Podría creerse que los *laboureurs* se darían por realizados; no es el caso. En 1770 se implementa un nuevo reparto. Esta vez, ante la escasez de forrajes, los *manoeuvres* toman la mitad de los renadíos producidos por sus prados. Los *laboureurs* toman la otra mitad y la totalidad de los renadíos producidos en sus propios prados (ADMo B9206). En 1769, en la bailía de Mirecourt, la aldea de Domjulien sanciona un reglamento igual de curioso. Se establece que, en todos los prados enclavados en los labrantíos sembrados con avena, los propietarios gozarán de la segunda hierba. Estas disposiciones tienen un plazo de tres años: deben acomodarse a las rotaciones para

³²⁵ En 1767, la ordenanza de los Tres Obispados establece que los propietarios gozarán de la mitad del total de renadíos (ya sustraído el *Tiers-denier*) en proporción a sus prados (Bloch, 1930a).

beneficiar a todos (los propietarios) por igual (ADV B661). En Maxstadt, comuna lorenesa de Mosela, en 1790 los renadíos son distribuidos entre los propietarios y la comuna -para ser subastados- (ADMo 6212). Ningún reglamento lorenés lo autoriza; tampoco la flamante autoridad moselana. Sí se asemeja, una vez más, a los edictos de los Tres Obispados, aunque de más está decir que jurídicamente no tienen ninguna incumbencia. Las comunas de la Lorena histórica, como de otras partes de Francia, hacen caso omiso de la reglamentación en la medida en que les resulta conveniente³²⁶.

Mutación de las embannies

Con el propósito de ganar claridad analítica, hemos brindado hasta este punto una descripción algo estática de las diferentes *embannies* a las que recurren las aldeas. La realidad histórica se muestra, no obstante, más dinámica. Entre junio y septiembre, las declaraciones de *ban* se suceden, afectando a veces a una misma pradera. Así, encontramos *embannies* originalmente destinadas a la conservación de los granos reconvertidas en *embannie de semailles* o incluso en renadíos. Es decir que, en vez de sólo postergar el ingreso del ganado, se procede a una redistribución *ad-hoc* del producto. En la bailía de Mirecourt, en Hymont, a comienzos de julio de 1781 se resuelve la puesta en reserva de determinadas praderas hasta la cosecha. Menos de un mes más tarde, la asamblea comunal decide la venta de la hierba de una de las praderas que permanecen cerradas a espera de la cosecha (ADV B763). En Domjulien, en 1768 y 1782, algunos prados reservados para la protección del grano son reconvertidos en *embannie de semailles*. En 1777 y 1787, encontramos el mismo procedimiento, esta vez en beneficio de la producción de renadíos (ADV B661). En 1785, en Ménil (Rozerotte), todas las praderas originalmente destinadas a la conservación de los granos son transformadas en *embannie de semailles* (ADV B1832). En Mattaincourt, tanto en 1787 como en 1790 se resuelve la venta de algo más de 10 hectáreas (un 15% de los prados totales) en un primer momento excluidas de la derrota de mieses sólo hasta una vez terminada la cosecha (ADV Edpt 297 BB1). Por su parte, la asamblea de Vroville en 1781 se anticipa a posibles

³²⁶ En Picardía, Florence Gauthier (1977) constata que la venta de los renadíos, mecanismo de reparto fijado por el intendente desde 1753, no encuentra un cumplimiento riguroso inmediato, sino progresivo. Hacia 1789, las adjudicaciones de prados a segar progresan hasta representar una porción cercana a la mitad. En Alsacia, en cambio, las disposiciones que obligan a la producción de renadíos son muchas veces ignoradas, en particular antes de 1760 (Boehler, 1994). Más extremo es el caso del Delfinado, donde la derrota de mieses, prohibida en los textos, se practica corrientemente en el siglo XVIII (Vivier, 1999). En Cataluña, los bandos que ordenan la puesta en defensa de una heredad son, en el siglo XVIII, casi nunca respetados (Pellicer Vilalta, 2007).

necesidades: “[...] todos los otros cantones permanecerán en reserva tanto para la conservación de granos como para el uso que sea resuelto por la asamblea de comunidad...”³²⁷. En todos los casos, la transmutación de una *embannie* en otra más excluyente se hace por intermediario de la asamblea comunal; jurídicamente, la *embannie* convencional brinda el armazón de base. Los edictos, con el propósito de proteger los renadíos, disponen la aplicación de multas considerablemente más elevadas que aquellas que se aplican sobre una *embannie* de conservación de granos o de *semaille*³²⁸. Los jueces conservan, sin embargo, la potestad de fijar la multa, por lo que, en los hechos, el monto deviene discrecional (de Rogéville, 1785). En regla general, a favor del contraventor: las sanciones tienden a ser morigeradas. Así, por ejemplo, en 1784 -año en el que se emite edicto de renadíos-, en Bazoilles-et-Ménil (Vosgos), una multa por intromisión de vacas en un *embannie* de renadíos es sancionada sólo con cinco soles (ADV B1832). A la inversa, en años en los que no se emite edicto, las multas pueden exceder lo establecido por las costumbres (ADV B13, B83, B662 B663, B763)³²⁹. Los notables logran así aumentar la parte que queda excluida del régimen de derrota de mieses.

Producto y superficie de los renadíos

El interés por el acaparamiento de los renadíos es evidente, la historiografía ya lo ha señalado (Bloch, 1930a, Moriceau, 1999). ¿Ahora, qué significa en términos de riqueza? La exclusión del rebaño comunal brinda una primera ventaja cuando la segunda hierba es segada: se evita el pisoteo de los animales. Las praderas son muchas veces terrenos húmedos, de suelos más blandos, por lo que son especialmente susceptibles a este problema (Bloch, 1931). Pero el beneficio más importante es, naturalmente, la apropiación del producto. No muy lejos de Mirecourt, en el hinterland de Lunéville (Meurthe), el agrónomo Lahalle de Blâmont calcula que una pradera de primera calidad produce, en renadíos, entre el 33% y el 50% de la primera hierba (Tessier y Bosc, 1821).

³²⁷ “[...] tous les autres cantons demeureront en réserve tant pour la conservation des grains que pour l’usage dont il en sera résolu par l’assemblée de communauté...”. ADV Edpt 537 FF1, 16 de julio de 1781.

³²⁸ Se trata de cinco francos *barrois* (aproximadamente 3 libras y 7 soles o 67 soles) contra los cinco soles (diez si es con guardia) de la multa convencional en la costumbre lorenesa y tres en la Costumbre de los Obispados. En la Costumbre de la ciudad de Metz es de cinco soles pero treinta si es con guardia; en la de Saint-Mihiel, la sanción es más dura: hasta sesenta soles (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730; *Coutumes de l’Évêché de Metz*, 1701; *Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762).

³²⁹ En términos formales, apelar es una opción. Sin embargo, implica un gasto y tiempo que no muchos pueden o quieren afrontar y enfrenta, además, la posibilidad de un fallo desfavorable y atrasado que agrave el costo total del intento (Piant, 2006; Follain y Lemoine, 2006).

En la vecina Alsacia, Etienne Juillard (1953) lo estima en la mitad³³⁰. En la bailía de Mirecourt, en la aldea de Saint-Menge, en 1749, 2 *fauchées* de renadío (41 áreas) se adjudican a poco más de 16 libras lorenasas, mientras que otras porciones similares oscilan entre las nueve y las catorce³³¹. En Ménil-en-Xaintois, en 1762, 6,3 hectáreas producen al menos veinte carros de renadíos de diez libras lorenasas cada uno (ADV B662). En Mattaincourt, en 1782, entre lotes modestos similares a los anteriores destaca una venta mayorista: poco más de diez hectáreas de renadío vendidas a 159 libras tornesas (205 libras lorenasas)³³². Estas cifras son elocuentes: un propietario de 3 hectáreas de prado puede obtener sólo con la segunda hierba el equivalente a lo que paga por el impuesto de la *subvention*. Se entiende así no sólo el interés por los renadíos, sino también por los cercados, que otorgan a su propietario no sólo la segunda hierba, sino también, si las hubiere, las hierbas subsiguientes³³³.

Naturalmente, el beneficio obtenido no deriva sólo de lo que produce una hectárea, sino también de qué porción de los prados es excluida del régimen de derrota de mieses. Las ordenanzas también señalan que el máximo a poner en reserva se ubica en la mitad de las praderas en Lorena hasta 1776 cuando es subido a dos tercios, límite que rige en los Tres Obispados a lo largo de todo el siglo. En 1776, en Ville-Issey, Mosa, los renadíos cubren 21 hectáreas, el 15% del total de praderas (ADMe 19B76). En Chémery y Faulquemont, Mosela, en 1784 y 1785 respectivamente, los renadíos ocupan un tercio de los prados, mientras que la *embannie de semailles* otro tercio y el resto, libre para el pastoreo (ADMo B6506)³³⁴. En la bailía de Mirecourt, en Domjulien la porción destinada a renadíos oscila entre el 4% y el 56% de las praderas, alcanzando ese último valor en 1789 (ADV B661). En Mattaincourt, en los años 80, entre el 16% y el 54% (ADV Edpt 297 BB1). Bazoilles-et-Ménil y Ménil-en-Xaintois, por su parte, alcanzan picos del 40% para el período 1762-1789, mientras que en Ambacourt, hasta 1775, no tenemos registros de renadíos que superen el 9% de las praderas (ADV B662, B763, B1832). En todos los casos, en los Vosgos y Mosa, la porción jamás supera lo señalado por las ordenanzas,

³³⁰ Mejores parecen ser los rendimientos en Touraine, donde Brigitte Maillard (1999) señala que rinde, la segunda hierba, lo mismo que la primera.

³³¹ La libra lorenasa equivale a unas 0,775 libras tornesas.

³³² Valores prácticamente idénticos para otra subasta en 1785 (ADV Edpt 297 BB1).

³³³ Hay que tener en cuenta una limitación natural: el mal tiempo puede impedir la formación de renadíos. En Ménil-en-Xaintois (Vosgos), en 1762, sobre 100 *fauchées* (20,4 hectáreas) separadas para renadíos, sólo 41 otorgan fruto. Las 59 *fauchées* restantes son abiertas al rebaño comunal para que devore lo poco que encuentre (ADV B662).

³³⁴ La reglamentación establece que renadíos y *embannie de semailles* sumados no pueden exceder los dos tercios. El reparto entre ambas queda a voluntad de la asamblea (Bloch, 1930a).

mismo si se tienen en cuenta, además de los renadíes, las *embannies de semailles*. Una sola excepción: la aldea de Vroville en los Vosgos. Allí, en 1780 y 1781, la asamblea decide la puesta en *embannie* del 86% y 88 % de los prados³³⁵.

Por el contrario, en Mosela, numerosos casos exceden el límite establecido por los decretos. En Flétrange, aldea que elabora repartos propios, los renadíes ocupan la totalidad de los prados desde al menos 1775 (ADMo B9206). En Merlebach encontramos los mismos valores en 1782-1785. En Vahl-lès-Faulquemont, en 1784 se decide la puesta en reserva de la totalidad de los prados para la producción de renadíes (ADMo B6506). En Tritelling, en 1784 y 1787. En 1785, se libera un prado para el pastoreo, quedando afectados a los renadíes más de los nueve décimos. Esa porción de renadíes (93%) es conservada para 1786, pero el prado antes abierto a la derrota de mieses de toda la comunidad es convertido en una *embannie de semailles* y por ende reservado para los animales de tiro (ADMo B6506). Ya comenzada la Revolución, en la campaña agrícola de 1790, los renadíes cubren todos los prados de las aldeas de Hombourg-Haut, Lachambre y Maxstadt (ADMo B6212). Emerge aquí un patrón claro en lo que refiere a los límites de superficie indicados por los decretos: respetados en Mosa y los Vosgos, son violados de forma recurrente en el departamento de Mosela³³⁶.

Parcours

El grueso de las costumbres de la Lorena histórica reconoce el derecho al pastoreo recíproco entre comunidades. La excepción, lo dijimos, es la Costumbre de la Ciudad de Metz, que sólo lo avala ante la presencia de un título escrito (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730). En 1768, la Corona sanciona un decreto que lo prohíbe en la provincia de los Tres Obispados (AN H1487)³³⁷. En los cuadernos de quejas de Vic, más de una veintena de aldeas demanda su restablecimiento en 1789. Parece un dato contundente, no obstante, menor frente a la centena de comunas que reclama el fin de los cercados (Etienne, 1907). En la bailía de Boulay, donde ninguna disposición estatal

³³⁵ Originalmente destinada a la conservación de los granos, la asamblea -como apreciamos en un apartado anterior- se reserva la posibilidad de alterar la *embannie*. Cabe remarcar que en Vroville los prados se encuentran especialmente enclavados entre los labrantíos (ADV 3P 4391). No obstante, no deja de ser notorio que en 1771 y 1774, la *embannie* afecta al 44% y 49% de los prados (ADV Edpt 537 FF1).

³³⁶ Los excesos en las superficies fijadas por los decretos también son corrientes en el Nord (Lefebvre, 1924). En Picardía, Florence Gauthier (1977) constata el progresivo avance de la superficie dedicada a los renadíes a lo largo de la segunda mitad del siglo XVIII.

³³⁷ En 1770, el Parlamento de Lorena decide que en aquellas aldeas que lindan con comunas de los Tres Obispados no se podrá ejercer el *parcours* en la medida en que no sea recíproco (*Recueil des édits et ordonnances de Lorraine*, 1773).

interviene, pocas comunas evocan la cuestión. Cuando lo hacen, solicitan su abolición. En Valmont, los habitantes señalan las devastaciones del rebaño comunal de Saint-Avold y exigen la supresión del *parcours*. Llamativamente, Saint-Avold también se manifiesta en contra del pastoreo recíproco. En Redlach, afirman los locales, el rebaño de Tritteling tiene derecho a pastar; sin embargo, el beneficio no es mutuo por lo que también abogan por su erradicación. En Thicourt, pese a ser tierra lorenesa, el *parcours* ha desaparecido (Dorvaux y Lesprand, 1908). En la cercana bailía de Dieuze, igualmente bajo la autoridad del Parlamento de Nancy, encontramos ejemplos similares³³⁸.

En 1737 un pleito involucra a las comunas de Petit-Tenquin y Hilsprich y al *amodiateur* del Priorato de Zelle, que arrienda una *ferme isolée*³³⁹. La comuna de Hilsprich, pese a un fallo de 1728 que lo avala, pretende negarle el derecho a pastar en virtud del *parcours* al *amodiateur* de Zelle. Alega que la *ferme* no forma parte de su término sino del de Petit-Tenquin. Petit-Tenquin, dicen en Hilsprich, no tiene derecho a *parcours* en su término. Si el *amodiateur* puede pastar en Hilsprich, entonces ellos deberían poder pastar en Petit-Tenquin. Del mismo modo, la vecina Puttelange podría pastar en el de ellos, y ellos en el de Puttelange. Pero esto no sucede. El alcalde de Petit-Tenquin revela que el fallo de 1728 no es acorde a las prácticas locales al sentenciar que:

“[...] bajo pretexto de reciprocidad no han querido sufrir los animales de la aldea de Hilsprick sobre su término porque los habitantes del dicho Tennequin no van nunca sobre el término de Hilsprick y que de toda antigüedad los rebaños de una y otra aldea han permanecido sobre sus términos mientras que el del Priorato ha frecuentado uno y otro bajo las modificaciones aquí añadidas...”³⁴⁰

³³⁸ Las aldeas de Angviller y Dalhain expresan haber perdido el derecho a pastar en términos vecinos, la segunda como consecuencia del decreto. Se trata de una aldea que reparte su término entre los Tres Obispos y Lorena; pero el *parcours* lo pierde la totalidad de la comuna. Rorbach y Tarquinpol afirman no poder pastar en estanques de otros términos enclavados en sus propios *bans* (Etienne, 1912).

³³⁹ Se trata de explotaciones que no presentan la fragmentación parcelaria característica del *openfield*. Muchas veces consecuencia de desbrozos (como lo es la *ferme isolée* de Zelle), están compuestas por una o más parcelas compactas de varias hectáreas, fácilmente distinguibles en los catastros del siglo XIX (ADMo NUM 35 P 535). Las edificaciones de la explotación forman un caserío propio, alejado de la aldea que las engloba. Circunstancialmente, la explotación también se puede ver complementada por parcelas alargadas del *openfield*. Constituyen enclaves privilegiados y poco frecuentes (Guyot, 1887). La *ferme* de Zelle, por caso, engloba 49 hectáreas de labrantíos y 34 hectáreas de prado, una proporción de pastos totalmente excepcional. Seis décimos de estas tierras junto a las edificaciones se encuentran en el término de Petit-Tenquin; el resto en Hilsprich.

³⁴⁰ “[...] sous pretexte (sic) de reciprocité (sic) ils n'ont voulu souffrir les bestiaux du village de Hilsprick sur leur ban parce que les habitants dudit Tennequin ne vont jamais sur le ban de Hilsprick et que de toute ancienneté les troupeaux de l'un et de l'autre village sont restés sur leur ban tandis que celui du Prieuré a fréquenté (sic) sur l'un et l'autre sous les modifications cy devant rapportées...” ADMo 541ED FF1, 5 de diciembre de 1737.

En Boulay, al menos desde 1768 reiterados informes de justicia fijan multas a los rebaños de las aldeas vecinas por pastar en el término de la ciudad. Una curiosa fórmula figura en todos los reportes. Al retirar los animales confiscados, los habitantes de las aldeas vecinas asientan, por escrito, que no tienen derecho de *parcours* en el *ban* de Boulay. En julio de 1770 un grupo de residentes de Roupeldange, comuna lindera de Boulay, protesta un informe que detalla la captura de algunos animales en una pradera abierta ya a la derrota de mieses. A diferencia de los anteriores, alegan tener derecho al *parcours* en esos prados. La protesta les vale poco: la multa les es aplicada de todos modos. En 1782, una nueva contravención produce un idéntico resultado (ADMo B6212). En septiembre de 1789, un rebaño de sesenta cabezas de equinos y rumiantes de Tritelling es informado y duramente multado por pastar en los barbechos de Faulquemont. Lo mismo ocurre en Morlange con animales de la vecina Brouck en 1786 (ADMo B6506).

En todos los casos se trata de aldeas lorenasas, donde el derecho al *parcours* no ha sido abolido por decreto y es plenamente reconocido por la Costumbre. Maurice Lacoste (1951) sostiene que en el noreste del departamento de Meurthe el pastoreo recíproco retrocede al menos en los territorios de los Tres Obispados desde el siglo XVIII. Charles Guyot (1887) encuentra casos análogos en el País de los Estanques, lo mismo hace Jean Gallet (1990) para el extremo oriente moselano. El ejemplo lorenés evidencia que el decreto de abolición del *parcours* en los Tres Obispados no opera en el vacío, una tendencia de reducción de los derechos de pastoreo recíproco existe en todo el territorio del norte lorenés bien antes de 1768. El poco eco que tiene en 1789 la demanda de restablecimiento expone que, en muchos casos, desde las comunidades no hay ningún interés en que ello ocurra³⁴¹. El decreto de 1768, más que significar un parteaguas, más bien permite una uniformización de la legislación en la provincia de los Tres Obispados, anulando las disposiciones de las costumbres que reconocen al *parcours*. Pero en términos económicos no produce transformación alguna; al contrario, la transformación lo antecede.

³⁴¹ Jean-Marc Moriceau detalla el inconveniente estructural que plantea el *parcours*. Ante dos aldeas con rebaños similares, aquella con el término más pequeño se ve favorecida (Moriceau, 1999, pp. 143-146). Lo mismo señala Pierre de Saint-Jacob, pero limitándose a la extensión de los prados. En Borgoña, remarca el autor, el *parcours* es cada vez menos tolerado a lo largo del siglo XVIII (Saint-Jacob, 1960). Un elemento adicional debería ser incorporado: la propiedad de los privilegiados. Los catastros del siglo XIX muestran que, en esta parte de Mosela, comunas donde abundan los bloques compactos de prado se intercalan con comunas donde su importancia es menor (ver capítulo 13). Como ilustra el caso de Zelle, para las comunas donde esta propiedad no existe, esto implica tolerar grandes rebaños en sus términos (muchas veces, fuera del control del pastor comunal) a cambio de poder pastar en términos donde la pastura se encuentra cercada.

II. PASTOREO Y USOS EN LOS BOSQUES

Glandée y vaine-pâture

El pastoreo en los bosques presenta una primera distinción entre lo que se conoce como *glandée*, *païsson* o *grasse-pâture* y la derrota de mieses, la *vaine pâture*. La *glandée* consiste en la introducción de puercos en los bosques para la ingesta de los frutos arrojados por robles y hayucos, especies dominantes de los bosques del llano lorenés. Bajo ningún concepto se los puede recolectar: deben ser consumidos *in situ*. El número de puercos se encuentra limitado, sólo pueden ingresar los animales que sirven a la alimentación de los beneficiarios; están prohibidos los cerdos destinados a la venta. En ocasiones, títulos escritos establecen una cifra máxima (Taguel, 1942)³⁴². En los bosques de la nobleza, son los oficiales del señor quienes fijan cuántos cerdos ingresarán y en qué partes del bosque. En los bosques de la Corona o las comunidades, el rol recae sobre los agentes de la *Gruerie*, en 1751 disuelta en la *Maîtrisse des Eaux et Forêts*. Los cantones donde los árboles tienen menos de ocho años quedan excluidos (*Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1759). Se ejerce, en principio, entre septiembre y abril. La *glandée* no es un derecho universal, debe ser reconocida por un título o uso inmemorial (Guyot, 1886).

La derrota de mieses en bosques, *vaine pâture*, sí remite, originalmente, al derecho común. Las dos costumbres más extendidas en la Lorena histórica (Tres Obispados y Ducado) la reconocen; la de Metz sólo la permite (sin títulos) en las *rapailles*, término que remite a los bosques comunales degradados (Husson, 1987)³⁴³. Normalmente, sólo rumiantes y equinos son admitidos; puercos (reservados a la *glandée*), ovejas y cabras quedan fuera. Como limitación también opera la edad de la arboleda. Acorde a las costumbres, los caballos pueden ingresar cuando los árboles tienen al menos tres años; los rumiantes deben aguardar a los cinco. Hay que tener en cuenta que la edad fija un mínimo, no un máximo: cumplido el plazo, son los funcionarios del señor o la *Maîtrisse* quienes dictaminan si el cantón es apto o no³⁴⁴. En principio, la derrota de mieses en los

³⁴² En Laneuville-au-Rupt, Mosa, un título de 1593 fija el número en dos puercos por habitante (ADMe ED 208 86).

³⁴³ La Costumbre de Saint-Mihiel exige título o uso inmemorial, mientras que la de Vitry-le-François es muda al respecto (*Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762; *Coutumes de Vitry le François*, 1676).

³⁴⁴ En 1770, los habitantes de Dombasle-en-Xaintois (Vosgos) piden autorización para pastar en un *taillis* comunal de ocho a diez años de edad. Avalados por la Costumbre de Lorena, deben sin embargo solicitar una operación de reconocimiento de la *Maîtrisse* antes de proceder (ADV B770).

bosques está abierta todo el año, sin embargo, no puede existir en simultáneo a la *glandée*. Esto imprime una división del bosque por temporada: puercos en otoño e invierno, animales de talla mayor en verano.

Estas atribuciones amplias de las costumbres lorenesas son combatidas por la legislación francesa desde fines del XVII. En 1701, el Duque Leopoldo establece que la derrota de mieses en sus bosques patrimoniales no podrá ejercerse a menos que un título escrito la avale. Esta disposición se extiende a bosques privados (Guyot, 1886; Husson, 1987). En 1724 se determina que, en aquellos bosques en los que haya derrota de mieses, un cuarto del mismo estará necesariamente en reserva, rotando la porción cada cinco años (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I, 1734*).

Affouages y explotación maderera

En términos genéricos, el *affouage* es el derecho que tiene un habitante a recibir madera para calefacción. El reparto se efectúa en porciones iguales por hogar sobre la base de un *rôle d'affouage* que debe tener en cuenta, para asignar las porciones, la cantidad de personas que residen en cada casa (ADV 4K5)³⁴⁵. La venta se encuentra terminantemente prohibida. Sin embargo, la condición de propiedad del bosque afectado establece una diferencia fundamental. En los bosques privados y de la Corona, la Costumbre de los Tres Obispos otorga al *affouage* el *bois mort*, es decir, los árboles caídos, y el *mort bois*, término que designa las especies que no portan fruto, como el carpe o el fresno. Los robles y hayas están explícitamente excluidos de este *affouage*. La costumbre lorenesa es algo más vasta. Naturalmente, también atribuye el *bois mort* y, a diferencia de la costumbre de los Obispos, *prioriza* el *mort bois*. Es decir que, en principio, se tala las especies secundarias, pero si la cuota del *affouage* no se encuentra satisfecha, puede extenderse a especies que portan fruto. Quedan siempre exentos los árboles de altura, llamados *futaie*, destinados a la reproducción de la especie y a la provisión de madera de construcción o comercialización³⁴⁶.

En los bosques comunales, las atribuciones son mucho más generosas. Junto a la legislación se introduce, en particular desde 1740, el modo de explotación francés, basado

³⁴⁵ En Borgoña, André Corvol (1984) señala la existencia de dos mecanismos de reparto, uno realizado por casa y otro por hogar. La diferencia radica en que, dentro de una casa, puede existir más de un hogar.

³⁴⁶ Junto al *affouage*, el segundo derecho de acceso a la madera es, por excelencia, el *maronage*. Se trata de la obtención de madera para la construcción. Se encuentra firmemente fiscalizado y no es automático: funciona bajo pedido en relación a las necesidades (Guyot, 1886).

en revoluciones de veinticinco a treinta años y la separación de una porción, el *quart en réserve*, cuarto en reserva (Rochel, 2013). Este sistema implica, luego de una operación de agrimensura, la división del bosque en, generalmente, veintiséis porciones (pueden ser algunas más o algunas menos). Veinticinco de ellas, de tamaño similar, llamadas *coupes*, fraccionan el bosque de modo a evitar la sobreexplotación. La *coupe* corresponde al *affouage* de un año determinado; tradicionalmente, cada beneficiario recibe un lote dentro de la porción que debe explotar durante el invierno. Al cabo de veinticinco años, el ciclo vuelve a comenzar. En la *coupe*, todos los años los funcionarios de la *Maîtrisse* marcan doce resalvos por *arpent* (20,6 áreas) que deben ser conservados para la reproducción de las especies y eventualmente, la distribución de madera para la construcción³⁴⁷. Finalmente, una porción especial, el *quart en réserve*, queda fuera del sistema de rotaciones. Allí, los árboles son dejados a crecer en altura, formando *futaies* destinadas a satisfacer necesidades que pudiesen surgir y producir madera para el comercio.

Este régimen de explotación, generalizado en los bosques comunales, pero también en aquellos de la Corona y, progresivamente, la nobleza, se conoce como *taillis-sous-futaie*³⁴⁸. Combina la producción de árboles en altura (*futaie*) con la cría de árboles podados para la multiplicación de los vástagos (*taillis*), ideales para la calefacción, pero no aptos para la construcción. El roble es la especie que mejor se adapta a esta explotación; por ello es la favorita de las comunidades y la *Maîtrisse*. Así, el *taillis-sous-futaie* permite producir madera para la construcción o la industria naval priorizando sin embargo el abastecimiento de las necesidades crecientes de combustible tanto industrial como hogareño. En los bosques privados y de la Corona es clara la contradicción entre los intereses de los propietarios y los usuarios; en los comunales, siendo el propietario un ente colectivo conformado por los mismos beneficiarios del *affouage*, la contraposición no se presenta tan evidente, o al menos no parece oponer propietarios y usuarios.

La ofensiva de los propietarios contra los derechos de uso en los bosques

En el siglo XVIII, la demanda creciente de madera impulsa la suba de los precios (Husson, 1987; Labrousse, 1984). La construcción, la calefacción urbana, los astilleros navales y las industrias a fuego explican este aumento. Entre las últimas, en Lorena abundan las forjas, salinas y vidrierías, todas ellas devoradoras de bosques. Para

³⁴⁷ Los resalvos protegidos por los agentes de la *Maîtrisse* devienen *futaies*.

³⁴⁸ En los bosques de la Corona, normalmente las revoluciones son más largas, en regímenes de cuarenta, cincuenta y hasta sesenta años (Hottenger, 1927; Husson, 1991).

abastecerlas, se desarrolla el sistema de las afectaciones: miles de hectáreas de bosque asignados a determinada industria o complejo de industrias. En las inmediaciones de Saint-Avold, un conjunto de forjas ubicadas en un puñado de aldeas monopoliza las compras de madera de un importante macizo forestal³⁴⁹. Sistema ampliamente difundido en el Reino, normalmente no alcanza a saciar las necesidades de las industrias. Por ello, es normal que deban buscar combustible complementario en distancias de hasta treinta kilómetros (Dion, 1970). Esto permite comprender la generalización del sistema de *taillis-sous-futaie* incluso en bosques de la nobleza no regidos por la *Maîtrisse*.

Naturalmente, el interés de los propietarios de bosques choca de frente con los usuarios con derecho a pastoreo y *affouage*. En el caso de la madera, el conflicto es evidente. En el caso de la derrota de mieses o la *glandée*, hay que tener en cuenta dos elementos. Primero, que la tala implica la puesta en reserva del cantón por al menos tres años (y en general, algunos más), quitando pastoreo y también terreno para *glandée*, donde la restricción se extiende hasta los ocho años. Por otro lado, la difusión del *taillis-sous-futaie* disminuye la producción de frutos. En Lorena, las bajas temperaturas hacen que la producción abundante de bellotas sea rara (Degron, 2000). El *taillis*, por su parte, agota el suelo. La recolección permanente de hojas y ramas y la producción de vástagos numerosos quitan nutrientes que no retornan. Asimismo, la multiplicación de ramas, al evitar la formación de grandes copas en altura, modifica los niveles de humedad, temperatura y luminosidad que impactan sobre el suelo, estimulando la acidificación (Clavé, 1860; Dion, 1970). La vegetación del sotobosque se ve alterada y las especies secundarias que no producen frutos encuentran un hábitat favorable, multiplicándose en detrimento del roble. Las hayas, por su parte, no arrojan vástagos una vez taladas, por los que el régimen de explotación también las expulsa (Corvol, 1981). El resultado es el empobrecimiento de los bosques y con ello, de la producción de bellotas y hayucos.

A lo largo del siglo XVIII, el Duque de Lorena primero y el Parlamento después, autorizan ocasionalmente el pastoreo en los bosques de su dominio como también en el de sus vasallos, siempre y cuando el derecho existiere en la costumbre local. Ordenanzas de este estilo se emiten en 1720, 1723, 1731, 1734 y 1785 (ADMe B2958, Bp 6265; *Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traitez et concordats du règne de Léopold I*, 1733; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1748). Esto invita a pensar que, efectivamente, en algunos bosques el derecho al pastoreo habría retrocedido. La

³⁴⁹ Se trata de tres forjas ubicadas en Hombourg-Haut, Sainte-Fontaine y Saint Charles (Dorvaux y Lesprand, 1908).

documentación complementaria fortalece esta hipótesis y permite ampliarla tanto al *affouage* como a la *glandée*. Sin embargo, como en el caso de los comunales y las *embannies* de renadíos, se expresan matices locales.

En Mosela, las evidencias del retroceso de derechos sobre los bosques privados y de la Corona son numerosas. En Saint-Avold, Vahl-Ebersing, Hombourg-Haut, Valmont y Lixing-lès-Saint-Avold, donde los bosques fueron afectados a las forjas, los habitantes perdieron el derecho a pastar, a enviar cerdos y al *affouage* (Dorvaux y Lesprand, 1908). En Hombourg-Haut, la privación de la madera de calefacción es reciente: apenas unos años antes de la Revolución (AN D XIV 7). Idénticas son las denuncias de las aldeas de Béning-lès-Saint-Avold, Bérig, Betting y Erstroff (Etienne, 1907). En Lachambre, Macheren y Ébersviller, los aldeanos gozan de *glandée*, derrota de mieses y *affouage* hasta 1745 en un bosque del Duque de más de 600 hectáreas. Un fallo de 1777 ordena a la *Maîtrisse* a asignar, todos los años, 33 *arpents* (circa 6,75 hectáreas) a las comunidades para *affouage*. La *Maîtrisse* cede ese año, al siguiente, otorga la mitad, y desde 1779 hasta 1790, nada (AN D XIV 7). En Holbach, el Clero ha reducido la porción que obtiene la comuna en la *coupe* anual; en paralelo, ha comercializado el cuarto en reserva, dejándolo fuera del alcance del ganado (Etienne, 1907). En Laudrefang, la explotación del bosque por parte de la *Maîtrisse* y el señor ha aumentado la superficie protegida, expulsando al rebaño comunal (AN D XIV 7, Dorvaux y Lesprand, 1908). Las denuncias contra la *Maîtrisse* por degradación de los bosques a través de ventas excesivas de madera se apilan en los *cahiers de doléances* (Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne 1907).

En los Vosgos y Mosa, las restricciones sobre el pastoreo en bosques y la provisión de madera son menos abundantes. En la bailía de Commercy, la comuna de Gironville posee, según declara en 1788, el derecho a pastar en los bosques del Rey en virtud de un título de 1530 ratificado en 1706 y 1739. Sin embargo, el rebaño de bovinos es apresado en reiteradas ocasiones por los guardas de la *Maîtrisse*, alegando que dicha potestad no es tal (ADMe ED 156 49). En Saint-Germain, una delimitación con la vecina comuna de Ourches, que depende del Parlamento de París, le quita en 1772 el pastoreo en parte de los bosques que quedan por fuera de su término en la nueva delimitación (AN D XIV 7). En Vignot, la asamblea comunal denuncia en 1788 que, a mediados de siglo, luego de las operaciones de agrimensura del bosque, numerosas porciones fueron desbrozadas y cercadas (ADMe ED 425 90). En la bailía de Mirecourt, la Marquesa le niega el ingreso a sus bosques al rebaño comunal de They-sous-Montfort (Martin, 1928). Una situación

similar se vive en 1757 en Vroville, donde los animales son capturados por pastar en el bosque del señor: ningún título escrito lo avala (ADV Edpt 537 DD2).

Las diferencias relativas a los derechos de uso en Mosela y los otros dos departamentos se deben, ante todo, a la diferencia en el reparto de propiedad. Como pudimos apreciar anteriormente, en el departamento septentrional la Corona y la nobleza controlan los dos tercios de las superficies forestadas. En las bailías de Commercy y Mirecourt, en cambio, esa proporción cae a menos al 47% y 39% respectivamente. Esta distribución tiene una doble implicancia. Por un lado, quienes disponen de bosques comunales poseen un acceso más vasto a madera y pastoreo. Pero por el otro lado, al provenir estos bosques de operaciones de *cantonnement*, los bosques de la nobleza o de la Corona se encuentran liberados de derechos de uso. *Certes*, algunos bosques aún se encuentran gravados por estas servidumbres y otros, como vimos, las pierden en el transcurso del siglo ilustrado. Para el siglo XIX, en la bailía de Mirecourt, ningún bosque privado conserva derechos de uso (Tavella, 2012)³⁵⁰. Aun así, el acceso a los bosques se encuentra ampliamente garantizado por la propiedad comunal.

Delitos en el bosque

En los cuadernos de quejas, peticiones y todo tipo de documento emanado desde las aldeas el lineamiento político es claro: la *Maîtrisse*, la nobleza o el clero atentan contra los usos comunales con el propósito de enriquecerse a través de una explotación intensiva que degrada los bosques. Los documentos procedentes del Estado, en cambio, señalan una línea opuesta. Son las comunidades las que a través del sobrepastoreo y el delito impiden la sana reproducción de la *silva* (AN H1486; Desgouttes, 1801).

En 1757, un decreto del Duque ajusta el reglamento de la *glandée*, poco precisado por la Costumbre y los estatutos forestales de 1701, 1707 y 1724. Entre otras disposiciones, se fija la reserva de todos los cantones de menos de ocho años. En 1761, año en el que la producción de frutos es abundante en los bosques loreneses, un allanamiento encuentra 840 *bichets* (unos 24 kilogramos) de bellotas en los depósitos de varios comerciantes de Commercy. En 1765, un fallo del Duque constata que, en 1761, las bellotas, recogidas por los habitantes en los bosques de toda la provincia, se vendieron públicamente en los mercados de Nancy y Toul. Se reafirma, además, la prohibición de recolectar y vender los frutos del roble y la haya tanto en los bosques comunales como en

³⁵⁰ En la bailía de Commercy, Ménil-la-Horgne conserva derechos sobre bosques privados (ADMe ED 251 2).

los del Rey y propietarios privados. Eso no impide que, en el burgo de Sorcy-Saint-Martin, los habitantes se lancen a la recolección de hayucos en 1783 (ADMe Bp 6265; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1766). En la bailía de Mirecourt, la situación es similar. En Gircourt, un aldeano es multado con cincuenta francos *barrois* (unas treinta y tres libras tornesas) por recolectar bellotas en 1748 (ADV B596). En Boulaincourt, varios habitantes son informados por la misma contravención en 1764 (ADV B 1871). En Mattaincourt, en 1775 se autoriza al pastor a reprender a todo aquel hallado recogiendo bellotas (ADV Edpt 297 BB1). En Chef-Haut, en 1747, los habitantes deciden enviar sus puercos al bosque comunal, pese a no contar con la autorización debida: la multa es también de cincuenta francos *barrois*. En 1748 reinciden, esta vez la multa es de cien francos *barrois* y otros cien en resarcimiento por daños (ADV B596).

Los delitos vinculados al pastoreo también abundan. En la bailía de Commercy, en 1774, el rebaño de vacas de Sorcy-Saint-Martin es sancionado por pastar en *taillis* comunales de tres a cuatro años de edad. Allí, entre 1769 y 1784 (años documentados) las infracciones de este estilo son habituales (ADMe Bp 6265). En Vignot, las deudas se acumulan producto de multas impagas derivadas de delitos de pastoreo en el bosque comunal en 1774, 1780 y 1787 (ADMe ED 425 90). En Vittel, burgo de los Vosgos, los habitantes poseen unas 283 hectáreas de bosque, el señor Del Caretto 199 y el clero un pequeño bosquecillo de 13 hectáreas que no sobrevivirá a la Revolución³⁵¹. Entre 1761 y 1773, el 57% de los informes por pastoreo ilícito radican la contravención en los bosques del señor; los restantes en bosques de la comunidad³⁵². En uno y otro caso, los *taillis* más vulnerables no son evitados: delitos se ejercen en cantones talados el año anterior. En la misma bailía, en Offroicourt, bueyes, caballos, vacas y hasta cabras son reiteradamente reprendidas por pastar en cantones no habilitados de los bosques comunales y privados entre 1771 y 1776. La *lisière*, frontera entre el bosque y el *ager*, es la zona más afectada (ADV B2639)³⁵³. Los *taillis* de menos de dos años tampoco son perdonados en el bosque

³⁵¹ En rigor, la comuna de Vittel está conformada por dos términos fusionados: el *Petit ban* y el *Grand Ban* (Rothiot y Rothiot, 1990).

³⁵² El reparto, cercano a las partes iguales, parece perjudicar a del Caretto si se tiene en cuenta que la superficie de bosques comunales es un 42% más grande que la del aristócrata. Además, si en vez de tomar los delitos como unidad, se toma las cabezas de ganado, el reparto es algo más pronunciado hacia los bosques de del Caretto: dos tercios de los animales informados fueron encontrados en sus propiedades forestadas. No obstante, resulta difícil afirmar que efectivamente se trata de una suerte de conciencia patrimonial: en los bosques del señor pesan mayores restricciones, por ende, hay menos hectáreas habilitadas y mayor superficie para delinquir (atenuando la superficie total mayor del bosque comunal). Además, no podemos descartar que el control sea más riguroso en los bosques privados (ADV B660).

³⁵³ En Offroicourt, en 1839 los bosques privados representan más del 85% de la superficie forestada del término (ADV 3P 3001).

comunal de Marainville (ADV B11, B2443). Las actas de Haréville y Mirecourt registran infracciones similares (ADV B763, B764). En La Neuveville-sous-Montfort, el cuaderno de quejas de 1789 denuncia que el exceso de pastoreo realizado por las comunas vecinas -y nunca por los propios, claro- ha convertido un bosque de *circa* 25 hectáreas en un *pâquis*.

No son las necesidades del ganado las únicas apuntadas por la degradación de los bosques, en particular de las *lisières*. Entre 1701 y 1765, el Ducado se ve obligado a producir, afinar y reafirmar los reglamentos sobre los bosques, prohibiendo los ya prohibidos desbrozos (*Ordonnance de Leopold I Duc de Lorraine et de Bar*, 1701-1708, 1734; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1959). Ya hemos visto, en el capítulo anterior, que esto no impide las usurpaciones del comunal producidas, principalmente, pero no únicamente, por los privilegiados. En Vignot, Mosa, en 1788, la asamblea comunal reconoce que los propietarios rivereños plebeyos usurpan las *lisières* degradadas (ADMe ED 425 90). Lo mismo constata la municipalidad de Offroicourt en 1779 (ADV B2634). En Frenelle-la-Petite, unas 5 hectáreas de un bosque empobrecido son taladas a raso en 1750 (ADV Edpt 189 DD1). En Boulaincourt, el ensanchamiento de un camino para facilitar el paso del rebaño a los pastos de un *pâquis* alejado implica la erradicación de una *lisière* en 1765 (ADV Edpt 68 FF2). Los robos de leña y talas ilegales son delitos corrientes. En Mosela, Lixing-lès-Saint-Avold denuncia estos abusos en 1789 y de nuevo 1790 (AN D XIV 7; Dorvaux y Lesprand, 1908). En Mosa, los registros de justicia de Sorcy-Saint-Martin están plagados de entradas de este estilo (ADMe Bp 6265). Lo mismo se constata, en los Vosgos, en las actas de *Gruerie* de Boulaincourt, Mirecourt, Remoncourt, Marainville y Vittel y en el *cahier de doléances* de Rouvres-en-Xaintois (ADV B11, B88, B 660, B764, B1619, B2443; Martin, 1928). En Vittel, en 1742, Claude Logerot, al ser capturado *in fraganti* en un bosque señorial, declara que es la extrema pobreza la que lo fuerza a cometer la contravención para poder pagar la *subvention*³⁵⁴. Un procedimiento que pretende camuflar la tala ilegal es el exceso en la *coupe* del *affouage*. Esto puede implicar el abatimiento de los resalvos protegidos o un leve avance más allá del límite del lote asignado a un beneficiario. Estas infracciones son habituales en Boulaincourt, Remoncourt y Vittel; también aparecen en los registros de justicia de Sorcy-Saint-Martin en la bailía de Commercy (ADMe 59B7, Bp 6265; ADV B88, B764,

³⁵⁴ Su intento de soborno por intermediario de una botella de vino fracasa: se le señala que no es la primera vez que se lo encuentra en delito de tala, lo que el leñador furtivo reconoce como cierto. Agregar a la oferta unas jornadas de trabajo en los viñedos (¿del señor?) tampoco le resulta.

B660)³⁵⁵. La venta de la madera del *affouage*, prohibida por las costumbres como también por los reglamentos del primer cuarto del siglo XVIII, es sin embargo una práctica documentada. En Vignot, en 1788 se señala que los habitantes urgidos por las cargas feudales se ven obligados a vender su *affouage*. Pero en una región donde calefaccionarse es tan importante como alimentarse, no queda más alternativa -dicen las actas asamblearias- que reemplazar lo vendido con leña tomada ilícitamente (ADMe ED 425 90)³⁵⁶.

Exponemos, desde ya, las contravenciones que dejan registro. Es sensato pensar que representan sólo una parte cuyo peso sobre el hipotético total es imposible de medir³⁵⁷. Las quejas relativas al pobre desempeño de los guardas forestales son un lugar común de la documentación de la época. En 1764, a raíz de los delitos masivos en los bosques de su patrimonio, el Duque endurece las multas a los guardas que no desempeñen bien sus funciones. En 1747 ya había tenido que intervenir en Betting, Mosela, dónde la comunidad, en un raptó de astucia, había designado un guarda forestal inválido, incapaz de realizar su labor (*Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1748, 1766). En Vittel, el procurador protesta, en 1773, porque no existe ningún informe que dé cuenta de los excesos por él constatados en la *coupe* de ese año (ADV B660). Quejas análogas figuran en los cuadernos de quejas de Freyhouse (Mosela) y en las actas de la asamblea de Vignot de 1788 (ADMe ED 425 90; Dorvaux y Lesprand, 1908). En Juvaincourt, los aldeanos sostienen que, como los pobres son insolventes, los guardas, que cobran una fracción de la multa, no se molestan en informarlos (ADV Edpt 262 BB1). Lo cierto es que, más allá de las aptitudes de los guardas, su tarea no es sencilla. ¿Cómo capturar, sin ayuda, un rebaño de varias decenas? Las reprensiones no operan en un clima de paz: los

³⁵⁵ En Alsacia, las talas ilegales son recurrentes (Boehler, 1994). En Borgoña, a partir de 1780 se hace cada vez más habitual el reemplazo del sistema tradicional de asignación de lotes para el *affouage* por una concesión a empresarios de la madera que, acordado un precio, se encargan de la tala y distribución de la porción que corresponde a cada hogar. El trabajo se hace con leñadores contratados o, en ocasiones, con el concesionario dirigiendo a los habitantes como si fuesen asalariados. Este método tiene la ventaja de descargar la responsabilidad de los excesos en el empresario (Corvol, 1984). En algunas comunas de Vosgos y Mosa, el método tradicional sobrevive todavía a fines de los años 80 del siglo pasado (Rothiot y Rothiot, 1990). Pero no es universal. En Mosa, la explotación vía concesión ya aparece en registros de 1793 en Vignot y 1806 en Ménil-la-Horgne (ADMe ED 251 2, ED 425 90). En los Vosgos, lo hace en 1792 en Juvaincourt (ADV Edpt 262 1D1). La necesidad de limitar los excesos en el *affouage* que lleva a la transformación del método de tala en Borgoña también afecta a Lorena en cronologías muy similares, sino idénticas.

³⁵⁶ Yvonne Perrin (1955) encuentra casos de venta de *affouage* en el departamento de Meurthe a comienzos del XIX.

³⁵⁷ Sobre la cuestión de los arreglos extrajudiciales, véase Follain, 2006.

hechos de violencia son habituales (ADMe, 59B 7, Bp 4678, Bp 6265; ADMo B6506; ADV B661, B763). Y en el bosque, ocultarse es más sencillo que en el *ager*³⁵⁸.

El bosque financiamiento de las comunas

Sobreexplotación y delito, elementos que se solapan, no son sinónimos. Más allá de las forjas, más allá de la *Maîtrisse*, las mismas comunidades exigen a sus bosques. En la bailía de Commercy, donde los bosques abundan, la comuna de Laneuville-au-Rupt obtiene autorización para vender el producto de 34 hectáreas, algo más de la décima parte de su bosque comunal. La venta responde a un *ultimátum*: luego de la adquisición del señorío de Commercy, el Duque ordena que las comunidades endeudadas procedan a liquidar sus pasivos en un plazo de tres años. Entre 1752 y 1764, las ventas se suceden anualmente, sugiriendo una explotación corriente de los recursos forestales de Laneuville-au-Rupt a lo largo del siglo. En 1757 y 1759 al menos, el motivo de las ventas es nuevamente el pasivo del municipio (ADMe ED 208 86). En 1788, la asamblea municipal de Vignot expone la larga lista de deudas engendradas por la reparación de la parroquia y multas contraídas por infracciones del rebaño comunal desde 1773. Solicitan, por ende, se les facilite esa suma sobre lo generado por la venta de los bosques³⁵⁹. Agregan que, contrariamente a lo establecido, sería deseable que pudiesen pagar los impuestos con el producto de ese comercio. No satisfechos, piden autorización para vender el Cuarto en reserva (ADMe ED 425 90). Del mismo modo, en 1793 la comuna de Gironville solicita permiso para comercializar madera de sus bosques con el propósito de cancelar multas sancionadas por pastoreo ilícito en bosques de la Corona entre 1789 y ese año (ADMe ED 156 49). En la bailía de Mirecourt, el cuaderno de quejas de Gemmelaincourt exige que todos aquellos árboles cuya venta es autorizada por la *Maîtrisse* sean, en cambio, destinados al *affouage* (Martin, 1928). En la medida de sus posibilidades, el recurso de las comunidades a la caja del bosque es frecuente³⁶⁰.

³⁵⁸ Las deficiencias en el ejercicio del control no son monopolio lorenés. En el siglo XIX, las quejas son habituales entre los prefectos. La literatura francesa, por su parte, ha pintado a los guardas rurales como ebrios, ineptos, vagos. Fabien Gaveau, recuperando encuestas de ese período, sostiene que esta imagen, exagerada, es más bien el resultado de un desborde lógico de una policía rural estructuralmente mal acondicionada para la tarea. Esto permite comprender no sólo la impunidad relativa, sino también el recurso permanente a los acuerdos extrajudiciales de palabra entre autoridades locales y los contraventores. Desde 1840, la reforma de la policía rural es un tema central de la agenda política. Véase Follain, 2002; Follain, 2006; Gaveau, 2000.

³⁵⁹ El dinero producido por la venta de madera no retorna físicamente a las comunas: permanece en las arcas de la *Maîtrisse* quien, ante pedido justificado, entrega el numerario al síndico.

³⁶⁰ La importancia del recurso a la explotación maderera como mecanismo de financiamiento comunal es señalada por Jean-Michel Boehler (1994) para Alsacia y Hilton L. Root (1987) para Borgoña.

Bosques degradados

Se puede dudar sobre las razones esgrimidas por autoridades y comunidades. Al fin de cuentas, los intereses están en juego. ¿Es el pastoreo furtivo el que degenera los bosques? ¿Son las ventas que hacen los propietarios, las comunas y la *Maîtrisse*? ¿Son las afectaciones a las industrias xilófagas? Del lado de los campesinos, es lícito creer que cuando se los multa por pastar en un *taillis* de ocho, diez o mismo quince años, más que preservar el bosque, se está intentando favorecer los intereses del propietario. Del mismo modo, un *laboureur* atrapado pastando en una *coupe* de dos años en un bosque comunal difícilmente pueda ser presentado como un caso de resistencia a la privatización. Ciertamente, algunas situaciones son más ambiguas, no hay dudas. ¿Los cinco años de protección que establecen las costumbres tienen la misma eficacia en un mundo rural más intensamente poblado?

Presión demográfica, intereses comerciales, avidez recaudatoria: todos son elementos que confluyen en la inevitable degradación de los bosques³⁶¹. Si en la planicie la superficie forestada, más allá de algunos desbrozos puntuales, no parece sufrir grandes variaciones, la calidad de los bosques ciertamente se degenera (Husson, 1987; Rochel, 2013). La documentación lo certifica: las quejas sobre la degradación de los bosques son muy frecuentes en los cuadernos de quejas³⁶². El aprovisionamiento en madera no acompaña al crecimiento demográfico. En Laneuville-au-Rupt, en 1730 se solicita que, como en años anteriores a la adquisición del señorío por el Duque, se les permita talar resalvos para complementar un *affouage* insuficiente. En 1736, se les autoriza a talar los árboles moribundos del cuarto en reserva (ADMe ED 208 86). ¿Cómo puede coexistir la solución a este déficit con las ventas que constatamos en el apartado anterior en un siglo de expansión demográfica? En 1800, los habitantes se oponen a la orden proveniente del departamento que ordena la venta de madera susceptible de ser destinada al *affouage* para el pago de deudas (ADMe ED 208 98). En Vignot, la asamblea expresa su preocupación ante el *affouage* cada vez más escaso fruto del delito de propios y vecinos (ADMe ED

³⁶¹ Estudiando el macizo de Bitche, en el extremo oriente moselano, Xavier Rochel (2017) encuentra que los bosques afectados a vidrierías no presentan una menor densidad de resalvos que aquellas que no lo están, sugiriendo que no se puede atribuir la sobreexplotación exclusivamente a la industria. Sí percibe, en cambio, una mayor degradación de los bosques del occidente de Bitche. Allí, la superficie forestada retrocede en beneficio de los cultivos.

³⁶² En Mosela, la cuestión es evocada en Helstroff, Laudreganf, Lixing-lès-Saint-Avold, Marange, Maxtadt, Saint-Avold y Valmont; en la bailía de Mirecourt en Bettoncourt, Boulaincourt, Juvaincourt, Mattaincourt y Thiraucourt (Etienne, 1907; Lesprand y Dorvaux, 1908; Martin, 1928).

425 90). Las quejas en torno al *affouage* insuficiente también abundan en la bailía de Mirecourt en 1789: Domjulien, Haréville, Gemmelaincourt, Parey-sous-Montfort, Puzieux, Remicourt y Vroville lo expresan en sus cuadernos (Martin, 1928)³⁶³.

En los bosques privados y de la Corona, la contradicción entre intereses de propietarios y usuarios deriva en una progresiva exclusión de los últimos, en particular en el departamento de Mosela. En las bailías de Mirecourt y Commercy, son más importantes los bosques comunales, también bajo encrucijada. Las comunas, endeudadas, apelan a la venta de madera para saciar sus pasivos. El *affouage*, amenazado por ello, debe hacer frente a una población creciente. Esta población no sólo precisa calefacción, también debe alimentar a sus animales. La explotación de los bosques en régimen de *taillis-sous-futaie* quita espacio tanto para la *glandée* como para la derrota de mieses de caballos y rumiantes. El pastoreo de los rebaños, por su parte, degrada los bosques, en particular en las áreas de *lisière*, debilitando el suministro maderero³⁶⁴. El mismo uso del bosque comunal, cruzado por la presión de la población creciente, engendra una contradicción en los intereses de sus beneficiarios.

III. ANIMALES EXPULSADOS Y DERECHOS REDUCIDOS

¿Cuándo los pastos se cierran, cuándo los bosques brindan menos leña, quiénes son los perjudicados? En la primera parte de esta tesis hemos visto cómo la cuestión ha sido abordada en los últimos dos siglos. Quitando los apologetas de las modernizaciones del siglo XVIII, a partir del siglo XIX la interpretación dominante ha ubicado a los pobres entre las principales víctimas. Nadie Vivier ha señalado los inconvenientes de esta interpretación: ¿quiénes son los pobres? ¿Los desposeídos? ¿Los campesinos con poca tierra? ¿Los agricultores que sostienen sus explotaciones principalmente con el trabajo de su familia? La categoría es un significante vacío, muchas veces utilizado como mero objeto de propaganda (Vivier, 1998).

Ahora, no todos los derechos implican a los mismos usuarios (Meuvret, 1969). Uno de ellos es universal: el *affouage*. Para pastar hay que tener animales, pero la

³⁶³ El *affouage* también deviene insuficiente en Borgoña en el siglo XVIII (Corvol, 1984). En el mismo siglo, en Alsacia, los complementos al *affouage* se generalizan (Boehler, 1994).

³⁶⁴ Los bosques alsacianos y burguñones evolucionan en el mismo sentido. Mientras que la explotación maderera produce la extensión de las superficies protegidas, los delitos por pastoreo ilícito se multiplican (Boehler, 1994; Saint-Jacob, 1960). El fenómeno se expresa a escala europea, como ilustran los casos de Cataluña y Renania (en el siglo XIX). Véase Marx, 2007; Pellicer Vilalta, 2007.

calefacción es una necesidad de cualquier habitante, rico o pobre. Ciertamente: es condición haber formado un hogar -matrimonio-, pero no es requisito ser propietario. No hay muchas ambigüedades en esta área; el retroceso del suministro per cápita en madera impacta a toda la comuna, pero con especial dureza a quienes menos margen tienen para destinar dinero al abastecimiento de combustible. Al contrario, también es evidente, para el caso de los bosques privados y los de la Corona, quiénes son los beneficiarios de la reducción de derechos: los privilegiados que aumentan su renta. Estas apreciaciones pueden ser extendidas a los puercos y la *glandée*. La crianza del cerdo es barata, en especial allí donde existe este derecho, por lo que este animal recorre todos los estratos sociales. El retroceso de la *glandée* obliga a destinar cereales para su alimentación o a desistir de sus grasas.

En el caso del pastoreo, el asunto es más delicado. De nuevo, los *laboueurs* de más recursos tienen mayor margen: pueden apelar a sus prados o a su avena para sostener sus rebaños. Más difícil parece la situación de los campesinos más humildes que parecerían no tener más alternativa que el delito si quieren alimentar a sus animales. Sin embargo, el análisis de las actas de justicia arroja el resultado contrario: los delincuentes por excelencia son los *laboueurs*³⁶⁵. Hay un sesgo estructural de la justicia en ello. Por un lado, a más animales y a mayor tamaño, más posibilidades de hacerse reprimir. No es lo mismo un rebaño de diez equinos que una cabra, desde ya. Además, como notamos anteriormente, la insolvencia de los humildes es un fuerte estímulo al incumplimiento de las labores de los guardas.

Con todo, las actas exponen una parte de la realidad. Las costumbres establecen pocas prohibiciones con respecto a los animales: sólo los puercos se encuentran formalmente prohibidos en los prados y en los cantones de derrota de mieses de los bosques. En 1701, el reglamento de bosques de Leopoldo I amplía la interdicción a ovejas y cabras. Para estos animales, sobre los prados, no rige proscripción reglamentaria alguna. En los cuadernos de quejas de 1789, las protestas en torno a este aspecto son habituales. El reclamo suele apuntar a que el señor o su arrendatario no puedan introducir su rebaño en los prados³⁶⁶. Las comunas parecen ser consecuentes con esta demanda: intentan evitar

³⁶⁵ En las inmediaciones de las ciudades y burgos, a los *laboueurs* hay que agregar a los carniceros, también contraventores seriales. ADV B764, B2634, B2639; ADMe Bp 4678, 59B 7; ADMo B6212, B6506, B9206; Flaus, 1999; Jacquet, 2003; Perrin, 1955.

³⁶⁶ En Mosela, así se expresan las aldeas de Frémestroff, Folschwiller, Laning, Lelling, Macheren, Valmont y Varize; en los Vosgos, Biécourt, Lignéville, Mattaincourt, Thiracourt, Totainville y la asamblea del tercer estado de Mirecourt (Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928).

que las ovejas propias pasten en las praderas. En 1779, en el burgo de Sorcy-Saint-Martin, Mosa, el guarda comunal le señala al pastor “[...] que tenía buenas ganas de hacerse reprender...” al introducir el rebaño blanco (ovejas y cabras) en los prados abiertos a la derrota de mieses³⁶⁷. En Mosela, siempre en temporada de prados abiertos, el rebaño de puercos es capturado en infracción en Chémery en 1783; en Marienthal son las ocas de la comuna las contraventoras en 1786 (ADMo B6506)³⁶⁸. En los Vosgos, la asamblea municipal de Remoncourt señala el 24 de septiembre de 1787 que, una vez concluida la siembra, los prados se abrirán a todos los animales “[...] excepto las bestias blancas...”³⁶⁹.

Las comunas buscan evitar que las ovejas, cuya mordida alcanza el ras del suelo, ingresen en los prados³⁷⁰. Puercos, ovejas y aves de corral ya se encontraban al menos parcialmente marginados de los prados desde antes de los cercados y el avance de las *embannies*; lo mismo puede señalarse para los bosques. Es decir que las víctimas del retroceso de la derrota de mieses en prados y bosques son, ante todo, caballos, bueyes y vacas. Es en parte por ello que los reprendidos por pastoreo ilícito en prados y bosques son, casi siempre, *laboueurs*. Ciertamente, las vacas sufren las ofensivas sobre los pastos lo mismo o más aún que los caballos y, como pudimos apreciar en capítulos anteriores, este animal está presente en los establos tanto de *laboueurs* como de *manoeuvres*. La escasa presencia de estos últimos en las actas denota, más que una rigurosa observancia de las leyes, el sesgo de la justicia, más negligente con los insolventes.

Como postula Gérard Béaur (2000), es evidente que quienes más pueden perder son quienes, para empezar, tienen animales. No obstante, señala el historiador, es cierto que los más humildes también se ven perjudicados por el retroceso del pastoreo colectivo en prados y bosques. Quien alimenta una vaca encuentra entre 1760 y 1789 cada vez menos pastos a su alcance y, nuevamente, debe hacer uso del delito, de los pastos comunes que quedan (como los caminos) o destinar parte de su ingreso a la compra de heno. Es evidente el perjuicio que esto significa para quienes tienen poco o nulo margen financiero. Ahora, la presión es sin duda mayor en la capa intermedia de campesinos: aquellos que no superan las 15 o 20 hectáreas y que, poco provistos de pastos propios, deben mantener, para labrar las pesadas tierras lorenas, un rebaño de caballos

³⁶⁷ “[...] qu’il avoit bien envie de se faire prendre...”. El rebaño comunal de bestias blancas ya había sido informado por sucesos idénticos en 1765 y 1775 (ADMé Bp 4678).

³⁶⁸ Algunas comunas unifican sus cerdos y bestias blancas en un único rebaño; otras aldeas los discriminan (Cabourdin, 1984).

³⁶⁹ “[...] excepté les bêtes blanches...” ADV B662, 24 de septiembre de 1787. La misma prohibición aparece expresada en las actas de justicia de Saint-Menge en 1749 (ADV B662).

³⁷⁰ Su exclusión de los prados es habitual en toda Francia (Moriceau, 1999).

relativamente numeroso. Ciertamente es que las *embannies de semailles* les resultan convenientes, lo mismo que un reparto proporcional de los renadíes. Sin embargo, este es el método que disponen los edictos loreneses; en los Tres-Obispos, en cambio, la distribución de la parte plebeya de los renadíes pondera, desde 1734, la propiedad sobre los pastos. Esta distinción es, en Mosela, teórica, por no decir ficticia: las comunas lorenesas tienden a adoptar la reglamentación de los Tres-Obispos, cuando no disponen directamente un reparto propio totalmente desligado de las reglamentaciones. Además, conforme al crecimiento de la superficie en renadíes, avanza a lo largo del siglo el recurso a la subasta. Así, además de la nobleza (o circunstancialmente, el clero) que toma su tercio, quienes más provecho sacan de las *embannies* son los *laboueurs* mejor provistos en prados y liquidez³⁷¹. Este sector también se ve perjudicado por el retroceso del pastoreo en los bosques (lo mismo que en los comunales), sin embargo, puede compensarlo con lo que obtiene en los prados y dispone, asimismo, de mayor margen de adaptación. El retroceso del pastoreo en prados y bosques profundiza entonces la tendencia hacia la polarización social.

* * *

A lo largo del siglo XVIII la monarquía lanza una serie de reformas fundadas en lo que cree que puede fomentar el crecimiento económico y la recaudación. Detrás del velo del progreso se esconde, como remarca una larga tradición desde Marx hasta Rosa Congost, el interés de los propietarios privados de tierras y bosques (Congost, 2007; Marx, 2007). En Lorena, como en tantas otras partes del Reino, la política de la Corona apunta a la división de los comunales, los cercados, el avance de los renadíes y el retroceso del pastoreo en los bosques. No obstante, en todos los casos, el éxito de las medidas depende enteramente de procesos que existen con anterioridad. Esto no quita el enorme provecho que toma la nobleza: se apropia de porciones significativas de comunales, cerca, expulsa al ganado y a los *affouagistes* de sus bosques.

Con todo, una mirada más atenta a las diferencias estructurales lorenesas permite comprender los matices en la evolución histórica. En los bosques, la forma de propiedad resulta determinante. En Mosela, donde los bosques privados y de la Corona ocupan una parte importante de la *silva*, el retroceso de los derechos de pastoreo y obtención de madera es más marcado. En los Vosgos y Mosa, sin negar la existencia de fenómenos

³⁷¹ En Picardía, Florence Gauthier (1977) demuestra como la estructura de derechos comunales se moldea progresivamente de forma acorde a los intereses de los *laboueurs* más enriquecidos.

similares, el tenor es ciertamente más moderado. Se trata, además, de dos bailías donde la propiedad comunal de los bosques es preponderante. Allí, la intensificación de la explotación maderera es el principal elemento que atenta contra el pastoreo mientras que la presión demográfica sobrecarga los *affouages*. La tala se intensifica, los espacios abiertos a los animales retroceden. Los animales, asimismo, sobrecargan los bosques fomentando su degeneración y jaqueando la producción de combustible.

En el *ager*, los cercados de los grandes propietarios quitan pastos a las comunas. Pero su alcance es limitado: el grueso de los prados, demasiado fraccionados, no pueden ser cercados. Allí, la *embannie* es el mecanismo a través del cual el rebaño comunal es marginado del producto de la segunda hierba. Nuevamente, es el departamento de Mosela el teatro de operaciones donde más prospera este procedimiento. El reparto se modifica conforme a los intereses de los *laboueurs* más acaudalados que hacen notar su hegemonía en las asambleas. La superficie reservada crece, ocupando en vísperas de la Revolución la totalidad de las praderas en numerosas aldeas del noreste lorenés.

No es casualidad que Mosela sea la región donde los derechos colectivos presenten el mayor retroceso. Como pudimos ver en un capítulo anterior, es allí donde la estructura social se muestra más polarizada entre *laboueurs* ricos y *manoeuvres* micropropietarios que reparten su tiempo entre las explotaciones ajenas y la propia. Sin duda alguna, la evolución histórica que acabamos de describir no puede más que acentuar esta situación. La contracara de esto es la lucha aguerrida por los bienes comunales. En un escenario de pastos cada vez más escasos, todos los sectores sociales de la aldea quieren tomar provecho de las pasturas colectivas. Pero esta afirmación no significa lo mismo para todos los actores: los *laboueurs*, en particular los más modestos, buscan conservar la indivisión de los *pâquis*. Los *manoeuvres*, en cambio, plantean su reparto en lotes iguales. Nuevamente, en vísperas de la Revolución, las divisiones de comunales han hecho sus progresos más notables en Mosela. Pero el conflicto también es intenso en la bailía de Mirecourt, donde la polarización social, más moderada que en Mosela, también existe. Es en Mosa, zona de mayor igualdad entre agricultores, donde la posible división del comunal encuentra poco eco. Así pues, la política de la monarquía, indiscutiblemente favorable a una visión excluyente e individualista de la propiedad, se asienta con mayor solidez allí donde la evolución socio-económica lo permite. Y en todos los casos, se ve adaptada a las necesidades locales por los propios protagonistas.

CAPÍTULO 9. REVOLUCIÓN Y TIERRA

La Revolución inaugurada en 1789 ha ocupado un lugar privilegiado en el debate historiográfico internacional. En el siglo XIX, la historiografía de corte liberal le ha otorgado un rol fundamental en la redistribución de la riqueza y la consolidación del pequeño propietario. En sus antípodas, la corriente marxista más ortodoxa, en cambio, la ha considerado un mecanismo de triunfo de la burguesía y aceleración de la proletarianización del campesinado a través de una propiedad más excluyente y desprovista de las antiguas trabas feudales. Georges Lefebvre, por su parte, sostiene que el triunfo parcial del campesinado, sin crear una democracia de pequeños propietarios, frena sin embargo el desarrollo capitalista. La escuela de la *voie paysanne*, en cambio, ha estimado que la afirmación de la propiedad campesina y los usos comunales habría permitido la conversión de la tierra en mercancía facilitando, de forma paradójica, su eventual desposesión en el siglo XIX. La corriente neoinstitucionalista, recuperando los lineamientos liberales, se divide entre quienes sugieren una simplificación de las formas propietarias que permiten el crecimiento económico al reducirse los costos de transacción y quienes, adhiriendo a los mismos principios causales, postulan que la reforma inconclusa del régimen de propiedad impide el desarrollo. En los últimos años, la historiografía ha presentado un panorama más diversificado y con tendencias contradictorias que no permiten sostener las conclusiones categóricas de otros tiempos.

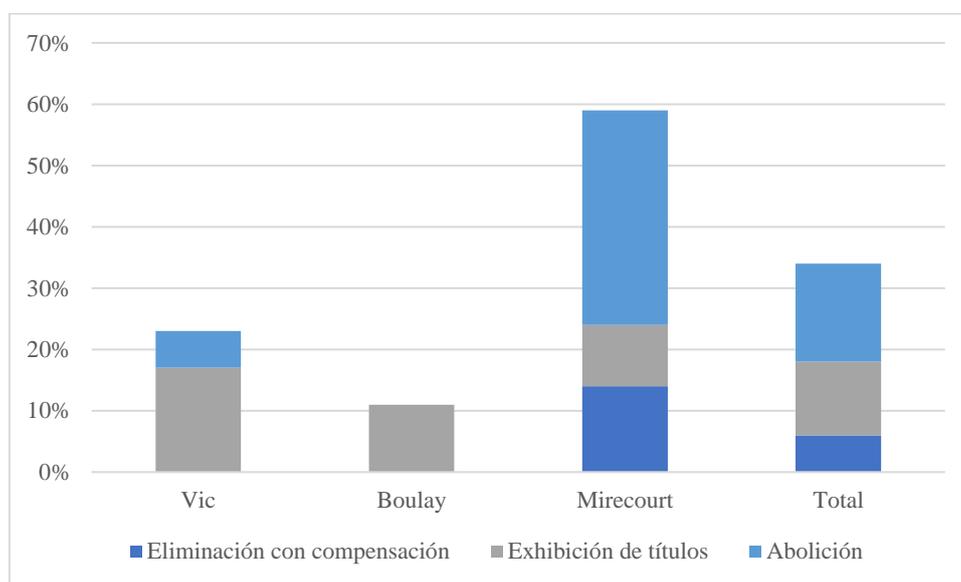
I. EL FIN DEL SEÑORÍO

Los cuadernos de quejas

En 1789, los distintos gravámenes ocupan un lugar importante en los *cahiers de doléances*. Como en gran parte del reino, el tema fiscal es una de las principales preocupaciones. Los impuestos sobre la sal, los cueros y el hierro son atacados con frecuencia; en Vic, Boulay y Mirecourt al menos tres comunas sobre cinco estiman que las imposiciones estatales, de conjunto, son demasiado elevadas y que los privilegiados deben dejar de estar exentos. Ahora, contrariamente a lo que ha encontrado John Markoff (1996), en Lorena las quejas vinculadas al régimen feudal son abundantes en 1789 (ver

anexo, cuadro 28)³⁷². Mientras que el lagar y el horno no engendran grandes preocupaciones, el monopolio sobre el molino y la posibilidad de tener un palomar son cuestionados en al menos un tercio de los cuadernos. Lo mismo puede decirse de la justicia, casi una de cada tres comunas exige una reforma de la justicia señorial (20%) o el liso traspaso de la justicia media y baja a los municipios (11%). En cuanto a las cargas señoriales, algo más que los impuestos, dos de cada tres cuadernos sostienen que son excesivas. Ahora, esto no se traduce de forma mecánica en un programa político (gráfico 2).

Gráfico 2. Programas políticos frente al señorío en las bailías de Vic, Boulay y Mirecourt



Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928.

Se presenta aquí una divergencia. Mientras que, en regla general, la idea de que los gravámenes señoriales son asfixiantes se reparte de forma pareja por toda la Lorena histórica, los cuadernos del sur arriban a conclusiones políticas más radicalizadas. En la bailía de Mirecourt, más de la mitad de las comunas solicita algún tipo de modificación en el régimen señorial³⁷³. Una minoría propone alguna indemnización o exige la presentación de los títulos. Esta última formulación, de apariencia moderada, puede ser

³⁷² Markoff (1996) aclara que su muestrario tiene un sesgo urbano. Teniendo en cuenta la evolución hacia la autonomía de burgos y ciudades, es de esperar que las quejas sobre los gravámenes señoriales ocupen un lugar marginal allí donde no existen o han sido sensiblemente reducidos.

³⁷³ Hemos tomado como criterio, para la elaboración del gráfico 2, solamente los gravámenes pagados en especie, dinero o trabajo. No hemos incluido las *banalités* o los derechos sobre pastos (*troupeau à part* o *tiers-denier*), analizados en los capítulos siguientes. Si incluimos estos elementos, el repudio al señorío es aún más extendido.

vinculada a la demanda de abolición, ya que esos títulos posiblemente no existan³⁷⁴. La eliminación de los gravámenes sin ningún tipo de indemnización encabeza la lista de salidas a la crisis que ofrecen las comunas de esta región de los Vosgos. En las otras dos bailías, en cambio, los postulados políticos puntuales son menos abundantes. En Vic, uno de cada cuatro mientras que en Boulay apenas una décima parte.

Algo similar sucede con el diezmo. En las tres bailías, un tercio de las comunas manifiesta algún inconveniente: tasas demasiado elevadas (17%), desconformidad con la finalidad del diezmo (10%), oposición a la toma, por parte del diezmero, de la varilla completa del cereal (5%)³⁷⁵. Sin embargo, son raros los cuadernos que ofrecen alguna solución concreta. En Vic y Boulay, virtualmente ninguno; en Mirecourt, el 20% (dos de cada tres cuadernos que expresan malestar con el diezmo) exige la reducción de la alícuota (18%) o su supresión (2%).

El rechazo al señorío en Lorena

Esta divergencia entre Mosela y los Vosgos invierte el orden sugerido por el peso del gravamen por hectárea, más altos en el norte que en el sur. Ahora, que un programa revolucionario no figure por escrito en los cuadernos no quiere decir que no esté latente. A través de la acción directa, desde comienzos de la Revolución, toda la región manifiesta su rechazo a las exacciones señoriales. Documentación complementaria permite comprender que esta aparente moderación no es más que prudencia discursiva.

En la comuna de Faulquemont, en agosto de 1789, la asamblea se reúne para evaluar la madurez del grano y determinar las fechas de habilitación de la cosecha (*bande moissons*). Se determina el comienzo para tres días más tarde y se especifica que estas labores se ejecutarán sin tener en cuenta el derecho de prelación del señor (ADMo B6506). En octubre de 1789, cuatro comunas moselanas (Boucheporn, Bisten-in-Loch, Oberwisse y Niederwisse) solicitan al Comité de Derechos Feudales que, para pagar los gravámenes que detallan, los señores presenten con antelación los títulos que los ratifican; en Béning y Bannay, los pagos de las rentas feudales cesan ese mismo año. En enero de 1790, el Conde de Hellimer protesta ante la misma comisión por los tributos impagos del

³⁷⁴ Cuando los cuadernos solicitan los títulos, muchas veces aclaran que están hablando de las cartas originales y no aceptan como títulos las actas de los *plaidis annaux* o las declaraciones elaboradas a lo largo del siglo XVIII.

³⁷⁵ El diezmero, al pretender la varilla completa, toma no sólo el grano sino también la paja. Estimar que al diezmo le corresponde sólo el grano (puesto que se supone que debe alimentar al cura) y no la paja es una de las tantas formas de resistencia de los agricultores (Béaur, 2000).

año anterior. En octubre de 1790, la ciudad de Boulay reclama la abolición de numerosos derechos no incluidos por la ley de marzo (AN D XIV 7). En ninguno de los cuadernos de estas comunas se detalla un programa definido; no obstante, pasan rápidamente a la acción³⁷⁶. *Certes*, los eventos que separan a marzo de 1789 de octubre de 1790 son de importancia mayor y bien podrían sostener una radicalización de las comunas (Markoff, 1996). Pero muchos de estos sucesos son prácticamente inmediatos; si las comunas se radicalizan, lo hacen en el espacio de pocos meses. La prudencia de marzo, en Mosela, se desvanece rápidamente dando paso a la confrontación abierta.

En la bailía de Commercy, donde los cuadernos de quejas han desaparecido, los documentos revolucionarios más precoces se pronuncian en la misma dirección³⁷⁷. En 1790, en Vignot se decide, previa consulta con abogados, el no pago de la totalidad de las cargas señoriales (ADMe ED 425 90). En marzo de 1790, la Asamblea Nacional había decretado la abolición de los gravámenes personales y posibilitado la extensión de los reales a través de la indemnización. La estrategia de la comuna de Vignot es sensata: aprovechar la difícil separación que existe en algunos de estos gravámenes para determinar, de un plumazo, que todos ellos han sido erradicados *de iure*. En Corniéville siguen el mismo camino. Afirman, en julio de 1790, que pagarán las cargas reales en la medida en que los señores presenten sus títulos y que, mientras tanto, procederán a considerarlas abolidas (ADMe ED 94 3). Con esto se adelantan a la legislación que recién en 1792 exige, como condición para evitar la supresión de un gravamen, la presentación de los títulos.

En los Vosgos la acción de las comunas en los primeros años de la Revolución es acorde a las conclusiones políticas de los cuadernos. En Ambacourt, los arrendatarios de los censos solicitan, a fines de 1791, una indemnización por los derechos abolidos en marzo; además, reclaman que se les efectúe, en granos, el pago que la comuna no realizó en 1789 (ADV L372). En Boulaincourt y en Parey-sous-Montfort, los curas advierten en la declaración jurada de sus ingresos que los habitantes se niegan a pagar los censos de 1790 (ADV 1C135, 10Q 9). Algunos años más tarde, en 1793, se procede en esta comuna

³⁷⁶ Sólo la comuna de Faulquemont se acerca a enarbolar una formulación política al expresar que se presentó a juicio contra el señor en 1782 por cuestión de un derecho específico que rechazaban (una suerte de talla). El juicio concluyó con la derrota de la comuna y la consecuente deuda por pago del procedimiento (Dorvaux y Lesprand, 1908).

³⁷⁷ Sólo ha sobrevivido una copia del ejemplar de Ménil-la-Horgne de abril de 1789. En el preámbulo de esta edición se denuncia la aparente desaparición de todos los cuadernos enviados a la asamblea de bailía de Commercy, donde los delegados urbanos habrían logrado sofocar los reclamos campesinos (Mavidal y Laurent, 1900, tomo 2, pp. 224-227).

con la quema de los títulos feudales (ADV Edpt 68 1D1). En Domjulien, en 1791 la asamblea municipal exige que se le presente los títulos del pesado *terrage* que el señor pretende recaudar (un séptimo de la cosecha); caso contrario, no abonarán (ADV B661, L372). En Juvaincourt, el *amodiateur* explica en 1792 que no ha pagado el canon de arriendo correspondiente al año anterior ya que pretende una quita puesto que no ha podido cobrar ninguno de los censos desde 1790. El *fermier* de la abadía de Chaumousey declara ante el directorio de Mirecourt (responsable de la gestión de los bienes nacionales arrendados) que no ha podido cumplir a rajatabla con el contrato de arriendo que estipula, entre otros elementos, el traslado de los censos hasta la abadía (desde 1790, hacia Mirecourt). El motivo: las comunas de Estrennes, Ramecourt, Offroicourt y Puzieux no los han abonado, por lo que no hay nada para trasladar. También se registran *defaults* en los pagos del canon de arriendo del cobro de censos y diezmos de They-sous-Montfort y Remicourt (ADV L689). En 1792 las autoridades departamentales se ven obligadas a recordarle a sus ciudadanos que los derechos de castración y abatida de animales no han sido eliminados y deben seguir siendo soportados (ADV L124)³⁷⁸.

En las actas de justicia prerrevolucionarias, las resistencias individuales al pago del diezmo o de los censos señoriales son moneda corriente³⁷⁹. A partir de 1789, hay un cambio cualitativo y cuantitativo en estas formas de protesta que pasan de las acciones individuales aisladas a la confrontación colectiva y sistemática. Sin importar las conclusiones políticas de los cuadernos, a veces más radicales, otras algo más tímidas, desde julio de 1789 la acción de las comunas se orienta al no reconocimiento de los censos señoriales en conjunto, sean personales o reales. Como con los asuntos de división de comunales o gestión de las segundas hierbas, las comunas se adelantan a la legislación que termina adaptándose a la realidad en curso. En marzo y abril de 1790, la Asamblea legislativa sanciona la abolición de los gravámenes personales, justicias y peajes señoriales, monopolios banales y diezmos. Éstos últimos deben sin embargo ser abonados al propietario de los campos arrendados. Tras una nueva ola de revueltas antiseñoriales y en un marco de cesación de pagos que excede ampliamente el cuadro lorenés descrito, en 1792 la legislación se extiende a todos los derechos señoriales no probados por un título. En junio de 1793, luego de nuevos levantamientos, se sanciona la erradicación de todo

³⁷⁸ En Lorena, estos dos derechos interesan especialmente al fisco puesto que en regla general son, hasta su abolición en 1792-1793, propiedad del Duque.

³⁷⁹ La práctica más corriente consiste en romper el *ban de moissons*, adelantarse al paso del diezmero y ocultar parte de la cosecha (ADMe 59B 7, Bp 4678; ADMo B6212, B6506, B9206; ADV B763-4, B1871).

gravamen señorial exista o no título escrito (Ado, 1996). El fin de los monopolios, corveas y peajes tiene efectos evidentes en el bienestar campesino, en particular de quienes comercializan porciones considerables de grano y otros bienes. En el corto plazo, lo mismo puede decirse de todos los gravámenes. Hacia fines de siglo, una vez vencidos los contratos de arriendo firmados antes de 1790-1793, la correlación de fuerzas entre propietarios y arrendatarios, claramente favorable a los primeros, atenúa estos beneficios (Béaur, 2000). Los agricultores entera o parcialmente propietarios, naturalmente, obtienen el mismo provecho de forma sostenida; su capacidad de ahorro se agranda. Allí donde los gravámenes eran elevados, su abolición es ciertamente muy relevante, en particular en las economías familiares con menos margen. El fin de las *jacqueries*, al menos en los parámetros de 1789-1793, es un fenómeno más que ilustrativo de ello (Ado, 1996).

II. BIENES NACIONALES

Los informes estadísticos elaborados por los prefectos a comienzos de siglo coinciden en que, fruto de la venta de los bienes del Clero, la Corona y los emigrados, las explotaciones han reducido su tamaño, permitiendo un mejor cultivo de las tierras (*Annuaire statistique du département de la Meuse*, 1803; Desgouttes, 1801; Marquis, 1804; Colchen 1802). Esta visión ha sido recuperada por la tradición republicana radical del siglo XIX y XX (Loutchisky, 1897, 1913; Michelet, 1946; Sagnac, 1904; Sée, 1925). Una centuria de investigaciones históricas, sintetizadas en el trabajo de Bernard Bodinier y Éric Teyssier (2000), ha permitido descartar esta perspectiva.

Bienes Nacionales: panorama de conjunto

Como pudimos apreciar en un capítulo anterior, la propiedad del Clero en Lorena tiene una extensión considerablemente mayor a la media nacional. Junto a la propiedad de la Corona, muy importante en la bailía de Commercy, constituyen lo que se denomina bienes de primer origen. Los bienes de los emigrados, por su parte, conforman aquellos de segundo origen.

En los Vosgos, en la antigua bailía de Mirecourt, sumando primer y segundo origen, el 13,5% de la superficie agrícola utilizada cambia de manos (3092 hectáreas). La inyección de praderas es algo superior, 15,4% del total. Si agregamos bosques y estanques, estamos ante un 11,5 % del suelo (3415 hectáreas). Estas cifras, virtualmente idénticas a las del distrito de Toul (Meurthe), exceden ampliamente el promedio nacional

y se posicionan entre las más altas del hexágono (Béaur y Minard, 1997; Lefebvre, 1963; Teyssier, 1998). En esta bailía, la emigración de algunos de los más importantes nobles produce una particularidad: en torno a un tercio de lo que se comercializa es de segundo origen, por lo que su venta recién comienza en 1793 (1038 hectáreas, ADV 5Q 46-68)³⁸⁰. Se asemeja, de este modo, a los distritos del norte del hexágono donde la expropiación de tierras de la nobleza moviliza porciones superiores a la vigésima parte³⁸¹.

En la fracción mosana de la bailía de Commercy, el 15,5% de la superficie agrícola utilizada ingresa al mercado como resultado de las expropiaciones (1827 hectáreas)³⁸². La porción de prados es más considerable que en Mirecourt: un quinto. Si sumamos los bosques, los valores caen al 9% del suelo lo que se explica por la existencia de grandes macizos forestales que no son vendidos (1847 hectáreas)³⁸³. Estos valores son virtualmente idénticos a los del distrito de Bar-le-Duc (9,4%) y a los del departamento vecino de la Haute-Marne (9,6%; Clère, 1988, Schmitt, 1908). En esta zona, los bienes de segundo origen son poco relevantes, rondando la décima parte del total (180 hectáreas). En Commercy, la diferencia entre propiedad clerical y bienes vendidos se explica por la gran extensión de la propiedad de la Corona (ADMe Q300-307).

En regla general, las tierras comercializadas consisten en labrantíos y prados. Jardines, cañamares y viñas también son enajenados, pero su importancia en superficie y dinero es menor. En la bailía de Mirecourt, algunos bosquecillos de menos de 50 hectáreas y estanques completan la ecuación, sin alterar considerablemente el panorama (menos de la décima parte). *Grosso modo*, podemos afirmar que, en Lorena, durante el decenio revolucionario, un sexto o séptimo de la superficie agrícola utilizada cambia de dueño³⁸⁴. Sin ser un valor que permita sugerir un completo trastorno del régimen propietario, no podemos negar la enorme importancia del fenómeno: Lorena se posiciona entre las

³⁸⁰ El muestrario está constituido por cuarenta y ocho aldeas. No hemos obtenido datos para cuatro aldeas: Gironcourt, Lignéville y Parey-sous-Montfort. Si tomamos como referencia los valores indicados en las estimaciones de los bienes del Clero realizadas por los párrocos, podemos extender la superficie agrícola utilizada comercializada hasta las 3438 hectáreas (14% de la superficie agrícola utilizada). Si agregamos los bosques y estanques, se trata de 3793 hectáreas (12,2% del suelo). ADV 10Q6-14.

³⁸¹ Bodinier y Teyssier (2000) hablan de una línea Nantes-Metz que divide, a rasgos generales, una zona norte donde los bienes de segundo origen son relevantes y el sur, donde no lo son o lo son de forma menos recurrente. Es lógico que el Xaintois, pese a ubicarse al sur de este límite, remita a las características del norte puesto que, en términos estructurales, a diferencia de Mosa, no presenta grandes variaciones con respecto a Mosela.

³⁸² En esta bailía, hemos recuperado los datos de todas las aldeas menos Saint-Germain.

³⁸³ Los bosques de más de 50 hectáreas son excluidos de las ventas y permanecen dentro del patrimonio del Estado Nacional (Bodinier y Teyssier, 2000)

³⁸⁴ La destrucción de la serie Q en los archivos de Metz imposibilita este ejercicio en el departamento de Mosela.

regiones que más tierra movilizan en el marco de la operación de expropiación y subasta³⁸⁵.

Normativa

La venta de los bienes de primer origen debuta en enero de 1791 en los distritos de Commercy y Mirecourt. La legislación establece que las subastas se realizarán en la capital del distrito y que las explotaciones deberán venderse tal como se encuentran arrendadas (Clère, 1988). Como señalamos, el patrimonio del Clero presenta numerosos casos de explotaciones compactas y *fermes isolées*, a veces de gran extensión. Esto, naturalmente, imposibilita la participación de las fortunas más modestas que quedan circunscritas a los *bouvrots*, más pequeños y a veces arrendados en porciones. La legislación autoriza, si la naturaleza de la propiedad lo permite, la realización de dos subastas, una al menudeo y otra del conjunto de la *ferme*, con la lógica atribución a la oferta más alta. Hemos encontrado un solo caso de aplicación. En Commercy, Nicolas Georges, carnicero, se impone con sus 43 mil libras a las 42200 de otros tres oferentes para así quedarse con 22 hectáreas de prado del *Domaine*³⁸⁶. Es evidente el poco interés que tienen las administraciones en proceder de este modo: un desfalco de uno solo de los compradores al menudeo anularía toda la venta. Pero como señala Jean-Jacques Clère (1988) para el caso de la Haute-Marne, más allá de los inconvenientes que la venta en un solo lote soluciona, el favor de las autoridades locales para con la burguesía denota un claro sesgo de clase: no son raros los casos de una única subasta en bloque de varias explotaciones de distintos arrendatarios, lo que va en contra de lo dispuesto por la reglamentación. En la bailía de Commercy, en Ville-Issey, 36,7 hectáreas de labrantíos y 20,4 de prados que conforman catorce contratos de arriendo diferentes son vendidas todas juntas a 60100 libras a un comerciante de la capital del distrito. En Euville, una subasta nuclea 21,7 hectáreas de cereales y 26,7 de pastos que hasta ese momento hacían cinco explotaciones (ADMe Q300). Ejemplos similares pueden ser señalados en Laneuville-au-Rupt, Sorcy-Saint-Martin, Vertuzey, Malaumont, Commercy y Méligny-le-Grand (ADMe Q301). No hemos encontrado casos de este estilo en la bailía de Mirecourt, acaso el arriendo de propiedades en bloques mayores que los del valle del Mosa hiciese

³⁸⁵ Éric Teyssier señala que, excluyendo el caso excepcional del Nord, en ninguna otra región se registran valores superiores al 12% del suelo (Teyssier, 1998).

³⁸⁶ La subasta fraccionada ofreció tres lotes de 17, 3,5 y 1,6 hectáreas (ADMe Q301).

innecesaria la operación³⁸⁷. Como puede apreciarse, y como ha señalado la historiografía, el procedimiento de venta de los bienes de primer origen pone serias trabas a la participación de la sociedad campesina y en particular, de los más humildes.

En 1792, la Asamblea Legislativa dictamina el secuestro de los bienes de los emigrados; su venta comienza en noviembre de 1793 en el distrito de Commercy y recién en marzo de 1794 en el de Mirecourt. En junio de 1793, ante la creciente presión popular, el gobierno jacobino había decretado la enajenación de los bienes de los emigrados en pequeños lotes. En noviembre de ese mismo año, la modalidad es generalizada a todo el patrimonio confiscado sin vender, sin importar su origen. Estas disposiciones modifican sensiblemente el panorama, en especial en el distrito de Mirecourt, donde la masa de bienes de segundo origen tiene un volumen considerable. En Commercy, en cambio, para estas fechas ya se han vendido los tres cuartos de las tierras expropiadas; como en Haute-Marne, el potencial compensatorio que puedan tener estos bienes para los campesinos es menor desde un comienzo (Clère, 1988). Al igual que en tantos otros departamentos, el fin de las ventas revolucionarias antes de la derogación de la modalidad de venta fraccionada (30 brumario IV o 21 de noviembre de 1795) hace que no tenga ningún efecto, en estos distritos, toda la legislación posterior que tiende a beneficiar nuevamente a las grandes fortunas (Bodinier y Teyssier, 2000)³⁸⁸.

Compradores

Cuadro 11. Superficie adquirida de Bienes Nacionales (bosques excluidos) por clase

	Burguesía	Campesinos	Indeterminados
Mirecourt	65%	34%	1%
Commercy	81%	17%	2%

Fuentes: ADMe Q300-307; ADV 5Q 46-68.

³⁸⁷ Cabe señalar que los nombres de los arrendatarios no suelen ser indicados en las actas de venta de la bailía de Mirecourt. En las estimaciones de los bienes del clero, la identificación de los arrendatarios es más frecuente, aunque ciertamente lacunaria. Con esta información, tampoco ha sido posible identificar casos como los señalados en la bailía de Commercy.

³⁸⁸ Dejando de lado las ventas de bosques durante la Restauración, en el territorio de la antigua bailía de Mirecourt, las ventas concluyen en los días complementarios del año III (septiembre de 1795), a excepción de unas 50 hectáreas en los términos de Chef-Haut y Oëlleville que, paralizadas a la espera de la resolución de la partición entre la Nación y los propietarios no emigrados, recién son vendidas en octubre de 1800. En el valle del Mosa, las ventas concluyen en noviembre de 1795.

En la bailía de Mirecourt, la burguesía se hace con el 65% de la superficie vendida; el 34% restante recae sobre los productores³⁸⁹. Estos valores se acercan a los promedios nacionales que proponen Bodinier y Teyssier (2000), las compras campesinas son algo superiores a las del distrito de Épinal pero más modestas que las alsacianas (Béaur y Minard, 1997; Schwab, 1911). Bosques y estanques no despiertan gran interés en la burguesía, son los productores los que toman el 60%. Desglosando por origen, los burgueses obtienen el 69% de los bienes comercializados del Clero y la Corona, mientras que sólo el 55% del patrimonio de los emigrados; el 45% restante recae sobre los productores.

En la bailía de Commercy, la parte burguesa es más fuerte: 81% de la superficie subastada. Discriminando por origen, el reparto es virtualmente idéntico (82%) en los bienes enajenados del Clero y la Corona mientras que el patrimonio de los emigrados fluye en un 73% a manos de la burguesía; la diferencia es poco relevante dado el escaso volumen de ventas de bienes de segundo origen en esta bailía. Estas cifras tienen cierta coherencia con las observadas en el distrito de Toul, colindante al este, donde la burguesía obtiene en torno al 88% o 90% de la superficie enajenada (Lefebvre, 1963). También se encuentra en sintonía con los Bienes Nacionales de primer origen vendidos en el distrito de Bar-le-Duc; allí, los burgueses adquieren el 80% en términos de superficie (Schmitt, 1908).

Los valores disímiles entre ambas bailías pueden resultar sorprendentes. El Xaintois, tierra fértil lorenesa por excelencia, registra menos compras burguesas que el valle del Mosa, zona menos productiva. Normalmente, la burguesía tiene mayor presencia allí donde las tierras son más caras y productivas (Béaur y Minard, 1997; Bodinier y Teyssier, 2000). Ciertamente, estamos ante una tendencia, no una ley inquebrantable: los casos puntuales pueden diferir. Y de alguna manera, esta afirmación es válida también para nuestro estudio. Las tierras de la bailía de Mirecourt generan mayor interés entre burgueses más distantes, de Charmes, de Épinal y de Nancy mientras que en Mosa el perfil de la burguesía es más bien local. En la aldea de Gircourt-lès-Viéville, los dos

³⁸⁹ A la burguesía, tal como la hemos definido en el capítulo 6, se agrega la nobleza despojada de sus privilegios. No hemos discriminado a esta última de la burguesía en general, no sólo porque como clase diferenciada ha dejado de existir, sino también -y más relevante- por el escaso peso que tiene en las compras. Destacan casos puntuales, como Sorcy-Saint-Martin, donde el antiguo señor se hace con casi 42 hectáreas de prado y otras 11 de labrantíos provenientes de la Abadía de Riéval y los Benedictinos de Breuil (ADMe Q300). En Frenelle-la-Grande, Nicolas François Hennequin de Curel, otrora señor de la vecina Frenelle-la-Petite, obtiene 30 hectáreas, principalmente labrantíos (ADV 5Q 50). Se trata de ejemplos aislados. Para evitar la excesiva fragmentación de los datos, en la parte campesina hemos incluido a los artesanos de las ciudades de Commercy, Mirecourt, burgos menores y comunas rurales.

tercios de las tierras enajenadas son comprados, en dos lotes, por dos burgueses de Charmes y Nancy (ADV 5Q 51). En Rouvres-en-Xaintois, en agosto de 1795, un conglomerado de inversores de Épinal desembolsa casi medio millón de libras y se queda con las 51 hectáreas que le fueron confiscadas al Marqués Charles Gabriel Canon. Venta irregular, puesto que se realiza en un solo lote y no respeta, por ende, lo que dictamina la ley. A pesar de estos ejemplos que hasta parecen sugerir casos de corrupción, la burguesía adquiere menos tierra en el Xaintois que en el valle del Mosa.

Hay un primer elemento de crucial importancia: la cantidad de tierra vendida en pequeños lotes es considerablemente mayor en los Vosgos que en Mosa. No obstante, los porcentajes siguen siendo más favorables a los productores en la planicie de los Vosgos incluso si nos restringimos a los bienes vendidos en grandes lotes. El panorama se aclara si centramos nuestra atención en la parte adquirida por los productores. En ambas regiones, los *laboueurs* explican más de dos tercios de las compras (71% en Mirecourt, 69% en Commercy). La parte restante se reparte entre los artesanos (18% en Mirecourt, 16% en Commercy) y *manoeuvres*, viñateros y jornaleros (12% en Mirecourt, 15% en Commercy). La coalición de compradores, estrategia recurrente en el Nord o la Haute-Marne, no es un fenómeno identificable en la bailía de Commercy (Clère, 1988; Lefebvre, 1924)³⁹⁰. En cambio, en Mirecourt, esta estrategia, sin ser dominante, es relevante: algo más de la tercera parte de las compras campesinas se hacen gracias a la asociación de dos o más compradores. En Boulaincourt, cinco *laboueurs* unen sus fortunas para adquirir un *gagnage* de 35 hectáreas procedentes de la Abadía de Saint-Léon de Toul (ADV 5Q 46). Alianzas con mercaderes y rentistas no faltan: en Vittel, dos comerciantes, un posadero, un molinero, un encargado de las postas del correo y un *laboureur* participan en conjunto de la compra de unas 10 hectáreas.

La divergencia remite, en última instancia, a la diferencia en la estructura de explotación que constatamos previamente. En los Vosgos, los *laboueurs* son más ricos; su capacidad para competir (o coaligarse) con la burguesía es mayor; esto también permite comprender la diferencia con Épinal, distrito que combina llanos con montaña donde las grandes *fermes* son raras. Por otro lado, la propiedad ya se encuentra más extendida entre los agricultores en Mosa. ¿Menos hambre de tierra? Idea seductora; sin embargo, la tendencia no la valida: habitualmente, allí donde los campesinos tienen más tierra es donde más adquieren (Béaur y Minard, 1997). Finalmente, Commercy se encuentra en un

³⁹⁰ Georges Lecarpentier (1908) tampoco encuentra compras relevantes por el intermediario de las coaliciones en el distrito vecino de Saint-Mihiel.

carrefour de rutas comerciales. Una burguesía local más rica es una hipótesis a tener en cuenta.

Manoeuvres, jornaleros, viñateros y otros asalariados con poca o sin tierra apenas acceden a entre el 2,5 y el 4% de las superficies vendidas (ambos orígenes). Si nos limitamos a los bienes de los emigrados, en Mirecourt, los *laboueurs* retroceden al 56% de la parte adquirida por los productores; los artesanos se hacen con el 24% y los *manoeuvres* y otros, el 20%. En Commercy, 56% para los *laboueurs* y 22% tanto para los artesanos como para los *manoeuvres* y viñateros³⁹¹. Esto significa que los pequeños agricultores y los desposeídos solo compran el 7 u 8% de la superficie de segundo origen³⁹². Su participación es más importante en las ventas de los bienes de los emigrados que en aquellos de primer origen, donde los más humildes prácticamente no aparecen³⁹³. Naturalmente, la enajenación en grandes lotes antes de 1793 y la decisión de fraccionar las propiedades a subasta explican este fenómeno³⁹⁴. Con todo, la política jacobina tiene efectos poco relevantes sobre el panorama general³⁹⁵. Los Bienes Nacionales, podemos concluir, no son un mecanismo inmediato de acceso a la tierra para los pequeños agricultores y desposeídos. Como en Alsacia o la Haute-Marne, son los campesinos acomodados los que más participan de las compras, burguesía de lado (Clère, 1988; Marx, 1974). Esto, más que multiplicar las explotaciones, tiene efectos en la conversión de arrendatarios en propietarios, como señala Soboul (1979)³⁹⁶. Pero estamos lejos, también, de poder hablar de una transformación radical en las formas de explotación de la tierra, al menos en el corto plazo.

* * *

³⁹¹ En la bailía de Commercy, si ampliamos el espectro desde el segundo origen a todas las enajenaciones realizadas luego de la ley de noviembre de 1793, obtenemos guarismos muy similares: *laboueurs* 61,5%, artesanos 15,5%, *manoeuvres* 23%. En Mirecourt, la abundante provisión de bienes de emigrados hace poco interesante a este ejercicio.

³⁹² Estos guarismos también son válidos, en la bailía de Commercy, para la totalidad de las tierras vendidas en pequeños lotes.

³⁹³ En la bailía de Mirecourt, los *manoeuvres* compran el 1,5% de la superficie de primer origen; en Commercy, el 1,2% de los Bienes Nacionales comercializados antes de junio de 1793.

³⁹⁴ El 3 y el 10 de junio de 1793, como respuesta a la presión popular, el Estado Nacional dictamina que los bienes de los emigrados deberán ser vendidos en pequeños lotes (Bodinier y Teyssier, 2000).

³⁹⁵ En una perspectiva nacional, Bodinier y Teyssier (2000) remarcan que, en términos de acceso a la tierra de las distintas clases, no encuentran grandes diferencias entre las ventas de primer y segundo origen. En la Haute-Marne, Jean-Jacques Clère (1988) encuentra un repunte de las compras campesinas; repunte sin embargo insuficiente como para compensar el terreno perdido a raíz de la enajenación de bienes de primer origen.

³⁹⁶ En rigor, más que el abandono del arriendo, estamos, salvo casos excepcionales, ante el avance de la propiedad sobre el arriendo que lejos está de desaparecer.

En 1789, los campesinos loreneses se lanzan a la lucha política con la intención de conquistar mejoras económicas. Si bien la región no es ajena a las insurrecciones, es la acción directa el mecanismo fundamental de combate. Más allá de los señalamientos de los cuadernos, los gravámenes feudales se derrumban a través de la cesación de pagos primero y, como golpe de gracia, la abolición formal en 1793. La supresión de estas cargas tiene efectos desiguales sobre la sociedad rural. Los mayores ganadores son los propietarios, que se apropian de la renta antes cedida al señor. Los arrendatarios tienen un beneficio, al menos, pasajero, en la medida en que aquellos que tienen contratos firmados antes o en los primeros años de la Revolución logran embolsarse el margen dejado por los tributos suprimidos. El tiempo y la libre negociación de los precios de arriendo terminarán redireccionando esta riqueza hacia los propietarios. La propiedad es pues, evidentemente, uno de los pilares que atraviesa el conflicto revolucionario. La venta de Bienes Nacionales que desde los prefectos y hasta el siglo XX es reputada como mecanismo de acceso a la tierra, no consigue desempeñar esa función. Si bien la oferta en pequeños lotes mejora la situación de compra para los agricultores, este sector queda por detrás de la burguesía en las subastas. El distrito de Mirecourt arroja mejores cifras para los productores, no obstante, el grueso de estas compras se explica por la participación de los *laboueurs*, más acaudalados que sus pares del valle del Mosa. La presión por la tierra, muy fuerte en la meseta lorenesa, desplaza el foco de atención hacia los comunales.

CAPÍTULO 10. EL REPARTO DE LOS BIENES COMUNALES (1789-1850)

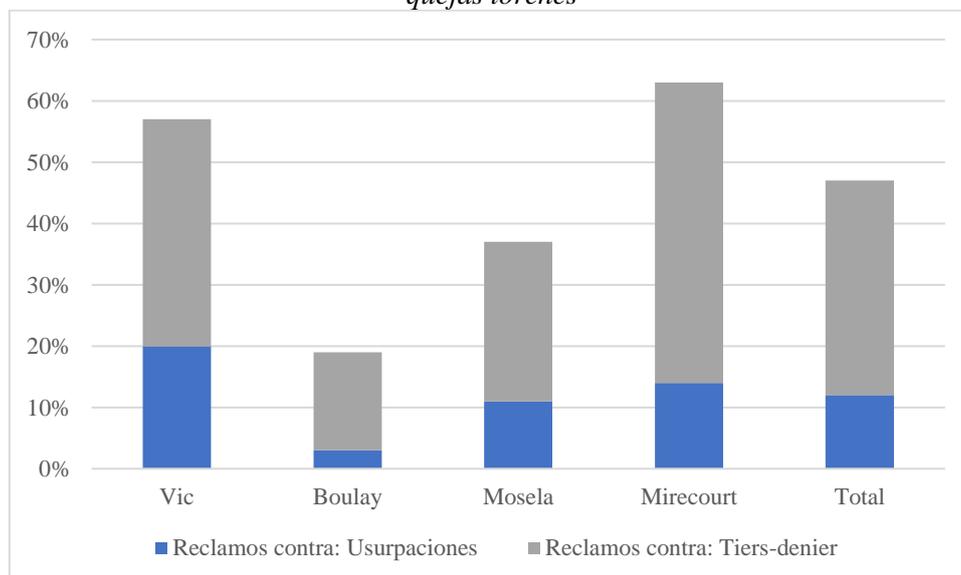
La Revolución hereda, del Antiguo Régimen, la problemática de los comunales. Mientras que algunas aldeas han repartido sus bienes patrimoniales, todavía restan superficies considerables susceptibles de ser divididas. Asimismo, el desfalco de la nobleza autoriza los reclamos en lo tocante a las usurpaciones. En Lorena, la presión política se concentra sobre estos bienes; devienen tema recurrente tanto en los consejos municipales como en las gobernaciones departamentales.

I. LA RECUPERACIÓN DE LOS COMUNALES USURPADOS

Las usurpaciones de comunales en los cuadernos de quejas

En 1789, la disputa que pesa sobre los bienes comunales se hace sentir en los cuadernos, fundamentalmente, en oposición a las usurpaciones señoriales y a la toma del tercio del producto de las adjudicaciones de madera, pastos y tierras en general.

Gráfico 3. Reclamos contra las usurpaciones de comunales y el tiers-denier en los cuadernos de quejas lorenes



Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928.

La cuestión de las usurpaciones señoriales preocupa a una de cada cinco comunas en Vic, coincidiendo, lógicamente, con las zonas donde existe el mayor registro de repartos prerrevolucionarios de comunal en el marco de la ley de 1769. No obstante, no

es tan relevante la diferencia con la bailía de Mirecourt, donde el edicto no prosperó como en el norte y una de cada siete comunas carga contra estos procedimientos. Con todo, es el *tiers-denier* en sentido amplio (apropiación del producto de ventas, arriendos y repartos) el que más figura en los cuadernos, uno de cada dos. Si bien este elemento también despierta descontento en Mosela (uno de cada cuatro cuadernos), es sensato pensar que allí donde los bosques comunales (principal recurso financiero de las comunas) son más extensos y corrientes, más molesto resulta.

Recuperación de comunales (1789-1795)

A fines de 1789, La Asamblea Constituyente emite un decreto que prohíbe a las comunidades proceder *de facto* con la recuperación de los comunales usurpados (Bourgin, 1908a). La disposición expone la *praxis* campesina: sin marco legal, comunas de todo el reino proceden con la ocupación de los comunales usurpados. La acción política popular deriva, unos pocos meses más tarde, en la abolición formal del *triage* (Vivier, 1998). Esta resolución permite a las comunidades solicitar por vía judicial la restitución de las tierras perdidas en los últimos treinta años³⁹⁷. El decreto, naturalmente, también erradica la apropiación del tercio sobre el producto de los comunales. En Lorena, las recuperaciones de comunales apropiados por la nobleza comienzan en 1789 pero no siguen, necesariamente, los caminos señalados por la normativa. En los Vosgos, transcurridos unos pocos días de la asamblea de redacción del cuaderno de quejas de Frenelle-la-Grande, Nicolas François Hennequin de Curel decide ceder a la comuna algo menos de la mitad de las 17,4 hectáreas que obtuvo en virtud del derecho de *tiers-denier* en 1774 (Rothiot, 1998). El 28 de agosto de 1792, la Asamblea Legislativa sanciona una ley que anula las operaciones de *triage* operadas en los últimos treinta años (y por ende de *tiers-denier*), permitiendo a las comunas recuperar, de forma expeditiva, los comunales perdidos³⁹⁸. Esto posibilita la reintegración, en Frenelle-la-Grande, de la parte restante (unas 10,6 ha.). En la vecina Frenelle-la-Petite, Hennequin de Curel acuerda con los aldeanos, en marzo de 1790, que las tierras por él usurpadas son legalmente propiedad de la comuna y los invita a desistir de la vía judicial. El municipio decide su puesta en

³⁹⁷ Las disposiciones relativas al *triage* son extendidas al *tiers-denier* en propiedades comunales (Vivier, 1998).

³⁹⁸ En junio de 1793, el procedimiento del arbitraje es instaurado. Establece una sesión entre el juez de paz y los representantes de las partes en puja; de no haber acuerdo, el juez de paz nombra un tercer árbitro que debe zanjar. El arbitraje combinado con la presunción de propiedad a las comunas es sumamente perjudicial para la nobleza. Bourgin, 1908a; Vivier, 1998.

arriendo, pero, acto seguido, el antiguo señor denuncia ante los tribunales una ocupación de sus propiedades (ADV Edpt 189 1D1; Rothiot, 1999). En Remoncourt, en 1790 una petición solicita autorización para retomar la propiedad de un antiguo comunal en manos del señor; en la ciudad de Mirecourt, el *amodiateur* reclama en agosto de 1791 el pago del tercio del canon de arriendo de unos pastos comunales (ADV L372)³⁹⁹. El Directorio del distrito de Mirecourt ordena, en diciembre de 1790, la restitución a la comuna de Poussay de más de 31 hectáreas apropiadas por el Capítulo local y expropiadas por el Estado Nacional⁴⁰⁰. En noviembre de 1791, la comuna evidencia la toma de posesión efectiva de las tierras al proceder con un reparto (ADV Edpt 364 1N2). No obstante, el reconocimiento formal de la propiedad del municipio sobre dichas tierras recién llega en 1794 (Rothiot, 1999). En Saint-Menge, en 1793 el arrendatario del emigrado Bassompierre le reclama al directorio del departamento una indemnización por las casi 19 hectáreas que la comuna, sin dictamen favorable de tribunal alguno, ha procedido a ocupar (ADV L166). En 1794, amparándose en el artículo octavo de la sección cuarta de la ley del 10 de junio de 1793 que otorga la presunción de propiedad a la comuna (el antiguo señor debe presentar los títulos), la comuna consigue hacerse con unas pocas hectáreas más (Rothiot, 1999)⁴⁰¹.

En Mosela, algunas piezas sugieren que las comunidades pasan a la acción en los territorios de las extintas bailías de Vic y Boulay. En Tragny, la comuna recupera 1,4 hectáreas en abril de 1790. La escasa distancia entre el evento y la ley que autoriza la vía judicial permite pensar que los habitantes obraron *de facto* (ADMo 1O137). En Béchy, antigua provincia de los Tres Obispos, repartos se efectúan en reiteradas ocasiones desde 1764. Uno de ellos, de abril de 1790, parece implicar tierras recuperadas (ADMo, 1O121). Misma duda se cierne sobre Valmont, que registra una división en junio de 1790 (ADMo 1O124). Longeville-lès-Saint-Avold, más medida, hace uso del reclamo judicial para recuperar algo más de 15 hectáreas (AN D XIV 7). Hellimer recobra, en 1794, una porción muy importante de comunales (75 hectáreas compartidas con la vecina Diffembach, ADMo 1O138). En otras regiones del departamento, el asunto del *tiers-denier* genera numerosos reclamos (Vivier, 1998).

³⁹⁹ Jurídicamente, el tercio no corresponde; sin embargo, el directorio del distrito le da curso, lo que permite pensar que se trata de un contrato de 1789.

⁴⁰⁰ El directorio del distrito se encarga de las ventas de los Bienes Nacionales, pero no tiene la potestad de resolver estas cuestiones. Su orden impide, sí, la venta de las tierras, hecho que posiblemente hubiese complicado el reclamo de Poussay.

⁴⁰¹ Los casos de recuperación de tierras comunales se extienden por todo el departamento de los Vosgos (Rothiot, 1999).

En el valle del Mosa, como vimos en un capítulo anterior, las usurpaciones vía *tiers-denier* no fueron tan comunes, como tampoco las divisiones. La documentación no deja grandes rastros en lo relativo a recuperación de comunales, a excepción del fracasado intento, en el año XII, del burgo de Sorcy-Saint-Martin⁴⁰². En comparación a los otros tres departamentos loreneses, los reclamos vinculados a este tópico son poco numerosos en todo el departamento mosano (Vivier, 1998).

Si bien la vía jurídica no es descartada, es claro que hasta 1792-1793, el procedimiento formal de recuperación de las tierras es poco prometedor. En Lorena, las comunas optan por la acción directa a través de la ocupación de las tierras que estiman suyas. Al hecho, sigue el derecho, y los reclamos se elevan a las autoridades para consolidar lo obtenido. Sin embargo, el grueso de los reconocimientos formales de propiedad ocurre luego de 1793 (Rothiot, 1999). Esta forma de proceder no es única de la región. Florence Gauthier (1977) encuentra que las recuperaciones formales de comunales en Picardía son poco corrientes antes de la legislación jacobina. Los campesinos actúan *de facto* y obtienen satisfacción jurídica luego del establecimiento del arbitraje. Esta misma vía es seguida en el Nord (Lefebvre, 1924). En Yonne y Aveyron, las ocupaciones también son corrientes. En Bretaña y el centro del país (Berry, Nivernés, Borbonés), en 1790, se recurre a la insurrección (Ado, 1996). Las leyes favorables a la recuperación de comunales de 1790, 1792 y 1793 son una respuesta a estas diferentes acciones que recorren el país (Vivier, 1998).

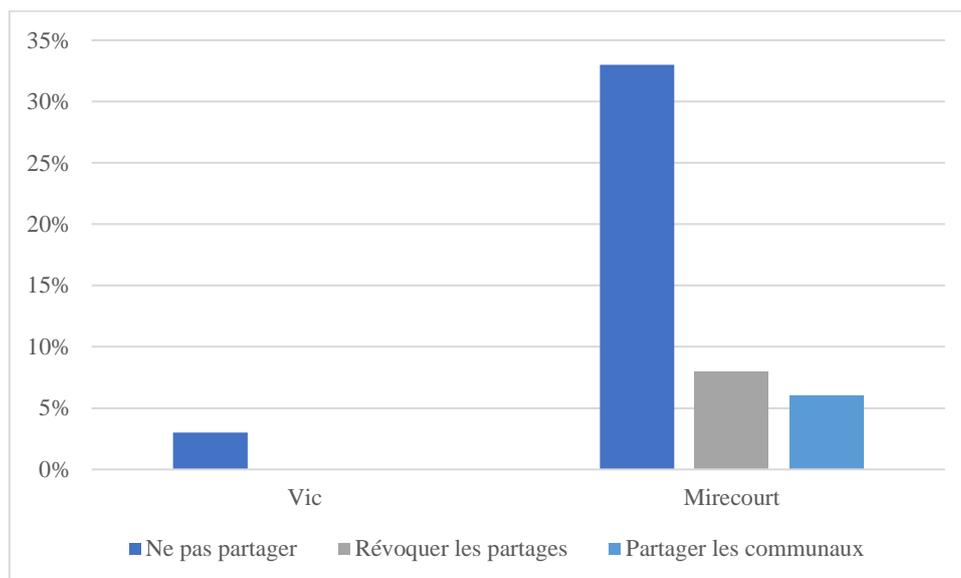
II. LOS REPARTOS REVOLUCIONARIOS

¿Qué hacer? El reparto de comunales en los cuadernos de quejas

En los *cahiers de doléances*, el abordaje de la forma de explotación de los comunales oscila entre el silencio y el conservadurismo. Mientras que en Mosela la cuestión no preocupa a las asambleas o, al menos, no logra imponerse en la redacción, en Mirecourt el asunto alcanza a casi uno de cada dos cuadernos. El 41% de los casos opta por una posición conservadora: evitar el reparto de los pastos comunales y, allí donde se realizó, restituirlos a su forma indivisa. Si bien en la bailía de Vic la legislación autoriza los repartos desde 1769, en la bailía lorenesa de Boulay, ninguna disposición lo permite.

⁴⁰² Ver capítulo 7, nota al pie n°288.

Gráfico 4. Formas de explotación del comunal en los cuadernos de quejas



Fuentes: Etienne, 1907; Martin, 1928.

No obstante, la cuestión no genera interés, abonando la hipótesis que ya hemos postulado: las divisiones en el norte lorenes, abundantes al menos desde 1769 y posiblemente desde antes, no se corresponden con la legislación que las autoriza o no. A diferencia del sur, no hay protestas contra la conversión de pasturas en tierras de cultivo entregadas en lotes para el usufructo de los hogares.

Estado nacional y departamentos frente al reparto de comunales (1789-1792)

En materia de comunales, o podríamos decir, en materia agraria, la Revolución hereda la legislación heterogénea del Antiguo Régimen. La Asamblea Constituyente y aquellas que la suceden deben lidiar con las peticiones que, desde todo el reino, reclaman o combaten reformas en el área de las propiedades comunales. Como remarca Nadine Vivier (1998), pese al interés que engendra el asunto en las asambleas, hasta 1792 la cuestión del reparto permanece en un *impasse* normativo. En las comisiones de agricultura y derechos feudales, donde el asunto de los comunales es discutido, encontramos ideas idénticas a las de los reformistas de los años 70. El comunal, estéril, debe ser suprimido. Hay que señalar una diferencia: se privilegia una visión favorable a los propietarios al establecer que la mitad de la superficie a dividir será repartida en proporción a las propiedades existentes. Sin embargo, los avances se aproximan a nada. A fines de 1791, una encuesta nacional remarca la enorme heterogeneidad de situaciones. En el departamento de Meurthe y en Alsacia las autoridades se muestran favorables a un

reparto por habitante; en los Vosgos y Mosa prima la incertidumbre mientras que Mosela no responde. En los departamentos de Soma, Aube y Ardenas, en cambio, como en la región de Île-de-France, los directorios manifiestan su oposición a todo reparto de comunales⁴⁰³.

La incertidumbre que señala Nadine Vivier para los Vosgos refleja el debate que afecta a su consejo general desde su conformación en 1790. En el Comité de Agricultura del departamento, Nicolas Humbert, *laboureur-marchand* y alcalde de Vittel, se muestra partidario del reparto de dos tercios del comunal entre todos los habitantes con derecho⁴⁰⁴. Louis-Dagobert Vosgien y Jacques Perrin, en cambio, se oponen a toda división de comunales. Ninguno forma parte del Comité de Agricultura, no obstante, interviene, el primero, como presidente del consejo general. En esta confrontación se emite una resolución que pretende, hasta donde puede, conciliar las dos partes y que lleva la impronta del más destacado miembro del consejo: François de Neufchâteau. En diciembre de 1790, el consejo general resuelve que ninguna ley general sobre los comunales puede ser emitida y que serán las comunas quienes, por deliberación de sus asambleas generales, podrán solicitar al directorio del departamento un reparto de comunales, parcial y por tiempo determinado (Chapelier y Chevreux, 1889, 1891)⁴⁰⁵. De este modo, las autoridades permiten una vía formal, pero la someten a su voluntad que, explicitan, puede ir en contra de la de las comunas. Una resolución similar, que busca subordinar toda decisión al directorio, es adoptada en el departamento de la Meurthe en 1790⁴⁰⁶.

La falta de respuesta de parte de las autoridades moselanas a la encuesta que lanza el Estado Nacional en 1791 ha sido alguna vez interpretada como falta de interés (Bourgin, 1908a). Pero la cuestión afecta ampliamente al departamento que aborda el asunto en diciembre de 1790. En sesión de consejo general, el procurador síndico expone ante sus colegas una disertación centrada en los dos mecanismos que, estima, sostendrán

⁴⁰³ Mapa completo de las posiciones adoptadas por los departamentos que responden en Vivier, 1998, p. 103.

⁴⁰⁴ No explicita si se trataría de una cesión en propiedad o en usufructo. Chapelier y Chevreux, 1889, p. 312.

⁴⁰⁵ Dominique Margairaz (2005) comenta que, en 1787, en ocasión de la realización de la Asamblea Provincial de Lorena, La Galaizière encarga a François de Neufchâteau la elaboración de un informe sobre la agricultura; informe que, en la reunión provincial, el intendente hace suyo. En él, Neufchâteau sostiene que los comunales no deben ser un asunto fijado por la legislación, sino que deben recaer en el área de las resoluciones administrativas. Esta filosofía es absolutamente compatible con la *praxis* del intendente que, a partir de los años '70, aprueba las divisiones que se realizan en la provincia pese a no contar con un edicto que las avale.

⁴⁰⁶ En 1791, el consejo general resuelve no validar ningún nuevo reparto hasta que la Asamblea Legislativa se expida al respecto. No obstante, hasta 1793 continúa avalando divisiones (Lacoste, 1953).

el crecimiento agrario en la región: el reparto de comunales y la abolición de la derrota de mieses. Los argumentos son los clásicos, tierras estériles muy extendidas que, de ser repartidas, crearán un vínculo fuerte entre la Revolución y la población. El consejo aprueba estos principios y eleva las resoluciones tanto al Comité de Agricultura y Comercio como al Comité de Derechos Feudales (AN D XIV 7).

En Mosa, el consejo general no aborda el asunto de los comunales entre 1791 y 1793 (ADMe L168-170). En octubre de 1792, ante la consulta que realiza la Asamblea Legislativa sobre el reparto de comunales, el directorio responde con un ejemplar del informe que presentase Pierre-Francois Gossin, procurador síndico del departamento, en ocasión de la Asamblea del Ducado de Lorena y Bar de 1787. El texto esgrime tanto argumentos a favor como en contra y postula la necesidad de recolectar opiniones a nivel distrital (Bourgin, 1908a). Cinco años más tarde, el directorio evade la cuestión con el mismo argumento: se realizará un relevamiento de opiniones a nivel distrital y comunal.

Divisiones de facto en Lorena (1789-1793)

Pese a la oposición clara que expresan los *laboureurs* en los cuadernos de quejas y pese a la voluntad del departamento de mantener bajo su tutela toda decisión relativa a la división de comunales, en la llanura del Xaintois, el comportamiento de los locales evoluciona en dirección contraria (Rothiot, 1999). Entre 1789 y 1795, de las cincuenta comunas que conforman la antigua bailía y poseen fondos, se registran divisiones de comunales en cuarenta y cuatro casos⁴⁰⁷. Al menos diez comunas lo hacen antes de la ley de junio de 1793⁴⁰⁸. Esto implica una gran diversidad procedimental. En Frenelle-la-Petite, en 1790 se otorgan parcelas por doce años con un canon de 7 libras. Las autoridades departamentales, que advierten que la comuna no tendría que haber procedido sin consulta previa, lo aprueban *ex post facto* (ADV L495). En Frenelle-la-Grande, el enfrentamiento registrado en el cuaderno de 1789 entre *laboureurs* y *manoeuvres* por un comunal dividido en 1774 subsiste en 1790-1792 (Martin, 1928). Una reunión de la asamblea de habitantes permite arribar a un acuerdo en 1791: las tierras ya cultivadas y arrendadas serán distribuidas en lotes a cada jefe de familia por tres a doce años mientras

⁴⁰⁷ ADV Edpt 205 1N 1, Edpt 251 1N 1, Edpt 262 1D 1, Edpt 262 1N 1, Edpt 297 1N 1, Edpt 300 1N 1, Edpt 309 1N 1, Edpt 361 1N 1, Edpt 364 1N 2, Edpt 371 1N 1, Edpt 39 1N 1, Edpt 396 1D1, Edpt 43 2D 2, Edpt 440 1N1, Edpt 484 1N 1, Edpt 537 1N 9, Edpt 68 1D1, Edpt 99 1D 1, L495, 1O49, 2O101 10, 2O147 10, 2O151 11, 2O160 10, 2O200 10, 2O212 10, 2O358 11, 2O538 10, 2O549 10; Rothiot, 1999.

⁴⁰⁸ Se trata de las aldeas de: Bazouilles-et-Ménail, Chauffecourt, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gircourt-lès-Viéville, Mirecourt, Poussay, Repel, Saint-Menge, Vroville. ADV Edpt 43 2D2, Edpt 99 1D1, Edpt 205 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 364 1N2, Edpt 537 1N9, L 495, L2512, Rothiot, 1998, 1999.

que las pasturas serán arrendadas por nueve años en subastas libres. El equilibrio, frágil, es roto en 1792: los prados que había devuelto el señor son también repartidos. En febrero de 1793, otros pastos comunales son loteados; no figura la firma de ningún *laboureur* en el acta de reparto (Rothiot, 1998). En ningún momento, en las actas de la asamblea municipal, se menciona la intervención del departamento (ADV Edpt 189 1D1). En Poussay, en 1791, tierras recuperadas al Clero son repartidas también entre los hogares en lotes inalienables entregados de por vida; sin embargo, el arriendo es permitido (ADV Edpt 364 1N2). Ese mismo año, en Saint-Menge y en Repel, el directorio del departamento autoriza el reparto de lotes por un plazo de ocho años; en Villers, lo rechaza por la oposición de los *laboueurs* (ADV L495). En Chauffecourt, en 1792, la asignación de parcelas se hace por habitante; el acta aclara que, en caso de contestación por parte del Departamento, todos los beneficiarios serán solidarios entre sí (ADV Edpt 99 1D1). En Gircourt-lès-Viéville, cinco *laboueurs* desconformes con la división de los comunales invaden los lotes con unos cincuenta caballos y vacas en mayo de 1793 (L2512). El reparto de comunales entre 1789 y 1793, que según Jean-Pierre Rothiot (1999) no es la regla en el resto del departamento de los Vosgos, es sin embargo sumamente corriente al sur de Meurthe, en la parte septentrional de la llanura del Xaintois (antigua bailía de Vézelize). Allí, Maurice Lacoste (1953) indica que al menos un 40% de las comunas realiza algún tipo de reparto de comunales entre 1789 y junio de 1793. *Grosso modo*, la mitad de ellas lo hace sin aval de las autoridades. La porción del Xaintois que se extiende sobre el departamento de los Vosgos se comporta de modo similar.

En Mosela, algunas comunas dividen sus comunales antes de 1793. En aquellas que formaron parte de la provincia de los Tres Obispados, el procedimiento es legal puesto que sigue vigente el edicto de 1769. Las comunas de Béchy, Guinglange, Hellimer, Tragny y Voimehaut realizan algún tipo de reparto de comunales antes de junio de 1793 (ADMo 1O121, 1O123, 1O137). Menos abundantes son las referencias a casos en la antigua provincia de Lorena: Adelonge, Hémilly y Valmont (ADMo 1O123-124). En Hémilly, la distribución se hace por hogar, siguiendo la pauta de la provincia de los Tres Obispados. En Valmont, las divisiones anteceden a la Revolución; pero al menos una se realiza en 1790 (ADMo 1O124). Es posible que estos pocos casos subestimen el fenómeno, la destrucción de la serie L y la pobreza de los archivos comunales ofrecen

pocos datos⁴⁰⁹. En Meurthe, en el distrito de Dieuze (antigua provincia de Lorena), que linda con Mosela en su frontera norte, una docena de comunas reparte sus comunales antes de 1793; ocho comunas lo hacen en el distrito vecino de Château-Salins (Lacoste, 1953). Dejando de lado los territorios antiguamente ubicados en la provincia de los Tres Obispados, es claro que el reparto de comunales comienza en esta zona de Lorena antes de la promulgación de la ley de 1793. Con todo, esta región comprendida entre el norte de Meurthe y el sur moselano no parece tener el ritmo del Xaintois entre 1789 y 1793. Debe tenerse en cuenta que al norte las divisiones son más precoces, algunas incluso anteriores a la ley de 1769 que, sin embargo, en muchos casos ni siquiera las enmarca al tratarse de territorios de la provincia de Lorena⁴¹⁰.

En la antigua bailía de Commercy, el asunto de los comunales no parece generar mucho revuelo. Antes de 1793, sólo la aldea de Vertuzey registra un reparto de comunales en 1788; la documentación no deja mucho rastro de la posible extensión del fenómeno, pero sabemos que durante la Revolución la aldea conserva unas 48 hectáreas de comunal (ADMe 10174). Como en las últimas décadas del Antiguo Régimen, el valle del Mosa contrasta con la planicie lorenesa. En el llano, la polarización de la estructura social incrementa el hambre de tierra y con ello la presión sobre los comunales. Encontramos, nuevamente, la confrontación entre *laboureurs* que desean conservar las pasturas y *manoeuvres* interesados en su reparto; la novedad es que el señor ya no es más un actor relevante en la disputa. Desde 1791 y sobre todo 1793, los *manoeuvres* ganan importancia en los consejos municipales, permitiendo que los reclamos porten el sello institucional de la comuna; en ocasiones los *laboureurs* desisten o incluso apoyan los proyectos (Lacoste, 1953). Hacia 1793, el movimiento en favor del reparto de comunales, entre solicitudes y divisiones *de facto*, ha cobrado una gran amplitud en la meseta lorenesa. En el área de Commercy, la estructura más igualitaria implica un uso más democrático de los comunales: la voluntad es, para este período al menos, la conservación como pasturas. En el departamento de Haute-Marne, Jean-Jacques Clère (1988) encuentra la misma diferencia entre los distritos más polarizados en términos de estructura social (Saint-Dizier, Bourmont) que desean el reparto de comunales y aquellos donde las desigualdades

⁴⁰⁹ El ministro del Interior, en una carta al Prefecto de Mosela de 1832, trata el problema de las divisiones *de facto* que se realizaron antes de 1793, sin precisar el alcance (ADMo, 10121). Que la cuestión sea abordada casi medio siglo más tarde es en algún grado representativo de la magnitud.

⁴¹⁰ En el Nord, Georges Lefebvre encuentra que los focos de mayor agitación, a favor o en contra del reparto de comunales, se dan allí donde este no se ha practicado. Lefebvre, 1924, p. 512.

son más atenuadas y el uso del comunal se encuentra más generalizado (llanura de Langres). Allí, la voluntad de dividir es menor o inexistente⁴¹¹.

Las divisiones en el marco de la ley del 10 de junio de 1793

Entre 1789 y 1793, la presión por la tierra se intensifica en la planicie lorenesa. Supone, desde ya, una continuidad con los procesos de las últimas décadas del Antiguo Régimen. Las divisiones *de facto* se generalizan, en particular allí donde pocos repartos habían operado. Como con las usurpaciones, esta *praxis* aparece en múltiples escenarios del Reino. En Picardía, en el Nord, en las inmediaciones de París, en Oise y en el Gard se registran divisiones ilegales (Ado, 1996; Lefebvre 1924; Gauthier, 1977; Ikni 1982; Plack, 2009). Mientras tanto, peticiones fluyen desde numerosas regiones. Este clima constituye el combustible para la elaboración de un primer decreto que es precipitado por los sucesos de agosto de 1792. Presentado por el diputado de los Vosgos François de Neufchâteau, establece el reparto obligatorio de los comunales no forestados en lotes dados en propiedad a todos los habitantes. No obstante, no fija el modo de distribución (lotes iguales, proporcionales a las explotaciones o combinación de ambas), por lo que jurídicamente no se puede proceder. Las peticiones que antes solicitaban la división, ahora pasan a exigir el modo. La vía extrajudicial y las revueltas persisten y el 10 de junio de 1793, algunos días después del desfalco de la Gironda y el ascenso de los jacobinos, se sanciona una nueva ley. Determina que el reparto será optativo, requerirá para su aprobación el voto de un tercio de la asamblea de todos los habitantes, podrán votar las mujeres y se hará en lotes iguales por habitante de toda edad y sexo. La parcela será entregada en propiedad y no podrá ser vendida por diez años (Vivier, 1998).

La ley tiene, es sabido, un alcance masivo en Lorena (Rothiot, 1999; Vivier, 1998). Sin embargo, nuevamente, se expresa la dicotomía ya señalada: abundantes repartos en la meseta lorenesa y casi nada en el valle del Mosa (cuadro 12). En el Xaintois, nuestras estimaciones coinciden con las de Jean Paul Rothiot (1999): el reparto de comunales durante la Revolución afecta a la virtual totalidad de las comunas⁴¹². Puede

⁴¹¹ Misma constatación de la parte de Sallman (1977). Véase capítulo 3, nota al pie n°95.

⁴¹² No hemos podido recuperar datos de cinco comunas: Offroicourt, La Neuveville-sous-Montfort, Bettoncourt, Marainville y Lignéville. Las tres primeras se encuentran rodeadas por comunas que reparten sus comunales y poseen en 1789 extensiones considerables de comunales, comprendidas entre las 40 y las 100 hectáreas. Es verosímil pensar que estas comunas hayan realizado repartos durante la Revolución; en particular en La Neuveville-sous-Montfort, donde la merma de su patrimonio comunal entre 1789 y 1740 excede ampliamente las ventas registradas (ADV 11T 25 247, 11T 28 286; Martin, 1928). Bettoncourt, por su parte, registra divisiones de comunal al menos desde 1807; presumiblemente haya ejecutado alguna

resultar llamativa la diferencia entre esta región y Mosela. Si bien en ambos casos las cifras son fuertes, la primera casi que duplica a la segunda. Es posible que los casos moselanos se encuentren subestimados por vacíos en los Archivos Departamentales. En 1802, el prefecto Colchen estima que “[...] entre 686 comunas, de las cuales 107 han

Cuadro 12. Comunas que dividen sus comunales en la segunda mitad del siglo XVIII

	Vosgos	Mosela	Mosa
Antes de 1789	12 (24%)	24 (29%)	1 (5%)
1789-mayo 1793	10 (20%)	7 (8%)	0 (0%)
Después de junio de 1793	44 (86%)	30 (35%)	2 (11%)
Total*	46 (90%)	38 (45%)	3 (16%)

*El total no equivale a la suma de las partes ya que varias comunas registran más de una división a lo largo del período.

Fuentes: ADMe ED 425 90, 1O174, 2O1143, 2O1278, 2O1290, 2O1299, 2O276, 2O315, 2O450, 2O478, 2O511, 2O655, 2O676, 2O735, 2O767, 2O775, Q1255; ADMo 1O120, 1O121, 1O123, 1O124, 1O126, 1O137, 1O138, 1O144; ADV Edpt 39 1N1, Edpt 43 2D2, Edpt 68 1D1, Edpt 99 1D1, Edpt 189 1D1, Edpt 205 1N1, Edpt 251 1N1, Edpt 262 BB1, Edpt 262 1D1, Edpt 262 1N1, Edpt 297 1N1, Edpt 300 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 361 1N1-2, Edpt 364 1N2, Edpt 371 1N1, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1N1, Edpt 484 1N1, Edpt 537 1N9, L495, 1O49, 2O101 10, 2O147 10, 2O151 11, 2O160 10, 2O200 10, 2O212 10, 2O358 11, 2O538 10, 2O549 10, 11T 28 296; AN D XIV 7, H1489; Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928; Rothiot, 1999.

repartido por habitante, 579 por familia y, finalmente, 119 han permanecido en la indivisión. Los repartos operados desde 1789 alcanzan el número de 530⁴¹³. Acorde a estos guarismos, en todo el departamento, de las comunas con comunales, sólo el 17% no ejecutó divisiones. En 1833, una carta enviada al ministro de Comercio y Trabajos Públicos afirma que la mayoría de las comunas de los Tres Obispados ha operado algún tipo de división antes y durante la Revolución; algunas de ellas sin detenerse en el hecho de que la ley de 1793 había sido suspendida en 1796⁴¹⁴. En efecto, hemos encontrado dos casos de repartos realizados entre 1796 y 1802 siguiendo la normativa de 1793⁴¹⁵. Otras, como el caso de Basse-Vignuelles en el año VII, proceden pero en el marco de la ley de

durante la Revolución (ADV Edpt 57 1N1). Es posible entonces que el guarismo de comunas que repartieron en la antigua bailía de Mirecourt se eleve bien por encima del 90%.

⁴¹³ “[...] entre 686 communes, dont 107 ont partagé par tête, 579 par famille, et dont, enfin, 119 sont restées dans l’indivision. Les partages opérés depuis 1789 sont au nombre de 530.” (Colchen, 1802, p. 123). De estos números se desprende que algunas comunas han ejecutado repartos aplicando ambos métodos.

⁴¹⁴ En los intercambios epistolares entre el Estado Nacional y el departamental de los años 20 y 30 del siglo XIX es habitual encontrar términos vagos para la cuantificación y el fechado de los repartos de comunales operados desde 1770 (ADMo 1O121). La idea general que prima es la de una enorme mayoría de comunas y de una notable irregularidad en los procedimientos: ausencia de actas, aplicación de algunos criterios del edicto de 1769 en comunas lorenesas y combinaciones con la ley de 1793.

⁴¹⁵ Se trata de las aldeas de Bistroff y Raville. Los dos repartos son anulados a partir de 1804 (ADMo 1O123-126).

1769⁴¹⁶. Hechas estas aclaraciones, la cifra adelantada por el prefecto y luego retomada por la historiografía, parece verosímil (Hottenger, 1925; Vivier, 1998).

Estas dudas no pueden ser extendidas a Mosa: allí, la totalidad de las comunas informa, entre 1802 y 1805, si ha realizado repartos o no. Casi todas las respuestas son negativas; sólo responden afirmativamente Lérrouville, Vertuzey (efectuado en 1788) y Saint-Germain (ADMe 1O174, 2O676, 2O1278). ¿Se trata, acaso, de tierras incapaces de ser cultivadas, como sostiene la escuela de la geografía histórica? En 1793, el distrito de Commercy elabora una lista de bienes no divisibles (ADMe 1O174). El espíritu de esta encuesta parece más bien destinado a enumerar aquellas propiedades que no pueden ser repartidas por motivos vinculados a su funcionalidad o por tratarse de superficies forestadas. Por ello, el grueso de los elementos presentes en el listado consiste en plazas urbanas, bosques, abrevaderos. Algunas comunas, sin embargo, lo interpretan más ampliamente e incluyen tierras que, por otros motivos, estiman no pueden ser divididas. Commercy, por caso, menciona algunas cuestas que totalizan unas 12 hectáreas. Euville, algunos *pâquis* por 2,4 hectáreas mientras que Méligny-le-Grand, unos terrenos de 1,7 hectáreas. Es posible que esta lista sea demasiado optimista: Lérrouville, que posee unas pocas hectáreas de cuesta difícilmente cultivable, apenas señala un puñado de hectáreas para maniobras de las canteras y el rebaño común. Después de todo, algunas tierras, para despejar las dudas, exigen el ensayo. No obstante, todas estas piezas apenas suman unas pocas decenas de hectáreas. Como se ve claramente en el siglo XIX, la fertilidad, que puede ser un inconveniente en determinados espacios, lejos está de explicar la totalidad de los casos en los que no se repartió el comunal.

El ritmo de divisiones alimenta los lineamientos que hemos sostenido para otros edictos como el de los cercados en Lorena en 1767 o el de los comunales en los Tres Obispados en 1769. Los hechos anteceden a la ley, pero enfrentan dificultades. Sin marco legal, las comunas, para formalizar los procedimientos, quedan a merced de la voluntad departamental. Los departamentos, en Lorena, no necesariamente se oponen a estos proyectos; permanecen presos de las dos tendencias políticas que se expresan en el campo. Los *manoeuvres*, deseosos de obtener una parcela, se enfrentan a los *laboureurs* que se oponen. Esta confrontación, acaso algo caricaturizada, ve el triunfo de los primeros en la medida en que se desenvuelve el proceso revolucionario. Por miedo, convicción o cansancio, el frente opositor se desgasta (pero no desaparece) hacia 1793; algunos

⁴¹⁶ En Folschwiller, la división de sus comunales, efectuada en 1794, ignora los lineamientos de 1793 y se realiza acorde a los de 1769.

municipios apoyan las iniciativas. En 1793, la ley termina cristalizando la demanda popular e, indiscutiblemente, acelera los procedimientos. En los Vosgos, en Mosela, en Meurthe y también en los distritos del norte de Mosa se actúa acorde a los lineamientos de la ley hasta 1796 y, en algunos casos, más allá de esa cronología, a pesar de lo dispuesto. El marco normativo no se encuentra, entonces, en el origen de las divisiones: se trata de una tendencia que lo antecede. No obstante, es indiscutible que las acelera.

El comunal como medio de acceso a la tierra

A diferencia de los bienes nacionales, el reparto de comunales es un mecanismo de acceso a la tierra y, para aquellos casos en los que se procede bajo los lineamientos de la ley de 1793, a la propiedad, al menos hasta la revisión de 1804-1805.

Cuadro 13. Porción de comunales afectados por los repartos revolucionarios y tamaño de los lotes producidos en el Xaintois

	Superficie repartida (en ha.)	Porción afectada al reparto	Tamaño de los lotes (en ha.)
Baudricourt		100%	
Bazoilles-et-Ménil	2,5	21%	
Frenelle-la-Grande*	32,7	100%	1,1 a 1,2**
Gemmelaincourt	16,4	53%	
Gircourt-lès-Viéville		100%	0,19
Juvaincourt	94	100%	0,23
Mattaincourt	34,5	59%	0,04
Maziot	25,1	100%	
Mirecourt	108	100%	0,02
Pont-sur-Madon	27	13%	0,21
Poussay	102,6	91%	0,2
Repel	31	58%	0,72
Saint-Prancher	21,6	60%	
Totainville	40,6	100%	

*Frenelle-la-Grande reparte todo el comunal aún no repartido; ya había operado una división de unas 35 hectáreas en 1774.

**Este valor indica lo recibido por hogar, sumando los lotes individuales otorgados a cada miembro.

Fuentes: ADV Edpt 39 1N1, Edpt 43 2D2, Edpt 188 1D1, Edpt 205 1N1, Edpt 262 1N1, Edpt 297 1N1, Edpt 300 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 361 1N1, Edpt 364 1N2, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1N1, Edpt 484 1N1, 20200 10; Rothiot, 1998.

En los Vosgos, las superficies divididas son, casi siempre, importantes, tanto en términos absolutos como en términos relativos. Tienden a exceder la mitad de los *pâquis*

disponibles y las más de las veces representan la totalidad. La documentación no siempre precisa qué es lo que ocurre con la parte sobrante. Cuando es muy pequeña, parece claro que el destino es el arriendo. En Juvaincourt, unas pocas parcelas que sobran del reparto son alquiladas por un año en 1794 y nuevamente en 1795 (ADV Edpt 262 1D2). En Vroville, la división afecta una porción (no especificada) de los comunales; el resto es alquilado o vendido para saldar deudas (ADV Edpt 537 1N9). En Boulaincourt, una fracción permanece abierta al pastoreo mientras que otra es arrendada; en 1798, 2,15 hectáreas reservadas para los animales son puestas en arriendo (ADV Edpt 68 1D1). Estas alternativas mixtas posiblemente deriven de acuerdos con quienes se oponen al reparto en 1793. En Frenelle-la-Grande, la votación cuenta, sobre ciento catorce participantes, noventa y un votos a favor (ADV Edpt 188 1D1). En Juvaincourt, los opositores son trece en 1793 (ADV Edpt 262 1N1).

Cuadro 14. Porción de comunales afectados por los repartos revolucionarios y tamaño de los lotes producidos en Mosela.

	Superficie repartida (en ha.)	Porción afectada al reparto	Tamaño de los lotes (en ha.)	Extensión de los comunales en 1821-1837 (en ha.)
Adelange		100%		40,8
Arriance		100%		53
Bambiderstroff	7	100%	0,02	7
Basse-Vigneulles		100%		104,6
Bionville-sur-Nied		100%		11,21
Chémery		100%		10
Guinglange	12,24		0,12	29,64
Hellimer*		Tercio recuperado al señor	0,1	33,6
Laning		Parte		99,5
Many		Todo menos 2,4 ha.		33,8
Pontpierre		Todo menos 1,2 ha.		34,3
Raville		Todo menos 3,1 ha.		50
Tragny**	1,43	3%	0,1	52

*En Hellimer se realizó un reparto de comunales en las últimas décadas del Antiguo Régimen.

**En Tragny se repartieron más de 29 hectáreas en las últimas décadas del Antiguo Régimen.

Fuentes: ADMo 1O121, 1O123, 1O124, 1O126, 1O137, 1O138.

Los repartos también alcanzan superficies considerables en Mosela, en particular allí dónde no consta que se hayan efectuado otras divisiones antes de 1789-1799. En regla general la documentación no permite conocer la superficie distribuida, pero sí ofrece información relacionada a qué proporción del *pâquis* se ha visto afectada. Como en los

Vosgos, los valores tienden a acercarse a la totalidad del patrimonio disponible⁴¹⁷. No hemos encontrado casos en los que se reserve una parte del comunal para el pastoreo. Si bien la posibilidad no debe ser descartada, es el arriendo la opción más elegida para las tierras que quedan fuera de las divisiones. En Many, Pontpierre y Raville, la parte sustraída al reparto tiene ese destino.

En Mosa, la comuna de Lérrouville reparte 11,6 hectáreas entre sus casi doscientos cincuenta habitantes; esto representa en torno al 10% de los comunales que ostenta hacia 1831 (96,4 hectáreas). El método de reparto es poco ortodoxo puesto que, si bien cada habitante recibe un lote, el tamaño varía ya que primero se asignan lotes iguales a cada jefe de hogar que luego debe subdividirlos en función de la cantidad de miembros de su familia. Esto significa que cada hogar recibe unas 20 áreas (ADMe 1O174, 2O676).

En la planicie, como en el pasado, el tamaño de los lotes oscila fuertemente de aldea en aldea. En los Vosgos, apenas 2 áreas en Mirecourt y más de una hectárea en Frenelle-la-Grande. En Mosela, la amplitud se nos presenta más reducida, sin embargo, la documentación no se detiene en estos detalles en las aldeas con mayor superficie de comunal. Un ejercicio teórico puede aportar algún parámetro: si cada uno de los ciento sesenta y tres habitantes de Basse-Vignuelles recibió su alícuota, como dicta la ley, entonces estamos ante parcelas de 64 áreas⁴¹⁸. Asimismo, esta imagen puede ser engañosa, ya que el reparto se realiza, en los casos censados, por habitante, por lo que cada hogar concentra algunos lotes. Esto eleva el piso general de la tierra recibida y permite comprender el fuerte interés que tienen los *manoeuvres* con poca o sin tierra en estos procedimientos. En estos dos departamentos, la situación no deja lugar a la duda: el reparto de comunales es, a diferencia de la venta de los Bienes Nacionales, un mecanismo de acceso a la tierra. Ninguna de estas parcelas alcanza para la reproducción de una familia, ni siquiera sumando todos los lotes en los mejores repartos. Quitando casos excepcionales en los que se reciben viñedos, difícilmente estas parcelas sirvan de fundamento para la producción mercantil simple que sostiene la escuela de la vía

⁴¹⁷ Georges Hottenger (1925) creía que lo más habitual había sido el reparto sólo del tercio del señor. El prefecto Colchen, fuente en la que se funda Hottenger, plantea, en un pasaje de su informe de 1802, que las comunas dividieron el tercio recuperado. La lectura de Hottenger es excesivamente literal, la afirmación del prefecto no excluye otros repartos y debe tener en cuenta, además, que si existe sustracción de tierra por *tiers-denier*, es posible que también haya existido reparto anterior a la Revolución. Véase Colchen, 1802, p. 122.

⁴¹⁸ Algunos elementos hacen de este guarismo una mera referencia hipotética. Primero, supone que la ley se cumple a rajatabla, lo que no siempre es el caso. En segundo lugar, en ocasiones los datos que tenemos sobre la población no siempre coinciden con el recorte en lotes. ¿Población de menores de edad subestimada? ¿Lotes entregados a propietarios no residentes? Cfr. AN F20 17-20.

campesina (Ado, 1996)⁴¹⁹. No obstante, el reparto de comunales ofrece un interesante apuntalamiento para poder complementar el salario con víveres que permitan pasar el invierno, ya sea a través de la venta en el mercado ya sea a través del consumo directo por parte del hogar.

III. LOS COMUNALES EN EL PRIMER IMPERIO

Las anulaciones de 1804

La suspensión de la ley en 1796 no conlleva un retroceso en la forma de explotación de los comunales: allí donde los repartos se efectúan, el cultivo en pequeños lotes se mantiene. Incluso, lo notamos, las divisiones prosiguen su curso, de forma más matizada ciertamente, pese a no contar con un respaldo legal claro⁴²⁰. A nivel nacional, el Consejo de los Quinientos no arriba un consenso. En 1797, una comisión de diputados propone dar marcha atrás con los repartos. Despierta las acaloradas protestas de Antoine Delpierre, diputado de los Vosgos, que es puesto al frente de una nueva comisión que cuenta con otro diputado lorenés, Boulay de la Meurthe, muy cercano a François de Neufchâteau, en ese entonces ministro del Interior. Esta comisión elabora un proyecto en las antípodas del de 1797: se propone el reparto obligatorio por hogar de la totalidad de los comunales. El carácter forzoso de la división conduce el proyecto al fracaso; no obstante, el vaivén en las políticas públicas tocantes a los comunales ilustra tanto la importancia del problema como la incapacidad de solucionarlo (Vivier, 1998). En última instancia, el obstáculo principal para este tipo de normativas sigue siendo el mismo. No todos los departamentos (y hasta podríamos decir, cantones) tienen la misma opinión sobre la ley de 1793 y los proyectos que la suceden. En Mosa, el prefecto sostiene que el reparto de comunales es nocivo: fragmenta en exceso las propiedades, quita pasturas para los rebaños y recursos a las arcas municipales (*Annuaire statistique du département de la Meuse*, 1803). En los Vosgos, las tensiones que describimos en 1790 siguen latentes más de una década más tarde. En 1801, el prefecto Desgouttes (1801), al momento de evaluar el asunto en un informe estadístico, evita posicionamientos al desarrollar argumentos tanto a favor como en contra de la ley de 1793⁴²¹. En Mosela, el prefecto Colchen, se

⁴¹⁹ El caso lorenés contrasta con el sur francés. Noelle Plack (2009) en el Gard y Peter McPhee (1999) en Corbières estiman que el reparto de lotes sirve de base para la conformación de viñedos que producen para el mercado, en la visión de McPhee (que recupera a Marx), siguiendo la lógica dinero-mercancía-dinero’.

⁴²⁰ En rigor, la ley del 10 junio de 1793 no es derogada; sólo suspendida.

⁴²¹ Algo similar es la postura del Prefecto de Meurthe, Marquis (1804), aunque un poco más reaccionaria. Entiende que el reparto ha sido favorable al desarrollo de la agricultura cuando se trató de tierras ya

muestra algo más favorable. La división, dice, ha aumentado el “valor productivo” de las tierras, pero, al reducir los pastos, también ha multiplicado los delitos (Colchen, 1802, p. 123).

Uno de los problemas señalados por el prefecto de Mosa, la pérdida de recursos financieros, es, según Nadine Vivier (1998), el elemento que obliga al gobierno nacional a pasar a la acción. Napoleón, cuya preocupación por la recuperación de las arcas estatales es harto conocida, no olvida el problema de las arcas municipales (Braudel y Labrousse, 1976). Las comunas, prosigue la historiadora, se encuentran fuertemente endeudadas y los comunales, antes susceptibles de ser arrendados, han sido cedidos en propiedad. En los distritos de Épinal, Neufchâteau y Mirecourt, en los Vosgos, dos de cada tres comunas registran pasivos en 1806. En 1804 (Ventoso año XII), una ley establece la base para la revisión de los repartos revolucionarios. Aquellos que hayan dejado acta correctamente labrada de los procedimientos, podrán ser conservados. Las ambigüedades de la ley en lo tocante a qué es exactamente un acta bien labrada permiten la discrecionalidad de los prefectos que obran acorde a las presiones que provienen desde los municipios, donde los propietarios más ricos, fugazmente marginados en 1793, han recuperado el poder.

En Lorena, como en gran parte del norte y noreste, las anulaciones tienen un alcance masivo (Vivier, 1998). En Mosela, hemos recopilado anulaciones en diecisiete comunas de las veintiocho cuya división en el marco de la ley de 1793 pudimos comprobar. Solo en una comuna, Folschviller, el consejo de prefectura decide mantener el reparto ya que lo ejecutó en regla acorde a la ley de 1769 (ADMo 1O121, 1O123, 1O124, 1O126)⁴²². En 1808, en una carta al ministro del Interior, el prefecto sostiene que la totalidad de los repartos moselanos efectuados bajo la normativa de 1793 ha sido anulada (ADMo 1O120). En los Vosgos, los repartos ratificados son más numerosos. Doce comunas obtienen la validación de sus procedimientos, esto es, más de un cuarto de las que ejecutaron procedimientos en el marco de la ley del 10 de junio de 1793 (ADV 1O49, 2O101 10, 11T 28 296). En muchos de estos casos, esto significa la convalidación de la virtual desaparición de sus comunales. Pero mucho más numerosas son las divisiones anuladas, que trepan a treinta y dos (ADV Edpt 99 1D1, Edpt 141 1N2, Edpt 300 1D1, Edpt 309 DD2, Edpt 389 1D1, Edpt 396 1D1, 1O49, 2O101 10, 2O147 10,

destinadas a dicho fin, reemplazando arriendos de tres años por lotes en propiedad. Más crítica es su visión de la división de pastos (praderas y *pâquis*), que estima que debe ser revertida. Pero no postula un retorno al pastoreo común: sostiene en cambio que deben ser arrendadas.

⁴²² Aquellos repartos ejecutados siguiendo los protocolos de 1769 pero que no conservan acta del procedimiento son igualmente anulados.

20151 11, 20160 10, 20212 10)⁴²³. Tanto en Mosela como en la llanura de los Vosgos, en al menos los dos tercios de las comunas que realizaron repartos bajo la ley revolucionaria se anula el procedimiento. En Mosa, naturalmente, las revocaciones se corresponden con el marginal alcance de la ley. En Lérrouville, el reparto es conservado mientras que en Saint-Germain, en cambio, es anulado (ADMe 10174, 20676).

En Mosela, siete anulaciones son anteriores a la ley de 1804. Entre 1800 y 1801, peticiones procedentes de estas comunas que solicitan la revocación de las divisiones de comunales revolucionarias encuentran el visto bueno del prefecto. Estas piezas suelen ser producidas por uno o varios habitantes, solo una de ellas parte de la pluma del alcalde y otra emana del consejo municipal. Esto cambia con la promoción de la ley: el grueso de las solicitudes emana de la municipalidad. Como ha señalado la historiografía, las razones parecen más bien ser excusas pobres; se alega que no hay acta o que está incompleta (Rothiot, 1999; Vivier, 1998). En las deliberaciones del Consejo General de los Vosgos de 1806 se hace mención a pedidos de comunidades que desean anular los repartos de 1793 para poder recuperar sus ingresos (ADV 2N1). Mazirot, Biécourt, Chauffecourt (Vosgos), Béchy y Hénilly (Mosela), entre otras, apoyan sus demandas en esos motivos (ADMo, 10123; ADV 20101 10 Rothiot, 1999). En Mosela, por caso, en cinco comunas que repartieron sus comunales bajo la ley de 1769 (y por ende no susceptibles de anulación) se solicita y obtiene autorización para imponer un gravamen sobre los lotes que son, hasta ese entonces, cedidos gratuitamente (ADMo 10123-126). Chémery, que no tiene repartos documentados antes de 1804, procede con una distribución de lotes en arriendo entre todos sus habitantes (ADMo 10123). Otras, como Raville, implementan derechos de entrada (6 francos) a los recién llegados (ADMo 10124).

Las comunas no buscan, con esto, revertir los cambios en la forma de explotación. La ley autoriza a realizar un nuevo reparto previo aval del prefecto (aunque se evita la utilización del término *partage*) siempre y cuando el lote sea cedido en arriendo por un plazo determinado y el criterio de asignación no sea por individuo sino por hogar. En Mosela, virtualmente todas las comunas cuyas divisiones habían sido anuladas proceden

⁴²³ No hemos podido recuperar la resolución prefectoral ni en Ménil-en-Xaintois ni en Vroville. Esta última, a juzgar por la contracción de sus comunales (no registra ventas en 1813-1816), posiblemente haya validado su reparto en 1804. En dos casos, Gircourt-lès-Viéville y Oëlleville, hemos concluido la anulación sobre la base de la comparación de las superficies comunales entre 1789 y 1834-1840, fechas de elaboración de los catastros. Hemos tenido en cuenta, para ello, las posibles ventas, en particular en el período 1813-1816. Cuando encontramos que la superficie no variaba sensiblemente pese a saber que los repartos habían afectado superficies considerables, hemos estimado que la anulación había tenido lugar, pese a no aparecer en la documentación de la cota ADV 1049. ADV Edpt 205 1N1, 1050, 23Q 17-18, 11T 25 246.

de este modo, otorgando lotes por seis a nueve años. Sólo una de entre ellas adopta una solución distinta, ya que si bien divide los comunales en lotes iguales los somete sin embargo a una subasta libre (ADMo 1O124-126). Algunas comunas aprovechan la oportunidad para ir más lejos en el fortalecimiento de las arcas comunales y deciden retirar una porción, en general en naturaleza de prados, para su arriendo libre. En Adelange, un cuarto de la superficie dividida durante la Revolución es sustraída de la nueva operación a realizar en 1805 y alquilada (*circa* 10,4 hectáreas). En Bionville-sur-Nied, los prados no son incluidos en el nuevo reparto (ADMo 1O123). Otras ya lo habían hecho anteriormente, por lo que el procedimiento consiste en barajar los lotes y redistribuirlos por hogar. En esta parte de Mosela no hay documentación alguna que sugiera la restauración del pastoreo comunal en los comunales divididos.

En la llanura del Xaintois se sigue el mismo procedimiento, aunque los tiempos y algunos detalles difieren. La mayoría de las comunas cuyos repartos comunales habían sido revocados realiza nuevas distribuciones de forma inmediata o casi inmediata (ADV Edpt 262 1D3, Edpt 262 1N1, Edpt 300 1G 3, Edpt 389 1D1, Edpt 39 1N 1, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1N1, Edpt 61 1D2, 2O104 11, 2O147 10, 2O151 11, 2O160 10, 2O169 10, 2O358 11, 23Q 17-18; Rothiot, 1998). Otras comunas lo hacen en la década siguiente, aunque es posible que repartos realizados luego de la anulación no hayan dejado registro (ADV Edpt 141 1N 2, Edpt 189 1D 2, Edpt 484 1N 1, 2O6 10, 2O549 10)⁴²⁴. Normalmente, las cesiones se realizan, en una primera instancia, por ocho o nueve años y el canon de arriendo es muy bajo. Algunas comunas no alteran la extensión de tierra que entra en juego. En Saint-Prancher y Maziroth, la superficie a distribuir es idéntica a la de 1793 (ADV Edpt 300 1G3, Edpt 440 1N1). En Baudricourt, la tierra distribuida retrocede en relación a la Revolución. En 1806, 29 hectáreas son repartidas en lotes, 12 retornan al pastoreo y unas 10 son puestas en arriendo (ADV Edpt 39 1N1). En Juvaincourt, el recorte es aún más drástico. Contra las 94 hectáreas divididas en 1793, en 1805 encontramos sólo unas 53; 40 hectáreas son destinadas al rebaño común y sólo 1,5 hectáreas al mercado de alquileres (ADV Edpt 262 1D3, Edpt 262 1N1). Otras, como

⁴²⁴ En tres comunas, Gircourt-lès-Viéville, Haréville y Vittel, no hemos encontrado menciones a nuevos repartos anteriores a 1827. En Gircourt-lès-Viéville, en 1827 deciden que los lotes serán entregados de por vida, lo que sugiere que existe alguna(s) división(es) previa(s) por un plazo de 8 a 9 años. La comuna había dividido la totalidad de sus comunales en 1793. Cinco comunas (Girovillers, Oëlleville, Puzieux, Ramecourt, Thiraucourt) no ofrecen datos claros hasta 1844, aunque es posible que también hayan realizado operaciones antes de esa fecha (ADV 1O50).

Gironcourt, extienden la tierra a repartir⁴²⁵. Con todo, en la planicie lorenesa, si el pastoreo comunal retorna en algunos casos, nunca lo hace recuperando el terreno perdido desde 1789 ni invirtiendo la tendencia general a su desaparición que se expresa tímidamente desde al menos 1770 y se acelera a partir de 1789⁴²⁶.

Como en 1793, las parcelas obtenidas son de talla variable pero muchas veces importantes. En Bannay, Mosela, sólo 5 áreas; en torno a un cuarto de hectárea en Chémery, Bistroff, Adelange, Hémilly y Téting, unas 36 áreas en Many y poco más de media hectárea en Raville (ADMo 1O123-126, 1O137, 1O142-144). En los Vosgos, 8 áreas en Domjulien, *circa* 20 áreas en Dombasle-en-Xaintois, Bettoncourt, Estrennes Gircourt-lès-Viéville, Saint-Prancher y Viviers-lès-Offroicourt (ADV Edpt 57 1N1, Edpt 141 1N2, Edpt 205 1N1, Edpt 440 1N1, 2O151 11, 2O169 10). En Juvaincourt y Frenelle-la-Grande, el terreno de en torno a una hectárea recibido en 1793 es reducido a la mitad (ADV Edpt 188 1D1, Edpt 262 1N1). En Chef-Haut, unas 60 áreas, 70 en Baudricourt y 1,2 hectáreas en Blémery (ADV Edpt 39 1N1, Edpt 61 1D2, 2O104 11). El canon de arriendo es siempre módico, pero varía notablemente, tanto en términos brutos como si se lo mide a la hectárea. Limitándonos al período 1804-1820, los arriendos comienzan en 0,5 francos en Maziroit y alcanzan los 12 F en Blémery (ADV Edpt 300 1G3)⁴²⁷. Mismo tomando el valor más elevado, la cifra es accesible, representa unas 8 a 12 jornadas laborales en verano o tres cuartos de *résal* de trigo (*Archives statistiques du Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce*, 1837). A la hectárea, el precio oscila entre 2 y 17 francos en, respectivamente, Frenelle-la-Grande y Viviers-lès-Offroicourt (ADV Edpt 188 1D1, 2O549 10). Si bien esta enorme diferencia puede esconder variaciones en la calidad del suelo, no hay que descartar la posibilidad de que algunos consejos municipales hayan sido más generosos a las presiones de los antiguos propietarios ahora devenidos arrendatarios. Como fuere, en todos los casos, los precios se encuentran bien por debajo de los valores de mercado. En Baudricourt, en 1805, la parcela se cede a un valor de 7,17 F por hectárea; en 1806, las porciones del comunal destinadas al arriendo, siempre en pequeños lotes comprendidos entre las 3 y las 10 áreas, alcanzan precios de entre 40 F y 133 F por hectárea (ADV Edpt 39 1N1). En Juvaincourt,

⁴²⁵ Un comunal de unas 9 hectáreas compartido con la comuna vecina de Morelmaison es delimitado y repartido en 1808 (ADV 2O212 10).

⁴²⁶ En Repel, la fracción de comunal reservada para el pastoreo común es arrendada en 1812 (ADV Edpt 396 1D1)

⁴²⁷ Originalmente fijado en 3,5 F en Blémery, el canon es subido inmediatamente a 12 F por exigencia del prefecto (ADV Edpt 61 1D2).

en 1815, los habitantes abonan 1,50 F por su lote de casi 47 áreas, es decir, casi 3 F a la hectárea; en 1817, pequeñas fracciones de comunal de entre 4 y 71 áreas son tomadas por valores que oscilan entre los 22,50 F y los 189 F a la hectárea (ADV Edpt 262 1N1). En Viviers-lès-Offroicourt el beneficio es más caro, 17 F a la hectárea, pero todavía por debajo de los 21 a 150 que se abonan en subastas libres en los comunales de la cercana Mattaincourt. Los ejemplos podrían seguir, pero creemos que el punto está probado: el canon de arriendo del comunal se encuentra fuertemente subsidiado por las arcas municipales⁴²⁸.

La venta de comunales (1813-1816)

La asfixia financiera que afecta a los últimos años del Primer Imperio obliga al Estado nacional a buscar fondos a través de mecanismos no convencionales. En 1813, el gobierno imperial sanciona una ley que permite el traspaso de determinados bienes comunales desde los municipios hacia la Nación para su puesta en venta. Las comunas obtienen, a cambio, una renta anual proporcional a los ingresos generados por dichos bienes. Teóricamente, la ley dice no afectar a los bienes cuyo goce es colectivo. Sin embargo, la vaguedad del texto de la ley permite un uso relativamente discrecional de la normativa, lo que engendra conflictos. Los comunales arrendados fácilmente pueden ser excluidos de la noción de goce común, ¿pero los repartidos en lotes? (Vivier, 1998).

En la llanura de los Vosgos, todas las comunas registran cesiones de bienes, pero las ventas alcanzan sólo a un tercio de ellas y no son especialmente precoces: la mitad de las comunas afectadas ejecuta las ventas en 1815-1816. De los más de 23 mil francos en los que se estima los ingresos de los comunales en cuarenta y cuatro comunas, son vendidas propiedades con ingresos por unos 9 mil francos (38%). Las subastas deben inaugurarse con un precio base de veinte veces el ingreso producido por los bienes; pero el fracaso de las ventas lleva al gobierno a reducir este multiplicador a dieciséis⁴²⁹. En la antigua bailía de Mirecourt, sólo la ciudad capital realiza transacciones antes del descuento. Las ventas censadas totalizan casi 235 mil francos, es decir que, todos los

⁴²⁸ Hemos recuperado ciento ochenta y cuatro arriendos en pequeños lotes de comunal en siete comunas entre 1798 y 1817. Se trata de terrenos variados, pastos (antiguos *pâquis*), prados y labrantíos; a excepción de los prados, su destino es el cultivo. Como referencia, el precio de arriendo de todos estos comunales entremezclados se ubica en los 62,80 F a la hectárea; discriminando comuna a comuna, oscila entre 40,80 F en Mattaincourt (1817) y 141 F en Frenelle-la-Grande (1809). ADV ADV Edpt 68 1D1, Edpt 188 1D1, Edpt 396 1D1, Edpt 39 1N1, Edpt 57 1N1, Edpt 262 1N1, Edpt 297 1N1.

⁴²⁹ Las edificaciones y usinas deben subastarse a quince veces su ingreso y, desde el verano de 1813, doce veces (Vivier, 1998).

bienes mezclados, las subastas elevan el precio de venta en un 63% sobre la estimación original (*circa* 147 mil francos). El total, naturalmente, esconde fuertes variaciones. En Mirecourt, tres hornos son vendidos en mayo de 1813 apenas un 1% por encima de su precio base, indicativo de poca puja. La mitad de las comunas llevan ese valor a menos del 40%, el resto, más allá. En Frenelle-la-Grande se dan, de conjunto, las pujas más agresivas con una recaudación total en ventas que se eleva un 150% por encima del monto inicial. Estas variaciones se extienden, naturalmente, al seno de las comunas. Cuando encontramos diferencias tan marcadas debemos atribuirlos a que entre los bienes cedidos aparecen los comunales repartidos en el marco de la ley de 1804 que, como vimos, tienen un canon de arriendo que se ubica muy por debajo del precio de mercado. La estimación, en 1813, se hace sobre la base de esos valores, lo que tiene como resultado una subasta que comienza muy barata (ADV 23Q17-18).

¿Qué significan estas cifras en términos del patrimonio total de las comunas? La estimación es ciertamente más complicada. Como punto de partida, ignoramos el ingreso que generan aquellas tierras que no fueron cedidas, por lo que la comparación entre lo vendido y lo no vendido más lo no cedido, no resulta posible. Sin embargo, se puede realizar una evaluación. De las comunas que ceden bienes, se vende el 75% (en francos). Algunas comunas venden poco, pero en regla general, cuando lo hacen, implica más de los dos tercios de lo cedido. ¿Qué es lo cedido? En algunos casos, los datos en dinero son acompañados por especificaciones de superficie.

Cuadro 15. Superficies de comunal vendidas y no vendidas bajo la ley de 1813 (en hectáreas)

	Vendidas	Cedidas y no vendidas	Superficie comunal (año)
Domjulien	10	11,45	35 (1839)
Frenelle-la-Grande	54	?	10 (1816)
Girovillers	1,1	1,15	32,1 (1840)
La Neuville-sous-Montfort	17	11,7	28 (1840)
Poussay	4,3	5,7	5,7 (1816)
Ramecourt	23	-	5,6 (1824)
Repel	33,7	0,61	20,6 (1834)
Totainville	48,8	-	28 (1816)
Total	191,1	46,8	165

Fuentes: ADV Edpt 484 1N1, 1O50, 23Q 17-18; Rothiot, 1998.

Hay que señalar un sesgo en estos datos. Las comunas que más bienes cedieron y comercializaron se encuentran algo sobrerrepresentadas. Con todo, no deja de ser contundente: allí donde se vende, la venta tiende a ser importante tanto en dinero como

en superficie. Algo especulativamente, si tomamos como válido que los bienes enajenados y la superficie comunal *circa* 1830-1840 dan una imagen fiel de la superficie comunal a fines de la segunda década del siglo XIX, podemos arriesgar que, en las comunas afectadas por la ley, algo más de la mitad de sus comunales son vendidos entre 1813 y 1816. Al contraponerlo con la evaluación en dinero, también se puede afirmar que los comunales vendidos son los de mejor calidad, lo que no puede sorprendernos.

Si bien la burguesía se encuentra fuertemente representada en las ventas, en la medida en que las tierras se alejan de Mirecourt, los agricultores ganan terreno. En Poussay, mercaderes y abogados dominan las ventas con el 61% de la superficie comercializada, aunque solo el 54% si lo medimos en francos. Un *laboureur* local, François Barbier, explica la práctica totalidad de las transacciones restantes (ADV Edpt 364 1N2). En Frenelle-la-Grande, abogados y mercaderes toman, en dinero, el 49% de lo transferido. Siguen los *laboueurs*, con 43% y completan *manoeuvres* y artesanos un 8% (Rothiot, 1999). La modalidad de venta favorece a las mejores fortunas; las porciones se venden sin fraccionarse. En comunas como Laneuville-sous-Montfort, Oëlleville o Ramecourt, esto significa lotes de varias hectáreas por subasta, inaccesibles a los presupuestos más modestos (ADV 23Q18). Algunas pocas veces, los bienes ofrecidos son pequeños por su naturaleza: viñas, pequeños trozos sobrantes de un reparto. Eso permite comprender la módica participación de los *manoeuvres* y artesanos en Frenelle-la-Grande. Condición *sine qua non*, la oferta de pequeñas parcelas no alcanza. En Poussay el grueso de los lotes se encuentra comprendido entre las 10 y las 20 áreas; no obstante, los humildes no participan.

¿Qué conclusión general podemos tomar sobre las ventas en esta parte de la planicie lorenesa? Un tercio de las comunas se ve afectada y vende porciones considerables. Por otro lado, no deja de ser cierto que, *grosso modo*, los cuatro quintos de la propiedad comunal del Xaintois (en superficie) sobreviven a las ventas napoleónicas. *Bref*, es un golpe importante, pero no mortal.

En Mosa, el poco alcance de los repartos tanto en 1793 como en 1804 impide, al menos en la teoría, la cesión de superficies importantes. En efecto, los bienes cedidos en las comunas de la antigua bailía de Commercy alcanzan los 5240 F, cifra no muy considerable en comparación al Xaintois (ADMe Q1255)⁴³⁰. Esto no sucede sin

⁴³⁰ Se trata de las comunas de Aulnois-sous-Vertuzey, Chonville, Commercy, Corniéville, Euville, Frémeréville, Gironville, Jouy-sous-les-Côtes, Lérrouville, Malaumont, Vertuzey, Vignot y Ville-Issey. En

problemas, la documentación registra numerosas protestas de parte de las comunas que deben poner algunos de sus bienes a disposición. El Consejo Municipal de Malaumont se opone de cuajo a la venta de cualquiera de sus bienes; de los cuatro terrenos (labrantíos, prados y *pâquis*) que originalmente se selecciona para las subastas, impide la cesión de dos. En Gironville, la protesta logra evitar la enajenación de la única pieza sustraída: un *pâquis* de casi 7 hectáreas. En Frémeréville, ninguno de los cinco elementos preseleccionados alcanza la instancia de venta (ADMe Q1188). En total, bienes con un ingreso de 913 F retornan a las comunas, aproximadamente un sexto de lo que el Estado Nacional pretendía comercializar. A diferencia de los Vosgos, en general las ventas son exitosas. Prácticamente todas las comunas venden la totalidad o casi de los bienes cedidos, las ventas sólo son un rotundo fracaso en Malaumont, donde ninguno de los dos *ítems* (dos *pâquis* que totalizan unas 13 hectáreas) son enajenados.

¿Qué impacto de las ventas sobre el patrimonio? En el cantón de Commercy, un tercio de las comunas no cede ni vende bienes. En los otros dos tercios, como en los Vosgos, el impacto es desigual: cuatro comunas explican la mitad de los ingresos estimados de los bienes cedidos al Estado Nacional. Indiscutiblemente, en Vignot, Vertuzey, Commercy y Euville, las ventas alcanzan porciones importantes de su patrimonio⁴³¹. Vertuzey ostenta, en 1793, unas 48 hectáreas de comunales; en 1831 la superficie se ha reducido a 18 hectáreas, poco más del tercio. Commercy, que no exhibe gran extensión de bienes propios en 1789 (hemos censado unas 13 hectáreas), directamente no posee nada en 1832 (ADMe 1O174)⁴³². Méligny-le-Grand, que en 1813 posee unas 12 hectáreas, tiene sólo 1,9 hectáreas treinta años más tarde (ADMe 1O174; 3P 2400). Sorcy-Saint-Martin, en 1810 posee 109 hectáreas; en 1844 sólo 68 (ADMe 1O174; 3P 3583). Otras comunas se ven menos afectadas. Lérrouville, por caso, en 1831 conserva 96 de las 116 hectáreas que relevamos en 1789 (ADMe 1O174). Como en los Vosgos, la ofensiva nacional de 1813-1816 tiene efectos desiguales, con impactos importantes en comunas específicas y un panorama general en el que los comunales, reducidos, siguen en pie a comienzos del segundo tercio del siglo XIX.

En Mosela, la evaluación es complicada por la destrucción de la serie Q que ya hemos mencionado al tratar los Bienes Nacionales y la propiedad del Clero; los estudios

esta región, por cada hectárea de tierra utilizada, se comercializan 0,65 F. En el Xaintois, el mismo índice arroja poco menos del doble (1,17 F). Es cierto que la tierra es de peor calidad y por ende más barata.

⁴³¹ En 1841, la comuna de Vignot compra 8,4 hectáreas (ADMe 2O1290).

⁴³² Algunas ventas se efectúan antes de 1793.

contemporáneos dependen en gran medida de las producciones anteriores a la guerra. Henri Contamine (1932) sostiene que las subastas afectan a dos de tres comunas con bienes propios, aunque con más frecuencia en el occidente departamental. Esto engendra resistencias, como atestigua una carta del subprefecto de Sarreguemines al prefecto del departamento en 1813 (ADMo 1O11). Los movimientos efectuados se elevan a más de 3,1 millones de francos, superando así los 2,5 millones de Mosa y los 1,3 de los Vosgos (Vivier, 1998). Entre septiembre y noviembre de 1813, en Sarreguemines, de los 61049 F en los que se estima los bienes, 44223 F son vendidos por 48274 F. En otras palabras, tres cuartos de los bienes son vendidos un 9% por encima del valor inicial. En todo el departamento, sólo trescientos individuos adquieren unos seiscientos lotes en trecientas ochenta comunas, indicio de fuerte concentración en las compras (en particular, en favor de la burguesía de Metz). Mosela es, de las tres regiones, la más afectada por las ventas entre 1813 y 1816.

IV. EPÍLOGO: LOS COMUNALES EN 1815-1850

Comunas deficitarias

Las anulaciones de 1804 buscan reconstruir las arcas comunales. No obstante, la cesión de estos bienes y su venta en determinados casos entre 1813 y 1816 atenta contra este objetivo. La renta que se obtiene como contraprestación, que comienza a abonarse en torno a 1820, no brinda ingresos relevantes (Vivier, 1998). En Saint-Prancher, en 1816, el consejo municipal lamenta que, desde que el Estado Nacional tomó los bienes propios de la comuna, los ingresos municipales han desaparecido (ADV Edpt 440 1D1). Pese a la recuperación de los comunales repartidos en 1793, en vísperas de la segunda década del siglo XIX, las comunas lorenesas se encuentran nuevamente en crisis.

En los Vosgos, Juvaincourt reconoce en 1800 que, ante los delitos abundantes, dos guardas rurales no son suficientes y cuatro son necesarios. En 1803, solicitan al prefecto que les autorice a nombrar tres guardas rurales y otros tres forestales. Pero en 1804, el consejo municipal sostiene que un solo guarda alcanza. Algunos años más tarde, en 1817, el balance de las arcas municipales permite comprender el ajuste: llevan al menos ocho años de déficit y le deben 3217 F al alcalde que, con sospechoso celo cívico, ha cubierto las pérdidas con su patrimonio personal (Edpt 262 1D3-4). Mattaincourt ostenta, en 1818, un superávit envidiable del orden del 15%. Más de un tercio de su

presupuesto es financiado por el arriendo de sus comunales, política fiscal sustentable. Pero la mitad de los ingresos de ese año ha sido generada por la venta de parte del producto de su *affouage* y el Cuarto en reserva, medida relativamente excepcional que no podrá ser repetida de forma sostenida (ADV Edpt 291 1D2; AN F 3 (I) 9). En 1826 y de nuevo en 1827, el consejo municipal comunica al prefecto que el déficit comunal dificulta la contribución de la comuna de Poussay a la construcción de edificios militares en Mirecourt (ADV Edpt 364 1D1). Remicourt, que en 1807 presenta un déficit brutal (ingresos por 77 F, gastos por 363 F), manifiesta en 1819 la urgente necesidad de renovar los repartos realizados en 1811 para sostener sus ingresos. La venta de parte del producto del Cuarto en reserva les permite alcanzar el superávit en 1822; no obstante, el déficit retorna entre 1822 y 1825. En ese último año, la comuna es incapaz de afrontar la reparación de los caminos vecinales (ADV Edpt 389 1D2). En Mosela, el paso de las tropas extranjeras deja daños considerables que deben ser enfrentados por los esfuerzos conjuntos del gobierno departamental y los consejos municipales (Contamine, 1932). En el valle del Mosa, Ménil-la-Horgne parece pasar por modélica: hasta 1815 logra sostener un superávit que, en 1814, supera las tres cifras. Sin embargo, el desfaldo es abrupto. En 1817 el déficit ya alcanza 1251F; en 1818 alega dificultades para pagar los sueldos de los guardas rurales (ADMe ED 251 2). Laneuveville-au-Rupt oscila entre ejercicios apenas superavitarios y deficitarios a comienzos de la década de 1810; para 1816, la deuda de la comuna excede los 1000 F y, en 1819, los 2170 F. En 1817 el consejo municipal solicita al prefecto que esta diferencia se cubra con los fondos generados por las ventas del Cuarto en reserva que permanecen bajo custodia de las autoridades forestales. En 1819, el gobierno departamental libera el dinero (ADMe ED 208 98). Este procedimiento, que ya hemos señalado en tiempos del Antiguo Régimen, es un eficiente mecanismo de alineamiento político. Las comunas son, en cierto punto, rehenes de las autoridades departamentales y nacionales en lo que al libre uso de sus fondos forestales respecta.

El progreso de repartos y arriendos

Quitando el interludio de 1813-1816, desde 1804 que la política de los prefectos de la planicie lorenesa apunta a la generación de recursos por parte de las comunas para evitar el déficit. En 1817, este impulso es retomado con la insistencia, por parte de las gobernaciones departamentales, en la necesidad de aumentar los ingresos a través de repartos o arriendos en subastas libres del comunal.

En la llanura de los Vosgos, no sólo se restablecen los antiguos repartos en aquellas comunas que recuperaron bienes sin vender en 1816. En las décadas que siguen, la superficie repartida no para de aumentar. En Juvaincourt, el reparto de 1804 reduce la superficie entregada a la mitad de la recibida en 1793. Pero este equilibrio es efímero. En 1816, la parte dividida es conservada en 53 hectáreas, pero la arrendada trepa a 30, mientras que el pastoreo queda reducido a poco más de un cuarto (11 hectáreas). En 1826, el hambre de tierra obliga a incorporar al reparto a las tierras hasta entonces en pastura y arriendo (ADV Edpt 262 1D3-4). En Saint-Prancher, la superficie dividida se amplía al punto que, en 1820, los pastos comunales son reducidos a apenas 7 hectáreas de las 38 que poseen (ADV Edpt 440 1N1)⁴³³. En Chauffecourt, en 1818, el consejo municipal decide extender la superficie repartida entregando, esta vez en arriendo, lo que en 1793 había sido reservado para el pastoreo (ADV Edpt 99 1D2). En Parey-sous-Montfort, el pastoreo en baldíos desaparece en 1816 (ADV 20358 11). En Dombasle-en-Xaintois, en 1821, la totalidad de sus comunales se encuentra repartido o alquilado; misma situación en Domjulien y Baudricourt en 1828 (ADV Edpt 141 1N2, 20151 11, Edpt 39 1D2). En Estrennes, entre 1807 y 1835 la superficie repartida pasa de 11 a casi 39 hectáreas (ADV 20169 10). Gircourt-lès-Viéville, Chef-Haut, Domvallier y Remicourt son otros casos en los que retroceden los pastos comunes (ADV Edpt 205 1N1, Edpt 205 1D1, Edpt 389 1D1-2, 20104 10, 20160 10). En una encuesta realizada en 1836, sobre treinta y ocho comunas del distrito de Mirecourt que formaron parte de la bailía homónima, sólo Vroville dice conservar una porción del comunal para el pastoreo común (ADV 6M 1676-1744).

Algunas comunas, para mejorar su recaudación, también aumentan el canon de arriendo a superficies iguales. En Frenelle-la-Grande, los habitantes abonan 1 F por 0,4 hectáreas en 1806. Diezmada por las ventas de 1813-1816, los beneficiarios del nuevo reparto de 1836 deben conformarse con 0,1 hectáreas por 4 F, dieciséis veces el precio anterior (Rothiot, 1998). Juvaincourt, que duplica la superficie a repartir, cuadruplica el precio del lote que pasa de 1,5 a 6 F⁴³⁴. Remicourt incluye, en su reparto de 1837, 1,1 hectáreas antes librada al pastoreo; el canon trepa de 4 a 6,5 F (ADV Edpt 389 1D2). En Repel, 1,5 F en 1805 se convierten en 5 F en 1832⁴³⁵. Los aumentos responden a la

⁴³³ En 1803 la comuna había expresado su deseo de alquilar las porciones no repartidas de comunal para poder hacer frente a los gastos crecientes (ADV Edpt 440 1D1).

⁴³⁴ Por la presión demográfica, el aumento a la hectárea es aún mayor (ADV Edpt 262 1D4).

⁴³⁵ La superficie repartida aumenta en un tercio, los lotes en una porción algo menor (ADV Edpt 396 1D1, Edpt 396 1N1).

necesidad financiera de las comunas, no obstante, hay que señalarlo, siguen muy por debajo de los valores de mercado⁴³⁶. No todo es pérdida para el beneficiario: la duración de la cesión de los lotes tiende a aumentar. Entre 1830 y 1845, en ocasión del vencimiento de divisiones anteriores, muchas comunas aprovechan para llevar el plazo de nueve a dieciocho años. Tal es el caso de Baudricourt, Bettoncourt, Boulaincourt, Domèvre-sous-Montfort, Gemmelaincourt, Gironcourt y Remicourt (ADV Edpt 39 1D2, Edpt 57 1N1, Edpt 68 1D2, Edpt 389 1D2, 2O160 10, 2O200 10, 2O212 10). Otras implementan, como en muchas comunas de Mosela, repartos de por vida: Estrennes, Frenelle-la-Grande, Gircourt-lès-Viéville, Juvaincourt, Parey-sous-Montfort, Repel, Rouvres-en-Xaintois (ADV Edpt 205 1N1, Edpt 262 1N1, Edpt 396 1N2, 2O169 10, 2O358 11, 6M1729; Rothiot 1998).

No es raro encontrar que, para afrontar algunos gastos específicos, las comunas se desprendan de algunas porciones menores de su patrimonio. En 1819, la comuna de Repel pone en venta 2 hectáreas con la intención de saldar las deudas que ha dejado la adquisición de un presbiterio; en 1831, ofrece otras 0,16 hectáreas (ADV Edpt 396 1D1). En Chauffecourt, en 1822 enajena 65 áreas para financiar la construcción de la residencia del cura; en 1844, repite la operación con tres pequeños lotes (ADV Edpt 99 1D2-3). Domèvre-sous-Montfor vende, en 1837, 2,65 hectáreas para reconstruir su iglesia (ADV 2O147 10). En 1840, Dombasle-en-Xaintois comercializa media hectárea, mientras que Boulaincourt subasta 1,2 hectáreas con el propósito de pagar parte de sus deudas (ADV Edpt 68 1D2, Edpt 141 1D1). Naturalmente, estas ventas no son un fenómeno novedoso, las encontramos también en períodos anteriores⁴³⁷. Excluyendo 1813-1816, siempre tienen las mismas características. Se trata de pequeñas porciones vendidas para afrontar pagos específicos que afectan poco al conjunto de bienes comunales. No son exclusivas de Lorena, se registran por todo el territorio francés (Vivier, 1998). Como las usurpaciones campesinas, consisten en un acto de *grignotage* que, junto a otras ofensivas que hemos señalado, desgasta al patrimonio municipal.

En Mosela, en 1823, el prefecto reconoce que desde 1789 las comunas vienen repartiendo sus bienes, con o sin aval de las autoridades. La legislación de 1804, que

⁴³⁶ Un agrimensor contratado por el municipio de Dombasle-en-Xaintois sostiene, en 1840, que las 85 áreas por las que sus habitantes pagan 8 F podrían arrendarse en subastas libres a casi 24 F. El consejo pretende subirlo a 16 F, pero en 1844 sigue en 8 F (ADV Edpt 141 1D1, 1O50).

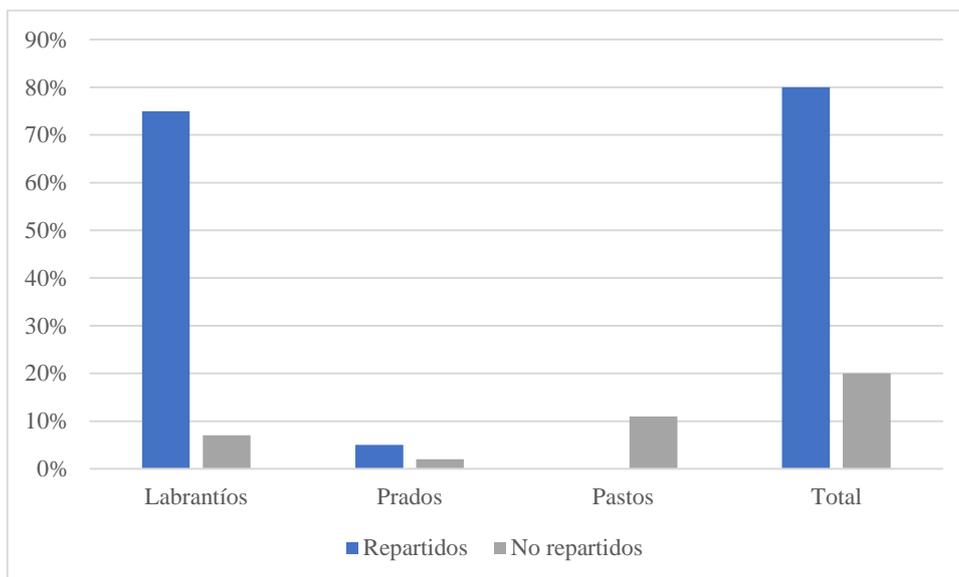
⁴³⁷ Para afrontar su reparto de comunales, Rozerotte vende 2 hectáreas en 1793 (ADV 11T 28 296). Lo mismo hace Mirecourt con algunas parcelas menores en 1792 (ADV Edpt 309 DD2). Bettoncourt enajena, por su parte, 3,5 hectáreas en 1806 (ADV Edpt 57 1D1).

revoca los repartos de 1793, establece que la tierra en cuestión debe retornar a su forma de explotación anterior. En el norte lorenés, eso puede implicar situaciones muy diversas. En las antiguas comunas de los Tres Obispos, el regreso a un reparto ejecutado en los marcos del edicto de 1769; en Lorena, la revocación de repartos *de facto* (sin cesión de la propiedad) operados en la completa ilegalidad. En todos los casos, los comunales seguirían sin producir ingresos a los municipios. La comuna de Altwiller decide, en 1817, el fin de la gratuidad de los lotes y la imposición de un canon de arriendo; lo mismo hace Boustroff en 1827 (ADMo 10144). Ante la diversidad de situaciones, en los años 20, las autoridades departamentales buscan unificar la legislación para eliminar las diferencias entre las antiguas provincias y uniformizar las formas de explotación del comunal para que produzcan ingresos⁴³⁸. En 1825, el ministro del Interior exige al prefecto que se generalice el cobro de un canon. En 1828, la prefectura moselana expresa su opinión favorable a la difusión de los repartos de porciones en arriendo con cánones módicos en las comunas del antiguo Ducado de Lorena. En los años 20 y 30, las cesiones de lotes comunales prosiguen su curso: la presión demográfica obliga a nuevas divisiones (ADMo 10121). Bannay debe redistribuir sus comunales en 1827 por las diferencias que existen entre los residentes más antiguos, beneficiarios de numerosos repartos, y los más jóvenes o recientes, que sólo participaron de los últimos procedimientos. Lo mismo sucede en Béchy en 1825, en Tragny en 1828 y en Many en 1831 (ADMo 10137). En Hellimer, en 1829, los ochenta y cuatro lotes del reparto de 1805 (que calca el efectuado durante la Revolución) son redefinidos para producir noventa y cuatro porciones de 0,78 hectáreas por las que los beneficiarios abonarán 3,5 F anuales (ADMo 10138). En 1829, el departamento estima que prácticamente todas las comunas han repartido; en 1836, en las comunas procedentes del Ducado de Lorena aún subsisten las irregularidades por repartos efectuados bajo acuerdo oral (ADMo 10121). En 1837, ante una encuesta sobre bienes comunales lanzada desde París, tanto el consejo del *arrondissement* de Metz como el Consejo General de Mosela informan que, al menos hace una quincena de años, los bienes comunales presentan la siguiente distribución (gráficos 5 y 6).

⁴³⁸ Junto a la imposición de un canon, las comunas suelen cobrar un derecho de entrada. La prefectura lo avala en 1817, sin embargo, las comunas tienden a excederse en los montos (hasta 200 F en algunos casos) y a no declarar el verdadero valor que ingresa, constituyendo así fondos irregulares fuera del control del departamento. En 1831, la prefectura revierte su posicionamiento de 1817 y lo considera un abuso. En Alsacia, en 1836, el Tribunal de apelaciones de Colmar (*Cour Royale*) estima que esta práctica consiste en una forma de derecho de burguesía, lo asimila a la estructura de derechos feudales y sanciona su ilegalidad. En 1838, las autoridades de Mosela incorporan este fallo y desautorizan la resolución de 1817 (ADMo 10120). Cfr Capítulo 2, nota al pie n°70.

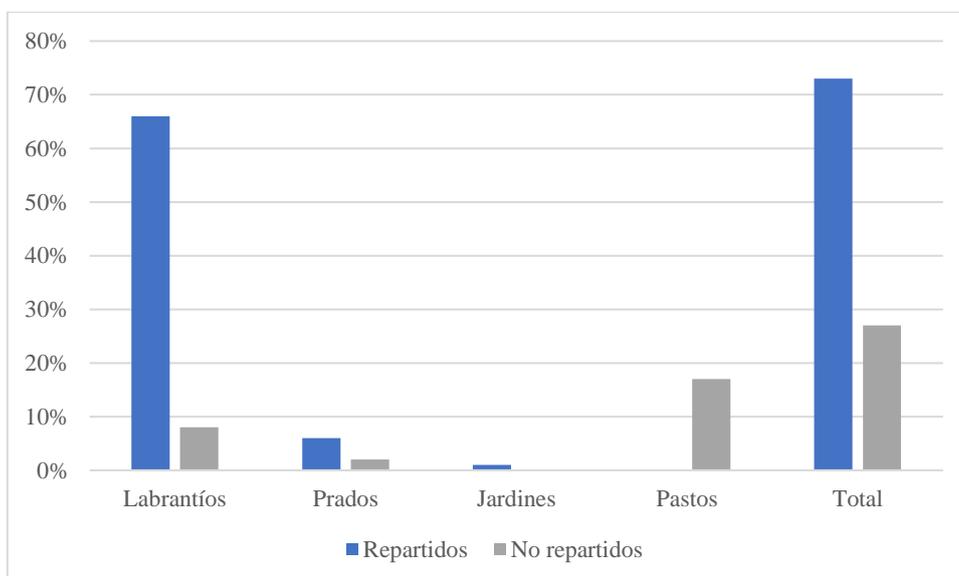
En Mosela, como en el Xaintois, en los albores del segundo tercio del siglo XIX, los comunales se encuentran repartidos en al menos los tres cuartos de su superficie, con mayor frecuencia en la fachada occidental del departamento. Entre las porciones no repartidas, los labrantíos y jardines se arriendan en subastas libres. Entre 1818 y 1833,

Gráfico 5. Bienes comunales en el arrondissement de Metz (circa 1822-1837)



Fuente: ADMo 1O121.

Gráfico 6. Bienes comunales en el departamento de Mosela (circa 1822-1837)



Fuente: ADMo 1O121.

todas las comunas registran ingresos monetarios por arriendos y/o repartos⁴³⁹. No es posible apreciar qué sucede con esos pastos que cubren entre la décima y la decimosexta parte de los comunales de, respectivamente, el *arrondissement* de Metz y el departamento. Concluir que se reservan para el pastoreo colectivo sería un error: en ocasiones los arriendan. Sea como fuere, es claro que su lugar es marginal.

Como en el siglo anterior, los repartos no realizan grandes progresos en la antigua bailía de Commercy. Saint-Germain registra, en 1844, 22 hectáreas repartidas entre sus habitantes. No es posible fechar este procedimiento, es posible que al menos una parte se haya distribuido luego de la anulación del reparto revolucionario en 1805. Vertuzey, que había realizado un reparto en 1788, es la única otra comuna que registra un procedimiento de este estilo (ADMe 1O174). Algunas tierras no son de la mejor calidad. Ménil-la-Horgne posee unas 16 hectáreas de baldío que, para la contribución directa de 1813, pagan lo mismo que un labrantío de la peor calidad (ADMe 3P 2400)⁴⁴⁰. Corniéville también presenta algunas hectáreas de estas características en 1832 (ADMe 3P 975). Sin embargo, otras comunas tienen *pâquis* con mejores atributos. En Lérrouville, el catastro (1831) califica a sus 92 hectáreas de *pâquis* con la primera calidad; abonan, en materia de impuestos a la tierra, lo mismo que un labrantío de calidad media (ADMe 3P 2097). La misma constatación puede hacerse en Malaumont (1830) mientras que, en Jouy-sous-les-Côtes (1831), las 20 hectáreas de pastos permanentes equivalen a los labrantíos de cuarta categoría (ADMe 3P 1893, 3P 2288). En Sorcy-Saint-Martin, la situación es aún más favorable: en 1844 ninguno de sus comunales aparece rotulado como *pâquis*, todos son prados y (en menor medida) labrantíos. Acaso no tenga mucho sentido convertir estas tierras en cultivos; no obstante, un reparto de parcelas de prado es realizable y sin duda alguna ofrecería grandes posibilidades financieras a sus beneficiarios que podrían comercializar el producto tanto en el mercado local como en las cercanas Void y Commercy, comunas con mercado donde los *voituriers* son moneda corriente. Vertuzey, Frémeréville, Gironville y Vignot son todas comunas cuyos consejos municipales estiman, en 1844, que resultaría conveniente arrendar los pastos permanentes para extender la superficie cultivada (ADMe 1O174). Si bien las cualidades naturales de la

⁴³⁹ En la cota 1O11, una serie de cuadros por *arrondissement* registra los ingresos de cada comuna. Esta documentación no está fechada, sin embargo, la lista no incluye algunas antiguas aldeas que en 1812-1818 son fusionadas con otras. Muchas de estas comunas son reinstauradas como tales en 1833, lo que nos permite concluir que esta documentación se produjo entre 1818 y 1833. Por la calidad de las piezas, nos inclinamos por una fecha más cercana a 1833. ADMo, 1O11.

⁴⁴⁰ En los catastros, todas las tierras se encuentran calificadas, en función de su fertilidad, del uno al cinco. Junto al uso de la tierra (labrantío, prado, viña, etc.), la calidad determina el gravamen impositivo.

tierra pueden dificultar los repartos en algunos casos, es claro que este motivo no es el principal impedimento; en algunos casos, ni siquiera existe como tal⁴⁴¹.

De hecho, como en Doubs o el Alto Saona, para generar ingresos en los municipios, se privilegia la extensión del arriendo libre (Cauchy, 1848; Vivier, 1998). En 1818, Aulnois-sous-Vertuzey decide el arriendo, en quince lotes, de unas 2 hectáreas por sumas comprendidas entre los 4 F y los 45 F; lo mismo hace Vertuzey con 5,3 hectáreas en treinta y tres lotes (ADMe 2038, 37Q2). En 1820, Sorcy-Saint-Martin solicita autorización para vender los renadíos de unas 2,7 hectáreas. En 1844, los renadíos comercializados se extienden sobre más de 23 hectáreas comunales mientras que 11,5 también son arrendadas para la primera hierba (ADMe 10174, 201143). En 1831, un referéndum en la aldea de Malaumont sanciona, con dieciocho votos a favor, tres en contra y dos abstenciones, la puesta en alquiler de tres porciones de comunal por, en conjunto, 58 F anuales (ADMe 20735). Gironville ofrece en 1833, por tres años, ocho parcelas que oscilan entre las 32 y las 100 áreas, totalizando unas 5,9 hectáreas. En 1840, la superficie arrendada es llevada a 8,5 hectáreas (ADMe ED 159 259, 20 511). Se trata, siempre, de porciones menores del comunal. Por ello, en vistas de producir recursos dinerarios, además de los arriendos, en Mosa gana terrenos el cobro de un gravamen por enviar animales a pastar en los baldíos comunales⁴⁴². En 1844, al menos un tercio de las comunas lo ha implementado y oscila entre los 0,75 y los 2 F por vaca, buey o caballo (seis ovejas son contabilizadas como un rumiante; ADMe 10174).

En 1844, ante la solicitud de las autoridades nacionales, los departamentos de los Vosgos y Mosa y, en 1847, el de Mosela elaboran un informe de la situación de sus comunales, especificando tanto extensión como uso (gráfico 7)⁴⁴³.

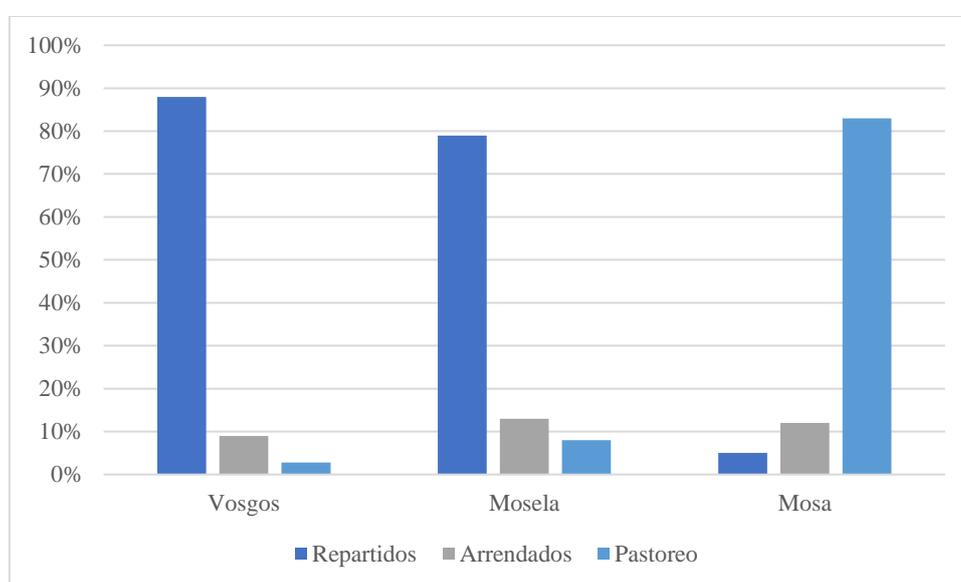
⁴⁴¹ Cabe destacar que, incluso en las comunas en las que los *pâquis* aparecen como tierras de muy mala calidad, muchas veces se encuentran dispersos en cantones cultivados.

⁴⁴² En Vignot, el gravamen del pastoreo en *pâquis* es muy antiguo. Una resolución del consejo municipal de mayo de 1795 establece que todo aquel que quiere pastar en las tierras comunales deberá abonar 9 libras por animal. Es un valor muy elevado, sin embargo, se recauda hasta saciar la contribución directa de los *pâquis* y bosques comunales, por lo que en los hechos beneficia a los que más animales tienen que no abonarán por las cabezas que excedan el monto a recaudar. ADMe ED 425 90.

⁴⁴³ Nadine Vivier (1998) señala que es posible que esta estadística refleje la situación de algunos años atrás, en torno a 1836, fecha promedio de elaboración de los catastros que brindan los datos para la estadística. Hemos confrontado los datos de numerosas comunas con los catastros y, en efecto, no hemos encontrado discrepancias, lo que permite refrendar las estimaciones de la historiadora. Las precisiones sobre los usos, en cambio, parecen ser más bien contemporáneas a las fechas de elaboración (1844 y 1847). ADMe 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067, 20767, ADV 3P 485, 3P 746, Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, Edpt 141 1G3, 3P 2323, Edpt 262 1G3, Edpt 297 1G2, Edpt 300 1G4, Edpt 305 1G2, Edpt 389 1G4, Edpt 396 1G4, Edpt 434 1G2.

El progreso de los repartos en la primera mitad, o mismo, el primer tercio del siglo XIX es contundente en la meseta lorenesa. El pastoreo sobre los bienes no forestados tiende a la desaparición, en particular en el Xaintois. Esta evolución general tanto de las zonas fértiles como del noreste moselano, donde el calcáreo gana preponderancia, obliga, como con las *embannies*, a matizar toda asimilación mecánica entre naturaleza del suelo y división de los comunales, relación alguna vez establecida por la geografía histórica (Mathieu, 1953; Peltre, 1975, 1978). El énfasis debe ser desplazado hacia la polarización de la estructura social derivada de la concentración de explotaciones que, en un escenario

Gráfico 7. Bienes comunales en los Vosgos, Mosela y Mosa en 1844-1847



Fuentes: ADMe 1O174; ADMo 1O142-144; ADV 1O50.

de crecimiento demográfico, impulsa los repartos. La región se inscribe así en una tendencia que afecta a otras partes de *grande culture* como Yonne o Calvados (Vivier, 1998). Nuevamente, el valle del Mosa adopta, en este punto, una evolución distinta. Sí es común a todos los departamentos, en cambio, un marcado retroceso en la superficie de los comunales, bosques de lado. En los Vosgos, donde pudimos realizar mediciones precisas para fines del siglo XVIII, la superficie comunal en pastos, prados y labrantíos se reduce a poco más de la mitad: 6% de la superficie agrícola utilizada. La evolución parece ser más drástica en Mosa, donde la parte de los comunales desciende al 4% y en Mosela, donde alcanza el 5% de la superficie agrícola utilizada. Cabe recordar que el valle del Mosa, gracias a la gran extensión de sus bosques, presenta una superficie menor de comunales a fines del XVIII.

Propiedad privada, propiedad colectiva: apropiación del producto de los comunales

La ofensiva contra los comunales, que en Europa se acelera en el siglo XVIII, sostiene su ritmo a comienzos del XIX. Al nivel de las gobernaciones, la condena de la propiedad comunal se expande; los Estados desarrollan legislaciones con el propósito de privatizar la tierra. Usurpaciones de lado, las privatizaciones transcurren a través de dos grandes mecanismos: el reparto de comunales y la venta en subastas. En el Reino Unido, en el marco de las *enclosures*, se privilegia el primer método; no obstante, a diferencia de Francia, las distribuciones de lotes excluyen a algunos habitantes y se hacen en proporción a las propiedades (Neeson, 1993, 2003). Un camino similar recorre el noroeste alemán (Brakensiek, 2003). En territorios como España, Alemania o Italia, las ventas de comunales son corrientes en el siglo XIX, algunas de ellas como resultado de la presión napoleónica (Corona, 2003; Grüne, 2013; Pérez-Picazo, 2003). En Francia, Nadine Vivier (1998) estima que la legislación de 1813 culmina con el proceso de privatización de las tierras comunales inaugurado por la normativa del 10 de junio de 1793.

En sus rasgos más generales, Lorena se inscribe en estas tendencias. Con efectos dispares, tanto el reparto de comunales (allí donde es mantenido) como las ventas de 1813-1816 (y otras ventas menores) tienen como consecuencia incuestionable la privatización de estas tierras. La propiedad comunal retrocede; la privada avanza. Parece vano señalarlo, pero entendemos, por privatización, el paso de tierras en propiedad de una comunidad a la propiedad de un individuo. Como característica más destacada, este proceso implica la conversión de la tierra en mercancía: antes relativamente inamovible, ahora puede ser comprada y vendida en el mercado sin más autorización que la de su único dueño. Que la privatización beneficie a un puñado de compradores acaudalados o a una marea de habitantes andrajosos poco importa en los aspectos formales del fenómeno: la tierra pasa de ser gestionada por un colectivo bajo el tutelaje parcial de poderes superiores (departamental y nacional) a ser gestionada por un propietario que, mismo si debe enmarcarse en la normativa vigente, dispone de una mayor libertad de acción sobre sus fondos (no debe acordar con nadie). En ese sentido, indiscutiblemente, 1813-1816 es el corolario de 1793. Pero esta perspectiva parte, sin embargo, de una asimilación entre lo comunal y los usuarios numerosos y lo privado y la restricción del número de usuarios o, como sostienen Corina Luchía (2008) y Rosa Congosto (2007), de una confrontación entre comunal y privado en la que uno es el exacto opuesto del otro. Ahora, si en vez de concentrar la atención en la propiedad de la tierra, nos desplazamos

al de la apropiación del producto de la tierra, los matices emergen y obligan a reevaluar el derrotero de los comunales, su inserción en el panorama continental y su rol en la economía agraria.

En las últimas décadas del Antiguo Régimen, en la meseta lorenesa, las ofensivas señoriales conducen a la usurpación del patrimonio comunal. Propietarios rentistas consiguen así ampliar sus ingresos sobre la base de nuevos contratos de arriendo en superficies antes aprovechadas por los rebaños de todos los propietarios de animales. En su desenlace, las ventas de 1813-1816 tienen características similares. Hay que señalar lo obvio: a diferencia de las apropiaciones vía *tiers-denier*, las enajenaciones de 1813-1816 son avaladas jurídicamente tanto por contemporáneos como por gobiernos posteriores e implican ventas libres, por lo que el poder del dinero se impone a la desaparecida condición de nacimiento. Con todo, la subasta de lotes de varias hectáreas margina a las fortunas más humildes. En este aspecto se asemeja, este procedimiento, al acaecido casi un cuarto de siglo atrás con la venta de los Bienes Nacionales de primer origen. Si la burguesía se lleva la parte del león, los compradores campesinos, cuando aparecen, provienen siempre de los estratos superiores de la aldea, los *laboureurs*. Así pues, las ventas de comunales concentran la renta agraria que pasa de las manos de las comunas a la de los compradores. En Andalucía, pocos propietarios monopolizan las compras y consolidan así la estructura de latifundio (Pérez-Picazo, 2003).

Las luchas de los campesinos loreneses contra el *tiers-denier* y los repartos de 1789-1795 son, en cambio, revolucionarias en el sentido económico-social del término. Las comunas recobran lo perdido y la renta retorna a su situación originaria. Pero como señalamos, la recuperación de comunales es, casi de inmediato, seguida de repartos *de facto*. Los años jacobinos implican el cénit de esta evolución: los comunales son divididos por doquier y las parcelas entregadas en plena propiedad. No hay que pensar en la tan temida reforma agraria; no obstante, miles de desposeídos y pequeños agricultores acceden a una parcela que, sin necesariamente brindarles el sustento necesario para prescindir de la venta de su mano de obra, permite asentar su situación económica. En los Vosgos y Mosela, estamos hablando de una porción del suelo que oscila, *grosso modo*, entre el 5% y el 10% de la superficie agrícola utilizada. Esto implica un retroceso de la superficie comunal en el sentido formal de privatización, sí, pero también una ampliación del número de beneficiarios. Los comunales, antes de 1789-1793, son aprovechados por los ganaderos. Muchos campesinos, mal provistos de animales, obtienen beneficios marginales o nulos; el provecho que obtienen de una parcela de entre unas pocas áreas

hasta más de una hectárea es considerablemente mayor. La tierra se privatiza, pero la distribución de la renta agraria se amplía. Privado y restricción de usuarios no son, en este caso, sinónimos. La propiedad comunal repartida de 1793, pese a ser privada, es más colectiva, en el sentido de los usuarios, que la forma pastoril anterior.

Certes, 1804-1805 parece anular toda esta revolución. En el Xaintois un cuarto de los repartos es conservado; en Mosela, posiblemente estemos ante un fenómeno de igual magnitud. Con todo, indiscutiblemente, una porción ampliamente mayoritaria de las tierras distribuidas retorna a las comunas. Su derrotero es, nuevamente, el reparto. En toda la planicie lorenesa los bienes recuperados son entregados a todos los jefes de hogar en lotes iguales, esta vez en arriendo y sometidos, naturalmente, a un canon. No estamos aquí ante una privatización de la tierra; la comuna retiene la propiedad y obtiene una renta. Sin embargo, el lote es un derecho adquirido de cada habitante: la presión demográfica obliga a ampliar las superficies afectadas. El canon, como vimos, se encuentra fuertemente subsidiado, mismo si muchas comunas lo aumentan en la primera mitad del siglo XIX. La política de entrega de lotes en arriendo sostiene la redistribución de la renta de la tierra que constatamos en 1789-1804; no obstante, no es acompañada de una privatización. Estamos, como en el Ducado de Baden, ante un proceso de individualización sin privatización (Grüne, 2013)⁴⁴⁴. Implica, en términos productivos, una clarísima continuidad con respecto a los repartos de 1793 que desplaza a un segundo plano la importancia de la naturaleza jurídica del suelo (privado o comunal).

Esta evolución que describimos para el llano no se percibe en Mosa. Allí, las explotaciones medianas hacen otro uso del comunal, más extendido que el de la meseta. En esta última, el hambre de tierra estimulado por la presión demográfica y la concentración de las explotaciones constituye una fuerza estructural que impulsa los repartos. No obstante, la polarización social no es condición suficiente. En Borgoña, en aquellas regiones de *grande culture* donde también aumenta el número de desposeídos, los repartos no son exitosos (Saint-Jacob, 1960). En el siglo XIX, pese a la supervivencia de la demanda de dividir los comunales, el prefecto de Doubs consigue imponer el arriendo en subastas libres. En Monchy-Lagache, Somme, el prefecto, en 1839, busca la puesta en arriendo de los comunales. Jornaleros y artesanos protestan; el conflicto se zanja

⁴⁴⁴ Lorena y el sudoeste alemán se diferencian así de territorios flamencos y del norte germano donde la conservación de la propiedad comunal supone la exclusión de usuarios (De Moor, 2007; Warde, 2003). Al contrario, estamos en el noreste francés ante una conservación del comunal motorizada por la ampliación del número de beneficiarios.

con una solución intermedia que consiste en el loteo del terreno en porciones de 26 áreas arrendadas a 20 F, lo que obliga a los hogares más humildes a ofertar en parejas. La lucha de los involucrados es pues un factor determinante (Béaur, 2006; Vivier, 1998). En Lorena, los campesinos humildes proceden con la ocupación, recuperación y distribución *de facto* de los comunales, procesos luego seguidos por los reconocimientos *de iure*. Los directorios poco pueden hacer para contrariar esta tendencia: las validaciones de numerosos repartos demuestran que, en ocasiones, deben acompañarla. La legislación aparece con los hechos consumados y favorece tendencias preexistentes; cuando éstas no existen, la legislación fracasa, como ilustra el caso belga⁴⁴⁵. Las anulaciones de 1804-1805 devuelven la propiedad a las comunas, pero no imponen el retorno del pastoreo común. En la planicie lorenesa, en las últimas décadas del siglo XVIII, los comunales han aumentado su número de usuarios: ya no se trata de sólo de alimentar animales para pasar la primavera.

Redistribución de la renta y capitalismo agrario

Esta redistribución de la renta, ¿es un freno para el desarrollo del capitalismo agrario? Tradicionalmente se ha señalado al caso francés como una vía frustrada en comparación al Reino Unido. La resistencia campesina, victoriosa en Francia, habría frenado el avance del capitalismo (Lefebvre, 1963). Hemos visto que la escuela de la vía campesina ha intentado revalorizar los repartos de comunal bajo la premisa según la cual la tierra, privatizada, deviene mercancía y, al disminuir la presión de la nobleza rentística, permite la acumulación de los pequeños productores (Ado, 1996; Gauthier, 1977). Esta evolución, acaso posible en los viñedos del sur, no se comprueba en la llanura donde, paradójicamente, se concentran los estudios de la vía campesina (Plack, 2009; McPhee, 1999). ¿Qué acumulación puede realizar un agricultor con -siendo muy generosos- una hectárea y media o dos (suponiendo que ya tenía algo de tierra antes de 1793)? Las anulaciones, asimismo, revierten este proceso y obligan a las conclusiones centradas en la idea de una revolución incompleta y las correspondientes interpretaciones contrafácticas (Ado, 1996; Jones, 1988; Gauthier, 1977; Soboul, 1979).

⁴⁴⁵ En Bélgica, la legislación privatizadora progresa en la segunda mitad del siglo XVIII. No obstante, fracasa al encontrarse con la resistencia de las comunidades. El escenario cambia a mediados del siglo XIX, las nuevas leyes tienen mayor éxito, la resistencia se ha difuminado y a comienzos del siglo XX los comunales han retrocedido considerablemente. Tine de Moor atribuye este cambio a modificaciones tanto institucionales (introducción de las simplificaciones de la legislación francesa) como económicas (nuevos abonos, aparición del ferrocarril, estímulos producidos por la suba de los precios del trigo y la carne). De Moor, 2003.

Es una obviedad afirmar el fuerte carácter estacional de la producción agraria. Las necesidades de mano de obra de las explotaciones, lo hemos señalado, varían en el transcurso del año. Esto impone la necesidad de contar con una planta permanente de mano de obra muy inferior a aquella ocasional utilizada en tiempos de los grandes trabajos. Una paradoja de la producción capitalista rural es que la concentración de la tierra y la polarización social, en una economía aún dominada por la actividad agrícola, sostienen tanto como frenan la acumulación de riqueza (Kautsky, 2013). En la medida en que la masa se queda sin sustento porque las explotaciones pequeñas se pulverizan, ¿de qué puede vivir todo el año? Lo señala Gérard Béaur (2016a): de nada sirve una proletarización si no hay actividades económicas que requieran esa mano de obra liberada. Cuando esta demanda de mano de obra no existe, se multiplican los lazarillos de Tormes.

En Lorena, hacia 1794, se constata una situación también paradójica al nivel de la mano de obra. Es recurrente, en la documentación, el temor a una multiplicación de los vagabundos como consecuencia de la desmovilización del triunfante ejército revolucionario. No es esto una novedad, constituye la quintaescencia del célebre Gran Miedo y es un lugar común de la modernidad europea (Lefebvre, 1932). No obstante, también se apila la documentación que señala el faltante sistemático de trabajadores cuando la cosecha está lista (Ríos, 2020). ¿Faltan trabajadores en una economía llena de proletarizados? Carlos Astarita (2005) remarca la escasa importancia de los errantes en el desarrollo del capitalismo castellano. La oferta de mano de obra, prosigue el historiador, se sostiene en la población radicada de forma permanente en las comunas; bienes y usos comunales resultan un complemento necesario para la reproducción de estas familias con poca o sin tierra.

En 1781, un antiguo miembro del Parlamento de Metz sostiene que es menester emular a la región de Bitche (Mosela) en toda la provincia de Lorena. Allí, los habitantes se han repartido libremente las porciones de comunal. Esto, de realizarse en el resto de Lorena, permitiría evitar que la miseria los obligue a emigrar y mantendría una población abundante en la campiña (AN H1515). Medio siglo más tarde, en 1827, el Consejo Municipal de Gircourt-lès-Viéville, Vosgos, solicita al prefecto la autorización para proceder con la renovación de un reparto realizado en 1818. Remarcan que resulta vital que los locales puedan acceder a la tierra puesto que, si no, no les quedará medio de sustento. Asimismo, es importante que quienes se establecen en la comuna puedan verse beneficiados con un lote (ADV Edpt 205 1D1). El reparto de comunales sirve para fijar

la población en el campo (Béaur, 2016a; Warde, 2003). No sólo ofrece un complemento al ingreso; sino que es un complemento inamovible: el pequeño agricultor debe estar en su aldea o en las inmediaciones en tiempos de la cosecha⁴⁴⁶. De este modo, la mano de obra no migra grandes distancias en aquellos momentos en las que se la necesita (Grantham, 1993)⁴⁴⁷. Durante la Revolución y hasta 1804-1805, los notables aldeanos buscan, a través de los consejos municipales que controlan, sabotear las divisiones de comunal. Sin embargo, en la medida en que progresa el siglo XIX, esta voluntad se esfuma. Los repartos se abren camino, sí, por la pujante demanda de los más humildes. Pero los productores más acomodados de la aldea comienzan progresivamente a aceptarlos y más aún, a solicitarlos⁴⁴⁸.

El lugar del comunal en la agricultura lorenesa muta en el transcurso del período que hemos analizado. Antes de la ola de repartos, el comunal ofrece pasturas prácticamente gratuitas a todos los que poseen animales; el provecho es mayor en la medida en que los rebaños individuales son más grandes. A fines del XVIII y en las primeras décadas del siglo XIX, la lucha de los *manoeuvres* impone el reparto del comunal; la propiedad colectiva, bosques de lado, deja de ser un sustento para los animales del *laboureur* en la primavera. No obstante, este sector social sigue obteniendo provecho. Lorena es, tanto en el siglo XVIII como en el XIX, una provincia de sueldos nominales bajos (Crebouw, 1986; Ríos, 2020). El reparto de lotes accesibles, al fijar la

⁴⁴⁶ En la provincia de Buenos Aires, Argentina, a fines del siglo XVIII, el abastecimiento de mano de obra en las estancias es, como en Europa, un problema estructural. Cabe señalar las diferencias: estamos ante una región de frontera abierta, baja presión demográfica y de abundancia de tierra. Esto empuja los salarios al alza. En este escenario, aparece la figura del agregado. El agregado es un productor al que el patrón de estancia cede una parte de su tierra y brinda, como contraprestación, trabajo en los momentos de mayor necesidad (rodeos, traslado del ganado a los mercados). Se pretende, con ello, economizar en salarios entregando tierra a cambio. Pero la extrema libertad que ofrecen las condiciones objetivas de la pampa criolla fortalece al agregado que pretende y obtiene, además de una porción de tierra, un salario por las tareas desempeñadas en la explotación del patrón (o en su defecto, un salario en cualquier otra estancia). La cesión de una porción de campo desempeña, en este esquema, una función similar a la del comunal en Lorena en el siglo XIX. Por un lado, brinda un sustento material a lo largo del año, por el otro, fija al agregado en las inmediaciones de la estancia que precisará conchabarlo, aunque deba pagar dos veces por ello (tierra y salario). Amaral, 1987; Garavaglia, 1987; Gelman, 1987; Mayo, 1987a, 1987b, 1995.

⁴⁴⁷ El correlato de esto es la existencia, aún bien entrado el siglo XIX, de salarios disímiles incluso en aldeas vecinas. Las variaciones van, en 1836, del simple al doble (AN F10 289B; ADV M1636-1744; Crebouw, 1986; Ríos, 2020).

⁴⁴⁸ En algunos casos, este proceso parece ser más precoz, con consejos municipales apoyando activamente el reparto de comunales antes de 1792-1793. En Chauffecourt, el consejo municipal, poblado de *laboueurs*, apoya la división *de facto* que la comuna realiza en mayo de 1792 (ADV Edpt 99 1D1). Maurice Lacoste (1953) encuentra casos análogos en el departamento de Meurthe.

población en el campo, permite sostener estos salarios. De este modo, si bien el uso ha mutado, el comunal sigue brindando un subsidio a la producción capitalista⁴⁴⁹.

⁴⁴⁹ En el noroeste alemán, en el siglo XIX, el reparto de comunales ofrece un ingreso complementario a los productores de lino que, además, trabajan en las explotaciones de los grandes propietarios (Brakensiek, 2003).

CAPÍTULO 11. LOS USOS COMUNALES TRAS LA REVOLUCIÓN (1789-1850)

Las últimas décadas del Antiguo Régimen expresan una tendencia hacia la reducción de los derechos colectivos tanto sobre el prados y labrantíos como sobre los bosques. Estas disputas se intensifican en el curso de la Revolución. La cuestión se inserta en una dinámica más amplia: las pasturas comunales se ven jaqueadas desde 1789. La presión sobre los pastos ofrecidos por los usos se intensifica.

I. LA DERROTA DE MIESES EN LA ENCRUCIJADA

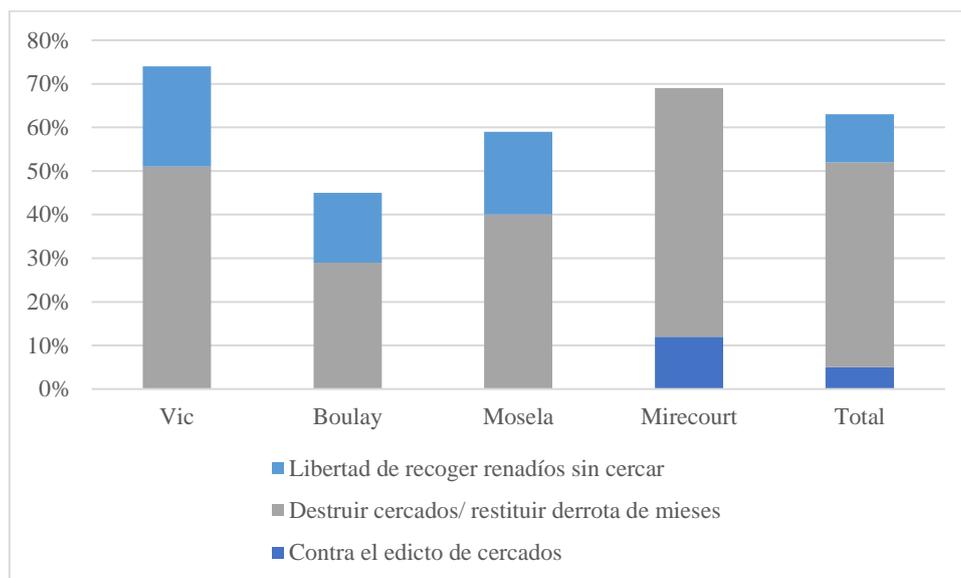
La derrota de mieses en los cuadernos de quejas

Hemos señalado la doble ofensiva que desatan las comunas contra el *tiers-denier*. Por un lado, buscan recuperar los comunales usurpados. Por el otro, expulsar las pretensiones señoriales sobre el producto de ventas de madera y renadíos. Bienes comunales y usos colectivos ocupan, en los cuadernos de quejas, un lugar muy importante en Lorena. Comunales de lado, cercados y *troupeau à part* concentran lo esencial de las críticas. Este último es fuertemente cuestionado en la meseta lorenesa, casi un cuaderno de cada tres se posiciona contra este derecho y reclama, en la mitad de los casos, su lisa y llana abolición⁴⁵⁰. No sorprende, esta lucha se enmarca en el conflicto más amplio que enfrenta a las comunas con el señorío y que también incluye la lucha contra los cerramientos (gráfico 8).

En términos genéricos, dos de cada tres cuadernos se pronuncian contra los edictos que autorizan los cercados. No obstante, como explica Marc Bloch (1931), que los cuadernos rechacen los edictos que autorizan los cerramientos no implica que, al interior de la comuna, haya acuerdo en relación a cuál es la solución política a este problema. Hemos identificado tres posturas posibles. La primera de ella es la menos precisa: la denuncia del edicto sin grandes especificaciones. En segundo lugar, aquellos cuadernos que solicitan el derribo de los cercos o, lo que entendemos que es lo mismo, la restitución de la derrota de mieses luego de la primera siega en las tierras cerradas. Por último, los

⁴⁵⁰ En Vic, el 34% de los cuadernos se manifiesta en contra, el 16% en Boulay (el 25% del total de cuadernos moselanos) y el 39% en Mirecourt (Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928).

Gráfico 8. Reclamos contra los edictos de cercados en los cuadernos de quejas loreneses



Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928.

cuadernos que, si bien atacan al edicto, reclaman que los propietarios puedan gozar de los renadíes sin necesidad de cercar. Mientras que no puede decirse mucho de la primera categoría, las otras dos implican opciones contrapuestas.

La segunda solución se presenta como una lucha contra el individualismo agrario y aparece en uno de cada dos cuadernos. No hay que dejar de remarcar que un retorno al régimen anterior implica, naturalmente, la práctica de las *embannies*. Las comunas no necesariamente buscan la apertura indiscriminada sino más bien monopolizar el control sobre la segunda hierba, pudiendo seleccionar qué prados se abren y cuáles no, permitiendo que no sólo los que cercan puedan aprovechar la segunda hierba. Más relevante aún, la venta de renadíes en beneficio de las comunas es habitual: se trata de una disputa por la apropiación del producto entre un puñado de pocos propietarios (en general nobles) y los usuarios de la derrota de mieses y los municipios. Pese al avance de las superficies en *embannie*, en 1789 en el Xaintois, ninguna comuna excede los dos tercios de la totalidad de los prados por lo que, irremediabilmente, derribar los cercos se traduce en una ampliación de las tierras sometidas a la derrota de mieses.

Ahora, la otra solución al problema de los cercados se encuentra en las antípodas. No se exige la reapertura de los prados, se exige su cierre *de iure* hasta concluida la segunda siega. Implica, entonces, una propuesta que busca ahondar el individualismo agrario o, lo que es lo mismo, hacer de la *embannie* de renadíes la regla absoluta. En los Vosgos, esta cuarta opción no aparece: es exclusiva de los cuadernos moselanos. Allí las

embannies ocupan la superficie más considerable y el individualismo agrario ha delineado un programa político definido: erradicación de la derrota de mieses. Ciertamente, no es el programa dominante, pero es el camino señalado por un quinto de las comunas del norte lorenés.

El fin del *troupeau à part*

El *troupeau à part*, muchas veces cedido en arriendo, engendra peticiones no sólo de parte de las comunas. Como ya lo mencionamos, muchos carniceros y en algunas zonas de Mosela, ganaderos trashumantes, son los principales arrendatarios y, naturalmente, junto a la nobleza, esperan que la Asamblea Constituyente conserve este derecho (AN F10 284). En su intervención del 5 de mayo de 1790, el Abad Grégoire se muestra favorable a la conservación; el 9 de mayo un decreto sanciona que el *troupeau à part* será mantenido provisoriamente (*Collection générale des lois: décrets, arrêtés, sénatus-consultes, avis du Conseil d'Etat et règlements d'administration*, 1817, tomo 1; Grégoire, 1790). Pero en abril de 1791, luego de una nueva serie de revueltas antiseñoriales entre octubre y febrero, la Asamblea Constituyente dictamina su abolición (*Collection générale des lois: décrets, arrêtés, sénatus-consultes, avis du Conseil d'Etat et règlements d'administration*, 1817, tomo 2)⁴⁵¹. Quedan exentos aquellos casos en los que el señor pueda probar que el derecho al *troupeau à part* consiste en una contraprestación por una concesión a sus antiguos súbditos. En agosto de 1792, luego de las célebres jornadas y en el cuadro de la sexta *jacquerie* revolucionaria, la Asamblea Legislativa resuelve la erradicación de todo rastro del *troupeau à part* (Ado, 1996; Sagnac y Caron, 1907). Esta abolición aplica al rebaño aparte como derecho exclusivo derivado del señorío; en septiembre de 1791, los decretos que conforman lo que se conoce como el *Code rural* autorizan a pastar fuera del rebaño comunal con pastor propio, con un máximo de animales estimado en función de la explotación (Fortunet, 1982; Pérot 1865). No obstante, esta ley no es completamente observada en Mosa. En 1800, el consejo general departamental expresa su opinión contraria al ejercicio de esta potestad por los daños que producen estos rebaños separados (ADMe 1N2). En 1802, 1804, 1805 y 1812 vuelven a afirmarlo, lo que permite pensar que, pese a su voluntad, se sigue practicando. En algunos casos, las comunas aprueban reglamentos en esta dirección: Laneuville-au-Rupt lo hace en 1807, 1811 y 1814 (ADMe ED 208 98). Ménil-la-Horgne, en 1807 (ADMe ED 251

⁴⁵¹ En Lorena, además de los *cahiers*, algunas peticiones reclaman esta resolución. AN F10 284, F10 384.

2). Los tribunales entienden que estos reglamentos se imponen sobre la ley. En Laneuville-au-Rupt, varios residentes son multados por pastar en rebaños separados en 1816; lo mismo sucede en Ménil-la-Horgne en 1817 y 1834 y en Sorcy-Saint Martin en 1842 (ADMe 4U 26 53-55). La prohibición parece debilitarse a partir de los años 40, las sanciones, antes más corrientes, tienden a devenir más escasas. En Vignot, en 1836, los tribunales absuelven a un residente que pastaba fuera del control del pastor comunal (ADMe 55U1). En Mosa, este aspecto de la legislación individualista tarda medio siglo en imponerse plenamente.

Guerra a los cercados

Desde su generalización en los años 70, las comunidades hacen uso de la acción directa para manifestar su hostilidad contra los cercados. Es difícil dilucidar el grado de oposición que hay detrás de un delito individual cometido en un cercado. Cuando los caballos de un *laboureur* son reprendidos en un cerco, ¿hay aversión particular hacia el cerramiento o se trata sólo de un delito más, que bien podría haberse cometido en una *embannie* o un labrantío sin cosechar? Ahora, cuando implica a muchos particulares o al rebaño comunal guiado por el pastor, se puede percibir cierto grado de intencionalidad política. El pastor, salvo casos excepcionales, no ingresa en un lugar no autorizado sin el aval del alcalde ya que la multa recae sobre él. A su vez, cuando varios habitantes deciden cometer un delito todos juntos son conscientes de que, al involucrar grandes cantidades de animales, son susceptibles de ser descubiertos más fácilmente; hay premeditación. En Boulay, en 1770, cincuenta y dos caballos de *laboueurs* locales son encontrados pastando, de noche, en un cerco propiedad del *Domaine*. El *bangard* debe acudir acompañado de soldados para poder capturarlos. Una semana más tarde, unos cincuenta caballos de *laboueurs* son encontrados, nuevamente, en el mismo cercado (ADMo B6212). En Remoncourt, Vosges, el rebaño de la vecina comuna de La Neuveville-sous-Montfort es encontrado pastando en el cerco que había levantado el señor (ADV B663). En Mirecourt, en agosto de 1773, setenta y seis caballos por la mañana y ochenta y seis por la tarde son hallados pastando en el cerco del *Hôpital* de Mirecourt; son multadas once personas, en su amplia mayoría *laboueurs* (ADV B763). Estos delitos son recurrentes en las últimas décadas del Antiguo Régimen⁴⁵².

⁴⁵² Véase ADMe Bp 4678; ADMo B6212, B6506, B9206; ADV B13, B83, B661, B663, B763, B1832, B2639.

Naturalmente, esta *praxis* es sostenida durante la Revolución, sin que sea posible afirmar si se ha agravado o no⁴⁵³. Lo cierto es que el clima político aporta cierta confusión que las comunas aprovechan a su favor. En Jouy-sous-les-Côtes, Mosa, el señor levantó cinco cercos que engloban unas 15 hectáreas y, según los habitantes, impiden el acceso a algunos prados, cursos de agua y, desde ya, a la segunda hierba. En 1790, confusamente motivados por los “[...] decretos de vuestra Augusta Asamblea que suprimen los derechos de rebaño aparte...”, deciden tirar abajo los cercos e introducir sus animales⁴⁵⁴. Ante la queja del antiguo señor, escriben al comité de derechos feudales, preguntando si, efectivamente, es legal levantar un cerco e impedir el ejercicio de la derrota de mieses. En el distrito de Mirecourt, las roturas de cercos son corrientes en el transcurso del año 1792. En septiembre, dos habitantes de Mazirot comparecen ante el tribunal de la ciudad acusados de haber prendido fuego un seto que rodeaba un prado de *Demoiselle* Barbara. Además, habrían segado dicho prado. Dos testigos, protestadas por la defensa, alegan haber escuchado a los acusados decir que iban a “[...] mandar el seto al diablo...” y, paso siguiente, proceder con el incendio⁴⁵⁵. Los testigos aportados por la defensa, en número de ocho, a la vez que reconocen haber visto fuego a la distancia, sostienen que, de su conocimiento, el seto se encuentra al momento del juicio en el mismo estado que algunos días antes del supuesto incendio. La querellante objeta estos testimonios: reconoce que muchos de ellos estuvieron presentes en la sesión del consejo municipal que, momentos antes del hecho, decretó que el prado en cuestión era propiedad de la comuna. Algunos de ellos, incluso, participaron de la siega. El juez condena a los acusados por la siega, pero los absuelve por el incendio; un ejemplo de la justicia local en momentos en que la revolución escala⁴⁵⁶. En Sorcy-Saint-Martin, Mosa, el 13 de julio de 1792, los arrendatarios del antiguo señor comunican al consejo municipal que han levantado un cerco en un prado de unas 4,7 hectáreas y solicitan que se informe a los guardas rurales. El 17 de julio, los caballos de cinco particulares son encontrados en el cerco; uno de ellos es el hijo del procurador del burgo. Al día siguiente, es el rebaño comunal el que irrumpe

⁴⁵³ Las mutaciones en la organización de la justicia que, por ejemplo, implican la desaparición de las justicias señoriales y el paso a las justicias de paz, hacen que la comparativa del número de delitos antes y después de 1789 sea un ejercicio riesgoso. ¿Una variación en los valores, implica un cambio real o sólo un mejor (o peor) registro de lo sucedido?

⁴⁵⁴ “[...] les décrets de vôte Auguste Assemblée qui suppriment les droits de troupeau à part...” AN D XIV 7. Versión impresa en Sagnac y Caron, 1907, pp. 559-560.

⁴⁵⁵ “[...] *jeter la haye au diable...*” ADV L2512, 7 de octubre de 1792.

⁴⁵⁶ La querrela exigía 100 libras de resarcimiento por el seto y otras 50 por la siega. El juez fija los daños en 15 libras que los acusados deben reembolsar. Por la absolución en el asunto del incendio, abonan sólo 7 libras 11 soles, mientras que *Demoiselle* Barbara debe cubrir los tres cuartos de los costos del juicio, 22 libras 15 soles.

en el flamante cercado (ADMe L2314). En Ville-Issey (Mosa), veinticuatro caballos de seis *laboueurs* penetran el cerco de otros dos habitantes de la aldea en 1794 (ADMe L2307). En Ambacourt, Vosgos, son cuarenta y dos los animales de cinco agricultores que son hallados en un cerco en septiembre de 1796. Dos de los acusados son informados dos veces en el mismo día, es decir que retornaron luego de ser reprendidos por primera vez (ADV L2514). Este tipo de contravenciones perpetradas por rebaños numerosos, son corrientes en los tribunales de Boulay, Faulquemont, Mirecourt, Vittel y Commercy (ADMo B6506, 2L78; ADMe L2307-2314, L2402; ADV L2512-2514, L2741). La acción directa es acompañada por peticiones enviadas a París solicitando el fin de los cercados (AN D XIV 7, D XIV 11; Sagnac y Caron 1907).

El *impasse* del Estado ante la derrota de mieses (1789-1792)

Los cercados, naturalmente, capturan la atención de los distintos niveles gubernamentales. En el distrito de Mirecourt, el consejo general discute a fines de 1790 las políticas a adoptar de cara a los problemas de las pasturas. Reconoce que las quejas concerniendo cercados se multiplican. Plantean, para resolver el asunto, dos alternativas. La primera, la más sencilla y conveniente: que todo propietario goce, sin necesidad de cercar, de la segunda hierba de sus prados. Emerge, ahora sí con mayor nitidez, el postulado político que encontramos en los *cahiers de doléances* de Mosela. Ante la posibilidad de que esto engendrara descontentos, proponen como alternativa la metodología sostenida por los antiguos edictos del Ducado de Lorena. Un tercio de los prados para *embannie de semailles*, un tercio para renadíes y el último tercio abierto a la derrota de mieses. Estas porciones, como las *saisons*, rotarían en ciclos de tres años. De este modo, dicen, los cercados se vuelven innecesarios ya que nadie realizará esa inversión si puede obtener beneficios similares a costo cero (ADV L689). En el corto plazo, ninguna de estas resoluciones progresa.

Con la disolución de los parlamentos provinciales, la Revolución interrumpe, lógicamente, el orden institucional que producía las ordenanzas que autorizaban los renadíes⁴⁵⁷. El Parlamento de Metz alcanza a emitir un edicto el 30 de junio de 1789 que habilita la producción de renadíes en algunas comunas inundadas. No parece ocurrir algo similar en la provincia de Lorena. En septiembre de 1789, dos comunas lorenesas de Mosela (Gaubiving y Tenteling) exigen, en sintonía con los cuadernos de quejas, que los

⁴⁵⁷ Los parlamentos provinciales son disueltos por decreto en 1790.

propietarios puedan segar la segunda hierba en provecho propio (AN F10 336; Gerbaux y Schmidt, 1906)⁴⁵⁸. Al año siguiente, la Asamblea Constituyente no está dispuesta a conceder un permiso general: en julio de 1790 reafirma que allí donde la derrota de mieses es costumbre, se seguirá ejerciendo (Bourgin, 1989). En septiembre, es el distrito de Boulay el que requiere que los propietarios puedan gozar de la segunda hierba. En diciembre, el Consejo General de Mosela eleva al Comité de Agricultura y de las Artes y al Comité de Derechos Feudales de la Asamblea Constituyente un informe solicitando que la segunda siega sea considerada propiedad del dueño del prado (AN D XIV 7).

En esa misma fecha, el Consejo General de los Vosgos debate este problema en sus sesiones. Mientras que los desacuerdos abundan en el asunto de los comunales, hay mayor unanimidad con el tema de los renadíes. En sintonía con las ideas de fisiócratas y agrónomos, todos estiman que, por derecho natural, son propiedad del dueño individual del prado. Discuten, sí, qué porción de los prados podrían verse afectados a la reserva que debería realizarse todos los años. Los más medidos retoman los lineamientos del distrito de Mirecourt que propone la división en tercios de las praderas, mientras que desde los distritos de la Vôge se remarca que allí los renadíes son segados por los propietarios en su totalidad, que no hay más que hacer que decretar que así se realizará en todo el departamento⁴⁵⁹. Más allá de estas diferencias, lo claro es que las autoridades tanto distritales como departamentales estiman que es lícito transferir las segundas hierbas desde los municipios y los propietarios de animales hacia los propietarios de la tierra⁴⁶⁰. Es un lineamiento que discrepa con los edictos anteriores del Ducado de Lorena (que repartían los renadíes en proporción a los rebaños) y que se asemeja más a los de los Tres Obispados (Chapelier et al., 1889). No obstante, el consejo general también opta por la moderación. Luego de la intervención de François de Neufchâteau, decide no respaldar oficialmente la ofensiva contra los cercados. En relación a los renadíes, resuelve que todos los años los consejos municipales podrán expresar su voluntad que deberán someter a la aprobación ulterior del departamento (Chapelier et al., 1891; Ríos, 2015)⁴⁶¹.

⁴⁵⁸ Peticiones similares provenientes de Puttelage, Diffembach y Behren en 1789 (AN D XIV 7).

⁴⁵⁹ En las reuniones del consejo general, François de Neufchâteau sostiene que esta visión favorable a los renadíes es compartida por todos los distritos (Chapelier et al., 1889).

⁴⁶⁰ Los consejeros exponen dos fraudes que permiten a los *manoeuvres* obtener una parte mayor que la que les corresponde. El primero consiste en montar un arado sobre algunas vacas con el único propósito de poder introducir las en la *embannie de semailles* (cfr. Capítulo 8 nota al pie n°316). El segundo, en tomar prestados o arrendar algunos animales antes de la elaboración de los *rôles* que distribuyen los renadíes (cuando se utiliza el método de reparto proporcional a los animales) y luego retornarlos (ADV L689).

⁴⁶¹ Podría creerse que el directorio, ganado a las ideas fisiocráticas, siempre aprueba las solicitudes de autorización de puesta en reserva de los prados. Pero no es así. En 1793, el distrito de Mirecourt aprueba la

Antes de que se vuelvan a reunir los consejos generales en 1791, entre septiembre y octubre la Asamblea Nacional sanciona el decreto conocido como *Code rural*⁴⁶². No es necesario ahondar en este *corpus* que la historiografía ha tratado en múltiples ocasiones. Basta decir que se posterga cualquier resolución en el área de los comunales mientras que, con la derrota de mieses, mientras un artículo parece abolirla, otro se encarga de especificar que será mantenida allí donde un título escrito o la costumbre así lo disponen (Festy, 1947; Jones, 1988)⁴⁶³. A fines de 1791, el Consejo General de los Vosgos opta por desistir con la aplicación de cualquier reforma en el área de la derrota de mieses; se limitan a enviar un pedido a la Asamblea Legislativa para que trate la cuestión.

Las *Embannies* en los primeros años de la Revolución (1789-1793)

Señalamos, en un capítulo anterior, que las *embannies* son un fenómeno estructural que emerge del enclave de algunos cantones de pastos permanentes entre los cereales y de la necesidad de proveer de sustento material a los animales mientras duran las tareas de sembrado (*semailles*). Progresivamente, estas prácticas van transformándose en la *embannie* de renadíos. Mientras que los edictos antiguo-regimentales habilitan la apropiación por parte de los dueños de animales (Ducado de Lorena) o de prados (Tres Obispados), autorizaciones *ad-hoc* permiten la subasta en beneficio de las arcas comunales. No obstante, la práctica real de la *embannie* se distancia de las disposiciones oficiales y se delinea al nivel de las asambleas comunales. Con edicto o sin edicto, con autorización de la intendencia o sin ella, las comunidades hacen renadíos sobre las superficies que estiman propicias y establecen métodos de reparto que no siempre se adecúan a la normativa. Esto no implica que ignoren por completo las disposiciones, pero sí que hacen, en la medida de lo posible, un uso selectivo de las mismas.

En los primeros años de la Revolución, las *embannies* siguen su curso. En Mosela, en 1789, las actas de las justicias rurales de Boulay, Hombourg-Haut, Lachambre, Maxstadt, Faulquemont y Flétrange registran delitos en renadíos en los meses de agosto y septiembre (ADMo B6212, B6506, B9206). En 1790, Macheren decide la puesta en

puesta en reserva de los prados de Vroville; el directorio departamental revierte la decisión (ADV Edpt 537 1N9).

⁴⁶² Desde diciembre de 1789, las administraciones departamentales tienen tres órganos. Los consejos generales de los departamentos, compuestos por treinta y seis miembros, se reúnen un mes al año. El directorio del departamento funciona todo el año y está conformado por ocho de los consejeros generales (Poulet, 1906).

⁴⁶³ Se trata del artículo segundo de la sección primera y del artículo tercero de la sección cuarta. Se habilita, asimismo, la posibilidad de fijar una relación entre propiedad explotada y cantidad de cabezas enviadas a pastar (Pérot, 1865).

reserva de dos tercios de sus praderas “[...] para beneficio de todos sus habitantes”⁴⁶⁴. Ese mismo año, Hombourg-Haut, Lachambe y Flétrange afectan a la *embannie* la totalidad de los prados. La fórmula de Macheren invita a pensar que, *semailles* y conservación de granos de lado, los renadíos son vendidos en beneficio de la comuna. Pero las tensiones emergen: los propietarios reclaman los prados para sí, *de iure*, sí, pero también *de facto*. En octubre de 1789, Pierre Louis, *bangard* de Faulquemont, se presenta ante el escriba municipal para declarar que había encontrado tres caballos “[...] en el renadío perteneciente al compareciente...”⁴⁶⁵. En Boulay, en agosto de 1790, Pierre Fickinger es reprendido, junto a otros *laboureurs*, por pastar en la *embannie*. Fickinger protesta ante el *bangard*: parte de la pradera le pertenece (ADMo B6212). Desde el mismo municipio, en 1791, las autoridades escriben preguntando si, en virtud de las disposiciones del decreto del 5 de junio 1791, los propietarios son considerados dueños de los renadíos (AN F10 284)⁴⁶⁶. Los propietarios de Condé-Northern y otras comunas vecinas, ubicadas en el mismo distrito, escriben al Comité de Agricultura y de las Artes de la Asamblea Constituyente denunciando la usurpación que realizan los municipios de sus renadíos al pretenderse estos últimos habilitados a poder subastarlos. Los reclamantes sostienen que los renadíos son, en virtud de los recientes decretos de junio, propiedad del dueño del prado (AN F10 336). Un conflicto idéntico estalla en el distrito vecino de Sarrelibre, donde los propietarios de pastos se oponen a lo que, sostienen los diputados, es una apropiación *de facto* de las comunidades de los pastos particulares (AN F10 210, F10 320).

En los Vosgos, hay registros de *embannies* de renadíos en Bazoilles-et-Ménil, Boulaincourt, Domjulien y Offroicourt en 1789 (ADV B661, B1832, 1871, B2634). En julio de 1790, la comuna de Mattaincourt resuelve la puesta en reserva de sus prados para la producción de renadíos (ADV Edpt 297 1N1). Dos semanas más tarde, solicita al departamento autorización para vender esos pastos (ADV L372, L495). Ambacourt, por su parte, recién pide dicho permiso en septiembre, cuando los renadíos ya están listos para la siega. Lo mismo hace la comuna de Bazoilles, algunos días más tarde, cuando los

⁴⁶⁴ “[...] Pour profit pour tous les habitans (sic) ...” ADMo B6212, 11 de julio de 1790.

⁴⁶⁵ “[...] sur le regain appartenant au comparant...” ADMo B6506, 4 de octubre de 1789. Faulquemont es comuna lorenesa; el edicto de los Tres Obispos de 1789 no rige.

⁴⁶⁶ El texto de este decreto es recuperado íntegramente por los artículos primero y segundo de la sección primera del decreto del 28 de septiembre que forma parte del llamado *Code rural*. Véase Bourgin, 1989, pp. 47-49.

renadíos posiblemente ya se encuentran segados, lo que presupone su adjudicación⁴⁶⁷. Bettoncourt, en 1791, vende la segunda hierba de un prado propio sin que conste pedido alguno de autorización (ADV Edpt 57 1D1). Casos análogos abundan en la documentación de las justicias de paz de los cantones de Vittel y Mirecourt⁴⁶⁸. En los Vosgos, a diferencia de Mosela, parece tener mayor fuerza la atribución de los renadíos a la comuna y no a los propietarios. Sin embargo, esa asimilación, como en el norte, se resquebraja. En Haréville, en septiembre de 1792 tres *laboureurs* son procesados al ser encontrados segando sus prados. Mientras que la defensa reclama la absolución en función del artículo primero del *Code rural* de 1791, la comuna, querellante, reclama esos pastos para sí y obtiene satisfacción por parte del juez (ADV L2741). En Vroville, en 1793, *laboureurs* del consejo municipal exponen que la comuna ya no tiene *pâquis*. Una parte fue vendida, otra repartida y la última, alquilada. Solicitan, para sostener sus rebaños, poder apropiarse de los renadíos (ADV Edpt 537 1N9). Pedidos similares se reproducen en distintos puntos de la llanura de los Vosgos⁴⁶⁹.

En el valle del Mosa, el escenario difiere. En Vignot, en 1790, el consejo municipal se escandaliza porque el distrito de Commercy, aparentemente, ha puesto en reserva los prados otrora propiedad de la Corona, devenidos Bienes Nacionales. De tiempos inmemoriales, dicen, los rebaños de Vignot y de Commercy han pastado la segunda hierba de esas praderas. Por ello, resuelven ordenarle al pastor que conduzca el ganado comunal hacia esos prados. Al año siguiente, el consejo decide poner en reserva algunos prados propios. Pero no se trata de producir renadíos, tan sólo un *embannie de semailles*. De las 106 hectáreas de prados que la comuna posee, apenas cierran menos de

⁴⁶⁷ El ganador de la adjudicación debe encargarse de la siega. La solicitud más tardía llega el 22 de septiembre desde Bralleville (ADV L372). En agosto de 1790, la comuna de Belmont, en el cantón de Darney, solicita que se ratifique una venta de renadíos. Como argumento para sostener la validez de la enajenación mencionan un decreto del consejo general del distrito del 30 de julio en la que se autoriza a las comunas a realizar renadíos. ¡Pero la venta se realizó el 8 de julio! Las autoridades departamentales remarcan la irregularidad, no obstante, deciden validar la venta (ADV L495).

⁴⁶⁸ Los registros más tempranos son de 1792 y se prolongan a lo largo de toda la década revolucionaria. ADV L2512-2514, L2741.

⁴⁶⁹ En septiembre de 1791, el directorio resuelve que la comuna de Clémentaines, distrito de Rambervillers, debe repartir los renadíos entre todos sus habitantes o venderlos en provecho de la comuna. El dictamen llega demasiado tarde, los propietarios ya han segado sus prados (AN F10 214). Algo similar sucede en Ameuville, distrito de Darney. Los renadíos son autorizados, no obstante, el distrito objeta la apropiación por parte de los propietarios y propone que la mitad quede a los propietarios y la otra mitad a todos los habitantes. El directorio es aún más restrictivo: ordena que sólo los dos tercios de los prados sean puestos en reserva y que los renadíos se repartan en proporción a los rebaños (AN F10 332; Bloch, 1930b). En 1792, los *laboureurs* de Rainville realizan una exposición idéntica a la de sus pares de Vroville (Bourgin, 1908a)

una decena⁴⁷⁰. Algo más extensa es la *embannie de semailles* que realiza Corniéville en 1792: unas 20 hectáreas que rondan el cuarto de sus prados (ADMe ED 94 3). Como notamos en un capítulo anterior, en Mosa el fenómeno de la producción de renadíos no alcanza la magnitud que tiene en la planicie lorenesa.

Ofensiva del Estado contra la derrota de mieses en los prados (1793-1837)

Como con los comunales, el inmovilismo prima hasta que la situación se torna acuciante. Hasta 1792 no hay nada que se parezca a los edictos parlamentarios; sólo concesiones a pedidos puntuales de las comunas y alguna resolución más amplia a nivel distrital⁴⁷¹. En 1793, el departamento de los Vosgos habilita la puesta en reserva de los prados (AN F10 207). En 1794, eleva a la Comisión de Agricultura y de las Artes de la Convención Nacional un pedido para poder autorizar la reserva de los prados en beneficio de los propietarios (AN F10 347)⁴⁷². Con la intención de aprovisionar a la caballería militar, Jean-Adam Pflieger, representante en misión en el ejército de Mosela, ordena el cierre de los prados en Meurthe, Mosela, Mosa y los Vosgos (AN F10 207). La normativa reconoce como válido todo dictamen distrital o departamental con el mismo espíritu y especifica que, allí donde no haya resoluciones de este tipo, dos tercios de los prados serán destinados a la producción de renadíos, la parte restante quedará para la derrota de mieses. Los renadíos serán divididos en dos; la mitad para los propietarios y la otra mitad entregada en proporción a los rebaños. Este decreto es más moderado que aquel producido en los Vosgos en 1793 que, en sintonía con los postulados del distrito de Mirecourt y el consejo general del departamento en 1790, otorgaba todo el producto a los propietarios. En 1795, los departamentos loreneses solicitan otra ordenanza en la misma dirección (AN F10 337). En agosto, el Comité de Salvación Pública emite un nuevo decreto que ordena la producción de renadíos, esta vez con un alcance más vasto⁴⁷³. Las comunidades pueden, si las condiciones climáticas lo justifican, reservar la totalidad de los prados y el producto es enteramente apropiado por los propietarios (Bourgin, 1989). En 1796 el ministro del Interior decide autorizar a las administraciones departamentales a renovar las

⁴⁷⁰ Además, ordenan la reserva de un *pâquis* de 5,6 hectáreas. En 1844, la comuna posee casi medio centenar de hectáreas (ADMe ED 425 90, 10174).

⁴⁷¹ En 1790, el distrito de Darney se considera autorizado a emitir una resolución que permite la puesta en reserva de los prados; el departamento no revierte esta decisión (ADV L495).

⁴⁷² Ese mismo año, el distrito de Sarrelibre, en Mosela, produce un decreto del mismo tono (AN F10 320).

⁴⁷³ Un decreto del Comité de Salvación Pública de mayo 1795 anula toda disposición como la tomada por Plieger en 1794. Naturalmente, llega varios meses tarde y parece más bien pensado para la campaña entrante. Meses más tarde, la decisión del Comité de Salud Pública es la opuesta (Bourgin, 1989).

disposiciones de 1795 si lo creen pertinente; no obstante, muchos departamentos, los Vosgos por caso, ignoran la existencia de esta resolución (Bloch, 1930b; Clère, 1982). Luego del hiato de los primeros años revolucionarios, la maquinaria administrativa recupera los procedimientos que formalizan la producción de renadíos.

Los departamentos hacen uso de esta posibilidad, aunque no necesariamente de forma constante ni del mismo modo. En 1796, solo Mosa habilita la puesta en reserva de hasta los dos tercios de los prados si los consejos municipales lo creen pertinente (AN F10 270). Mosela, en 1797, dictamina que la *embannie* podrá afectar a los prados en su integridad (AN F10 336). En 1798, el departamento de los Vosgos decide autorizar la reserva de la totalidad de los prados y, en 1799, resuelve que este tipo de disposiciones se renovarían anualmente a menos que el prefecto estime lo contrario (AN F10 336, ADV 4K1). Mosela conserva la metodología tradicional y publica edictos de este espíritu en 1798, 1799, 1802, 1803, 1805, 1810, 1812, 1813 y 1816. A partir de ese último año, las resoluciones del estilo son constantes, incluso más allá de 1837 cuando ya no tiene sentido emitir las (ADMo 1097)⁴⁷⁴. Desde 1812, los consejos municipales pueden realizar modificaciones a las reglamentaciones generales sólo si obtienen el acuerdo de los “[...] cuatro principales propietarios...”⁴⁷⁵. En todos estos casos, los beneficiarios de los renadíos son los dueños de los prados. En la planicie lorenesa, a fines del siglo XVIII se confecciona la normativa que sustenta las sentencias de los jueces de paz.

Nuevamente, el departamento de Mosa adopta un camino alternativo. Las resoluciones son menos frecuentes que las de sus pares loreneses: 1799, 1800, 1802, 1805, 1816, 1820, 1825, 1830, 1837 (ADMe 10179; AN F10 336-337). Además, mientras que en los Vosgos y Mosela se autoriza la reserva de todos los prados, en Mosa tiende a fijarse en porciones menores. Un tercio en 1800, dos tercios en 1802 y 1805, la mitad en los años restantes salvo 1799 donde se permite afectar la totalidad de los prados. En 1820 se decide que el reparto será definido por los consejos municipales. En 1825 se prohíbe explícitamente el reparto entre los habitantes y se fija nuevamente a los propietarios como únicos beneficiarios. En 1810, alcaldes de comunas situadas en los bordes del Mosa reclaman autorización para la puesta en reserva de los prados. El consejo de prefectura, en reemplazo del prefecto, rechaza la solicitud alegando que nada la justifica (ADMe

⁴⁷⁴ En 1865, el ministro del Interior le pregunta al prefecto por qué continúan emitiendo este tipo de decretos. El segundo, luego de reconocer que efectivamente la ley de 1837 reglamenta la cuestión, simplemente responde que es costumbre del departamento hacerlo. ADMo 1097.

⁴⁷⁵ “[...] quatre principaux propriétaires...” ADMo 1097, 16 de junio de 1812.

10179). En 1832, en el cantón de Void, treinta y dos procesados por pastar en renadíes son absueltos al objetar que la disposición del alcalde que ponía en reserva los prados no había sido aprobada por el prefecto (4U 26 54). En Mosa, la prefectura se reserva la potestad de evaluar caso a caso y evita, salvo en los años mencionados, decretos generales para todo el departamento.

La ley del 18 de julio de 1837 altera el orden procedimental. Los decretos prefectorales autorizando la reserva de los prados dejan de ser necesarios. Las comunas pueden elaborar reglamentos propios en lo tocante a la derrota de mieses alterando las fechas de apertura; el prefecto se reserva el poder de veto (Cormenin, 1838; Guerneur, 1890). En términos reales, no abre nuevas posibilidades, sólo deja la iniciativa en manos de los municipios⁴⁷⁶.

Apropiación de renadíes (1793-1837)

Como es de esperar, en un clima político favorable, la producción de renadíes y su apropiación por parte de los propietarios de prados sigue su curso. En Chauffecourt, Vosgos, en el año 1796 en el que no se produce decreto de renadíes, varios propietarios se acercan al municipio para declarar, entre fines de julio y comienzos de agosto, que pastarán sus prados en reserva y que se comprometen a pagar todo daño que pudiese afectar a sus vecinos (ADV Edpt 99 1D1)⁴⁷⁷. En el tribunal de Vittel, cuatro *laboueurs* son procesados por pastar en renadíes en agosto de 1796. Los acusados se defienden alegando que los prados son de ellos y que pueden enviar a sus animales a consumir *in situ* lo que es de ellos por derecho (buscan ampararse en el artículo primero del *Code rural*). A lo largo de la década revolucionaria en los tribunales las condenas por pastoreo en renadíes son corrientes y se dictan tanto en años con decreto como en años sin él (ADV L2512-2514, L2741). En la fundamentación de las sentencias, muchas veces se evoca un decreto departamental que no se ha producido ese año⁴⁷⁸. La práctica de los propietarios

⁴⁷⁶ En mayo de 1838, el Consejo Municipal de Estrennes, en los Vosgos, sanciona la abolición de la derrota de mieses en los prados. A comienzos de enero (vencido el plazo que dispone la ley), el prefecto la anula y responde que la comuna no puede prohibir la práctica, solo postergarla (ADV 20169 10). En Totainville, en 1845, el reglamento que pretende aprobar el consejo municipal habla de “interdicción” de la derrota de mieses. El prefecto, consciente de que se trata sólo de postergar su ejercicio responde que, para aprobarlo, hay que remover ese término y utilizar, en cambio, la palabra “suspensión” (ADV Edpt 484 1N1).

⁴⁷⁷ En la Haute-Marne, los *laboueurs* aprovechan el caos del año 1796 para poner en reserva la totalidad de los prados pese a que el edicto sancionado en ese departamento fija como limite el tercio de las praderas (Clère, 1988).

⁴⁷⁸ En las sentencias de 1796 y 1797, mientras que el decreto que fija el monto en dinero de las multas es señalado con fecha, el supuesto decreto que pone en reserva los prados que los jueces citan no aparece

antecede a los jueces, a su vez, los tribunales de primera instancia ejercen el derecho conforme a los intereses de los propietarios, adelantándose a la normativa que no tarda en llegar.

En 1811, en Mazerot, en una sentencia que condena a un *laboureur* por pastar en los renadíos de prados de la comuna se sostiene que dicha práctica ya es un uso constituido y por ende un derecho consuetudinario (ADV 4U 16 33). En esta comuna, algunos años antes, en agosto y septiembre de 1800, cinco residentes son llevados ante los tribunales por pastar en la segunda hierba de prados ajenos. El juez opta por la absolución luego de la declaración del alcalde en la que se reconoce que, por la sequía, el consejo municipal de la comuna resolvió adelantar la apertura de los prados (ADV L2512)⁴⁷⁹. Lo que antes era costumbre, ahora exige una declaración específica (y el aval de un consejo plagado de propietarios). En Frenelle-la-Grande, entre 1812 y 1819 son muy comunes las declaraciones de propietarios que, por necesidad, advierten al municipio que ingresarán en prados propios con su ganado en los meses de julio a septiembre, con la primera siega ya realizada (ADV Edpt 188 1D1). En el siglo XIX, cuando algún propietario es encontrado pastando en prados propios sin haber hecho la declaración correspondiente en el municipio, los juicios terminan en la absolución, condenando al propietario sólo a los gastos del procedimiento (ADV 4U 16 32-35). En Poussay, por caso, catorce particulares son encontrados pastando en la *embannie* en 1833. El juez dispone su absolución ya que todos ellos poseen o arriendan prados en dicho cantón (ADV 4U 16 35).

La consolidación del derecho de los propietarios sobre los renadíos viene acompañada, naturalmente, de una ampliación de la superficie en *embannie*. En Mattaincourt, en 1790, los renadíos cubren unas 24 hectáreas, algo más del tercio del total. En 1794, desbordando levemente la letra del decreto de Pflieger, la *embannie* cubre 45,5 hectáreas, el 70% de las praderas (ADV Edpt 297 1D1). En Chauffecourt, en 1794 son 10 hectáreas, la mitad del total, las que permanecen en reserva. Poco tiempo más tarde, en 1804, es la totalidad de la superficie la que queda excluida de la derrota de mieses (ADV 99 1D1). En Juvaincourt, las ambiciones del consejo municipal superan, en 1794, las disposiciones del representante en misión. La *embannie* que se anuncia ese año afecta

fechado (ADV 2741). Se trata, por ende, en todos los años en que no hay decretos, de fallos jurídicamente infundados y que, de ser apelados, deberían ser revertidos. ¿Pero apelan los acusados?

⁴⁷⁹ Misma sentencia en Mirecourt, en Oelleville, en octubre de 1816 y en Juvaincourt, en octubre de 1817 (ADV 4U 16 33).

al 77% de las praderas. Pero la resolución oficial obliga a reducir la porción a lo que fija la normativa, los dos tercios. Al año siguiente, la comuna se prepara nuevamente para un *embannie* que, consideran, será de los dos tercios de la superficie total. Pero el decreto del Comité de Salvación Pública autoriza a afectar la totalidad de los prados, por lo que la comuna anula su decisión y decreta que todos los prados permanecerán en reserva en 1795. En 1807, nuevamente la totalidad de los prados se ve afectada (ADV Edpt 262 1D2-3).

En Mosela, como señalamos en un apartado anterior, el proceso de avance de los renadíos y su asimilación a la propiedad de la tierra es algo más precoz. En 1789-1790, ya son frecuentes las comunas que cierran la totalidad de los prados hasta una vez segada la segunda hierba. La poca documentación disponible indica que la tendencia se sostiene. En el distrito de Boulay, en 1801, una docena de comunas solicita autorización para producir renadíos en beneficio de los propietarios visto que el departamento, ese año, no se ha expedido al respecto; la autorización es concedida. En 1816, veintiséis comunas del mismo distrito son autorizadas a prolongar la reserva de los prados hasta noviembre visto que las inundaciones del Nied Allemande han postergado las tareas. En 1821, el prefecto sanciona un nuevo decreto relativo a la puesta en reserva de la totalidad de los prados y solicita a las comunas que envíen las actas de la reunión municipal en la que se trata el asunto. El alcalde de Bambiderstroff responde reconociendo que, como la derrota de mieses en los prados se ejerce, desde tiempos inmemoriales, luego de la siega de la segunda hierba, convocar al concejo municipal para deliberar al respecto es innecesario. Ancerville, Vignuelles, Bionville-sur-Nied, Boulay, Elvange, Faulquemont, Flétrange, Marange-Zondrange, Momerstroff y Pontpierre envían sus deliberaciones en las que consta que han convocado, para tratar la cuestión, a los diez principales propietarios. Naturalmente, en todos los casos el dictamen es tan favorable como unánime. Niederwisse, Hallering y Servigny-lès-Raville, sin mencionar la convocatoria de los propietarios, arriban a la misma conclusión (ADMo 1O97).

Tanto en Mosela como en los Vosgos, la derrota de mieses en los prados desaparece en los últimos años del siglo XVIII, tanto en términos jurídicos como reales. El retroceso o desaparición del pastoreo en los *pâquis* no puede más que estimular este proceso. Al quitar los pastos de la primavera, los *laboueurs* dependen, más que en el pasado, de sus propias producciones, amén de lo que puedan brindar los bosques. En los Vosgos, en Vroville y en Rainville (*arrondissement* de Neufchâteau), este argumento apoya el pedido de concesión de renadíos a los propietarios en 1792-1793 (ADV Edpt

537 1N9; Bourgin, 1910a). En Chauffecourt, en junio de 1801, la asamblea sostiene que, ante la falta de *pâquis* y para evitar el consumo del heno segado en verde, los animales de los *cultivateurs* ingresarán a pastar en algunos prados normalmente destinados a los renadíos abonando a los dueños, por ello, una suma fija por animal (ADV Edpt 99 1D1). Los *laboueurs* ya no cuentan con los pastos comunales para pasar la primavera mientras que la derrota de mieses no se ejerce en verano; esto afecta, particularmente, a los más modestos de entre ellos.

En Mosa, el escenario no es como el de la planicie. En 1794, el consejo municipal de Vertuzey resuelve poner en reserva unas 40 *fauchées* (13,1 hectáreas), dejando para el pastoreo otras 150 *fauchées* (62,1 hectáreas); se trata de apenas un quinto de los prados. En simultáneo, Sorcy-Saint-Martin decide la puesta en reserva de algunos de sus prados, entre ellos, algunos comunales cuya propiedad la comuna comparte con la vecina Vertuzey. Esta última apela ante el distrito, obteniendo satisfacción⁴⁸⁰. Unos años más tarde, en 1799, ante la publicación de un nuevo decreto, Sorcy-Saint-Martin convoca a “un gran número de propietarios”, sostiene que la orden llega demasiado tarde y que no se puede cerrar los prados privados; que en todo caso corresponde cerrar todos los *pâquis* y pastos comunales, lo que nuevamente engendra la protesta de Vertuzey. Tanto en 1794 como en 1799 la comuna de Sorcy-Saint-Martin busca perjudicar a sus vecinos decretando la reserva de aquellos prados comunales en los que éstos tienen derecho a pastar (ADMe ED 422 120)⁴⁸¹. En Corniéville, en 1795, pese al decreto, no se producen renadíos; solo se delimita una *embannie de semailles* que cubre poco más del quinto de los pastos particulares de la comuna (acción que se repite en 1798). Sí produce renadíos en 1802, 1805 y 1823, aumentando la superficie en este último año a casi el tercio de los prados. En 1803, en cambio, los prados se abren a mediados de julio, como dictamina la costumbre; en 1820, ante el decreto departamental, se excusan diciendo que la comunicación llega muy tarde y resuelven una *embannie de semailles* (ADMe ED 94 3, 94 127). Ménil-la-Horgne decide producir renadíos en 1813 y 1817; nunca excede la décima parte de los prados. En 1826, en cambio, se habla de una reserva que afecta a la porción mayoritaria de prados, sin grades precisiones pero que ciertamente excede la mitad y presumiblemente ronde los dos tercios (ADMe ED 251 2). Con todo, cuando se

⁴⁸⁰ La comuna de Vertuzey hace notar que, en ese momento, una centena de bueyes del ejército se encuentran pastando en su término.

⁴⁸¹ Lejos de combatir al individualismo agrario, estas tensiones a veces lo alimentan. En 1812, Sorcy-Saint-Martin pone en reserva los prados en los que la vecina Laneuville-au-Rupt tiene derecho al *parcours*; esta última responde con una reserva de los prados propios (ADMe ED 208 98).

produce renadíos, la porción afectada se mantiene, en casi todos los casos, bien por debajo de lo que permiten los decretos. Fuera de Ménil-la-Horgne, sólo hemos encontrado un caso en el que las *embannies* se acercan a los límites dispuestos por las ordenanzas: en Vignot, 200 *fauchées* (67,8 hectáreas) son reservadas en 1794, quedando solo una centena para el pastoreo libre (ADMe ED 425 90).

¿Un avance sin resistencias?

El éxito de las ofensivas sobre los renadíos en la meseta lorenesa y su moderación en el valle del Mosa invitan a pensar que mientras que en una región se afronta resistencias, en la otra están ausentes o fracasan. En alguna medida, esto es lo que plantea Brenner (1995) en su comparación entre Francia y el Reino Unido.

Ciertamente, en Mosa, las ofensivas perpetradas tanto por propietarios, consejos municipales como autoridades distritales, departamentales y nacionales encuentran una marcada oposición. En 1799, habitantes de Woimbey, con el apoyo de la municipalidad cantonal de Dompcevrin, en el distrito de Commercy, solicitan la derogación de la resolución del departamento que autoriza la reserva de la totalidad de los prados (AN F10 336). Pero más frecuentes que las peticiones son las desobediencias directas. En julio de 1799, el rebaño comunal de Aulnois-sous-Vertuzey (unas ciento sesenta cabezas) es hallado consumiendo los renadíos de Vertuzey; el pastor se defiende alegando que había sido forzado por los *laboureurs* de su comuna a proceder de este modo. Acaso como venganza, al día siguiente, casi cuatro decenas de caballos de cinco habitantes de Vertuzey son capturados *in fraganti* en la *embannie* de Aulnois-sous-Vertuzey. En Ville-Issey, el 8 de agosto de 1799, más de un centenar de caballos de al menos veintisiete residentes son encontrados pastando en los prados puestos en reserva; los daños estimados superan los 500 F. El 20 de agosto de 1799, los caballos de treinta y cuatro residentes son reprendidos en el mismo lugar. Al día siguiente, treinta caballos de varios particulares son introducidos en la *embannie*. El 23 de agosto, nuevamente, varios equinos y bovinos de los residentes pastan en los renadíos de la comuna. El 14 de agosto del mismo año, es el rebaño de caballos de Sorcy-Saint-Martin el que es capturado en la segunda hierba de la comuna de Ville-Issey. El 20, el rebaño de caballos de Sorcy-Saint-Martin reincide, esta vez acompañado también por el tropel de vacas (ADMe L2311). Este tipo de acciones se sostiene en el siglo XIX. El rebaño de *bêtes à cornes* de Ville-Issey es informado en septiembre de 1810 por consumir los renadíos de Sorcy-Saint-Martin; la orden de dirigir el rebaño allí había sido dada al pastor por el alcalde. En 1818, el delito se repite, esta vez

perpetrado por once residentes de Ville-Issey. En Mélny-le-Grand, el 14 de agosto de 1816, una docena de aldeanos son reportados por enviar sus animales a pastar en la segunda hierba. El 16, son diecinueve los habitantes reprendidos por idéntico delito; cuatro reinciden unos pocos días más tarde. En 1817, el rebaño comunal de Saint-Germain es reportado por pastar en la *embannie* de la vecina Naives-en-Blois. En Ménil-la-Horgne, seis propietarios, todos ellos residentes, son sancionados en 1820 por ingresar en la *embannie* de la comuna (ADMe 4U 26 53). El 29 de julio de 1830, trece propietarios de Saint-Germain son procesados por pastar en los prados en reserva de Ourches; se defienden alegando que dichos prados son todos de ellos lo que, en función del reglamento de derrota de mieses de Ourches y el derecho de *parcours*, los autoriza a enviar ochenta y ocho cabezas de ganado. El 12 de agosto, es el rebaño comunal el que invade la *embannie* de Ourches; reincide el 19. En octubre, nuevamente el pastor de Saint-Germain es informado por idéntica contravención. En todos los casos, los acusados de Saint-Germain son absueltos. En Sorcy-Saint-Martin, en 1830, veintiocho residentes son multados por penetrar en prados reservados. Los delitos de esta naturaleza, perpetrados por numerosos residentes o el pastor comunal, pueblan las actas de justicia de los cantones de Void y Commercy entre 1810 y 1842 (ADMe 4U 26 53-55, 55U1). Cuando se trata del rebaño comunal, la dinámica es siempre la misma: ingresa en la *embannie* de los vecinos, no en la propia.

En la planicie también se expresan algunas tensiones. En 1794, la sociedad popular de Bouzonville escribe a la Convención Nacional señalando que, desde 1791, los propietarios han encontrado oposición en las comunas a sus ambiciones sobre los renadíes. Pero la solicitada no combate el deseo de los propietarios; al contrario, se posiciona con ellos y reclama una ley general que ponga fin a la derrota de mieses en los prados (AN F10 336). Entre agosto y septiembre de 1790, los delitos en los renadíes de Boulay son corrientes (ADMo B6212). Alguno de ellos moviliza a grupos pequeños de residentes (nunca más de cuatro), pero predominan las acciones individuales y, en ningún caso, institucionales (rebaño comunal). En los Vosgos, en Clémentines, las pretensiones de los propietarios sobre los prados son frenadas por los “[...] obreros habitantes de la comuna...” que solicitan la intervención del departamento⁴⁸². En el Xaintois, las actas de justicia registran delitos que involucran a varios residentes al unísono. En agosto de 1795, casi cuarenta animales de cinco propietarios son reprendidos en los renadíes de

⁴⁸² “[...] les ouvriers habitants de la communauté...” AN F10 214, 15 de marzo de 1793.

Chauffecourt (ADV L2514). En septiembre de 1799, ocho residentes de Pont-sur-Madon son multados por enviar sus animales a pastar en los prados en reserva (ADV L2512). Contravenciones que involucran la acción simultánea de tres, cuatro o cinco residentes y delitos individuales son recurrentes en las actas tanto de fines del siglo XVIII como comienzos del XIX (ADV L2512-2514, 4U 16 32). Raros son los casos en los que participa el rebaño comunal: apenas un informe labrado en Rouvres-en-Xaintois contra el pastor de Dombasle-en-Xaintois en 1820 (ADV 4U 16 34).

Estas resistencias, ciertamente menos articuladas y contundentes que las de Mosa, no dejan de expresar una realidad material de la meseta lorenesa: algunos agricultores, *manoeuvres* pero también *laboureurs*, afrontan dificultades ante el retroceso y la eventual desaparición de la derrota de mieses en prados. Con todo, no logran incidir ni en la evolución institucional ni en la práctica real de propiedad. Como señalamos en un capítulo anterior, esto se debe a la naturaleza de los beneficiarios de la derrota de mieses en prados: los propietarios de animales de talla grande. En 1836, ante la posibilidad de una erradicación *de iure* de la derrota de mieses, el prefecto de Mosela informa al secretario de Estado que

“En cuanto a las consideraciones políticas, tomadas del uso que la oposición podrá hacer de la supresión de la derrota de mieses para desnaturalizar las intenciones del gobierno y agitar a las clases pobres contra los propietarios; no tienen importancia. [...] [la medida] podrá dar lugar a algunos artículos de oposición en los periódicos de la capital y en aquellos de los departamentos, pero no serán leídos por los habitantes que se supone están interesados en la conservación de la derrota de mieses, esta clase no lo está.”⁴⁸³

Para gran parte de la población rural de la planicie lorenesa el avance de los renadíos desde fines del siglo XVIII no presenta grandes inconvenientes en la medida en

⁴⁸³ “Quant aux considérations politiques, tirées de l’usage que l’opposition pourra faire de la suppression de la vaine pâture pour dénaturer les intentions du gouvernement et exciter les classes pauvres contre les propriétaires ; elles sont sans importance. [...] Elle [la mesure] pourra donner lieu à quelques articles d’opposition dans les journaux de la capitale et dans ceux des départements, mais ils ne seront pas lus par les habitants que l’on suppose intéressés au maintien de la vaine pâture, cette classe ne l’est pas.” *Respuesta prefectoral a la circular confidencial relativa al proyecto de abolición de la derrota de mieses del 7 de marzo*, ADMo 1094, 12 de marzo de 1836.

que ya se encuentra excluida de una hipotética derrota de mieses en prados si sólo posee cabras, puercos u ovejas. Los *manoeuvres* con vacas, que pierden un espacio, pueden compensar la pérdida con el pastoreo en bosques; se trata, después de todo, de sostener un rebaño pequeño. La cúspide de *laboueurs*, por su parte, encuentra mejor provecho en los renadíos. Los *laboueurs* más modestos, aquellos principalmente anclados en la mano de obra familiar, como también los *manoeuvres* con mayor patrimonio animal, quedan atrapados entre la codicia de los ricos y la indiferencia de los más pobres. Su oposición no frena el avance de los grandes agricultores.

En Mosa, en cambio, se percibe un claro apoyo de los consejos municipales. Las *embannies* son más medidas en extensión y a veces limitadas a la alimentación de los animales durante la siembra. Además, los alcaldes y consejos ordenan a los pastores que invadan los prados reservados por los vecinos. La estructura productiva de explotaciones medias y pequeñas generaliza el provecho que otorga el pastoreo colectivo sobre los prados privados. La reivindicación de la derrota de mieses deviene, por extensión, una reivindicación del *parcours*. En los hechos, esto termina reduciendo aún más la superficie reservada, al arrasarse los rebaños con los pastos que allí crecen. La tensión entre comunas permite comprender mejor la moderación de la prefectura de Mosa que, a diferencia de la planicie donde se produce una normativa que busca dar rienda suelta a la producción de renadíos, conserva un control más directo al aprobar o vetar disposiciones pasajeras de cada comuna.

Persistencia de la derrota de mieses en el valle del Mosa (1837-1890)

En 1850, el prefecto de Mosa se lamenta por lo poco que ha avanzado la producción de renadíos en su departamento; el grueso de las *embannies*, dice, son *embannies de semailles* (ADMe 1O179). Ahora, igualmente cierto es que, a pesar de los embates, las *embannies* se sostienen año a año durante la primera mitad del siglo XIX, si bien rara vez alcanzan a cerrar extensiones considerables. Evidentemente, algunos propietarios de prados tienen interés en gozar de sus renadíos; simplemente no lo consiguen. Durante la segunda mitad del siglo XIX, la producción de renadíos muestra algún progreso. En Ville-Issey, en 1871 se informa que desde hace mucho tiempo no se ejerce la derrota de mieses en la comuna (ADMe 2O1299). Sin embargo, este caso no parece ser representativo. En Commercy, en 1856, el consejo municipal pretende sancionar la reserva de todos los prados; el prefecto la rechaza. Casi una década más tarde, en 1864, el consejo de la ciudad busca extender una *embannie* ya sancionada. Un puente

se ha derrumbado, lo que impide el acceso del ganado a unas 60 hectáreas de prado que habían sido destinadas a la derrota de mieses. El prefecto objeta la petición: solicita que se respete el uso que, según le informa el mismo consejo de Commercy, consiste en poner, desde 1830, sólo la mitad de los prados en reserva (ADMe 2O299). Entre 1868 y 1896, el consejo municipal de Frémeréville deja constancia de sus *embannies* de renadíos. A excepción del año 1892, nunca se supera las seis décimas partes en reserva. Estos valores son alcanzados en los años 80, en 1868 y 1870, por caso, la *embannie* cubre sólo el 27% de los prados (ADMe 2O478). En Gironville, entre 1860 y 1895, las *embannies* de renadíos ocupan una porción que oscila entre el 27% y el 62% de los pastos particulares. Como en Frémeréville, las cifras más elevadas se dan hacia fines del período; recién en 1880 encontramos una *embannie* que ocupa poco más de la mitad de los prados. Hasta ese año, lo más habitual es que apenas alcancen el tercio (ADMe 2O511)⁴⁸⁴. En Lérrouville, en 1890, sólo la mitad de los prados es puesta en reserva, alternando año a año (ADMe 2O676). Laneuville-au-Rupt, sin prados prácticamente, manifiesta en 1890 su deseo de que la derrota de mieses sea conservada sin alteraciones (ADMe 2O655). Indiscutiblemente, las *embannies* en general y la *embannie* de renadíos en particular se desarrollan en Mosa en el último quinto del siglo XIX. Con todo, su avance sigue siendo modesto y no alcanza los valores de la meseta lorenesa casi un siglo atrás. En 1900, la recopilación de usos locales con fuerza de ley en Mosa reconoce que, mientras que en algunos cantones del departamento la derrota de mieses se practica luego de la segunda siega, en el cantón de Commercy y en muchas comunas de aquel de Void esta sigue realizándose luego de la primera siega (con la posibilidad de reservar algunos cantones; *Usages locaux ayant force de loi dans le Département de la Meuse*, 1900). Si bien ha retrocedido, la derrota de mieses en prados sigue vigente en el valle del Mosa.

La hierba de los caminos

Las costumbres incluyen, dentro de los espacios destinados a la derrota de mieses, a las hierbas que crecen a la vera de los caminos. Su producto no es espectacular, por la misma estructura de los senderos su uso para grandes rebaños deviene complicado. Las actas de justicia documentan, en todos los departamentos loreneses, contravenciones recurrentes de parte de propietarios de ganado que, al alimentar sus animales en estos

⁴⁸⁴ Hasta 1860, la comuna designaba una parte para renadíos, otra para *embannie de semailles* y la otra para derrota de mieses. Las extensiones no son conocidas; pero nada hace pensar que las *embannies* en su conjunto superasen el tercio de la superficie.

pastos, sea por descuido, negligencia o malicia, terminan dañando setos e incluso cultivos (ADMe Bp4678, L2308; ADMo 9206; ADV B763). En 1790, el distrito de Mirecourt sostiene que, pese a la prohibición que rige sobre el pastoreo en caminos cuando los campos aledaños se encuentran sembrados, los tribunales no consiguen aplicar multas si son prados los que bordean a los senderos (L689)⁴⁸⁵. En Mosa, los consejos municipales insisten en la necesidad de cercar los límites de los cantones que lindan con los caminos más utilizados por el rebaño comunal (ADMe ED 94 3). En la costumbre de Saint-Mihiel, esta responsabilidad recae sobre el propietario riverseño (*Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762). Las costumbres de Lorena y Tres Obispados nada dicen al respecto; no obstante, esta obligación se generaliza, al menos, en la zona del río Mosa, sin importar si rige o no la Costumbre de Saint-Mihiel (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730; *Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783)⁴⁸⁶. En Vignot, en 1793, el consejo municipal lamenta que, a pesar de las reiteradas órdenes, los propietarios cuyos campos lindan con los caminos no mantienen en condiciones los setos que deben proteger labrantíos y viñedos (ADMe ED 425 90). En 1801, las autoridades del *arrondissement* de Commercy reclaman que este antiguo uso sea convertido en ley (ADMe 2N12).

El daño a los campos aledaños, que en la planicie se combina con la una creciente competencia por el alimento del ganado producto del retroceso de los *pâquis*, deviene un poderoso estímulo para las comunas que, en el marco de sus crisis financieras, pueden intentar obtener algún rédito económico del arriendo de los caminos. La locación, asimismo, permite optimizar la fiscalización sobre caminos menores, frecuentemente anticipados por los agricultores de sus inmediaciones (ADMe ED 208 98; ADMo 1O123). En 1792, los tribunales de Mirecourt sancionan a Joseph Gérard por alimentar a sus caballos en los bordes de un sendero comunal de Bettoncourt: el pasto ha sido adjudicado públicamente a otro residente (ADV L2514). En Juvaincourt, en 1793, el municipio constata los daños que han sufrido las propiedades riverseñas a los caminos y decide, por ese año solamente, la venta en subasta de las hierbas que allí crecen. Al año siguiente, el arriendo de los caminos se repite, de nuevo en 1795 y así sucesivamente, todos los años (ADV Edpt 262 1D1-4). En Boulaincourt, en 1796 se pasta libremente en los caminos; en 1798 la hierba se ofrece en arriendo (ADV Edpt 68 1D1). En 1801, el Consejo de

⁴⁸⁵ Se trata de un tecnicismo, la prohibición aplica sobre los campos “[...] *bordées d’emblavures...*” (“[...] rodeados de cultivos...”). Como los pastos permanentes no son considerados un cultivo, los jueces encuentran dificultades a la hora de aplicar este reglamento. ADV L689, 25 de noviembre de 1790.

⁴⁸⁶ En Nancy, por disposición ducal, rige la misma obligación (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I*, 1733).

Arrondissement de Mirecourt denuncia las usurpaciones que hacen de los caminos los propietarios; promueve, como solución, su arriendo. Frenelle-la-Grande adopta esta política en 1801, Mattaincourt y Repel hacen lo propio en 1804 (ADV Edpt 188 1D1, Edpt 297 1D1, Edpt 396 1D1). En los primeros años del siglo XIX, la subasta de los pastos de los caminos se expande por el Xaintois (ADV Edpt 39 1D3, Edpt 61 1D3, Edpt 171 1N1, Edpt 205 1D1, Edpt 389 1D2, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1D1 2O101 10, 4U 16 34-35). En Mazerot, en 1817, los caminos más modestos se ofrecen a 3 F, los mejor provistos a 33 F (ADV Edpt 300 1D1). En Dombasle-en-Xaintois, el abanico va de 4 a 25 F en 1832 (ADV Edpt 141 1N3).

En Mosela, la adjudicación de las hierbas de los senderos es apenas más precoz. En 1787, en Morlange, Claude Metzinger es multado por pastar con sus doce caballos en los pastos de un camino arrendado por otro residente (ADMo B6506). En 1805, en Raville, un residente denuncia que el alcalde, en busca de fondos para solventar los salarios de los guardas rurales, “[...] se ha permitido de innovar alquilando los caminos vecinales...”, en perjuicio de los pobres y sus vacas⁴⁸⁷. En Arriance, al menos desde 1806 se procede del mismo modo mientras que las cuentas de Petit-Tenquin lo registran en 1817 (ADMo 541ED 1L1,1O123). La política encuentra, como en los Vosgos, el claro favor del prefecto en 1806 y nuevamente en 1818 (ADMo 1O94).

En Mosa, como en otros aspectos vinculados a las pasturas, el avance de los arriendos de las hierbas de los caminos es más lento. En la década revolucionaria, las actas de justicia no registran delitos de este estilo; tampoco son corrientes en aquellas de la primera mitad del siglo XIX. Con todo, algunas comunas adoptan el hábito de subastar la hierba de sus caminos. En 1811, la comuna de Ville-Issey ofrece las hierbas de tres senderos por 2,75 F a 20,50 F. Jouy-sous-les-Côtes, por su parte, en 1819 cede los pastos de sus caminos por valores comprendidos entre los 6 F y los 30,5 F (ADMe 37Q2). Lérouville y Corniéville lo hacen en 1832; Gironville en 1833 (ADMe 36Q74-75). En 1844, en Laneuville-au-Rupt los pastos de los caminos son arrendados, sin poder tener certezas de la antigüedad de esta práctica (ADMe ED 156 259, 1O174).

El fin del pastoreo recíproco

En el siglo XVIII, en Mosela, el pastoreo recíproco entre comunidades, el *parcours*, retrocede considerablemente. En 1836, el prefecto comunica al secretario de

⁴⁸⁷ “[...] c’est (sic) permis d’innover en louant les chemins communaux...” ADMo 1O124, 5 de enero de 1805.

Estado que dicha práctica ha desaparecido por completo en el departamento (ADMo 1094; Sée, 1926). En un texto firmado con un pseudónimo y publicado bajo impulso del prefecto de la Meurthe en 1841, se afirma que el *parcours*, pese a encontrarse plenamente vigente de derecho, es una práctica que ha caído en desuso en toda Lorena (*Annales agricoles de la Lorraine, depuis Gérard d'Alsace jusqu'à nos jours avec le résumé de la législation rurale*, 1841). En efecto, sólo en las comunas dependientes de la antigua provincia de los Tres Obispos ha sido abolido formalmente el *parcours*, en aquellas procedentes del Ducado de Lorena rige el *Code* de 1791 que otorga fuerza de ley a los usos reconocidos en la práctica y en las costumbres escritas.

Hay casos de comunas que, por común acuerdo, ponen fin al pastoreo recíproco. Un convenio entre Aulnois-sous-Vertuzey y Euville suspende el *parcours* entre ellas en 1615 (Dumont, 1856). Pero a fines del siglo XVIII, en Mosa, la práctica sigue vigente. En 1792, el caballo de un *laboureur* de Sorcy-Saint-Martin es encontrado pastando en los prados abiertos a la derrota de mieses de la vecina Vertuzey. El juez determina que no hay delito y lo absuelve (ADMe L2314). A lo largo del decenio y del siguiente, como lo notamos, los choques entre estas dos comunas, relativos al *parcours* y las *embannies*, son frecuentes. En 1794, los animales de un residente de Boucq son encontrados en los bordes de un estanque en Corniéville; el tribunal absuelve al acusado (ADMe L2307). En 1795, residentes de Jouy-sous-les-Côtes acuden con sus animales a pastar en las praderas de Corniéville que había decretado un *ban* por lo que el pastor es multado. Éste se defiende alegando que la *embannie* no fue debidamente comunicada; en ningún momento se alude a la inexistencia del derecho de la primera sobre los pastos de la segunda (ADMe L2307)⁴⁸⁸. En estos años, las contravenciones por romper una *embannie* o pastar en labrantíos sembrados perpetradas por residentes de otras comunas son frecuentes, lo que testimonia que la presencia de rebaños vecinos es un hecho corriente (ADMe L2307-2314, L2402).

En los Vosgos, a diferencia de Mosela, la práctica también subsiste. No obstante, comienza a resquebrajarse. En 1790, el consejo distrital de Mirecourt señala la necesidad que tienen, las aldeas pequeñas, de sostener el *parcours*. Algunas otras, con términos grandes, tienen menos interés en conservarlo. Se cita el ejemplo de Rozerotte, La Neuveville-sous-Montfort, Remoncourt y Valfroicourt que conformaban un sólo término

⁴⁸⁸ Alguno años antes, en 1788, era la asamblea de Corniéville la que protestaba porque en Jouy-sous-les-Côtes los habitantes sembraban papas en los barbechos restringiendo la zona de *parcours* (ADMe ED 94 3).

dos siglos atrás; al fraccionarse sólo conservaron el *parcours* sobre algunos pocos comunales indivisos⁴⁸⁹. Las comunas más grandes, además, proceden con amojonamientos para delimitar claramente los cantones que pueden verse afectados al pastoreo recíproco. La precisa delimitación es seguida, con cierta malicia que hemos constatado también en Mosa, de *embannies* que tienden a afectar aquellas zonas sometidas al pastoreo recíproco. El consejo del distrito de Mirecourt señala, asimismo, que el cultivo de las tierras que deberían permanecer en barbecho permite, igualmente, restringir las áreas de *parcours* (ADV 1N2). En ocasiones, con el propósito de proteger los granos, se dictaminan *embannies* sobre barbechos (ADMe ED 94 3, L2307, 55U1, 4U 26 55; ADV 4U 16 35).

El avance de los renadíes, al afectar la derrota de mieses, restringe por extensión el derecho de *parcours*. No sólo quita superficie, sino que retira aquella que ofrece mayor interés a los dueños de ganado de tiro. En 1808, el rebaño comunal de la vecina Puzieux es reprendido en Ambacourt. El pastor, para defenderse, sostiene que el lugar donde pastaba forma parte de Puzieux (ADV 4U 16 32). En 1829 y 1832, el rebaño de Mirecourt es condenado por pastar en los barbechos de Mattaincourt; los informes se encargan de explicitar que dicha comuna no tiene derecho a pastar allí, pese a ser vecinas (ADV 4U 16 34). En 1833, una viuda de Mirecourt es informada por pastar en Poussay sin tener la potestad. Cuando se constata que posee tierras allí, y que en función de eso puede enviar cierta cantidad de animales a pastar, es absuelta (ADV 4U 16 35). En 1836, Repel afirma que en sus bosques ninguna comuna tiene derecho al *parcours* (ADV Edpt 396 1N2)

Encontramos casos análogos en el departamento de Mosa, más tardíos que los de la planicie. En 1839, tres propietarios de Malaumont son condenados por pastar en el término de Chonville; los tribunales sostienen que no corresponde puesto que los acusados no poseen tierras en dicha comuna. En 1842, el rebaño comunal de Malaumont es reprendido por pastar, conducido por su pastor, en un *pâquis* de la comuna de Chonville. El pastor acusa, como motivo, la falta de pastos en su comuna de origen. Unos pocos meses más tarde, el rebaño comunal de Malaumont es nuevamente informado (junto al de algunos particulares) por pastar en Chonville. Esta vez, el alcalde, en representación del pastor, sostiene que creía no estar en delito puesto que Malaumont tiene derecho al *parcours* en el término de Chonville. Los tribunales disienten, en ambas ocasiones los infractores son multados. En el ínterin, otros seis residentes de Malaumont

⁴⁸⁹ El reparto de los comunales, sin necesariamente erradicar la práctica, la afecta severamente al convertir pastos permanentes en cultivos.

son castigados por la misma contravención. El pastor de Jouy-sous-les-Côtes también es procesado ese año por pastar en el término de Corniéville. El alcalde postula, en su defensa, que la comuna tiene derecho al *parcours* en el cantón en cuestión; no obstante, los tribunales lo condenan. Un fallo idéntico sanciona, ese mismo año, a cuatro particulares de Euville que pastaban en el término de Vignot (ADMe 55U1). Pero encontramos, también en Mosa, sentencias en la dirección opuesta. En 1823, un *laboureur* de Saulvaux es informado por pastar en Mélny-le-Grand; el juez estima que no hay delito y lo absuelve (ADMe 4U 26 53). En 1837, el guarda campestre de Ménil-la-Horgne percibe daños en los cultivos de avena. Sin saber quién fue, avista al rebaño comunal de Braux que se retiraba de los barbechos y decide labrarle un informe. El pastor es absuelto por los tribunales, puesto que no se constata que hayan producido el daño. Tampoco son penados por pastar en Ménil-la-Horgne, evidenciando su derecho a hacerlo. En 1840, el rebaño de un propietario de Ménil-la-Horgne es hallado en el término vecino de Void; los tribunales lo absuelven al constatar que no ha infringido la ley (4U 26 55). En Sorcy-Saint-Martin, el rebaño comunal de Laneuville-au-Rupt es reprendido en 1836; el alcalde defiende a su pastor alegando que gozan de derecho a *parcours* y el juez posterga el fallo a la espera de poder esclarecer este argumento⁴⁹⁰. Las tensiones entre estas dos comunas son antiguas, en los años 70 del siglo XVIII este asunto las lleva a enfrentarse en los tribunales. En 1812, el consejo municipal de Laneuville-au-Rupt protesta por la embannie sancionada por Sorcy-Saint-Martin puesto que reduce los pastos disponibles para el *parcours* (ADMe ED 208 98).

En los Vosgos, los habitantes acusados de pastar en un término ajeno buscan, como defensa, ampararse en la ignorancia: alegan no saber que pastaban fuera de sus comunas. No pretenden, pues, tener derecho al *parcours*. En Mosa, en cambio, la defensa más habitual reivindica el derecho a pastar en términos vecinos. Es claro que este derecho en ocasiones no existe y los contraventores son, por ende, penados. Otras veces, en cambio, son absueltos. Hay, además, una diferencia notable entre las actas de justicia de los Vosgos y las de Mosa. En el primero, en el transcurso del siglo XIX, los delitos cometidos por vecinos son poco frecuentes. En Mosa, en cambio, los procesados por contravenciones pastoriles en aldeas vecinas son muy corrientes. No nos referimos al delito de ejercer el *parcours* allí donde el derecho no es reconocido, sino a delitos corrientes que bien podrían haber sido cometidos por residentes: invadir una *embannie*,

⁴⁹⁰ No hemos podido dar con el fallo definitivo; pero los archivos departamentales efectivamente guardan una versión original del título escrito del año 1600 (ADMe ED 208 88).

pastar en labrantíos sembrados, jardines, cercados. Lo que expone esto es la divergencia en las prácticas de pastoreo de unos y otros. En la planicie, en el siglo XIX, como bien indican los *Annales* de 1841, el pastoreo recíproco ha caído en desuso (*Annales agricoles de la Lorraine, depuis Gérard d'Alsace jusqu'à nos jours avec le résumé de la législation rurale*, 1841). En Mosa, en cambio, los rebaños de vecinos son una práctica cotidiana, de ahí que se registren numerosas contravenciones perpetradas por no residentes. La erradicación del *parcours* sigue, naturalmente, el ritmo de las *embannies*. Más amplia es su zona de influencia, menos pasturas se ofrecen para los vecinos en el marco del *parcours*. Ciertamente, el *parcours* no consiste únicamente en el pastoreo en los prados; los barbechos también se abren. Pero al producto más modesto que ofrece esta práctica y a las *embannies* sobre barbechos hay que agregar el avance de los nuevos cultivos, fenómeno que afecta tanto a Mosa como a la planicie lorenesa⁴⁹¹. Por ello encontramos, en el valle del Mosa, una clara tensión entre abolición del *parcours* y su ejercicio; algunas comunas conservan interés, mientras que las más grandes lo han perdido. Los propietarios de prados más ricos, con una *embannie*, se libran tanto de rebaños de residentes como de vecinos. El avance de las *embannies* en Mosa impacta, lógicamente, sobre el pastoreo recíproco. A comienzos del siglo XX, el *parcours* aparece muy debilitado; el compendio de usos de Mosa sostiene que apenas sobrevive en Koeur-la-Grande y Koeur-la-Petite, si bien en 1890, también en Laneuville-au-Rupt solicitan su conservación (ADMe 2O 655; *Usages locaux ayant force de loi dans le Département de la Meuse*, 1900). Ante el poco interés que ofrece la derrota de mieses en los labrantíos de los vecinos y el avance de *embannies* que, año de por medio, pueden reducir a nada la superficie de prados afectados al *parcours*, esta práctica cae, como en la planicie, en desuso.

* * *

Los gobiernos departamentales y los tribunales de la planicie, desde fines del XVIII, convalidan y promueven la apropiación de renadíos por parte de los propietarios que tempranamente, en los albores de la Revolución y, en Mosela, incluso antes, ya expresan y ejercen su concepción de la propiedad sobre los pastos. El bosque deviene el refugio natural de los rebaños ante la creciente pérdida de pastoreo en los *pâquis*, divididos, y las praderas, cerradas hasta el otoño. La situación es diferente en Mosa, allí, una voluminosa capa de *laboueurs* de fortuna mediocre y *manoeuvres* con algunas

⁴⁹¹ Ver capítulo 13.

hectáreas de tierra y animales sostiene el pastoreo colectivo tanto en comunales como en prados luego de la primera siega. Ciertamente, se manifiesta un interés creciente en la producción de renadíos en el transcurso del siglo XIX. Pero los alcances son muy modestos; la capa de *laboueurs* acomodados que podríamos comparar con aquellos de la meseta lorenesa no domina la producción agrícola. A la completa expulsión del rebaño comunal de los prados entre julio y octubre, los consejos municipales prefieren la alternativa conciliadora que reparte renadíos y pastoreo de forma pareja sobre el conjunto de los prados no cercados. Más pronunciado, pero también más lento que en el llano, es el retroceso del *parcours* que apenas sobrevive a fines del siglo en algunas comunas del valle del Mosa.

CAPÍTULO 12. EL DERROTERO DE LOS BOSQUES (1789-1850)

En la meseta lorenesa, el retroceso del pastoreo colectivo sobre prados y *pâquis* realza la función *nourricière* del bosque. Durante la Revolución, las comunas pretenden recuperar derechos perdidos. No obstante, la presión demográfica y la valorización de la madera imponen un ritmo propio a la *silva*. Los propietarios, sean privados, sean comunas, intensifican el uso del bosque.

I. EL AFÁN DE RECUPERAR LOS DERECHOS PERDIDOS (1789-1800)

Muchos autores han señalado una tendencia a la recuperación de los usos en los bosques en algunas partes de Francia (Ado, 1996; Gauthier, 1977). Encontramos esta misma visión, casi dos siglos atrás, en la voz de un administrador forestal del departamento de Mosela que postula que “Estos abusos han devenido en uso...”⁴⁹². Las autoridades se preocupan por la situación en los bosques a comienzos de la Revolución. En Mirecourt, el directorio distrital señala que la suba del precio de la madera en la última década le ha quitado eficiencia al régimen policial: las multas (fijadas por las costumbres escritas) representan, en madera, un monto cada vez menor (ADV L689). En 1792, el Consejo General de Mosa manifiesta preocupaciones análogas y en 1798 remarca que la inflación profundizó esta tendencia (ADMe L170, AN F10 398). Hemos constatado ya que los delitos en los bosques son una realidad cotidiana en las últimas décadas del Antiguo Régimen. Como es de esperar, la Revolución no los atenúa; los delitos perduran y se ejercen en bosques privados, del Estado o comunales (ADMe L2307-14, L2402; ADMo 2L78; ADV L2512-2514, L2741-2743; AN D XIV 7).

A pesar del malestar, lo cierto es que el accionar del poder político, más que reprimir los delitos, permite su proliferación. El reglamento forestal de 1707 del Ducado de Lorena establece que un tercio de la multa es embolsado por el guarda forestal (*Ordonnance de Leopold I Duc de Lorraine et de Bar*, 1708). Este salario a destajo busca, lógicamente, forzar al guarda al cumplimiento de su deber. Pero el *Code Rural* altera esta

⁴⁹² “Ces abus sont passés en usage...” AN F10 403, *Observaciones del ciudadano Faubert agente forestal*, 7 Vendimiario año IX.

disposición y determina que la totalidad de las multas son de las comunas que deben abonar el sueldo del guarda (Pérot, 1865). El burgo de Vittel pretende seguir sus propias reglas, en 1792, los *bangards* reciben un cuarto de la multa; el tribunal de paz señala la anomalía y anula el reporte del delito cometido, forzando a la comuna a adaptarse a la ley (ADV L2741). A la represión ineficiente, deben sumarse las concesiones ocasionales. En 1791, el Consejo General de Mosa determina que, contra el uso corriente de algunas aldeas de dar sólo medio *affouage* a las viudas, se procederá a asignar una porción completa (ADMe L168). En 1792, los administradores forestales de Saint-Mihiel habilitan a la ciudad de Commercy a pastar en cantones de su bosque que, de no ser por la solicitud, no habrían sido abiertos a los rebaños (ADMe L2402). El Directorio del Departamento de los Vosgos otorga permisos a comunas que requieren, de forma individual, poder pastar en Bosques Nacionales (ADV L166). En 1794, el distrito de Mirecourt se hace eco de los pedidos de las comunas y solicita autorización a la Comisión de Ingresos Nacionales (*Comission des revenus nationaux*) para emitir una disposición general que habilite el pastoreo de los rebaños comunales en los Bosques Nacionales (AN F10 405). En Mosela, un propietario es habilitado a ingresar con ovejas al bosque de *haute-futaie* en Puttrelange (AN F10 324).

Es claro que los administradores deben lidiar con la presión que proviene desde las comunas en contextos a veces favorables a estas solicitudes, sea por el clima político de 1793-1794, por cuestiones naturales (sequías, heladas, inundaciones) o por escasez de heno muy demandado por los ejércitos. Las respuestas no siempre son favorables, como es el caso del pedido del distrito de Mirecourt, demorado desde París (AN F10 405)⁴⁹³. Lo cierto es que las comunas no aguardan el aval oficial para ejercer sus pretensiones. Bazoilles-et-Ménil (Vosgos) protesta, en 1791, un informe que le realizare un guarda en los bosques del antiguo señor, donde no consta que posean derechos de uso (ADV Edpt 43 2D2). En Ambacourt, seis *laboureurs* son informados por pastar con cuarenta y tres caballos y bueyes en los *taillis* de dos años de un bosque privado en 1794. Dos días más tarde, cuatro de ellos son encontrados con treinta y tres caballos en el mismo lugar; ante el cuestionamiento que realiza el guarda responden que volverán a pastar allí y que no temen a ser reprendidos (ADV L2514). En 1798, Vroville decide apelar un acta labrada por un agente forestal en la que se detalla que el rebaño comunal de bestias blancas fue encontrado en un bosque propiedad del Estado nacional. El tribunal reafirma la sentencia

⁴⁹³ En el vecino departamento de Meurthe, el directorio ordena en 1794 que los Bosques Nacionales sean abiertos al ingreso de los rebaños comunales (AN F10 265).

de 75 F; no deja de ser llamativo que la comuna pretenda apelar en ese escenario. Más allá de la cuestión del derecho a pastar, las ovejas, puercos (*glandée* de lado) y cabras, salvo casos excepcionales, no pueden ingresar en los bosques (ADV Edpt 537 4D1). En Mosela, en 1794 un grupo de comunas que rodea el bosque de Rémillly decide, unilateralmente, dejar de pagar el gravamen que pesa sobre su derecho de *affouage*⁴⁹⁴. Pareciera que la comuna juzgó que dicha imposición derivaba del régimen feudal entonces podía considerarse extinto; en 1797 la gestión de los Bienes Nacionales decide suspender la entrega de madera. Pero la comuna obtiene del ministro de finanzas, en 1800, que se le reconozca el *affouage* negado comprometiéndose a pagar lo adeudado con la venta de las *coupes* no recibidas, operación que resulta muy beneficiosa gracias a la suba de los precios reales, pero, fundamentalmente, gracias a la absurda estimación de la deuda que realizan los comisarios (ADMo 728ED 2N1)⁴⁹⁵.

La Revolución impulsa un intento de reconfiguración de los usos en beneficio de las comunas; las autoridades son incapaces de contener las intenciones de las aldeas sobre bosques propios y ajenos. Los bosques son un alivio pastoril en el marco del retroceso de la pastura colectiva tanto en prados privados como en pastos comunales. Pero a pesar de la expresión elocuente del administrador forestal moselano, los abusos no han quedado cristalizados en el derecho. Esto no implica que el funcionario tenga un punto: el deterioro de los bosques se sostiene sobre la base del delito (ADMe 1N2; AN F10 399). Para combatirlos, en 1803, el prefecto de los Vosgos les recuerda a los tribunales que la jurisprudencia ya no admite morigeración de las penas por delitos forestales (ADV 4K2). En 1806, el consejo del departamento sostiene que el progreso de las fosas en torno a los bosques ha mejorado la situación (2N1). Acaso esta evaluación sea demasiado optimista o precoz; los geógrafos extienden la debacle forestal hasta mediados del siglo XIX (Husson, 1987). En Many, Mosela, en 1809 un residente coincide con los administradores al sostener que el bosque de Rémillly ha sido devastado durante la Revolución pero que, mientras haya miseria, la población crezca y la madera conserve los precios elevados, los habitantes seguirán robando leña⁴⁹⁶. Para evitar la suba, prosigue, es importante prohibir

⁴⁹⁴ Se trata de las comunas de Vittoncourt, Hery, Adaincourt, Voimehaut, Chanville, Servigny-lès-Raville, Han-sur-Nied y Frécourt.

⁴⁹⁵ El gravamen adeudado se encuentra establecido por un título de 1746. Consiste en valores fijos en dinero por categoría de habitante (*laboureur, manoeuvre*), por propietarios de caballos (sin distinción) y una *quarte* por caballo. Desde ya, la inflación ha afectado el derecho desde mediados de siglo, pero la verdadera ganancia en el corto plazo adeudado se hace con la estimación de la avena en 2 francos la *quarte* según la mercurial de Metz de 1796. En 1790, la *quarte* de avena se vende en 4 a 4,2 libras.

⁴⁹⁶ Encontramos la misma opinión en Longuyon, Mosela, en 1801 (AN F10 398).

la conversión de madera en ceniza que realizan algunos adjudicatarios y aumentar la oferta de combustible (AN F10 406)⁴⁹⁷.

II. LOS BOSQUES COMUNALES BAJO LA PRESIÓN MERCANTIL Y DEMOGRÁFICA (1789-1850)

La cuestión del pastoreo

Es claro que las comunas pretenden avanzar sobre los bosques privados y del Estado, en particular aquellas que no detentan patrimonio forestado propio. Pero los bosques comunales no escapan a la intensificación del uso. Por un lado, se busca ampliar los espacios pastoriles, sin necesariamente contar para ello con el aval del poder político. La comuna de Vignot (Mosa) solicita, en abril de 1790, permiso para poder introducir caballos, vacas y bueyes en *taillis* comunales de cinco a siete años. En mayo, los agentes forestales realizan dos reprensiones del rebaño, engendrando las quejas de la comuna. La respuesta del departamento a la solicitud de abril, negativa, recién llega en octubre cuando el zénit de la necesidad (la primavera) ha concluido. En 1804, la comuna emite un nuevo pedido, esta vez delimitando un cantón de tres a cuatro años para caballos y otro de siete y ocho para vacas; la respuesta es esta vez inmediata y afirmativa. En 1812 y 1816, mismo pedido y aval parcial: no son autorizados los rumiantes. En 1817 repiten, insistiendo en que también se otorgue espacio para las vacas; el inspector forestal concede (ADMe ED 425 90, ED 425 218). En 1791, el pastor de Mattaincourt, Vosgos, transmite sus dificultades al consejo municipal: las pasturas son tan escasas que le resulta prácticamente imposible realizar su labor sin ser multado. Proponen, como solución, la apertura de ocho cantones forestales no habilitados para este fin (ADV Edpt 297 1D1). En 1792, el rebaño comunal de Laneuville-au-Rupt (Mosa) es informado por pastar en un cantón de seis años de un bosque comunal. El pastor, al ser interrogado, responde que es por orden del alcalde que allí se dirigió y que no tienen, los guardas, el poder necesario como para impedir que reincida. En Commercy, Pierre Evrard, al ser encontrado con cinco caballos en el *taillis* comunal de sólo un año de edad, le pregunta al guarda dónde va a alimentar a sus animales si no es en el bosque (ADMe L2402).

⁴⁹⁷ Las cenizas se utilizan para producir potasio utilizado en la industria del vidrio, de la cerámica y la lavandería (Contamine, 1932; Morera y Le Roux, 2018). La práctica es habitual en los bosques de Boulay, Saint-Avold y Creutzwald (AN F10 403; Contamine, 1932; Schneider, 1998).

La intensificación del uso pastoril, que hunde sus raíces en las últimas décadas del Antiguo Régimen, es acompañada de un proceso análogo centrado en la explotación maderera estimulada por la presión demográfica y la suba de precios. Esto se traduce, por un lado, en acciones individuales ilegales. En Juvaincourt, en 1794 el municipio denuncia al agente nacional por adquirir ilícitamente la porción de *affouage* complementario de otro habitante (ADV Edpt 262 1D2). En 1800, el consejo del *arrondissement* de Commercy señala que los pobres venden cotidianamente su porción a los habitantes más ricos (ADMe 2N12). El *affouage* es una necesidad, y si la porción obtenida es comercializada, significa que se consigue combustible de otro modo: el delito. En Bérig, Mosela, en 1791, dos residentes encontrados *in fraganti* cortando ramas buscan ampararse en la pobreza para obtener una morigeración de sus penas. En Ville-Issey, ante la dura multa de 100 libras tornesas que le dicta el tribunal en 1794, Dominique Trusson se declara insolvente (ADMe L2307). En Vignot, Mosa y en Juvaincourt, Vosgos, los consejeros recorren los bosques junto a los guardas forestales y constatan los daños producidos por delincuentes entre 1793 y 1795; cuando la madera no llegó a ser retirada por los leñadores furtivos, se subasta en beneficio de las arcas municipales (ADMe 425 90; ADV Edpt 262 1D1). El método de explotación convencional que todavía subsiste en algunas comunas moviliza a toda la aldea hacia los bosques, el caos es aprovechado para cortar algún árbol de más en las *coupes* de otros individuos (ADMo 2L78; ADMe L2308). En 1802, el departamento de Mosa determina que el reparto de *affouages* ejecutado por profesionales será obligatorio; en 1803, sus pares de los Vosgos recuerdan a los alcaldes que deben contratar especialistas para realizar la explotación y distribución de madera comunal (ADMe 1N2; ADV 4K5).

Explotación maderera: el cuarto en reserva

El Cuarto en reserva es el gran tesoro de las comunas. Su explotación es por naturaleza excepcional, puede realizarse por partes o en una sola operación (AN F3 (I) 6-10). A lo largo de los siglos XVII y XVIII, las revoluciones en el Cuarto en reserva tienden a hacerse más cortas, bajando desde los doscientos hasta los cuarenta años (Dion, 1970). Las comunas, estructuralmente deficitarias, enajenan sus reservas para poder pagar tanto gastos corrientes como algunos ocasionales. Al tratarse de una *coupe* extraordinaria, los municipios deben justificar los pedidos para obtener el aval (Degron, 1999). No tienen grandes dificultades para ello. En Vignot, Mosa, en 1790, reparaciones en la fuente y el saldo del pasivo son los motivos que justifican la solicitud (ADMe ED 425 90). En

Laneuville-au-Rupt (Mosa) y en Offroicourt (Vosgos) se alegan trabajos de utilidad pública en 1816. En Bisten-en-Lorraine (Mosela) en 1815, en Rouvres-en-Xaintois (Vosgos) en 1816 y en Jouy-sous-les-Côtes (Mosa) en 1817 son las deudas (AN F3 (I) 10). En Chauffecourt, en 1826 (venta aprobada en 1836), se busca financiar una escuela y un presbiterio (ADV Edpt 99 1D3). En Poussay, en 1835, los fondos de una explotación (ejecutada en 1842) son destinados a una bomba para incendios, reparación de puentes, iglesia y fuentes (ADV Edpt 364 1D1). Construcciones, reparaciones, deudas, indemnizaciones (posiblemente contraídas por las razones anteriores): los motivos son tan accesibles que, en los años 20, las justificaciones desaparecen de las tablas que resumen todas las *coupes* extraordinarias autorizadas en el hexágono. La columna originalmente destinada a la descripción de la justificación se aprovecha para seguir inscribiendo autorizaciones (AN F3 (I) 10).

Entre 1821 y 1824, las sumas recolectadas por la venta del patrimonio forestal reservado crecen considerablemente en los tres departamentos. Mosa pasa de 519000 F a 741000 F, Mosela de 258000 F a 317000 F, los Vosgos de 325000 a 476000 F, evolución que excede la suba del precio de la madera (AN F3 (I) 8)⁴⁹⁸. El Estado central no siempre concede; amén de los pedidos rechazados por motivos políticos, en ocasiones encontramos solicitudes denegadas sobre la base de criterios forestales. Estrennes, en los Vosgos, pretende explotar la totalidad de su reserva en 1826; se le autoriza sólo la mitad y, unos años más tarde, una entrega complementaria de árboles. Lo mismo sucede en They-sous-Montfort (Vosgos), en Frémeréville (Mosa) en 1824 y en Vignot (Mosa) en 1826, entre otras. Pero en general, las autoridades aceptan los pedidos. Entre todos los departamentos, entre 1815 y 1829, es decir, en un plazo de quince años, se aprueban ventas por al menos 1599 hectáreas, un 47% del total de la superficie de bosque comunal en reserva (3435 hectáreas)⁴⁹⁹. Mosela es el que menos bosques explota, sólo el 39% de sus reservas, los Vosgos el 47% y Mosa el 55%. Mientras que Mosela parece adecuarse mejor a la revolución teórica de cuarenta años, los Vosgos y Mosa, en especial, no la respetan. La ciudad de Commercy vende, entre 1801 y 1805, la totalidad de su reserva de 107 hectáreas; en 1830 se le autoriza una nueva explotación (ADMe 20299; AN F3 (I) 10). Laneuville-au-Rupt explota su cuarto en 1816; en 1831, obtiene permiso para abatir más árboles. Lo mismo sucede en Frémeréville en 1821-1828 y 1830 (AN F3 (I) 9-10).

⁴⁹⁸ Entre 1816 y 1843 el precio de la madera se duplica (Braudel y Labrousse, 1976; Tavella, 2012)

⁴⁹⁹ En algunos pocos casos nos es imposible conocer las superficies autorizadas para la explotación, por lo que este valor constituye un mínimo. Creemos que la cifra genuina no se aleja mucho del guarismo ofrecido.

En los Vosgos, Frenelle-la-Grande vende su cuarto en 1821 y, nuevamente, en 1848 (ADV Edpt 188 1D2; AN F3 (I) 9-10). Poussay, que tala todo su cuarto en 1811, en 1835 compromete los fondos que produciría una nueva enajenación en 1842, pese a que el consejo reconoce que recién debería explotarse en 1852. En efecto, la venta de 1842 se lleva a cabo (ADV Edpt 364 1D1). La Neuveville-sous-Montfort, que explota todo su Cuarto en 1818, vuelve a hacerlo en 1830. En Mosela, entre 1817 y 1824, Hombourg-Haut comercializa sus 68 hectáreas del Cuarto en reserva, en 1829, una nueva tala es autorizada (AN F3 (I) 9-10). Si bien consta que en ocasiones las autoridades frenan la voluntad desmedida de las comunas de explotar sus bosques, en regla general se autoriza la tala con el propósito de favorecer el saneamiento comercial y aprovisionar al mercado cuya demanda crece sostenidamente a lo largo de esta primera mitad del siglo⁵⁰⁰. La tendencia al acortamiento de las revoluciones constatada en centurias anteriores se mantiene en el siglo XIX poniendo en jaque la reproducción del bosque en términos ecológicos. A mediados del siglo, los evaluadores forestales coinciden en que la debacle de la *silva* lorenesa es total, en particular en la llanura (Husson, 1987).

Explotación maderera: el *affouage*

Por su volumen, el Cuarto en reserva ofrece a las comunas la posibilidad de una inyección considerable de dinero, pero, a pesar de la intensificación de su explotación, es relativamente esporádica. Los municipios tienen a su alcance otro recurso que proviene de las *coupes* destinadas al *affouage*: el suplemento⁵⁰¹. Además, siempre pueden separar una porción del *affouage* y comercializarla. En 1791, el consejo municipal de Mattaincourt decide la venta del suplemento de la *coupe* de 1790 con el propósito de pagar los costos de explotación del *affouage* a cargo de especialistas (ADV Edpt 1D1). En Commercy, en 1793, una venta de madera del bosque comunal engendra la protesta de dos residentes (ADMe ED 91 217). Los *arrondissements* de Mirecourt y Commercy se muestran preocupados por esta práctica en 1800. Estiman que fomenta la suba del precio de la madera, quita recursos a los pobres y contribuye al aumento del robo de leña (ADMe 2N12; ADV 1N2). No obstante, toda la legislación y decretos que emana desde el Estado o desde los departamentos, al incrementar los costos de la explotación del

⁵⁰⁰ En el departamento de Meurthe, en las inspecciones de Lunéville y Nancy-Sur, las autorizaciones a explotaciones excepcionales crecen sostenidamente entre 1845 y 1880 (Degron, 1999).

⁵⁰¹ El *affouage* suplementario o complementario es tomado de los *baliveaux* dejados en pie en la *coupe* ya explotada, de *coupes* futuras cuya explotación se adelanta o de operaciones de acondicionamiento o jardinería, siendo la primera la más corriente (Migneret, 1840).

affouage, lógicamente promueve la venta de una porción; el Código Forestal de 1827 cristaliza estas disposiciones⁵⁰². En el siglo XIX, la comercialización del *affouage* o del *affouage* suplementario se generaliza.

En Mosela, la comuna de Redlach en 1805 vende madera de sus bosques por 197 F con el propósito de cubrir su déficit; como no lo logra, además decide imponer un gravamen de 4 F por beneficiario del *affouage*, política que es imitada un año más tarde por Hémilly (ADMo 1O123-124). Petit-Tenquin enajena, por su parte, unos 80 F de leña en 1816. En Mosa, en 1800 la comuna de Laneuville-au-Rupt se opone a la venta de los *affouages* complementarios de las dos últimas *coupes* que exige el departamento para la extinción de las deudas. Quieren, en cambio, que se distribuyan entre los habitantes como es costumbre⁵⁰³. No obstante, en 1807, reconocen que el complemento de *affouage* se vende desde hace cinco o seis años para hacer frente al pasivo comunal (ADMe ED 208 98). Ménil-la-Horgne vende, en 1807, el suplemento por unos 35 F. En 1829, para no incrementar la porción vendida, imponen un monto de 1600 F a pagar entre todos los beneficiarios (unos 12 F, ADMe ED 251 2). En los años 30 y 40, los cuadernos del *enregistrement* aparecen plagados de registros de ventas del *affouage* suplementario (ADMe 36Q74-85).

En los Vosgos, Chauffecourt registra la venta de su *affouage* suplementario en 1818, 1820, 1825, 1829, 1833, 1835, 1837, 1841 y 1842. En 1833 deciden la venta simultánea de tres *affouages* suplementarios (1830-1832) hasta obtener 842 F (ADV Edpt 99 1D2-3). Gircourt-lès-Viéville enajena, en 1826, parte de su *maronage* y el *affouage* suplementario para obtener 700 F. Tres cuartos de su *maronage* es vendido nuevamente en 1832 y un cuarto en 1833, mientras que el complemento del *affouage* es comercializado entre 1842 y 1845 para pagar una escuela y deudas. Los mismos habitantes deciden abonar 5 F cada uno y conservar dicha madera para su consumo. Pero la maniobra no alcanza para saldar el pasivo, por lo que se decide gravar con 3,5 F la porción del *affouage* (ADV Edpt 205 1D1-3). Juvaincourt subasta, en 1806, cuatro lotes de unos ocho árboles cada uno por 212 F en total para financiar un nuevo alojamiento del párroco. En 1816, los costos del *affouage* son demasiado considerables y el suplemento está afectado a gastos por lo que el *maronage* es comercializado; práctica que sostienen

⁵⁰² El Código Forestal establece que las comunas deben contribuir al financiamiento de la estructura administrativa que gestiona los bosques. Además, generaliza la obligación de las comunidades de contratar guardas forestales (Nemoz-Rajot, 1990). Estos gastos exceden ampliamente lo recaudado en multas (ADMo 1O124).

⁵⁰³ Ver capítulo 8.

en las tres décadas siguientes (ADV Edpt 262 1D3-4). En Mattaincourt, ante los costos crecientes, en 1816 prorratan 300 F entre todos los beneficiarios para no tener que ceder porciones mayores de leña. Pero en 1818, la eliminación definitiva de un antiguo *octroi* les obliga a vender, todos los años, el suplemento (Edpt 297 1D1-3). Para construir una escuela, Mazirot proyecta, en 1820, la venta anticipada de dos *coupes* enteras de *affouage* reduciendo la revolución forestal de veinticinco a veintitrés años; el suplemento se vende todos los años a los habitantes (ADV Edpt 300 1D1-2). Saint-Prancher, que procede del mismo modo, impone un gravamen de 4 F sobre el *affouage* en 1833.

El suplemento del *affouage* tiene escaso margen, se trata de aquellos árboles que fueron marcados para ser conservados y garantizar la reproducción del bosque; cuando se decide su explotación se reduce su densidad al mínimo que, según el Código Forestal, es de cuarenta por hectárea (*Code Forestier*, 1827). La venta persigue dos propósitos, financiar el déficit de las comunas y evitar el encarecimiento del *affouage*, objetivos que se alcanzan mediocrementemente y cada vez menos, en la medida en que los costos crecen. Asimismo, cuando se explota, lo que se sacrifica es la posibilidad de reforzar el suministro a los hogares, práctica usual en el siglo anterior. Las quejas tocantes al producto del *affouage* son abundantes. En Frenelle-la-Grande (Vosgos), en 1809, el *affouage* consiste en unos 5 F por beneficiario⁵⁰⁴. El Consejo Municipal de Laneuville-au-Rupt (Mosa) señala que varios individuos que comparten hogar reciben una porción cada uno por lo que, a partir de 1809, quienes compartan hogar recibirán solo una porción y media entre todos (ADMe ED 208 98). Más drástica es la resolución de Repel (Vosgos) que determina en 1816 que el *affouage*, antes repartido por habitante, será repartido por hogar (ADV Edpt 396 1D1). El mismo ajuste se produce en Gircourt-lès-Viéville (Vosgos) en 1825 (ADV Edpt 205 1D1). Pese al acomodo, en Repel, en 1836, el suministro de madera apenas alcanza a cubrir las necesidades de los residentes (ADV Edpt 396 1N2). Hacia 1850, en Frenelle-la-Grande se estima que los costos del suministro de madera exceden el beneficio, como también sucede en Mazirot en 1846 (ADV Edpt 188 1D2, Edpt 300 1D2)⁵⁰⁵. En 1844, el *affouage* de la ciudad de Commercy ya no alcanza para abastecer a su población; se vende en su totalidad junto al suplemento por unos 3100 F (ADMe 1O174). En Euville, consiste en 11 F (brutos) por hogar (ADMe 2O 450).

⁵⁰⁴ Como otras comunas, en los años 40, el suplemento es comprado por los residentes locales (ADV Edpt 188 1D1).

⁵⁰⁵ El Consejo General del Departamento de los Vosgos ya advertía sobre este potencial problema en 1830 (ADV 2N1).

La venta del suplemento, a veces más módica, a veces más importante, quita todo margen de ajuste ante la población creciente. La posibilidad de ampliar el producto a repartir desaparece. No obstante, las comunas no tienen alternativa: su déficit estructural las empuja a comercializar todo lo que tienen a su alcance. En Gircourt-lès-Viéville, en 1822 la *glandée* en los bosques comunales es concedida a nueve residentes que se comprometen, a cambio, a resembrar unas 3,7 hectáreas de bosque degradado (ADV Edpt 205 1D1). El *parcours* de los bosques es arrendado en Juvaincourt en 1849 (ADV Edpt 262 1D5)⁵⁰⁶. La venta sistemática de madera, principal recurso junto a los comunales, no sólo priva a las comunas de un posible margen de ajuste ante la presión demográfica. Tiene una consecuencia colateral de impacto no menor. En su artículo 90, el Código Forestal prevé que las comunas deben decidir en consejo municipal su adhesión o no a dicho código. En un principio, las comunas rechazan el nuevo código. Ahora, si las comunas quieren poder disponer de los fondos de las ventas del Cuarto en reserva o del suplemento del *affouage* y obtener la validación por parte del departamento de su contabilidad, las enajenaciones deben realizarse dentro de los marcos de la ley. Las autoridades departamentales no aprueban ventas en la medida en que las comunas no votan la sumisión al código. El consejo municipal de Chauffecourt resuelve, unánimemente, no someterse al régimen forestal en 1829. El departamento contrataca con el freno de una venta del *affouage* suplementario en 1832 (en estos tres años, la comuna no realiza venta alguna); en 1833 el consejo revierte su decisión y decide la sumisión al régimen forestal (ADV Edpt 99 1D2). En Repel, la venta del Cuarto en reserva, propuesta en 1829, es congelada por el departamento a la espera de una resolución favorable al régimen forestal de parte del consejo municipal que, en 1831, sucumbe a la presión (ADV Edpt 396 1D1). La necesidad estructural de enajenar madera permite la imposición de la nueva normativa. En su artículo 105, el Código Forestal establece que, de no mediar un uso contrario, el reparto se hará por hogar (*Code Forestier*, 1827). El tránsito del *affouage* por habitante al *affouage* por hogar es anterior a la promulgación del código, pero no tanto. En 1805, las autoridades de los Vosgos, en su instrucción para el reparto del *affouage*, señalan que éste debe hacerse por habitante, incluyendo a niños y viudas. Hacia 1845-1847, en los tres departamentos lorenes, todos los bosques comunales están sometidos al régimen forestal y la distribución por habitante ha desaparecido: se realiza

⁵⁰⁶ Barro de los bordes de los caminos, bancos de iglesia, las comunas intentan obtener recursos de donde pueden (ADV Edpt 297 1D1, Edpt 300 1D2, Edpt 440 1D1)

por hogar (ADMe 10174; ADMo 10142-144; ADV 1050). A mediados de siglo XIX, el *affouage* se ha debilitado.

Estado, bosques y capitalismo

Ya señalamos, en un capítulo anterior, la contradicción irresoluble entre provisión maderera (sea como *affouage*, sea para el comercio) y pastoreo. Si la superficie explotada crece, la parte habilitada para el pastoreo retrocede y viceversa. En los bosques privados, los progresos del *cantonnement* expulsan a los rebaños, pero también a los usuarios del *affouage*; pese a la recuperación en la década revolucionaria, el siglo XIX claramente sostiene el retroceso de la centuria anterior (Contamine, 1932; Tavella, 2012; Husson, 1987). La confrontación entre propietarios y usuarios es menos evidente en los bosques comunales, ya que se trata de los mismos individuos. De lo expuesto, es claro que la balanza se inclina hacia el lado de la explotación forestal. Como primera consecuencia, el pastoreo pierde importancia. Los Cuartos en reserva son cerrados y el *affouage* suplementario retrasa la apertura o adelanta el cierre de más cantones. El deterioro de los bosques, asimismo, empobrece la producción de frutos y degenera el sotobosque. A la larga, el mismo suministro del *affouage* se ve comprometido: hacia mediados de siglo, en muchas comunas ofrece un beneficio poco relevante.

¿Qué es lo que impulsa este proceso? Antoine Follain (2006, 2007) ha remarcado el rol del Estado en el proceso de expropiación de las comunidades, en particular, en la conversión de patrimonio comunal en usos sobre propiedad ajena. En un primer nivel de análisis, nuestras investigaciones confirman esta premisa. La mayor punición fiscal, el aumento del rigor administrativo y policial que es financiado por las comunas, la sumisión al régimen forestal, son todos mecanismos que encarecen la explotación forestal y que fuerzan a las comunas a enajenar parte del producto de sus bosques. Pero es evidente también que la iniciativa de sobreexplotación y el deseo de enajenación desenfrenado son mucho más fuertes al nivel de las comunas que de las administraciones forestales: muchos pedidos de autorización son rechazados con motivos de preservación. Las comunas exhiben, en el siglo XIX, necesidades nuevas o crecientes. Los gastos vinculados al culto son importantes. Junto a lo sacro, lo profano se expande de la mano de las escuelas. No hay comuna que no registre, en sus actas del siglo XIX, vínculos entre deudas y construcción o reparación de edificios educativos. Los bosques son rodeados con fosas para preservarlos del delito, los puentes de madera reemplazados o complementados con piedra. Los caminos vecinales son motivo recurrente de gastos. Un *laboureur* de

Bazoilles-et-Ménil (Vosgos) reclama, en 1791, que se proceda al inmediato reacondicionamiento de los caminos vecinales (ADV Edpt 43 2D2). En el mismo sentido se expresa el Consejo Municipal de Saint-Prancher en 1809 y, nuevamente, en 1810 (ADV Edpt 440 1D1). En 1823, Remicourt vende su suplemento de *affouage* para reparar un puente; en 1825 el consejo lamenta que los fondos no alcanzan para reparar también los caminos (ADV Edpt 389 1D1-2). La ley (1791) fija que son las comunas las responsables del mantenimiento de los caminos vecinales, la disponibilidad de fondos determina su cumplimiento⁵⁰⁷.

Mientras que algunas de estas inversiones parecen no tener una raigambre manifiestamente económica, el grueso de las inversiones que explican el déficit comunal se debe a la misma dinámica de expansión de la economía rural. En Mazirot, el consejo se detiene en 1830 en la virtud que imparte la enseñanza de la elaboración de la *dentelle* en las escuelas (ADV Edpt 300 1D2). Son los productores que desplazan sus arados, rebaños y mercancías quienes insisten en los caminos vecinales o en el buen estado de los puentes y en las fuentes. Junto a las rutas de mayor calibre, el desarrollo de los caminos potencia la renta de la tierra (Marx, 2011). Hoffman (1996) subraya la importancia que tiene la cercanía de las ciudades y la infraestructura de transporte en el desarrollo rural. Mejorar los caminos implica, sin modificaciones en el kilometraje, acortar los tiempos: la distancia es relativa.

Más allá del Estado, que sin dudas interviene fomentando la explotación maderera, las necesidades del capitalismo agrario imponen un ritmo de inversiones que requiere fondos que se obtienen en el arriendo de comunales, canteras, edificios, caminos, pastoreo en bosques y en la comercialización del producto de los bosques. Estos mecanismos impulsan la reducción de derechos colectivos sobre pastos, así como también sobre bosques, y reducen el suministro de madera gratuita en un contexto de crecimiento demográfico pronunciado. Como con los comunales, en términos jurídicos, la evolución de la explotación de los bosques no implica alteración en las formas de propiedad. La propiedad colectiva conserva el mismo *status* jurídico. Pero sí avanza una individualización del uso en la medida en que los residentes en su conjunto, si bien no se ven excluidos, sí reciben cada vez menos beneficios materiales. Ahora, a diferencia de los *pâquis*, la individualización implica una concentración de la renta de los bosques. *Certes*, todos asisten a misa e incluso se beca a los estudiantes más humildes. ¿Pero hacen

⁵⁰⁷ Las comunas se encuentran autorizadas a recaudar fondos específicos para este fin (Pérot, 1865).

el mismo uso de los caminos, de las fuentes y puentes? ¿Obtienen el mismo rédito que un pequeño patrón en la mejoría objetiva que brinda la educación a la mano de obra (Varela y Álvarez-Uría, 1991)? ¿Participan en igualdad de condiciones a los gravámenes complementarios o subastas de la leña del *affouage*? Algunas evoluciones recuerdan al caso flamenco estudiado por De Moor (2007), en particular el paso del *affouage* por habitante al *affouage* por hogar. No obstante, a diferencia de Flandes, este ajuste no busca excluir usuarios: opera sobre el producto. Se conserva la distribución igualitaria, todos los residentes, también los recién llegados (un año de residencia), tienen derecho al *affouage*. Pero incluso luego de esta adaptación, el producto de los bosques suministrado en concepto de *affouage* continúa su descenso: es cada vez más caro, más módico o ambas. La forma jurídica se mantiene, los usuarios son conservados al interior de las estructuras de propiedad forestal comunal (incluso aumenta su número). Es esencialmente la explotación comercial de los bosques la que excluye, no la forma institucional, que permanece relativamente inalterada. La redistribución de la renta opera *de facto* en un clima institucional relativamente estable.

CAPÍTULO 13. UN SIGLO DE TRANSFORMACIONES AGRARIAS

Entre 1750 y 1850, los usos colectivos y bienes comunales loreneses atraviesan una mutación considerable. En el llano, la derrota de mieses en prados es postergada hasta octubre, cuando ya es poco lo que pueden encontrar los rebaños antes de la llegada del invierno. Los comunales, arrendados, vendidos o repartidos, ya no permiten atravesar la primavera sin recurrir a las reservas de heno. En el valle del Mosa, resisten mejor. Pero los comunales se ven gravados, usarlos deviene más caro. El *parcours*, en todos estos pagos, deja de ser una práctica corriente. Los bosques, sean privados o comunales, se desgastan frente al uso intensivo que impulsan los estímulos comerciales y la presión demográfica. Estos fenómenos tienen, naturalmente, efectos sobre las grandes estructuras rurales.

I. PROPIEDAD Y PROPIETARIOS

El reparto de la propiedad en Lorena (1821-1840)

El fin de la existencia de la nobleza como clase distinta a la burguesía, la venta de los Bienes Nacionales y la debacle del patrimonio eclesiástico, la venta de comunales, la herencia igualitaria y el funcionamiento del mercado convencional de tierras transforman el reparto de propiedad que presentamos para el año 1789. *Grosso modo*, hacia 1821-1840, época de elaboración de los catastros, el reparto de tierras es el siguiente⁵⁰⁸.

Cuadro 16. El reparto de la propiedad en Lorena hacia 1821-1840

	Vosgos	Mosa	Mosela
Burguesía	52%	15%	34%
Productores	48%	85%	64%

Fuentes: ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

⁵⁰⁸ Estos porcentajes derivan del análisis de los catastros de Euville (1832), Malaumont (1831), Méliny-le-Grand (1821), Ménil-la-Horgne (1821), Vertuzey (1833) y Vignot en Mosa (1832); Créhange (1833), Hombourg-Haut (1837), Petit-Tenquin (1828), Pontpierre (1833) y Vahl-lès-Faulquemont (1833) en Mosela; Bettoncourt (1823), Baudricourt (1834), Chauffecourt (1834), Chef-Haut (1835), Gemmelaincourt (1821) y Lignéville (1840) en los Vosgos.

Cuadro 17. Tamaño de las propiedades en Lorena hacia 1821-1840

	Vosgos	Mosa	Mosela
Más de 30 hectáreas	33%	16%	28%
20 a 30 hectáreas	15%	8%	6%
10 a 20 hectáreas	15%	24%	15%
5 a 10 hectáreas	14%	19%	16%
1 a 5 hectáreas	16%	26%	28%
Menos de 1 hectárea	7%	6%	7%

Fuentes: ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Puede sorprender que en los Vosgos la propiedad burguesa se presente más extendida que la de Mosela; se trata de una ilusión de los guarismos. Como señalamos en un capítulo anterior, el departamento septentrional exhibe, al igual que en 1789, una estructura propietaria partida. Al oeste de una línea imaginaria que une Saint-Avold con Faulquemont encontramos una estructura fuertemente polarizada, idéntica a la de los Vosgos; la propiedad burguesa se eleva al 50% y las propiedades de más de 20 hectáreas ocupan más del tercio del suelo⁵⁰⁹. Estos valores se condicen con los que encuentra Reitel (1965) para el mismo período en las inmediaciones de Metz. Se trata de comunas donde la propiedad de la nobleza o el clero era muy importante antes de la Revolución. Allí, las grandes *fermes* son más corrientes y el parcelario describe una particularidad: entre los cantones tradicionales de campos alargados son frecuentes los grandes bloques de prados o labrantíos. Esta característica, fácilmente perceptible en los planos elaborados junto a los catastros, alcanza su paroxismo en la comuna de Momerstroff, donde las parcelas compactas ocupan más de la mitad de la superficie (ADMo 35P 469). Las propiedades de este estilo resultan muy atractivas para los inversores, son fácilmente delimitables, menos vulnerables a las anticipaciones y otorgan facilidades de cercado o conversión de cultivos⁵¹⁰. Con todo, la parte de los productores avanza en relación a los rentistas en comparación a 1789, si bien no es una progresión espectacular o, mejor aún,

⁵⁰⁹ Las cifras precisas son las siguientes. Menos de 1 hectárea, 8%; 1 a 5 hectáreas, 32%; 5 a 10 hectáreas, 10%; 10 a 20 hectáreas, 14%, 20 a 30 hectáreas, 4%, 30 hectáreas o más, 32%.

⁵¹⁰ En los contratos de arriendo loreneses clásicos, es decir, aquellos efectuados para la cesión de un *gagnage* compuesto por decenas e incluso centenas de parcelas de 10 a 50 áreas, el arrendatario se compromete a brindar, poco antes de concluido el plazo pautado, una descripción precisa de cada una de las parcelas contenidas en la propiedad. Es claro que en el marco del parcelario fragmentado el propietario pierde poder frente al arrendatario, en particular cuando el primero reside en una ciudad lejana e ignora los detalles de la propiedad, bien conocidos por los tomadores. Cfr ADV 5E2 111-114, 5E2 174-176, 5E2 312-318, 5E2 605, 5E2 671-677, 5E16 131-139, 5E16 404-412, 5E17 95-102, 5E136-144, 5E17 468-475.

revolucionaria. Al este, al compás de la pérdida de fertilidad de las tierras, la frecuencia de este tipo de parcelas retrocede, pero no desaparece. Esto explica la presencia de comunas donde la propiedad rentística es baja, del orden del 17 al 19 % (Pontpierre y Vahl-lès-Faulquemont) y la talla de las propiedades es menor⁵¹¹. Estas comunas de fuerte propiedad campesina se intercalan con otras que se adecúan más a la estructura polarizada que acabamos de describir. En Hombourg-Haut, comuna al este de la región estudiada, la burguesía controla el 43% de la tierra y las grandes propiedades representan un tercio del suelo. En general, aunque no exclusivamente, estas aldeas fueron la cabecera de algún antiguo señorío que conservó una reserva más importante y cedió en enfiteusis las tierras en comunas vecinas⁵¹².

La diferencia que señalamos para 1789 entre un valle del Mosa de pequeñas explotaciones y una planicie orientada a la *grande culture* encuentra su correlato en el tamaño de las propiedades. En Mosa, las propiedades de menos de veinte hectáreas ocupan tres cuartos de la superficie, mientras que en la meseta lorenesa ese porcentaje retrocede a poco más de la mitad (dos tercios a lo sumo en el noreste moselano). Estamos hablando de propiedades, no de explotaciones, pero no deja de ser ilustrativa esta diferencia: la estructura sobre la que se montan las explotaciones es, en la planicie, favorable a la conformación de unidades más grandes a través de la combinación de propiedades y arriendos⁵¹³.

En términos generales, la parte de los rentistas ha retrocedido, en particular en Mosa, donde las tierras del antiguo señorío de Commercy fueron enteramente comercializadas en 1791. No obstante, en aquella ocasión, el grueso de las compras de Bienes Nacionales fue perpetrado por la burguesía. Medio siglo más tarde, esos bienes se han desmigajado y han acabado en manos de los productores. El mercado de tierras es extraordinariamente dinámico: en Ménil-la-Horgne, entre 1817 y 1821, no hay un solo propietario que no haya alterado la composición de sus tierras (ADMe 3P 2433). Misma situación en Méligny-le-Grand, entre 1816 y 1821 (ADMe 3P 2400). En las actas del *bureau d'enregistrement* del cantón de Commercy, las operaciones de compraventa, muy numerosas, tienen una característica común: todas ellas se realizan en pequeñas

⁵¹¹ En Vahl-lès-Faulquemont y Pontpierre, el reparto es el siguiente. Menos de 1 hectárea, 7%; 1 a 5 hectáreas, 28%; 5 a 10 hectáreas, 29 %; 10 a 20 hectáreas, 19%; 20 a 30 hectáreas, 10%; más de 30 hectáreas, 7%.

⁵¹² Esta estructura se reproduce más al este, en el señorío de Fénétrange (Gallet, 1990).

⁵¹³ La ausencia de grandes propiedades no impide la conformación de grandes explotaciones, como ilustra el caso de Picardía (Gauthier, 1977).

porciones⁵¹⁴. Incluso, cuando se trata de una propiedad de algunas hectáreas, se la desarma en decenas de parcelas que son adquiridas por distintos oferentes (ADMe 35Q17-22, 35Q75-85)⁵¹⁵. En Mélny-le-Grand, la parte de la burguesía se reduce a la mitad (16% a 8%) entre 1813 y 1821.

La burguesía conserva mayor interés en las tierras más compactas de Mosela y más fértiles del Xaintois. Si tomamos en cuenta la superficie ocupada por el patrimonio del clero, la nobleza y la burguesía en 1789, los rentistas han disminuido su parte en Mosela y en los Vosgos, donde pasan del 61% al 52%. Este proceso de conversión de arrendatarios en propietarios o, en todo caso, del avance de la propiedad sobre la parte arrendada es frecuente en otras regiones de Francia como Île-de-France o el departamento de Haute-Marne (Clère, 1988; Moriceau y Postel-Vinay, 1994; Soboul 1979). El apego de los productores por la propiedad ha sido alguna vez descrito como un procedimiento irracional. Como dice Fabrice Boudjaaba (2008), hacer foco en la supuesta irracionalidad de un funcionamiento tan arraigado es una forma de nublar la comprensión del fenómeno. El historiador remarca que, en Vernon (Normandía), los residentes acceden al mercado en particular en sus etapas de juventud y siguiendo los lineamientos que determina su actividad económica. Así, los agricultores que heredan, por caso, parcelas muy dispersas, buscan en la medida de lo posible concentrarlas o acercarlas al caserío; en otras ocasiones se enajenan para facilitar el reparto hereditario. En Lorena, estos procedimientos son sumamente corrientes (Béaur, 1991b). A partir de cierta edad que ronda los cincuenta años, los residentes tienden a vender más de lo que compran. Este comportamiento responde a la posibilidad de explotar esos bienes que se reduce conforme al avance de la edad (cuando hay hijos adultos en el hogar, esa inflexión se retrasa un poco). La acumulación de tierras persigue el fin último de proveer recursos para solventar la vejez. En el caso de los pequeños propietarios, se obtiene a través de la venta mientras que los grandes propietarios pueden prescindir de la enajenación gracias a las rentas (Boudjaaba, 2008). Asimismo, en el transcurso de un ciclo de vida la inversión inmobiliaria es un mecanismo seguro de conservación del capital (Béaur, 1984). La compra de tierra, por

⁵¹⁴ En la Beauce, entre 1761 y 1790, en el área de Janville, zona de grandes explotaciones, las operaciones de compra-venta son dominadas (en superficie) por las grandes propiedades de más de 50 hectáreas mientras que en Maintenon, zona donde domina la pequeña explotación, son las transacciones de propiedades de menos de 5 hectáreas las que representan la mayor parte del mercado en superficie (Béaur, 1984).

⁵¹⁵ En 1867, una comisión de agricultura conformada por las autoridades departamentales estima, sobre la base de información provista por notarios, que la venta en pequeñas porciones produce una suma superior en un tercio a aquella realizada en grandes bloques (*Enquête agricole. Enquêtes départementales. 12° Circonscription. Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe*; 1867).

ende, si bien inmoviliza capital que podría ser reinvertido en una maximización (siempre hipotética) de beneficios, responde a una lógica material racional. Hay que remarcar, asimismo, que en economías que se autoabastecen en cereales, el impulso a maximizar no es comparable al que encontramos a partir del último tercio o cuarto del siglo XIX, momento en los mercados se encuentran más integrados gracias a las mejoras en la producción e infraestructura de transporte (Léon, 1978).

Las cifras de reparto entre burguesía y productores esconden un cambio notable, mucho más pronunciado en el Xaintois que en el norte, algo más excepcional. En los Vosgos se da una renovación parcial en la clase de los rentistas, los descendientes de las familias nobles venden sus propiedades a *laboureurs* enriquecidos que dejan el arado para vivir *bourgeoisement* de rentas⁵¹⁶. En Chauffecourt, los apellidos nobles, en 1789 en número de tres, han desaparecido medio siglo más tarde (ADV Edpt 99 1G2-4). En Frenelle-la-Grande, algunos nobles se deshacen de sus tierras a fines del siglo XVIII y, en 1829, el antiguo señor vende todo su patrimonio allí ubicado, patrimonio que había crecido con la adquisición de unas 30 hectáreas del clero en 1791 (Rothiot, 1998). En otras comunas, la parte de los antiguos linajes no supera el 10% (ADV Edpt 102 G4, 3P 746, 3P 2499). En Mosela, la morfología de la propiedad nobiliaria, formada por grandes bloques, a la vez que atrae a la burguesía urbana, dificulta la compra de los *laboureurs*, como sucediere en 1791. Hacia 1867, las inversiones en bonos de deuda pública no son para nada exóticos en la región: los productores buscan complementar su ingreso con rentas (*Enquête agricole. Enquêtes départementales. 12° Circonscription. Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe*, 1867).

Concentración de las propiedades

El retroceso de la propiedad rentística, ¿implica el fraccionamiento de las propiedades? Los detalles de las transacciones de tierras en Mosa abonan esta hipótesis. El declive de las grandes unidades es veloz en Mosa, en menos de una década retroceden unos diez puntos en estas dos comunas que abren sus territorios sobre la llanura que conduce a Bar-le-Duc (cuadro 18)⁵¹⁷. Mientras que las propiedades de menos de una hectárea permanecen estables en superficie, son las propiedades medias las que

⁵¹⁶ Fabrice Boudjaaba (2008) en Normadía (1750-1830) y Gérard Béaur (1991a) en la región de Chartres (siglo XVIII) encuentran que el grueso de las compras se financia con ahorros.

⁵¹⁷ Méigny-le-Grand y Ménil-la-Horgne son, de las comunas de la antigua bailía de Commercy, aquellas que registran la mayor extensión de propiedades de 20 hectáreas o más.

Cuadro 18. Evolución de las propiedades en Mosa (1813-1821)

	Méligny-le-Grand		Ménil-la-Horgne	
	1813	1821	1813	1821
Más de 30 hectáreas	22%	13%	39%	28%
20 a 30 hectáreas	12%	15%	7%	8%
10 a 20 hectáreas	26%	28%	33%	38%
5 a 10 hectáreas	22%	23%	11%	15%
1 a 5 hectáreas	15%	21%	8%	9%
Menos de 1 hectárea	3%	1%	2%	2%

Fuentes: ADMe 3P 2400, 3P 2433.

aprovechan el desmembramiento de las grandes unidades. Entre los residentes, el crecimiento del número de propietarios es exponencial en las dos últimas cotas. En Méligny-le-Grand, en 1813 cincuenta y nueve habitantes poseen cinco hectáreas o menos. En 1821, son noventa y cinco. En Ménil-la-Horgne, son cincuenta y nueve en 1813 y noventa y seis en 1821⁵¹⁸. Junto a la propiedad burguesa recula no sólo la gran propiedad sino también los propietarios de comunas distantes, que pasan de ocupar la séptima u octava parte a la vigesimoquinta o menos.

Cuadro 19. Evolución de las propiedades en los Vosgos (1789-1840)

	1789-1791	1821-1840
Más de 30 hectáreas	24%	33%
20 a 30 hectáreas	14%	15%
10 a 20 hectáreas	19%	15%
5 a 10 hectáreas	17%	14%
1 a 5 hectáreas	17%	16%
Menos de 1 hectárea	8%	7%

Fuentes: ADV Edpt 43 1G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G3-4, Edpt 189 1G7, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1F1, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

En los Vosgos, la evolución no es análoga. El paso de medio siglo muestra una tendencia a la concentración de la tierra en las cotas superiores a las 20 hectáreas⁵¹⁹. Todas

⁵¹⁸ La cota de menos de una hectárea registra el crecimiento más relevante. En ambas comunas, veinticinco residentes poseen una hectárea o menos en 1813. En Ménil-la-Horgne la cifra trepa a cincuenta y nueve en 1821 y en Méligny-le-Grand a cuarenta y cuatro. Hemos dejado de lado a los propietarios de aldeas vecinas ya que difícilmente no posean tierras en sus términos. Si los incluimos, su número permanece prácticamente invariable en Méligny-le-Grand (ciento diecinueve y ciento catorce) y pasa de ochenta y nueve a ciento veintiuno en Ménil-la-Horgne.

⁵¹⁹ En la Haute-Marne, si bien las grandes propiedades de más de 35 hectáreas retroceden, la cantidad de agricultores con más de 20 hectáreas propias avanza (Clère, 1988).

las franjas inferiores a las 20 hectáreas retroceden, algunas más que otras⁵²⁰. El número de propietarios de menos de 5 hectáreas aumenta, es decir que se pulverizan las pequeñas explotaciones (ADV Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3). En un escenario de demografía creciente y fragmentación de las pequeñas propiedades, el leve retroceso en superficie de las propiedades de menos de una hectárea permite comprender la presión que se vierte sobre los comunales⁵²¹. En la llanura lorenesa, los *laboueurs* aprovechan la primera mitad de siglo para aumentar sus patrimonios y empujar hacia arriba el reparto de la propiedad de la tierra en detrimento de las categorías medias y pequeñas. Es claro que la planicie lorenesa y el valle del Mosa se desplazan, en términos de propiedad sobre la tierra, en direcciones opuestas. Las explotaciones acompañan este movimiento.

II. LAS EXPLOTACIONES EN LORENA (1830-1850)

Evaluar el reparto de explotaciones en el siglo XIX no es una tarea sencilla. El paso de los impuestos fundados en las explotaciones en el Antiguo Régimen a aquel fijado sobre las propiedades durante la Revolución hace innecesaria la elaboración de *rôles d'impositions* con el detalle de la tierra trabajada por cada agricultor. Un análisis cuantitativo y extensivo deviene entonces imposible, sin embargo, distintos documentos permiten estimar el alcance de las grandes explotaciones.

Las explotaciones en Mosa

En Mosa, señalamos la escasa extensión de la propiedad burguesa lo que deja, indefectiblemente, poca tierra en arriendo. Si nos volcamos a los contratos de arriendo, notamos la misma particularidad que con las operaciones de compra-venta: predominan ampliamente los contratos por porciones pequeñas, mismo minúsculas. En Méligny-le-Grand, en 1807, Emmanuel Dieudonné Cueuillet de Bey arrienda sus 24,3 hectáreas de labrantíos y prados en ochenta y seis porciones tomadas por veintinueve arrendatarios distintos por valores comprendidos entre los 0,80 F y los 45 F. Sólo seis de entre ellas superan la hectárea y representan un cuarto de lo ofrecido; la práctica totalidad de los contratos no alcanza la media hectárea (ADMe 130Q4 3). Siempre en Méligny-le-Grand,

⁵²⁰ El movimiento es, ciertamente, más que secular. A partir del análisis de los *remembrements* de comienzos del XVIII de cuatro comunas de la llanura que envuelve a Vittel, Alain Jacquet (1998) encuentra que en los labrantíos las propiedades de menos de 10 hectáreas cubren el 58% de la superficie.

⁵²¹ Laurence Joignon (1992) calcula que un agricultor lorenes del siglo XIX, en el transcurso de su vida, en el mejor de los casos logre triplicar su propiedad. En un cálculo muy optimista, la independencia económica es un objetivo inalcanzable para todo aquel que conforma vía herencia o matrimonio una explotación menor a las 3 o 4 hectáreas.

en 1813, otros dos propietarios reparten 12,6 hectáreas de la misma naturaleza en cuarenta y dos parcelas arrendadas por veintisiete residentes⁵²². Es notable el esfuerzo que tiene que hacer Nicolas Fromont entre 1807 y 1811 para alquilar, en diecisiete porciones, algo más de una decena de hectáreas (apenas posee media en propiedad). Como François Lallemand, que arrienda a un rentista de Commercy en un solo contrato 13,2 hectáreas (formando con sus tierras una explotación de 16,35 hectáreas), puede considerarse un afortunado. El resto de los tomadores de tierra no logra obtener más de 3 hectáreas entre 1807 y 1813 (ADMe 130Q4 3-4).

No se trata de un caso excepcional ni pasajero, al contrario, constituye la regla. El Hospicio de Vignot ofrece, en 1810, 4,6 hectáreas de tierra y prado en diez porciones tomadas por beneficiarios distintos; en 1819 renueva conservando la metodología. Marie Kelsner, rentista en la misma comuna, reparte 2,45 hectáreas en catorce partes en 1820 (ADMe 37Q2). Siempre en Vignot, entre 1834 y 1841, 26,9 hectáreas de once propietarios se arriendan en ciento sesenta lotes distribuidos entre ciento once residentes. Sólo cuatro de entre ellos consiguen una hectárea o una hectárea y media; el resto cuenta sus arriendos en áreas. Nuevamente, una sola propiedad es ofrecida entera (aunque, naturalmente, compuesta por muchas parcelas): 13,55 hectáreas arrendadas por Philippe Blanchefort (quien en 1831 solo posee 37 áreas). En Ville-Issey, en los años 30, 10,6 hectáreas en cincuenta y seis porciones son tomadas por cuarenta y ocho residentes. En Aulnois-sous-Vertuzey y en Vertuzey, 67,6 hectáreas de diez propietarios se reparten en ciento cincuenta y cuatro lotes arrendados por ciento tres agricultores de ambas comunas. En el valle del Mosa, todas las aldeas registran contratos de este estilo (ADMe 35Q17-22, 36Q74-85)⁵²³. Escapan, además de algunas pocas propiedades dispersas por los términos, las *fermes isolées* procedentes de la propiedad clerical, como las 24,6 hectáreas que un notario de Commercy cede en alquiler en el antiguo territorio de la abadía de Rangéval (Corniéville, ADMe 36Q76). Estamos, de todos modos, lejos de las superficies que se arriendan en la planicie.

Los agricultores del valle del Mosa toman pequeñas parcelas en arriendo a propietarios privados y junto a los lotes, también pequeños, ofrecidos por las comunas (a precio de mercado) y a sus propiedades particulares logran formar una explotación modesta. De este modo, la estructura de explotación no difiere sensiblemente de la

⁵²² Cruzando ambas listas quedan cuarenta y siete tomadores para 36,9 hectáreas.

⁵²³ En 1790-1791, los bienes del clero se arriendan siguiendo la misma metodología (ADMe Q300-307, 574-577).

estructura de propiedad: la oferta es escasa y pulverizada por lo que son pocos los agricultores que pueden alquilar una decena de hectáreas o más para conformar unidades de más de 20 hectáreas. En Vignot, la propiedad rentística ocupa 162 hectáreas; los registros notariales permiten conocer el destino de 50 de entre ellas para el período 1832-1841⁵²⁴. Cruzando los datos con el catastro (1831) obtenemos los siguientes resultados.

Cuadro 20. Reparto de las explotaciones en Vignot (1831-1841)

	Superficie (en hectáreas)	Proporción	Agricultores
Más de 30 hectáreas	33,3	4%	1
20 a 30 hectáreas	23,7	3%	1
10 a 20 hectáreas	128,9	16%	9
5 a 10 hectáreas	146,5	19%	20
1 a 5 hectáreas	279	36%	117
Menos de 1 hectárea	60,3	8%	248
Indeterminadas	112	14%	
Total	783,7	100%	

Fuentes: ADMe 3P 4200, 35Q18-21, 35Q75-85.

Estos valores no deben ser tomados como exactos; las mutaciones en la propiedad no han sido tenidas en cuenta y pueden alterar el panorama, aunque, como señalamos previamente, no sería en favor de una concentración de las explotaciones, sino lo contrario⁵²⁵. Asimismo, ignoramos el reparto de algo menos de un sexto de la propiedad arrendada. Con todo, mismo suponiendo (lo que sería arriesgado) que toda esa tierra cuya forma de explotación desconocemos se arrienda en grandes porciones, la estimación ofrece una idea de magnitud de cómo se trabaja la tierra en el valle del Mosa en el segundo tercio del siglo: en Vignot las pequeñas y medianas explotaciones dominan ampliamente el término comunal. Así pues, resulta sensato retomar las cifras más precisas que brindan los catastros y concluir que en torno a los tres cuartos del suelo se encuentran en manos de las explotaciones familiares que hacen poco o ningún uso de mano de obra asalariada y que, cuando lo hacen, se limita a los momentos de grandes necesidades, en particular la cosecha del trigo y, algo menos exigente en trabajo, la avena. Esto implica, de mínima,

⁵²⁴ Los arriendos orales son una práctica corriente. En la estadística de 1852, las autoridades de los cantones de Void y Commercy evalúan en doscientas dieciséis las explotaciones cedidas sin contrato escrito. Naturalmente, esa cifra no puede ser exacta. ¿Qué control preciso pueden tener de aquello que no deja mucho rastro? Pero sí es un testimonio de que la práctica existe (ADMe 6M 323).

⁵²⁵ Cabe mencionar que más de la mitad de los arriendos que recuperamos (en superficie) son del período 1832-1834.

una conservación de la estructura productiva de 1789 pero, teniendo en cuenta el retroceso de la propiedad burguesa, resulta más plausible pensar en una progresión de la fragmentación de las grandes explotaciones y el progreso de aquellas de menos de 20 hectáreas.

Las explotaciones en la planicie lorenesa

En los Vosgos, las requisiciones napoleónicas han dejado rastros de la estructura de explotación en Poussay y Chauffecourt.

Cuadro 21. Reparto de las explotaciones en el Xaintois (1812-1814)

	Poussay (1812)	Chauffecourt (1814)
Más de 30 hectáreas	27%	36%
20 a 30 hectáreas	32%	45%
10 a 20 hectáreas	27%	0%
5 a 10 hectáreas	8%	19%
1 a 5 hectáreas	6%	0%
Menos de 1 hectárea	0%	0%

Fuentes: ADV Edpt 99 1D1, Edpt 364 1D1.

Las pequeñas explotaciones parecen subestimadas, aunque, tenidas cuentas de los *États de section* y los catastros, difícilmente superen la décima parte del suelo. En Chauffecourt, las grandes explotaciones ocupan los cuatro quintos de la superficie mientras que en Poussay su lugar es algo menor, seis décimos. Siendo que el promedio que elaboramos para 1780 se ubica en torno a los valores de Poussay o a los siete décimos, es claro que las explotaciones no se han fragmentado y hasta incluso pueden haberse concentrado. A diferencia de Mosa, en los Vosgos los contratos de arriendo de grandes porciones de tierra son ampliamente dominantes; los propietarios privados rara vez, por no decir nunca, fraccionan sus posesiones y disponen, en el *corpus* escrito del acuerdo, la interdicción de los subarrendamientos. En Maziroto, en 1831, Nicolas Grandgeorge alquila su propiedad de 79 hectáreas a Nicolas Renaud, *laboureur* (ADV 5E16 135). En Mirecourt, Jacques Lhuillier cede a su hermano 32,3 hectáreas (9,6 ha. forestadas) por noventa y nueve años (ADV 5E16 131). En Villers, son casi 41 hectáreas las que alquila en 1834 el Hospicio de Mirecourt a dos *laboueurs* en un solo contrato (ambos son responsables del pago del total del canon, ADV 5E16 138). En Chef-Haut, en 1835, un *gagnage* de 18 hectáreas también procedente de instituciones religiosas (ADV 5E16 139). En Juvaincourt, el Hospicio opta por arrendar sus 43 hectáreas en cuatro partes de algo

más de 10 hectáreas cada una (ADV 5E16 138). Lejos estamos de la pulverización que realizan, instituciones de la misma índole, en el departamento vecino de Mosa. En esta región, los contratos de arriendo por superficies menores a las tres hectáreas se explican por el patrimonio del arrendador (no posee más tierra que eso).

La estadística elaborada en 1836 permite ver el impacto de estas formas de cesión de la tierra. En ella, las comunas informan cuántas hectáreas ocupa una explotación considerada grande, cuántas una mediana y cuántas una pequeña.

Cuadro 22. Explotaciones grandes, medianas y pequeñas en los Vosgos en 1836 (en hectáreas)

	Grande	Mediana	Pequeña
Bettoncourt	27,59	19,34	9,17
Biécourt	39,7	21,46	7,15
Blémerey	80	50	30
Boulaincourt	-	30	15
Chef-Haut	27	12	6
Domèvre-sous-Montfort	10	8	5
Estrennes	10	6	2
Frenelle-la-Petite	60	40	20
Gemmelaincourt	40	25	12
Gironcourt	60	43	29
Juvaincourt	40	18	4
Marainville	75	56	13
Mattaincourt	30	20	13
Maziroit	60	5	0,4
Pont-sur-Madon	64	43	16
Poussay	70	50	30
Ramecourt	24	20	16
Remoncourt	60	40	20
Rozerotte	45	30	18
Saint-Menge	225	60	15
Saint-Prancher	11,45	7	5
Totainville	36	-	-
Villers	36	15	10
Vittel	100	17	12
Vroville	54	20	6,5

Fuentes: ADV 6M 1683-1744.

A pesar del retroceso de la propiedad rentística, en los Vosgos, en sintonía con el movimiento de los tamaños de las propiedades, las explotaciones se desplazan hacia arriba en su talla promedio, continuando la tendencia que señalamos para el siglo XVIII. En Saint-Menge, en 1776, la explotación más grande concentra 31,3 hectáreas; más de

medio siglo más tarde, la impresionante cifra de 225 hectáreas (ADV C135). En Gemmelaincourt, el salto va de las 28 hectáreas en 1788 a las 40 en 1836 (ADV 3E170). En Gironcourt, de 37 a 60 hectáreas (ADV B1999). En Poussay, entre 1812 y 1836, la explotación más grande crece casi en un tercio, pasando de 53 hectáreas a 70 (ADV Edpt 364 1D1). Ciertamente, en Villers no hay cambios en la talla de las unidades más grandes entre 1773 y 1836 mientras que en Bettoncourt pierden más de la mitad de su superficie, pasando de 66 hectáreas en vísperas de la Revolución a sólo 27 al momento de realización de la encuesta (ADV B244, Edpt 57 CC2). Estos casos de retroceso son pocos; algo más numerosas son las explotaciones grandes comprendidas entre las 30 y las 40 hectáreas lo que no difiere sensiblemente de la situación de 1789. No obstante, las respuestas más frecuentes arrojan cifras superiores a esos valores, muchas veces ampliamente superiores. Esto, que puede sugerir un avance de las grandes explotaciones sobre el total cultivado, ciertamente significa que al menos se han concentrado en la capa superior, desplazando a las unidades de 10 a 20 hectáreas, pero también a aquellas de 20 a 30. En ese sentido, es muy significativo que dos tercios de las comunas que brindan respuestas completas señalan que una explotación reputada como mediana ocupa 20 hectáreas o más; medio siglo atrás esa *ferme* hubiese pasado por grande.

En Mosela, las explotaciones de más de 50 hectáreas, montadas sobre la propiedad nobiliaria o clerical formada por grandes parcelas todavía perceptibles en el catastro, está, en vísperas de la Revolución, más difundida que en el Xaintois. En 1852, los cantones elaboran estadísticas relativas a la distribución de las explotaciones.

Cuadro 23. Explotaciones en los cantones de Grostenquin y Faulquemont (en cantidad)

	Grostenquin	Faulquemont
Más de 100 hectáreas	15	12
50 a 100 hectáreas	54	56
20 a 50 hectáreas	65	32
10 a 20 hectáreas	64	12
5 a 10 hectáreas	150	27
Menos de 5 hectáreas	2900	34

Fuente: ADMo 258M1

Desafortunadamente, la estadística se centra en la cantidad de explotaciones y no en la superficie que ocupan. Pero no deja de ser ilustrativa del panorama rural moselano. El contraste en las franjas de menor extensión indica que la estadística fue mal completada por las autoridades de Faulquemont; pero en las franjas superiores los datos son

verosímiles⁵²⁶. Estos guarismos son un testimonio de aquello que mencionábamos para el reparto de la propiedad: las grandes explotaciones están bien representadas gracias a la existencia de grandes propiedades rentísticas. Una simple proyección de estos valores arroja que las explotaciones de más de 50 hectáreas cubren en estos cantones un tercio del suelo y sumando las medianas fácilmente alcanzamos los valores de 1789 en lo que respecta a las explotaciones de 20 hectáreas o más. En 1867, con motivo de una encuesta agrícola, varios agricultores son convocados por las autoridades departamentales para dar su testimonio. Ofrecen datos dispersos del tamaño de sus explotaciones que se condicen con lo que vemos tanto en la estadística de 1852 como en los catastros. En Faulquemont, un propietario cultiva 102 hectáreas, algo más del 10% del suelo agrícola. En Bistroff, el arrendatario de la ferme de Bischwald encabeza 280 hectáreas de tierra y prado; su contrato incluye otras 210 hectáreas de estanque que, luego de estar dos años cubierto por agua, es drenado para su uso agrícola (en una proporción no señalada). Contando sólo las tierras no cubiertas por agua, su explotación ocupa por sí sola el tercio de la superficie de la comuna (la mitad con el estanque). Cerca de allí, en el mismo cantón (Grostenquin), un fermier de 50 hectáreas (que explota desde 1845) en Morhange. En el cantón de Saint-Avold, una explotación de 100 hectáreas en Faréberswiller (un quinto del término) y otra de 75 hectáreas en Hoste. En el cantón de Pange, un propietario en Puche dice estar dispuesto a arrendar sus 70 hectáreas en fragmentos medianos puesto que estima que así el suelo estaría mejor cultivado; no obstante, en el contrato vigente las cede todas juntas. También en Pange, en Chailly-sur-Nied, un *laboureur* toma 77 hectáreas. Encontramos algunos ejemplos más modestos, lógicamente. Siempre en el cantón de Pange, 22 hectáreas de un agricultor propietario en Aube y, en el cantón de Boulay y una *ferme* de 35 hectáreas en Hinckange (*Enquête agricole. Enquêtes départementales. 12° Circonscription. Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe; 1867*). Tenidas cuentas de la similitud en la propiedad rentística del Xaintois y Mosela, y a sabiendas de la existencia de grandes propiedades compactas en este último departamento, parece claro el dominio de las explotaciones de más de 20 hectáreas en la región y, acaso, de aquellas de más de 50 hectáreas. Si bien las explotaciones de esta talla ya están presentes en los *rôles d'impositions* de fines del XVIII, las unidades realmente grandes, de más de una centena de hectáreas, son más frecuentes en el siglo XIX. Si un avance de las explotaciones de más de 20 hectáreas es verosímil, en Mosela ciertamente somos testigos de una

⁵²⁶ En los cantones de Saint-Avold y Boulay, los datos de la economía rural son inutilizables.

concentración de las grandes unidades que se desplazan desde la franja comprendida entre las 20 y las 40 hectáreas a volúmenes superiores. Hay que señalar, no obstante, que en aquellas comunas del noreste departamental donde la gran propiedad no se encuentra firmemente asentada (Vahl-lès-Faulquemont, Pontpierre, Saint-Avold), el tamaño de las explotaciones posiblemente retroceda.

* * *

La divergencia entre el valle del Mosa y el llano lorenés que señalamos para 1789 subsiste medio siglo más tarde. En Mosa, la parte de la burguesía retrocede junto a las grandes propiedades (que tienden a ubicarse entre las 20 y las 50 hectáreas). Como correlato de esta propiedad fragmentada, las explotaciones rara vez superan las 20 hectáreas y la agricultura de base familiar domina apuntalada en los bienes comunales y la derrota de mieses. En el llano, en cambio, el retroceso de la propiedad burguesa, real, es más modesto. En todos los casos, estos avances de los productores se dan a través de los mecanismos convencionales: mercado de tierras, matrimonios. Las grandes ventas de 1791 y, en menor medida, 1813-1816, cuyo rol acaso más destacado es la inyección masiva y abrupta de tierras en el mercado, no benefician a los productores, al menos de forma inmediata. En particular en los Vosgos, la propiedad nobiliaria y clerical, formada por parcelas más pequeñas que las de sus pares moselanos, ha retrocedido fuertemente en beneficio de una nueva franja de rentistas provenientes del sector productivo. En Mosela, inmensas propiedades de varias centenas han sido conservadas por la nobleza o por la burguesía de mercaderes y profesionales urbanos. Antes de 1789, las explotaciones de más de 20 hectáreas representan, en estos dos departamentos, porciones importantes del suelo (en torno al 70%). La documentación del XIX impide un análisis preciso del reparto territorial, no obstante, si de mínima esta estructura se mantiene, un avance de la misma es verosímil. Estaríamos ante una progresión modesta, ¿cuánto más pueden cubrir? Lo que sí es claro es que las categorías medias retroceden en beneficio de las grandes unidades productivas de 40 hectáreas o más. Las explotaciones medias, que dependían más que las grandes del pastoreo en comunales y de la derrota de mieses, reculan. El acaparamiento de los renadíes estimula, en el llano, el enriquecimiento de los *laboueurs* más ricos. Asimismo, no deja de ser remarcable el estancamiento de las pequeñas explotaciones de menos de cinco hectáreas que cubren superficies similares, mismo idénticas, a las de 1789. Pero la cantidad de propietarios residentes crece: las pequeñas explotaciones se pulverizan. En la planicie, la polarización social se acentúa.

III. PRODUCCIÓN Y PRODUCTIVIDAD

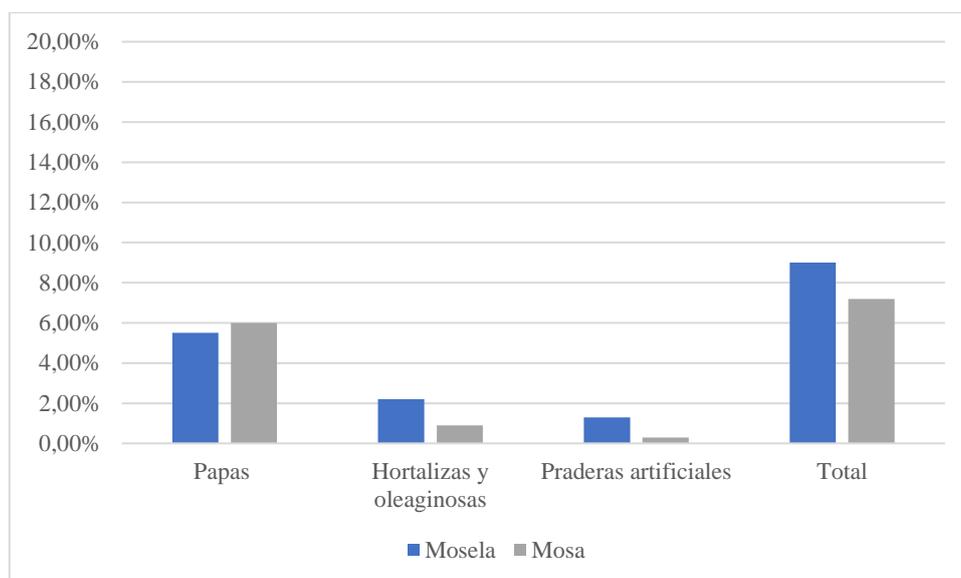
Convencionalmente, la historiografía ha vinculado el retroceso de los derechos colectivos con la introducción de nuevos cultivos y el auge de la productividad (Hilton Root, 1987; North, 1991; Rosenthal, 1992). Se ha sostenido que la derrota de mieses impide el avance de cultivos distintos a los granos convencionales ya que los rebaños y los cosechadores no respetan los distintos tiempos de maduración (Festy, 1947; Grantham, 1980). Asimismo, la falta de derechos excluyentes, se ha postulado, desestimula la inversión en las tierras condenando la productividad al estancamiento. En los últimos treinta años, numerosos estudios han cuestionado este supuesto señalando la capacidad del *openfield* de incorporar los avances que antes se creía eran monopolio de los campos cerrados (Allen, 1992, Béaur y Chevet, 2017).

Nuevos cultivos en Lorena

Bloch (1931) señalaba, con razón, que aquellos cultivos que, por comodidad, calificamos de novedosos, no siempre lo son. Se trata, en realidad, de la conquista de los labrantíos por parte de las especies cuidadosamente cultivadas en los jardines. Lógicamente, las variedades cambian en las distintas regiones, tanto en comparación al resto del reino como al interior de Lorena. En general, en la provincia del noreste, hacia mediados de siglo, fuera de los granos, los pastos (naturales), el cáñamo y la viña, producciones que podríamos rotular de clásicas o dominantes, han hecho notables progresos el lino, el lúpulo, la papa, la remolacha, el tupinambo, hortalizas diversas (zanahorias, coles, guisantes, arvejas, vicias, lentejas), las oleaginosas (colza, nabo), el trébol, la esparceta y la alfalfa. Las estadísticas tienden a reagrupar las hortalizas junto a los tupinambos en dos categorías (verdes y secas) y a distinguir el resto. Para facilitar la exposición, agruparemos los cultivos en tres categorías. Papas, por un lado, hortalizas, remolacha, lino, tupinambos y oleaginosas por el otro y, finalmente, aquellas plantas que constituyen lo que se denomina praderas artificiales (trébol, esparceta, alfalfa)⁵²⁷. Las últimas son utilizados para el alimento de los animales (el trébol es a veces enterrado con el arado para fertilizar), la primera y segunda categoría alimentan tanto a hombres y mujeres como animales. El lino, naturalmente, se utiliza para tejidos. El gráfico 9 sintetiza

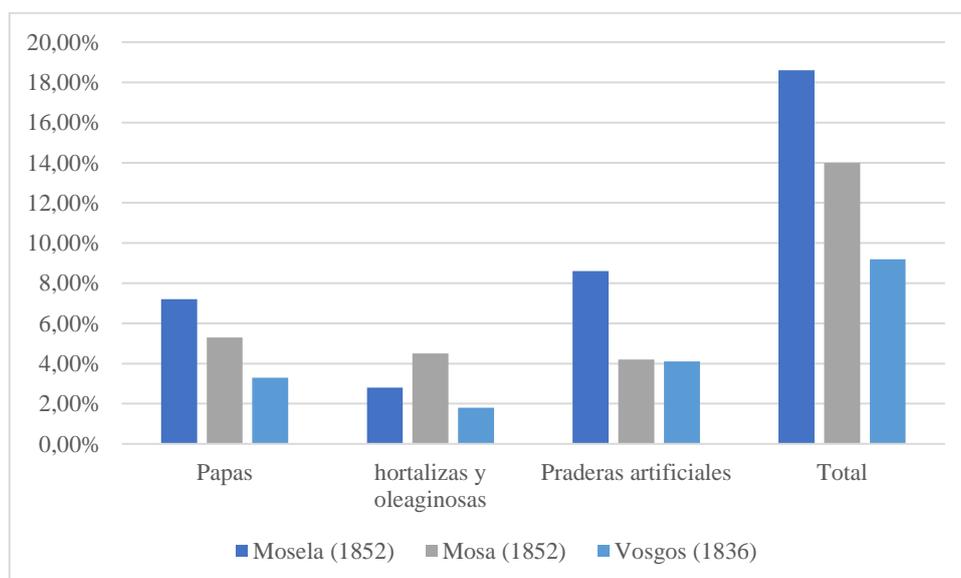
⁵²⁷ En rigor, las vicias también son consideradas un cultivo de pradera artificial puesto que se usan para el alimento del ganado. Pero las estadísticas las engloban muchas veces junto a las hortalizas y legumbres, por lo que no podemos más que utilizar esas cifras tal como nos llegan.

Gráfico 9. Proporción de cultivos sobre el total de labrantíos en Lorena (1802-1803)



Fuentes: *Annuaire statistique du département de la Meuse: formé pour l'An XII*, 1803; Colchen, 1802.

Gráfico 10. Proporción de cultivos sobre el total de labrantíos en Lorena (1836-1852)



Fuentes: ADMe 6M 323; ADMo 285M1; ADV 6M 1676-1744.

la situación de estos cultivos entre 1802 y 1803 en dos departamentos; el gráfico 10 para 1836 y 1852 en los tres departamentos⁵²⁸. La comparativa, que debe ser tomada con

⁵²⁸ Las estadísticas de comienzos de siglo refieren a los departamentos en su totalidad. El prefecto Desgouttes de los Vosgos no ofrece cifras para el departamento (Desgouttes, 1801). Para el período subsiguiente, en los Vosgos, la estadística de 1836 ofrece resultados por comuna. Hemos trabajado con las siguientes comunas: Ambacourt, Baudricourt, Bazoilles-et-Ménil, Bettoncourt, Biécourt, Blémerey, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Dombasle-en-Xantois, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien,

cautela puesto que para comienzos de siglo es imposible obtener cifras por cantón, es sin embargo concluyente. En todos los casos, el cultivo de papas no muestra grandes progresos desde comienzos de siglo (apenas dos puntos porcentuales en Mosela). Este estancamiento podría ser algo ilusorio si se lo compara con décadas anteriores. En Mosela, el prefecto Colchen (1802) señala que es un cultivo de generalización reciente; antes de 1794 no era especialmente practicado. El prefecto Marquis (1804), del vecino departamento de Meurthe, comparte esta opinión. No obstante, en el Ducado de Lorena, estos cultivos abonaban diezmo desde 1715 (Blanche et al., 1937). Algunas actas judiciales dan fe de su implantación anterior a la Revolución. En la comuna de Ambacourt, Vosgos, se realizan reprensiones de animales por destruir cultivos de papas en 1776 (ADV B763). En Mosela, sucesos similares en Adelange y Faulquemont en 1785 (ADMo B6506). Guy Cabourdin (1984) la considera más extendida ya en el siglo XVIII, en particular en los Vosgos, aunque parece referirse a la montaña. En este departamento, la documentación dispersa permite ver una evolución favorable a este cultivo. En Poussay, en 1812, se dedican 1,4 hectáreas a este cultivo; en 1836 la superficie se ha multiplicado por cinco sin con ello superar el 2% de los labrantíos (ADV Edpt 364 1D1). En Blémerey, la hectárea cultivada con papas en 1821 es aumentada a cuatro quince años más tarde (ADV Edpt 1D3). En Saint-Prancher, unas 3 hectáreas en 1788 son convertidas en 20 en 1836, 6,5% de los labrantíos, progreso ciertamente más remarcable (ADV Edpt 440 BB1). Si el cultivo es antiguo, parece avanzar lentamente a lo largo de un siglo⁵²⁹. Las hortalizas y oleaginosas registran un progreso más marcado en el departamento de Mosa conservando un lugar más modesto en el llano.

Pero el avance más notable es, sin lugar a dudas, el de las praderas artificiales: trébol, alfalfa y esparceta, en particular en la planicie⁵³⁰. Este tipo de cultivos es el fetiche

Domvallier, Estrennes, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Girovillers, Haréville, Hymont, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Maziro, Ménil-en-Xantois, Oëlleville, Offroicourt, Pary-sous-Montfort, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Remicourt, Remoncourt, Repel, Rouvres-en-Xaintois, Rozerotte, Saint-Menge, Saint-Prancher, They-sous-Montfort, Thiraucourt, Totainville, Villers, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vroville. En Mosa y Mosela, la estadística de 1852 ofrece resultados por cantón. En Mosa, los cantones seleccionados son Commercy y Void. En Mosela, Boulay, Faulquemont, Grostenquin y Saint-Avoid.

⁵²⁹ El retroceso aparente en Mosa ilustra el riesgo de comparar cifras del departamento, muy generales y vagas con las de cantones o comunas, ciertamente más precisas. Hacia 1881, el valle del Mosa no se destaca por su producción de tubérculos, a diferencia de otras regiones de la llanura del mismo departamento. El promedio general perjudica al cantón en la comparativa 1803-1852 (Joanne, 1881).

⁵³⁰ Carecemos de estadísticas para los Vosgos, no obstante, es muy notorio el progreso de estos cultivos en las actas de la justicia rural. Totalmente ausentes hacia 1789, devienen un sitio corriente de delitos en el transcurso del siglo XIX (ADV 4U16 32-35). Esta evolución es igualmente constatable en las actas de Mosa (ADMe 4U26 53-55, 55U1)

de agrónomos y parlamentarios del siglo ilustrado (AN H1515). Es uno de los pocos objetos en los que el *Code rural* realiza algún tipo de reforma: desde 1791 están exentos del régimen de derrota de mieses (Pérot, 1865). En Mosela, el cultivo del trébol antecede a la Revolución y se realiza en parcelas no cercadas. Las actas de justicia de las comunas del prebostazgo de Faulquemont registran contravenciones efectuadas sobre praderas artificiales en 1785 (ADMo B6506). En Alsacia, en Borgoña y en Flandes, entre otros, estos cultivos progresan en los campos abiertos a lo largo del siglo ilustrado (Béaur, 2000; Moriceau, 1999). Las praderas artificiales se realizan en las tierras de labranza; no ganan terreno sobre los prados naturales que conservan sus pastos. El trébol, que en el Xaintois representa más de los dos tercios de los prados artificiales, es sembrado en marzo entre las avenas, lo que lo protege de los animales. Permanece en el suelo unos dieciocho meses, dando, en condiciones normales, tres cosechas: la primera en septiembre (luego de la cosecha de la avena) y la segunda y tercera en junio y septiembre del año siguiente (AN F10 324; Dombasle, 1825; Moriceau, 1999)⁵³¹. El trébol no crece bien si se lo planta dos ciclos seguidos en la misma tierra, de modo que no puede nunca ocupar más de la mitad del barbecho y, en un régimen trienal, retorna a la misma parcela cada seis años (Lepage y Charton, 1845). Las actas de justicia dejan entrever que las praderas artificiales, como también las papas y las hortalizas, se cultivan en cantones determinados al interior de la hoja de cultivo correspondiente: los delitos sobre estos cultivos cometidos en un mismo año se sitúan siempre en el mismo cantón (ADMe 55U1, 4U26 54-55; ADV 4U16 34-35). Al reducirse la extensión de vigilancia, se facilita su protección de los rebaños que ingresan en los barbechos en derrota de mieses, protección que puede ser reforzada por una *embannie* si estos cantones se encuentran enclavados en zonas de pastoreo (ADMe ED 94 3, L2307, 55U1, 4U 26 55; ADV 4U 16 35). Esta práctica supone cierto acuerdo entre los productores que es posible que se vea facilitado por la concentración de las tierras y la división de comunales. Los antiguos *pâquis* constituyen cantones en sí mismos en los que todos tienen una parcela, multiplicación de voces que sin embargo también significa que todos gozarán de los frutos del nuevo cultivo. En 1819, en Mirecourt, dos contravenciones sobre tréboles se producen, en agosto y septiembre, en

⁵³¹ A veces se los siembra luego del trigo. La alfalfa y la esparceta permanecen entre cuatro y ocho años en el mismo lote. De esto se desprende que el trébol se adapta mejor a la rotación trienal lo que explica su mayor difusión (Lepage y Charton, 1845). La esparceta rinde mejor en suelos ligeros pero el trébol blanco también se adapta bien (Dombasle, 1821; Prudhomme, 1893). Las estadísticas de 1852 no brindan detalles de la extensión de cada uno de estos cultivos que aglomeran bajo el rótulo de praderas artificiales. En el tribunal de la justicia de paz de Commercy, entre 1834 y 1841, los delitos en trébol totalizan veintiocho casos, aquellos cometidos sobre esparceta veinte y alfalfa, dieciocho (ADMe 55U1).

un cantón que porta el nombre de *Pâquis du bois du four*, presumiblemente propiedad comunal hasta la Revolución (ADV 4U16 34). Pero la extensión de los nuevos cultivos en Mosa sugiere que estos dos aspectos no son un elemento limitante; es cierto sin embargo que allí el arriendo de comunales en pequeños lotes puede suplir al reparto al menos en lo que refiere a un cantón delimitado del resto de los cultivos y con una participación de muchos agricultores. En última instancia, el control político del municipio juega su rol: es el alcalde el que indica al pastor dónde debe llevar al rebaño comunal.

La legislación de 1791 ofrece mecanismos de represión a toda agresión que puedan sufrir las praderas artificiales; no obstante, su desarrollo es anterior a la Revolución en numerosas regiones de Francia. ¿No brindaban ya protección jurídica suficiente las antiguas costumbres al limitar la derrota de mieses a las zonas desprovistas de cultivos (Meuvret, 1969)? En los años 80 del siglo XVIII, el Parlamento de Nancy sostiene que, si la costumbre especifica que las tierras cultivadas no pueden ser pastadas, las praderas artificiales se encuentran, por ende, protegidas. No obstante, elaboran proyectos de resolución que especifican la prohibición sobre estos cultivos (AN H1515). Los tribunales se adelantan a los legisladores y sancionan, en Mosela, las incursiones de los rebaños en los prados artificiales (ADMo B6506). Así pues, el artículo de 1791 referido a las praderas no genera revuelos porque, en términos prácticos, nada altera. En Lorena, los prados artificiales ocupan hasta el siglo XIX superficies reducidas y no precisan del *Code* para su protección que, en los hechos, depende más de la infraestructura policial, pobre antes y después de 1789, que de la normativa que puede ser adaptada por los tribunales. En la protección de estos cultivos, más relevante que la legislación son las prácticas agrícolas que describimos. La generalización de las praderas artificiales ocurre algunas décadas después de la promulgación del *Code* y la derrota de mieses no es un impedimento para su progreso (Juillard, 1953; Meuvret, 1969). Hacia mediados del siglo XIX, los barbechos ocupan la mitad de la superficie que ocupaban en vísperas de la Revolución, reduciendo el espacio destinado a la derrota de mieses sin dejar rastro de grandes conflictos.

Productividad del grano

Cuadro 24. Rendimientos del grano en Lorena hacia 1741-1750 (en hectolitros a la hectárea)

	Trigo*	Avena*
Vosgos	12 (17)	15,4 (13)
Mosela	10,5 (19)	20,15 (3)
Mosa	8,2 (8)	11,7 (4)

*Entre paréntesis: cantidad de comunas censadas.

Fuentes: AN KK 1164-1168; Morineau, 1970.

Cuadro 25. Rendimientos del grano en Lorena hacia 1836-1852 (en hectolitros a la hectárea)

	Trigo	Avena
Vosgos	15,1	16,2
Mosela	14,9	22,3
Mosa	10,5	13,4

Fuentes: ADMe 6M 323; ADMo 285M1; ADV 6M 1676-1744.

Luego de un siglo, la productividad a la hectárea muestra algunos progresos⁵³². En el trigo, el llano ha hecho los avances más notables mientras que en la avena es Mosa el departamento que aventaja, aunque sin destacar, siendo los progresos en esta área más moderados. El aumento del rendimiento a la hectárea en Lorena se inscribe bien en los lineamientos generales de la Francia septentrional para el período 1700-1840. Son algo superiores a los del *Soissons* (Picardía), similares a los de Oise y el *Cambrésis* (Nord) y más modestos que los de otras zonas de Picardía como Vervins o del Nord (Chevet, 1998). El estancamiento del que habla Michel Morineau (1970) no se verifica ni en Lorena (en el trigo) ni tampoco en múltiples regiones de la Francia septentrional; no obstante, el rótulo de revolución agrícola para un progreso del orden del 25 al 50% en un siglo y medio puede resultar algo exagerado⁵³³.

¿Cómo se reparten cronológicamente las variaciones en el rendimiento lorenés? Hoffman (1996) habla de un estancamiento de los factores totales de producción en la

⁵³² Hemos retenido las cifras de 1741-1750 y no las de 1731-1740, más elevadas y utilizadas por Michel Morineau (1970) para sostener la idea de un estancamiento de la producción en la centuria que sigue. Gérard Béaur (2000) señala que todo parece indicar que se trata de años de rendimientos excepcionales, mientras que aquí buscamos comparar lo que en el Antiguo Régimen se llamaba *année commune* o *année ordinaire*, es decir una cosecha que no se destaca por sus rendimientos elevados o bajos con respecto a las que la anteceden inmediatamente. El historiador sin embargo remarca que en los hechos esta noción parece referirse a una cosecha algo superior a las cosechas promedio. En 1852, las encuestas brindan datos para ese año y para lo que estiman un año común (en general, cifras coincidentes). Los valores de 1836, en cambio, son los de ese año.

⁵³³ Las diferencias entre los resultados encontrados por Michel Morineau y los nuestros no solo se explican por el punto de partida que hemos tomado. Además, cabe mencionar que, para la comparación en la baillía de Mirecourt, el autor toma las cifras del *arrondissement* homónimo en 1840. Sin embargo, esta circunscripción incluye numerosos cantones de la *Vôge*, zona considerablemente menos fértil que el llano. Nuestra comparación toma solo las comunas de la llanura.

segunda mitad del siglo XVIII, entre ellos, el producto a la hectárea⁵³⁴. Las pocas cifras que brindan algunos cuadernos de quejas para 1789 abonan esta hipótesis: el despegue de la agricultura lorenesa se habría producido en el siglo XIX (Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907). Esto permite una cierta reconciliación con la idea de una revolución agrícola, aunque seguimos hablando de un 50 % (en el mejor de los casos) en medio siglo. La diferente evolución del trigo y la avena permite pensar que el crecimiento no se explica por consecuencias directas relacionadas con los usos ejercidos sobre los labrantíos, uniformes para ambos cultivos. Más relevante es el trébol que, al ser cultivado junto a la avena, enriquece la tierra que luego será sembrada con trigo⁵³⁵. Además, las praderas artificiales favorecen la producción de paja y, al reemplazarla en la alimentación del ganado, aumentan la parte disponible para una mejor elaboración de los lechos de los animales, mejorando la salubridad del granero y el aprovechamiento de las secreciones (Chevet, 1998).

Demografía animal

Realizar una estimación de la población animal presenta numerosos desafíos. En primer lugar, como señalamos en un capítulo anterior, ésta fluctúa a lo largo del año. En segundo lugar, las delimitaciones territoriales sobre las cuales se realizan las estadísticas cambian en 1800. Tercero, los rebaños sufren las guerras: las requisiciones (o consumo de animales por miedo a ellas) diezman los *stocks*. No hay que descartar que algunas comunas, en particular en tiempos de guerra, brinden datos falsos con el afán de evitar imposiciones *ad-hoc* (Moriceau, 1999). Por último, las variaciones en la cantidad de animales pueden ocultar alteraciones en su peso y en su calidad. Las estadísticas indican que las razas no sufren grandes cambios; mayores dudas se ciernen sobre el peso de los animales, mal informado para el siglo XVIII y comienzos del XIX. Los testimonios de mediados del siglo XIX lo estiman estable para Mosa y los Vosgos (salvo los caballos que habrían aumentado su peso) y crecientes en Mosela (André, 1851; Lepage y Charton, 1845; Prudhomme, 1893). Todas estas acotaciones, que deben ser tenidas en cuenta, no nos impiden una exposición cuantitativa. Sí nos obligan, en la medida en que la documentación lo permite, a multiplicar los datos brindados con el propósito de evitar o matizar sesgos.

⁵³⁴ Ver capítulo 2, nota al pie n°92.

⁵³⁵ Esta afirmación es igualmente válida para la alfalfa y la esparceta (Lepage y Charton, 1845).

Cuadro 26. Número de animales cada mil hectáreas en Lorena (1795-1852)

Departamento	Circunscripción	Año	Caballos	Bovinos	Ovinos	Puercos
Mosela	Metz (<i>Arrondissement</i>)	1809	105	130	416	s. d.
	Sarreguemines (<i>Arrondissement</i>)	1809	66	136	251	s. d.
	Grostenquin (Cantón)	1852	122	260	337	156
	Saint-Avold (Cantón)	1852	62	222	149	78
	Boulay (Cantón)	1852	171	234	367	142
	Faulquemont (Cantón)	1852	125	237	298	143
Vosgos	Mirecourt (Cantón)	1795	121	145	319	70
	Vittel (Cantón)	1795	68	86	237	25
	Mirecourt (<i>Arrondissement</i>)	1809	111	182	387	s. d.
	Mirecourt (<i>Arrondissement</i>)	1836	126	160	184	s. d.
	Mirecourt (Cantón)	1836	180	185	297	s. d.
	Vittel (Cantón)	1836	154	147	211	s. d.
	Mirecourt (Antigua bailía)	1836	176	193	123	168
Mosa	Commercy (Antigua bailía)	1794	112	134	s. d.	s. d.
	Commercy (Distrito)	1795	113	140	206	59
	Commercy (<i>Arrondissement</i>)	1809	94	101	378	s. d.
	Commercy (Cantón)	1852	90	116	340	171
	Void (Cantón)	1852	83	105	301	120

Fuentes: ADMe L458, AN F10 22b, F10 508-512, ADMe 6M 323; ADMo 285M1; ADV 6M 1676-1744; Lepage y Charton, 1845.

Algunas tendencias claras emergen de estos guarismos. En Mosela, la población equina crece considerablemente en tres de cuatro cantones entre 1809 y 1852. La población bovina, por su parte, aumenta en todos los cantones moselanos censados. La población ovina, en cambio, cae sensiblemente. En la llanura de los Vosgos, la evolución es análoga: crecimiento sostenido de equinos y bovinos y retroceso de ovinos. Podemos agregar, en este departamento, un marcado aumento en la población porcina y remarcar que el crecimiento de los bovinos es más modesto que el de Mosela⁵³⁶. En Mosa, en cambio, la tendencia es la opuesta. Entre 1794 y 1852, el número de caballos y bovinos por hectárea retrocede mientras que crecen los ovinos. Los cerdos, por otro lado, crecen en número como en el resto de Lorena.

En Mosa, donde la derrota de mieses y los comunales resisten mejor al paso de tiempo, las ovejas, animal predilecto de este tipo de pasturas, progresan

⁵³⁶ La documentación moselana no ofrece la posibilidad de estimar con precisión el derrotero de la población porcina. Un recuento del año 1796 arroja 72 puercos cada mil hectáreas en el distrito de Sarreguemines, valor similar al de los Vosgos en 1795 y que permitiría extender las conclusiones de este cantón a la meseta septentrional. Hay que remarcar sin embargo que el recuento de 1796 brinda cifras muy bajas en lo que respecta a caballos, bovinos y ovinos lo que invita a dudar de su veracidad. No deja de ser cierto, sin embargo, que los datos de porcinos parecen verosímiles (AN F10 499).

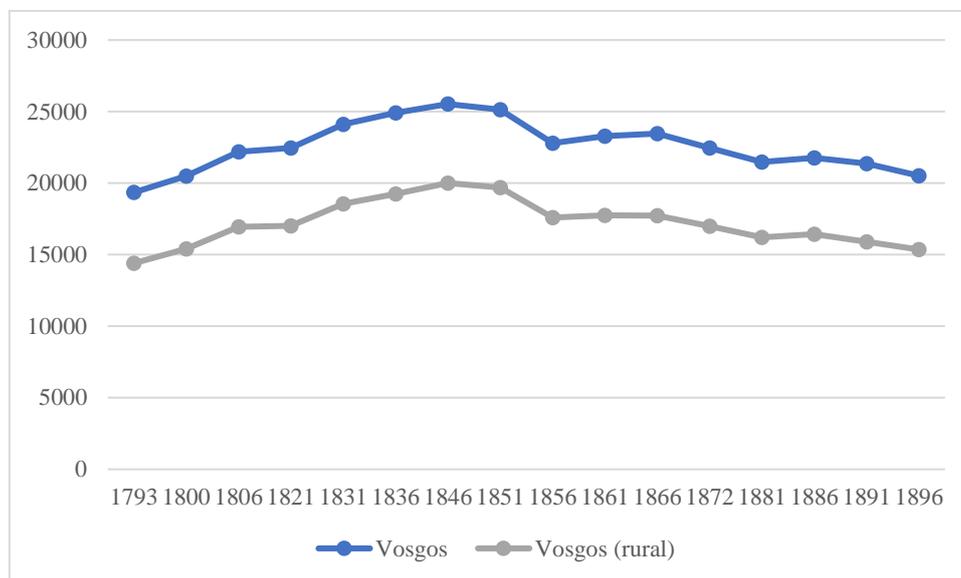
demográficamente; además de los ovinos, los puercos parecen ser los beneficiarios del producto de las praderas artificiales. En lo que respecta a la producción de abono en volumen, el aumento de la población ovina a la hectárea en Mosa no logra compensar la pérdida de caballos y rumiantes. No obstante, hay que señalar que el estiércol de oveja es más rico en nitrógeno y ácido fosfórico y es más eficiente en los suelos calcáreos como los del valle del Mosa (Moriceau, 1999). En el llano, la población ovina retrocede aceleradamente, lo que los contemporáneos atribuyen a la desaparición de los comunales y el retroceso de la derrota de mieses (Lepage y Charton, 1845). Los caballos, en cambio, se multiplican al compás de la concentración de las explotaciones y del acaparamiento de las segundas hierbas de los prados. El único cantón donde esta especie se estanca en número es Saint-Avold (*arrondissement* de Sarreguemines), que es también el cantón donde la gran explotación tiene menos extensión. También es remarcable que los bovinos aumentan su número, en particular en Mosela. Se trata, por lo esencial, de vacas más que de bueyes de labranza. Si la asociación de la vaca a la pobreza es exagerada y si bien es cierto que los grandes agricultores crían cantidades mayores, también es claro que su vínculo con la gran explotación no es tan carnal como el de los caballos: los agricultores pequeños poseen bovinos. El acaparamiento de los renadíes, en esta área, no puede ser tan relevante como con los caballos; lo mismo puede decirse de los porcinos, que avanzan en los tres departamentos. Porcinos y bovinos parecen entonces crecer al ritmo de los nuevos cultivos (que naturalmente, también alimentan a los animales de tiro)⁵³⁷. La incidencia del retroceso de la derrota de mieses sobre la producción de abono y la productividad de los cultivos es por ende difícil de evaluar: favorable en los caballos, menos claro en los bovinos, perjudicial para los ovinos, irrelevante en los porcinos. El vínculo causal entre derechos excluyentes y productividad no es, en este punto, evidente, como tampoco lo es en el Reino Unido y otras partes de Francia (Chevet, 1998)⁵³⁸. Más clara es su relación con la redistribución del producto, favorable a las capas de agricultores más ricos.

⁵³⁷ Jean-Marc Moriceau (1999) muestra que los animales de tiro son privilegiados en la alimentación. En efecto, Henry Lepage señala que, en los Vosgos, las praderas artificiales han permitido la mejora en el peso de los caballos y que los bovinos son alimentados, en parte, con renadíes. Esto parece contradecir nuestro postulado (Lepage y Charton, 1845). No es el caso: el acaparamiento de renadíes permite liberar otros alimentos. Si los caballos reciben avena y trébol en mayor proporción se debe a la disponibilidad de forrajes. Por otro lado, la dieta de los animales nunca está compuesta exclusivamente por cereales y trébol que, en exceso, produce meteorismo. Siempre reciben una combinación, pasto incluido (y, en la pobreza, paja). Si los forrajes faltan, el privilegio de los animales de tiro direcciona los renadíes hacia los caballos.

⁵³⁸ Como correlato, tampoco es claro un vínculo entre productividad y tamaño de las explotaciones. En Île-de-France, en el siglo XIX, Laurent Herment (2012) encuentra que los pequeños productores también introducen nuevos cultivos en sus explotaciones.

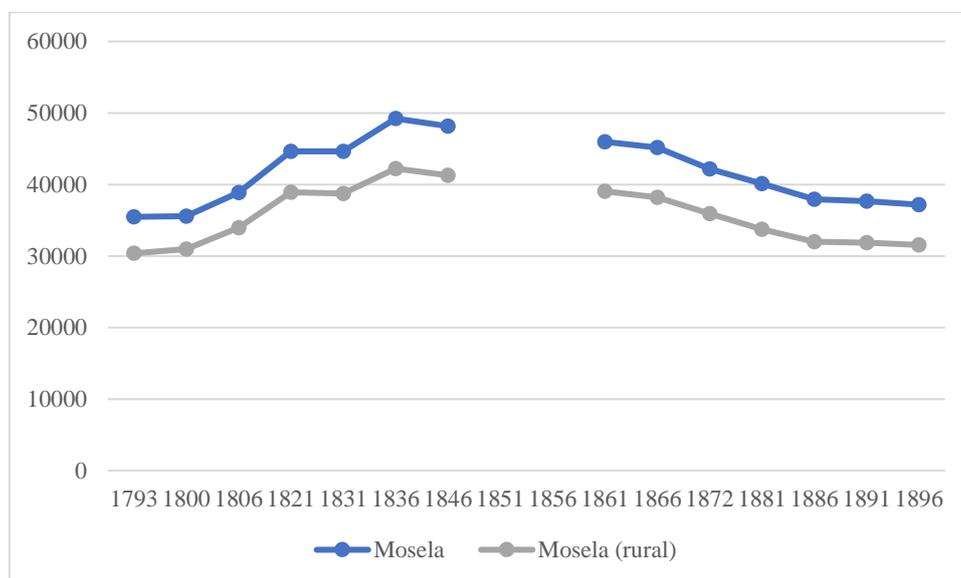
IV. DEMOGRAFÍA EN LORENA

Gráfico 11. Evolución demográfica en los Vosgos (1793-1896)



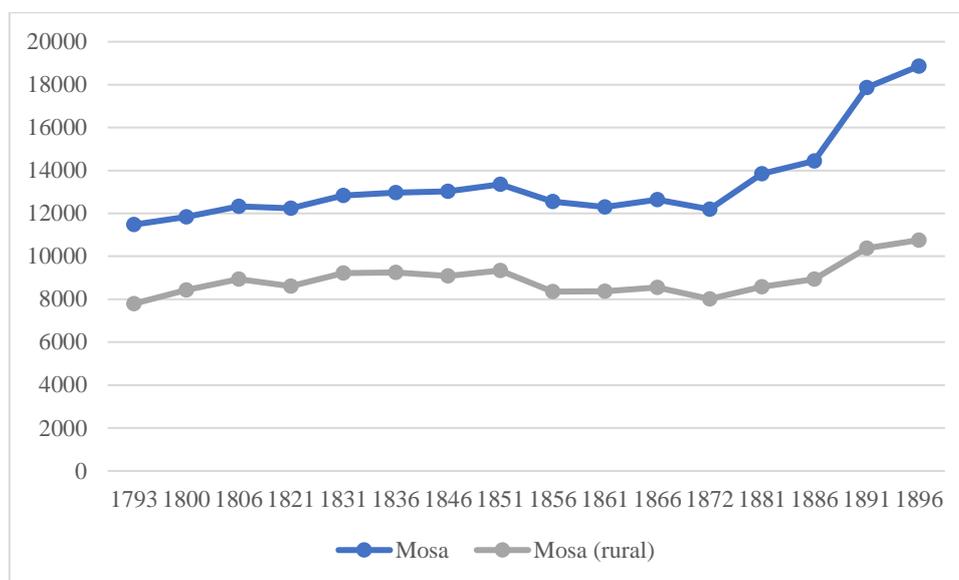
Fuentes: ADV 6M 543, AN F20 20, F20 399, F20 409; *Annuaire statistique du département des Vosges, 1827-1857*; INSEE (1876-1896), Service Historique de la Défense 1M 1119.

Gráfico 12. Evolución demográfica en Mosela (1793-1896)



Fuentes: AN F20 18, F20 398, F20 409; *Annuaire statistique de la Moselle, 1831-1867*; INSEE (1876-1896); Service Historique de la Défense 1M 1119.

Gráfico 13. Evolución demográfica en Mosa (1793-1896)



Fuentes: ADMe 6M 5-12; AN F20 17, F20 398, F20 409; *Annuaire du département de la Meuse*, 1825-1840; INSEE (1876-1896); Service Historique de la Défense 1M 1119.

El contraste entre las estructuras demográficas del llano y el valle del Mosa es muy pronunciado. Mosela y los Vosgos describen una suba sostenida, el primero hasta 1836 y el segundo hasta 1846. La diferencia entre 1793 y el pico poblacional es, respectivamente, del 36% y 32% y, en lo que hace a la población rural, 39% para ambos casos⁵³⁹. En Mosa, el movimiento es más modesto, la población trepa un 16% Commercy incluida; 20% en el ámbito rural. Pero también es, la población del valle del Mosa, la más estable. Excluyendo los picos de fin de siglo, motorizados más por la industria urbana que por la economía rural, el pico poblacional y el fondo más profundo son relativamente inmediatos, en 1851 y 1856: la población cae en un 6% (11% en el campo). En el llano, en cambio, estos polos nos llevan al final de la serie, con un bajón del 23% en Mosela y 20% en los Vosgos (25% y 23% respetivamente en el plano rural)⁵⁴⁰.

Jacques Dupâquier (1988) remarca que el crecimiento económico y el crecimiento demográfico no son necesariamente sinónimos. Ahora, es indiscutible que la economía debe poder soportar el aumento poblacional. El ritmo diferencial del crecimiento

⁵³⁹ Hemos tomado, como criterio de población rural, a aquellas comunas que en su pico poblacional de mediados de siglo no alcanzan los dos mil habitantes. En Mosela, Boulay, Hombourg-Haut, Longeville-lès-Saint-Avold y Saint-Avold. En los Vosgos y Mosa, sólo las capitales distritales, Mirecourt y Commercy.

⁵⁴⁰ En los Vosgos, este declive se sostiene hasta 1901 en el plano general, cuando la población comienza a crecer nuevamente hasta mediados de siglo en que la caída retoma. En el ámbito rural, la caída prosigue sin interrupciones relevantes hasta la actualidad. En Mosela, el freno es en 1896 y, conservando los criterios definidos previamente, la población rural también crece de la mano de la implantación de la industria. El crecimiento se sostiene hasta 1999 al menos. INSEE, 1896-1999.

demográfico lorenés no puede ser atribuido a la fertilidad de los suelos. En Mosela, la población crece a ritmo parejo tanto en las comunas más fértiles del oeste como en aquellas más pobres del noreste. Pero, más relevante aún, no hay en ninguna de las regiones estudiadas un déficit de suministro de granos. Según los datos de 1852, en Mosela, el superávit de producción de trigo en un año ordinario es del 37% y en Mosa del 24%. En los Vosgos, en 1836, es del 29%. No falta alimento, el problema es su distribución.

Las diferencias demográficas se traducen en salario nominales más elevados en Mosa que en el llano.

Cuadro 27. Salarios nominales y reales de un jornalero hombre no alimentado en cantones de Mosa y Mosela (1852)

Cantón	Salario (F)	Salario real (en hl de trigo)
Commercy	1,6	0,090
Void	2	0,125
Grostenquin	1,2	0,077
St-Avoid	1	0,064
Boulay	1,2	0,086
Faulquemont	1,25	0,083

Fuentes: ADMe 6M 323, ADMo 258M1

Estos datos salariales son un promedio departamental, cada comuna registra valores distintos que oscilan del simple al doble (Ríos, 2020). Los elevados salarios nominales de Mosa se compensan con el precio del trigo, mayor que en el llano. De este modo, la diferencia nominal, del orden del 33% al 100%, se modera para los cantones más productivos, aunque se mantiene en los vértices de la muestra. En una economía en donde la oferta de trabajo es estacional y en la que el grueso de los asalariados trabaja tierras propias o en arriendo, el factor explicativo del crecimiento demográfico no puede radicar allí. Al contrario, es más bien la abundancia de mano de obra la que empuja los salarios a la baja en la planicie. Esto reduce los costos de la producción capitalista y ayuda a comprender por qué, en una Lorena de herencia igualitaria rigurosa, algunas regiones son dominadas por la gran explotación y otras no. Una condición *sine qua non* para la producción en unidades de varias decenas de hectáreas es la disponibilidad de mano de obra. Donde la mano de obra escasea y los salarios son elevados, los arrendatarios toman

menos hectáreas, los cultivadores propietarios ceden parte de sus tierras y las explotaciones se reducen⁵⁴¹.

El *quid* de la divergencia poblacional pasa por el acceso a la tierra. Se presenta una paradoja: la democracia rural ofrece menos tierra que las regiones polarizadas. En toda Lorena, la tenencia de una o más hectáreas de tierra está subordinada a las posibilidades de arriendo, compra, herencia o matrimonio. Sin embargo, en lo que respecta a la primera hectárea, ésta puede obtenerse, en la planicie, por el intermediario del reparto de comunales. El patrimonio municipal subsidia a la clase más desprovista de medios de subsistencia al ofrecer tierra a precios accesibles. El beneficiario de un lote, por valores módicos, se asegura una parcela el resto de su existencia (o de su radicación en dicha comuna). En Mosa, el único mecanismo de acceso a la parcela, fuera de la herencia o el matrimonio, es el mercado, sea a través del arriendo o de la compra. Esto dificulta el crecimiento demográfico: la subsistencia es más inalcanzable aquí que en el llano. Encontramos pues, en las curvas demográficas, la expresión de la evolución de las estructuras de explotación y los bienes comunales. La democracia rural de Mosa, menos desigual, tiene un límite certero de expansión poblacional en el acceso a la tierra en la medida en que no brinda otras alternativas de sostén económico. En la estructura polarizada de la llanura, ese límite es empujado con la conversión de los comunales a la agricultura. Si la presión demográfica fomenta la división, el loteo también permite sostener el crecimiento de la población rural hasta encontrar un nuevo techo hacia mediados de siglo. No es entonces casual que la inflexión en la curva demográfica se produzca algunas pocas décadas después del completo loteo de comunales y en paralelo al agotamiento de los bosques. El fenómeno es algo más precoz en Mosela que en los Vosgos. Allí, los usos sobre bosques desaparecen más tempranamente mientras que en los Vosgos la propiedad comunal de la *silva* brinda sustento por un tiempo algo más prolongado. Con todo, como remarcamos en un capítulo anterior, la misma dinámica del capitalismo y el crecimiento de la población empuja los bosques a su agotamiento. En la segunda mitad del siglo XIX, al compás del auge industrial, la migración deviene una alternativa más atractiva para la población rural de la llanura (Maire, 1980; Prêcheur, 1959; Woronoff, 1998).

* * *

⁵⁴¹ En Vignot, Mosa, en 1831, el mayor propietario de la comuna posee 46 hectáreas. Explota 33 y cede unas 13 hectáreas en arriendo (ADMe 3P 4200).

Hemos distinguido cuatro ejes: propiedad, explotación, producción y demografía. Los nuevos cultivos avanzan en los tres departamentos y si bien presentan algunos matices, es excesivo afirmar que esto se debe a la alteración de los usos visto que, en los tres departamentos, la derrota de mieses sobrevive mejor en los labrantíos. Al contrario, es la progresión de estos cultivos la que quita superficie abierta al pastoreo colectivo. La demografía animal no evoluciona en el mismo sentido: en la antigua bailía de Commercy, la supervivencia del pastoreo colectivo sostiene el crecimiento del ganado lanar. La productividad de los granos también escala, más en el llano que en Mosa. La incorporación del trébol y la alfalfa, al fijar el nitrógeno atmosférico en la tierra, aumenta la fertilidad de los suelos. El rebaño de talla grande tiene mayor expansión en el llano, lo que acrecienta la disponibilidad de abono. Es indiscutible que la concentración de las explotaciones, ciertamente estimulada por la apropiación de la segunda hierba, juega un rol destacado en el crecimiento del rebaño equino. No hay que exagerar, las diferencias en el crecimiento de la productividad de los granos no son tan pronunciadas como para arribar a modelos tajantes que vinculen productividad y propiedad excluyente. En el valle del Mosa el estiércol de ovejas es indispensable y el aumento de la población bovina en la planicie no manifiesta una relación evidente con el acaparamiento de renadíos.

En la llanura, tanto las propiedades como las explotaciones son, hacia 1830-1860, más grandes que un siglo atrás. Esto no se debe a una propiedad pura o absoluta o más eficiente: es un fenómeno económico. El acaparamiento de renadíos antecede a las reformas judiciales; gana terreno en el último tercio del siglo XVIII y se consolida a comienzos del XIX. Los grandes agricultores, estimulados por el retroceso de los pastos en los *pâquis*, se adelantan a la legislación o a las resoluciones *ad-hoc* departamentales e imponen su propia práctica de la propiedad sobre los pastos. El Estado, en todo caso, consolida jurídicamente las acciones de los productores capitalistas. El enriquecimiento de los *laboueurs* permite la conversión de alguno de ellos en rentistas. En el departamento de los Vosgos, gracias a la morfología fragmentada de la propiedad, a través de la inversión en tierras. En Mosela, donde las grandes unidades exigen sumas más importantes, los bonos de deuda estatal y otros valores bursátiles suplen a las tierras como mecanismo de renta.

Por último, una divergencia relevante se produce al nivel de la población. En tres departamentos con superávit de alimentos, la población de uno de ellos crece a tasas considerablemente menores que los otros dos. Si el alimento basta, el eje, entonces, debe ser puesto en la distribución de la renta agraria y no en la productividad. La democracia

rural del valle del Mosa crea una sociedad más igualitaria pero también dificulta el acceso a la tierra, fundamental en una economía que presenta fuertes oscilaciones estacionales en la demanda de trabajadores. En el llano, el reparto de comunales constituye un sostén fundamental para el asentamiento de los campesinos con poca o sin tierra. Estos habitantes, que conforman el grueso de la población rural, venden su mano de obra a las industrias rurales y a los grandes agricultores en tiempos de cosecha. La independencia económica fundada en la explotación de tierras propias o arrendadas es, para ellos, inalcanzable. La partición que se opera en la sucesión patrimonial pulveriza las ya pequeñas propiedades. Las cotas de menos de cinco hectáreas ocupan en la planicie menos tierra que antes, sin embargo, el número de propietarios es cada vez mayor. Georges Lefebvre (1963) tenía razón al afirmar la contradicción en la que se encuentra el pequeño agricultor a fines del XVIII: dividir los comunales implica el acceso a la tierra, pero a la vez quita el sustento a través del cual puede consolidar una explotación media. La retracción de los derechos de uso opera en la misma dirección. Sin derrota de mieses en los prados y con el pastoreo reducido en bosques, ¿qué chances de criar animales de tiro para un agricultor de menos de 5 hectáreas que, como mucho, puede destinar una de ellas a praderas artificiales? ¿Tendría sentido económico hacerlo? Indefectiblemente, la configuración económica de la planicie lorenesa en el marco de la expansión demográfica sólo alimenta en número a la clase de los campesinos parcialmente desposeídos que permanecen en la aldea en la medida en que ésta les brinda un sustento. El lote de tierra comunal deviene un elemento fundamental para asentar a la población en el campo y ofrecer mano de obra barata a las grandes explotaciones. El reparto constituye así un subsidio a la producción capitalista que obtiene mano de obra accesible en las comunas rurales. En la medida en que no se genera una demanda de mano de obra industrial, poco sentido tiene emigrar hacia ciudades que aún no ofrecen trabajo⁵⁴². En la segunda mitad del siglo XIX, la presión demográfica sobre bosques y comunales, los derechos de pastoreo desaparecidos o reducidos en los bosques privados, prados y comunales y el atractivo que pueden brindar los salarios urbanos explican el derrotero de la curva demográfica.

⁵⁴² En la emigración rural moselana, la más precoz de Lorena, entre 1820 y 1865, con altibajos, los Estados Unidos y América del Sur son destinos importantes (Maire, 1980).

CONCLUSIÓN

En 1927, en Mosa, el consejo municipal de Ménil-la-Horgne debate y aprueba la completa erradicación de la derrota de mieses sobre los prados. Once propietarios de ovejas se oponen a su desaparición; el consejo señala que poseen grandes prados compactos y cercados y que aprovechan el derecho que les dan sus otras tierras abiertas para pastar en los prados de quienes, todavía sometidos al fraccionamiento de las parcelas, no pueden cercar. Además, agrega el municipio, quienes desean abolir la derrota de mieses no son propietarios de ovejas, por lo que no sacan provecho de esta forma de pastoreo. Analistas contemporáneos como posteriores han visto en este tipo de fenómenos el indicio claro del inmovilismo de un campo francés que recién comenzaría a realizar mejoras en la segunda mitad del siglo XX gracias a las operaciones de concentración parcelaria que, en el Reino Unido, ya ostentaban, las menos antiguas, un siglo y medio (Dion, 1991; Festy, 1947; Millet, 1937; Contamine, 1932). Frenadas por la resistencia de los pobres, las reformas no habrían progresado. Se establece, así, un vínculo entre productividad y derechos de propiedad excluyente de un lado, derechos colectivos, arcaísmo y pobreza por el otro, que hunde sus raíces en la fisiocracia del siglo XVIII (Duhamel de Monceau, 1762; North y Thomas, 1991; Quesnay, 1759). Pero detrás de la aparente quietud, Ménil-la-Horgne desliza cambios en su estructura productiva. El pastoreo en prados ha abierto sus puertas a los ovinos, tradicionalmente marginados. Son, los beneficiarios de la derrota de mieses, los grandes propietarios y no los campesinos pobres. El parcelario, finalmente, presenta unidades más extensas, compactas y cerradas que aquellas que caracterizan a los tradicionales campos alargados (ADMe 20775).

Desde luego, el inmovilismo rural francés surge de un imaginario (Chevet, 1998). Nuestro sobrevuelo a un siglo de historia agraria lorenesa no permite sostener la hipótesis en ninguno de sus planos: ni en lo económico, ni en lo social, ni en lo jurídico. *Certes*, en el plano nacional, las reformas legislativas son tímidas en 1791 y todavía enfrentan duros escollos en 1889; pero el Código Forestal se impone gracias a la necesidad que tienen las comunas de explotar sus recursos. Desandando todo esencialismo juricista, la historiografía, desde Marc Bloch (1930) en adelante, ha ido más allá de los grandes *corpus* normativos y encontrado alteraciones en el ejercicio de la propiedad que se desarrollan en marcos legislativos relativamente constantes. Paradójicamente, en Lorena, entre otras regiones, la constatación del retroceso de algunos usos se ha fundamentado en

el impulso permitido por los decretos *ad-hoc* aprobados por el Duque, los parlamentos y los departamentos luego de 1789, metodología que se retrotrae a las últimas décadas del siglo XIX (Clère, 1988; Crisenoy, 1887; Contamine, 1932; Coudert, 1966; Lacoste, 1953; Vivier, 1999). El caso lorenés permite matizar fuertemente la incidencia de estas resoluciones. La apropiación de renadíes por parte del propietario es un proceso que avanza lento pero seguro en el transcurso del siglo XVIII. *Grosso modo*, el procedimiento consiste en la transmutación de la *embannie* convencional, firmemente anclada en los usos y las costumbres, en una *embannie* en beneficio del propietario (o arrendatario) del prado. Como postula Florence Gauthier (1977) para Picardía, los *laboureurs* que controlan los municipios adaptan los usos tradicionales a su provecho. El acaparamiento de renadíes describe una cronología y geografía propias, distintas de las de los decretos que buscan promoverlo. Antes de 1789, estas ordenanzas se emiten tanto en la provincia de Lorena como en los Tres Obispos con resultados diferentes en la meseta y el valle del Mosa, donde los renadíes no prosperan. En la planicie, la producción de renadíes se sostiene y expande sin importar si se han emitido ordenanzas o no y definiendo reglas de apropiación que no siempre se acomodan a lo que dice la reglamentación. A la inversa, los decretos evolucionan al compás de las prácticas de los agricultores y, hacia fines del siglo XVIII, otorgan los renadíes a los dueños de los pastos que ya procedían a apropiárselos fuera de todo cuadro normativo.

La estructura productiva explica esta divergencia. En la llanura, hacia 1789, las grandes explotaciones, bien provistas de pastos, tienen interés en acaparar el producto, en particular en la medida en que el pastoreo en los *pâquis* retrocede hasta desaparecer. En el valle, en cambio, las pequeñas explotaciones dependientes de comunales y derrota de mieses dominan la producción. Medio siglo más tarde, este reparto de las explotaciones se conserva en Mosa; incluso notamos un retroceso de las grandes propiedades y de la propiedad rentística. En la llanura, si los productores también se hacen con la propiedad de la tierra, aunque en magnitudes considerablemente menores a las del valle del Mosa, propiedades y explotaciones tienden a crecer en tamaño. Las cotas medias, aquellas comprendidas entre las 5 y las 20 hectáreas, representativas de la agricultura familiar independiente poco apuntalada en la mano de obra asalariada, retroceden. Más dependientes de los comunales y la derrota de mieses, encuentran menos condiciones para reproducirse. Las grandes explotaciones, formadas de varias decenas de hectáreas, avanzan. La apropiación de renadíes, que se origina en la estructura polarizada de la llanura lorenesa del último tercio del XVIII, estimula la concentración de explotaciones.

Los *laboueurs* más enriquecidos, en los Vosgos, ascienden socialmente y devienen burgueses rentistas.

En los labrantíos, los nuevos cultivos, en particular las praderas artificiales, realizan progresos sensibles en la primera mitad del siglo XIX. Se trata de las tierras donde mejor sobreviven los usos comunales. Con un parcelario todavía muy fragmentado, la derrota de mieses no es un escollo; es un aprovechamiento sensato de las tierras en barbecho que no podrían ser pastadas de otro modo. Ni la calidad del suelo ni los usos frenan el avance de estos cultivos; al contrario, su progreso reduce sensiblemente la superficie abierta al pastoreo en los barbechos (Juillard, 1953; Meuvret, 1969). Sostienen, por otro lado, un crecimiento en la productividad a la hectárea. Sin necesariamente implicar una revolución agraria, la productividad y la producción crecen al ritmo suficiente como para garantizar el superávit de alimentos y sostener con ello el crecimiento demográfico. Pero también hay, en esta área, una divergencia marcada. El valle del Mosa crece a velocidades considerablemente menores que las de la meseta, y si el alimento sobra, el problema es evidentemente, el acceso al mismo y, en una sociedad de base rural, el acceso a la tierra. En la planicie, desde fines del XVIII notamos una fuerte intensificación de lo que George Lefebvre (1924) llamó la crisis agraria. El crecimiento de las explotaciones produce, indefectiblemente, la reducción de la superficie disponible para los agricultores más modestos, fenómeno que se pronuncia en la medida en que la población crece. A la salida de la guerra de los Treinta años, Lorena es una provincia despoblada que, a lo largo del siglo siguiente, crece demográficamente a tasas superiores al promedio nacional (Dupâquier, 1988). En vísperas de la Revolución, esta población tiene hambre de tierra, tierra que comienza a conquistar con el reparto de comunales. Como con los renadíos, el loteo de los *pâquis* empieza antes de la promulgación de la ley que los autoriza, algo ya señalado por los estudios de un siglo atrás (Bourgin, 1908a; Lévy-Schnider, 1907). En tiempos prerrevolucionarios, la división de comunales alcanza mayor extensión en las regiones que algunos años más tarde quedarán englobadas en el departamento de Mosela. Allí, la concentración de las explotaciones, más precoz y sustentada sobre la gran extensión de la propiedad compacta de la nobleza y el clero, rápidamente empuja a los campesinos más desprovistos hacia el patrimonio municipal. Si el cuadro normativo facilita las divisiones en la provincia de los Tres Obispos, lo cierto es que éstas se extienden con igual vigor en las comunas dependientes del Parlamento de Nancy, donde el edicto nunca es registrado. Algunas comunas formalizan sus procedimientos vía sanción de la intendencia; otras se conforman con el loteo *de facto*.

La ley, que acaso acelera el procedimiento administrativo, ni origina ni impide (allí donde no existe) el progreso de los repartos. Como con los renadíes, no es el marco normativo o institucional, aquel en que insiste la escuela de la Nueva Economía Institucional, el que define las formas de explotación de la tierra (Grantham, 1980; North y Thomas, 1991; Rosenthal, 1992). El fenómeno es de naturaleza económica: los comunales se reparten donde las explotaciones se encuentran más concentradas y los *manoeuvres* más pauperizados. Condición *sine qua non*, la estructura de producción no alcanza a explicar el avance de los repartos. Ya perceptible en la documentación del Antiguo Régimen, los sucesos de 1789-1795 dejan en claro que es la lucha de los *manoeuvres* la que sostiene el avance de las divisiones. Si en la llanura lorenesa triunfan, en otras regiones igualmente polarizadas en términos sociales, fracasan. El loteo de los comunales se resuelve en la arena política. Es, como dice Nadine Vivier (1998), un auténtico proceso de lucha de clases.

En sus objetivos políticos, este conflicto remite a los análisis de Georges Lefebvre (1963). Los campesinos pelean un combate de dos frentes, antifeudal y anticapitalista. La acción de los campesinos permite no sólo el final de los gravámenes, sino también la recuperación de porciones sensibles de comunales usurpados (Lefebvre, 1924). Por otro lado, los *partageurs*, en sus expresiones políticas, dejan bien en claro que los comunales son especialmente aprovechados por los grandes propietarios de rebaños, nobles como plebeyos. Combaten la concentración de la renta agraria, sí, pero su lucha está básicamente motivada por un instinto de supervivencia (Béaur, 2006; Jones, 1988; Vivier, 1998). Georges Lefebvre creía, entonces, que el triunfo de la lucha campesina revolucionaria había supuesto un freno al avance del capitalismo rural que no había podido quebrar la estructura de bienes comunales y usos colectivos que, pese a diferenciar minuciosamente en su análisis, el historiador terminaba asimilando en bloque a la pobreza. La escuela de la vía campesina discrepa al remarcar que no se debe confundir el rol subjetivo que moviliza a la acción con los cambios objetivos que dicha acción engendra (Ado, 1996, Gauthier, 1977). Destaca un movimiento de recuperación de los usos comunales que, para el período revolucionario, hemos igualmente constatado en Lorena. Esta corriente sostiene que la lucha anticapitalista y antifeudal no necesariamente frena el desarrollo capitalista. Al contrario, la redistribución de la renta permite la consolidación de las explotaciones medianas y pequeñas y la producción mercantil simple. La tierra se convierte en *commodity* y habilita, en última instancia, la acumulación de riqueza y el paso al capitalismo rural. Si el capitalismo no se desarrolla al ritmo que se

le atribuye al Reino Unido, no se debe al triunfo de los campesinos humildes, sino a su fracaso. La historiografía de los últimos treinta y cinco años ha remarcado, con tino, los problemas contrafácticos de esta interpretación (Jones, 1988). Asimismo, se ha señalado el inconveniente de suponer la posibilidad de desarrollar una explotación capitalista en el lote de comunal, fenómeno que podemos circunscribir a las zonas donde determinados cultivos como la viña permiten grandes rendimientos en pequeñas superficies (Béaur, 2006; McPhee, 1999; Plack, 2009). Pero en la llanura cerealera del norte, cuando se reparte un comunal, se trata casi siempre de labrantíos o, en menor medida, prados naturales. *Certes*, se puede sembrar papas, se puede plantar trébol; estas acotaciones no alteran la ecuación.

En Lorena, el comunal brinda una parcela modesta que no permite alcanzar la independencia económica; mucho menos la explotación capitalista. Afecta, ciertamente, a los *laboueurs* que pierden una pastura relativamente gratuita utilizada en los momentos de mayor necesidad, a la espera de la primera siega: el reparto brinda un duro golpe para los agricultores independientes de menos de 20 hectáreas. Como consecuencia no deseada, junto al avance de la apropiación de los renadíes, la división de los comunales contribuye a la concentración de las explotaciones. Las unidades medianas no desaparecen, pero su importancia es cada vez menor. La polarización social se intensifica, pero no frena el crecimiento demográfico. El reparto del comunal impide la desposesión total de los *manoeuvres*, asegura su permanencia en el campo y abastece, de este modo, a las grandes explotaciones que encuentran trabajadores baratos en el momento en que los precisan. Las dificultades que supone la oferta estacional de trabajo, característica de la agricultura, se compensa con el sustento que brindan los comunales loteados. Las divisiones del período revolucionario, pese a involucrar un cambio en el régimen jurídico de la tierra que implica el paso de lo comunal a lo privado, no pueden ser identificadas en su sentido agrario con las ventas napoleónicas ni con las usurpaciones perpetradas por la nobleza. Al contrario, el número de beneficiarios se amplía, desarmando la asimilación entre lo comunal en su sentido jurídico y lo colectivo en términos distributivos (Congost, 2007; Luchía, 2008). La propiedad privada surgida del reparto de los *pâquis*, al ensanchar la base de distribución de la renta agraria, es más colectiva que su forma anterior. La anulación de 1804, que modifica el régimen jurídico de tenencia, no produce mutaciones relevantes en términos de renta; tan sólo una pequeña recuperación de una porción del producto por parte de municipios que, pese a los aumentos, jamás llegan a equiparar el canon de arriendo de estos lotes al precio de mercado. La alteración del régimen

institucional de 1804 no imprime ninguna modificación en la estructuración de la economía agraria lorenesa.

Para la reproducción de las familias con poca o sin tierra, igualmente importante es el complemento material que puedan encontrar en los bosques. Allí, obtienen alimento para sus rebaños en un escenario en que los pastos colectivos en el *ager* retroceden velozmente. La madera del *affouage*, por otro lado, permite economizar en combustible. En Mosela, este suministro depende de estructuras más vulnerables: los propietarios privados de bosques impulsan, desde fines del XVIII, la expulsión de los usuarios. En lo Vosgos y Mosa, en cambio, la propiedad comunal de los bosques, más extendida, ofrece mejores condiciones a los residentes que, como miembros de la comuna, son al mismo tiempo propietarios. Pero la dinámica económica del siglo XIX jaquea este aprovisionamiento. Al delito rural que afecta la reproducción de la *silva* se suma la explotación completamente legal que hacen las comunas. La expansión de las industrias y la construcción y el crecimiento demográfico sostienen la suba del precio de la madera a lo largo de la primera mitad del siglo. Los municipios, deficitarios, recurren cada vez más a la venta del fruto de su patrimonio forestado. En una primera instancia, esto significa el cierre inmediato al pastoreo de una extensión de bosque creciente. A la larga, el suministro de madera de *affouage* se ve afectado. A mediados de siglo, abundan las quejas relativas a la pobreza de este beneficio.

Como sostiene Nadine Vivier (1998), las comunas muestran gran celo de su patrimonio. Esconden ingresos, venden renadíos sin autorización, realizan repartos que luego buscan formalizar. Antoine Follain (2007) señala, por su parte, el rol de la fiscalidad creciente en la desposesión de las comunas. En efecto, los municipios enajenan cada vez más madera en un contexto de imposiciones fiscales crecientes; las ventas entran en conflicto con el *affouage*. Se genera así una dinámica de confrontación entre las aldeas y el Estado en torno al patrimonio comunal. Pero cierto es que los municipios no dudan en subordinarse a los lineamientos políticos promovidos desde Nación y el departamento si la oposición a la política nacional limita con éxito la explotación de sus recursos. El Código Forestal que, en términos ideológicos, las comunas rechazan, es aprobado en todos los municipios para poder sostener la *praxis* de comercialización de madera. Asimismo, la fiscalidad no alcanza para explicar la pulsión a la sobreexplotación forestal; ésta nace de las comunas que, de no ser por el módico freno que imponen las autoridades forestales, harían un uso más depredador de sus recursos. Las tendencias estructurales entran, en este punto, en contradicción con los lineamientos políticos de las comunas. En

los cargos municipales se encuentran los grandes agricultores y rentistas locales que no dudan en sacrificar la autonomía municipal si esto permite construir puentes, caminos, abrevaderos, bombas de agua, fosas. Sus intereses como propietarios vienen primero.

No hay, de parte de las comunas, una intención de marginar usuarios a través de nuevas reglamentaciones; a diferencia del caso flamenco, la base de beneficiarios crece sin cesar en bosques y tierras comunales (De Moor, 2007, 2008). Esto no conduce a la privatización de los recursos que, formalmente, siguen siendo comunales. Para la arboleda la consecuencia es, naturalmente, la reducción del beneficio: cada hogar cada vez recibe menos en términos netos. Desde ya, las consecuencias de esta evolución son especialmente graves para aquellos de fortunas más modestas. Hacia mediados del siglo XIX, en la planicie, los comunales ya no ofrecen más margen para continuar el loteo y los bosques proveen un sustento menos importante que en el pasado. Las tierras privadas se encuentran fuertemente concentradas y no hay, en el mercado de arriendos, grandes posibilidades para constituir pequeñas unidades. La emigración, que comienza a ser relevante en los años 30, imprime una inflexión en la curva demográfica rural a partir de mediados de siglo. Independientemente del sendero de la productividad, la mutación se produce al nivel de la relación social de los individuos con los medios de subsistencia.

De la planicie al valle, el derrotero de cien años de historia de bienes comunales y usos colectivos diverge: las especificidades de los regímenes productivos cobran especial relevancia (Bloch, 1931; Sée, 1924b; Vivier, 1998). Pero incluso al interior de una misma región como es la planicie lorenesa, las evoluciones de los bienes comunales y usos colectivos difieren, lo que refuerza la necesidad de realizar una distinción analítica de estos elementos (Béaur, 2006). El uso del comunal se individualiza y la distribución de la renta se amplía. Pero coexiste, esta tendencia, con un movimiento en sentido contrario que concentra los renadíos en pocos propietarios. Ahora, en toda Lorena encontramos aumentos en los rendimientos y una especialización en los rebaños que crecen acorde a las posibilidades que brinda la evolución de los usos y las explotaciones. El acaparamiento de renadíos, que tiene incidencia en el aumento de la población de caballos (gracias a la extensión de las grandes explotaciones), no es tan relevante en el resto de los animales, más ligados a la derrota de mieses en labrantíos (ovejas) o, directa o indirectamente, a las praderas artificiales. El progreso del rendimiento a la hectárea, como en otras regiones, pasa más por el desarrollo de nuevos cultivos bien enriquecidos con los abonos disponibles localmente (Chevet, 1998). La idea de una revolución agrícola es discutible, lo que es claro es que los mejores rendimientos no derivan de la formulación

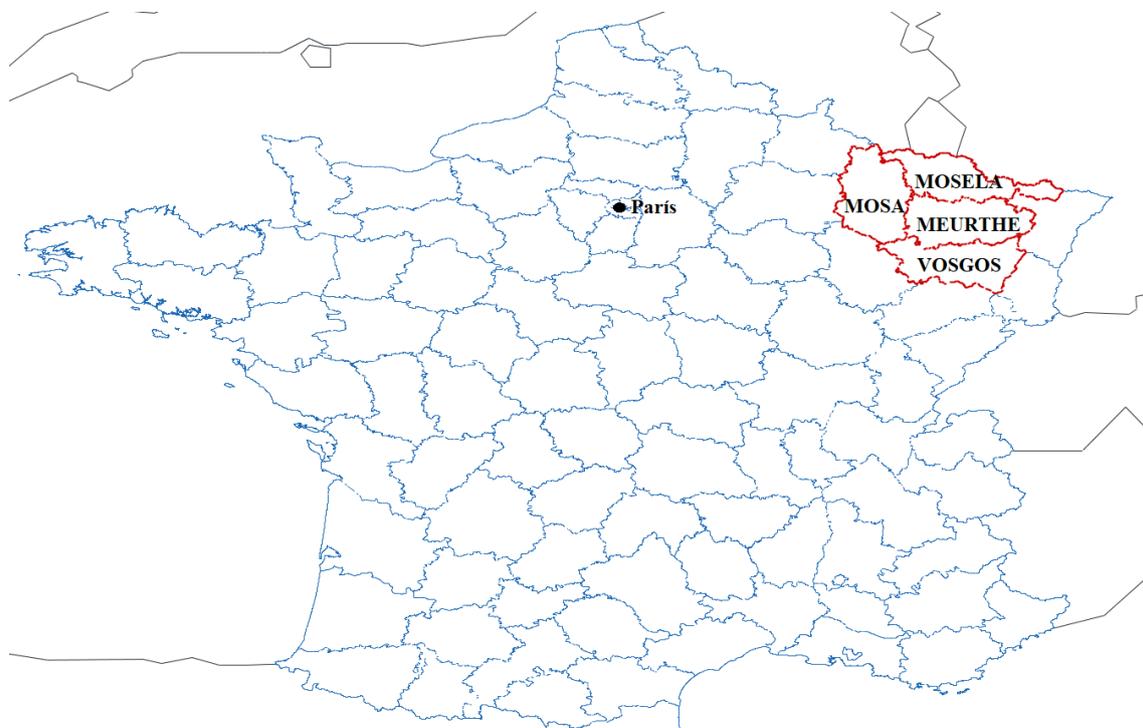
de una propiedad absoluta, perfecta o más eficiente como sugiere la Nueva Economía Institucional (Northy Thomas, 1991; Rosenthal, 1992). Al contrario, como plantean Marx (2011b), Pierre de Saint-Jacob (1960) y Rosa Congost (2007), en Lorena las modificaciones en los derechos de uso tienen un impacto mayor en la apropiación de la renta que en el crecimiento de la productividad.

Contrariamente a la doctrina liberal de Smith (1958), el aumento de las ganancias de los capitalistas individuales no se traduce, necesariamente, en inversiones que apuntan a maximizar la producción o los rendimientos. Los productores invierten, antes que nada, en tierras, buscando asegurar su capital de inversión y garantizar un sustento para la vejez. El tránsito al capitalismo no es antecedido por el desarrollo de un *ethos* capitalista, principio que alguna vez postulase Max Weber (2006). A la inversa, es el avance del capitalismo, ya no solo rural, sino también industrial, el que empuja a través de la competencia a la maximización de los beneficios. La larga cronología de la bibliografía permite percibir que esta discusión se prolonga por más de dos centurias y sigue abierta en la actualidad. En siglos anteriores, los derechos de uso que, como creemos haber demostrado, inciden esencialmente en la apropiación de la renta, han sido presentados como el motor del crecimiento agrícola. Rosa Congost (2007) demuestra que este procedimiento no es más que una construcción política y jurídica de los propietarios en defensa de sus intereses materiales. El patentamiento de la vida orgánica con el que abrimos nuestra reflexión se inscribe en este debate. ¿La renta monopólica, como aquella que engendra las patentes de semillas, es necesariamente reinvertida en la producción? ¿Impulsa el crecimiento? Los modelos abstractos, que muchas veces pueden parecer lógicos, no dejan de operar en una realidad histórica específica. Es ésta la que determina la evolución general de las economías y que pone a prueba supuestos que, más que enriquecer a la sociedad en su conjunto, enriquecen a la cúspide de la pirámide social.

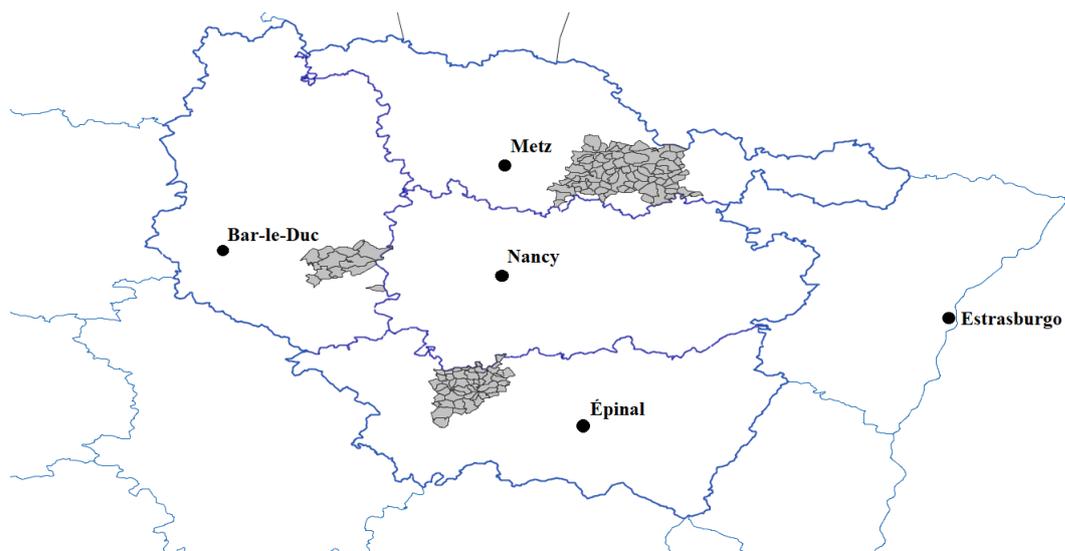
ANEXOS

I. MAPAS

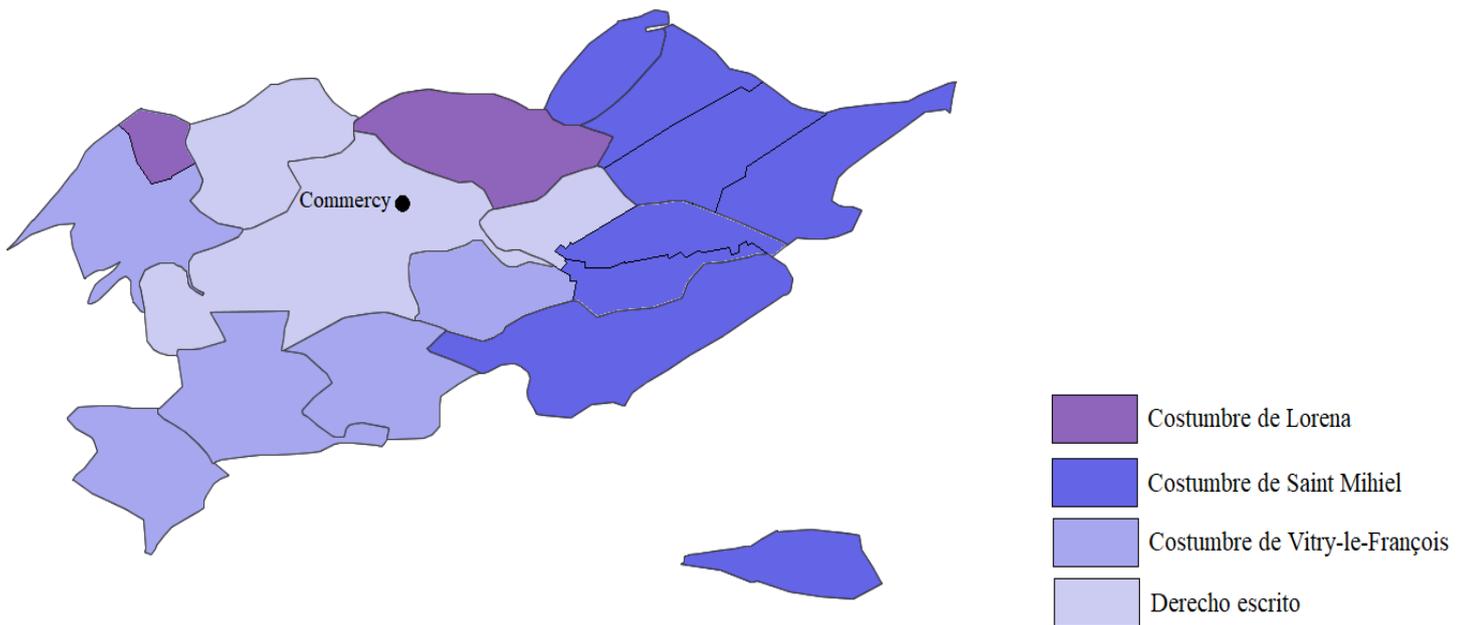
Mapa 7. Los departamentos loreneses en el mapa francés



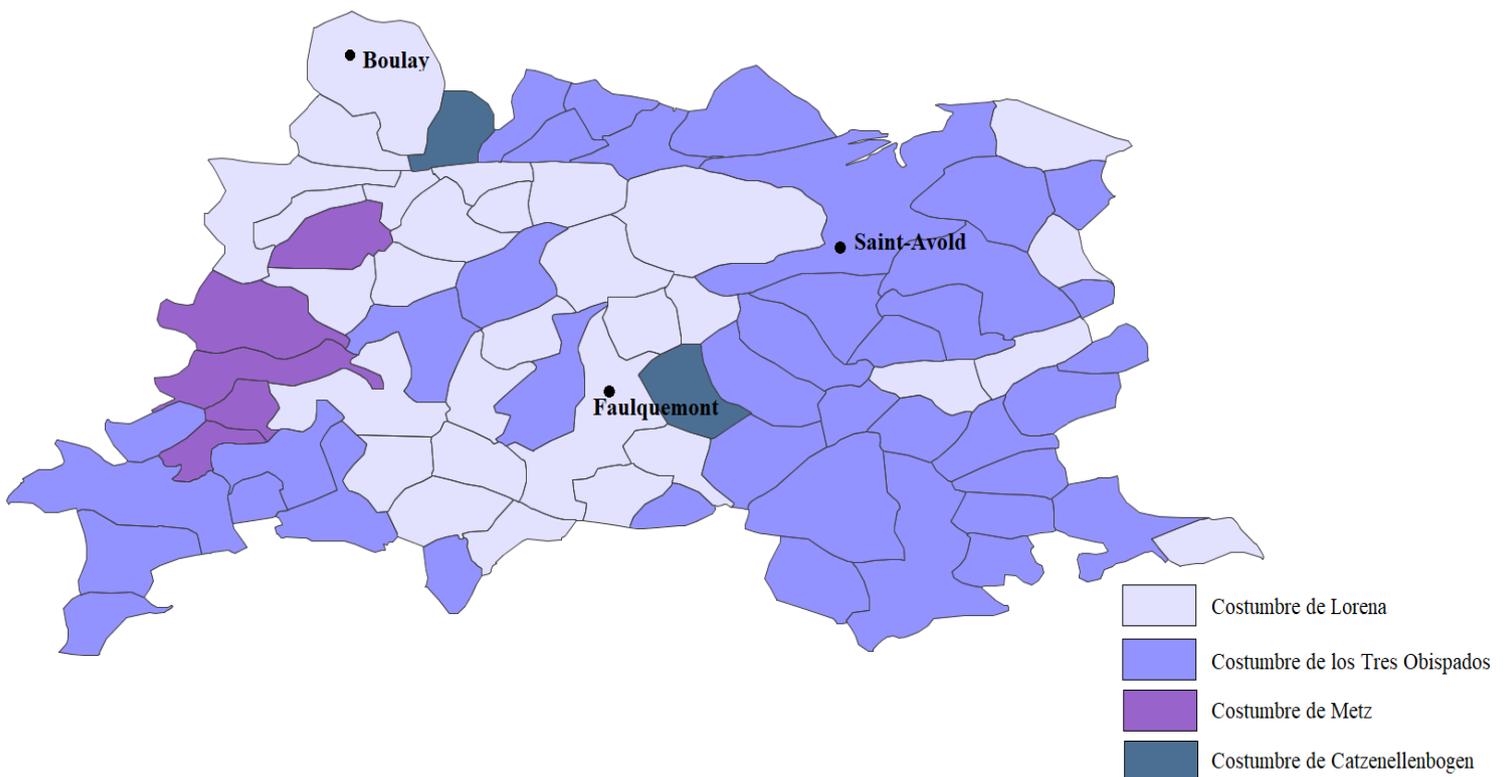
Mapa 8. Comunas estudiadas en el mapa lorenés



Mapa 9. Costumbres en la bailía de Commercy (Mosa)



Mapa 10. Costumbres en Mosela



II. CUADROS

Cuadro 29. Protestas contra elementos del señorío en los cuadernos de quejas de las bailías de Vic, Boulay y Mirecourt

	Gravámenes excesivos	Palomar	Eliminar banalidades			Justicia señorial	
			Molino	Horno	Lagar	Reforma	Municipal
Vic	66%	34%	23%	6%	3%	11%	17%
Boulay	71%	16%	24%	0%	5%	24%	11%
Mirecourt	67%	69%	41%	27%	29%	22%	8%
Total	68%	43%	31%	13%	14%	20%	11%

Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1929.

III. DATOS

A continuación, compartimos los datos que han sido expuestos en la presente tesis en forma de porcentajes. También compartimos, por si resultase de utilidad al lector, los valores expresados en gráficos.

Capítulo 6.

Propiedad del clero en la bailía de Commercy en 1789 (en hectáreas)

	Superficie	Comuna	Superficie
Aulnois-sous-Vertuzey	75	Lérouville	41
Chonville	57	Malaumont	21
Commercy	232	Méligny-le-Grand	154
Corniéville	161	Ménil-la-Horgne	173
Euville	38	Sorcy-Saint-Martin	218
Fréméréville	37	Vertuzey	57
Gironville	34	Vignot	47
Jouy-sous-les-Côtes	51	Ville-issey	69
Laneuville-au-Rupt	62	Total	748

Fuentes: ADMe Q300-307; Q574-577.

Propiedad del clero en la bailía de Mirecourt en 1789 (en hectáreas)

Comuna	Superficie	Comuna	Superficie
Ambacourt	67	Mattaincourt	50
Baudricourt	27	Mazirot	48
Bazoilles-et-Ménil	32	Ménil-en-Xantois	66
Bettoncourt	8	Mirecourt	91
Biécourt	56	Oëlleville	57
Blémery	9	Offroicourt	53
Boulaincourt	48	Parey-sous-Montfort	169
Chauffecourt	0	Pont-sur-Madon	31
Chef-Haut	60	Poussay	226
Dombasle-en-Xantois	36	Puzieux	60
Domèvre-sous-Montfort	13	Ramecourt	41
Domjulien	33	Remicourt	81
Domvallier	24	Remoncourt	67
Estrennes	16	Repel	11
Frenelle-la-Grande	52	Rouvres-en-Xaintois	8
Frenelle-la-Petite	12	Rozerotte	5
Gemmelaincourt	48	Saint-Menge	10
Gircourt-lès-Viéville	97	Saint-Prancher	82
Gironcourt	106	They-sous-Montfort	17
Girovillers	0	Thiraucourt	10
Haréville	42	Totainville	17
Hymont	72	Villers	35
Juvaincourt	80	Vittel	99
La Neuveville-sous-Montfort	18	Viviers-lès-Offroicourt	53
Lignéville	80	Vroville	23
Marainville	38	Total	2484

Fuentes: ADV 5Q46-68, 10Q1-15

Propiedad del clero en Mosela (en hectáreas)

	Labrantíos	Prados	Total
Petit-Tenquin	47	33	80
Basse-Vigneulles	6	0	6
Boustroff	34	8	41
Dorwiller	12	0	12
Flétrange	12	1	13

Fuentes: ADMo B2384, 541ED CC2; Dorvaux et Lesprand, 1908; Etienne, 1907.

*Propiedad de la nobleza, la burguesía y los campesinos en la bailía de Mirecourt en 1791
(en hectáreas)*

	Campesinos	Burguesía	Nobleza
Bazoilles-et-Ménil	325	53	46
Boulaincourt	88	47	1
Chauffecourt	38	15	19
Chef-Haut	261	56	89
Frenelle-la-Petite	95	79	3
Juvaincourt	117	158	102
Marainville	76	39	41
Mattaincourt	218	186	34
Mirecourt	87	106	231
Offroicourt	264	20	164
Pont-sur-Madon	59	56	147
Poussay	139	52	55
Remicourt	81	94	34
Repel	103	33	67
Saint-Menge	94	70	87
Saint-Menge (1789)	104	20	105
Thiraucourt (1789)	86	36	102

Fuentes: ADV Edpt 431G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6, 1C135, Edpt 309 DD19, 5Q62, 11 T 25 247; Martin, 1928.

Propiedad de la nobleza y la Corona en la bailía de Commercy (en hectáreas)

	Labrantíos	Prados	Total
Aulnois-sous-Vertuzey	54	14	67
Chonville	92	15	106
Commercy	86	84	170
Euville	22	10	32
Lérouville	66	10	76
Sorcy-Saint-Martin	132	115	247
Vertuzey	38	16	54
Total	489	264	753

Fuentes: ADMe B330, 5E179, B330, ED91 25, ED214 181, ED280 307, Q300-307, Q691-692, Q1588.

Propiedad de la nobleza y la Corona en la bailía de Commercy en 1789 (en hectáreas)

	Labrantíos	Prados	Total
Aulnois-sous-Vertuzey	54	14	67
Chonville	92	15	106
Commercy	86	84	170
Euville	22	10	32
Lérouville	66	10	76
Sorcy-Saint-Martin	132	115	247
Vertuzey	38	16	54
Total	489	264	753

Fuentes: ADMe B330, 5E179, B330, ED91 25, ED214 181, ED280 307, Q300-307, Q691-692, Q1588.

Propiedad de la burguesía en la bailía de Commercy en 1789-1791 (en hectáreas)

	Superficie
Commercy	255
Lérouville	99
Sorcy-Saint-Martin	87

Fuentes: ADMe ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380 207.

Propiedad burguesa en dos comunas de Mosela en 1791 (en hectáreas)

	Superficie
Pontpierre	96
Vahl-lès-Faulquemont	176

Fuentes: ADMo 553ED 1G1-3, 688ED 1G1-3.

Propiedad campesina en Mosela en 1789-1791 (en hectáreas)

	Superficie
Créhange (1738)	86
Petit-Tenquin	80
Pontpierre	453
Vahl-lès-Faulquemont	272
Varize	74

Fuentes: ADMo B9749, 166ED CC8, 541ED CC2, 553ED 1G1-3, 688ED 1G1-3.

Propiedad campesina en la bailía de Commercy en 1789-1791 (en hectáreas)

Cantón	Comuna	Superficie
Commercy	Commercy	297
Commercy	Laneuville-au-Rupt	431
Commercy	Lérouville	142
Commercy	Sorcy-Saint-Martin	186
Gondrecourt	Badonvilliers	242
Void	Broussey-en-Blois	120
Vaucouleurs	Burey-en-Vaux	249
Vaucouleurs	Épiez	143
Vaucouleurs	Neuville	261
Void	Ourches	519
Vaucouleurs	Rigny-Saint-Martin	56
Vaucouleurs	Rigny-la-Salle	435
Vaucouleurs	Saint-Germain	295
Vaucouleurs	Taillancourt	291
Vaucouleurs	Sepvigny	306
Vaucouleurs	Chalaines	331

Fuentes: ADMe C400, ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380 207, ED 208 79.

Cuadro 3. La propiedad de los bosques en 1789 (en hectáreas)

	Vosgos	Mosa
Nobleza	1949	1893
Corona	140	1686
Clero	252	413
Comunas	3681	4452

Fuentes: ADMe, B330, C400, 1O174, Serie 3P, Q574-577, Q300-307, 118 Tp 10; ADV, Edpt 148 DD 1-2, Edpt 340 DD1-3, Edpt 434 BB1, Edpt 393 DD1-5, Edpt 410 DD1, Edpt 537 DD2, 5Q 46-68, 8Q9, 10Q1-15, Série 3P (catastros y planos), 11T 21 170, 11T 25 246-247, 11T 26 254, 11T 26 271, 11T 28 294; Martin, 1928; Rothiot et Rothiot, 1990.

Cuadro 4. Reparto de las explotaciones en la bailía de Mirecourt

	Bettoncourt (1787)	Gemmelaincourt (1788)	Lignéville (1789)	Frenelle- la-Petite (1776)
Más de 30 hectáreas	74	0	372	56
20 a 30 hectáreas	29	182	179	41
10 a 20 hectáreas	53	80	67	51
5 a 10 hectáreas	0	9	24	11
1 a 5 hectáreas	5	14	24	13
Menos de 1 hectárea	1	0	3	2

	Boulaincourt (1777)	Saint-Menge (1776)	Gironcourt (1777)	Villers (1773)
Más de 30 hectáreas	128	62	131	77
20 a 30 hectáreas	26	48	120	66
10 a 20 hectáreas	80	0	113	35
5 a 10 hectáreas	12	29	26	0
1 a 5 hectáreas	6	19	16	11
Menos de 1 hectárea	1	2	7	0

Fuentes: ADV B231, B244, B773, B1999, 1C135, Edpt 57 CC2, 3E170.

Cuadro 5. Evolución de las explotaciones en tres aldeas de la bailía de Mirecourt

	Bettoncourt		Gemmelaincourt		Lignéville	
	1733	1787	1739	1788	1764	1789
Más de 30 hectáreas	31	133	31	0	31	372
20 a 30 hectáreas	0	48	42	182	245	179
10 a 20 hectáreas	74	15	108	80	149	67
5 a 10 hectáreas	13	8,6	64	9	32	24
1 a 5 hectáreas	19	11,1	26	14	25	24
Menos de 1 hectárea	1	2	0	0	3	3

Cuadro 6. Las explotaciones en Mosela

	Varize		Petit-Tenquin		Créhange
	1769	1789	1750	1789	1738
Más de 30 hectáreas	298	252	30	59	136
20 a 30 hectáreas	52	30	98	28	151
10 a 20 hectáreas	17	51	88	61	75
5 a 10 hectáreas	0	10	27	15	47
1 a 5 hectáreas	0	0	35	6	64
Menos de 1 hectárea	0	0	9	0	11

Fuentes: ADMo B9749, 166ED CC8, 541ED CC2.

Cuadro 7. Las explotaciones en la bailía de Commercy

	Commercy		Laneuville-au-Rupt		Lérouville	
	1749	1790	1765	1782	1751	1790
Más de 30 hectáreas	33	101	0	0	0	31
20 a 30 hectáreas	219	309	0	0	68	68
10 a 20 hectáreas	241	254	12	30	137	188
5 a 10 hectáreas	42	111	14	33	26	34
1 a 5 hectáreas	16	109	53	48	55	104
Menos de 1 hectárea	1	29	14	0	13	21

Fuentes: ADMe ED91 21-25, ED 208 86, ED 214 181

Gráfico 1. Población de manoeuvres en los Vosgos y Mosa en 1789

	Vosgos	Mosa
1 a 5 hectáreas	14%	34%
Menos de 1 hectárea	50%	43%
Proletarios	16%	8%
Total	80%	85%

Fuentes: ADMe ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380-207; ADV Edtp 43 1G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6; AN F20 17-20.

Capítulo 9

Gráfico 2. Programas políticos frente al señorío en las bailías de Vic, Boulay y Mosela

	Eliminación con compensación	Exhibición de títulos	Abolición
Vic	0%	17%	6%
Boulay	0%	11%	0%
Mirecourt	14%	10%	35%
Total	6%	12%	16%

Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1929.

Cuadro 11. Superficie adquirida de Bienes Nacionales (bosques excluidos) por clase en el distrito de Commercy (en hectáreas)

Comuna	Burguesía		Campesinos		Indeterminados	
	1° origen	2° origen	1° origen	2° origen	1° origen	2° origen
Aulnois-sous-Vertuzey	12,2	35,8	22,5	7,5	15,6	0,4
Chonville	4,9	35,8	0,5	7,5	0	0
Commercy	210,7	8,5	98,8	1,6	0	0,5
Corniéville	163,5	0	35,3	0	0	0
Euville	60	0	5,3	0	0	0
Frémeréville	23,5	0	0,6	0	0	0
Gironville	36,6	0,2	2,4	0		0
Jouy-sous-les-Côtes	40,4	0	7,6	0	0	0
Laneuville-au-Rupt	27,2	0	2,8	0	0	0
Lérouville	86,8	0	5,9	0	0	0
Malaumont	26,5	0	1,2	0	0	0
Mélny-le-Grand	212	0	2	0	0	0
Ménil-la-Horgne	128,4	6,2	3,5	1,1	0	0
Sorcy-Saint-Martin	123,8	3,7	56,1	1,3	0	1,8
Vertuzey	48,7	34	1,5	18,4	0	0
Vignot	41,2	20,6	7,2	0,4	0,3	0
Ville-issey	58	0	11	0	0	0

Fuentes: ADMe Q300-307

Cuadro 11. Superficie adquirida de Bienes Nacionales (bosques excluidos) por clase en el distrito de Mirecourt (en hectáreas)

Comuna	Burguesía		Campesinos		Indeterminados	
	1° origen	2° origen	1° origen	2° origen	1° origen	2° origen
Ambacourt	40,6	0,6	21,8	0	0	0
Baudricourt	24,4	42,7	3,4	0	0	0
Bazoilles-et-Ménil	7,9	7,4	21,6	1	0	0
Bettoncourt	8,5	0	0	0	0	0
Biécourt	50,3	0	5,2	0,7	0	0
Blémerey	2	0	6,6	0	0	0
Boulaincourt	7,5	0	34,9	0	6,3	0
Chauffecourt	0	0,4	0	0,7	0	0
Chef-Haut	4,1	0	0,8	0,3	0	0
Dombasle-en-Xantois	36,2	0	0	0	0	0
Domèvre-sous-Montfort	0	0	13,2	0	0	0
Domjulien	23	0	10,4	0	0	0
Domvallier	21,1	57,9	0,5	9,6	1	6
Estrennes	2,7	0	5,1	0	0	0
Frenelle-la-Grande	57,9	0	18,3	0	0	0

Cuadro 11. Superficie adquirida de Bienes Nacionales (bosques excluidos) por clase en el distrito de Mirecourt (en hectáreas; continuación)

Comuna	Burguesía		Campesinos		Indeterminados	
	1° origen	2° origen	1° origen	2° origen	1° origen	2° origen
Frenelle-la-Petite	5,5	0	0	0	0	0
Gemmelaincourt	45,2	18,8	2,5	47,2	0	0
Gircourt-lès-Viéville	95,7	0	1,3	0	0	3,4
Gironcourt	0	0	0	0	0	0
Girovillers	0	0	0	0	0	0
Haréville	22,8	0	13,4	0	0	0
Hymont	53	0	19,3	0	0	0
Juvaincourt	89,7	41,3	1,5	23,9	0	0
La Neuveville-sous-Montfort	0	0	18,4	0	0	0
Lignéville	0	0	0	0	0	0
Marainville	24,4	0	12,6	0	0	0
Mattaincourt	48,7	0,3	9,7	6,7	0	0
Maziot	31	16,8	17	0	0	0
Ménil-en-Xantois	58,6	39	0	11,9	0	1
Mirecourt	76,5	120,9	0,7	54,3	3,4	0
Oëlleville	9,9	26,2	46,1	46,9	0,4	3,6
Offroicourt	14,9	0	37,9	0	0	0
Parey-sous-Montfort	0	0	0	0	0	0
Pont-sur-Madon	27,9	0	0	0	0	0
Poussay	119,2	4,8	93,7	9,9	0	0
Puzieux	2,7	0	57	0	0	0
Ramecourt	38,2	0	0,4	1,3	0	0
Remicourt	54,3	2,8	27,2	27,8	0	0
Remoncourt	18,5	0	8,9	0	0	0
Repel	0	9,2	10,8	0	0	0
Rouvres-en-Xaintois	0,7	57,3	8,1	28,9	0	0,9
Rozerotte	5,1	0,1	0	0	0	0
Saint-Menge	6,7	50,2	3,7	24,4	0	17,5
Saint-Prancher	70,7	30,6	11,3	27,4	0	0
They-sous-Montfort	12,2	0	1,7	0	0	0
Thiraucourt	0,1	20	9,5	80,7	0	0,2
Totainville	7,6	11,8	9,2	0	0	0
Villers	12,7	5,1	22,4	20,9	0	0
Vittel	103,8	0	25,5	8,2	0	0
Viviers-les-Offroicourt	36,3	0	15,8	0	0,6	0
Vroville	23,7	8,6	0,3	0	0	0

Bosques vendidos como Bienes Nacionales en el distrito de Mirecourt: compras por clase social (en hectáreas)

	Burguesía	Campesinos
Ambacourt	16,1	0
Bazoilles-et-Ménil	0	6,1
Biécourt	0	66
Dombasle-en-Xantois	44,8	1,2
Domèvre-sous-Montfort	0	5,5
Estrennes	0	39
Juvaincourt	10,6	0
La Neuveville-sous-Montfort	3,7	13,7
Mattaincourt	0	4,4
Mazirot	4,7	0
Ménil-en-Xantois	1,2	0
Mirecourt	1,3	1,3
Offroicourt	2,5	0
Poussay	0	31
Puzieux	12,3	0
Remicourt	22	34
Villers	13	0

Fuentes: ADV 5Q 46-68.

Capítulo 10

Gráfico 3. Reclamos contra las usurpaciones de comunales y el tiers-denier en los cuadernos de quejas lorenes

	Reclamos contra:	
	Usurpaciones	Tiers-denier
Vic	20%	37%
Boulay	3%	16%
Mosela	11%	26%
Mirecourt	14%	49%
Total	12%	35%

Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928.

Gráfico 4. Formas de explotación del comunal en los cuadernos de quejas

	No repartir	Revocar los repartos realizados	Repartir los comunales
Vic	3%	0%	0%
Boulay	0%	0%	0%
Mosela	1%	0%	0%
Mirecourt	33%	8%	6%

Total	15%	3%	2%
-------	-----	----	----

Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928.

Gráfico 5. Bienes comunales (en hectáreas) en el arrondissement de Metz (circa 1822-1837)

	Repartidos		No repartidos		Total	
	Áreas	%	Áreas	%	Áreas	%
Labrantíos	4480	75%	396	7%	4876	82%
Prados	284	5%	106	2%	390	7%
Jardines	25	0%	0	0%	25	0%
Pastos	0	0%	668	11%	668	11%
Total	4789	80%	1170	20%	5959	100%

Fuente: ADMo 10121.

Gráfico 6. Bienes comunales (en hectáreas) en el departamento de Mosela (circa 1822-1837)

	Repartidos		No repartidos		Total	
	Áreas	%	Áreas	%	Áreas	%
Labrantíos	12751	66%	1494	8%	14245	74%
Prados	1136	6%	421	2%	1557	8%
Jardines	235	1%	0	0%	235	1%
Pastos	0	0%	3313	17%	3313	17%
Total	14122	73%	5228	27%	19350	100%

Fuente: ADMo 10121.

Gráfico 7. Bienes comunales (en hectáreas) en los Vosgos, Mosela y Mosa en 1844-1847

	Repartidos		Arrendados		Pastoreo		Total	Comunales/SAU
	Áreas	%	Áreas	%	Áreas	%		
Vosgos	1258	87,6%	138	9,6%	40	2,8%	1436	6%
Mosela	1670	79%	272	13%	174	8%	2118	5%
Mosa	25	5%	63	12%	420	83%	508	4%

Fuentes: ADMe 10174; ADMo 10142-144; ADV 1050.

Capítulo 11

Gráfico 8. Reclamos contra los edictos de cercados en los cuadernos de quejas loreneses (incluimos datos relativos al troupeau à part)

	Contra el troupeau à part	Contra el edicto de cercados	Destruir cercados/ restituir derrota de mieses	Libertad de recoger renadíos sin cercar
Vic	34%	0%	51%	23%
Boulay	16%	0%	29%	16%
Mosela	25%	0%	40%	19%
Mirecourt	39%	12%	57%	0%
Total	31%	5%	47%	11%

Fuentes: Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907; Martin, 1928.

Capítulo 13

Cuadro 16. El reparto de la propiedad en Lorena hacia 1821-1840 (en hectáreas)

Departamento	Comuna	Burguesía	Productores
Vosgos	Chauffecourt	50	77
	Chef-Haut	84	179
	Bettoncourt	150	81
	Lignéville	710	410
	Gemmelaincourt	225	264
	Baudricourt	72	182
Mosa	Vignot	159	624
	Vertuzey	160	301
	Malaumont	31	269
	Méligny-le-Grand	78	875
	Ménil-la-Horgne	111	1163
	Euville	83	273
Mosela	Pontpierre	69	578
	Vahl-lès-Faulquemont	110	475
	Hombourg	313	407
	Petit-Tenquin	175	254
	Créhange	415	242

Fuentes: ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Cuadro 17. Tamaño de las propiedades en Lorena hacia 1821-1840 (en hectáreas)

Departamento	Comuna	Más de 30 ha.	20 a 30 ha.	10 a 20 ha.	5 a 10 ha.	1 a 5 ha.	Menos de 1 ha.
Vosgos	Chauffecourt	32	24	11	16	25	18
	Chef-Haut	0	70	31	76	67	20
	Bettoncourt	98	0	32	14	52	35
	Lignéville	438	177	198	120	124	64
	Gemmelaincourt	144	57	81	89	91	28
	Baudricourt	112	41	16	31	33	21
Mosa	Vignot	47	23	146	174	319	75
	Vertuzey	82	0	30	118	153	78
	Malaumont	43	68	91	34	44	0
	Méligny-le-Grand	145	149	221	207	210	20
	Ménil-la-Horgne	359	97	486	187	120	25
	Euville	0	0	18	71	226	41
Mosela	Pontpierre	0	45	157	170	224	52
	Vahl-lès-Faulquemont	83	76	83	187	119	37
	Hombourg-Haut	205	22	99	56	286	53
	Petit-Tenquin	45	20	78	59	174	52
	Créhange	335	30	68	65	119	41

Fuentes: ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Cuadro 18. Evolución de las propiedades en Mosa (1813-1821)

	Méligny-le-Grand		Ménil-la-Horgne	
	1813	1821	1813	1821
Más de 30 hectáreas	181	115	495	359
20 a 30 hectáreas	99	128	94	97
10 a 20 hectáreas	220	242	419	486
5 a 10 hectáreas	188	195	140	187
1 a 5 hectáreas	130	182	101	120
Menos de 1 hectárea	24	6	24	25

Fuentes: ADMe 3P 2400, 3P 2433.

Cuadro 19. Evolución de las propiedades en los Vosgos (1789-1840)

	1789-1791	1821-1840
Más de 30 hectáreas	684	824
20 a 30 hectáreas	389	369
10 a 20 hectáreas	546	368
5 a 10 hectáreas	481	346
1 a 5 hectáreas	490	392
Menos de 1 hectárea	237	186

Fuentes: ADV Edpt 43 1G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G3-4, Edpt 189 1G7, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1F1, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Cuadro 21. Reparto de las explotaciones en el Xaintois (1812-1814)

	Poussay (1812)	Chauffecourt (1814)
Plus de 30 hectares	95	41
20 à 30 hectares	91	51
10 à 20 hectares	92	0
5 à 10 hectares	46	23
1 à 5 hectares	19	0
Moins d'un hectare	0	0

Fuentes: ADV Edpt 99 1D1, Edpt 364 1D1.

Gráfico 9. Proporción de cultivos sobre el total de labrantíos en Lorena (1802-1803)

	Papas	Hortalizas y oleaginosas	Praderas artificiales	Total
Mosela	5,5%	2,2%	1,3%	9%
Mosa	6%	0,9%	0,3%	7,2%

Fuentes: *Annuaire statistique du département de la Meuse: formé pour l'An XII*, 1803; Colchen, 1802.

Gráfico 10. Proporción de cultivos sobre el total de labrantíos en Lorena (1836-1852)

	Papas	hortalizas y oleaginosas	Praderas artificiales	Total
Vosgos (1836)	3,3%	1,8%	4,1%	9,2%
Mosela (1852)	7,2%	2,8%	8,6%	18,6%
Mosa (1852)	5,3%	4,5%	4,2%	14,0%

Fuentes: ADMe 6M 323; ADMo 285M1; ADV 6M 1676-1744.

Gráficos 11, 12 y 13. Evolución demográfica en los Vosgos, Mosela y Mosa (1793-1896)

Año	Vosgos	Vosgos (rural)	Mosela	Mosela (rural)	Mosa	Mosa (rural)
1793	19347	14401	35475	30378	11477	7792
1800	20500	15416	35575	30957	11833	8433
1806	22199	16942	38861	33955	12329	8941
1821	22468	17015	44633	38910	12232	8609
1831	24119	18545	44607	38758	12838	9216
1836	24922	19238	49215	42231	12963	9247
1846	25527	20006	48176	41277	13029	9087
1851	25137	19694	s.d.	s.d.	13359	9337
1856	22787	17593	s.d.	s.d.	12544	8351
1861	23276	17743	45976	39036	12292	8376
1866	23470	17735	45158	38220	12644	8545
1872	22464	16984	42185	35911	12200	8009
1881	21471	16205	40108	33738	13842	8580
1886	21767	16434	37934	32004	14448	8934
1891	21363	15908	37672	31877	17855	10372
1896	20509	15368	37191	31567	18863	10755

Fuentes: ADMe 6M 5-12; ADV 6M 543; AN F20 17-20, F20 398-399, F20 409; *Annuaire statistique de la Moselle*, 1831-1867; INSEE (1876-1896); Service Historique de la Défense 1M 1119, *Annuaire statistique du département des Vosges, 1827-1857*; *Annuaire du département de la Meuse*, 1825-1840.

GLOSARIO

Affouage: madera para combustible entregada a todos los habitantes en función de un *rôle d'affouage*, listado de todos los que tienen derecho.

Amodiateur: arrendatario de tierras y, en ocasiones, derechos señoriales.

Arpentage: operación de agrimensura.

Arrondissement: unidad administrativa que divide los departamentos desde 1800. Subdividido en cantones.

Ban: término polisémico. En su acepción más habitual, territorio sometido al poderío de un señor alto-justiciero.

Ban de moissons: Práctica que fija una determinada fecha para el comienzo de la cosecha. Hasta dicha fecha, el ingreso de los cosechadores está prohibido.

Ban de vendanges: misma prohibición, rige sobre las viñas.

Bangard: guarda campestre.

Bois mort: árboles caídos.

Bosque *nourricier* (*forêt nourricière*): expresión que remite al bosque como espacio de suministro de pastos, madera y víveres.

Bureau d'enregistrement: oficina encargada del registro de los bienes inmobiliarios.

Cantonnement: operación que implica la cesión de parte de un bosque a las comunas que allí tienen derechos de uso para poder gozar, su propietario, de derechos de propiedad excluyentes en la parte que conserva.

Coupes: nombre que adopta cada una de las delimitaciones de un bosque en un régimen de explotación constituido por revoluciones de varios años, en general veinticinco.

Cuarto en reserva (*Quart en réserve*): porción de bosque reservado para el crecimiento de árboles en altura. Ocupa aproximadamente el cuarto de los bosques.

Dentelle: tejido de encaje hecho en lino o, en el siglo XIX, algodón.

Derrota de mieses: práctica ganadera que consiste en el ingreso de los rebaños (comunales y particulares, si los hubiere) en determinadas fechas del año. Se ejerce sobre prados, barbechos, bosques, tierras cosechadas, caminos.

Domaine: Bienes pertenecientes a la Corona.

Embannie: disposición municipal que impide el ingreso de animales a determinados cantones en régimen de derrota de mieses.

Ferme: explotación. En Lorena, a veces reemplazada por el término *gagnage* o *maiterie*. Este último usualmente designa una explotación en aparecería. En Lorena, la práctica de la aparcería es poco usual en el siglo XVIII y el término *maiterie* se usa como sinónimo de *ferme* o *gagnage* sin importar la forma de arriendo.

Ferme isolée: explotaciones compactas, normalmente propiedad del clero o la nobleza, yuxtapuestas a algún término del que forman parte en términos formales.

Futaie: término que designa los árboles de tronco único que forman copas en altura.

Glandée: alimentación de cerdos en base a bellotas en los bosques practicada de septiembre a abril.

Grasse-pâturage: término que designa la derrota de mieses en bosques.

Hôpital: organismos eclesiásticos destinados a la labor caritativa.

Laboureur: agricultor que se destaca por poseer arado y animales de tiro.

Lisière: zona arbolada de menor densidad que hace de frontera entre el bosque y el *ager*.

Maîtrisse des Eaux et Forêts: ente gubernamental del Antiguo Régimen que regula la explotación forestal. En épocas de independencia del Ducado de Lorena se lo denomina *gruerie*.

Manoeuvre: agricultor sin arado. El término es amplio, designa situaciones variados que pueden llegar a incluir a residentes desposeídos.

Mort bois: especies que no portan furto. Carpe, fresno.

Pâquis o *pâtis*: baldíos usados para pastar, normalmente propiedad de una comuna.

Parcours: extensión de la derrota de mieses sobre el término vecino. Normalmente, la parroquia marca el límite hasta donde un vecino tiene derecho a pastar.

Plaids annaux: reunión anual de todos los habitantes encabezada por el alcalde. Se hace lectura de los derechos señoriales y se procede a determinar las multas por los delitos rurales.

Puesta en reserva (*mise en réserve*): Cerramiento de determinado cantón. Sinónimo de *embannie* y *mise en défens(e)*.

Rapailles: término que designa a las formaciones boscosas de pobre densidad.

Rebaño aparte (*Troupeau à part*): derecho señorial que permite conformar un rebaño separado de aquel custodiado por el pastor de la comuna.

Remembrement: término polisémico. En el siglo XVIII, designa una operación de declaración de propiedades y tributos que sobre ellas pesan. En el XIX y en especial en el XX, se utiliza para referirse a una operación de concentración parcelaria.

Renadíós (*regains*): Hierba que crece en los prados entre junio y septiembre luego de haberse realizado una primera siega. A veces reemplazada por *second poil* (segunda hierba).

Resalvos (*baliveaux*): en una operación de tala, árboles dejados para crecer en altura y convertirse en *futaies*.

Rôle d'imposition, abonnement, subvention, vingtièmes, habitants: listados donde se enumera a los residentes y lo que deben abonar en impuestos. A partir de 1762, muchas veces acompañados por datos relacionados a la superficie que explota cada habitante.

Saison: en su sentido agrícola, hoja de cultivo.

Taillis: en rigor, método de jardinería que consiste en podar una rama para que crezcan dos vástagos. Por metonimia, designa los cantones forestados dónde se adopta esa práctica.

Taillis-sous-futaie: gestión forestal que combina la producción de vástagos con el crecimiento de árboles en altura.

Terrage: gravamen señorial que toma una porción de la cosecha. En otras partes del reino adopta el nombre de *champart*.

Tiers-denier, triage: Derecho señorial que le otorga al señor el tercio de las ventas de productos derivados de la propiedad o gestión comunal. En el siglo XVIII se lo utiliza para la usurpación de tierras y bosques.

ANTIGUAS MEDIDAS

Los datos han sido tomados de Gattey, 1812; Marquis, 1804; Morineau, 1970.

I. SUPERFICIE

Jour de Nancy de 250 *verges*: unidad de superficie más utilizada (bailías de Vic, Boulay, Mirecourt). Se divide en 10 *ommées* u *hommées* y equivale a 0,20438 hectáreas.

En los prados tiene la misma extensión y se lo denomina *fauchée*.

Jour de 250 *verges* à 10 *pieds* : utilizada en el canton de Bistroff, Mosela. Equivale à 0,26380.

Jour de 320 *verges*: usado en la bailía de Vic, equivale a 0,23449 hectáreas.

Jour de 100 *verges*: utilizado en la bailía de Commercy (Aulnois-sous-Vertuzey y Vertuzey). Equivale a 0,327 hectáreas.

Jour de 80 *verges*: utilizado en la bailía de Commercy (Sorcy-Saint-Matin). Equivale a 0,3129 hectáreas. En los prados tiene 100 *verges* pero su valor difiere del convencional, equivale a 0,391 hectáreas.

Jour de 75 *verges*: utilizado en la bailía de Commercy (Lanueville-au-Rupt). Equivale a 0,2733 hectáreas. En los prados, tiene 100 *verges* pero su valor difiere del convencional, equivale a 0,3644 hectáreas.

Jour de 72 *verges*: unidad de superficie más frecuente en la bailía de Commercy (Chonville, Commercy, Euville, Lérrouville, Méligny-le-Grand, Ménil-la-Horgne, Vignot y Ville-Issey). Equivale a 0,3391 hectáreas. En Malaumont lleva el mismo nombre, pero equivale a 0,3539 hectáreas.

Jour de 62,5 *verges*: utilizado en la bailía de Commercy (Corniéville). Equivale a 0,2082 hectáreas.

Fauchée de 187 *verges*: utilizada en los cantones de Boulay, y Faulquemont (Mosela), equivale a 0,15288 hectáreas.

Fauchée de Saint-Avold: utilizada en cantón moselano homónimo, equivale a 0,15714 hectáreas.

Fauchée de Bistroff: utilizada en el cantón moselano homónimo. Equivale a 0,15828 hectáreas.

Fauchée de Hellimer: utilizada en el cantón moselano homónimo. Equivale a 0,15370 hectáreas.

II. VOLUMEN

Résal de Nancy: unidad más usada para los granos en el Ducado de Lorena. Raso, equivale a 1,17 hectolitros (trigo, centeno). Colmado, son 1,686 hectolitros para la avena y 1,612 hectolitros para la cebada. Se divide en 4 *bichets*, cada uno compuesto de 4 *imau*s (en singular, *imal*).

Résal de Mirecourt: unidad antigua para los granos, progresivamente remplazada por aquella de Nancy. Equivale a 1,24 hectolitros. En desuso en el siglo XVIII.

Quarte de Boulay: unidad para los granos usada en la bailía homónima. Raso, equivale a 0,68 hectolitros para el trigo. Colmado, equivale a 0,96 hectolitros para la avena.

Quarte de Saint-Avold: usada el área de la ciudad homónima, equivale a 0,8 hectolitros.

Quarte de Vic: usada en la bailía homónima. Raso, equivale a 0,65 hectolitros para el trigo. Colmado, equivale a 1,005 hectolitros para la avena.

Bichet de Commercy: usada en la bailía homónima. Raso, equivale a 0,27 hectolitros para el trigo. Colmado, equivale a 0,36 hectolitros para la avena.

III. MONEDAS

Libra tornesa (*livre tournois*): unidad de cuenta del Reino de Francia. Se divide en 20 soles (*sous*, *sol* en singular), conformados a su vez por 12 denarios (*deniers*). Al momento de desaparición en 1795, equivale a 0,987 francos.

Libra lorenesa (*livre lorraine*): unidad de cuenta del Ducado de Lorena. Equivale a 0,775 libras tornesas.

Franco *barrois*: unidad de cuenta del Ducado de Bar que equivale aproximadamente a 0,66 libras tornesas. Se divide en 12 *gros*, formados por 4 *blancs* compuestos, a su vez, por 4 *deniers*.

Franco *messin*: unidad de cuenta del obispado homónimo que equivale a aproximadamente 0,375 libras tornesas.

FUENTES

I. ARCHIVOS NACIONALES

Serie D

XIV 6-8. Comité de Derechos Feudales (1789-1792).

Serie F

Sub-serie F3 (I)

1-10. Bienes comunales y caminos vecinales. Usurpaciones. Bosques comunales. *Coupes* extraordinarias y cuarto en reserva (1791-1829).

Sub-serie F10

22b. Estadística de animales domésticos (1794-1795).

207. Decretos de suspensión de la derrota de mieses. Meurthe, Mosa, Mosela, Vosgos (1794-1795).

210. Correspondencia del Comité de agricultura. Renadíes. Mosela (1791).

214. Derrota de mieses. Vosgos (1791-1793).

265. Comisión de Agricultura y de las artes. Derrota de mieses en bosques. Meurthe (1794).

270. *Bureau* de agricultura. Derrota de mieses. Mosa (1796-1797).

284. Comité de Agricultura, peticiones. Derrota de Mieses, rebaño aparte (*troupeau à part*). Mosela (1789-1795).

289b. Fijación del precio de la jornada agrícola. Meurthe, Mosa (1796-1804).

320. Comité de Agricultura y de comercio. Peticiones. Derrota de mieses. Mosela (1789-1794).

324. Comité de Agricultura. Peticiones. Pastoreo en bosques, Mosela (1794).

332. Comité de Agricultura. Reparto de comunales. Meurthe, Mosa, Mosela, Vosgos (1790-1791).

336. Peticiones a la Asamblea Constituyente. Peticiones a la Comisión de Agricultura y de las Artes. Derrota de mieses. Meurthe, Mosela, Mosa, Vosgos (1791-1801).

337. Correspondencia de los departamentos. Derrota de mieses. Meurthe, Mosa (1802-1803).
347. Informes de década (calendario republicano). Derrota de mieses. Vosgos (1794).
- 398-399. Plantaciones. Meurthe, Mosa, Mosela, Vosgos (1797-1822).
403. Correspondencia de la administración forestal con los departamentos. Delitos forestales (1796-1801).
405. Abusos en bosques. Meurthe, Mosela, Vosgos (1794-1796).
406. Correspondencia del *bureau* de agricultura. Situación de los bosques en los departamentos. Meurthe, Mosela, Vosgos (1799-1805).
499. Peticiones al Comité de Agricultura de la Convención. Mosa, Vosgos (1792-1794).
- 508-512. Animales: encuesta de la Comisión de Agricultura y de las Artes. Animales domésticos, trabajos estadísticos. Meurthe, Mosa, Mosela, Vosgos (1795-1811).

Sub-serie F12

- 1547b. Tabla con los precios de salarios y víveres en 1790 y 1795 (1795).

Sub-serie F20

- 17-20. Censo poblacional del año III. Mosa, Mosela, Vosgos (s.f.).
409. Tablas recapitulativas en ejecución de la circular del ministerio del Interior de 1820. Población. Mosa, Mosela, Vosgos (1821-1822).

Serie H

- 1486-1494; 1515; 1626. Papeles de intendencia: agricultura, derrota de mieses, *parcours*, bienes comunales. Carpetas por provincia.

Serie KK

- 1159-1173. Respuestas de los curas a la encuesta sobre agricultura y rendimientos lanzada por el Parlamento de Lorena. Tablas comparativas del número de *laboureurs* y sus impuestos (1761-1763).

II. ARCHIVOS DEPARTAMENTALES DE MOSA

Serie B

330. Declaración de propiedades (*dénombrement*) de Sorcy-Saint-Martin (1789).
2958. Ordenanzas ducales (1693-1764).

3001. Misivas enviadas por los habitantes de Corniéville a raíz de la derrota de mieses en el bosque de Hazoy (1580-1633).

19B76. Renadíos en Ville-Issey (1776).

59B7. Delitos rurales. Informes de los guardas rurales de Jouy-sous-les-Côtes, Chonville, Commercy, Frémeréville (1770-1771)

Bp 5027. Inventarios Aulnois-sous-Vertuzey (1751-1789).

Bp 4678. Delitos rurales. Informes de los guardas rurales del Prebostazgo de Sorcy-Saint-Martin (1759-1789).

Serie C

C400. Informaciones diversas reunidas por la oficina intermediaria (*bureau intermédiaire*) de la elección de Chaumont (1790).

C93. *Rôles d'impositions* para las rutas, subdelegación de Commercy (1787).

Serie E

2E125 1-30. Commercy: registro civil y parroquial (1765-1850).

2E189 1-8. Euville: registro civil y parroquial (1765-1852).

2E296 1-9. Lérrouville: registro civil y parroquial (1765-1849).

2E472 1-2. Saint-Martin: registro parroquial (1757-1792).

2E507 1-14. Sorcy-Saint-Martin: registro civil y parroquial (1757-1848).

2E322 1-3. Malaumont: registro civil y parroquial (1793-1852).

2E338 1-5, Mélny-le-Grand: registro civil y parroquial (1765-1852).

2E342 1-6. Ménil-la-Horgne: registro civil y parroquial (1765-1852).

2E561 1-5. Vertuzey: registro civil y parroquial (1756-1852).

2E566 1-10. Vignot: registro civil y parroquial (1765-1852).

5E179. Familia Vassimont: bienes en Aulnois-sous-Vertuzey y Vertuzey (1787-1791).

6E124. Derechos señoriales en Vignot (1463-1790).

Fondos comunales (ED)

87 107. Chonville: reglamento de pastoreo (1841).

91 21-25. Commercy: *rôles d'impositions* (1749-1790).

94 3. Corniéville: actas de la asamblea municipal (1788-1806).

94 127. Corniéville: bienes comunales, adjudicación de hierba de los caminos y derrota de mieses en prados y Bosques Nacionales (1813-1847).

- 156 49. Gironville: derrota de mieses en bosques (1781-1790).
- 156 259. Gironville: derrota de mieses y bienes comunales (1830-1950).
- 208 79. Laneuville-au-Rupt: *rôles d'impositions* (1730-1782).
- 208 86. Laneuville-au-Rupt: bosques (1593-1790).
- 208 88. Laneuville-au-Rupt: derrota de mieses, pleitos (1431-1790).
- 208 98. Laneuville-au-Rupt: actas de la asamblea municipal (1800-1819)
- 214 52-54. Lérrouville: *État de sections* (1793).
- 214 181. Lérrouville: *rôles d'impositions* (1751-1790)
- 251 2. Ménil-la-Horgne: actas de la asamblea municipal (1807-1830).
- 251 38. Ménil-la-Horgne: derrota de mieses (1831).
- 380 4. Sorcy-Saint-Martin: registro de ordenanzas y decretos (1789-1790).
- 380 207. Sorcy-Saint-Martin: declaración de propiedades (1791).
- 422 120. Vértuzey: derrota de mieses (1794-1799).
- 425 44. Vignot: Bienes comunales y derrota de mieses (1710).
- 425 90. Vignot: actas de la asamblea municipal (1786-1798).
- 425 163. Vignot: delitos rurales, informes de los guardas (1811-1827).
- 425 209-210. Vignot: derrota de mieses (1830-1889).

Serie L

- 168-170. Actas de las sesiones del consejo general (1791-1793)
227. Registro de peticiones del distrito de Commercy (1791-1793).
458. Censo de animales y forrajes (1790-1797).
484. Estadística agrícola (1790-1798).
592. Bienes comunales (1792-1795).
- 2307-2314. Justicia de paz de Sorcy-Saint-Martin: minutas (1792-1801).
2402. Justicia de paz de Commercy: minutas (1792-1796).

Serie M

- 6M 623. Estadística agrícola. Carpetas por *arrondissement* (1852).

Serie N

- 1N2-4. Actas del consejo general (1800-1826).
- 2N12. Actas del consejo de *arrondissement* de Commercy (1800-1823).

Serie O

- 1O174. Bienes comunales (1793-1861).
1O179. Derrota de mieses (1802-1888).
2O38. Aulnois-sous-Vertuzey: derrota de mieses y bienes comunales (1818-1890).
2O276. Chonville: derrota de mieses y bienes comunales (1804-1890).
2O299. Commercy: derrota de mieses y bienes comunales (1802-1899).
2O315. Corniéville: derrota de mieses y bienes comunales (1800-1890).
2O449. Euville: derrota de mieses y bienes comunales (1802-1890).
2O478. Frémeréville: derrota de mieses y bienes comunales (1804-1932).
2O511. Gironville: derrota de mieses y bienes comunales (1800-1890).
2O611. Jouy-sous-les-Côtes: derrota de mieses y bienes comunales (1799-1890).
2O655. Laneuville-au-Rupt: derrota de mieses y bienes comunales (1804-1890).
2O676. Lérrouville: derrota de mieses y bienes comunales (1804-1889).
2O735. Malaumont: derrota de mieses y bienes comunales (1833-1890).
2O767. Mélny-le-Grand: derrota de mieses y bienes comunales (1804-1890).
2O775. Ménil-la-Horgne: derrota de mieses y bienes comunales (1804-1928).
2O1048. Saint-Germain: derrota de mieses y bienes comunales (1807-1890).
2O1048. Sorcy-Saint-Martin: derrota de mieses y bienes comunales (1804-1899).
2O1278. Vertuzey: derrota de mieses y bienes comunales (1800-1889).
2O1290. Vignot: derrota de mieses y bienes comunales (1799-1890).
2O1299. Ville-Issey: derrota de mieses y bienes comunales (1800-1890).

Serie P

- 3P139. Aulnois-sous-Vertuzey: catastro (s.f.).
3P875. Chonville: catastro (1832).
3P927. Commercy: catastro (1832).
3P975. Corniéville: catastro (1832).
3P1376. Euville: catastro (1832).
3P1462. Frémeréville: catastro (1831).
3P1579. Gironville: catastro (1831).
3P1893. Jour-sous-les-Côtes: catastro (1831).
3P2033. Laneuville-au-Rupt: catastro (1810).
3P2097. Lérrouville: catastro (1831).
3P2288. Malaumont: catastro (1831).

3P2400. Mélny-le-Grand: matriz catastral (1813-1821).
3P2433. Ménil-la-Horgne: matriz catastral (1813-1821).
3P3583. Sorcy-Saint-Martin: catastro (1810).
3P4025. Vertuzey: catastro (1831).
3P4067. Vignot: matriz catastral (1831).
3P4092. Ville-Issey: catastro (1831).
257P1. Derrota de mieses en bosques (1812-1893).

Serie Q

300-307. Actas de venta de Bienes Nacionales del distrito de Commercy (1791-1796).
574-577. Inventario de los bienes del clero elaborado por los municipios del distrito de Commercy (1790-1795).
691. Declaraciones de bienes cedidos por la Corona del distrito de Commercy (1794).
995-996. Declaraciones de derechos feudales suprimidos del distrito de Commercy (1792-1802).
1188. Venta de bienes comunales por ley del 20 de marzo de 1813. Estados, tabalas, relevamientos (1813-1820).
1255. Tabla recapitulativa de bienes comunales vendidos en el *bureau* de Commercy (1813-1816).
1588. Registro de bienes vendidos e invendidos en el *bureau* de Commercy (1791-1793).
35Q17-22. Registro de actas bajo firma privada del *bureau* de Commercy (1834-1841).
36Q74- 85. Registro de actas notariales del *bureau* de Commercy (1833-1841).
37Q2. Tabla de arriendos del *bureau* de Commercy (1806-1824).
130Q4 3-4. Tabla de arriendos del *bureau* de Void (1807-1824).

Serie U (en curso de reclasificación)

4U 26 53-55. Fallos de policía del tribunal de justicia de paz de Void (1810-1845).
55U1. Fallos de policía del tribunal de justicia de paz de Commercy (1834-1842).

III. ARCHIVOS DEPARTAMENTALES DE MOSELA

Serie B

989. Parlamento de Metz, decretos. Derrota de mieses (1763).
2384-6. *Chambre de Comptes*. Declaraciones de derechos señoriales (1777-1780).

6212. Bailía de Boulay. Informes de guardas rurales (1768-1789).
6506. Prebostazgo de Faulquemont. Informes de guardas rurales (1750-1790).
9206. Flétrange: *plaidis annaux*. Registro de informes de delitos rurales (1752-1790).
9749. Varize: *rôles de subvention* (1766-1789).

Serie E

- 5E115. Créhange: registro parroquial (1786-1793).
- 5E147. Faulquemont: registro parroquial. Años faltantes: 1699-1747; 1749-1764 (1690-1791).
- 5E381. Pontpierre: registro parroquial. Años faltantes: 1695-1788 (1693-1793).
- 5E473. Vahl-lès-Faulquemont: registro parroquial (1765-1793).
- 5E480 1-2. Varize: registro parroquial (1689-1792).
- 7E162 1-6. Créhange: registro civil (1793-1858).
- 7E212 1-4. Faulquemont: registro civil (1793-1852).
- 7E337 1-10. Hombourg-Haut: registro civil (1792-1852).
- 7E541 1-4. Petit-Tenquin: registro civil (1793-1850).
- 7E553 1-5. Pontpierre: registro civil (1793-1859).
- 7E688 1-4. Vahl-lès-Faulquemont: registro civil (1792-1862).

Fondos comunales

- 162 CC5-8. Créhange: derecho señoriales, derrota de mieses, matriz de censos (1738-1792).
- 337 CC2. Hombourg-Haut: operación de agrimensura (*arpentage*) y *remembrement* (1718).
- 541 CC1-2. Petit-Tenquin: *terrier*, declaración de bienes de la comunidad, declaración de bienes de los propietarios, *rôle d'impositions* (1690-1789).
- 541 FF1. Petit-Tenquin: pleito entre la comuna y el Priorato de Zelle (1718-1789).
- 541 4D1. Petit-Tenquin: pleito entre la comuna y el *Domaine* a raíz de los bienes comunales (1792-1829).
- 541 1L1. Petit-Tenquin: contabilidad municipal (1818).
- 553 1G1-3. Pontpierre: *état de sections* (1791).
- 688 1G1-3. Vahl-lès-Faulquemont: *état de sections* (1791).
- 728 2N1. Vittoncourt: derrota de mieses en bosques (1794-1811).

Serie L

2L40. Cantón de Saint-Avoid: registro de actas de administración general (1797-1798).

2L56. Bienes comunales (1794-1796).

2L78. Tribunal de Boulay. Delitos forestales y rurales (1791-1794).

Serie M

258M1. Estadística agrícola. Datos por cantón (1852).

Serie O

1O11. Propiedades comunales (1803-1869).

1O94. Derrota de mieses y *parours* (1806-1870).

1O97. Reserva de praderas luego de la primera siega (1800-1865).

1O113. Derechos de uso en bosques (1809-1869).

1O120. Bienes comunales. Reparto, goce, puesta en valor (1669-1866).

1O123-126. Anulaciones de repartos revolucionarios (1799-1813).

1O137-138. Bienes comunales, repartos (1771-1837).

1O142-144. Bienes comunales, datos estadísticos (1847).

Serie P

3P 159. Créhange: catastro (1833).

3P 335. Hombourg-Haut: catastro (1837).

3P 535. Petit-Tenquin: catastro (1828).

3P 547. Pontpierre: catastro (1833).

3P 683. Vahl-lès-Faulquemont: catastro (1833).

NUM 35 P 535. Momerstroff: plano catastral (*tableau d'assemblage*, 1830).

IV. ARCHIVOS DEPARTAMENTALES DE LOS VOSGOS

Serie B

13. Gemmelaincourt: alta justicia, delitos rurales (1738-1784).

83. Gemmelaincourt: alta justicia, informes de delitos rurales (1726-1786).

88. Boulaincourt: alta justicia, delitos rurales (1720-1785).

231. Gemmelaincourt: *rôle* de habitantes (1721-1734).

224. Rouvres-la-Chétive (Neufchâteau) : alta justicia, inventarios (1757-1759).

244. Villers: *rôle* de habitantes (1773).
596. Marquesado de Bassompierre. Delitos forestales (1747-1748).
660. Vittel: justicia del pequeño *ban*, *gruerie* (*petit ban*, 1760).
661. Domjulien: informes de delitos rurales (1727-1790).
662. Marquesado de Bassompierre: informes de delitos rurales (1759-1768).
663. Prebostazgo de Remoncourt: registro de informes de delitos rurales (1760-1789).
- 762-764. Bailía de Mirecourt: informes de guardas rurales (1752-1790).
770. Marquesado de Bassompierre: actas de *affouage* (1746-1787).
773. Lignéville: *rôle* de habitantes (1762-1789).
1832. Bazoilles-et-Ménil: delitos rurales (1783-1789).
1871. Boulaincourt: delitos rurales (1718-1790).
1999. Gironcourt: *rôle* de habitantes (1777).
2443. Condado de Marainville: registro de informes de delitos rurales y policía (1742-1784).
- 2634-39. Offroicourt : informes de *gruerie*, sentencias, delitos rurales (1690-1790).
- B pro 1367. Bailía de Mirecourt. Declaraciones de los bienes y derechos del *Domaine*. Bazoilles-et-Ménil, Haréville, Mirecourt, Ramecourt, Rozerotte, Vittel (1755-1780).

Serie C

- 1C135. *Rôles d'abonnement*. Frenelle-la-Petite, Saint-Menge (1777-1790).

Serie E

- 3E170. Gemmelaincourt: *rôle d'abonnement*, *rôle* de habitantes (1735-1788).
- 4E276 1-5. Lignéville: registros civil y parroquiales (1767-1852).
- 5E2 111-114. Archivos notariales. Escribanía Simonin en Hymont (1789-1798).
- 5E2 174-176. Archivos notariales. Escribanía Daulnoy en Oëlleville (1783-1788).
- 5E2 312-318. Archivos notariales. Escribanía Pottier (1783-1792).
- 5E2 605. Archivos notariales. Escribanía Papigny (1786-1790).
- 5E2 671-677. Archivos notariales. Escribanía Thirion (1784-1791)
- 5E16 131-139. Archivos notariales. Escribanía Laprevote en Mirecourt (1827-1835).
- 5E16 404-412. Archivos notariales. Escribanía Tassard en Mirecourt (1831-1835).
- 5E17 95-102. Archivos notariales. Escribanía Leroux en Vittel (1784-1791).
- 5E17 136-144. Archivos notariales. Escribanía Bonnet en Vittel (1831-1839).

5E17 472-475. Archivos notariales. Escribanía Barjonnet y Munich en Vittel (1835-1838).

Fondos comunales (Edpt, entre paréntesis, código de la comuna)

Baudricourt (39)

GG2-3. Registros parroquiales (1692-1786).

1D1-3. Actas de la asamblea municipal (1806-1850).

1E1-6. Registro civil (1793-1852).

1N1. Comunales, repartos (1793-1847).

Bazoilles-et-Ménil (43)

CC1. Contabilidad comunal (1778-1787).

FF1. Bienes comunales (1749).

2D2. Registro de peticiones (1791-1795).

1G10. *État de sections* (1791).

1N4. Bienes comunales (1819-1821).

Bettoncourt (57)

CC2. *Rôle* de habitantes (1728-1788).

FF1-2. Derrota de mieses (1743-1782).

1D1. Actas de la asamblea municipal (1790-1806).

1E1-2. Registro civil (1793-1822).

1N1-2. Bienes comunales, derrota de mieses en bosques (1816-1843).

Blémerey (61)

1D1-4. Actas de la asamblea municipal (1790-1850).

1N1. Bienes comunales (1825-1832).

Boulaincourt (68)

GG2-3. Registros parroquiales (1765-1795).

FF2. *Plaids annaux* (1752-1767).

1D1-2. Actas de la asamblea municipal (1793-1851).

1G10. *État de sections* (1791).

Chauffecourt (99)

1D1-3. Actas de la asamblea municipal (1791-1850).

1E1-2. Registro civil (1793-1892).

1N1. Bienes comunales y derrota de mieses (1791-1832).

1G3. Catastro (1834).

1G12. *État de sections* (1791).

Chef-Haut (102)

1E1-5. Registro civil (1793-1852).

1G3-4. *État de sections*. Catastro (1791; 1835).

Dombasle-en-Xaintois (141)

1D1. Actas de la asamblea municipal (1821-1855).

1N2-3. Bienes comunales, reparto y hierbas de los caminos (1821-1847).

1G4. Catastro (1834).

Domjulien (148)

DD1. Plano de los bosques, operación de agrimensura (*arpentage*, 1754).

Frenelle-la-Grande (188)

1D1-2. Actas de la asamblea municipal (1790-1850).

Frenelle-la-Petite (189)

DD1. Bienes comunales (1678-1792).

GG2-3. Registro parroquial (1738-1792).

1D1-2. Actas de la asamblea municipal (1790-1850).

1E1-6. Registro civil (1793-1852).

1G7. *État de sections* (1791).

Gemmelaincourt (197)

1E1-5. Registro civil (1794-1850).

Gircourt-lès-Viéville (205)

1D1-3. Actas de la asamblea municipal (1816-1850).

1N1. Bienes comunales y derrota de mieses (1792-1860).

Hymont (251)

1N1. Bienes comunales, reparto, venta (1804-1835).

1G11. *État de sections* (1791).

Juvaincourt (262)

BB1. Actas de la asamblea municipal (1788-1790).

1D1-4. Actas de la asamblea municipal (1792-1850).

1G3. Catastro (1835).

1G11. *État de sections* (1791).

1N1. Bienes comunales, reparto (1793-1835).

Marainville (291)

GG3-4. Registros parroquiales (1767-1792).

1E1-3. Registro civil (1793-1848).

1G3. *État de sections* (1791).

Mattaincourt (297)

GG11-16. Registros parroquiales (1766-1792).

1D1-3. Actas de la asamblea municipal (1790-1850).

1E1-7. Registro civil (1793-1852).

1N1. Bienes comunales, reparto y derrota de mieses (1793-1860).

1G2. Catastro (1834).

1G9. *État de sections* (1791).

Mazirot (300)

1D1. Actas de la asamblea municipal (1804-1850).

1N1. Bienes comunales, reparto (1793).

1G3-4. *État de sections*. Catastro (1812; 1834).

Ménil-en-Xaintois (305)

1G2. Catastro (1827).

Mirecourt (309)

DD2-3. Bienes comunales, arriendo (1752-1771).

DD19. Declaración de propiedades (*remembrement*, 1790).

DD25. Derrota de mieses, rebaño aparte (*troupeau à part*, 1623-1711).

CC2. *Rôle* de habitantes (1773; 1788).

CC17. *Rôle* de habitantes (1789).

GG33-59. Registros parroquiales y del hospital civil (1765-1792).

HH6-8. Mercuriales (1750-1802).

1E4-174. Registro civil (1793-1850).

1G2. Catastro (1827).

Oëlleville (339)

1G1. Catastro (1835)

Pont-sur-Madon (361)

1E1-6. Registro civil (1793-1850).

1D1. Actas de la asamblea municipal (1838-1850).

1N1. Bienes comunales, reparto (1791-1793).

3F1. *État de sections* (1791).

Poussay (364)

GG1-5-7. Registros parroquiales (1722-1795).

1D1. Actas de la asamblea municipal (1793-1850)

1E1-6. Registro civil (1793-1852).

1N2. Bienes comunales, reparto (1773-1832).

1G3. Catastro (1834).

1G11. *État de sections* (1791).

Puzieux (371)

DD1. Bienes comunales (1732-1788)

BB1. Actas de la asamblea municipal (1753; 1789).

1N1. Bienes comunales, reparto (1793-1850).

1G6. Catastro (1835).

Remicourt (389)

GG5-8. Registros parroquiales (1773-1792).

1D1-2. Actas de la asamblea municipal (1804-1850).

1E1-5. Registro civil (1793-1872).

1N1. Bienes comunales (1821-1833).

1G4. Catastro (1834).

1G10. *État de sections* (1791).

Repel (396)

1E1-6. Registro civil (1793-1852).

1D1-2. Actas de la asamblea municipal (1804-1850).

1N2. Bienes comunales, reparto (1793-1850).

1G4. Catastro (1835).

1G11. *État de sections* (1791).

Rouvres-en-Xaintois (407)

DD1. Bienes comunales (1788).

1N3. Bienes comunales (1832-1834).

Saint-Menge (434)

BB1. Actas de la asamblea municipal (1788-1816).

CC1. Contabilidad municipal (1788).

DD1. Bosques comunales (1711).

GG3. Registros parroquiales (1766-1792).

1E1-6. Registro civil (1792-1852).

1N2. Bienes comunales (1793-1837).

1G2. Catastro (1835).

1G6. *État de sections* (1791).

Saint-Prancher (440)

BB1. Actas de la asamblea municipal (1788-1790).

DD1-2. Bienes comunales, reparto (1773-1779).

1N1. Bienes comunales (1803).

Totainville (484)

1N1. Bienes comunales (1816-1843)

Vroville (537)

BB1. Actas de la asamblea municipal (1756-1788).

DD2. Bosques comunales (1757).

FF1. Policía local, resoluciones del alcalde (1700-1788).

3D2. Actas de la asamblea municipal (1804-1805).

4D1. Delitos forestales (1797-1799).

1N6. Bienes comunales, repartos (1793-1813)

1N9. Derrota de mieses (1793).

Serie K

4K2-5. Decretos de la prefectura (1801-1811).

Serie L

124. Directorio. Decretos, actas (1790-1794)

166. Peticiones: deliberaciones de la administración del departamento (1793)

372. Peticiones (1791).

418. Peticiones (1802).

499. Bienes comunales. Tabla y estado de las propiedades (1798).

689. Actas de las sesiones del consejo general (1788-1793).

2512-2514. Justicia de paz de Mirecourt. Minutas de los fallos de policía, procedimientos, informes de los guardas rurales (1790-1799).

2741-2743. Justicia de paz de Vittel. Minutas de los fallos de policía, procedimientos, informes de los guardas rurales (1792-1800).

Serie M

6M 1636. Mirecourt: estado de la agricultura (1800-1801).

6M 1676. Ambacourt: estadística agrícola (1835-1836).

6M 1681. Baudricourt: estadística agrícola (1835-1836).

6M 1683. Bettoncourt, Biécourt, Blémerey: estadística agrícola (1835-1836).

6M 1684. Boulaincourt: estadística agrícola (1835-1836).

- 6M 1688. Chauffecourt, Chef-Haut: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1694-1697. Dombalse-en-Xaintois, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Domvallier, Estrennes: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1700. Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1702-1703. Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Giroviller: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1707. Haréville: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1709. Hymont, Juvaincourt: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1712. Lignéville: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1714-1716. Marainville, Mattaincourt, Maziro, Ménil-en-Xaintois: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1720. Oëlleville, Offroicourt: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1723-1727. Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Remicourt, Remoncourt: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1729. Rouvres-en-Xaintois, Rozerotte: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1732. Saint-Menge, Saint-Prancher: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M 1737-1738. They-sous-Montfort, Thiraucourt, Totainville: estadística agrícola (1835-1836).
- 6M1742-1743. Villers, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt: estadística agrícola (1835-1836).

Serie N

- 1N2. Actas del Consejo General del *arrondissement* de Mirecourt (1800-1824).
- 2N1. Actas del Consejo General de los Vosgos (1808-1824).

Serie O

- 1O49-50. Bienes comunales. Reparto, reglamentación. Circulares, tabla, correspondencia, decretos. Relevamientos por *arrondissement* (1804-1934).
- 2O6 10. Ambacourt: bienes comunales (1802-1932).
- 2O101 10. Chauffecourt: bienes comunales (1804-1926).
- 2O104 11. Chef-Haut: bienes comunales (1805-1925).
- 2O147 10. Domèvre-sous-Montfort: bienes comunales (1806-1928).
- 2O151 11. Domjulien: bienes comunales (1804-1932).
- 2O160 10. Domvallier: bienes comunales (1801-1912).
- 2O169 10. Estrennes: bienes comunales (1807-1924).

- 2O200 10. Gemmelaincourt: bienes comunales (1803-1930).
2O212 10. Gironcourt: bienes comunales (1805-1938).
2O283 10. Lignéville: bienes comunales (1804-1939).
2O358 11. Parey-sous-Montfort: bienes comunales (1804-1930).
2O538 10. Villers: bienes comunales (1801-1929).
2O549 10. Viviers-lès-Offroicourt: bienes comunales (1760-1933).

Serie P

- 3P 485. Ambacourt: catastro (1823).
3P 746. Baudricourt: catastro (1834).
3P 768. Bazoilles-et-Ménil: catastro (1839).
3P 852. Bettoncourt: catastro (1823).
3P 863. Biécourt: catastro (1830).
3P 876. Blémerey: catastro (1835).
3P 915. Boulaincourt: catastro (1835).
3P 1466. Domèvre-sous-Montfort: catastro (1839).
3P 1493. Domjulien: catastro (1839).
3P 1838. Frenelle-la-Grande: catastro (1835).
3P 1844. Frenelle-la-Petite: catastro (1835).
3P 1894. Gemmelaincourt: catastro (1821).
3P 1966. Gircourt-lès-Viéville: catastro (1823).
3P1996. Gironcourt: catastro (1836).
3P 2005. Girovillers: catastro (1840).
3P 2499. Lignéville: catastro (1840).
3P 2605. Marainville: catastro (1816).
3P 3453. Rouvres-en-Xaintois: catastro (1834).
3P 3684. Saint-Prancher: catastro (1835).
3P 3955. Thiraucourt: catastro (1834).
3P 4007. Totainville: catastro (1835).
3P 4260. Villers: catastro (1834).
3P 4343. Viviers-lès-Offroicourt: catastro (1839).
3P 4391. Vroville: catastro (1834).

Serie Q

5Q46-60. Bienes Nacionales: actas de venta. Ambacourt, Baudricourt, Bazoilles-et-Ménil, Bettoncourt, Biécourt, Blémerey, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Dombasle-en-Xaintois, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Domvallier, Estrennes, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Hymont, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Maziro, Ménil-en-Xaintois, Mirecourt, La Neuveville-sous-Montfort, Oëlleville, Offroicourt, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Remicourt, Remoncourt, Repel, Rouvres-en-Xaintois, Saint-Prancher, Saint-Menge (1790-1795).

5Q62. Bienes Nacionales: actas de venta. Thiracourt (1791-1795).

5Q65. Bienes Nacionales: actas de venta. Villers (1791-1794).

5Q68. Bienes Nacionales: actas de venta. Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vroville (1791-1795).

10Q1. Inventario de los bienes del clero elaborado por los municipios del distrito de Mirecourt. Ambacourt (1790).

10Q3-10 Inventario de los bienes del clero elaborado por los municipios del distrito de Mirecourt. Chef-Haut, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Domvallier, Estrennes, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Haréville, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Maziro, Ménil-en-Xaintois, Oëlleville, Offroicourt, Parey-sous-Montfort, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt (1790-1803).

10Q14-15. Inventario de los bienes del clero elaborado por los municipios del distrito de Mirecourt. They-sous-Montfort, Thiracourt, Totainville, Villers, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vroville (1790-1793)

23Q17-18. Bienes comunales vendidos en el distrito de Mirecourt (1813-1816).

Serie U

4U16 32-35. Justicia de paz de Mirecourt. Minutas de los fallos de simple policía (1802-1838).

4U28 25. Justicia de paz de Vittel. Minutas de los fallos de simple policía (1803-1862).

V. BIBLIOTECA NACIONAL DE FRANCIA

Lorraine 291 (Commercy I), f°14-15. Documentos originales relativos a la familia Sarrebrück, señores de Commercy (1363).

VI. FUENTES IMPRESAS

- André, P. (1851). *Situation de l'agriculture dans le département de la Moselle*. Metz: S. Lamort.
- Annales agricoles de la Lorraine, depuis Gérard d'Alsace jusqu'à nos jours avec le résumé de la législation rurale*. (1841). Nancy: Grimblot, Raybois.
- Annuaire de la noblesse de France et des maisons souveraines de l'Europe*. (1843-1937). Paris: Champion.
- Annuaire du département de la Meuse*. (1825). Bar-le-Duc: Choppin.
- Annuaire historique et statistique du département de la Moselle*. (1831). Metz: Verronnais.
- Annuaire statistique du département de la Meuse: Formé pour l'An XII*. (1803).
- Annuaire statistique du département des Vosges*. (1827). Épinal: Chez Gerard.
- Archives statistiques du Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce*. (1837). Paris: Imprimerie Royale.
- Arrêté de l'administration centrale des Vosges sur un moyen préliminaire d'encourager l'Agriculture dans ce Département, par la réunion des propriétés morcelées, et par quelques autres mesures*. (1797).
- Bourgin, G. (1908). *Le Partage des biens communaux. Documents sur la préparation de la loi du 10 juin 1793*. Paris: Imprimerie nationale.
- Bourgin, G. (1989). *La Révolution, l'agriculture, la forêt: Lois et règlements*. Paris: Editions du C.T.H.S.
- Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle*. (1867). Metz: Rousseau-Pallez.
- Calmet, A. (1752). *Histoire de Lorraine*. Nancy: A. Leseure.
- Chapelier, J.-C., Chevreux, P., & Gley, G. (1889). *Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges* (Vol. 9). Paris: J.-B. Dumoulin.
- Chapelier, J.-C., Chevreux, P., & Gley, G. (1891). *Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges* (Vol. 10). Paris: J.-B. Dumoulin.
- Chastellux, L. E. de. (1860). *Le territoire du département de la Moselle: Histoire et statistique*. Metz: V. Maline.
- Code Forestier*. (1827). Paris: Corbert aîné.

- Colchen, J.-V. (1802). *Mémoire statistique du département de la Moselle*. Paris: Imprimerie de la République.
- Collection générale des lois: Décrets, arrêtés, sénatus-consultes, avis du Conseil d'Etat et réglemens d'administration*. (1817). Paris: Rondonneau et Dècle.
- Collin de Paradis, F. (1878). *Nobiliaire de Lorraine et Barrois, ou Dictionnaire des familles anoblies et leurs alliances: D'après l'Armorial général de Dom Pelletier*. Nancy: Crépin-Leblond.
- Cormenin, L.-M. de L. (1838). *Recueil contenant les ordonnances et circulaires relatives à la loi du 18 juillet 1837, sur l'administration municipale, et un exposé des principes de législation et des règles de jurisprudence administrative et judiciaire qui président à l'administration des communes*. Paris: Librairie administrative de Paul Dupont.
- Coutumes de l'Évêché de Metz*. (1701). Metz: Jean Antoine.
- Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*. (1762). Nancy: Thomas.
- Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*. (1730). Metz: Brice Antoine.
- Coutumes générales du Duché de Lorraine*. (1783). Paris: Bonthoux.
- De Rogéville, G. (1785). *Jurisprudence des tribunaux de Lorraine*. Nancy: C. S. Lamort.
- Delisle, J. (1757). *Histoire de la célèbre et ancienne abbaye de St. Mihiel*. Nancy: Haener.
- Desgouttes, Z. H. (1801). *Tableau statistique du département des Vosges*. Paris: Impr. des Sourds-Muets.
- Dombasle, M. de. (1821). *Le calendrier du bon cultivateur, ou Manuel de l'agriculteur praticien*. Paris: Huzard.
- Dombasle, M. de. (1825). *Annales agricoles de Roville: Ou Mélanges d'agriculture, d'économie rurale et de législation agricole*. Paris: Madame Huzard.
- Dorvaux, N., & Lesprand, P. (Eds.). (1908). *Cahiers de doléances des communautés en 1789: I, bailliages de Boulay et de Bouzonville*. Metz: G. Scriba.
- Enquête agricole. Enquêtes départementales. 12^o Circonscription. Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe*. (1867). Paris: Impr. impériale.
- Etienne, C. (Ed.). (1907). *Cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les Etats généraux de 1789*. (Vol. 1). Nancy: Berger-Levrault.
- Etienne, C. (Ed.). (1912). *Cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les Etats généraux de 1789*. (Vol. 2). Nancy: Berger-Levrault.
- Etienne, C. (Ed.). (1930). *Cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les Etats généraux de 1789*. (Vol. 3). Nancy: Berger-Levrault.

- Gattey, F. (1812). *Tables des rapports des anciennes mesures agraires avec les nouvelles, précédées des éléments du nouveau système métrique*. Paris: L. G. Michaud.
- Grégoire, H. (1790). *Mémoire sur les droits de tiers denier des biens communaux et de troupeau à part, usités dans la Lorraine, le Barrois et le Clermontois*.
- Guerneur, H. (1890). *Commentaire de la loi du 9 juillet 1889 relative au Code rural. Parcours, vaine pâture, ban des vendanges, vente des blés en vert, louage des domestiques et ouvriers ruraux*. Paris: Paul Dupont.
- Joanne, A. (1881). *Géographie du département de la Meuse*. Hachette.
- Joly, H. (1911). *Géographie physique de la Lorraine et de ses enveloppes*. Nancy: A. Barbier.
- Lepage, H., & Charton, C. (1845). *Le département des Vosges: Statistique historique et administrative*. Nancy: Peiffer.
- Lepage, H., & De Maily, G. (1885). *Complément au Nobiliaire de Lorraine de Dom Pelletier*. Nancy: Crépin-Leblond.
- Marquis, J. J. (1804). *Mémoire statistique du département de la Meurthe, adressé au ministre de l'Intérieur, d'après ses instructions*. Paris: Impr. impériale.
- Martin, E. (Ed.). (1928). *Cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt*. Épinal: Imprimerie lorraine.
- Mavidal, J., & Laurent, É. (Eds.). (1885). *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (Vol. 20). Paris: Librairie administrative de Paul Dupont.
- Mavidal, J., & Laurent, É. (Eds.). (1900). *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (Vol. 58). Paris: Librairie administrative de Paul Dupont.
- Mémoire sur les moyens d'amener graduellement, et sans secousse, la suppression de la vaine pâture, et même des jachères, dans les départements qui sont grevés de ces usages, en leur procurant la ressource des prairies artificielles et autres plantations, sans forcer les cultivateurs de recourir à la voie dispendieuse des clôtures particulières*. (1800).
- Merlin de Douai, P.-A. (1812). *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*. Paris: Garnery.
- Neufchâteau, F. de. (1784). *Recueil authentique des anciennes ordonnances de Lorraine*. Nancy: C. S. Lamort.
- Ordonnance de Leopold I Duc de Lorraine et de Bar*. (1701). Nancy: Paul Barbier.
- Ordonnance de Leopold I Duc de Lorraine et de Bar*. (1708). Nancy: Paul Barbier.
- Pelletier, A. (1758). *Nobiliaire ou armorial général de la Lorraine et du Barrois*. Nancy: Thomas.
- Pérot, J. B. (1865). *Le Code Rural de 1791*. Reims: Matot-Braine.

- Procès-verbal des séances de l'Assemblée Provinciale des Duchés de Lorraine et de Bar.*
(1787). Nancy: Haener.
- Procès-verbal des séances de l'Assemblée Provinciale des Trois-Évêchés et du Clermontois.*
(1787).
- Prudhomme, A. (1893). *Agriculture du département de la Meuse.* Bar-le-Duc: Contant-Laguerre.
- Recueil des édits, déclarations et lettres patentes enregistrés au Parlement de Metz.* (1776).
Metz: Pierre Marchal.
- Recueil des édits et ordonnances de Lorraine* (Vol. 11 a 15). (1772-1786). Nancy: Jean-Baptiste Cusson.
- Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I* (Vol. 1 a 4). (1733-1734). Nancy: Jean-Baptiste Cusson.
- Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine.* (Vol. 5 a 10). (1748-1766). Nancy: Pierre Antoin.
- Suite de la Table chronologique des édits, déclarations, lettres patentes sur arrêts registrés au Parlement de Metz, ensemble des arrêts de réglemens rendus par ladite Cour et autres arrêts du Conseil.* (1769). Metz: Joseph Collignon.
- Tessier, M., & Bosc, M. (1821). *Annales de l'agriculture française.* Paris: Huzard.
- Usages locaux ayant force de loi dans le Département de la Meuse.* (1900). Bar-le-Duc: Constant-Laguerre.

BIBLIOGRAFIA

- Ado, A. (2012). *Paysans en révolution: Terre, pouvoir et jacquerie (1789-1794)*. Paris: Société des études robespierristes.
- Aguirre Rojas, C. A. (2005). *La escuela de los annales: Ayer, hoy, mañana*. México: Contrahistoria.
- Allen, R. C. (1992). *Enclosure and the Yeoman*. Oxford: Clarendon Press.
- Amaral, S. (1987). Trabajo y trabajadores rurales en Buenos Aires a fines del siglo XVIII. *Anuario IEHS*, 2, 33-41.
- Anderson, P. (1989). *El Estado absolutista*. México: Siglo XXI.
- Angles, S., & Mathis, D. (2019). La viticulture en Lorraine: À l'Est, du nouveau. *Pour*, N° 237-238, 165-175.
- Antoine, A. (2013). Common land use in the Coutume de Bretagne from the fifteenth to the eighteenth centuries. En G. Béaur, P. R. Schofield, J.-M. Chevet, & T. Perez-Pícazo (Eds.), *Property Rights, Land Markets and Economic Growth in the European Countryside (13th-20th Centuries)*. Turnhout: Brepols.
- Antoine, A., Boehler, J.-M., & Brumont, F. (2000). *L'agriculture en Europe occidentale à l'époque moderne*. Belin.
- Antoine, M. (1953). Le fonds du Conseil d'État et e la Chancellerie de Lorraine aux Archives nationales. *Annales de l'Est*, 5, 3-50, 123-153, 261-281.
- Appolis, E. (1938). La question de la vaine pâture en Languedoc au XVIIIe siècle. *Annales historiques de la Révolution française*, 15, 97-132.
- Astarita, C. (2000). La primera de las mutaciones feudales. *Anales de historia antigua, medieval y moderna*, 33.
- Astarita, C. (2005). *Del feudalismo al capitalismo: Cambio social y política en Castilla y Europa Occidental, 1250-1520*. Valencia: Universitat de València.
- Astarita, C. (2007). Conflictos y estructura social en el norte hispánico medieval: Cuestiones de método y teoría. *Biblos*, 21, 51-75.
- Astarita, C. (2019). *Revolución en el burgo: Movimientos comunales en la Edad Media. España y Europa*. Madrid: AKAL.
- Aucoc, L. (1864). *Des sections de commune et des biens communaux qui leur appartiennent*. Paris: Paul Dupont.

- Aymard, M. (1983). Autoconsommation et marchés: Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ?*. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 38, 1392-1410.
- Barcos, M. F., Lanteri, S., & Marino, D. (2017). *Tierra, agua y monte. Estudio sobre derechos de propiedad en América, Europa y África (siglos XIX y XX)*. Buenos Aires: Teseo.
- Baroth, N. (1968). *Porcellette, cite du Warndt, et son ancienne annexe de Diessen, villages agricoles reconvertis en cites mimieres*. Metz: Chez l'auteur, 1, rue Mgr Pelt.
- Béaur, G. (1991a). Investissement foncier, épargne et cycle de vie dans le pays chartrain au XVIIIe siècle. *Histoire & Mesure*, 6, 275-288.
- Béaur, G. (1991b). Le marché foncier éclaté. Les modes de transmission du patrimoine sous l'Ancien Régime. *Annales*, 46, 189-203.
- Béaur, G. (2000). *Histoire agraire de la France au XVIIIe siècle: Inerties et changements dans les campagnes françaises entre 1715 et 1815*. Paris: SEDES.
- Béaur, G. (2006). En un débat douteux. Les communaux, quels enjeux dans la France des XVIIIe-XIXe siècles? *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53, 89-114.
- Béaur, G., & Minard, P. (Eds.). (1997). *Atlas de la Révolution française* (Vol. 10). Paris: EHESS.
- Béaur, G., & Chevet, J.-M. (2013). Institutional changes and agricultural growth. En G. Béaur, P. R. Schofield, J.-M. Chevet, & T. Perez-Picazo (Eds.), *Property Rights, Land Markets and Economic Growth in the European Countryside (13th-20th Centuries)*. Turnhout: Brepols.
- Béaur, G., & Chevet, J.-M. (2017). Droits de propriété et croissance. L'émergence de la propriété « parfaite » et l'ouverture du marché foncier, moteurs de la croissance agricole ? *Histoire & Sociétés Rurales*, Vol. 48, 49-92.
- Belin, F. (2006). Naissance et développement des Houillères de Lorraine. *Le Pays lorrain*, 87, 225-233.
- Berquier, J. L. (1859). De la commune et des biens communaux en France. *Revue des Deux Mondes*, 19, 373-411.
- Bertrand, A., & Streiff, J.-P. (1996). *Le pays de Commercy*. Bar-le-Duc: Les Dossiers documentaires meusiens.
- Blache, J. (1937). La transhumance en Lorraine. *Annales de géographie*, 46, 178-181.
- Blache, J., Blais, R., Capot-Rey, R., & Corroy, G. (1937). *Géographie Lorraine*. Nancy: Berger-Levrault.

- Blanchard, R. (1906). *La Flandre, étude géographique de la plaine flamande en France, Belgique et Hollande*. Paris: Société dunkerquoise pour l'avancement des lettres, des sciences et des arts.
- Bloch, M. (1930a). La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIIIe siècle. Deuxième partie: Conflits et résultats. Troisième partie: la Révolution et le « Grand Œuvre de la propriété ». *Annales*, 2, 511-556.
- Bloch, M. (1930b). La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIIIe siècle. Première partie: L'œuvre des pouvoirs d'ancien régime. *Annales*, 2, 329-383.
- Bloch, M. (1931). *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris: Les Belles Lettres.
- Bloch, M. (1967). *Introducción a la Historia*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Bloch, M. (2014). *La extraña derrota*. Barcelona: Crítica.
- Bodinier, B., & Teyssier, E. (2000). *L'événement le plus important de la Révolution: La vente des biens nationaux*. Paris: CTHS.
- Boehler, J.-M. (1976). Communauté villageoise et contrastes sociaux: Laboureurs et manouvriers dans la campagne strasbourgeoise de la fin du XVIIe au début du XIXe siècle. *Études rurales*, 63, 93-116.
- Boehler, J.-M. (1994). *La paysannerie de la plaine d'Alsace*. Strasbourg: Presses Univ. de Strasbourg.
- Bonnet, S., Santini, C., & Barthélemy, H. (1965). Les biens communaux dans le Pays-Haut à la fin du XIXe siècle. *Annales de l'Est*, 1, 45-60.
- Boudjaaba, F. (2008). *Des paysans attachés à la terre? Familles, marchés et patrimoines dans la région de Vernon (1750-1830)*. Paris: PUPS.
- Boulainvilliers, H. de. (1727). *Histoire de l'ancien gouvernement de la France, avec XIV lettres historiques sur les Parlemens ou États-Généraux*. Amsterdam.
- Bourde, A. J. (1953). *The influence of England in French Agronomes*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bourgin, G. (1908). Les communaux et la Révolution française. *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 32, 690-751.
- Bouthors, A. (1865). *Les sources du droit rural cherchées dans l'histoire des communaux et des communes*. Paris: A. Durand.
- Brakensiek, S. (2003). Les biens communaux en Allemagne attaques, disparition et survivance (1750-1900). En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux*

- attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Brenner, R. (1995). Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe. En T. H. Aston & C. H. E. Philpin (Eds.), *The Brenner Debate*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Brizay, F., Follain, A., & Sarrazin, V. (2002). *Les justices de village: Administration et justice locales de la fin du Moyen Âge à la Révolution*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Cabourdin, G. (1977). *Terre et hommes en Lorraine 1550-1635*. Nancy: Université de Nancy II.
- Cabourdin, G. (1980). *Quand Stanislas régnait en Lorraine*. Paris: Fayard.
- Cabourdin, G. (1984). *La Vie quotidienne en Lorraine aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Paris: Hachette.
- Cabourdin, G. (1991). *Histoire de la Lorraine: Tome 4, Les Temps Modernes Ire partie, De la Renaissance à la guerre de Trente ans*. Metz: Serpenoise.
- Cabouret, M. (1989). Etat actuel du remembrement en Lorraine. *Revue Géographique de l'Est*, 29, 313-314.
- Caffin, E. (1868). *Des Droits respectifs de propriété des communes et des sections de communes sur les biens communaux*. Bordeaux: A. Pérey.
- Campagne, F. A. (2007). *Feudalismo tardío y revolución: Campesinado y transformaciones agrarias e Francia e Inglaterra (siglos XVI-XVIII)*. Buenos Aires: Prometeo libros.
- Cauchy, E. (1848). *De la propriété communale et de la mise en culture des communaux*. Paris: Hingray.
- Charbonnier, P., Couturier, P., Follain, A., & Fournier, P. (Eds.). (2007). *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Chayanov, A. V., Kerblay, B., Thorner, D., & Harrison, M. (1981). *Chayanov y la teoría de la economía campesina*. México: Siglo XXI.
- Chevet, J.-M. (1998). *La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne, du début du XVIIIe siècle à la fin du XVIIIe siècle*. Paris: Messene.
- Clavé, J. (1860). *Études sur l'économie forestière*. Paris: Guillaumin.
- Clère, J.-J. (1982). La vaine pâture au XIXe siècle: Un anachronisme ? *Annales historiques de la Révolution française*, 54, 113-128.
- Clère, J.-J. (1988). *Les Paysans de la Haute-Marne et la Révolution française*. Paris: CTHS.

- Clère, J.-J. (2005). L'abolition des droits féodaux en France. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 135-157.
- Coase, R. (2000). El problema del costo social. En *Derecho y Economía: Una revisión de la literatura*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Cobban, A. (1999). *The Social Interpretation of the French Revolution* (2.^a ed.). Cambridge: Cambridge University Press.
- Colchen, J.-V. (1802). *Mémoire statistique du département de la Moselle*. Paris: Imprimerie de la République.
- Congost, R. (2007). *Tierras, leyes, historia: Estudios sobre «la gran obra de la propiedad»*. Barcelona: Crítica.
- Congost, R. (2016). Revisando la transición. Tierras, trabajo y relaciones sociales en el mundo rural de la España moderna. En F. García González, G. Béaur, & F. Boudjaaba (Eds.), *La historia rural en España y Francia (siglos XVI-XIX): Contribuciones para una historia comparada y renovada*. Zaragoza: Prensas de la Universidad de Zaragoza.
- Congost, R., & Lana, J. M. (Eds.). (2007). *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- Contamine, H. (1932). *Metz et la Moselle de 1814 à 1870: Étude de la vie et de l'administration d'un département au XIXe siècle. La vie administrative*. Société d'Impressions Typographiques.
- Corona, G. (2003). La propriété collective en Italie. En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Corpel, R. (1881). *De la Jouissance et du partage des biens communaux*. Nancy: Berger-Levrault.
- Corvol, A. (1981). L'affouage au XVIIIe siècle: Intégration et exclusion dans les communautés d'Ancien Régime. *Annales*, 36, 390-407.
- Coudert, J. (1966). La vaine pâture au département de la Meurthe au XIXe siècle. En *Mélanges offerts à M. le Professeur Pierre Voirin*. Paris: Librairie Générale de droit et de jurisprudence.
- Coudert, J. (1985). *Usages judiciaires et institutions coutumières dans le bailliage de Châtel-sur-Moselle (1450-1723)*. Nancy: Presses universitaires de Nancy Société d'histoire du droit.

- Coudert, J., Astaing, A., Lormant, F., Rigaudière, A., & Centre lorrain d'histoire du droit (Nancy). (2010). *Droit, coutumes et juristes dans la Lorraine médiévale et moderne*. Nancy: Presses universitaires de Nancy.
- Crebouw, Y. (1986). *Salaires et salariés agricoles en France des débuts de la Révolution aux approches du XXe siècle*. Paris Université 1, Paris.
- Crisenoy, J. de. (1887). Statistique des biens communaux et des sections de communes. *Revue générale d'administration*, 2, 257-277.
- Dallongeville, P. (1896). *Des biens communaux en général et spécialement des parts de marais et portions ménagères dans le Nord, le Pas-de-Calais et les départements formés par les anciennes provinces de Bourgogne et des Trois-Évêchés*. Paris: Arthur Rousseau.
- De Moor, T. (2003). Les terres communes en Belgique. En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine* (pp. 119-137). Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- De Moor, T. (2007). La función del común. La trayectoria de un comunal en Flandes durante los siglos XVIII y XIX. En R. Congost & J. M. Lana (Eds.), *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- De Moor, T. (2008). The Silent Revolution: A New Perspective on the Emergence of Commons, Guilds, and Other Forms of Corporate Collective Action in Western Europe. *International Review of Social History*, 53, 179-212.
- De Pansey, H. (1833). *Des biens communaux et de la police rurale et forestière*. Paris: Théophile Barrois père et Benjamin Duprat.
- Degron, R. (1999a). Continuités et ruptures dans la gestion des bois communaux au XIXème siècle. Quelques exemples lorrains. *Revue forestière française*, 3.
- Degron, R. (1999b). *Les forêts sous le vent de l'histoire. Le développement durable des forêts françaises à l'épreuve de la longue durée*. Université de Lorraine, Nancy.
- Degron, R. (2000). La difficile gestion des eaux et forêts: Le cas des forêts de sols lourds au XIXe siècle en Lorraine. *Hommes et Terres du Nord*, 2, 87-91.
- Deléage, A. (1931). La vaine pâture en France. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 6, 389-392.
- Demélas, M.-D., & Vivier, N. (2003). *Propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914)*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.

- Demeulenaere, E. (2013). Les semences entre critique et expérience: Les ressorts pratiques d'une contestation paysanne. *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement - Review of agricultural and environmental studies*, 94, 421-441.
- D'Essuile, J.-F. de B.-M. (1770). *Traité politique et économique des communes, ou, Observations sur l'agriculture, sur l'origine, la destination & l'état actuel des biens communs, & sur les moyens d'en tirer les secours les plus puissants & les plus durables pour les communautés qui les possèdent, & pour l'État*. Paris: Desaint.
- Dion, J. (1970). Les forêts de la France du Nord-Est. *Revue Géographique de l'Est*, 10, 155-277.
- Dion, R. (1991). *Essai sur la formation du paysage rural français*. Paris: Flammarion.
- Dobb, M. (2005). *Estudios sobre el desarrollo del capitalismo*. México: Siglo XXI.
- Dombasle, M. de. (1821). *Le calendrier du bon cultivateur, ou Manuel de l'agriculteur praticien*. Paris: Huzard.
- Dorvaux, N., & Lesprand, P. (Eds.). (1908). *Cahiers de doléances des communautés en 1789: I, bailliages de Boulay et de Bouzonville*. Metz: G. Scriba.
- Duby, G. (1980). *Los tres órdenes o lo imaginario del feudalismo*. Barcelona: Petrel.
- Duhamel Du Monceau, H.-L. (1753). *Traité de la culture des terres, suivant les principes de M. Tull, anglois*. Paris: Hippolyte-Louis Guérin.
- Duhamel Du Monceau, H.-L. (1762). *Éléments d'agriculture*. Paris: H.L. Guerin & L. F. Delatour.
- Dumont, C. E. (1843). *Histoire de la ville et des seigneurs de Commercy*. Bar-le-Duc: N. Rolin.
- Dumont, C. E. (1856). *Histoire des fiefs et principaux villages de la seigneurie de Commercy*. Nancy: Imp. de A. Dard.
- Dumoulin, O. (2010). Georges Lefebvre et les premières Annales. *La Révolution française. Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française*.
- Dupâquier, J. (1988). *Histoire de la population française*. Paris: Pr. Univ. de France.
- Evrard, H. (1912). *Notes historiques sur les biens communaux du Canton de Varennes-en-Argonne*. Paris: H. Champion.
- Faiseau-Lavanne, J.-B.-F. (1829). *Recherches statistiques sur les forêts de la France: Tendant à signaler le danger qu'il y aurait pour elles d'ouvrir nos frontières aux fers étrangers*. A. J. Kilian.
- Febvre, L. (1932). Marc Bloch, Les caractères originaux de l'histoire rurale française. *Revue Historique*, 169, 189-195.

- Ferrand, J. (1859). *De la Propriété communale en France et de sa mise en valeur, étude historique et administrative*. Paris: Paul Dupont.
- Festy, O. (1947). *L'agriculture pendant la révolution française: Les conditions de production et de récolte des céréales; étude d'histoire économique, 1789-1795*. Paris: Gallimard.
- Flaus, P. (1999). La délinquance aux champs. Les méus champêtres à Saint-Avold (1708-1789). *Annales de l'Est*, 1, 193-209. (Saint-Avold).
- Follain, A. (2006). *Les justices locales: Dans les villes et villages du XVe au XIXe siècle*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Follain, A. (2007). Une histoire passée inaperçue: La fiscalisation des biens communaux au prétexte des « amortissements, francs-fiefs et nouveaux acquêts » aux XVIe et XVIIe siècles. En P. Charbonnier, P. Couturier, A. Follain, & P. Fournier (Eds.), *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Follain, A. (2008). *Le village sous l'Ancien Régime*. Paris: Fayard.
- François, M. (1959). Georges Bourgin (1879-1958). *Bibliothèque de l'École des chartes*, 117, 368-374.
- Fréminville, E. de L. P. de (1760). *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitans des villes, bourgs, villages et paroisses du royaume*. Paris: Gissey.
- Freyssinaud, E. (1899). *Les biens communaux en France*. Bray-sur-Seine: Louis Colas.
- Furet, F. (1978). *Pensar la revolución francesa*; Barcelona: Ediciones Petrel.
- Fustel de Coulanges, N. D. (1889). Le problème des origines de la propriété foncière. *Revue des questions historiques*, 44, 349-439.
- Gallet, J. (1990). *Le bon plaisir du baron de Fénétrange*. Presses universitaires de Nancy.
- Garavaglia, J. C. (1987). ¿Existieron los gauchos? *Anuario IEHS*, 2, 42-52.
- García González, F., Béaur, G., & Boudjaaba, F. (Eds.). (2016). *La historia rural en España y Francia (siglos XVI-XIX): Contribuciones para una historia comparada y renovada*. Zaragoza: Prensas de la Universidad de Zaragoza.
- Gauthier, F. (1977). *La voie paysanne dans la révolution française. L'exemple de la Picardie*. Paris: Maspero.
- Gauthier, F. (1988). De Mably à Robespierre. De la critique de l'économie à la critique du politique. En F. Gauthier & G.-R. Ikni (Eds.), *La Guerre du blé au XVIIIe siècle: La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIIIe siècle*. Paris: Éditions de la Passion.

- Gauthier, F., & Ikni, G.-R. (Eds.). (1988). *La Guerre du blé au XVIIIe siècle: La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIIIe siècle*. Paris: Editions de la Passion.
- Gaveau, F. (2000). De la sûreté des campagnes. Police rurale et demandes d'ordre en France dans la première moitié du XIXe siècle. *Crime, Histoire & Sociétés*, 4, 53-76.
- Gelman, J. (1987). ¿Gauchos o campesinos? *Anuario IEHS*, 2.
- Gelman, J. (2005). Derechos de propiedad, crecimiento económico y desigualdad en la región pampeana, siglos XVIII y XIX. *Historia Agraria*, 37, 467-488.
- Gérard, C., & Peltre, J. (1978). *Les villages lorrains*. Nancy: Presses Universitaires de Nancy.
- Geremek, B. (1986). Marc Bloch, historien et résistant. *Annales*, 41, 1091-1105.
- Glasson, E. (1891). Communaux et communautés dans l'ancien droit français. *Revue historique de droit français et étranger*, 15.
- Godechot, J. (1984). La commission d'Histoire économique et sociale de la Révolution change de titre: Bilan de 80 ans d'activité. *Annales historiques de la Révolution française*, 257, 314-323.
- Goubert, P. (1968). *Cent mille provinciaux au XVIIe siècle: Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*. Paris: Flammarion.
- Goubert, P. (1969). *L'ancien régime*. Paris: Colin.
- Graffin, R. (1899). *Les Biens communaux en France*. Paris: Guillaumin et Cie.
- Grantham, G. W. (1993). Divisions of labour: Agricultural productivity and occupational specialization in pre-industrial France¹. *The Economic History Review*, 46, 478-502.
- Grantham, George W. (1980). The Persistence of Open-Field Farming in Nineteenth-Century France. *The Journal of Economic History*, 40, 515-531.
- Grellet-Dumazeau, É. A. T. (1831). *Du partage des communaux, dans le département de la Creuse*. Aubusson: imprimerie de L.-S. Bouyet.
- Grüne, N. (2013). Individualization, privatization, mobilization: The impact of common property reforms on land markets and agricultural growth in Germany. A comparative view of Westphalia and Baden, 1750-1900. En G. Béaur, P. R. Schofield, J.-M. Chevet, & M.-T. Perez-Pícazo (Eds.), *Property Rights, Land Markets and Economic Growth in the European Countryside (13th-20th Centuries)* (pp. 157-178). Turnhout: Brepols.
- Guichonnet, P. (1969). Les biens communaux et les partages révolutionnaires dans l'ancien département du Léman. *Études rurales*, 36, 7-36.
- Guyot, C. (1886). *Les forêts lorraines jusqu'en 1789*. Nancy: Crépin-Leblond.
- Guyot, C. (1887). *Histoire d'un domaine rural en Lorraine*. Nancy: Berger-Levrault.

- Guyot, C. (1888). Le métayage en Lorraine avant 1789. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 6, 180-199.
- Guyot, C. (1915). Quelques généralités sur les biens communaux en Lorraine. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 13, 94-115.
- Hammond, J. L., & Hammond, B. (1920). *The Village Labourer*. London: Logmans, Green and Co.
- Hardin, G. (1968). The Tragedy of the Commons. *Science*, 162, 1243-1248.
- Harvey, D. (2005). *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.
- Henriot, M. (1947). Le partage des biens communaux en Côte-d'Or sous la Révolution. L'exemple du district d'Arnay-sur-Arroux. *Annales de Bourgogne*, XIX, 262-274.
- Herment, L. (2012). *Les fruits du partage. Petits paysans du bassin Parisien au XIXe siècle*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Hiégel, H. (1971). L'agriculture dans la région de Saint-Avold au début du XVIIIe siècle. *Les Cahiers lorrains*, 1-13; 33-41.
- Hill, C. (1983). *El mundo trastornado: El ideario popular extremista de la revolución inglesa del siglo XVII*. Madrid: Siglo XXI.
- Hobbes, T. (2003). *Leviatán*. Buenos Aires: Losada.
- Hobsbawm, E., & Ranger, T. (2002). *La invención de la tradición*. Barcelona: Crítica.
- Hoffman, P. T. (1996). *Growth in a Traditional Society: The French Countryside, 1450-1815*. Princeton: Princeton University Press.
- Hora, R. (2015). *Los terratenientes de la Pampa argentina*. Buenos Aires: Siglo XXI.
- Hottenger, G. (1914). *Morcellement et remembrement*. Nancy: Arts Graphiques Modernes.
- Hottenger, G. (1925). La Lorraine agricole au lendemain de la Révolution d'après les Mémoires statistiques des Préfets de l'An IX. *Mémoire de l'Académie de Stanislas*, 1-54.
- Hottenger, G. (1927). Les forêts lorraines. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 25, 1-42.
- Hubscher, R., & Farcy, J.-C. (1996). *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*. Saint-Paul: CREAPHIS.
- Hufton, O. (1979). The Seigneur and the Rural Community in Eighteenth-Century France. The Seigneurial Reaction: A Reappraisal. *Transactions of the Royal Historical Society*, 29, 21-39.
- Hunt, D. (1987). Peasant Movements and Communal Property during the French Revolution. *Theory and Society*, 17, 255-283.
- Husson, J.-P. (1987). *La forêt lorraine. Étude de géographie humaine*. Université de Metz, Metz.

- Husson, J.-P. (1991). *Les hommes et la forêt en Lorraine*. Paris: C. Bonneton.
- Ikni, G.-R. (1980). Recherches sur la propriété foncière problèmes théoriques et de méthode (Fin XVIIIe Début XIXe siècle). *Annales historiques de la Révolution française*, 241, 390-424.
- Ikni, G.-R. (1982). Sur les biens communaux pendant la Révolution Française. *Annales historiques de la Révolution française*, 247, 71-94.
- Ikni, G.-R. (1985). La crise agraire dans le Valois. *Annales Historiques Compiègnaises*, 31, 21-32.
- Jacquart, J. (1990). *Paris et l'Île-de-France au temps des paysans (XVIe-XVIIIe siècles)*. Paris: Éditions de la Sorbonne.
- Jacquet, A. (1998). *La terre, la charrue, les écus: La société villageoise de la plaine thermale des Vosges de 1697 à 1789*. Nancy: Presses universitaires de Nancy.
- Jacquet, A. (2006). Les ruptures de l'ordre social au XVIIIe siècle: Délinquance et criminalité dans la région de Vittel. *Annales de l'Est*, 1, 217-232.
- Jaurès, J. (1946). *Historia Socialista de la Revolución Francesa*. Buenos Aires: Poseidón.
- Jessenne, J.-P. (1987). *Pouvoir au village et révolution: Artois 1760 - 1848*. Lille: Presses Universitaires de Lille.
- Joanne, A. (1881). *Géographie du département de la Meuse*. Hachette.
- Joignon, L. (1992). Cycles des exploitations et reproduction sociale en Lorraine de 1660 à 1900. En R. Bonnain, G. Bouchard, & J. Goy (Eds.), *Transmettre, hériter, succéder: La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIIIe-XXe siècles*. Lyon: Presses universitaires de Lyon.
- Joly, H. (1911). *Géographie physique de la Lorraine et de ses enveloppes*. Nancy: A. Barbier.
- Jones, P. (1983). Common rights and agrarian individualism in the southern Massif Central. En G. Lewis & C. Lucas (Eds.), *Beyond the Terror: Essays in French Regional and Social History 1794-1815*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Jones, P. (1988). *The Peasantry in the French Revolution*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Jones, P. (1990). Georges Lefebvre and the Peasant Revolution: Fifty Years on. *French Historical Studies*, 16, 645-663.
- Juillard, É. (1953). *La Vie rurale dans la plaine de Basse-Alsace: Essai de géographie sociale*. Strasbourg: F.X. Le Roux.
- Juillet Saint-Lager, F. (1882). De l'avenir des biens communaux en France et particulièrement dans les pays sectionnaires. *Revue générale d'administration*, 11, 145-159.

- Kareiev, N. I. (1899). *Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIIIe siècle*. Paris: V. Giard et E. Brière.
- Kautsky, K. (2013). *La cuestión agraria*. México: Siglo XXI.
- Knittel, F. (2005). La charrue «Dombasle» (C. 1814-1821): Histoire d'une innovation en matière de travail du sol. *Étude et Gestion des Sols*, 12, 187-198.
- Kriedte, P., Medick, H., & Schlumbohm, J. (1986). *Industrialización Antes de la Industrialización*. Barcelona: Crítica.
- Kritsman, L. N. (1984). Class stratification of the Soviet countryside. *The Journal of Peasant Studies*, 11, 85-143.
- Labrousse, E. (1944). *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien régime et au début de la Révolution*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Labrousse, E. (1969). Georges Lefebvre dans l'évolution de l'historiographie française. *Annales historiques de la Révolution française*, 198, 549-556.
- Labrousse, E. (1984). *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIIIe siècle*. Paris: Editions des archives contemporaines.
- Lachiver, M. (1988). *Vins, vignes et vigneronns. Histoire du vignoble français*. Paris: Fayard.
- Lacombe, P. (1912). *L'appropriation du sol; essai sur la passage de la propriété collective à la propriété privée*. Paris: A. Colin.
- Lacoste, M. (1951). *La crise agricole dans le département de la Meurthe à la fin de l'Ancien régime et au début de la Révolution (tesis doctoral)*. Nancy.
- Lacoste, M. (1953). Le partage des communaux sur le territoire du département de la Meurthe avant la loi du 10 juin 1793. *Annales de l'Est*, 1, 2, 3, 4, 51-78, 155-175, 284-314, 321-349.
- Lafargue, P. (2010). La propriété paysanne et l'évolution économique. *Cahiers Jaurès*, N° 195-196, 70-80.
- Lamarche, H., Rogers, S. C., & Karnoouh, C. (1980). *Paysans, femmes et citoyens. Lutttes pour le pouvoir dans un village lorrain*. Avignon: Actes Sud.
- Langlois, A. (1869). *De l'administration des biens des cités en droit romain et dans l'ancien droit français*. Paris: Donnaud.
- Laperche-Fournel, M.-J. (1985). *La population du duché de Lorraine de 1580 à 1720*. Nancy: Presses universitaires de Nancy.
- Laveleye, E. de. (1874). *De la propriété et de ses formes primitives*. Paris: Librairie G. Baillière.

- Le Play, F. (1857). *Les ouvriers des deux mondes*. Paris: Au siège de la société d'économie sociale.
- Le Play, F. (1878). *Les ouvriers européens*. Tours: A. Mame et fils.
- Le Roy Ladurie, E. (1966). *Les Paysans de Languedoc*. Mouton.
- Le Roy Ladurie, E. (1974). L'histoire immobile. *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 3, 673-692.
- Lecarpentier, G. (1908). *La vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution française*. Paris: F. Alcan.
- Lefebvre, G. (1907). Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution Française. *Annales de l'Est et du Nord*, 410-415.
- Lefebvre, G. (1924). *Les paysans du Nord pendant la Révolution Française*. Lille: Robbe.
- Lefebvre, G. (1963). *Études sur la Révolution française*. Vendôme: Presses Universitaires de France.
- Lefebvre, G. (1975). *El nacimiento de la historiografía moderna*. México: Martínez Roca.
- Lefebvre, G. (1989). *Questions agraires au temps de la terreur*. Paris: CTHS.
- Lefeuvre, P. (1907). *Les communs en Bretagne à la fin de l'ancien régime (1667-1789) étude d'histoire du droit avec des pièces justificatives*. Rennes: Imprimerie Oberthur.
- Lemarchand, G. (1989). *La fin du féodalisme dans le pays de Caux*. Paris: C.T.H.S.
- Lemoine-Maulny, E. (2009). *Usages, biens collectifs et communautés d'habitants en Anjou, XVe-XIXe siècle*. Angers.
- Lenin, V. I. (1972). *El desarrollo del capitalismo en Rusia. El proceso de la formación de un mercado interior para la gran industria*. Santiago de Chile: Quimantú.
- Lenin, V. I. (1977). *Obras completas*. Buenos Aires: Cartago.
- Lenin, V. I. (1985). *Obras Completas*. Buenos Aires: Cartago.
- Léon, P. (Ed.). (1978). *Historia económica y social del mundo*. Madrid: Encuentro.
- Lepage, H. (1978). *Demain le capitalisme*. Paris: Pluriel.
- Lesprand, P. (1934). *Le clergé de la Moselle pendant la Révolution. Les débuts de la Révolution et la suppression des ordres religieux*. Montigny-lès-Metz: Lesprand.
- Lévy-Schnedeir, L. (1907). Un document sur le partage des biens communaux. *La Révolution française. Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53, 372-374.
- Locke, J. (2009). *Segundo ensayo sobre el gobierno civil*. Buenos Aires: Libertador.
- Louis, R. (1936). *Le remembrement de la propriété foncière en Lorraine*. Nancy: George Thomas.

- Loutchisky, I. (1897). *La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux*. Paris: H. Champion.
- Loutchisky, I. (1911). Les classes paysannes en France au XVIIIe siècle. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 15, 297-323.
- Loutchisky, I. (1913). *La Propriété paysanne en France à la veille de la Révolution*. Paris: H. Champion.
- Luchía, C. (2008). *La dinámica de la propiedad comunal y las condiciones de desarrollo transicional del feudalismo al capitalismo en el área concejil de realengo castellana*. Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires.
- Luna, P. F. (2012). La propiedad y el trabajo en la reflexión de Jovellanos. *RAE: Revista Asturiana de Economía*, 75-95.
- Magnac, T., & Postel-Vinay, G. (1997). Wage Competition between Agriculture and Industry in Mid-Nineteenth Century France. *Explorations in Economic History*, 34, 1-26.
- Maillard, B. (1999). *Vivre en Touraine au XVIIIe siècle*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Maillardière, C. F. (1782). *Le produit et le droit des communes*. Paris.
- Margairaz, D. (2005). *François de Neufchâteau: Biographie intellectuelle*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- Marion, H. (1912). *La dîme ecclésiastique en France au XVIIIe siècle et sa suppression*. Bordeaux: Impr. de l'Université et des facultés.
- Markoff, J. (1996). *The Abolition of Feudalism: Peasants, Lords, and Legislators in the French Revolution*. University Park: Penn State Press.
- Marx, K. (1980). *El porvenir de la comuna rusa*. Buenos Aires: Pasado y presente.
- Marx, K. (2004). *El Capital* (Vol. 1). Buenos Aires: Siglo XXI.
- Marx, K. (2005a). *El dieciocho brumario de Luis Bonaparte*. Buenos Aires: Libertador.
- Marx, K. (2005b). *La ideología alemana*. Madrid: Losada.
- Marx, K. (2007). *Los debates de la Dieta Renana*. Barcelona: Gedisa.
- Marx, K. (2008). *El manifiesto comunista*. Buenos Aires: Herramienta.
- Marx, K. (2009). *Formaciones económicas precapitalistas*. México: Siglo XXI.
- Marx, K. (2011a). *El Capital* (Vol. 3). Buenos Aires: Siglo XXI.
- Marx, K. (2011b). *El Capital. Libro I Capítulo VI (inédito)*. México: Siglo XXI.
- Marx, R. (1974). *La Révolution et les classes sociales en Basse-Alsace ; structures agraires et vente des biens nationaux*. Bibliothèque nationale.

- Mathieu, A. (1953). Transformations récentes et état actuel de la structure agraire et de l'économie rurale en Lorraine centrale. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 30, 151-159.
- Mathieu, F.-D. (1907). *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois, d'après des documents inédits: 1698-1789*. Paris: Honoré Champion.
- Mathiez, A. (1899). Un exemple du partage des communaux: Pendant la révolution. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1, 50-53.
- Mathiez, Albert. (1973). *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*. Paris: Payot.
- Mathis, D. (2009). *Géohistoire d'un pays lorrain: Le Saulnois*. Nancy.
- Mavidal, J., & Laurent, É. (Eds.). (1900). *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (Vol. 58). Paris: Librairie administrative de Paul Dupont.
- Mayaud, J.-L. (1999). *La petite exploitation rurale triomphante. France XIXe siècle*. Paris: Belin.
- Mayo, C. (1987a). Sobre peones y malentretidos: El dilema de la economía rural rioplatense durante la época colonial. *Anuario IEHS*, 2, 25-32.
- Mayo, C. (1987b). ¿Una campaña sin gauchos? *Anuario IEHS*, 2, 61-70.
- Mayo, C. (1995). *Estancia y sociedad en la pampa: 1740-1820*. Buenos Aires: Biblos.
- McPhee, P. (1999). Revolution and Environment in Southern France: Peasants, Lords, and Murder in the Corbières 1780–1830. En *Revolution and Environment in Southern France*. Oxford: Oxford University Press.
- Meaume, É. (1851). *Des droits d'usage dans les forêts de l'administration des bois communaux et de l'affouage*. Paris: Auguste Durand.
- Mendels, F. F. (1972). Proto-Industrialization: The First Phase of the Industrialization Process. *The Journal of Economic History*, 32, 241-261.
- Meuvret, J. (1969). La vaine pâture et le progrès économique. *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne*, 9, 8-14.
- Meuvret, J. (1977). Le problème des subsistances à l'époque Louis XIV. La production des céréales dans la France du XVIIe et du XVIIIe siècle. En *I La production des céréales dans la France du XVIIe et du XVIIIe siècle – Texte*. Paris: Mouton.
- Milonakis, D., & Fine, B. (2008). *From Political Economy to Economics: Method, the social and the historical in the evolution of economic theory*. London: Routledge.
- Morera, R., & Le Roux, T. (2018). Blanchisseuses du propre, blanchisseurs du pur. Les mutations genrées de l'art du linge à l'âge des révolutions textiles et chimiques (1750-1820). *Genre & Histoire*.

- Moriceau, J.-M. (1994). *Les Fermiers de l'Île-de-France: L'ascension d'un patronat agricole, XVe-XVIIIe siècle*. Paris: Fayard.
- Moriceau, J.-M. (1999). *L'élevage sous l'Ancien Régime: Les fondements agraires de la France moderne, XVIe-XVIIIe siècles*. Paris: SEDES.
- Moriceau, J.-M., & Postel-Vinay, G. (1994). *Ferme, entreprise, famille: Grande exploitation et changements agricoles: Les Chartier, XVIIe-XIXe siècles*. Paris: EHESS.
- Morineau, M. (1970). *Les faux-semblants d'un démarrage économique: Agriculture et démographie en France au XVIIIe siècle*. Paris: A. Colin.
- Morrisson, C., & Snyder, W. (2000). Les inégalités de revenus en France du début du XVIIIe siècle à 1985. *Revue économique*, 51, 119-154.
- Naegel, P. (2008). *Deux beaux restes de hauts-fourneaux anciens en Meuse Éléments de leur histoire*.
- Neeson, J. M. (1993). *Commoners: Common Right, Enclosure and Social Change in England, 1700-1820*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Neeson, J. M. (2003). Les terres en jouissance collective en Angleterre 1700-1850. En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Nemoz-Rajot, H. (1998). Les Frais de garderie, un historique instructif. *Revue forestière française*, 50, 169-179.
- North, D., & Thomas, R. (1991). *El nacimiento del mundo occidental. Una nueva historia económica (900-1700)*. Madrid: Siglo Veintiuno Editores.
- OECD. (2018). *Concentration in Seed Markets: Potential Effects and Policy Responses*. Paris: OECD Publishing.
- Oliva, G. (1979). Georges Lefebvre et les historiens russes de la Révolution. *Annales historiques de la Révolution française*, 237, 399-410.
- Ostrom, E. (2005). *El gobierno de los comunes*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Overton, M. (1996). *Agricultural Revolution in England: The Transformation of the Agrarian Economy 1500-1850*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Parisot, R. (1919). *Histoire de Lorraine*. Paris: Auguste Picard.
- Parker, W. N., & Jones, E. L. (Eds.). (1975). *European Peasants and Their Markets: Essays in Agrarian Economic History*. Princeton University Press.
- Pelletier, A. (1758). *Nobiliaire ou armorial général de la Lorraine et du Barrois*. Nancy: Thomas.

- Pellicer Vilalta, M. (2007). Los cercamientos de tierras en Cataluña. Fuentes para el estudio de una «revolución silenciosa» (1714-1785). En R. Congost & J. M. Lana (Eds.), *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- Peltre, J. (1975a). Biens communaux et genèse des terroirs. En P. Flatrès (Ed.), *Les terres communes*. Paris: CNRS.
- Peltre, J. (1975b). *Recherches métrologiques sur les finages Lorrains*. Lille: Atelier Reproduction des Theses Université Lille III.
- Peltre, J. (1978). Biens communaux et désertions rurales. *Geographia polonica*, 38, 223-232.
- Peltre, J. (1980). Le laboureur et sa terre dans la Lorraine du XVIIIe siècle. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 7, 83-94.
- Perelmuter, T. (2017). Ley de semillas en Argentina: Avatares de una reforma que (aún) no fue. *Revista Interdisciplinaria de Estudios Agrarios*, 47.
- Perelmuter, T. (2018). Propiedad intelectual en semillas: Los dispositivos del cercamiento jurídico en Argentina. *Mundo Agrario*, 19.
- Pérez Picazo, M. T. (2003). Propriété collective et « désamortissement » en Espagne (1750-1900). En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Perrin, C.-E. (1948). *L'œuvre historique de Marc Bloch*. Paris: Presses universitaires de France.
- Perrin, Y. (1955). Les délits forestiers dans le département de la Meurthe sous le consulat. *Annales de l'Est*, 3, 229-256.
- Peschard, K., & Randeria, S. (2020). 'Keeping seeds in our hands': The rise of seed activism. *The Journal of Peasant Studies*, 47, 613-647.
- Petrow, E. (1938). Les communaux et les servitudes rurales au XVIII e siècle. *Annales historiques de la Révolution française*, 15, 459-462.
- Piant, H. (2006). *Une justice ordinaire: Justice civile et criminelle dans la prévôté royale de Vaucouleurs sous l'Ancien Régime*. Presses universitaires de Rennes.
- Piketty, T. (2014). *El capital en el siglo XXI*. Fondo de Cultura Económica.
- Pinatel, J. (1947). Droits d'usage et vaine pâture dans l'Ancienne Provence et pays circonvoisins. *Annales de la Faculté de Droit d'Aix*, 75-112.
- Plack, N. (2009). *Common Land, Wine, and the French Revolution*. Farnham: Ashgate.

- Poczynok, C. M. (2019). Deslindes y mensuras: Los litigios civiles por la tierra en Buenos Aires entre 1800 y 1863. *Revista Historia y Justicia*, 13.
- Postel-Vinay, G. (1974). *La rente foncière dans le capitalisme agricole*. Paris: Maspero.
- Poulet, H. (1906). L'administration centrale du département de la Meurthe. *La Révolution française*, 51.
- Proudhon, J.-B.-V. (1824). *Traité des droits d'usufruit, d'usage personnel et d'habitation*. Dijon: Victor Lagier.
- Quesnay, F. (1757). Grains. En D. Diderot & J. le R. D'Alembert (Eds.), *L'Encyclopédie* (Vol. 7). Paris: Le Breton.
- Quesnay, F. (1759). *Essai sur l'administration des terres*. Paris: Jean-Thomas Hérisant.
- Quesnay, F. (1765). Observations sur le Droit naturel des hommes réunis en société. *Journal de l'agriculture, du commerce & des finances*, 4-35.
- Raulet, L. (1910). *Le partage des biens communaux de Vaux-sur-Seine*. Versailles: J. Aubert et Cie.
- Rebérioux, M. (1966). Jaurès historien de la Révolution française. *Annales historiques de la Révolution française*, 184, 171-195.
- Rébillon, A. (1936). Nécrologie et bibliographie des travaux de Henri Sée. *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 43, 2-33.
- Reitel, F. (1965). Deux siècles de propriété rurale dans les environs de Metz (milieu du XVIIIe siècle à 1963). *Revue Géographique de l'Est*, 5, 3-40.
- Reitel, F. (1966). A propos de l'openfield lorrain. *Revue Géographique de l'Est*, 6, 29-51.
- Richert, G. (1951). Biens communaux et droits d'usage en Haute-Garonne pendant la réaction thermidorienne et sous le directoire. *Annales historiques de la Révolution française*, 23, 274-288.
- Ríos, M. (2015). Programas políticos y bienes y usos comunales en Lorena durante la Revolución Francesa. *Sociedades Precapitalistas*, 4.
- Ríos, M. (2020). Mercado de trabajo agrícola en el noreste francés (1789-1836). *Sociedades Precapitalistas*, 10.
- Rivière, A. (1856). *Histoire des biens communaux en France: Depuis leur origine jusqu'à la fin du XIIIe siècle*. Paris: Auguste Durand.
- Rochel, X. (2013). Aménagement, mises en réserve et exploitations dans les bois communaux de Lorraine au XVIIIe siècle. *Revue de Géographie Historique*, 3.

- Rochel, X. (2017). Une biogéographie historique. Forêts et industries dans le comté de Bitche au xviii^e siècle. *Histoire & mesure*, XXXII, 9-38.
- Root, H. L. (1992). *Peasants and King in Burgundy: Agrarian Foundations of French Absolutism*. Berkeley: University of California Press.
- Rosenthal, J.-L. (1992). *The fruits of revolution: Property rights, litigation, and French agriculture, 1700-1860*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rothiot, J.-P. (1998). La fin des communaux. L'exemple de Frenelle-la-Grande (1773-1836). *Annales de la Société d'émulation du département des Vosges*, 10, 45-61.
- Rothiot, J.-P. (1999). La question des communaux dans les Vosges (1770-1816): Triage, partage, et appropriation privée. *Annales de l'Est*, 1, 211-243.
- Rothiot, J.-P. (2006). Les notables lorrains face au partage des communaux dans les assemblées de province et de district (1787-1788). *Annales de l'Est*, 1, 11-33.
- Rothiot, J.-P. (2007). Le partage des communaux en moyenne montagne: Conflits et compromis entre manœuvres et propriétaires de troupeaux. L'exemple de Gérardmer, 1789-1850. En P. Charbonnier, P. Couturier, A. Follain, & P. Fournier (Eds.), *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Rothiot, P., & Rothiot, J.-P. (1990). *Vie journalière et révolution dans la plaine des Vosges: Vittel - Mirecourt et son bailliage, 1788-1791*. Capucin.
- Sagnac, P. (1904). La division du sol pendant la Révolution et ses conséquences. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 5, 457-470.
- Saillol, P. (1989). Les biens communaux dans la Creuse sous la Révolution. En J.-C. Bousset, M. Vovelle, & S. Aberdam (Eds.), *La Révolution française et le monde rural*. Paris: CTHS.
- Saint-Jacob, P. de. (1953). Études sur l'ancienne communauté rurale en Bourgogne. *Annales de Bourgogne*, 25, 225-240.
- Saint-Jacob, P. de. (1960). *Les paysans de la Bourgogne du nord au dernier siècle de l'Ancien Régime*. Dijon: Editions universitaires de Dijon.
- Salazar, F. S. (2006). La redefinición de los derechos de propiedad: A propósito de los decretos sobre cercados de las Cortes de Cádiz. *Historia agraria: Revista de agricultura e historia rural*, 207-240.
- Sallmann, J.-M. (1976). Les biens communaux et la «réaction seigneuriale» en Artois. *Revue du Nord*, 58, 209-223.

- Sallmann, J.-M. (1977). Le partage des biens communaux en Artois, 1770-1789. *Études rurales*, 67, 71-84.
- Sánchez Salazar, F., & Pérez Cebada, J. D. (2007). Los cerramientos de tierra en España antes de la Revolución burguesa. En R. Congost & J. M. Lana (Eds.), *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- Santilli, D. (2018). *Después del Código Civil. La distribución de la tierra en Buenos Aires en regiones de reciente anexión. Guaminí y Carhué en 1895*. Presentado en XVI Congreso de Historia Agraria-SEHA. VII Encontro RuralReport. Transiciones en la agricultura y la sociedad rural. Los desafíos globales de la historia rural., Santiago de Compostela.
- Schmitt, A. (1908). La répartition de la propriété en 1789 et la vente des biens nationaux de première origine dans le district de Bar-le-Duc (Meuse) (1791-an IV). *Annales de l'Est et du Nord*, 242-259.
- Schneider, D. (1993). La région de Saint-Avold vers 1789 d'après les cahiers de doléances. *Cahier Narborien*, 7.
- Schneider, D. (1998). *Saint-Avold aux XVIIIème et XIXème siècles (1680/90 à 1870/90)*. Université de Metz, Metz.
- Schwab, L. (1910). Le partage des communaux dans les Vosges. *La Révolution dans les Vosges*, 1-36.
- Schwab, L. (1911). *Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux*. Épinal: Impr. nouvelle.
- Schwab, L. (1913). *Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux*. Épinal: Impr. vosgienne.
- Scuiller, S. (2008). Propriété et usages collectifs. *Histoire & Sociétés Rurales*, Vol. 29, 41-71.
- Sée, H. (1901). *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen âge*. Paris: Giard et Brière.
- Sée, H. (1906). Les classes rurales en Bretagne du XVIe siècle à la Révolution (suite). *Annales de Bretagne*, 22, 294-326.
- Sée, H. (1913). Une enquête sur la vaine pâture et le droit de parcours à la fin du règne de Louis XV. *Revue du XVIIIe siècle*, 1, 265-278.
- Sée, H. (1914). La question de la vaine pâture en France à la fin de l'Ancien Régime. *Revue d'histoire économique et sociale*, 7, 3-25.
- Sée, H. (1923a). La mise en valeur des terres incultes défrichements et dessèchements: À la fin de l'Ancien Régime. *Revue d'histoire économique et sociale*, 11, 62-81.

- Sée, H. (1923b). Le partage des biens communaux en France à la fin de l'Ancien Régime. *Revue historique de droit français et étranger (1922-)*, 2, 47-81.
- Sée, H. (1924a). *La vie économique et les classes sociales en France au XVIIIe siècle*. Paris: Alcan.
- Sée, H. (1924b). Quelques remarques sur l'origine des biens communaux. *Revue historique de droit français et étranger (1922-)*, 3, 121-129.
- Sée, H. (1925). *La France économique et sociale au XVIIIe siècle*. Paris: A. Colin.
- Sée, H. (1926). La vaine pâture en France sous la monarchie de juillet d'après l'enquête de 1836-1838. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 1, 198-213.
- Sée, H. (1928). L'enquête sur les clôtures en Bretagne (1768). *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 38, 752-767.
- Servolin, C. (1972). L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. En Y. Tavernier, M. Gervais, & C. Servolin (Eds.), *L'univers politique des paysans*. Paris: Armand Colin.
- Siffre, M.-H. (1970). Aperçu sur les pratiques communautaires dans le comté de Nice au XVIIIe siècle. *Revue d'histoire économique et sociale*, 48, 196-226.
- Smith, A. (1958). *Investigación sobre la naturaleza y causas de la riqueza de las naciones*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Soboul, A. (1958). *Les campagnes montpellieraines à la fin de l'Ancien Régime: propriété et cultures d'après les compoix*. La Roche-sur-Yon: Imprimerie Henri Poitier.
- Soboul, A. (1960). Georges Lefebvre historien de la Révolution française 1874-1959. *Annales historiques de la Révolution française*, 159, 1-20.
- Soboul, A. (1962). *Précis d'histoire de la Révolution française*. Paris: Éditions sociales.
- Soboul, A. (1964). De la pratique des terriers à la veille de la Révolution. *Annales*, 19, 1049-1065.
- Soboul, A. (1979). Jaurès, Mathiez et l'histoire de la Révolution française. *Annales historiques de la Révolution française*, 237, 443-454.
- Soboul, A. (1980). *Problemas campesinos de la revolución, 1789-1848*. Madrid: Siglo XXI.
- Solakian, D. (1989). Pratiques partageuses et communaux en Provence orientale au XVIIIe siècle. En J.-C. Bousset, M. Vovelle, & S. Aberdam (Eds.), *La Révolution française et le monde rural*. Paris: CTHS.
- Sperber, J. (2005). *Property and Civil Society in South-Western Germany 1820-1914*. Oxford: Oxford University Press.

- Steiner, P. (1987). Le projet physiocratique: Théorie de la propriété et lien social. *Revue économique*, 38, 1111-1128.
- Suire, Y. (2007). Gérer collectivement des espaces humides dans un contexte de dessèchements privés. Les marais communaux du marais poitevin du XIVe au XIXe siècle. En P. Charbonnier, P. Couturier, A. Follain, & P. Fournier (Eds.), *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Suratteau, J.-R. (1979). Georges Lefebvre disciple de Jaurès? *Annales historiques de la Révolution française*, 51, 374-398.
- Taguel, R. (1942). La vie rurale lorraine: L'exploitation forestière. *L'Information Géographique*, 9, 69-70.
- Tavella, A. (2012). *Chronique d'une fin annoncée. La disparition de la forêt usagère au XIXe siècle. Étude des droits d'usage forestiers dans les Vosges*. Université de Lorraine, Nancy.
- Tawney, R. H. (1912). *The Agrarian Problem in the Sixteenth Century*. Londres: Logmans, Green and Co.
- Tessier, J. (1906). *Valeur sociale des biens communaux en France*. Paris: A. Pedone.
- Teyssier, E. (1998). La vente des biens nationaux ou l'espoir déçu des paysans. En H. Fréchet (Ed.), *La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne de 1600 à 1800* (pp. 77-89). Paris: Editions du Temps.
- Thirsk, J. (1984). *The Rural Economy of England*. Cornwall: A&C Black.
- Thuillier, G. (1969). L'Ancien Régime agraire dans une commune de la Limagne. Communaux et troubles ruraux à Saulzet (1740-1830). *Annales historiques de la Révolution française*, 195, 53-76.
- Tönnies, F. (1946). *Principios de sociología*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Tordjman, H. (2008). La construction d'une marchandise: Le cas des semences. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63e année, 1341-1368.
- Toubert, P. (1986). Préface. En M. Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris: Armand Colin.
- Toubert, P. (1990). *Castillos, señores y campesinos en la Italia medieval*. Barcelona: Ed. Crítica.
- Touzery, M. (1994). L'invention de l'impôt sur le revenu: La taille tarifée 1715-1789. En *L'invention de l'impôt sur le revenu: La taille tarifée 1715-1789*. Vincennes: Institut de la gestion publique et du développement économique.

- Trapenard, C. (1906). Aliénations et usurpations de communaux dans le canton de Champs (Cantal) aux XVIIe et XVIIIe siècles. *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 30, 277-329.
- Trivi, N. A. (2016). La Ley de semillas en Argentina: La disputa por el control y el futuro de la agricultura. *Geopolítica(s). Revista de estudios sobre espacio y poder*, 7, 57-75.
- Turbilly, L. F. H. de M. (1762). *Mémoire sur les défrichements*. Amsterdam: M.-M. Rey.
- Vallaux, C. (1907). *La Basse-Bretagne: Étude de géographie humaine*. Paris: Publications de la Société nouvelle de librairie et d'édition, E. Cornély & cie.
- Vandervelde, É. (1903). La suppression des biens communaux. *Revue Socialiste*, 37, 23-33.
- Varela, J., & Alvarez-Uría, F. (1991). *Arqueología de la escuela*. Madrid: Las Ediciones de La Piqueta.
- Veyret, P. (1970). Une survivance de la vaine pâture en Anjou. *Comptes rendus des séances de l'Académie d'agriculture de France*, 56, 453-464.
- Vidal de La Blache, P. (1908). *La France, tableau géographique*. Paris: Hachette.
- Vilar, P. (1983). *Economía, Derecho, Historia: Conceptos y Realidades*. Barcelona: Ariel.
- Vilar, P. (1989). Ernest Labrousse et le savoir historique. *Annales historiques de la Révolution française*, 276, 108-121.
- Viollet, P. (1872). Caractère collectif des premières propriétés immobilières. *Bibliothèque de l'École des chartes*, 33, 455-504.
- Vivier, N. (1993). Une question délaissée: Les biens communaux aux XVIIIe et XIXe siècles. *Revue Historique*, 290, 143-160.
- Vivier, N. (1998). *Propriété collective et identité communale: Les biens communaux en France 1750-1914*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- Vivier, N. (1999). Vive et vaine pâtures. Usages collectifs et élevage en France, 1600-1800. En *La terre et les paysans: Productions et exploitations agricoles aux XVIIe et XVIIIe siècles en France et en Angleterre*. Paris: Presses Paris Sorbonne.
- Vovelle, M. (1980). *Ville et campagne au 18e siècle: Chartres et la Beauce*. Paris: Éditions sociales.
- Weber, M. (2006). *La ética protestante y el espíritu del capitalismo*. Buenos Aires: Terramar.
- Young, A. (1931). *Voyages en France en 1787, 1788 et 1789*. Paris: A. Colin.
- Zink, A. (1997). *Clochiers et troupeaux: Les communautés rurales des Landes et du Sud-Ouest avant la Révolution*. Bordeaux: Presses Universitaires de Bordeaux.

ÍNDICE DE CUADROS, GRÁFICOS Y MAPAS

Cuadro 1. Reparto de la alta justicia sobre las comunas lorenesas	92
Cuadro 2. Reparto de la propiedad (superficie agrícola utilizada)	107
Mapa 1. La propiedad del clero como porcentaje de la superficie agrícola utilizada en la bailía de Mirecourt	109
Cuadro 3. La propiedad de los bosques en 1789	123
Cuadro 4. Reparto de las explotaciones en la bailía de Mirecourt	124
Cuadro 5. Evolución de las explotaciones en tres aldeas de la bailía de Mirecourt	125
Cuadro 6. Las explotaciones en Mosela	126
Cuadro 7. Las explotaciones en la bailía de Commercy	127
Gráfico 1. Población de <i>manoeuvres</i> en los Vosgos y Mosa en 1789	135
Mapa 2. Apropiaciones vía <i>tiers-denier</i> y reparto de comunales en la bailía de Mirecourt antes de la Revolución	145
Cuadro 8. Bienes comunales (no forestados) en la bailía de Mirecourt 1789-1791 (en hectáreas)	147
Mapas 3. Apropiaciones vía <i>tiers-denier</i> y reparto de comunales en Mosela antes de la Revolución	149
Cuadro 9. Bienes comunales en algunas aldeas de la bailía de Commercy (en hectáreas)	151
Mapa 4. Los cercados en la bailía de Mirecourt en 1789	162
Mapa 5. Los cercados en Mosela en 1789	162
Mapa 6. Los cercados en la bailía de Commercy (Mosa) hacia 1789	163
Cuadro 10. Edictos que autorizan renadíos en Lorena y los Tres Obispos	167
Gráfico 2. Programas políticos frente al señorío en las bailías de Vic, Boulay y Mirecourt	196
Cuadro 11. Superficie adquirida de Bienes Nacionales (bosques excluidos) por clase ..	203
Gráfico 3. Reclamos contra las usurpaciones de comunales y el <i>tiers-denier</i> en los cuadernos de quejas lorenes	208
Gráfico 4. Formas de explotación del comunal en los cuadernos de quejas	212
Cuadro 12. Comunas que dividen sus comunales en la segunda mitad del siglo XVIII ..	218
Cuadro 13. Porción de comunales afectados por los repartos revolucionarios y tamaño de los lotes producidos en el Xaintois	220

Cuadro 14. Porción de comunales afectados por los repartos revolucionarios y tamaño de los lotes producidos en Mosela	221
Cuadro 15. Superficies de comunal vendidas y no vendidas bajo la ley de 1813	229
Gráfico 5. Bienes comunales (en hectáreas) en el <i>arrondissement</i> de Metz (circa 1822-1837)	237
Gráfico 6. Bienes comunales (en hectáreas) en el departamento de Mosela (circa 1822-1837)	237
Gráfico 7. Bienes comunales (en hectáreas) en los Vosgos, Mosela y Mosa en 1844-1847	240
Gráfico 8. Reclamos contra los edictos de cercados en los cuadernos de quejas loreneses	249
Cuadro 16. El reparto de la propiedad en Lorena hacia 1821-1840	289
Cuadro 17. Tamaño de las propiedades en Lorena hacia 1821-1840	290
Cuadro 18. Evolución de las propiedades en Mosa (1813-1821)	294
Cuadro 19. Evolución de las propiedades en los Vosgos (1789-1840)	294
Cuadro 20. Reparto de las explotaciones en Vignot (1831-1841)	297
Cuadro 21. Reparto de las explotaciones en el Xaintois (1812-1814)	298
Cuadro 22. Explotaciones grandes, medianas y pequeñas en los Vosgos en 1836 (en hectáreas)	299
Cuadro 23. Explotaciones en los cantones de Grostenquin y Faulquemont (en cantidad)	300
Gráfico 9. Proporción de cultivos sobre el total de labrantíos en Lorena (1802-1803) ...	304
Gráfico 10. Proporción de cultivos sobre el total de labrantíos en Lorena (1836-1852)	304
Cuadro 24. Rendimientos del grano en Lorena hacia 1741-1750 (en hectolitros a la hectárea)	308
Cuadro 25. Rendimientos del grano en Lorena hacia 1836-1852 (en hectolitros a la hectárea)	308
Cuadro 26. Número de animales cada mil hectáreas en Lorena (1795-1852)	310
Gráfico 11. Evolución demográfica en los Vosgos (1793-1896)	312
Gráfico 12. Evolución demográfica en Mosela (1793-1896)	312
Gráfico 13. Evolución demográfica en Mosa (1793-1896)	313
Cuadro 27. Salarios nominales y reales de un jornalero hombre no alimentado en cantones de Mosa y Mosela (1852)	314

ÍNDICE

Agradecimientos	1
Introducción	2
Capítulo 1. Los enfoques clásicos en torno a los bienes comunales y usos colectivos (1750-1918)	9
Capítulo 2. La historiografía del siglo XX corto	28
Capítulo 3. La historiografía contemporánea	59
Capítulo 4. Geografía e historia política de la región histórica de Lorena	80
Capítulo 5. El señorío en Lorena	91
Capítulo 6. Propiedades y explotaciones	107
Capítulo 7. Bienes comunales	138
Capítulo 8. Usos comunales	158
Capítulo 9. Revolución y tierra	195
Capítulo 10. El reparto de los bienes comunales (1789-1850)	208
Capítulo 11. Los usos comunales tras la Revolución (1789-1850)	248
Capítulo 12. El derrotero de los bosques (1789-1850)	276
Capítulo 13. Un siglo de transformaciones agrarias	289
Conclusión	318
Anexo	326
Glosario	343
Antiguas medidas	346
Fuentes	348
Bibliografía	370
Índice de tablas, cuadros y gráficos	393

THESE DE DOCTORAT
HISTOIRE ET CIVILISATIONS
FACULTAD DE FILOSOFÍA Y LETRAS, UNIVERSIDAD DE BUENOS AIRES
ÉCOLES DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

TRANSFORMATIONS AGRAIRES EN LORRAINE. BIENS
COMMUNAUX ET USAGES COLLECTIFS (XVIII^{ÈME} -
XIX^{ÈME} SIECLES)

TRANSFORMACIONES AGRARIAS EN LORENA. BIENES
COMUNALES Y USOS COLECTIVOS (SIGLOS XVIII-
XIX)

RESUME EN FRANÇAIS DE LA THESE EN ESPAGNOL.

DOCTORANT : MANUEL RIOS
DIRECTEURS : CARLOS ASTARITA ET GERARD BEAUR

2022

INTRODUCTION

[...] quand de grandes provinces recueillaient les heureux effets du parcours aboli, des clôtures permises, des échanges favorisés pour la réunion des terres, et des communaux partagés entre les habitants ; ces opérations, qui avaient prospéré par-tout où l'on avait eu le courage de les mener de front, ces opérations ne réussirent point dans notre ci-devant Lorraine.

François de Neufchâteau, 1797¹.

En 1890, à raison de la loi qui autorise la suppression de la vaine pâture, le conseil municipal de Commercy « [...] considérant que le droit de vaine pâture *après les deux récoltes* existe dans la commune de temps immémorial, demande le maintien de ce droit » (Archives départementales de la Meuse -ADMe- 20299). En 1875, le village voisin d'Euville fixe la contribution à payer pour chaque bête envoyée sur les pâquis. Depuis la fin du XVIII^{ème} siècle, rien ne semble avoir changé en Lorraine. Pourtant, en 1912, à quelques kilomètres, le conseil municipal de Frémeréville convoque ses habitants pour offrir aux enchères quelques lots issus du patrimoine communale. Plus loin, dans le Xaintois vosgien, nous voyons que la conversion des pâturages en labours est plus ancienne et date du XVIII^{ème} siècle. À Commercy, en 1864 un fonctionnaire spécifie que, en fait, la vaine pâture s'est exercée après la première coupe du foin jusqu'en 1830.

Les biens communaux et les usages collectifs ont capturé l'attention de juristes, agronomes, économistes, philosophes et historiens au long des trois derniers siècles. Prenant le Royaume-Uni comme référence, biens communaux et usages ont été considérés un frein au développement économique que l'État devait combattre par le biais de la loi. Un lien étroit entre pauvreté, archaïsme, propriété et usages collectifs a été construit. Karl Marx (2004) a modifié ce panorama par le biais de la théorie des modes de production. La disparition des biens communaux et des usages collectifs à travers d'actions légales et illégales aurait permis la conversion des paysans en prolétaires et motorisé la transition du féodalisme au capitalisme. Marx se déplace de la loi aux forces de l'économie. L'historiographie française d'héritage jaurésien conserve l'intérêt au processus économique mais abandonne l'idée d'une prolétarisation totale : à l'aube du XX^{ème} siècle les paysans n'ont pas disparu. En plus, elle remarque que biens communaux et usages collectifs ne suivent pas la même évolution dans les différentes régions de la

¹ *Arrêté de l'administration centrale des Vosges sur un moyen préliminaire d'encourager l'Agriculture dans ce Département, par la réunion des propriétés morcelées, et par quelques autres mesures*, 1797, p. 15.

France. Pour quelques-uns, la permanence de ces éléments est un signe indiscutable de l'arriération de la France. D'autres, comme Pierre de Saint-Jacob (1960), remettent en doute le lien entre droits exclusifs et croissance économique. L'école marxiste de la voie paysanne suggère que les droits collectifs caractérisent une évolution vers le capitalisme différent à la voie anglaise. À l'encontre de ces postulats, l'école néo-institutionnelle réaffirme l'efficacité naturelle des droits exclusifs et leur capacité de déclencher la croissance économique. Au long des dernières vingt années, l'historiographie a nuancé les grandes conclusions et favorisé une analyse discriminée des pratiques et biens communaux.

La production scientifique n'a pas été constante et la question des biens communaux et des usages a été délaissée en France (Vivier, 1993). Néanmoins, des questions demeurent ouvertes. Quelle est la place des biens et usages collectifs vis-à-vis la croissance économique ou la transition au capitalisme ? Quel est son rôle en ce qui concerne l'exode rural ? Les droits exclusifs stimulent-ils l'innovation et le développement économique des nations ? Sont-ils plus efficaces ? Quelle est leur incidence sur la distribution du produit de la terre ? Et sur la conservation ou dégradation des ressources ?

Ces débats ne se limitent pas au plan académique. Traditionnellement, les agriculteurs ont séparé une partie de leur production pour semer à nouveau. Vers la fin du XIX^{ème} siècle, des entreprises qui commercialisent des semences font leur apparition en Europe et en Amérique (Hora, 2015 ; Tordjman, 2008). Au long du siècle suivant, et surtout après la Deuxième Guerre mondiale, les États élaborent des réglementations touchant les semences (Perelmuter, 2017 ; Tordjman, 2008). La vente de semences par les agriculteurs devient plus compliquée et elle est même interdite ; pourtant ils conservent le droit de les semer à nouveau grâce à la figure du privilège de l'agriculteur. Dans la France, l'avancée du maïs et du blé hybrides impulse le recul très prononcé des semences traditionnelles (Demeulenaere, 2013). Sur le plan législatif, une loi passée en 1970 mais qui n'a pas d'application réelle jusqu'aux années 80 anéantit le privilège de l'agriculteur. L'écroulement des prix pousse les agriculteurs à tenter le retour aux semences propres ; les procès juridiques se multiplient.

Le changement décisif sur le plan des droits des semences est impulsé par le développement de la biotechnologie dans les années 80 qui déclenche des débats concernant le brevetage de la vie organique, interdit jusqu'à ce moment. Une forte campagne internationale menée par les États-Unis favorise les accords qui imposent le

brevetage des semences, ratifiés par l'Union Européenne en 1998. En parallèle, le marché des semences se concentre (OCDE, 2018).

Dans l'Argentine, le brevetage des semences ne rencontre pas le succès : la loi en vigueur de 1973 reconnaît le privilège de l'agriculteur (Trivi, 2015). En 1996, Monsanto (acquise par Bayer) introduit en Argentine le soja RR, modifié génétiquement pour résister le glyphosate. L'État argentin n'accorde pas à Monsanto le brevet de la semence ; les agriculteurs argentins peuvent la semer dans une nouvelle campagne agricole sans payer des redevances. Dans un premier moment, cela ne pose aucun problème : Monsanto est le seul fournisseur de glyphosate en Argentine. Mais en 2000 le monopole expire et le glyphosate chinois se répand. Une vague de procès est déclenchée, Monsanto allègue que la loi argentine, en refusant les redevances à la compagnie, freine l'innovation. À l'heure actuelle, dans la Commission d'agriculture de la chambre de députés de l'Argentine, les projets de loi qui reconnaissent le brevetage des semences s'opposent à ceux qui, présentés par les organisations agraires, renforcent le privilège de l'agriculteur. Dans la France, ces mêmes débats ont donné naissance à la loi Égalim (Demeulenaere, 2013).

Derrière cette bataille juridique nous retrouvons deux secteurs économiques. Les compagnies de semences, très concentrées, face aux agriculteurs, notion plus hétérogène qui inclut des petits producteurs et des énormes exportateurs. Tandis qu'en Argentine le succès des agriculteurs semble plus consolidé, en France les syndicats ruraux n'arrivent pas à s'imposer. La question du brevetage des semences est un exemple, parmi d'autres, des luttes politiques liées aux droits de propriété et fondées sur une structure économique.

Les arguments produits par les parties en conflit sont classiques. Les compagnies de semences établissent un lien étroit entre droits de propriété exclusifs et progrès économique, les agriculteurs répondent avec leur droit immémorial. Les postulats écologiques ne manquent pas : les semences hybridées ou modifiées génétiquement ont emmené la disparition de plusieurs espèces autochtones.

L'historien ne peut pas être surpris, nous retrouvons les mêmes arguments qu'au XVIII^{ème} siècle époque à laquelle agronomes, nobles, propriétaires et législateurs ont fait appel à l'idée de l'efficacité de la propriété exclusive ou privée contre la supposée inefficacité de la propriété communale. En outre, la permanence des droits collectifs a été responsabilisée d'un hypothétique retard de l'économie française. Non seulement les contemporains mais aussi des nombreux historiens du siècle dernier ont postulé que cette rigidité des campagnes françaises aurait freiné le transfert de ressources de l'agriculture

vers l'industrie, à différence du Royaume-Uni où la réussite des droits exclusifs de propriété aurait permis le développement du capitalisme ou la croissance économique.

La Lorraine est une région idéale pour réfléchir autour des questions posées. Au XVIII^{ème} siècle, la propriété communale présente une étendue considérable. En plus, une lourde structure de droits collectifs grève les terres. Des nombreux conflits concernant ces éléments éclatent au long du XVIII^{ème} et du XIX^{ème} siècle. Malgré les changements que nous avons voulu illustrer avec les anecdotes de la région de Commercy dans le département de la Meuse, la Lorraine a été traditionnellement considérée une région d'agriculture immobile. Ceci n'empêche pas sa conversion en puissance industrielle dans la deuxième moitié du XIX^{ème}. Est-ce que la mutation de l'agriculture joue un rôle dans ce décollage ? Si c'est le cas, quel est le rôle des changements touchant les droits de propriété ?

CHAPITRE 1. APPROCHES CLASSIQUES SUR LES BIENS COMMUNAUX ET LES USAGES (1750-1918)

I. LES BIENS COMMUNAUX ET USAGES COLLECTIFS AU XVIII^{EME} ET XIX^{EME} SIECLES : PHILOSOPHES, AGRONOMES ET JURISTES

L'école physiocratique

La physiocratie dérive du jusnaturalisme et postule l'existence d'un ordre intrinsèque dont les principes sont indéniables, évidents. La propriété, conséquence du droit naturel fondé sur le travail ou du droit à la vie, doit être assurée par le droit positif, par le souverain (Hobbes, 2003 ; Locke, 2009). Pour Quesnay (1757, 1759, 1765), le propriétaire doit jouir de la liberté de culture sur ses terres pour maximiser son intérêt (et celui du souverain) par les biais de la production. Personne n'investirait dans des terres collectives : le communal doit être partagé. Prenant l'image du Royaume-Uni comme modèle, Quesnay rallie le communal et les droits collectifs à l'archaïsme et les considère un frein au développement économique. Le droit positif doit s'accommoder au droit naturel. L'histoire devient un reflet du droit positif.

Agronomes feudistes

Duhamel de Monceau (1753, 1762) insiste sur la liberté de culture. La vaine pâture, obstacle au développement économique, doit être abolie. La Poix de Fréminville (1760) remonte l'histoire et considère que les communaux, comme les usages, sont des concessions originaires de la noblesse. Cette thèse, connue comme feudiste, donne des arguments pour l'appropriation des communaux et l'expulsion d'usagers. Le comte d'Essuile (1770) essaye de mesurer la superficie des communaux qu'il évalue au 10 % du sol. Pour l'auteur, ces terres sont gaspillées et ne sont pas profitées par les plus pauvres qui ne possèdent pas un bétail nombreux ; elles doivent être privatisées et incorporées à la production. Feudiste, il propose un partage avec triage, c'est-à-dire que le tiers des communaux revienne à la noblesse. La Maillardière (1780) pense que les communaux couvrent un sixième de la surface du royaume et profitent aux pauvres. Comme les droits collectifs, ils supposent un frein à l'accroissement de la production et doivent être partagés.

Agronomes et physiocrates partagent une vision péjorative des biens et usages collectifs, assimilés à la pauvreté. Leurs sources consistent essentiellement en textes législatifs (coutumes, ordonnances, entre autres) et ils les prennent comme un reflet fidèle des pratiques agricoles. L'action de l'État est donc la seule capable de reformer la réalité historique. Cependant, les agronomes tendent à accorder que le communal est le patrimoine du pauvre et donc les villageois doivent être impliqués à son partage (Vivier, 1998).

Jurisconsultes et Révolution

La Révolution discrédite la thèse feudiste. Les juristes postulent que les biens et usages collectifs précèdent la conquête germanique et même romaine. La noblesse est écartée de tout partage qui puisse affecter les communaux et les droits collectifs deviennent une propriété légitime des paysans. Jean-Baptiste Proudhon (1824) estime que les usages collectifs dérivent de la propriété. Il scelle l'assimilation des biens communaux et des usages qu'il prend pour des synonymes.

Mutation des droits de propriété

Feudistes et juristes partagent une vision statique des droits de propriété. Biens communaux et usages collectifs sont soit une concession de la noblesse, soit une tradition celtique et cela demeure inaltéré par le passage des siècles. Henrion de Pansey (1833) introduit l'idée du changement des droits de propriété. Il estime que les biens et usages collectifs sont une concession de la noblesse mais que la subordination du pouvoir seigneurial à l'État central cède la souveraineté sur les droits et biens collectifs au roi qui peut en disposer. Contre de Pansey, Armand Rivière (1856) suggère que les biens communaux sont patrimoine des communes qui sont les seules autorisées à modifier leur exploitation à l'exception des cas des communes fondées après l'onzième siècle où les communaux reviennent à la noblesse. Eugène Cauchy (1848) attribue la propriété des communaux à la personne morale constituée par les habitants d'une commune. Cependant, cela change en 1793 quand la propriété est accordée à chaque habitant à titre individuel. Léon Aucoc (1864) et Du Bled (1872) constatent, stupéfaits, que malgré l'abrogation de la loi de 1793, les communes continuent à partager leurs communaux : la loi et la pratique peuvent différer.

II. DE L'ERUDITION A LA NAISSANCE DE LA DISCIPLINE PROFESSIONNELLE

La méthode comparative et l'érudition

Frédéric Le Play (1857), par le biais de la comparaison de différents pays européens, remarque que les communaux n'ont pas la même insertion dans les économies régionales. Crisenoy (1887) constate, à son tour, que depuis 1870 les communaux reculent en France mais à des rythmes différents selon le département. Dans la Lorraine, Charles Guyot aperçoit que l'évolution des rapports de propriété sur les labours, où les censitaires deviennent propriétaires, n'est pas la même dans les forêts, où les habitants ont seulement des droits d'usage (1886, 1915). Il pense que cette évolution s'explique par des particularités de l'histoire locale.

Karl Marx et l'accumulation originaire

Marx postule l'idée d'une accumulation originaire que sépare les producteurs des moyens de production qui se concentrent aux mains d'un groupe réduit de propriétaires. Au Royaume-Uni, les paysans, autrefois serfs de la glèbe, deviennent des paysans libres au XVI^{ème} siècle et sont dépossédés à partir du XVI^{ème} siècle. Ils traversent donc une première étape de production mercantile simple dans laquelle ils possèdent la terre qu'ils travaillent avec l'aide de leurs familles et dont les produits sont destinés tant à la consommation comme au marché (Marx, 2004). Marx souligne l'importance des communaux usurpés illégalement dans un premier temps, légalement après le passage des *Bills for Inclosure of Commons*, qui permettent l'accumulation de richesse. D'autres procédés, comme par exemple la conversion du ramassage de bois en délit, soutiennent le processus d'accumulation (Marx, 2007). Comme contrepartie, la masse paysanne s'appauvrit et prolétarise. Ce processus n'implique pas, nécessairement, une révolution productive ; il consiste essentiellement en une modification des rapports sociaux. La perspective de Marx se sépare des approches juridiques fondés sur l'idée d'une modernisation de la législation et met l'accent sur la relation qui établissent les producteurs avec les moyens de production. Biens communaux et usages collectifs cessent d'être un sujet exclusivement juridique pour être évalués dans son aspect économique.

Classes sociales et concentration de la richesse

L'influence du socialisme se fait sentir dans la production des dernières décennies du XIX^{ème} siècle, même parmi les auteurs qui ne forment pas parti de cet espace politique. Émile de Lavelaye (1872) postule que toute société primitive s'organise autour de la

propriété collective. C'est la pression démographique qui déclenche l'appropriation individuelle de la terre. Dans le cas de la France, ce processus se manifeste dans les lois de 1791 qui auraient aboli le parcours et celles de 1793 et 1813-1816 qui auraient permis la privatisation des communaux, précondition pour l'accumulation des terres. Paul Lafargue (2010) partage ces postulats et conclut que la Révolution de 1789 conduit à la prolétarianisation des paysans français.

Stratification paysanne

Nikolaï Kareiev (1899) s'intéresse aux différences de richesse des paysans. Il aperçoit l'existence d'un secteur enrichi qui fait recours aux salariés pour exploiter ses terres. D'autre part, un secteur de paysans indépendants qui utilisent la main d'œuvre familiale et, finalement, un secteur de paysans appauvris qui ont à peine une petite exploitation. Ces deux secteurs sociaux dépendent des biens communaux et des usages tandis que les paysans riches peuvent s'en passer. En conséquence, il considère que ces pratiques sont un frein au développement économique.

Comme Kareiev, Jean Jaurès (1946) reconnaît les différences économiques au sein des paysans. Unifiés contre la noblesse, les paysans se battent pour défendre leurs droits sur les communaux usurpés et les forêts. Pourtant, d'autres pratiques comme le glanage ou le partage des communaux produisent des différents traitements en fonction de la stratification paysanne. Particulièrement, pour les communaux, il estime que les paysans riches désirent le partage ; pourtant il voit que là où les paysans pauvres n'ont pas du bétail, ce sont eux qui proposent le lotissement. Ce dernier axe est récupéré par Geroges Bourgin (1908b) qui remarque les difficultés qu'éprouve l'État à l'heure de produire une législation uniforme pour tout le territoire. Jusqu'en 1793 il doit se conformer avec des édits régionaux.

Contre la thèse de la prolétarianisation, Philippe Sagnac (1904) constate que les paysans non seulement ne disparaissent pas, ils se multiplient. Pourtant, cela ne se fonde pas sur les partages qui ne semblent pas prospérer ; ces terres, trop infertiles, sont abandonnées et retournent au pâturage.

Les études de cas en Lorraine

La constatation des différences dans les conditions de production et au sein des paysans déclenche une vague d'études monographiques centrées sur des régions plus réduites que celles des études antérieures. Dans le district de Verdun, Meuse, Lévy-

Schneider (1907) trouve que les communes n'attendent pas les lois et récupèrent les communaux usurpés dès 1791 par voie de fait. Schmitt (1908) perçoit que dans le district de Bar-le-Duc (Meuse) un tiers des communes qui possèdent des communaux (un cinquième du total) les partagent. Le résultat est décevant, dans la plupart des cas les lots représentent des superficies minuscules, nuisent l'élevage et enlèvent donc des engrais. Henry Évrard (1912) étudie le cas du canton de Varennes-en-Argonne (Meuse). Il expose les offensives contre les usages qui proviennent toujours d'en dehors des communes. Les communaux, usurpés par la noblesse depuis le XVII^{ème} siècle, tolèrent quelques partages après 1793. L'échec est total, la mauvaise qualité des terres produit l'abandon des lots et le retour du pâturage tandis que dans les seuls cas où les sols permettent de soutenir l'agriculture, les lots finissent concentrés dans les mains de quelques propriétaires. Dans les Vosges, Léon Schwab (1910) énumère une vingtaine de partages, tous réalisés après 1793. Les études de cas remarquent le rôle de l'action paysanne et soulignent aussi les différents résultats des procédés.

L'œuvre d'Henry Sée

Henri Sée remarque l'échec des partages prérévolutionnaires qui, à l'exception de régions comme la Lorraine, sont demandés par les laboureurs riches. L'échec ne s'explique pas par des questions juridiques mais plutôt économiques : les régimes agraires versés vers l'élevage ne retrouvent aucun intérêt aux partages (Sée 1924b). Les clôtures éprouvent aussi des problèmes économiques, le morcellement des propriétés empêche leur réussite. Seulement les grand propriétaires nobles ou ecclésiastiques en profitent (Sée 1913, 1914, 1924b). Sur la base des cahiers de doléances, il considère que les paysans désirent conserver la vaine pâture (Sée, 1914). Pourtant, vers 1836-1838, elle a disparu dans la Beauce ou le Nord, même si la législation continue à la reconnaître (Sée, 1926). Mais elle subsiste à des nombreuses régions jusqu'à la sanction de la loi de 1889. L'insistance sur les éléments économiques s'évanouit face au poids de la réforme législative.

* * *

Bien que les auteurs différencient parfois les biens communaux des usages, ils finissent toujours en les assimilant dans une seule catégorie qualifiée comme communale ou collective. L'idée selon laquelle ces biens et usages sont le patrimoine des pauvres s'impose, même si à certaines reprises le profit que peuvent obtenir les riches est reconnu.

Progressivement, l'accent mis sur le juridique est déplacé par l'économique. Les régimes agraires sont confrontés aux réformes législatives et les résultats diffèrent. Pourtant, la vision qui prend le juridique comme reflet de la réalité économique ne disparaît pas et, à quelques exceptions près, l'accent est toujours mis sur l'action de l'État.

CHAPITRE 2. L'HISTORIOGRAPHIE DU XX^{EME} SIECLE

I. ANNALES, SOCIALISME ET GEOGRAPHIE

Marc Bloch et les fondements de l'histoire rurale française

Marc Bloch (1930a, 1930b, 1931) souligne l'importance du parcellaire dans les économies d'*openfield*. La vaine pâture est la conséquence directe du morcellement des propriétés. Si ce dessin parcellaire subsiste, la vaine pâture aussi. Pourtant, les prairies qui forment des parcelles plus vastes peuvent en échapper. Dans la Lorraine, la noblesse clôture ses prairies, pourtant, son individualisme est sélectif puisqu'elle continue à pâturer les finages ouverts hors du contrôle des communautés grâce au droit du troupeau à part. Donc, tandis que le Parlement de Nancy enregistre l'édit de 1767 qui autorise les clôtures, il refuse celui de 1771 qui habilite le partage des communaux et interdit le parcours. Dans le Béarn, la noblesse est favorable aux clôtures de ses propriétés sur les côteaux et contraire à la fermeture des labours où elle ne possède pas grande chose. Suivant Jaurès, les communes s'unifient contre la noblesse pour combattre les usurpations et les clôtures. Pourtant, les paysans exposent des différences. Les paysans indépendants et les paysans pauvres désirent abattre les clôtures et ouvrir les prairies à la vaine pâture ; les laboureurs riches, qui n'arrivent pas à clôturer leurs prés du fait de leur morcellement, désirent s'emparer des regains sans devoir recourir aux haies ou fossés.

Cependant, les clôtures n'ont pas une grande portée : la plupart des terres sont trop morcelées et si leur taille peut tolérer une exploitation individuelle, elle ne justifie pas les coûts de la fermeture. Dans plusieurs régions de la France, des ordonnances passagères et occasionnelles sanctionnées par les parlements ou intendants autorisent la mise en réserve des prairies pour faire des regains. La véritable dispute tourne autour du bénéficiaire. Le seigneur ? Dans les régions de triage ou tiers-denier, il obtient un tiers. Les propriétaires ? Les communes ? De région en région, d'année en année, les critères changent. Dans le Duché de Lorraine, ils doivent être partagés en proportion au bétail de chaque habitant. Dans les Trois-Evêchés, progressivement, la propriété des prés est pondérée. En revanche, dans la Bourgogne, les regains sont mis aux enchères au profit de la caisse communale. En 1795, le critère de propriété s'impose et ces ordonnances deviennent systématiques.

Bloch estime que l'érosion des rentes seigneuriales et la valorisation de la terre conduisent aux usurpations perpétrées par la noblesse. Les laboureurs essayent de les combattre : ils utilisent les pâturages collectifs. Mais au long du XVIII^{ème} siècle les seigneurs, appuyés par la monarchie, obtiennent gain de cause. Les manœuvres, en plus, ont quelque intérêt aux partages puisqu'ils reçoivent un lopin, même s'ils perdent le tiers aux mains de la noblesse.

La géographie historique

Roger Dion (1991) établit le même rapport que Bloch entre parcellaire et vaine pâture. Pourtant, il adopte de critères fondés sur la nature des sols pour expliquer son évolution. Il soutient qu'à l'est la vaine pâture demeure inaltérée tandis qu'au nord les sols perméables profitent des vents humides et permettent de convertir les labours en pâturages. La culture des prairies artificielles fait aussi des progrès dans les départements du nord et la vaine pâture recule sur les labours. En revanche, dans la Lorraine, le parcellaire demeure morcelé et la vaine pâture subsiste par l'intérêt qui y ont les petites exploitations.

Ernest Millet partage la vision immobiliste de Dion pour la Lorraine (Blache et al., 1937). La vaine pâture subsiste, mais réduite à la moitié des prairies. Il remarque pourtant la disparition du pâturage dans les forêts. Sur les labours, elle disparaît après l'exode rural. S'il n'y a pas des pauvres à la campagne, quel intérêt à conserver les pratiques anciennes qui leur permettaient de vivre ?

André Mathieu (1953) oppose les régions calcaires où les usages persistent après la Première Guerre mondiale et la Lorraine centrale, où la fertilité permet l'abandon des usages collectifs. Jean Peltre (1975, 1978) postule les mêmes critères pour les communaux : partagés dans les régions fertiles, conservés pour le pâturage dans les régions moins productives.

Georges Lefebvre

Georges Lefebvre (1924) récupère les travaux de Kareiev et Jaurès et constate que dans le Nord une énorme masse de paysans n'arrive pas à produire les subsistances nécessaires pour l'entretien d'une famille ; il parle d'une crise agraire. La contrepartie de cette crise est l'existence d'une couche de producteurs enrichis qu'il considère une vraie bourgeoisie rurale. L'édit qui autorise les clôtures dans le Nord interdit le pâturage sur les terres ouvertes à celui qui ferme les siennes, cela produit des hésitations de la part de la

bourgeoisie qui clôture seulement lorsqu'elle est bien pourvue en prés. Les paysans pauvres, bien entendu, n'ont rien à gagner aux clôtures mais peuvent par contre avoir quelque intérêt au partage des communaux. Ceci pose une contradiction : s'ils partagent les communaux, ils obtiennent un lopin mais ils perdent les moyens de pouvoir élever des animaux et engraisser ces lopins (1963, 1989). La noblesse, naturellement, s'intéresse aux clôtures et aux partages là où elle obtient le tiers. Jointes à la récupération d'anciens prélèvements tombés en désuétude, ces procédés aggravent la crise agraire.

En 1789 éclate une double révolution : une révolution bourgeoise et une révolution paysanne. La première, modérée, abolit quelques droits seigneuriaux et propose des réformes qui réfèrent à la liberté de culture. La deuxième, plus radicale, est anticapitaliste et antiseigneuriale. Ils luttent contre les usurpations, les prélèvements et les droits seigneuriaux de toute nature. Mais aussi ils bloquent les réformes qui cherchent à abolir les usages qui grèvent la terre. La Révolution, coincée entre les intérêts bourgeois et paysans, en dehors de l'abolition des prélèvements, ne produit pas de grands changements économiques.

II. LE SENTIER DES ANNALES

L'historiographie lorraine

Henry Contamine (1932) dépeint une Moselle où les exploitations de moins de 15 hectares occupent le 45 % du sol, tandis que le reste est exploité par les grandes fermes. Le conseil général dominé par les grands propriétaires impulse la suppression du vain pâturage sur les labours, prairies et forêts. Le résultat est décevant, seulement les prairies en échappent à partir de la Restauration. Pour les bois, on doit attendre au code forestier de 1827 pour voir le recul des usages. En revanche, les communaux se partagent, non pas comme conséquence de la loi de 1793, sinon de celle de 1769. En 1813, la vente des communaux a une énorme portée dans le département, au profit des bourgeois de Metz. Vers 1823, les communaux sont cultivés, seulement une petite partie est réservée au pâturage. Pourtant, Contamine considère que la vie agricole demeure sans changements jusqu'après la chute de Napoléon III.

Maurice Lacoste (1953) souligne l'importance des communaux dans la Meurthe et la Lorraine pendant le printemps, quand les réserves de foin s'épuisent et les prés sont encore fermés au pâturage. Les communaux sont convoités par la noblesse et le clergé qui les usurpent mais aussi par les manœuvres qui, dans le cadre d'une sévère crise

agraire, désirent obtenir un lot. Les partages précèdent les édits réformistes de la monarchie des années 60 du XVIII^{ème} siècle qui ne semblent pas avoir des grands effets dans la campagne. Après 1789, les partages s'accélérent : avant 1793 cent soixante et onze villages en réalisent. Les usages souffrent aussi les offensives seigneuriales, spécialement dans les bois. En 1768, un édit produit, subitement, la fin du parcours dans les Evêchés. La vaine pâture est aussi attaquée, les cahiers de doléances de l'est du département de la Meurthe demandent que les regains soient accordés aux propriétaires sans qu'ils doivent clôturer les prés.

Jean Coudert (1966) centre son attention sur la vaine pâture. Comme Bloch, il estime que tandis qu'elle demeure inaltérée sur les labours du fait du parcellaire morcelé, sur les prés elle recule comme conséquence des ordonnances passées par le Duc, les parlements et les autorités départementales. Mais cela peu importe sur l'évaluation générale de l'agriculture qui, pour Coudert, ne réalise pas des grands progrès.

Biens et usages en France

Octave Festy (1947) oppose l'agriculture traditionnelle, qui domine les campagnes françaises, à l'agriculture nouvelle qui adopte les idées des physiocrates. Le conservatisme des paysans freine le progrès de l'agriculture nouvelle ; les paysans pauvres ne désirent pas abandonner les pratiques qui leur permettent d'élever quelques animaux. À différence d'autres auteurs, Festy place le partage des communaux dans l'agriculture ancienne : il enlève des pâturages, nuit l'élevage et réduit donc la disponibilité d'engrais. L'historien considère que le gouvernement révolutionnaire, par le biais des lois et des édits, favorise l'agriculture nouvelle. Même si les résultats sont maigres, Festy pense qu'un grand changement s'est produit et qui permettra le progrès de l'agriculture dans les années qui suivent : les lois postérieures à 1789, plus qu'imposer des comportements, accordent la liberté de culture.

Etienne Juillard dépeint une Alsace qui, un peu caricaturée, se divise en deux. Au nord, une région où les moyennes exploitations (8 à 15 hectares) dominant ; au sud, la polarisation sociale est plus prononcée, les fermes de 30 hectares et plus occupent une partie considérable du sol². L'étendue des communaux est très variable ; les partages commencent tôt au XV^{ème} siècle et s'intensifient au XVIII^{ème}, particulièrement au nord, où la densité démographique est plus importante. Au sud, la conversion des communaux,

² Une troisième région peut être identifiée à l'ouest, avec des exploitations de 16 à 20 hectares qui dominent la production.

fondé sur les fermages libres, doit attendre au XIX^{ème} siècle. L'avancée des prairies artificielles et les nouvelles cultures emmène le recul et même la disparition de la vaine pâture sur les labours.

Pierre de Saint-Jacob (1953) montre qu'en Bourgogne, dès le XVI^{ème} siècle, les communes lotissent une partie des communaux pour les cultiver. Juridiquement, la propriété est communale, mais l'usufruit individuel se consolide. Au XVIII^{ème} siècle, les lois de la monarchie autorisent les défrichements. La noblesse profite pour usurper non seulement des communaux, mais aussi des forêts et autres terrains non envisagés par la loi. Comme dans la Lorraine, le parlement sanctionne des ordonnances occasionnelles qui permettent de faire des regains dans les prairies. En 1770, l'édit des clôtures déclenche une vague de procédés au profit de la noblesse. Sain-Jacob (1960) ne retrouve pas une révolution agricole au lendemain des reformes. Les effets des offensives se font sentir au niveau de la distribution du produit de la terre : le prolétariat s'agrandit.

Jean Meuvret (1969) met l'accent sur les différentes caractéristiques des espaces de pâturage collectif. Les jachères n'offrent pas grande chose, les travaux de labourage détruisent rapidement les herbes. En plus, les animaux qui pâturent ces espaces ne sont pas les mêmes : les moutons sont exclus des forêts et prairies. Les bêtes de trait ou les vaches, d'autre part, précisent des pâturages de qualité offerts par les prairies. De ce fait, les gros exploitants ont intérêt à s'emparer des regains tandis que, propriétaires de grands troupeaux de moutons, ne désirent pas abolir la vaine pâture sur les jachères. D'autre part, l'avancée des prairies artificielles n'est pas freinée par les coutumes. C'est le conservatisme de propriétaires qui empêche de désaisonner. À l'encontre de Festy (1947), il postule que la liberté de culture existe déjà.

Démographie, biens communaux et usages en Lorraine

Guy Cabourdin (1977) expose qu'au XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, dans l'évêché de Toul, biens communaux et usages sont indispensables pour tous ceux qui possèdent au moins une vache. Usages et communaux ressentissent la pression démographique, les usagers se multiplient et le grignotage réduit la superficie du patrimoine communal. La noblesse, d'autre part, aussi procède avec des usurpations. La guerre complique les finances communales qui aliènent leurs biens. En vèpres de la Guerre des Trente Ans, le patrimoine villageois atteint son minimum historique.

III. LES GRANDES THEORIES HISTORIQUES

Le marxisme et la voie paysanne

La recherche historique remet en question la thèse classique de la prolétarianisation (Lafargue, 2010 ; Marx, 1980). En plus, la résistance paysanne freine le progrès de l'individualisme agraire (Bloch, 1930a, 1930b ; Lefebvre, 1924, 1963 ; Le Roy Ladurie, 1966). Albert Soboul et Florence Gauthier, entre autres, signalent que l'idée d'une seule voie au capitalisme centrée dans l'exemple britannique est erronée (Ado, 1996 ; Soboul, 1979, Gauthier, 1977). Dans la France, le passage au capitalisme adopte une voie paysanne, fondée sur des exploitations plus réduites que celles de l'Angleterre.

Anatoli Ado (1996) partage avec Lefebvre (1963) l'idée d'une révolution anticapitaliste et antiseigneuriale. Dans les conditions techniques de 1789, tous les producteurs paysans précisent des usages. Les laboureurs font recours aussi aux communaux, mais les manœuvres sont intéressés au partage, conquis en 1793. La lutte paysanne permet aussi l'abolition des prélèvements et la récupération des communaux usurpés et des usages éteints par la puissance des propriétaires. Subjectivement, la lutte est antiseigneuriale et anticapitaliste : les manœuvres confrontent les seigneurs mais aussi les fermiers et laboureurs en ce qui concerne les communaux. Objectivement, le triomphe des paysans permet d'asseoir les bases du capitalisme. En consolidant la petite et moyenne exploitation, elle favorise le passage à la production mercantile simple. La conversion de la terre en marchandise rend possible l'accumulation. Si le capitalisme ne rencontre pas le rythme britannique, ceci ne s'explique pas par la réussite des paysans, mais plutôt par leur échec relatif. Les grandes fermes ne sont pas morcelées et les communaux ne sont pas partagés partout.

Dans la Picardie, Florence Gauthier (1977) constate que les usages sont reconduits au profit des laboureurs : seulement les bêtes de trait peuvent vainpâtrer sur les prés. Gauthier suggère l'existence de deux voies paysannes. Une voie modérée représentée par les grands fermiers et les laboureurs qui se contentent des ventes des biens nationaux et de la récupération des communaux et des usages (adaptés à leurs intérêts). Une autre voie radicalisée soutenue par les paysans pauvres qui désirent le partage des communaux, le morcellement des grandes fermes et la vente des biens nationaux en petits lots. La période jacobine donne quelques satisfactions aux radicaux, pourtant la voie modérée s'impose. Les biens nationaux sont accaparés par les acheteurs riches, les partages ne réussissent pas partout et les grandes fermes ne sont pas morcelées³.

³ Guy Robert Ikni partage cette vision (1982, 1985). Pourtant, dans des travaux postérieurs, Ikni et Gauthier abandonnent l'idée d'une voie paysanne radicalisée (Hunt, 1987 ; Gauthier et Ikni, 1988).

La Nouvelle économie institutionnelle

La voie paysanne essaye de casser le plan monographique et offrir une théorie d'ensemble pour l'évolution économique de la France. L'école de la Nouvelle économie institutionnelle ou néo-institutionnalisme propose également une interprétation d'ensemble.

Douglas North et Robert Thomas (1991) postulent que le servage au IX^{ème} siècle est une réponse aux conditions objectives de production : manque de main d'œuvre et terre en excès. Ceci permet d'abaisser les coûts de transaction, notion qui désigne le prix d'utilisation de l'information des prix relatifs. Le servage qui empêche les négociations libres entre la main d'œuvre et les propriétaires réduit donc ces coûts. En plus, l'abondance de terre justifie les droits non exclusifs qui évitent la sous-exploitation par accaparement. La croissance démographique altère le panorama. Les prix des aliments et de la laine grimpent tandis que ceux de la main d'œuvre chutent ce qui favorise l'avancée des droits de propriété exclusifs. Pour réaliser les réformes, un État puissant est nécessaire ; pourtant, dans la France, l'État est excessivement grand et privilège des objectifs fiscaux qui troublent le marché. Le Royaume-Uni, par contre, favorise les *enclosures*, réduit les coûts de transaction et permet la croissance économique.

Jean-Laurent Rosenthal (1992) constate qu'en Normandie et en Provence les travaux de gestion des eaux se développent après 1815. Les prix relatifs et le taux d'intérêt n'expliquent pas ce phénomène, ils offrent déjà des bonnes conditions en 1730. C'est la superposition de droits de propriété de l'Ancien Régime qui bloque les investissements. Avec les réformes législatives de 1791-1804 qui instaurent des droits exclusifs de propriété, la voie est débloquée.

Hilton L. Root, George Grantham et Philip T. Hoffman partagent ces bases théoriques, pourtant ils n'arrivent pas aux mêmes conclusions que Rosenthal. Hilton Root (1987) considère que, dans la Bourgogne, les paysans aisés adaptent les biens communaux et usages à leurs intérêts. L'intendant, préoccupé par la solvabilité des paysans, bloque les réformes individualistes impulsées par la monarchie. La Révolution, qui doit remettre de l'ordre aux finances, n'arrive pas à produire des vraies réformes. L'économie bourguignonne est donc condamnée par l'impossibilité d'imposer des droits exclusifs de propriété.

George Grantham (1980) postule qu'une opération *d'enclosure* produirait, dans la Lorraine, une valorisation de la terre de l'ordre du 25 % ou 30 %⁴. Les gouvernements autoritaires du XIX^{ème} siècle bien pourraient les avoir impulsées. Mais la résistance des producteurs motivée par l'histoire récente d'expropriations, taxation des prix et réquisitions freine les réformes. Tautologiquement, le manque de respect aux droits de propriété empêche le développement de droits de propriété exclusifs.

Philip Hoffman (1996) concentre également son attention sur quelques villages lorrains où l'intendant La Galaizière impulse des remembrements en 1768 et 1771. Comme Rosenthal et Root, il estime que la structure des droits collectifs freine l'avancée des *enclosures*. Mais l'historien inclut sous cette notion le partage des communaux, absent dans l'idée *d'enclosure* de Grantham. Cela modifie l'attitude des intéressés vu que les paysans pauvres désirent le partage. Ce sont les grands propriétaires qui freinent les *enclosures* puisqu'ils profitent de la structure d'usages et biens communaux et, en plus, ils demandent des pots-de-vin pour avaler les procédés. Pourtant, Hoffman doute du poids économique de ces réformes et pondère d'autres facteurs comme la structure des droits de propriété dans les domaines administratif, commercial et de crédit, l'infrastructure de transport et la distance des villes.

* * *

Marc Bloch et Georges Lefebvre consolident une perspective d'analyse fondée sur les conditions matérielles de production et l'action des classes sociales. La pondération des régimes agraires conduit à la multiplication des études monographiques qui permettent de voir la diversité des usages et communaux dans la France de même que les différentes attitudes des intéressés. Le bilan générale remarque la survivance des usages et des paysans comme classe dans des nombreuses régions de l'hexagone. L'école de la voie paysanne essaye d'intégrer cette constatation avec une nouvelle théorie du passage au capitalisme. En revanche, le néo-institutionnalisme récupère la vision libérale et met l'accent sur le blocus économique produit par les droits de propriété non exclusifs.

⁴ Pour l'historien, une *enclosure* implique un remembrement, la clôture des propriétés et l'abolition de la vaine pâture.

CHAPITRE 3. L'HISTORIOGRAPHIE CONTEMPORAINE

I. NOUVELLES SYNTHÈSES : LA CRITIQUE DES THÉORIES GÉNÉRALISATRICES

Diversité régionale et communales

Peter Jones (1988) remarque que l'école de la voie paysanne ne s'arrête pas aux différences régionales et généralise les conclusions de la plaine céréalière à tout l'hexagone. En plus, la thèse se fonde sur des supposés contrefactuels : le capitalisme aurait mieux réussi si les paysans triomphaient. Les partages, selon l'historien, ne retrouvent pas le succès puisqu'ils ne profitent à personne.

Nadine Vivier (1998) insiste sur les différences cachées derrière la notion de biens communaux. Selon les régions, la propriété est attribuée soit aux communes, soit aux seigneurs. Il arrive aussi que, juridiquement, la propriété ne soit pas bien définie. En plus, la jouissance varie : tous les habitants à quelques régions, les propriétaires à d'autres. Comme pour la propriété, l'indéfinition est aussi une possibilité. En ce qui concerne le partage, le régime agraire est déterminant et, avant 1789, nous devons ajouter l'avis des seigneurs. Les édits monarchiques n'ont pas des grands résultats. Cependant, en 1789-1793, la pression des paysans qui désirent le partage aboutit à la sanction d'une loi pour tout le territoire. Les résultats varient : partages très répandus au nord-est et au nord, des résultats plus modestes ou pas connus dans le reste du pays. Là où les partages se réalisent, les lots reçus ne permettent pas le développement capitaliste proposé par la voie paysanne. En plus, à des nombreuses reprises les partages sont annulés. La loi de 1813 qui autorise la vente des communaux est l'aboutissement de la loi de 1793 : dans les deux cas, la terre est privatisée. Les résultats diffèrent de région en région, dans l'ensemble une fraction mineure du territoire est impliquée. Les communaux survivent aux lois de 1793-1813, mais de plus en plus ils sont affermés et le pâturage est grevé. La vaine pâture évolue aussi en différentes directions en fonction des conditions de production (Vivier, 1999). Elle disparaît dans la Flandre ou l'ouest mais vers la fin du XVIII^{ème} elle est encore pratiquée dans une partie considérable du pays. Dans la Lorraine ou le Béarn, les ordonnances produites par les autorités la font reculer sur les prés, mais elle subsiste sur les labours où le parcellaire morcelé l'impose. Jean-Jacques Clère (1982) remarque qu'il y a des motifs pour la conserver : les animaux engraisent les terres et détruisent les mauvaises herbes.

Stratégies paysannes

Gérard Béaur (2006) remarque que l'historiographie, sous l'influence anglosaxonne, a tendu à amalgamer usages et biens communaux. Même lorsqu'ils ont été discriminés, biens communaux et usages ont été opposés en bloc à la propriété privée et individuelle. Cependant, ils ne s'exercent pas sur des terres de la même nature ou condition juridique et ils n'intéressent pas les mêmes acteurs. En plus, ces éléments ne coexistent pas toujours sur un même territoire et tandis que sur les biens communaux le mode d'exploitation peut être modifié avec une certaine facilité, l'abolition de la vaine pâture est définitive. Dans ce cadre, les évolutions possibles sont nombreuses, un seul acteur social peut avoir des intérêts opposés concernant des différents biens ou usages. En ce qui concerne les partages, l'historien souligne l'importance de la structure sociale, l'étendue des communaux et l'organisation économique (présence ou non de vaine pâture, distribution des animaux). Ces aspects constituent les limites du possible ; la lutte politique devient déterminante. Comme Vivier (1998), Béaur doute des possibilités offertes par des petits lots parfois peu fertiles (et souvent mal engraisés) ou éloignés des marchés. Dans des travaux corédigés avec Jean-Michel Chevet, le rapport qui établissent le néo-institutionnalisme et même le marxisme entre droits de propriété exclusifs et croissance économique est remis en question (Béaur et Chevet, 2017). Dans les faits, ce lien ne se vérifie pas. Jean-Michel Chevet (1998) compare la France avec le Royaume-Uni et constate que la productivité des meilleures terres britanniques, érigée en modèle par l'historiographie, est également atteinte au nord de la France. La vaine pâture ne pose pas des freins au progrès de nouvelles cultures.

Jean-Luc-Mayaud (1999) constate qu'au Doubs la petite exploitation, dominante, occupe une superficie stable au long du XIX^{ème} siècle. Les communaux représentent environ le tiers du sol et les usages ne sont pas contestés. Cependant, le revenu de l'agriculture ne suffit pas à l'entretien des ménages ; l'industrie rurale est fondamentale pour la reproduction des familles. Cette symbiose permet de soutenir l'activité industrielle ; les droits collectifs ne sont donc pas un archaïsme, ils sont un mécanisme fondamental de cette structure économique.

II. LES ETUDES DE CAS, UN TOUR DE FRANCE

Vaine pâture et communaux dans le nord-est

Jean Jacques Clère (1988) décrit les offensives seigneuriales qui, dans la Haute-Marne, conduisent à l'usurpation des communaux et le recul des usages sur les bois et prairies. Comme dans la Bourgogne étudié par Pierre de Saint-Jacob, aucune révolution agricole ne se produit ; seulement une concentration des richesses. La Révolution déclenche une réponse immédiate des communes qui détruisent les clôtures et récupèrent les usages par voie de fait. Pourtant, elles attendent la législation pour rentrer dans la possession des communaux usurpés. Dans les districts polarisés en termes sociaux, le partage réussit ; dans ceux dominés par la moyenne et petite exploitation, ils échouent. Les laboureurs profitent l'anarchie de l'an IV pour déborder la lettre des édits qui autorisent la mise en réserve d'un tiers des prairies et en réservent la totalité. Cependant, à partir du consulat, même si les ordonnances passées tous les ans permettent d'en réserver tous les prés, seulement la moitié ou les deux tiers sont fermés au pâturage.

Jean Paul Rothiot (1998, 1999, 2006, 2007) dépeint les usurpations seigneuriales dans les Vosges au long des dernières décennies de l'Ancien Régime. Il constate quelques partages par voie de fait à partir de 1790, mais ils n'atteignent pas la portée que Maurice Lacoste rencontre dans la Meurthe (1953). Dès 1792, la récupération des communaux est massive ; de même que les partages à partir de la sanction de la loi de juin 1793. Les annulations sont nombreuses en 1804 de même que les ventes en 1813. Dans la plaine, le pâturage sur les pâquis, parfois rétabli après les révocations, en 1815 n'est plus que marginal.

Usages et communaux au Midi

Peter McPhee (1999) expose une région de Corbières où l'élevage et l'industrie textile sont en crise au XVIII^{ème} siècle. Les seigneurs s'emparent des garrigues qui sont aussi grignotées par des petits paysans qui, face à la crise, désirent les cultiver. La Révolution impulse la récupération du patrimoine usurpé et son partage. Les paysans cultivent des vignes sur les terrains défrichés ce qui permet le passage d'une agriculture de subsistance vers une agriculture orientée au marché. La situation est similaire au Gard, étudié par Noelle Plack (2009). Une commune sur deux réalise des partages qui soutiennent le développement des vignes. Mais les paysans cultivent aussi, sur ces lots, des produits destinés à la consommation : la production pour le marché n'est qu'une stratégie parmi d'autres.

Sur la façade atlantique, Anne Zink (1997) montre qu'au XVIII^{ème} siècle, les landes, soumises à des différents statuts de propriété, sont exploitées collectivement une

partie de l'année, individuellement le reste de l'année. Cependant, les usagers clôturent leurs lots, consolident l'exploitation individuelle et se croient propriétaires au point de les vendre, échanger et hériter. Le lotissement n'est pas égalitaire, il suit plusieurs critères qui, dans les faits, tendent à bénéficier ceux qui payent le plus en impôts. Cela n'est pas reconnu par les coutumes : pratique et droit différent.

Usages et biens communaux à l'ouest

Dans la Touraine, Brigitte Maillard (1999) expose que les seigneurs expulsent les troupeaux des paysans des prairies sans devoir les clôturer. Les édits de la monarchie autorisent, dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, le dessèchement des marais et le défrichement des landes. Le procédé est cher, des entrepreneurs bourgeois essayent d'en réaliser mais l'opposition de nobles et paysans versés à l'élevage l'empêchent. Cependant, l'historienne se demande si le grignotage paysan n'a pas peut-être des conséquences plus fortes que celles de l'action bourgeoise. Dans la région d'Angers, Estelle Lemoine-Maulny (2009) retrouve que, comme dans les Landes, une énorme diversité de statuts empêche de différencier clairement les communaux d'un usage sur une propriété non communale. Au XVII^{ème} siècle, pour éviter des impositions royales, les communes renoncent à la propriété des biens pour conserver l'usage. L'ambiguïté juridique qui en dérive permet de courber les usages au long du siècle qui suit ; la vaine pâture est ajournée et réservée pour les bêtes de trait. Les oies, animal du pauvre par excellence, sont chassées des pâturages. Pourtant, face aux menaces externes provenant des compagnies qui veulent dessécher les marais, les communes se montrent unifiées.

Annie Antoine (2013) critique l'idée traditionnelle selon laquelle la propriété communale n'existe pas en Bretagne. Formellement, la noblesse est propriétaire des landes et les communes ont seulement des droits d'usage, dans les faits, l'aristocratie éprouve des difficultés à l'heure de tenter une modification dans les formes d'exploitation. Lorsque l'usufruit est gratuit, la noblesse peut concéder les terres en afféagement (la terre doit être défrichée et une rente est due au seigneur). Si les landes sont grevées d'une rente seigneuriale, le seigneur peut prendre le tiers et céder le reste aux communes. Mais si elles sont afferméées, enclavées dans le village ou elles n'excèdent pas les 20 hectares, le seigneur ne peut pas en disposer, même s'il est le propriétaire.

III. VIEUX PROBLEMES, NOUVELLES PERSPECTIVES

Le communal : politique, économie, fiscalité

Nadine Vivier (1998) remarque que les communaux ne représentent pas exclusivement un enjeu économique. La reconnaissance parfois trop généreuse du triage dans les édits de partage des années 60, le partage en propriété de 1793 et les ventes de 1813 produisent une prise de conscience des communes qui cherchent à protéger leurs biens et leur autonomie face au pouvoir central. Antoine Follain (2007, 2008) aussi met l'accent sur le rapport avec l'État. Traditionnellement, sur la base de la législation du XVII^{ème} siècle, la monarchie a été dépeinte comme protectrice des biens communaux. Pourtant, en Normandie, la Couronne s'arroge la propriété éminente des terres qui, en région de nulle terre sans seigneur, n'ont pas un seigneur reconnu. L'alourdissement du poids fiscal favorise l'aliénation des biens ; à des nombreuses reprises l'acheteur cède l'usufruit des biens en échange d'une rente. Les communes perdent la propriété et doivent payer pour les exploiter. Vers la fin du XVIII^{ème}, tandis que les biens communaux au sens strict sont peu importants, ces espaces collectifs abondent.

Néo-institutionnalisme au XXI^{ème} siècle

Récupérant la pensée d'Élinor Ostrom (2005), Tine De Moor (2007, 2008) suggère que le renforcement des logiques collectives ne s'explique pas par la confrontation avec l'État central, mais plutôt par la volonté de préserver les ressources collectives et l'économie des producteurs face aux forces hostiles du marché. Dans la Flandre belge, l'accroissement de la population et les prix relatifs menacent les communaux du risque de surexploitation. Comme les surfaces des communaux ne s'élargissent pas, l'exclusion d'usagers est une voie qui permet de garantir la reproduction de ces espaces. Vers 1820, cette évolution favorise l'affermage des biens ce qui permet de conserver la forme juridique communale. À l'encontre de la thèse classique de Hardin (1968), De Moor postule qu'une adéquation des règles d'exploitation (qui implique un contrôle sur le nombre des ayant droit) permet d'éviter tant la privatisation comme la dégradation des espaces collectifs.

L'histoire relationnelle

Rosa Congost (2007) compare l'Ampourdant et le Roussillon, deux régions où se pratique le parcours. Au Roussillon, où un édit autorise les clôtures depuis 1769, aucune modification visible se produit. À l'Ampourdant, par contre, les demandes de ban deviennent très courantes au XVIII^{ème} siècle. Originellement, le ban cherchait à éviter les

abus du pâturage, mais dans les faits ce sont les propriétaires riches qui profitent pour exclure les animaux des pauvres de leurs terres. Pour garantir l'efficacité du ban, la valeur des amendes est doublée. De l'autre côté des Pyrénées, les grands propriétaires profitent du pâturage tandis que les petits exploitants possèdent des vignes. En 1741, le système d'amendes est réformé : de l'estimation des dommages on passe à une valeur fixe proportionnelle à la superficie du champ endommagé. Les amendes deviennent tellement inefficaces que les paysans renoncent à dénoncer les contraventions.

L'Ampourdan semble adopter l'individualisme agraire tandis qu'au Roussillon les droits traditionnels de pâturage sont respectés. Cependant, ces différences cachent une évolution commune : l'accaparement du produit de la terre de la part des propriétaires riches. Tandis que la fermeture des terres favorise les grands propriétaires à l'Ampourdan, l'ouverture au pâturage produit les mêmes résultats dans le Roussillon. Les modifications dans le régime de propriété ne déclenchent pas une révolution agraire, mais certainement ils produisent une concentration des richesses. Congost propose une histoire relationnelle qui excède l'analyse des formes juridiques et centre son attention sur le rapport qu'établissent les classes sociales avec la terre. L'historienne casse ainsi le lien entre communal et collectif, privée et individuel, de même que celui entre communal et archaïque, privé et moderne. Dans la même direction se prononcent Gérard Béaur et Jean-Michel Chevet (2017).

* * *

Les recherches des dernières décennies exposent clairement la diversité productive de la France, de même que les différentes situations vis-à-vis des usages et biens communaux. Une vue d'ensemble permet d'affirmer l'existence d'une offensive impulsée par l'État. Pourtant, les caractéristiques qu'elle adopte et les résultats varient énormément de région en région. Les conditions objectives de production marquent les limites du possible à l'égard des changements. Pourtant, c'est la lutte des classes sociales qui est déterminante. De ce fait, les évolutions ne sont pas toujours les mêmes et les liens avec la hausse (ou le blocus) de la productivité ne sont pas tellement évidents. Dans quelques régions, les biens communaux et les usages survivent jusqu'au XX^{ème} (XXI^{ème} ?) siècle. Les historiens avancent des hypothèses différentes : autonomie face à l'État, régimes économiques viables, reconduction au profit d'un groupe réduit ou réformes institutionnelles.

CONCLUSION GENERALE DE LA PREMIERE PARTIE

Depuis le XVIII^{ème} siècle, biens communaux et usages ont été raliés à l'archaïsme et la pauvreté. Ils ont été opposés à l'individuel, privé, dynamique et moderne. Leur disparation a été considérée une condition nécessaire pour le développement économique. Les reformes juridiques, c'est-à-dire l'action de l'État, devaient aboutir à cette fin.

Plus d'un siècle de recherches nous obligent à abandonner ces supposés. La diversité des régimes agraires et des sols a impulsé une différenciation des biens communaux et des usages. Le lien avec la pauvreté a été remis en question. Et des évolutions différentes reconnues.

En ce qui concerne les changements touchant le mode d'exploitation des communaux, l'initiative, autrefois réservée à l'État, a été transmise aux acteurs sociaux. Cependant, les offensives de l'État sont réelles et les communes cherchent à les combattre. Pour la vaine pâture, la place anciennement accordée à la législation a été transférée aux dispositions passagères produites par les autorités provinciales ou départementales. Cette lecture, plus précise, ne cesse d'attribuer à l'État un rôle déterminant à l'égard des changements touchant les usages.

Le lien entre productivité et partage des communaux ou consolidation des droits de propriété exclusifs est aussi remis en doute. Les nouvelles cultures avancent sur les labours soumis à la vaine pâture.

Comme point de départ, il est évident que connaître les conditions matérielles dans lesquelles évoluent biens communaux et usages est impératif. En plus, une précise identification de leur insertion dans la structure productive est nécessaire. Quel est le rôle joué par la structure d'exploitation et les sols ? Et quel est celui des conflits sociaux ? Le chemin poursuivit par la législation et les arrêtés est assez connu. Mais comment affectent-ils la production ? Nous devons, aussi, considérer les mutations au niveau de la production et de la démographie. Est-ce que l'évolution des biens communaux et usages a des conséquences sur ces éléments ? Au-delà de la productivité, les changements qualitatifs doivent être évalués. L'altération ou la permanence des biens communaux et usages empêche-t-elle ou favorise-t-elle le développement du capitalisme ?

CHAPITRE 4. GEOGRAPHIE E HISTOIRE POLITIQUE DE LA REGION HISTORIQUE DE LA LORRAINE

I. HISTOIRE POLITIQUE DE LA LORRAINE

Origines médiévales

Le Duché de la Haute-Lotharingie, qui devient plus tard le Duché de Lorraine, occupe au X^e siècle une grande partie du territoire des futurs départements de la Meurthe, la Meuse, la Moselle et les Vosges. Formellement, il fait partie du Saint-Empire romain germanique, mais en termes réels, nous assistons à la pulvérisation de la souveraineté typique de la période médiévale. Tandis que les évêques conservent le pouvoir à Metz, Toul, Verdun et Trévères, l'autorité du Duc se voit circonscrite à son domaine. La carte lorraine se balkanise (Mathieu, 1907).

Le premier pas vers la centralisation du pouvoir est le mariage de la Duchesse de Lorraine avec le Comte de Bar. Pendant le siècle qui suit, le Duc consolide son pouvoir sur les seigneuries et comtés jusque-là indépendants. La superficie et la débilite fiscale du souverain font du Duché de Lorraine et Bar un État faible et coincé entre deux pôles plus puissants : le royaume de France et le Saint-Empire romain germanique.

Soumission à la France

Au XVI^{ème} siècle, le Duché renforce son indépendance vis-à-vis de l'empire qui abandonne ses prérogatives fiscales sur la Lorraine. Mais la France occupe Metz, Toul et Verdun. Le coup de grâce arrive avec la Guerre des Trente ans. Le Duc de Lorraine, originellement neutre, intervient auprès de Maximilien de Bavière, qui fait face aux suédois, alliés de la France. En 1633, les troupes françaises capturent Nancy. La présence des troupes étrangères devient permanente et la Lorraine est convertie en champ de bataille. La paix de Westphalie en 1648 formalise l'annexion à la France de Metz, Toul et Verdun. Les conséquences démographiques sont catastrophiques : la Lorraine perd, en moyenne, la moitié et même les deux tiers de sa population (Laperche-Fournel, 1985).

La volonté d'autonomie de Charles IV qui essaye de reconstruire son réseau d'alliances en dehors de la France amène Louis XV à répéter l'occupation militaire de Nancy en 1670. Depuis cette année-là, la tutelle de la France sur le Duché de Lorraine est permanente (Antoine, 1953). En 1736, les accords préliminaires de Vienne dans le cadre

de la guerre de succession polonaise produisent un roque de gouvernants. Stanislas Leszczynski, beau-père de Louis XV et aspirant au trône polonais, renonce à ses désirs. Il obtient, en échange, le Duché de Lorraine qui, à sa mort, passe définitivement à la France. Sous le mandat de Stanislas, la Lorraine est, dans les faits, une province de la France. Un intendant déguisé sous la figure de chancelier est installé à Nancy.

L'intégration à la France ne résolut pas les problèmes économiques engendrés au long de sept ou huit siècles de complexe histoire politique. Les territoires de la Lorraine et les Trois-Évêchés se trouvent entremêlés. Un agriculteur d'un village lorrain qui a, comme marché le plus accessible, un bourg des Trois-Évêchés, doit payer des péages en fonction du droit de Haut-conduit. Quelques villages se partagent entre les deux provinces, ressortissant de deux bailliages et parlements différents.

Bailliages lorrains au XVIII^e siècle

Notre étude se compose de trois régions situées au sud, centre-ouest et nord-est de la Lorraine historique, dans les départements des Vosges, la Meuse et la Moselle⁵. Ces découpages comprennent, respectivement, quatre bailliages : Mirecourt (Vosges), Commercy (Meuse), Boulay et Vic (Moselle).

Le bailliage de Mirecourt, composé de cinquante et un villages, s'étend sur trente-deux mille hectares et suit la coutume de Lorraine. En 1789, sa population atteint les vingt mil âmes. Bailliage lorrain, il est sous le ressort du Parlement de Nancy.

Le bailliage de Commercy est formé par une ancienne seigneurie achetée par le Duc en 1723. Par conséquent, la propriété du Domaine est importante. C'est la seule projection du pouvoir du Duc dans le territoire meusien qui ne provient pas du Duché de Bar. Sa partie occidentale (plus des deux tiers du bailliage), située dans le futur département de la Meuse, est formée par dix-huit villages et s'étend sur plus de vingt mille hectares. En 1789, la population se monte à onze mille cinq cents individus. Carrefour de chemins, il est sous le ressort du Parlement de Nancy. Pourtant, les coutumes suivies sont très hétérogènes.

Le bailliage de Mirecourt comme celui de Commercy sont homogènes en termes administratifs. Leur territoire est compact et ils se situent tous les deux sous le ressort

⁵ Nous utiliserons le terme Lorraine historique pour désigner à toute la région qui, après 1789, conforme ces quatre départements et qui, avant 1789, inclue la province des Trois-Evêchés comme aussi d'autres territoires (la principauté de Salm, par exemple). Nous évitons ainsi le risque de confondre la Lorraine historique avec le Duché de Lorraine, territorialement plus restreint.

d'un même parlement, celui de Nancy. En Moselle, cette homogénéité s'évanouit. Les bailliages s'entremêlent et certains villages sont partagés entre différents bailliages (et parlements). Cette caractéristique à laquelle nous devons joindre les difficultés documentaires nous oblige à étendre notre analyse sur une région plus vaste que celles de Commercy ou Mirecourt. Nous avons sélectionné quatre-vingt-cinq villages et dépendances, partagés à part égales entre les bailliages de Vic et Boulay⁶. Le bailliage de Vic est sous le ressort du Parlement de Metz et suit la coutume des Évêchés. Le bailliage de Boulay est sous le ressort du Parlement de Nancy et suit, dans la majorité des cas, la coutume lorraine. Pourtant, quelques villages sont réglés par celle des Évêchés. Notre découpage, visant à construire une continuité territoriale, prend une partie considérable du bailliage de Boulay et la totalité des communes mosellanes de celui de Vic. Il s'étend sur soixante-deux mille hectares et englobe, en 1789, trente-cinq mille habitants (Archives Nationales -AN- F20 18, Chastellux, 1860). Cette région est la plus touchée par la Guerre des Trente ans (Laperche-Fournel, 1985).

II. GEOGRAPHIE LORRAINE

Climat et régime pluvial

La Lorraine n'est pas une région naturelle. Ses frontières ne s'expliquent pas toujours par des aspects physiques du paysage et les sols ne sont pas homogènes (Joly, 1911). Approximativement, nous pouvons parler de deux régions à l'intérieur de la Lorraine : la montagne des Vosges et le plateau. C'est ce dernier qui nous occupe. Des rivières creusent des vallées qui cassent la monotonie de la plaine, particulièrement, les apertures de la Meuse et la Moselle qui traversent la Lorraine de sud à nord. Très souvent, aux limites des vallées, on retrouve des côtes prononcées. Le plateau présente une pente douce vers l'ouest.

Les vents humides permettent de nuancer les traits du climat continental. Les hivers sont longs et l'amplitude thermique considérable (Lacoste, 1951). Avec les gelées de mai, ces conditions compliquent la culture des vignes qui, pourtant, profitent des versants bien ensoleillés des vallées (Blache et al., 1937). Malgré quelque succès

⁶ Une dizaine de communes ne forment pas partie de ces bailliages. Parmi elles, six ((Bionville-sur-Nied, Hery, Voimehaut, Chanville, Villers-Stoncourt y Servigny-lès-Raville) appartiennent au bailliage de Metz, une à Sarreguemines et les trois dernières sont des enclaves étrangères jusqu'en 1793.

médiéval, le vin lorrain n'est pas très réputé et la consommation est, aux XVIII^e et XIX^e siècles, essentiellement locale (Lachiver, 1988).

Les pluies, plus abondantes qu'à l'ouest du bassin parisien, sont constantes au long de l'année. Pendant l'été, le vent du sud peut produire des orages forts et subits. Ceci pose des difficultés à la principale culture, les céréales. Les vents peuvent coucher les blés et les pluies prolongées menacent la qualité du grain mûr.

Le sol

Le bailliage de Commercy s'étend sur deux sous-régions géographiques, la vallée de la Meuse et les Côtes de Meuse. La Meuse forme une large vallée alluviale réputée par ses prairies. Des trois régions qui composent notre travail, elle est la moins fertile (Morineau, 1970). Vers les sommets des côtes, la fertilité recule et les forêts gagnent de la place. Au XIX^{ème} siècle, le département de la Meuse est l'un des plus boisés de la France. Quelques gisements de minerai de fer permettent le développement de la métallurgie. Vers l'est, les côtes marquent la fin des forêts et le début d'une riche plaine connue sous le nom du pays sous les côtes. Le mélange de la marne et du calcaire imprime au bailliage de Commercy une caractéristique qu'on ne retrouve pas sur le plateau : des sols légers. Ceci permet de labourer avec un attelage moins nombreux (Blache et al., 1937).

Le bailliage de Mirecourt est situé dans la partie méridionale de la plaine du Xaintois. Au sud, dans la plaine thermale de Vittel, on retrouve un sol argilo-calcaire fertile. Vers le nord, l'altitude diminue, les couches marneuses s'intercalent avec les calcaires au point de devenir dominantes. Les terres améliorent leur capacité de rétention de l'humidité et gagnent en fertilité. Cependant, les sols deviennent plus lourds et exigent un attelage plus puissant. La région, la plus fertile des trois étudiées, est considérée le grenier de la Lorraine depuis l'époque de Jules César (Blache et. Al, 1937).

Finalement, au nord du plateau s'ouvre la plaine du Nied. Aux alentours de Saint-Avold, le sol calcaire et pierreux est peu productif (Schneider, 1998). Les forêts sont très étendues et le sous-sol est riche en houille. Vers le sud et l'ouest, la marne devient dominante et la fertilité s'accroît. Dans la limite sud de la Moselle commence le pays des étangs. Le sol, très lourd, exige un gros attelage. *Grosso modo*, cette partie de la Moselle est très similaire au Xaintois, mais la fertilité est plus modeste.

* * *

Les régions choisies pour notre étude présentent des similitudes ainsi que des différences qui favorisent la perspective comparative. Il s'agit de trois régions d'*openfield* versées à la production de céréales. Néanmoins, les sols exposent des disparités. La coutume de Lorraine, présente dans les trois régions, n'est pas la seule à Commercy ou dans la Moselle. Tandis que la plupart des villages concernés sont lorrains, quelques-uns forment partie des Trois-Évêchés. Après 1789, elles forment des départements différents, donc, pas d'unité politique à ce niveau. L'homogénéité structurelle relative dans un contexte d'hétérogénéité institutionnelle permet d'apprécier l'incidence des luttes et dispositions politiques sur le plan économique.

CHAPITRE 5. LA SEIGNEURIE EN LORRAINE

I. DROITS FEODaux EN LORRAINE

Seigneurie banale en Lorraine

Vers 1789, la seigneurie compose le cadre fondamental dans lequel fonctionnent les communes. Le seigneur exerce la justice sur son ban. Normalement, le ban coïncide avec le finage. Mais occasionnellement, un seul village peut comporter deux ou plusieurs bans. Selon Jean Gallet (2008, 2016), 42 % des hautes justices sont exercées par le souverain tandis que les seigneurs laïcs possèdent le 45 % des justices et le clergé seulement le 17 %⁷. À l'exception de la Moselle, les territoires de notre étude offrent des chiffres différents, ce qui s'explique par le caractère relativement arbitraire de la répartition géographique des pouvoirs. Dans le bailliage de Mirecourt, la noblesse et le clergé se trouvent mieux représentés au niveau de l'haute justice. À Commercy, c'est le Duc (après 1766, le Roi) qui contrôle les quatre cinquièmes des hautes justices.

Tableau 1. Les hautes justices en Lorraine

	Mirecourt	Commercy	Moselle
Duc/Couronne de France	22 %	83 %	45 %
Noblesse	80 %	22 %	41 %
Clergé	42 %	6 %	19 %

Sources : Archives départementales des Vosges (ADV) B Pro 1367 ; ADMe B330, ED 94 3, 6 E 124 ; Archives départementales de la Moselle (ADMo) B2384 ; Bouteiller, 1874 ; Cabourdin, 1977 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1928 ; Bertrand et Streiff, 1996.

Justice, maires, monopoles

La justice se divise en quatre catégories : haute, moyenne, basse et foncière. La basse justice traite les cas liés aux terres et pratiques agricoles jusqu'à 10 sous d'amende⁸. La foncière juge les mêmes questions, mais jusqu'à 60 sous d'amende ; les deux compétences se superposent ce qui donne lieu à des conflits (Cabourdin, 1977). La moyenne justice touche les questions personnelles jusqu'à 60 sous. Finalement, la haute justice juge les cas de plus de 60 sous d'amende. Une fois séparés les honoraires des

⁷ La haute-justice est parfois partagé entre deux seigneurs ce qui explique que la somme de participations excède le 100 %.

⁸ Dans la coutume des Trois-Évêchés, jusqu'à 5 sous.

gardes et officiers, les amendes rentrent dans la caisse seigneuriale. À Gemmelaincourt (Vosges), en 1771, 36 livres (sur 42) reviennent au seigneur.

La justice peut être partagée. Entre deux seigneurs sur un seul village, oui, mais aussi nous pouvons retrouver que la haute justice est possédée par un seigneur et le reste par d'autres. Anciennement, le maire, nommé par le seigneur, jugeait les causes. Dans le Duché de Lorraine, à partir du XVIII^{ème} siècle (fin du XVII^{ème} pour les Trois-Evêchés), les seigneurs doivent embaucher un juge professionnel. Pour morigéner les coûts, habituellement plusieurs seigneuries partagent un seul juge. Dans la coutume de Lorraine, seulement les seigneurs qui possèdent la haute et moyenne justice peuvent nommer un maire, dans les faits, il y a un maire pour chaque seigneur (Cabourdin, 1977 ; *Coutumes Générales du Duché de Lorraine*, 1783)⁹. Dépourvu de ses pouvoirs de justice, le maire est le représentant du seigneur auprès de l'assemblée villageoise. Il commande les plaids annaux où l'on fait relecture de tous les droits du seigneur ; le maire est chargé de la perception des prélèvements.

Il est évident que la justice la plus rentable c'est la haute justice. Mais vers la fin du XVIII^{ème}, son attractif est très secondaire comparé à d'autres attributions de la seigneurie banale : les monopoles. Les villageois sont contraints de moudre leurs grains dans le moulin du seigneur ; ils payent la vingt-quatrième partie (ADV B Pro 1367 ; Etienne, 1907)¹⁰. Normalement, le moulin est affermé. À Poussay, Mirecourt, le Chapitre loue deux moulins à 1450 livres ; à Saint-Menge, le Marquis de Bassompierre reçoit 650 livres pour le sien (ADV 1C 135, 10Q 9). À Oëlleville, chaque manœuvre paye un mal de blé et chaque laboureur un bichet en échange de la liberté de mouture ; cependant, le seigneur ne possède aucun moulin, seulement la banalité (Martin, 1928). Le moulin, comme le pressoir (également banal), demande un investissement considérable. Le monopole est supporté par cette entrave matérielle. Mais le monopole du four, élément qu'on retrouve facilement dans les maisons des villageois, cause des gros mécontentements. Le tarif oscille entre le vingtième et le vingt-quatrième ; le remplacement de l'obligation par une somme en argent est habituel. À Sorcy-Saint-

⁹ Dans la coutume des Trois-Evêchés, cette prérogative s'étend à la basse justice (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 40). Dans les coutumes de Metz et Saint-Mihiel, tout seigneur peut nommer un maire (Cabourdin, 1977 ; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, p. 51).

¹⁰ Cette valeur est la plus courante dans les bailliages de Mirecourt et Vic. Pourtant, à Dédeling (Moselle), le cahier exige la réduction du tarif à la vingt-quatrième partie (Etienne, 1907). À Fénétrange, à l'est de la Moselle, le prix est encore plus élevé : le seizième (Gallet, 1990). Dans la région de Toul, Guy Cabourdin (1977) retrouve un rang qui s'étend du vingt-quatrième jusqu'au douzième.

Martin, tous ceux qui possèdent un four payent 3 gros barrois (environ 3,3 sous ; ADMe B330).

En Lorraine, comme dans toute région d'*openfield*, l'imbrication des parcelles oblige à synchroniser les tâches de la moisson (Meuvret, 1977). La date est établie par l'assemblée des habitantes sous la tutelle du maire ; le seigneur (ou plutôt, son fermier) peut, en fonction de son droit de prélation, commencer la moisson un jour plus tôt (ADMe ED 425 90 ; ADV Edpt 68 FF2).

Prélèvements seigneuriaux

Toutes les communes doivent au seigneur une taille, somme fixe en argent ou en nature. En Moselle, le village de Frémestroff paye 60 francs messins (25,5 livres tournois) au seigneur haut justicier (ADMo B2384). Dans le bailliage de Mirecourt, chaque habitant d'Haréville doit au seigneur un imal d'avoine, une poule et quatre deniers (ADV Pro 1367).

En Lorraine, région de nulle terre sans seigneur, toutes les terres supportent un cens. Normalement, ceux prélevés en proportion à la production sont les plus lourds (Béaur, 2000). En Lorraine, ils sont connus sous le nom de terrage. Il n'est pas présent partout, dans notre région d'étude, un village sur quatre en est affecté¹¹. À Redlach, Moselle, le terrage enlève aux paysans un septième de la moisson (Dorvaux et Lesprand, 1908). À Domjulien, Vosges, dîme et terrage sont fusionnés dans une seule ponction qui prend la septième gerbe (Martin, 1928). Dans le bailliage de Commercy, le terrage prend la douzième partie de la moisson à Vertuzey et à Aulnois-sous-Vertuzey (Archives Nationales -AN- KK 1164 ; Cabourdin, 1977). Parfois, les cens sont fixes. En 1755, à Bazoilles-et-Ménil, Vosges, 30 jours récemment défrichés sont imposés d'un cens de 30 gros barrois (1,65 livres tournois, ADV Pro 1367). À Porcellette, Moselle, un ancien terrage qui originellement prélevait le septième, puis le neuvième, est converti, vers le milieu du XVIII^{ème} siècle, en une valeur fixe de 12,5 quarts de blé et avoine (Baroth, 1968).

Dans quelques villages nous retrouvons des charges comme le droit de charrue qui pèse sur les bêtes de trait. Dans le bailliage de Boulay, à Bambiderstroff, les

¹¹ Sur un échantillonnage de soixante villages repartis sur les trois départements, nous l'avons retrouvé en seize cas. Dans ce calcul nous avons inclus les dîmes inféodées puisqu'en termes pratiques et, dans une certaine mesure, juridiques, elles ne se différencient point du terrage. Dans la documentation, à des nombreuses reprises, quand la dîme est inféodée elle apparaît sous le nom de terrage.

laboureurs payent 23 sous pour leur charrue. À Chémery, une quarte d'avoine par attelage ; une d'avoine et une de blé à Adelage (Dorvaux et Lesprand, 1908). À Boustroff, bailliage de Vic, c'est plus lourd : une quarte d'avoine par bête de trait (Etienne, 1907).

Les corvées, retrouvées habituellement à l'est de la France, sont spécialement vexatoires. Clair héritage des temps du servage, elles obligent aux habitants à prêter quelques jours de travail dans les terres du seigneur. Les tâches se distribuent en fonction de la condition sociale : les laboureurs doivent se rendre avec leurs trains de culture. Normalement, ce sont les paysans aisés les plus pénalisés. Dans le bailliage de Mirecourt, les laboureurs de Parey-sous-Montfort doivent six journées de labourage, en plus, comme les manœuvres, quatre journées de moisson et sarclage et le fauchage d'une prairie (Martin, 1928). Dans le bailliage de Boulay, la corvée signifie une à trois journées de travail (AN D CIV 7 ; Dorvaux et Lesprand, 1908). Dans celui de Vic, le village de Guesseling illustre bien le mécontentement que posent ces charges. Les habitants prêtent deux journées aux temps de la moisson et les laboureurs, au-delà du voiturage et le fauchage d'une prairie, une journée de travail pour chaque propriétaire auquel ils louent un champ. Donc, celui qui loue des terres à deux propriétaires différents doit travailler deux jours dans les terres du seigneur, et ainsi de suite (Etienne, 1907). Parfois, les corvées sont converties en argent. Il semble que cela est habituel dans le bailliage de Commercy : 3 gros barrois par habitant à Sorcy-Saint-Martin. À Vignot, 90 sous par laboureur et 20 sous par manœuvre (ADMe B330, ED 94 3). Non seulement ces besognes sont humiliantes, spécialement pour les laboureurs, mais aussi elles posent des gros inconvénients aux agriculteurs. Ces corvées sont exigées en temps des grands travaux, quand le besoin de main d'œuvre grimpe : elles quittent du temps précieux au moment où l'inclémence du climat continental menace les moissons avec ses vents et orages.

Finalement, quelques droits connus sous le nom de casuels donnent des revenus complémentaires. Le plus remarquable, sans aucun doute, c'est le droit de lods et ventes, prélèvement pris sur le prix de vente d'une terre. Dans les villages du bailliage de Commercy, le seigneur prend une somme comprise entre le dixième et le vingtième (Cabourdin, 1977). À Voimehaut, c'est plus modique : le quarantième. Le seigneur reçoit aussi une somme par chaque nouveau résident dans un village ; à Rozerotte, Bazoille-et-Ménil et Haréville c'est 5 francs barrois. En plus, 10 franc barrois pour chaque taverne ou cabaret (ADV B Pro 1367).

Droits sur les pâtures et forêts

Le tiers-denier et le troupeau à part sont deux droits très profitables pour la seigneurie. Le tiers-denier accorde au seigneur le tiers de l'argent encaissé par les communes pour le fermage ou la vente du produit de leurs biens. En cas de partage des communaux, le seigneur prend également le tiers de la surface à distribuer. Le troupeau à part, d'autre part, permet au seigneur (ou à son fermier) de former un troupeau séparé, hors du contrôle du pâtre (et de l'assemblée villageoise).

Même si Charles Guyot trouve une mention au tiers-denier en 1399, Guy Cabourdin (1977) n'arrive pas à retrouver des traces de ce droit dans les comptes des seigneuries lorraines du XVI^{ème} siècle. En 1569, le Duc, essayant de freiner la vente des communaux de la part des communes endettées, décrète que toute aliénation ou mise en fermage doit obtenir son aval¹². Ce pouvoir est reconnu par les coutumes (Coudert et al., 2010). Un siècle plus tard, ces procédés sont grevés : le seigneur conserve le tiers du produit. Naturellement, en fonction de cette chronologie, le tiers-denier ne figure pas dans les coutumes, transcrites vers la fin du XVI^{ème}.

En 1724, le tiers-denier est reconnu par le règlement forestier ; mais lorsqu'il s'agit de la distribution en nature de l'affouage, le seigneur reçoit seulement une double portion (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I, 1734*). La jurisprudence des tribunaux lorrains accompagne les désirs de la noblesse. Entre 1643 et 1767 se multiplient les jugements qui concèdent le tiers au seigneur haut justicier à l'occasion de ventes, fermages et partages. L'accumulation de jugements du même esprit conduit à l'assimilation du tiers-denier avec la haute justice. Sur le long-terme, la seigneurie avance sur les communaux¹³.

Le troupeau à part suit un chemin similaire. Les coutumes divergent. Dans celle de Saint-Mihiel, le troupeau à part est une attribution du seigneur haut justicier à condition qu'il réside sur place (*Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel, 1762, p. 14*). Dans la coutume de Metz, cette clause, présente dans la version de 1613, disparaît dans les éditions postérieures (*Coutumes de l'Évêché de Metz, 1701, p. 54-55*). La coutume lorraine n'établit pas de rapport entre la haute justice et le troupeau à part : l'article qui traite la question fait référence à « Ceux qui ont droit de tenir troupeau à part... »

¹² Ce qui n'empêche pas les ventes au XVII^{ème} de la part des communes rasés par la Guerre des Trente ans (Peltre, 1978).

¹³ Vision partagée par Henry Evrard (1912) pour le canton de Varennes-en-Argonne (Meuse) et par l'Abbé Grégoire à l'occasion de son intervention auprès de l'Assemblée nationale le 5 mars 1790 (Grégoire, 1790).

(*Coutumes Générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 74). Les coutumes des Trois-Évêchés et de Vitry-le-François sont muettes à cet égard (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701 ; *Coutumes de Vitry-le-François*, 1676). Le fermage de ce droit isolé est interdit ; pourtant, cette interdiction n'est pas respectée (Bloch, 1930b). Il n'y a pas de limite au nombre d'animaux, seulement la coutume de Metz établit que le seigneur doit laisser aux habitants "[...] dequoy nourrir et entretenir le Troupeau du Village..." (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 54). Normalement, les titres semblent fixer la limite au tiers des pâturages, mais les excès sont courants (Bloch, 1930b)¹⁴. Dans la plus grande partie de la Lorraine historique le troupeau à part n'est pas défini juridiquement avec précision.

Cette indéfinition ouvre le jeu aux procès judiciaires. Comme pour le tiers-denier, la tendance est celle de l'ampliation du spectre de l'exercice de ce droit (Bloch, 1930b). Au XVII^{ème} siècle, la Cour Souveraine de Nancy détermine que le troupeau à part n'est pas une attribution de la haute justice. Cependant, tout au long du siècle suivant, les jugements des tribunaux de la Lorraine historique arrivent à la conclusion contraire. Cela habilite, sur le plan juridique, le passage du troupeau à part au droit commun. À Laning, Moselle, les habitants remarquent que ce droit n'a jamais été exercé jusqu'en 1777. À Lelling, un procès oppose la commune et son seigneur qui prétend introduire un troupeau de moutons sur le finage (Etienne, 1907). Dans le bailliage de Mirecourt, en 1755 une déclaration des droits du Domaine à Ménil affirme que le possesseur du droit de troupeau à part n'est pas connu et donc le droit n'est pas exercé. En 1780, le droit est attribué au Roi (ADV B Pro 1367). Aux environs de Mirecourt, les bouchers obtiennent en 1617 la reconnaissance du droit de troupeau à part. Un siècle plus tard, en 1711, les officiers municipaux de Mirecourt continuent à se plaindre : ils soutiennent que ce droit est une création du jugement de 1617 (ADV Edpt 309 DD25).

Offensives seigneuriales

À partir du travail de Philippe Sagnac se développe l'idée selon laquelle une réaction seigneuriale produite dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle stimule l'éclatement révolutionnaire 1789 (Béaur, 2000). Marc Bloch (1931) remarquait la

¹⁴ De Rogéville (1785) affirme que si le seigneur abuse de son droit il n'y a pas d'autre instance que la judiciaire. La limite est floue, le rapport avec l'étendue du finage n'est pas évident. À Longeville, Moselle, Marc Bloch parle de 250 bêtes. À Haréville, Vosges, seulement seize moutons (ADV B Pro 1367). Selon les cadastres, le finage de Longeville s'étend sur 1300 hectares tandis que celui de Haréville occupe 600 hectares (Chastellux, 1860 ; Lepage et Charton, 1845). À Frémestroff, Moselle, le comte peut introduire cent cinquante moutons dans la pâture, néanmoins, son troupeau excède les six cent bêtes (Etienne, 1907).

dévaluation des prélèvements qui avaient été convertis en argent. Face à cette situation, les seigneurs auraient procédé à une révision des anciens droits tombés en désuétude (Soboul, 1964). L'offensive seigneuriale vis-à-vis des communaux et des usages a été incluse dans le cadre de la réaction seigneuriale (Lefebvre, 1963 ; Sallman, 1977). Dans les années 70 du siècle dernier, cette notion a été fortement discutée (Hufton, 1979). Dans l'actualité, les historiens accordent sur l'existence d'efforts seigneuriaux visant à reconstruire leurs revenus, pourtant, la chronologie étroite d'une cinquantaine d'années a été abandonnée. On reconnaît aujourd'hui que ces efforts sont continus tout au long du XVIII^{ème} comme aussi des siècles antérieurs (Béaur, 2000 ; Saint-Jacob, 1960).

La consolidation des droits de tiers-denier et troupeau apparaît confirmer cette dernière approche. D'autre part, la reconstruction des revenus féodaux est également constatée en Lorraine. En 1778, dans le bailliage de Vic, un procès oppose la commune de Guinglange avec la baronne d'Eltz qui réclame la quadruplication des prélèvements que la commune paye jusqu'à ce moment (ADM^o B2384). Le cahier de Frémestroff atteste que le seigneur s'est arrogé un droit de 100 livres tournois sur quelques maisons. Dans les Vosges, à Bazoilles, Ménil et Rozerotte, les déclarations des fermiers du Domaine de 1780 incluent des droits casuels, de châtrage et de pêche qui ne sont pas présents dans celles de 1755 (ADV B Pro 1367). En Lorraine, comme dans la Bourgogne ou le Nord, le revenu seigneurial se reconstitue sur la base de l'offensive sur les pâturages et la récupération d'anciens droits.

II. ÉVALUER LE FEODALISME

L'intérêt de connaître le poids des prélèvements seigneuriaux est évident. À cette fin, Albert Soboul proposait l'évaluation des charges à l'hectare, le rapport avec le revenu paysan et celui avec le revenu du seigneur (Béaur, 2000 ; Clère, 1988). Cette opération pose des problèmes, elle dilue dans une moyenne générale des prélèvements qui parfois sont limités à quelques exploitations. D'autre part, estimer les revenus paysans est une tâche difficile. Pourtant, le poids à l'hectare ne cesse d'être un indicateur intéressant.

Pour cinquante-sept villages repartis sur les trois départements, laissant de côté la dîme, les casuels, les banalités (à l'exception de ceux convertis en argent), justices et corvées, nous obtenons la moyenne de 34 sous à l'hectare, valeur qui grimpe aux 44 sous

si nous nous limitons à la superficie agricole utilisée¹⁵. Cette moyenne cache des variations considérables : 8 sous à Fréméréville (Meuse), presque 9 livres à Barst (Moselle). Si nous nous circonscrivons aux frontières de bailliage, nous obtenons 36 sous à Mirecourt, 49 sous à Boulay et Vic et 53 sous à Commercy. Ces chiffres ne semblent pas s'accommoder à l'idée traditionnelle d'une Lorraine de féodalisme lourd¹⁶. Mais il faut faire quelques remarques. En premier lieu, quel prix devons-nous choisir ? Nous avons pris, si possible, une moyenne des dix dernières années pour éviter la surévaluation qui produirait la flambée des prix de 1789. Si nous prenons les prix de juillet 1789, la valeur à l'hectare monte à presque 3 livres. Il y a, également, un deuxième problème lié à l'aspect nominal de la comparative. La Lorraine est une région de prix bas, cela trouble la comparative puisque le poids à l'hectare semble plus bas¹⁷.

Si, comme le propose Paul Bois (1971), nous comparons le poids à l'hectare avec la valeur des fermages, le panorama est plus clair. Dans les Vosges, les états de sections informent une valeur moyenne de fermage de 51 sous le jour de terre (249,5 sous à l'hectare)¹⁸. Ce chiffre est à peine inférieur à celui que nous obtenions à partir des contrats de fermage : 56 sous le jour¹⁹. À Meuse, les contrats de fermages donnent une valeur de 47 sous le jour (mesure de Nancy)²⁰. L'état de sections de Lérrouville renseigne une moyenne encore plus basse : 41 sous le jour. Dans la Moselle, les états de sections de Pontpierre et Vahl-lès-Faulquemont offrent des valeurs inférieures : 23 à 27 sous le jour.

¹⁵ En Meuse : Aulnois-sous-Vertuzey, Corniéville, Lérrouville, Vertuzey et Vignot (ADMe B330, 6 E 124, ED 94 3, ED 214 181, Q574 ; Cabourdin, 1977, 1984). En Moselle : Adélangé, Altwiller, Bambiderstroff, Bannay, Barst, Bérig, Bistrot, Bisten-in-Loch, Boucheporn, Boustroff, Chémery, Folschwiler, Frémestrot, Freyhouse, Guesseling, Hellimer, Holbach, Laning, Laudrefang, Lelling, Mainvillers, Marienthal, Merlebach, Niederwisse, Oberwisse, Porcellette, Redlach, Tritteling et Voimehaut (ADMO B2384 ; AN D XIV 7; Dorvaux y Lesprand, 1908; Etienne, 1907). Dans les Vosges : Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-les-Viéville, Girovillers, Haréville, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Ménil-en-Xaintois, Offroicourt, Parey-sous-Montfort, Poussay, Remicourt, Repel, Saint-Menge, They-sous-Montfort, Totainville, Vittel et Vroville (ADV B3934, B3936, B Pro 1367, 3 E 170, 3 E 195, 10Q5-14 ; Martin 1928).

¹⁶ Dans la Normandie, le pays de Caux atteint les 35 livres à l'hectare, pas plus du 2 % du revenu paysan. À Bray, 58 sous à l'hectare, 2 % du revenu paysan. Dans le Nord, 9 livres à l'hectare.

¹⁷ Pour la décennie 1780-1789, la province des Trois-Évêchés registre les prix les plus bas du royaume (19,47 livres tournois le sac de 200 litres). La Lorraine occupe la sixième position dans l'échelle (20,19 livres) de trente-trois cas (Labrousse, 1984).

¹⁸ Moyenne élaborée à partir des renseignements de Frenelle-la-Petite, Mattaincourt, Remicourt y Saint-Menge (ADV Edpt 189 1G7, Edpt 297 1G9, Edpt 389 1G10, Edpt 434 1G1).

¹⁹ Ce chiffre est calculé sur la base de quatre-vingt-sept contrats de fermage du bailliage de Mirecourt signés entre 1774 et 1790 (ADV 1C 135, 10Q 1-15). Cette valeur cache la différence constatée par Postel-Vinay (1974) : les grands fermiers payent moins à l'hectare que les petits.

²⁰ Chiffre élaboré sur la base de cent soixante-dix-sept contrats de fermages accordés entre 1777 et 1792 (ADMe Q574-577).

Si nous nous guidons par l'exemple de la Meuse et les Vosges, nous devons penser à une sous-estimation de l'ordre du 10 % ou 15%²¹.

En croissant les données, dans le baillage de Mirecourt nous pouvons parler d'un prélèvement seigneurial qui représente le 13 % ou 14 % du fermage. À Commercy, 23 % à 26 %. Plus grave est la situation dans la Moselle, où la seigneurie implique le 37 % à 44 % du fermage. Vraisemblablement, ces valeurs diminuent vers l'ouest et le sud où la terre gagne en fertilité, mais pas plus bas que le 20 %.

Ces chiffres, qui témoignent d'une seigneurie lourde, spécialement au nord de la Lorraine, ne terminent pas de montrer les inconvénients qui pose la seigneurie à l'agriculteur. Dans la plupart des cas, on doit inclure la dîme. En rigueur, mises à part les dîmes inféodées, il ne s'agit pas d'un tribut seigneurial. Mais, aux yeux du paysan, les subtilités juridiques s'évanouissent (Béaur, 2000). En Lorraine, les grosses et menues dîmes normalement oscillent entre le 8,3 % et le 10 %. Nous retrouvons de cas plus extrêmes, particulièrement lorsqu'elle se trouve inféodée ou fusionnée avec le terrage : 14,3 %, voire 18,2 %. Dans les vignes, le 9 % est la valeur la plus courante²².

Il faut penser, également, aux difficultés imposées par les monopoles banaux. D'autre part, la justice, qui offre au seigneur un bénéfice très modique en termes monétaires, ne doit pas être désestimée. Le contrôle des tribunaux, joint à la désignation du maire, permet de garantir l'exercice des corvées qui, combinées avec le droit de prélation, facilitent la moisson de l'amodiateur. En outre, à travers la figure du maire le seigneur conserve le contrôle du pâturage. Finalement, les droits considérés symboliques (chasse, colombier) peuvent également causer des pertes. Mesurer le *coût* précis que la seigneurie signifie au le paysan est une question difficile. Pourtant, en Lorraine, il est hors de doute que l'ancienne institution durcit les conditions de production, compliquant la subsistance des plus pauvres et prélevant une partie de l'excédent des gros laboureurs. Sa mise en question en 1789 ne peut pas nous étonner.

²¹ Il faut remarquer que ces deux communes se situent à l'est de notre zone d'étude, où le calcaire domine, le sol est pierreux et la fertilité naturelle mauvaise. À peine quelques kilomètres au nord, à Saint-Avold, on ne seime pas du froment, seulement du seigle (Morineau, 1970).

²² Nous avons récupéré les dîmes de quarante et un villages. En Meuse : Aulnois-sous-Vertuzey, Vignot, Lérrouville, Euville, Jouy-sous-les-Côtes (ADMe B330 ; 425 ED 90 ; Dumont, 1856). Dans la Moselle : Ancerville, Bérig, Chémery, Frémestroff, Folshwiller, Holbach, Laudrefang, Laning, Lixing-lès-Saint-Avold, Merlebach, Saint-Avold, Tragny et Tritteling (Dorvaux y Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907). Dans les Vosges : Bazoilles-et-Ménil, Boulaincourt, Domjulien, Dombasle-en-Xaintois, Domèvre-sous-Montfort, Estrennes, Girovillers, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Haréville, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Ménil-en-Xaintois, La Neuveville-sous-Montfort, Oëlleville, Saint-Menge, Repel, They-sous-Montfort et Thiraucourt (ADV 1C 135, 10Q 5-15 ; Martin, 1928).

CHAPITRE 6. PROPRIETES ET EXPLOITATIONS

I. LA PROPRIETE EN LORRAINE EN 1789

Les régions étudiées ne présentent pas de traits identiques vis-à-vis de la propriété. Le tableau 2 résume la situation en 1789.

Tableau 2. Distribution de la propriété (superficie agricole utilisée)

	Vosges	Meuse	Moselle
Noblesse	30 %	18 %	25 %
Clergé	11 %	12 %	20 %
Bourgeoisie	18 %	21 %	15 %
Paysans	41 %	49 %	40 %

La propriété ecclésiastique

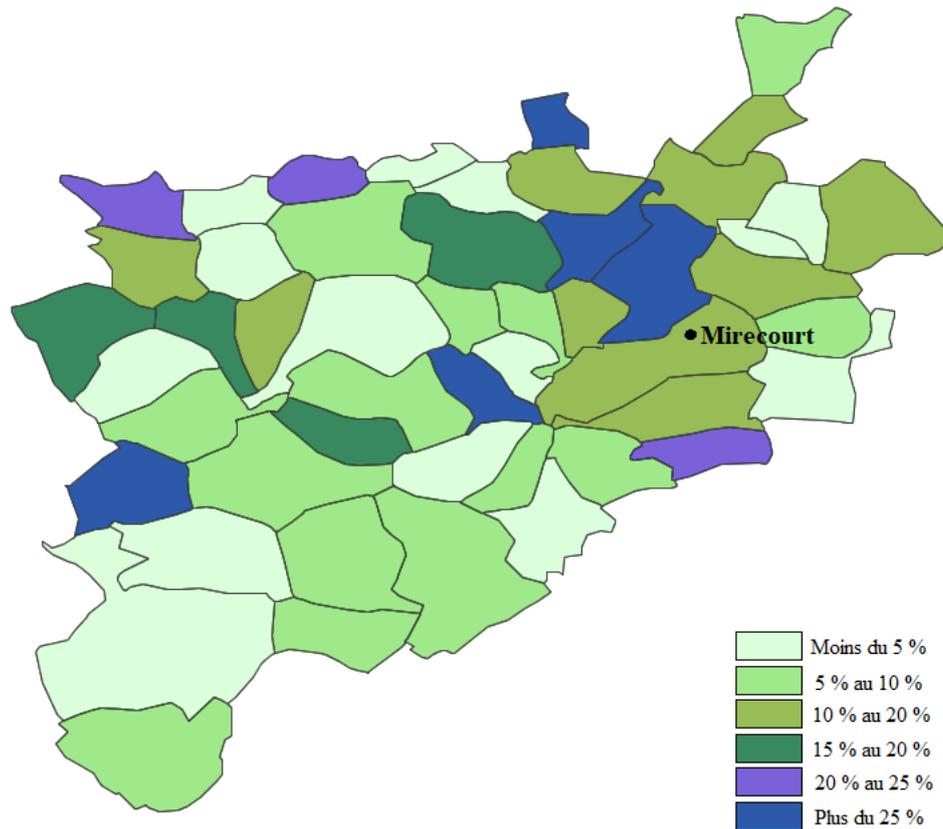
Forêts de côté, la propriété du clergé atteint le 8 % de la superficie totale du bailliage de Mirecourt (ADV 5Q46-68, 8Q9, 8Q17, 10Q1-15). En Meuse, c'est le 7,2 % (ADMe, Q300-307, Q5474-577, Q1588). Cette première approximation, un peu trompeuse puisqu'elle inclut les forêts dans le diviseur mais pas dans le dividende, permet la comparaison avec le reste de la France qui exhibe une moyenne de 5,2% (Bodinier et Teyssier, 2000). Supérieures aux valeurs nationales, les chiffres lorrains se situent au niveau de ceux qui retrouve Jean-Jacques Clère (1988) dans la Haute-Marne et au-dessus de ceux du district d'Épinal (3,5 %) ²³. Si nous nous limitons à la superficie agricole utilisée, la propriété du clergé représente le 11 % dans le bailliage de Mirecourt et le 12 % à Commercy. Certes, ces chiffres cachent des différences de qualité et de nature de culture de même que les variations de village en village. La carte 1 exhibe les variations entre les communes et permet de voir que, dans le bailliage de Mirecourt, le patrimoine du clergé se concentre à la proximité de la ville homonyme. Par contre, à Commercy, la distribution des villages autour de la ville ne permet pas de percevoir ce phénomène. Dans ce bailliage, le clergé est riche en pâturages : le quart des prairies lui appartient ²⁴. Nous pouvons dire donc que l'Église possède des terres de qualité, ce qui coïncide avec

²³ Une partie importante de ce district est zone de montagne, donc très boisée. Si nous incluons les forêts, la propriété du clergé grimpe au 10% (Schwab, 1911).

²⁴ A Mirecourt, cette proportion est un peu inférieure au cinquième.

la situation d'autres départements du nord et du nord-est (Béaur et al., 1997 ; Bodinier et Teysier, 2000).

Carte 1. La propriété du clergé par rapport à la superficie agricole utilisée dans le bailliage de Mirecourt



Le clergé est présent presque partout mais à des proportions variables. Dans le bailliage de Mirecourt, il ne possède presque rien à Chauffecourt tandis qu'il détient plus du 40 % du sol à Puzieux. À Commercy, l'échantillonnage s'étend du 6 % au 30 %. Comme dans le reste du royaume, le clergé régulier est le plus riche avec environ les trois cinquièmes du patrimoine ecclésiastique dans les deux bailliages. Forêts de côté, ses propriétés se montent à 950 hectares à Commercy et 1537 hectares à Mirecourt. Dans le bailliage de Commercy, six institutions expliquent les quatre cinquièmes du patrimoine du clergé régulier tandis qu'à Mirecourt huit congrégations englobent une valeur similaire. À Commercy, quelques propriétés forment des fermes isolées rattachées à une abbaye. Ceci confirme ce que nous avons affirmé précédemment : il s'agit de terres de

bonne qualité. Le fermage est le moyen habituel d'exploitation²⁵. Parfois, dans les terres qui entourent une abbaye, nous trouvons des cas de faire-valoir direct. Normalement, seulement une partie faible des terres est impliquée et c'est presque toujours des prairies, moins exigeantes en main d'œuvre que l'agriculture. En outre du travail des moines, les contrats de fermage stipulent de contreprestations en travail (fauchage et voiturage ; ADV 10Q4-15). À Commercy, les foins des prés peuvent être vendus tous les ans aux enchères.

Le reste du patrimoine ecclésiastique est remporté par le clergé séculier et d'autres institutions comme les hôpitaux. Par excellence, la propriété du clergé séculier est le bouvrot, nom qui prennent les terres réservées au curé. Dans presque tous les cas, il s'agit de propriétés modestes, prochaines au niveau d'autosubsistance : 8, 10 ou 12 hectares. À nouveau, c'est le fermage le moyen d'exploitation habituel, surtout lorsque la propriété est plus vaste. Mais le faire-valoir direct n'est pas rare, au contraire, dans le bailliage de Commercy c'est l'option choisie pour presque la moitié des terres ; un tiers dans le bailliage de Mirecourt. La combinaison des deux formes est aussi très courante. Manquant de famille pour partager les tâches, le curé doit utiliser du travail complémentaire pour labourer une dizaine d'hectares. Comme dans le cas du clergé régulier, des contreprestations en travail sont envisagées par les contrats de fermage. Nous trouvons, aussi, le recours au salariés (ADV 10Q1-15).

Malheureusement, les archives de la Moselle ont été brûlés en 1944 ce qui a détruit les séries Q et L. Les textes classiques rédigés avant la Deuxième Guerre mondiale parlent d'une propriété du clergé de l'ordre du 20 % pour tout le département (Lesprand, 1934). François Reitel (1965) retrouve les mêmes valeurs pour la région de Metz en 1750. Quelques documents donnent des renseignements complémentaires²⁶. Comme dans les Vosges et la Meuse, les variations sont considérables, 4 à 48 %, et le total se monte au 15 % de la superficie agricole utilisée. Les prairies, plus importantes dans le patrimoine du clergé, occupent le 28 % du total des prés. Nos calculs restent un peu loin de ceux de Lesprand et Reitel, mais nous devons reconnaître qu'il est probable que dans la documentation que nous avons travaillé la propriété du clergé séculier soit sous-estimée. Nous proposons donc une fourchette de l'ordre du 15 % au 20 % pour les biens du clergé dans la Moselle.

²⁵ De même que pour les laïcs, le fermage en nature, en argent ou mixte est la forme dominante. Le métayage existe, mais il est rare. Il s'agit d'une forme en extinction (ADMe, Q300-307, Q574-577; ADV, 5Q46-68; 10Q1-15; Guyot, 1887, 1888).

²⁶ Il s'agit de cinq villages : Basse-Vignuelles, Boustroff, Dorwiller, Flérange et Petit-Tenquin (ADMO B2384, 541ED CC2 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907).

La propriété de la noblesse

Si nous laissons de côté les forêts, dans la Moselle la propriété de la noblesse n'est pas très importante : 25 % de la superficie agricole utilisée²⁷. Certes, les variations sont fortes : 7 % à Pontpierre, 61 % à Betting-lès-Saint-Avold²⁸. La faible présence de la propriété nobiliaire dans quelques villages s'explique par le repeuplement de la région, dévastée par la Guerre des Trente ans. Pour attirer des habitants, les seigneurs cèdent en emphytéose des terrains à défricher²⁹. Il faut également considérer que la province des Trois-évêchés est une région où les seigneuries religieuses sont importantes. Finalement, un biais d'un échantillon dans lequel les communes de l'est sont surreprésentées n'est pas à écarter.

Le bailliage de Commercy, érigé sur une ancienne seigneurie achetée par le Duc en 1723, se différencie par la fréquence d'apparition du Roi comme seigneur. Malgré la grande étendue juridictionnelle de la seigneurie de Commercy, la propriété utile du Roi, forêts mis à part, est médiocre. Sur le tiers de communes meusiennes du bailliage nous retrouvons une propriété nobiliaire du 18 %. Elle est mieux représentée au niveau des prairies : 22 %. Comme dans la Moselle, la fourchette est ample : 7 % à 32 % des terres. Mais dans la plupart des villages le patrimoine de l'aristocratie environne le 15 %³⁰.

Dans les Vosges, la noblesse contrôle le 30 % de la superficie agricole utilisée³¹. À nouveau, les variations sont importantes. À Mattaincourt, rien du tout tandis qu'à Mirecourt ou Thiraucourt environ la moitié du sol. Bien représentée dans tout le bailliage, aux environs de Mirecourt elle est plus riche. Pas de différence en ce qui concerne les prairies, la noblesse possède le 29 %. Quelques propriétés sont compactes et,

²⁷ Estimation faite sur la base des renseignements de Varize, Pontpierre, Petit-Tenquin, Basse-Vigneulles, Betting, Dorwiller, Frémestroff, Flérange, Hellimer et Vahl-lès-Faulquemont. ADMo B2384, B9749, 541ED CC2, 553ED1G1-3, 688ED1G1-2, 1O126 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907.

²⁸ À l'est, Jean Gallet (1990) parle d'une propriété nobiliaire inférieure au 5 %.

²⁹ À Macheren, les habitants obtiennent la reconnaissance de la propriété sur 40 hectares de forêt défrichée *de facto*. À Redlach, le seigneur cède 320 hectares en 1608. Les exemples sont nombreux aux alentours de Saint-Avold, région très boisée (Hiégel, 1971 ; *Bulletin de la société d'archéologie et d'histoire de la Moselle*, 1867).

³⁰ Comme dans la Moselle, le défrichement des forêts semble expliquer cette faiblesse (Dumont, 1843, 1856).

³¹ Cas étudiés : Bazoilles-et-Ménil, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Frenelle-la-Petite, Juvaincourt, Marainville, Mattaincourt, Mirecourt, Pont-sur-Madon, Offroicourt, Poussay, Remicourt, Repel, Saint-Menge et Thiraucourt. Dans ces communes, la propriété du clergé est surreprésentée (16 %) ce qui nous oblige à indexer les calculs. ADV Edpt 431G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6, 1C135, Edpt 309 DD19, 5Q62, 11 T 25 247 ; Martin, 1928.

normalement, les parcelles détenues par la noblesse sont plus grandes que celles des roturiers (en moyenne, le double).

La propriété bourgeoise

La notion de bourgeoisie varie au cours de l'histoire. Originellement, le mot désigne tout résidant du bourg (Astarita, 2019). Dans son *Histoire de Lorraine*, Dom Calmet (1752) l'utilise pour désigner l'oligarchie marchande de Toul, Metz et Verdun. Pourtant, au XVIII^{ème}, dans la Lorraine comme dans d'autres régions du continent, le terme, plus restreint que son ancêtre médiéval, est utilisé pour faire référence à un groupe plus vaste que celui des riches marchands (Neufchâteau, 1784). La laxité du mot a emmené à l'historiographie française à postuler une bourgeoisie ample (Vovelle, 1980). Pierre Goubert (1969), récupérant les approches d'Ernest Labrousse et Georges Lefebvre, propose une bourgeoisie de commerçants et banquiers mais aussi de professionnels, fonctionnaires, apothicaires, instituteurs et maîtres artisans. Tous partagent une caractéristique : la propriété. Et, sur la base de ce patrimoine foncier, la rente.

Dans les Vosges, la bourgeoisie occupe le 18 % de la superficie agricole utilisée, avec des minimums de 7 % et des maximums de 34 %. Il n'y a pas de grosses différences en ce qui concerne les prairies (19 %). Comme celui des paysans, le patrimoine bourgeois est composé d'une infinité de parcelles distribuées sur les finages. Il s'agit surtout de rentiers qui résident en ville, les bourgeois propriétaires ruraux sont peu nombreux en 1789.

Dans le bailliage de Commercy, la bourgeoisie possède le 21 % des terres non boisées (ADMe ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380 207.). Elle est pauvre en pâturages : elle détient seulement le 7 % des prés. Cette divergence s'explique par le poids des privilégiés sur les prairies. Le faire-valoir direct est rare, le fermage est la forme d'exploitation.

Dans la Moselle, les peu nombreux états de sections indiquent que la bourgeoisie contrôle le 26 % du sol en 1791³². Mais dans ces deux cas la noblesse et le clergé sont sévèrement sous-représentés (4 % et 2 % respectivement). Aux environs de Metz, François Reitel (1965) nous offre une fourchette qui va du 9 % au 37 % avec une médiane autour du 15 % au 20 %. La région de Metz est une zone où les paysans ne possèdent pas une propriété considérable, à l'encontre de ce qui se passe dans les bailliages de Vic et

³² Il s'agit de Pontpierre et Vahl-lès-Faulquemont (ADMo 553ED 1G1-3, 688ED 1G1-3).

Boulay. Nous devons donc penser à une propriété bourgeoise plus faible que celle qui retrouve Reitel, de l'ordre du 10% ou 15%. Ces chiffres sont, naturellement, très spéculatifs.

La propriété paysanne

Dans les Vosges, les paysans possèdent le 41 % du sol et le 34 % des prairies. Les variations sont moins considérables que pour les autres classes, la propriété paysanne se comprend toujours entre le 23 % et le 51 %³³. Elle est très fragmentée : à Boulaincourt, les 11,5 hectares d'un laboureur s'étendent sur plus d'une centaine de parcelles. À Saint-Menge, la superficie moyenne d'une parcelle paysanne est de 21 aires, tandis que celles de la noblesse occupent 53 aires en moyenne. Pour les prés, les différences sont plus prononcées : 18 aires pour les paysans contre 72 aires pour le seigneur. Le 41 % se distribue inégalement ; les laboureurs contrôlent les deux tiers. Cela est vrai pour les terres de labour et les prés, dans les vignes la part des manœuvres est plus importante. Pourtant, l'étendue de cette culture est peu considérable.

Dans la Moselle, les paysans occupent le 40 % de la superficie agricole utilisée. Ce chiffre cache des très importantes différences à l'intérieur de la région étudiée. Aux alentours de Boulay, où la propriété privilégiée est très importante, la part paysanne recule. À Varize, les paysans possèdent seulement le 22 % du sol en 1789, de même qu'à Créhange en 1738 (ADM_o 9749, 166ED CC8). Vers l'est, la propriété paysanne devient plus importante. À Petit-Tenquin, elle monte au 48 %, valeur possiblement similaire à celui de Vahl-lès-Faulquemont, où elle occupe le 60 % du sol en 1791³⁴. Pontpierre représente un cas limite : les paysans contrôlent les trois quarts du sol en 1791, peut-être le 70 % en 1789. À Saint-Avold, selon Daniel Schneider (1998), la propriété paysanne couvre les deux tiers du sol. Il est clair que vers l'est la propriété paysanne est plus forte, mais ces communes de forte propriété paysanne alternent avec des communes où la structure ressemble à celle de l'ouest. Créhange, Vahl-lès-Faulquemont et Pontpierre sont pratiquement voisines (Faulquemont s'interpose).

³³ Chiffres obtenus sur la base de dix-huit communes : Bazoilles-et-Ménil, Bettoncourt, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Frenelle-la-Petite, Gironcourt, Gemmelaincourt, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Mirecourt, Pont-sur-Madon, Poussay, Remicourt, Repel et Saint-Menge. ADV, Edpt 43 1G10, 1C135, Edpt 57 CC2, Edpt 68 1G10, 1C135, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, 3E170, Edpt 262 1G11, B773, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6.

³⁴ Les états de sections de Vahl-lès-Faulquemont et Pontpierre identifient les terres anciennement possédées par le clergé. Parfois, les acheteurs sont des paysans (ADM_o 688ED 1G1-3).

Dans le bailliage de Commercy, un premier regard sur le patrimoine paysan nous suggère qu'ils possèdent le 42 % du sol³⁵. Pourtant, notre échantillon inclue deux villes où la part paysanne est plus faible. Si on se limite aux villages, la propriété paysanne monte au 53 %, ce qui semble refléter plus fidèlement la réalité de la campagne de la vallée de la Meuse. Une douzaine de villages situés sur les futurs cantons de Void et Vaucouleurs présentent une propriété paysanne du 47 %³⁶. Si nous les incluons dans le calcul, la propriété paysanne meusienne se situe autour du 49 %, valeur que nous allons retenir. Avec les villes, les variations sont très marquées : 16 % à 70%. Pourtant, la plupart des cas se situe entre le 45 % et le 60 %. Dans le bailliage de Commercy la propriété paysanne est bien plus étendue que dans la plaine.

Les forêts

Pendant le Moyen Âge, la forêt est, par excellence, propriété des privilégiés. Jusqu'au XVII^{ème} siècle, l'adjudication de la glandée est le principal revenu des forêts seigneuriales. Le bas prix du bois empêche son exploitation commerciale et, avec le but de favoriser le peuplement, c'est la délivrance gratuite de l'affouage la principale destination des arbres. Quand la forêt est cédée aux paysans en emphytéose, elle est défrichée. La croissance démographique produit donc le recul de la surface boisée (Guyot, 1886 ; Hottenger, 1927 ; Husson, 1987, 1991).

La valorisation du bois produite par l'essor des industries xylophages (forges, verreries et salines) introduit des modifications. Dès le XVII^{ème} siècle, les procédures de cantonnement se multiplient. Interrompues par la Guerre de Trente ans, elles reprennent le rythme au XVIII^{ème} siècle. Le cantonnement expulse les usagers d'une portion de la forêt, en échange, la communauté reçoit le reste de la forêt en propriété. Selon l'historiographie traditionnelle, ce processus se serait développé avec force dans la plaine (Guyot, 1886 ; Hottenger, 1927). Cette affirmation, valable en termes généraux, doit être précisée.

Dans les Vosges, en 1789, les communes possèdent 3600 hectares, soit le 61 % de la surface boisée³⁷. La noblesse contrôle le 35 % et le clergé, très relégué, le 4 %. Dans

³⁵ Évaluation réalisée sur la base des données de Lérrouville, Laneuville-au-Rupt, Commercy, Sorcy-Saint-Martin et Saint-Germain. ADMe, C400, ED91 25, ED208 79, ED214 53, ED214 81, ED380 207.

³⁶ Il s'agit des villages de Badonvilliers (canton de Gondrecourt), Broussey-en-Blois, Burey-en-Vaux, Épiez, Neuville, Ourches (bailliage de Toul), Rigny-la-Salle, Rigny-Saint-Martin, Taillancourt, Sepvigny et Chalaines (ADMe C400).

³⁷ Pour l'évaluation de l'étendue des forêts nous avons utilisé les états de sections de 1791, les arpentages produits entre 1754 et 1777 (et les monographies communales de 1890 qui reproduisent les arpentages

la vallée de la Meuse, la situation est similaire, les communes détiennent le 53 % des forêts, la Couronne et la noblesse le 42 % et le clergé le 5 %. Dans la Moselle, les communes ne sont pas tellement bien pourvues³⁸. Au début du XIX^{ème} siècle, le préfet Colchen (1802), pour le département tout entier, évalue l'étendue des bois communaux au 19 %, les forêts privées (vraisemblablement, nobiliaires) au 56 % et les Forêts Nationales au 25 %. Un demi-siècle plus tard, en 1847, le cadastres donnent les chiffres suivants pour les territoires des anciens bailliages de Vic et Boulay : bois communaux 34 %, forêts privées 28 % et Forêts Nationales 38 %. Lorsqu'il réalise une estimation canton à canton, le préfet Colchen ne sépare pas les forêts privées des communales, mais il spécifie l'étendue des Forêts Nationales qui sont, dans les cantons de Faulquemont, Metz, Pange, Grostenquin et Saint-Avold, à peine moins étendues qu'en 1847 (ADMo 1O142-144)³⁹. Les valeurs de 1847, donc, ne paraissent pas être trop éloignés de la situation en 1789.

Tableau 3. La propriété des forêts en 1789

	Vosges	Meuse	Moselle*
Noblesse	33 %	22 %	28 %
Couronne	2 %	20 %	38 %
Clergé	4 %	5 %	Données manq.
Communautés	61 %	53 %	34 %

*Les données mosellanes sont de l'année 1847.

* * *

Vers 1789, la propriété paysanne est plus étendue dans la Meuse que dans la plaine lorraine. Celle des privilégiés est plus vaste dans la plaine et de meilleure qualité. Pour les forêts, l'homogénéité de la plaine se casse. Les forêts communales sont plus importantes dans le bailliage des Vosges (et de Commercy) qu'en Moselle.

perdus), les procès-verbaux des assemblées villageoises, la cartographie de 1804-1806, les données cadastrales, la documentation relatives aux biens nationaux, cahiers de doléances, statistiques du XIX^{ème} siècle et les renseignements fournis par Jean-Paul et Pierre Rothiot (1990). ADV, Edpt 148 DD 1-2, Edpt 340 DD1-3, Edpt 434 BB1, Edpt 393 DD1-5, Edpt 410 DD1, Edpt 537 DD2, 5Q 46-68, 8Q9, 10Q1-15, Série 3P (cadastre et cartes), 11T 21 170, 11T 25 246-247, 11T 26 254, 11T 26 271, 11T 28 294 ; Martin, 1928.

³⁸ Estimations réalisées grâce aux renseignements fournis par les documents relatifs aux biens nationaux et au patrimoine nobiliaire, une déclaration des propriétés non partageables de 1793, la monographie communale de Commercy de 1890 et les données cadastrales. ADMe, B330, C400, 1O174, Série 3P, Q574-577, Q300-307, 118 Tp 10.

³⁹ Jean-Pierre Husson (1987) parle d'un recul des Forêts Nationales de l'ordre du 18 % dans toute la Lorraine. La différence entre les chiffres de Colchen et ceux de 1847 (8 %) semble dériver d'un arpentage un peu imprécis en 1802.

II. LES EXPLOITATIONS

Les Vosges

Pour comprendre la distribution de la terre, la structure propriétaire ne suffit pas. Les privilégiés afferment leurs biens, la structure d'exploitation peut différer de celle de la propriété.

Dans le bailliage Mirecourt, les exploitations de plus de 20 hectares occupent plus des deux tiers de la terre (tableau 4).

Tableau 4. Les exploitations dans le bailliage de Mirecourt

	Bettoncourt (1787)	Boulaincourt (1777)	Frenelle-la- Petite (1776)	Gemmelaincourt (1788)	Gironcourt (1777)	Lignéville (1789)	Saint- Menge (1776)	Villers (1773)	Total
Plus de 30 hectares	46 %	51 %	32 %	0 %	32 %	56 %	39 %	40 %	39 %
20 à 30 hectares	18 %	10 %	23 %	63 %	29 %	27 %	30 %	35 %	30 %
10 à 20 hectares	33 %	32 %	29 %	27 %	27 %	10 %	0 %	19 %	21 %
5 à 10 hectares	0 %	5 %	8 %	3 %	6 %	3 %	18 %	0 %	5 %
1 à 5 hectares	3 %	2 %	7 %	5 %	4 %	3 %	12 %	6 %	5 %
Moins d'un hectare	0 %	0 %	1 %	2 %	2 %	1 %	1 %	0 %	1 %

Sources: ADV B231, B244, B773, B1999, 1C135, Edpt 57 CC2, 3E170.

Les rôles d'impositions présentent quelques inconvénients. Ils sous-estiment considérablement l'étendue des très petites exploitations (1 hectare ou moins) qui semblent ne pas exister. Les états de sections montrent que ce n'est pas le cas : elles sont très nombreuses. Mais en surface, son poids n'est pas très considérable : 8 % du sol. À Mirecourt, deux cent sept habitants possèdent 47 hectares (ADV Edpt 43 1G10). D'autre part, les rôles ne témoignent pas des terres qu'un agriculteur peut exploiter dans des finages voisins. Mais généralement, il s'agit de quelques hectares qui arrondissent l'exploitation. Faites ces remarques, dans l'ensemble, le panorama qui donne les rôles est donc fidèle.

Dans les Vosges, les grands propriétaires préfèrent éviter le louage fragmenté de leurs propriétés : un seul producteur prend plusieurs dizaines d'hectares par contrat. Comme dans la Haute-Marne, le fermage n'est pas une voie d'accès à la terre pour les petits exploitants (Clère, 1988). La petite exploitation se fonde donc sur la micropropriété. La grande exploitation est ancienne, pourtant, elle tend à devenir plus importante au long du XVIII^{ème} siècle (tableau 5).

Tableau 5. *Évolution des exploitations dans trois villages du bailliage de Mirecourt*

	Bettoncourt		Gemmelaincourt		Lignéville	
	1733	1787	1739	1788	1764	1789
Plus de 30 hectares	22 %	46 %	11 %	63 %	6 %	0 %
20 à 30 hectares	0 %	18 %	16 %	27 %	50 %	63 %
10 à 20 hectares	54 %	33 %	40 %	3 %	31 %	27 %
5 à 10 hectares	10 %	0 %	23 %	5 %	7 %	3 %
1 à 5 hectares	14 %	3 %	10 %	2 %	5 %	5 %
Moins d'un hectare	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	2 %

Sources : ADV B773, 3E 170, Edpt 57 CC2.

Moselle

Dans le nord-est du plateau lorrain, la situation est similaire à celle du Xaintois (tableau 6).

Tableau 6. *Les exploitations en Moselle*

	Varize		Petit-Tenquin		Créhange
	1769	1789	1750	1789	1738
Plus de 30 hectares	81 %	73 %	10 %	35 %	28 %
20 à 30 hectares	14 %	9 %	34 %	16 %	31 %
10 à 20 hectares	5 %	15 %	31 %	36 %	16 %
5 à 10 hectares	0 %	3 %	10 %	9 %	10 %
1 à 5 hectares	0 %	0 %	12 %	4 %	13 %
Moins d'un hectare	0 %	0 %	3 %	0 %	2 %

Sources : ADMo B9749, 166ED CC8, 541ED CC2.

Dans cette partie de la Lorraine la concentration des exploitations semble se produire plus tôt que dans le sud. Comme dans la région de Metz, elles dominent la production (Reitel, 1965). À nouveau, les rôles sous-estiment la très petite exploitation. À Pontpierre et Vahl-lès-Faulquemont, les côtes de moins d'un hectare occupent le 7 % du sol. La domination de la grande exploitation ne peut pas être généralisée à toute la Moselle. Aux alentours de Saint-Avold, les côtes de 20 hectares et plus occupent le 20 % ou 30 % du sol (Schneider, 1998). Là où propriété paysanne est plus forte, la grande exploitation recule.

Meuse

La structure propriétaire de la Meuse, plus démocratique que celle de la plaine, produit une structure d'exploitation également morcelée.

Tableau 7. Les exploitations dans le bailliage de Commercy

	Commercy		Laneuville-au-Rupt		Lérouville	
	1749	1790	1765	1782	1751	1790
Plus de 30 hectares	6%	11%	0%	0%	0%	7%
20 à 30 hectares	40%	34%	0%	0%	23%	15%
10 à 20 hectares	43%	28%	13%	27%	46%	42%
5 à 10 hectares	8%	12%	15%	30%	9%	8%
1 à 5 hectares	3%	12%	57%	43%	18%	23%
Moins d'un hectare	0%	3%	15%	0%	4%	5%

Sources : ADMe ED91 21-25, ED 208 86, ED 214 181.

Les exploitations de plus de 20 hectares sont peu nombreuses, spécialement lorsqu'on s'éloigne de Commercy. Néanmoins, même dans l'hinterland urbain elles ne dépassent la moitié du sol. Les petites exploitations (5 hectares ou moins) sont plus étendues que dans la plaine, de même que les moyennes (5 à 20 hectares).

* * *

Les rôles d'impositions exposent une divergence très marquée dans la structure d'exploitation de la plaine et de la vallée. En Meuse, les côtes de moins de 20 hectares dominent la production tandis que dans le plateau, celles de 20 hectares et plus occupent la plus grande partie du sol.

III. LES PAYSANS

Les laboureurs de la plaine lorraine

Par définition, le laboureur est celui qui possède une charrue avec son attelage. Si la charrue n'est pas nécessairement chère, les bêtes de trait et leur entretien le sont⁴⁰. Dans la documentation fiscale, parfois nous retrouvons une étendue de terre qui est assimilée à

⁴⁰ Dans les Vosges, en 1759, un inventaire après décès de Rouvres-la-Chêtive (arrondissement de Neufchâteau) fait mention au prix de la charrue : 12 livres. Dans ce même document, six chevaux sont évalués à 260 livres, ce qui semble être un prix trop bas (ADV B224). En 1803, le rapport statistique de la Meuse fixe le prix d'un seul cheval en 150 F (*Annuaire statistique du département de la Meuse : formé pour l'An XII*, 1803). En 1821, Mathieu de Dombasle, peut-être avec quelque exagération, calcule que l'entretien de huit chevaux coûte 2800 F (Knittel, 2005).

la possession d'une charrue. Dans les régions de notre étude, elle est composée de 18 à 24 hectares⁴¹. Le laboureur typique est celui qui possède une charrue, pourtant, dans les sources fiscales nous retrouvons tant des laboureurs avec deux ou trois charrues comme quelques-uns avec une demie-charrue. Le terme laboureur peut décrire un paysan dans les limites de la subsistance (une dizaine d'hectares) ou un très gros exploitant avec plusieurs dizaines d'hectares. La notion est donc très floue.

Il est difficile d'établir avec précision une frontière entre les exploitations qui font recours aux salariés et celles qui se soutiennent exclusivement sur le travail de la famille. D'une part, ceci est due à la nature des cultures : la vigne est plus exigeante en main d'œuvre que les grains ou les prairies. Mais même sur des exploitations identiques en étendue et nature, le cycle de vie joue un rôle fondamental puisque les fils peuvent se trouver (ou non) en état de travailler aux labours. Le préfet Colchen (1802) estime qu'une charrue peut être conduite par deux adultes et un enfant⁴². Dans les cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt, on prévoit deux domestiques pour une exploitation de 90 jours (18,4 hectares). Mais le besoin de main d'œuvre grimpe aux moments des grands travaux : fauchage, moissonnage et battage. Dans une exploitation de 24 hectares, ces tâches peuvent demander jusqu'à une dizaine de travailleurs en fonction du temps que le chef d'exploitation désire dédier (ou de ce qu'il peut payer)⁴³. La capacité financière de l'exploitant et l'offre de main d'œuvre déterminent le schéma de travail.

Dans la Lorraine, les vingt hectares représentent un seuil auquel il est sûr que l'exploitant devra faire recours au travail tant permanent comme saisonnier des salariés. Il est probable que cette affirmation puisse être étendue à ceux qui exploitent 15 hectares, mais à ce niveau le cycle de vie modifie sensiblement la scène au moins en ce qui concerne l'utilisation permanente de salariés (Chayanov et al., 1981). Aux temps de la moisson, vraisemblablement ils doivent embaucher quelques travailleurs. Nous allons retenir donc la limite des vingt hectares comme seuil de l'exploitation qui utilise des salariés de façon permanente. Quant au produit, 5 hectares en propriété ou une dizaine en

⁴¹ Jean Peltre remarque que les valeurs de ce qui est considéré une charrue oscillent considérablement : de moins d'un hectare jusqu'à 180 hectares. Pourtant, la valeur la plus habituelle environne les 80 jours (16,35 hectares)

⁴² Même calcul offert par le préfet Marquis (1804) de la Meurthe.

⁴³ Yvonne Crebouw (1986) postule qu'un homme peut faucher 20 aires par jour. Le préfet de la Meurthe propose des chiffres similaires (Marquis, 1804). Aux moissonneurs il faut joindre aussi les javeleurs et les travailleurs destinés au voiturage (Dombasle, 1821).

fermage semblent suffire pour la reproduction d'une famille typique⁴⁴. Les exploitations moyennes comprises entre les 5 et 20 hectares sont donc liées à la notion d'autosubsistance, bien que les plus grandes certainement vendent de l'excédent en année commune tandis que les plus petites doivent se rendre au marché pour acheter du blé quand la moisson est mauvaise. Une succession de mauvaises années peut facilement produire la faillite de ceux qui exploitent moins de 10 hectares en fermage.

Les bêtes de trait distinguent les laboureurs. À Bettoncourt, Vosges, l'amodiateur du seigneur exploite 67 hectares avec seize chevaux⁴⁵. Cinq autres laboureurs utilisent six à neuf chevaux chacun pour travailler un total de 130 hectares (ADV Edpt 57 CC2). À Chauffecourt, six laboureurs possèdent trente-cinq chevaux (ADV Edpt 99 1D1). Dans tous les cas, il s'agit de bêtes de petite taille. L'aspect polyfonctionnel du cheval (labourage, voiturage) explique la préférence face aux bœufs. Mais ces derniers sont aussi présents dans les attelages. À Lignéville, en outre des quatre-vingt-trois chevaux de quatorze laboureurs, nous trouvons six bœufs. À Varize, Moselle, quatre bœufs et deux chevaux labourent les 10 hectares de Nicolas Daré. Lambert Hartard, chef d'une exploitation de presque 70 hectares, utilise 14 chevaux. Les autres laboureurs, au nombre de huit, exploitent 265 hectares avec soixante et onze chevaux.

Vaches, moutons, porcs et volailles complètent le troupeau du laboureur. À Chauffecourt, le laboureur le plus riche du village possède en 1801 quarante-quatre animaux (ADV Edpt 99 1D1). En 1793, le troupeau de Charles François Breton, député auprès de l'assemblée du bailliage en 1789, regroupe onze chevaux, quatre bœufs, cinq vaches et trente-six moutons (ADV Edpt 262 1D2). Ces chiffres ne restent pas stables au long de l'année : pendant l'hiver les producteurs réduisent leurs troupeaux en priorisant toujours les bêtes de trait. Le laboureur lorrain vend donc quelques bêtes à l'année, néanmoins, la Lorraine se trouve loin d'autres régions d'*openfield* comme l'Île-de-France et les animaux sont, essentiellement, un appendice de l'agriculture (Moriceau, 1999 ; Moriceau et Postel-Vinay, 1994).

Le laboureur de la vallée de la Meuse

⁴⁴ Cette valeur est proposée par Jean-Jacques Clère (1988) pour la Haute-Marne et Georges Lefebvre (1924) pour le Nord. Dans la Brie, Jean-Michel Chevet (1998) parle de 4 à 12 hectares. Si nous tenons compte du rendement moyen à l'hectare de la Lorraine, les 5 à 10 hectares semblent vraisemblables (Morineau, 1970).

⁴⁵ L'appartenance de l'amodiateur à la communauté d'habitants est sujet de débat. Georges Lefebvre (1924) et Pierre de Saint-Jacob (1960) le voient comme un horsain. Marc Bloch (1931), Albert Soboul (1958), Pierre Goubert (1969), Jean-Pierre Jessenne (1987) et Gérard Béaur (2000) divergent : même s'il loue la perception des droits féodaux, il fait partie du village.

Les sols légers et les exploitations moyennes du bailliage de Commercy réduisent la taille des attelages. À Lérouville, Jean Deville exploite 30 hectares avec huit chevaux. Mais ces exploitations sont peu habituelles. Toujours à Lérouville, vingt et un laboureurs possèdent cent quatre chevaux ; entre un et huit chacun, mais la plupart d'entre eux, quatre ou cinq. À Laneuville-au-Rupt, le laboureur le plus riche a seulement six chevaux tandis que trente-trois habitants possèdent quatre-vingt-onze chevaux (personne excède les quatre chevaux). Comme dans la plaine, le bœuf n'est pas l'élection des laboureurs. À Ménil-la-Horgne nous retrouvons quarante-neuf bœufs (un à six par agriculteur), dix-huit à Jouy-sous-les-Côtes. À Vertuzey, à l'exception d'un résident qui atteint le spectaculaire chiffre de dix-huit vaches, tous les laboureurs élèvent entre une et cinq. Moutons, entre quatre et vingt-deux ; mais seulement un résident en a plus de treize (ADMe L458). Les troupeaux de vaches semblent être identiques à ceux de la plaine ; mais ceux des bêtes de trait et moutons sont bien plus réduits.

Manœuvres

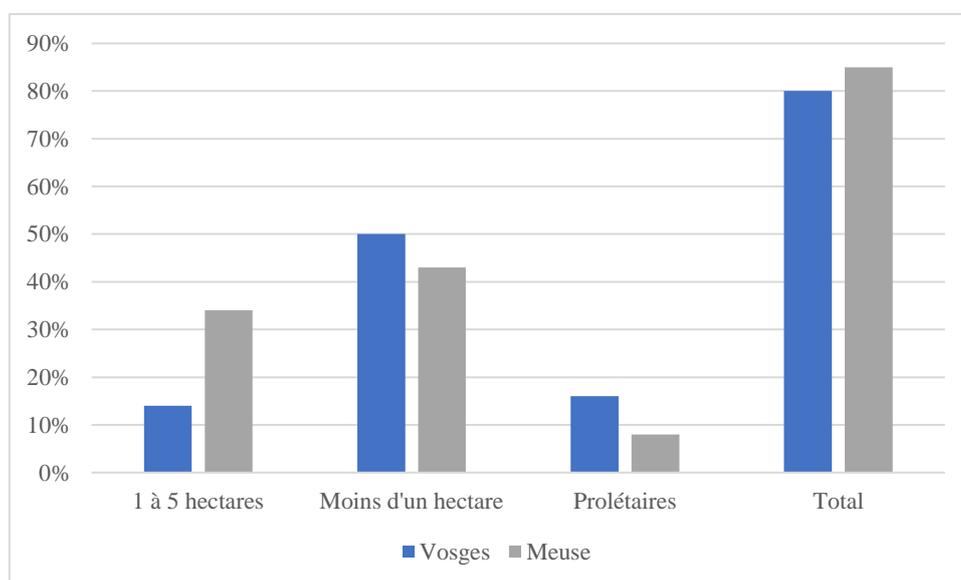
Le terme manœuvre provient du latin *manus* et *opera*, celui qui travaille avec ces mains. Il s'oppose au laboureur au niveau de l'attelage : il n'en possède pas. La couche supérieure des manœuvres est formée par les artisans : maréchaux-ferrants, menuisiers, charrons, cordonniers, entre autres. Nicolas François, tisserand à Lérouville, Meuse, exploite 2,7 hectares et élève quatre vaches. À Lignéville, Vosges, Claude Noir, cordonnier, cultive 1,2 hectares. Ils possèdent, habituellement, un petit nombre de brebis, chèvres, porcs et volailles. Suivent les agriculteurs qui exploitent 1 à 5 hectares. Charles Vincent, vigneron à Chauffecourt (Vosges), élève trois bêtes (ADV Edpt 99 1D1). Jean Sarigny, vigneron de Juvaincourt, deux vaches et douze bêtes blanches (brebis et chèvres, ADV Edpt 262 1D2). Gérard Brunet, manœuvre à Lérouville (Meuse), au moins une vache (ADMe L458). Finalement, à la base de la pyramide sociale, les exploitants de moins d'un hectare et les prolétaires. Vignerons, manœuvres, domestiques ; mais aussi fileurs, brodeuses et dentellières. Dans le meilleur des cas, ils élèvent une vache mais habituellement, c'est plutôt un ou deux brebis, une chèvre ou un porc (ADMe L458 ; ADV Edpt 99 D1, Edpt 262 BB1).

Hormis les artisans, tous ceux qui cultivent moins de cinq hectares doivent compléter leurs revenus avec un salaire. L'industrie textile rurale, montée sur le *verlag system* profite de ces travailleurs (Kriedte et al., 1986 ; Mayaud, 1999 ; Mendels, 1972). Les marchands urbains parcourent les campagnes, ils distribuent des matériaux et

recoltent les produits terminés qu'ils payent à la pièce. En 1789, dans les rôles d'habitants de la Meuse, les tisserands sont bien plus nombreux que ceux identifiés comme manœuvres tout court. Les femmes, quand elles apparaissent (soit qu'il s'agit d'une veuve, soit qu'il s'agit d'une jeune fille non mariée) et leur profession est spécifiée, c'est presque toujours la même : dentellière⁴⁶. Cette industrie est supportée par le travail des femmes (Gérard et Peltre, 1978)⁴⁷.

Pendant l'été, quand la moisson exige la mobilisation de toute la main d'œuvre disponible, les travaux non agricoles s'arrêtent (Magnac et Postel-Vinay, 1997). Les laboureurs embauchent des manœuvres avec l'intention de moissonner le plus vite pour éviter les inconvénients qui peuvent produire les orages, les vents et les pluies. Le salaire se paye soit à la tâche, soit à la journée. Le reste de l'année, les domestiques et quelques salariés occasionnels couvrent les besoins des grandes exploitations. Privés d'animaux de trait, les manœuvres travaillent dans les exploitations des laboureurs en échange du labourage de leurs propres terres. Selon Kritsman (1984), ceci constitue une relation salariale déguisée. Dans le village, le laboureur est la principal offrant de travail.

Graphique 1. Population de manœuvres dans les Vosges et la Meuse en 1789



Sources : ADMe ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380-207 ; ADV Edtp 43 1G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6 ; AN F20 17-20.

⁴⁶ Au deuxième rang : fileuse.

⁴⁷ La dentelle n'est pas exclusive des secteurs les plus appauvris de la société rurale : les femmes des laboureurs les confectionnent aussi. Naturellement, la coercion est différente selon le niveau social.

Bien entendu, les manœuvres conforment le secteur le plus nombreux de la société rurale : 80 à 88 %. Les différences entre la vallée et la plaine s'expriment à l'intérieur de ces pourcentages. À Lérouville, Meuse, le 34 % des habitantes cultive entre un et cinq hectares, le 43 % moins d'un hectare et le 8 % sont des prolétaires purs (ADMe ED 214 181). Dans le bailliage de Mirecourt, seulement le 14 % exploite entre un et cinq hectares, le 50% cultive moins d'un hectare et le 16 % est dépossédé. Dans la Moselle, la documentation ne permet pas de réaliser une évaluation précise mais une situation identique à celle du Xaintois semble vraisemblable⁴⁸.

* * *

Vers 1789, derrière l'apparente monotonie de la Lorraine céréalière d'*openfield* nous retrouvons des contrastes. La propriété paysanne et les petites et moyennes exploitations caractérisent la campagne de la vallée de la Meuse. Dans le plateau, la propriété des privilégiés est plus vaste et les exploitations de plus de 20 hectares dominent la production agricole. Pourtant, au niveau des forêts, le plateau diverge. Les bois communaux, très étendus dans le Xaintois (et dans la vallée de la Meuse), sont plus rares en Moselle. Dans les trois régions, les manœuvres constituent la plus grande partie de la population. Pourtant, dans le plateau ils sont plus pauvres : les deux tiers d'entre eux cultivent moins d'un hectare. Dans la vallée de la Meuse les exploitants d'un à cinq hectares sont bien plus nombreux.

⁴⁸ Dans la Haute-Marne les prolétaires représentent le 18 % de la population (Clère, 1988).

CHAPITRE 7. BIENS COMMUNAUX

I. BIENS COMMUNAUX EN LORRAINE

Propriété et jouissance

La notion de biens communaux cache (au moins) une différence juridique : qui est le propriétaire (Vivier, 1998) ? Dans la Bretagne, en Flandres et dans le centre de la France le seigneur est formellement reconnu comme le propriétaire. Dans le midi, la Bourgogne, l'Alsace ou le Franche-Comté, par contre, l'aphorisme « nul seigneur sans titre » s'étend aux communaux et, en absence de titres, ce sont les communes qui sont reconnues comme propriétaires. Dans la Champagne, la Normandie ou la Lorraine, les coutumes sont muettes à cet égard (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783 ; *Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701 ; *Coutumes du bailliage de Saint-Michel*, 1762 ; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730). Le tiers-denier pourrait suggérer une concession originaire de la noblesse envers les roturiers mais, comme nous l'avons démontré, le droit n'est pas vraiment ancien. En 1775, l'intendant La Galaizière considère que les communes sont les propriétaires authentiques des communaux (AN H1486). En Lorraine, la propriété des communaux n'est pas définie par écrit, mais la présomption est favorable aux communes (Cabourdin, 1977 ; Lacoste, 1954 ; Peltre, 1975, 1978).

Au-delà de la propriété, la jouissance n'est pas toujours la même. En Alsace, le communal est réservé à ceux qui portent le statut de bourgeois (Boehler, 1994). En Bretagne, seulement les propriétaires peuvent y accéder. Au nord, par contre, c'est la résidence qui concède le droit de jouissance (Vivier, 1998). À nouveau, dans la Lorraine historique, les coutumes n'établissent rien à ce sujet. Par contre, elles concèdent le droit de vaine pâture aux résidents. La « Vaine pâture s'entend en chemins, prairies dépouillées après la première ou la seconde faux, terres en friche, bois et autres héritages non ensemencés et ouverts... » (cité par Cabourdin, 1977, p. 277)⁴⁹. Non ensemencés et ouverts, les communaux sont donc soumis au pâturage des habitants.

⁴⁹ Cfr. *Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 69. Toutes les coutumes en usage dans la Lorraine historique présentent des articles similaires (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 98-99 ; *Coutumes du bailliage de Saint-Michel*, 1762, p. 48 ; *Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 325 ; *Coutumes de Vitry le François*, 1676, p. 287).

Nature des communaux

Au XVIII^{ème} siècle, les communaux lorrains, très étendus, consistent surtout en forêts (Vivier, 1998). Mais les terres, pâturages, prairies et autres (bâtiments, chènevières, carrières) occupent aussi une place importante.

Forêts mises à part, les *pâquis* sont les plus vastes. La destination est, bien entendu, le pâturage. Les coutumes, nous l'avons vu, ne régulent pas son usage ; c'est le régime agraire qui le détermine. Maurice Lacoste (1951) expose que cet espace est pâturé pendant le printemps quand les prairies sont fermées, les jachères soumises aux labourages et les réserves de foin sont épuisées. Depuis mars jusqu'au début juillet, le communal offre ses pâturages aux troupeaux⁵⁰. Ce sont donc ceux qui élèvent le plus grand nombre d'animaux, laboureurs, bouchers et seigneurs, qui profitent le plus des communaux. Les manœuvres qui ont à peine quelques têtes de bétail et qui peuvent se passer des communaux grâce aux forêts et l'herbe des chemins n'obtiennent pas grande chose avec ce mode d'exploitation.

Quelques communes possèdent des prairies. Il s'agit de terres de bonne qualité mais, la plupart des fois, de taille réduite et peu adéquates pour le pâturage collectif. L'affermage pour une ou plusieurs années est le moyen d'exploitation. Mais si les prés le permettent, les communes peuvent choisir. En 1788, l'assemblée villageoise de Vignot (Meuse) informe qu'elle possède 3,5 hectares de prés qui sont soit affermés, soit laissés au pâturage collectif (ADMe ED 425 90). Dans les deux cas, les gagnants sont les mêmes : les laboureurs qui afferment (le seigneur prend le tiers du fermage) ou qui nourrissent gracieusement leurs troupeaux. Parfois, les communaux sont en nature de labours. Soumis à l'assolement triennal, ils sont loués pour trois, six ou neuf ans. Dans les Vosges, en 1772 Saint-Prancher afferme 3 hectares de labours tandis que Frenelle-la-Grande offre en fermage 28,5 hectares (AN H1489). Chènevières et jardins, peu habituels, sont également loués et occupent, bien entendu, des surfaces réduites.

Des biens convoités

Au XVIII^{ème} siècle, les communaux ont mauvaise presse. Selon le député Jean-Baptiste Aveline : "Ils présentent presque partout, l'image de la misère et de la stérilité" (Bourgin, 1908a, p. 337). Nous retrouvons la même opinion dans la voix de Nicolas

⁵⁰ La date de fermeture des prairies varie selon les coutumes. Voir chapitre 8.

Humbert, conseiller au département des Vosges et laboureur vittellois qui pense que les pâquis « [...] sont à la Saint Jean aussi stériles qu'au mois de janvier... » (*Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges*, 1889, tome 9, p. 313). Mais il n'est pas difficile de rencontrer des visions contraires. En 1775, un mémoire produit par le Parlement de Nancy soutient que « Ces communes [...] sont la base de notre agriculture... » (AN H1486). Les parlementaires exposent que les communaux donnent un soutien indispensable pendant le printemps.

Stériles ou indispensables ? Paradoxalement, ceux qui considèrent que ces terres sont stériles pensent que si elles sont partagées, elles soutiendront la croissance de la production agricole (Vivier, 1998). Conquis par les idées physiocratiques, l'État essaye de réformer le mode d'exploitation des communaux. Dans les Trois-Evêchés, un édit passé en 1769 autorise le partage des communaux en portions égales, ménagères, inaliénables et héréditaires exclusivement en ligne directe. Si un résident quitte son village, il perd son lot. En 1771, La Galaizière essaye de répliquer cet édit dans la province de Lorraine. Il échoue : le Parlement de Nancy refuse de l'enregistrer⁵¹. Désormais, toute tentative de partage, pour être formalisée, doit obtenir une autorisation *ad hoc* de l'intendant.

II. LES COMMUNAUX DANS LE BAILLIAGE DE MIRECOURT

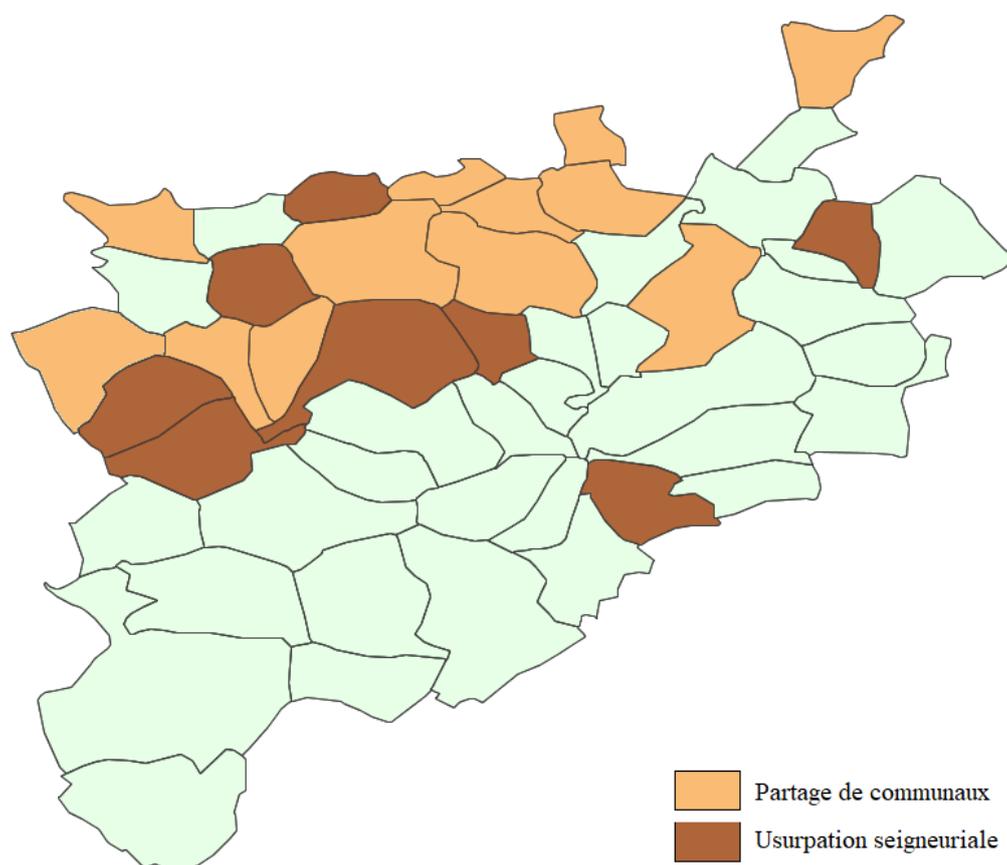
Offensives contre les communaux

La valorisation de la terre impulse les usurpations, légales ou non. La noblesse utilise son droit de tiers-denier, ce qui peut être accompagné d'un partage, mais pas nécessairement. Les seigneurs obtiennent de la part des tribunaux la reconnaissance de leur droit sur le tiers des communaux (Clère, 1988 ; Vivier, 1998). Mais les manœuvres sont intéressés au partage et ils exécutent quelques-uns (Bourgin, 1908b ; Lacoste, 1951). Aux moins vingt villages sont concernés par des opérations de partage ou usurpation seigneuriale. Presque la totalité se situe au nord du département, en cohérence avec les postulats de l'historiographie qui soutiennent que la plaine liasique est l'épicentre du phénomène (Lacoste, 1951 ; Vivier, 1998). Il est possible que quelques villages que notre

⁵¹ Marc Bloch (1930a, 1931) suggère que comme l'édit prévoit également la suppression du parcours, la noblesse s'oppose parce qu'elle profite de ce droit (voir chapitre 5). En plus, l'édit accorde le tiers-denier seulement aux seigneurs haut justiciers. À ces motifs, Nadine Vivier (1998) ajoute la rivalité entre le Parlement et La Galaizière.

carte présente comme ayant souffert une usurpation aient traversé aussi un partage. Le panorama que nous donnons doit donc être pris comme un minimum⁵².

Carte 2. Appropriations seigneuriales et partages de communaux dans le bailliage de Mirecourt vers 1789



Sources : ADV B662, Edpt 43 1N4, Edpt 57 1D1, Edpt 99 1D1, Edpt 189 1D1, Edpt 262 BB1, Edpt 364 1N1, Edpt 434 1N2 ; AN H1489 ; Martin, 1928 ; Rothiot, 1999.

Quel est le poids de ces appropriations en termes de superficie ? À Bettoncourt, le seigneur usurpe 13 hectares ; 15 hectares à Blémerey (ADV Edpt 57 1D1 ; Martin, 1928). À Dombasle-en-Xaintois et à Frenelle-la-Grande, 17 hectares, 20 à Saint-Menge et 31 hectares à Poussay (ADV Edpt 364 1N2, Edpt 434 1N2 AN H1489 ; Rothiot 1998). Nous retrouvons des cas plus modestes : cinq hectares ou moins à Juvaincourt, Frenelle-la-Petite et Saint-Prancher (ADV Edpt 262 BB1, Edpt 189 1D1 ; AN H1489). Ces valeurs

⁵² Jean-Paul Rothiot (1999), sur la base d'un mémoire signé par les laboureurs de vingt-neuf communes des bailliages de Mirecourt et Vézelize, estime qu'au moins dix-sept communes du bailliage vosgien ont partagé leurs communaux.

Tableau 8. Biens communaux (non boisés) dans le bailliage de Mirecourt 1789-1791 (en hectares)

	Labours	Prés	Pâquis	Biens communaux (total)	Communaux/SAU*	Biens communaux/prés (données cadastrales**)	Pâturages communaux/prés (données cadastrales**)
Baudricourt***	-	-	-	57	18 %	190 %	-
Bazoilles-et-Ménil	0,4	0,4	11	11,8	3 %	24 %	22 %
Blémerey	30	0	6	36	17 %	92 %	15 %
Boulaincourt	4	1	21	26	11 %	52 %	42 %
Chauffecourt	0,5	0,6	9	10,1	8 %	51 %	45 %
Domjulien	0	0	31	31	5 %	33 %	33 %
Frenelle-la-Grande	35	0	16,3	51,3	11 %	61 %	19 %
Frenelle-la-Petite	3	0	44	47	15 %	90 %	85 %
Gircourt-lès-Viéville	0	0	23	23	3 %	37 %	37 %
Juvaincourt	0	1,1	94	95,1	13 %	109 %	108 %
La Neuveville-sous-Montfort	0	0	102	102	32 %	300 %	300 %
Lignéville	2	0	8	10	1 %	12 %	9 %
Marainville	0	2	7	9	2 %	16 %	13 %
Mattaincourt	0	0,2	50,5	50,7	10 %	78 %	78 %
Mirecourt	0	0,4	107	107,4	18 %	117 %	116 %
Oëlleville	16	0	82	98	14 %	151 %	126 %
Pont-sur-Madon	0	0	27	27	10 %	66 %	66 %
Poussay	56,4	0,6	24	81	11 %	90 %	27 %
Remoncourt	0	0	105	105	10 %	87 %	87 %
Repel	0	0	54	54	19 %	142 %	142 %
Rozerotte	0	0	40	40	8 %	55 %	55 %
Saint-Menge	2	2	31	35	8 %	81 %	72 %
Saint-Prancher	4	0	34	38	10 %	83 %	74 %
They-sous-Montfort	0	0	184	184	26 %	182 %	182 %
Totainville	0	0	76,7	76,7	19 %	113 %	113 %
Vroville	0	0	31	31	8 %	74 %	74 %
Total	153,3	8,3	1218,5	1437,1	11 %	88 %	75 %

*SAU : Superficie agricole utilisée

**Les cadastres ont été produits entre 1821 et 1840. La plupart, 1834-1835.

*** Nous renseignons seulement la superficie totale, les données précises manquant.

Sources. Biens communaux : ADV 1C135, Edpt 43 1G10, Edpt 59 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 189 1G7, Edpt 205 1N1, Edpt 262 1D1, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1N2, Edpt 364 1G11, Edpt 396 1N2, Edpt 396 1D1, Edpt 434 1G6, Edpt 484 1N1, 23Q 18, 11 T 25 246 (reproduction de 1889 des procès-verbaux d'Oëlleville, disparus), 11 T 28 286, 11 T 32 373 ; AN H1489 ; Martin, 1928 ; Rothiot, 1998. Données cadastrales : ADV Edpt 99 1G3, Edpt 262 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 339 1G1, Edpt 361 1G2, Edpt 364 1G3, Edpt 396 1G4, Edpt 434 1G2, 3P 746, 3P 768, 3P 915, 3P 1493, 3P 1838, 3P 1844, 3P 1894, 3P 1966, 3P 2935, 3P 2499, 3P 2605, 3P 2732, 3P 3372, 3P 3475, 3P 3938, 3P 4007, 3P 4291.

donnent une idée de la surface partagée. À Blémerey, 30 hectares et 34 hectares à Dombasle-en-Xaintois et Frenelle-la-Grande. Quatre hectares à Saint-Prancher et une dizaine à Juvaincourt. Les lots sont parfois considérables : plus d'un hectare à Dombasle-en-Xaintois, presque deux hectares à Blémerey AN H1489 ; ADV Edpt 262 BB1 ; Martin, 1928). À Frenelle-la-Grande, les lots ont 32 aires et une dizaine d'aires à Juvaincourt et Saint-Prancher.

Ces partages se réalisent dans un cadre de précarité juridique ; parfois ils obtiennent la validation de l'intendant. Mais d'autre fois, la formalisation n'est jamais demandée (Oëlleville, Marainville, Juvaincourt). À l'exception du tiers du seigneur, la propriété n'est pas transmise.

Étendue des biens communaux vers 1789

Les communaux non boisés occupent le 11% de la superficie agricole utilisée dans le bailliage de Mirecourt (tableau 8). En superficie, les pâquis représentent les trois quarts des prairies. Les labours, qui avancent par le biais du fermage ou du partage, occupent encore une place marginale mais exposent la potentialité de conversion. Ce patrimoine sera gonflé pendant la Révolution avec la récupération des tiers usurpés.

III. LES COMMUNAUX EN MOSELLE

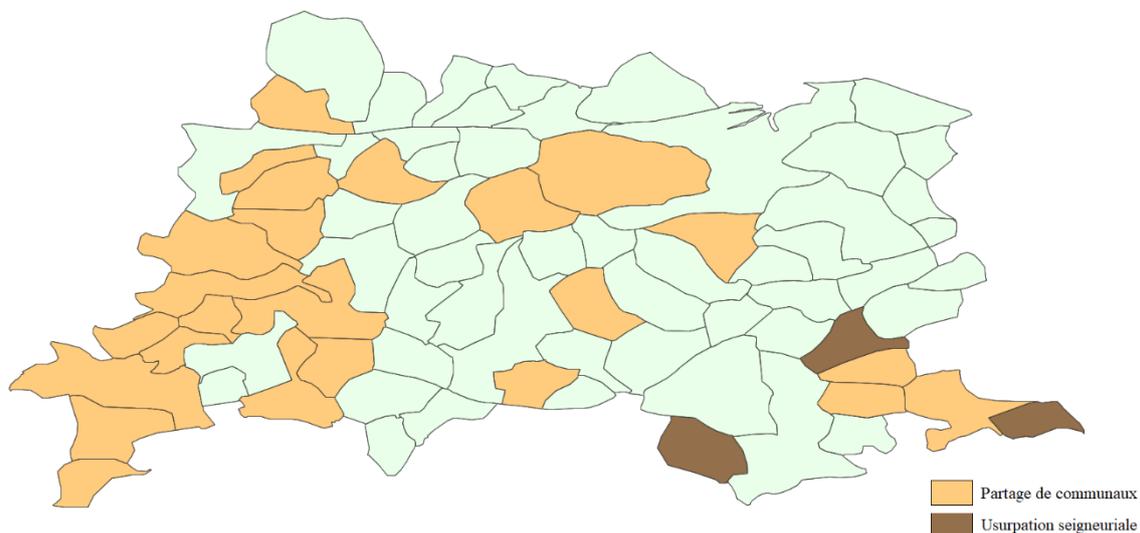
Les partages prérévolutionnaires

Dans la Moselle, après 1769, deux normes juridiques sont en vigueur. Dans les Trois-Evêchés, le partage peut être légalement réalisé par volonté exclusive du village. Dans la Lorraine, pour formaliser le partage, l'assemblée doit obtenir l'accord de l'intendant.

Au nord-est du plateau lorrain, au moins un tiers des villages a partagé ses communaux avant la loi du 10 juin 1793. Les procédés se concentrent là où les forêts occupent la moindre place. Il s'agit aussi des régions où la grande exploitation a fait les plus grands progrès. Il faut remarquer l'incidence relative de la législation. Le tiers des villages qui ont partagé sont lorrains ; seulement deux d'entre eux ont obtenu l'aval de l'intendance. En 1771, La Galaizière insiste sur le besoin de passer un édit pour la Lorraine vu que des nombreuses communes partagent leurs communaux sans cadre légal (AN H1489). Un demi-siècle plus tard, les autorités du département de la Moselle

postulent que les modalités de partage envisagées par l'édit de 1769 se sont propagées de fait par tout le département (ADMo 1O120).

Carte 3. Usurpations seigneuriales et partage des communaux en Moselle vers 1789



Sources : AN D XIV 7, H1489 ; ADMo 55ED 1G1-3, 541ED 4D1, 1O120, 1O121, 1O123, 1O124, 1O126, 1O137 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907.

Les données concernant l'étendue des terres distribuées n'abondent pas. À Tragny, 22 hectares partagés entre quarante-huit ménages, un demi-hectare par lot (ADMo 1O137). À Bambiderstroff, 7 hectares entre cent-cinquante foyers, à peine quatre ou cinq ares par lot (ADMo 1O123). Les sources sont aussi peu généreuses vis-à-vis des superficies totales des communaux mosellans. Jean Peltre (1708) estime, pour l'année 1708, que les communaux couvrent le 11 % du sol départemental. En 1802, les calculs du préfet Colchen, un peu confus, réduisent la superficie des communaux au 4 % à 6 % du sol ou au 6 % au 8 % de la superficie agricole utilisée⁵³. Nous savons, grâce au travail de Jean Peltre, que l'orient départemental (Bitche) est dépourvu de communaux non boisés. Vers 1837, les communaux occupent dans le territoire des anciens bailliages de Vic et Boulay le 5 % de la superficie agricole utilisée (ADMo 1O142-144). Avant 1813 ils étaient, évidemment, plus importants (Contamine, 1932). Il semble judicieux penser à une étendue similaire à celle du Xaintois, soit environ la dixième partie de la superficie agricole utilisée.

⁵³ Le préfet réalise son calcul sans inclure les pâquis (il pense seulement aux labours et prairies communales). La valeur supérieure inclut aussi les pâturages.

IV. LES BIENS COMMUNAUX DANS LE BAILLIAGE DE COMMERCY

Dans le bailliage de Commercy il n'y a presque aucune trace de partages pré-révolutionnaires ; pas d'homologations de la part du Parlement de Nancy (AN H1489). En 1792, à l'occasion des débats touchant la loi de partage, le département se limite à envoyer un mémoire présenté à l'assemblée provinciale en 1787 (Bourgin, 1803). Seulement le village de Vertuzey réalise en 1788 un lotissement d'une partie de ses biens (ADMe 2O1278)⁵⁴. Comme dans la Moselle, les données relatives à l'étendue des communaux ne sont pas vraiment nombreuses.

Tableau 9. Biens communaux dans quelques villages du bailliage de Commercy (en hectares)

	Labours	Prés	Pâquis	Biens communaux (total)	Communaux/SAU	Pâturages communaux/prairies (données cadastrales)
Commercy	5,4	7,6	?	?	?	?
Lérouville	0,1	3,4	83	86,5	8 %	74 %
Sorcy-Saint-Martin	0	0,7	116,5	117,2	8 %	25 %
Vertuzey	0	0	48	48	10 %	34 %
Vignot	0	5,6	?	?	?	?

*Les cadastres ont été élaborés entre 1810 et 1833.

Sources : ADMe ED 214 53, ED 380 207, 1O174, 2O1143.

En Meuse, les prairies communales semblent plus courantes que dans la plaine, pourtant, les labours son vraiment rares. L'absence de partages est à l'origine de cette particularité. Les procédures de tiers-denier touchant des portions de terre ne semblent pas non plus être très nombreuses (affirmation qui n'est pas valide pour ce qui concerne le produit des forêts)⁵⁵. En superficie, les pâturages communaux meusiens sont un peu moins étendus qu'en plaine, ce qui s'explique par la forte extension des forêts communales. Face aux prairies privées, les pâturages communaux semblent occuper une place moins importante que celle du plateau. Pourtant, comme nous l'avons remarqué, les privilégiés possèdent une partie importante des prairies meusiennes ce qui pondère l'importance du communal.

⁵⁴ Au nord de la Meuse, Henry Evrard ne retrouve pas des traces de partages pré-révolutionnaires

⁵⁵ Nous avons retrouvé un seul cas, celui de Sorcy-Saint-Martin, où les bénédictins usurpent une vingtaine d'hectares vendues comme biens nationaux en 1791 : elles ne retournent jamais à la commune (ADMe 2O1143, Q300).

V. BIENS COMMUNAUX LORRAINS EN PERSPECTIVE

Superficies comparées

Les communaux non boisés occupent, dans les trois départements, entre le 7 % et le 11 % de la superficie agricole utilisée. Avec les forêts, le chiffre monte au 16 ou 17 % de la superficie totale. Nadine Vivier (1998), récupérant les calculs des agronomes du XVIII^{ème}, évalue la superficie totale des communaux au dixième de la superficie agricole utilisée ou au seizième de la surface totale. Gérard Béaur (2000), plus critique avec ces valeurs, propose de les retenir comme ordre de grandeur.

Dans le Nord, Georges Lefebvre (1924) parle d'un 5 % ou 6 % pour le patrimoine de la Couronne et communes confondu. Dans l'Artois, Jean-Michel Sallman (1976) évalue l'étendue des communaux à un peu plus de 1 % en 1789. Dans la Picardie, Florence Gauthier (1977) postule qu'une commune sur deux n'a pas des biens propres et que, parmi celles qui en possèdent, les deux tiers n'excède pas les 40 hectares. En Normandie, Antoine Follain (2008) nous présente un communal archétypique d'une douzaine d'hectares, avec des valeurs considérablement supérieures dans la vallée du Seine. Pour la Haute Normandie, Guy Lemarchand (1989) ne trouve pas plus du 0,5 % du sol. À l'ouest, en Touraine, région de transition entre l'*openfield* et le bocage, Brigitte Maillard (1999) estime que, avant la Révolution, le patrimoine des communes atteint le 25 % du sol, landes et pâtis occupant le 10 %⁵⁶. Dans la Beauce et l'Île-de-France, les communaux ont pratiquement disparu en 1789 (Béaur, 2000). À l'est, dans la Champagne, Jean-Jacques Clère (1988) montre que les communaux couvrent le 17 % du sol. À Bar-le-Duc, Meuse, Alphonse Schmitt (1908) l'estime au 2 %, très loin de nos calculs. Au nord de l'Alsace, forêts incluses, les communaux ne représentent jamais plus du 10 % du sol, habituellement, pas plus du 2 %. Mais à l'ouest, sur les Vosges, les communaux sont très vastes : parfois plus du 50 % du sol. Au sud, 20 % et plus (Juillard, 1953). La Lorraine, bien pourvue en communaux, ne s'éloigne pas du sud alsacien ou de la Champagne.

Offensives continentales

⁵⁶ Quelques kilomètres à l'ouest, à l'Anjou, région de bocage, les communaux occupent entre le 1,5 % et le 3 % du sol (Lemoine-Maulnu, 2009).

Le recul des communaux déborde les frontières de la France (Demélas et Vivier, 2003). Au sein de l'hexagone, les usurpations seigneuriales sont courantes un peu partout. Dans le Nord, elles semblent s'intensifier dans le dernier tiers du XVIII^{ème} siècle (Lefebvre, 1924). Parfois, les appropriations seigneuriales sont accompagnées d'un partage, habituels avant la sanction de l'édit qui les autorise en 1777. En Artois, des douze mil hectares qui forment le patrimoine des communes en 1773, les seigneurs usurpent environ cinq mil hectares dans les décennies qui précèdent la Révolution. De ce qui reste, un tiers est partagé. Les parcelles, héréditaires mais inaliénables, ont entre 10 ares et plus d'un hectare (Sallman 1976, 1977). Dans la Picardie, une commune sur quatre souffre une usurpation (Gauthier, 1977). Moins d'un dixième de ces appropriations se fait par le biais du triage. Il n'y pas, dans cette région, des partages avant 1789. Par contre, dans le Soissons, Guy-Robert Ikni (1985) compte vingt-huit lotissements avec triage au profit du seigneur.

En Bourgogne, Pierre de Saint-Jacob dépeint la pratique disparitions des communaux à partir du XVII^{ème} siècle et surtout de 1766 (Saint-Jacob, 1947, 1960). Comme dans la Picardie, malgré la législation favorable, les partages sont rares. Dans la Haute-Marne, plus d'une centaine de villages supporte une usurpation seigneuriale (Clère, 1988). Dans ce département, les partages prérévolutionnaires sont rares. Dans la Meurthe, Maurice Lacoste (1953) énumère soixante-quatorze partages avec tiers-denier, ce qui représente la dixième partie des communes du département. En Alsace, les partages sont fréquents au nord et au long du Rhin. Le seigneur n'obtient pas toujours le tiers : même si la législation permet d'émuler le triage, les communes parviennent à se défendre. Ces partages sont parfois très anciens, du XVI^{ème} siècle. Cependant, ils gagnent de la force au XVIII^{ème} mais pas nécessairement comme conséquence de l'édit de 1774 (Boehler, 1994 ; Juillard, 1953).

Usurpations, partages et législation

L'offensive contre les communaux est évidente sur le plan législatif. Les édits sont, pourtant, spécifiques : une grande partie du royaume n'en sanctionne pas. Les usurpations ne semblent pas requérir du cadre normatif, pourtant celui-ci les favorise. Dans la Lorraine, les appropriations les plus remarquables se font toujours par le biais du tiers-denier. Néanmoins, la législation ne suffit pas, comme l'illustre le cas du bailliage de Commercy où celles-ci sont rares, voire inexistantes. Plus que la loi, c'est l'action des involucrés qui permet de comprendre l'ampleur du phénomène.

Les partages ne réussissent pas, à quelques exceptions près. Flandres, Lorraine, Artois, Soissons, quelques cas dans l'Île-de-France et une partie de l'Alsace sont les seules régions où nous retrouvons des procédés. Dans presque tous les cas, les partages précèdent les édits. Dans la province de Lorraine, l'édit n'est jamais enregistré et les partages réalisés débordent les autorisations de l'intendant. Pourtant, dans quelques régions comme les Trois-Evêchés, les édits semblent accélérer le processus. Les normes s'adaptent donc à une pression sociale antérieure : les volontés de partage des manœuvres et d'élargissement du patrimoine des seigneurs. Là où ces volontés n'existent pas ou n'arrivent pas à s'imposer, les partages ne réussissent pas.

* * *

Les communaux, sont-ils indispensables ? Malgré les propagandistes, ils occupent encore une place importante dans le procès productif pendant le printemps. Pourraient-ils être remplacés par des prairies artificielles ? Théoriquement, oui, mais cela est loin d'être réalisé en 1789 (*Annuaire statistique du département de la Meuse*, 1803 ; Desgouttes, 1801 ; Marquis, 1804 ; Colchen 1802).

Est-ce qu'ils portent dans son sein le potentiel de transformation concédé par physiocrates, agronomes et, quelques siècles plus tard, marxistes de la voie paysanne ? Tant en Lorraine comme dans les autres régions où le partage rencontre quelque succès, les lots distribués sont petits, un hectare et demi au plus. Ceci permet de douter de son potentiel (Béaur, 2006 ; Jones, 1988 ; Vivier, 1998). Pourtant, il est vrai que pour les manœuvres, un demi hectare peut signifier la duplication de la superficie de son exploitation. Voilà pourquoi lentement, la culture déplace les pâturages.

Cependant, malgré le progrès timide des partages, dans la Lorraine historique les communaux demeurent en nature de pâturage. Ils représentent autour du dixième de la superficie agricole utilisée, valeur à peine inférieure à celle qui est commercialisée aux enchères publiques après l'expropriation du clergé. Certes, il est hors de doute que les communaux sont en moyenne des terres d'une qualité plus mauvaise que celle des biens nationaux. Mais ceci n'empêche pas qu'en 1789-1795, biens communaux et nationaux confondus, le cinquième du sol est convoité ou en vente.

CHAPITRE 8. USAGES COMMUNAUX

I. La vaine pâture

Nous avons déjà fait mention aux coutumes lorraines qui précisent les terrains qui sont soumis au pâturage collectif. Dans les terres de culture, comme l'a démontré Marc Bloch (1931), la vaine pâture est la conséquence du morcellement. Les champs allongés ne permettent pas l'usufruit individuel ; pour profiter du pâturage sur les chaumes et jachères la pratique collective s'impose. Cet espace est celui préféré pour le parcage des moutons et des chèvres (Cabourdin, 1977). Ces troupeaux engraisent les sols et détruisent les mauvaises herbes (Clère, 1982). Cette pâture ne dure pas longtemps : les labourages enterrent les herbes qu'y croissent (Lacoste, 1951 ; Meuvret, 1969).

Les prés sont fermés le 25 mars dans le pays qui suivent la coutume de Lorraine ou de la ville de Metz, le 23 avril dans ceux régis par celle des Trois-Evêchés (*Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701, p. 100 ; *Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 69 ; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, pp. 321-322)⁵⁷. Conclu le fauchage en juin, les prés sont ouverts aux troupeaux de la commune (et du seigneur). Les coutumes des Trois-Evêchés, Metz et Saint-Mihiel interdisent l'accès aux porcs. Même si les troupeaux blancs ne sont pas formellement exclus, normalement ils n'y pénètrent pas (Cabourdin, 1977). Les prairies sont, par excellence, la place de pâturage des animaux de grande taille : ruminants et chevaux (Meuvret, 1969 ; Moriceau, 1999).

La possibilité de fermer les prés à travers des procédures d'embannie est contemplée par les coutumes des Trois-Evêchés, Metz et Saint-Mihiel. Dans celle de la Lorraine, la concession est tacite. Elle n'est pas autorisée explicitement mais un article établit que, en cas d'en réaliser, la vente du produit est interdite (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783, p. 74)⁵⁸. Il n'y a pas, non plus, des grandes précisions autour de qu'est que comporte une embannie. Ajournement de l'ouverture, certes, mais après ça, quoi faire des regains ? Seulement la coutume de Metz sanctionne que ceux-ci reviennent au propriétaire si un titre écrit ainsi le stipule. Les autres coutumes gardent le silence à ce

⁵⁷ La coutume de Vitry-le-François établit une période de fermeture comprise entre le 15 février et début mars (*Coutumes de Vitry le François*, 1676, p. 287). Celle de Saint-Mihiel fixe des dates seulement pour les terrains riverains des pâquis (23 avril, *Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762). En 1729, une ordonnance du Duc de Lorraine abroge les dates précisées par toute autre coutume que celle de la Lorraine (*Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I*, 1734).

⁵⁸ Nous retrouvons la même interdiction dans la coutume de la ville de Metz (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730). Celles des Trois-Evêchés, Vitry-le-François et Saint-Mihiel sont muettes à cet égard.

sujet, ce qui nous renvoie à l'article originel : la vaine pâture est un droit de tous les habitants qui se pratique sur les terres dépouillées de leur fruit. Les prés fauchés donc doivent être pâturés par le troupeau communal, l'embannie seulement ajournant l'ouverture.

La vaine pâture réciproque entre villages, le parcours, est une concession universelle dans le Duché de Lorraine (Cabourdin, 1977). Les coutumes de Lorraine, les Trois-Evêchés, Saint-Mihiel et Vitry-le-François l'affirment dans le même article qui traite de la vaine pâture. C'est donc une extension de ce droit. Dans les communes qui suivent la coutume de Metz, le parcours n'est pas de droit commun : un titre écrit doit l'accorder (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730, p. 316). Ceci limite l'exercice de ce droit dans les villages lorrains ou évêchois qui limitent avec ceux régies par la coutume de Metz.

Clôtures

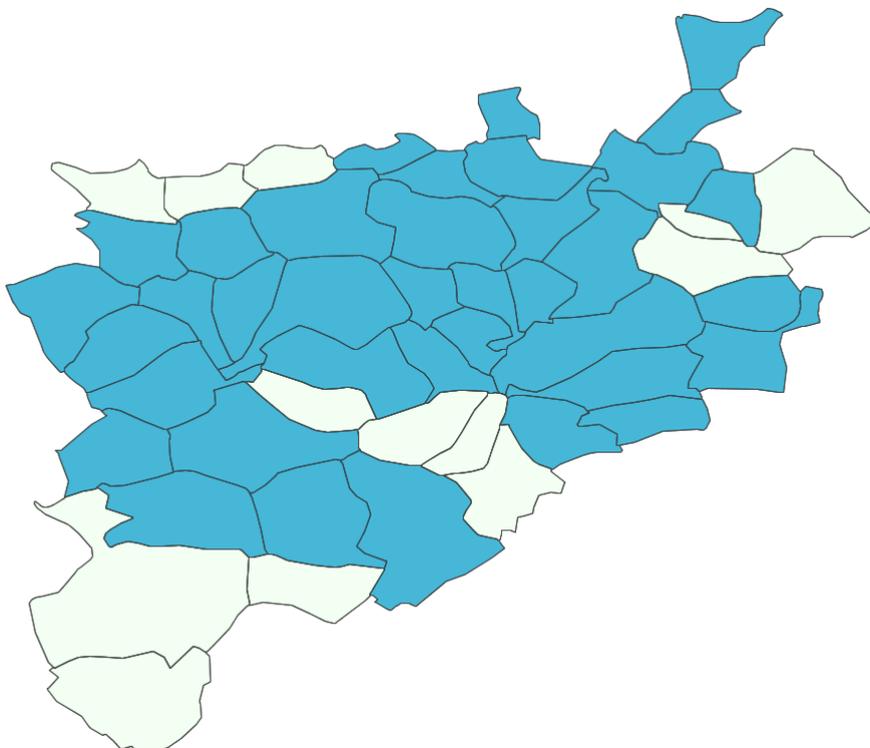
Le morcellement des propriétés empêche la fermeture d'une grande partie des terres (Bloch, 1931 ; Hoffman, 1996). Parfois, des défrichements récents formant des parcelles plus larges échappent à ce mandat ; il s'agit surtout de propriétés des privilégiés (Guyot, 1887 ; Mathis, 2009). Mais le plus habituel est de retrouver des prés qui peuvent être clôturés. Dans le duché de Lorraine, un édit de 1767 autorise ces procédés ; dans les Trois-Evêchés l'édit date de 1768 et inclut l'interdiction du parcours. Vers 1789, les clôtures se sont multipliées dans la Lorraine (cartes 3, 4 et 5).

Dans la Meuse et la Moselle, les clôtures se répandent sur environ le 40 % des communes tandis qu'à Mirecourt, presque toutes les communes sont affectées⁵⁹. Il s'agit, dans presque tous les cas, de prairies clôturées. Le propriétaire expulse les troupeaux d'autrui de ses terres, conserve la deuxième herbe et continue à pâturer sur le finage. Dans la plupart des cas, il s'agit d'un noble, du clergé ou d'un bourgeois. Dans le bailliage de Commercy, un terrain anciennement destiné à la chasse du seigneur et fermé dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle (Dumont, 1843). À Jouy-sous-les-Côtes, le seigneur clôture 15 hectares, 8 à Sorcy-Saint-Martin (ADMe ED 380 207 ; AN D XIV 7). Plus modestes sont les clôtures de 2 à 3 hectares à Lérouville et Ménil-la-Horgne (ADMe Q575). Dans le bailliage de Mirecourt, le Domaine possède une clôture de 8 hectares à

⁵⁹ Il est possible que cette différence s'explique plutôt par un manque de sources dans les départements de la Meuse et la Moselle.

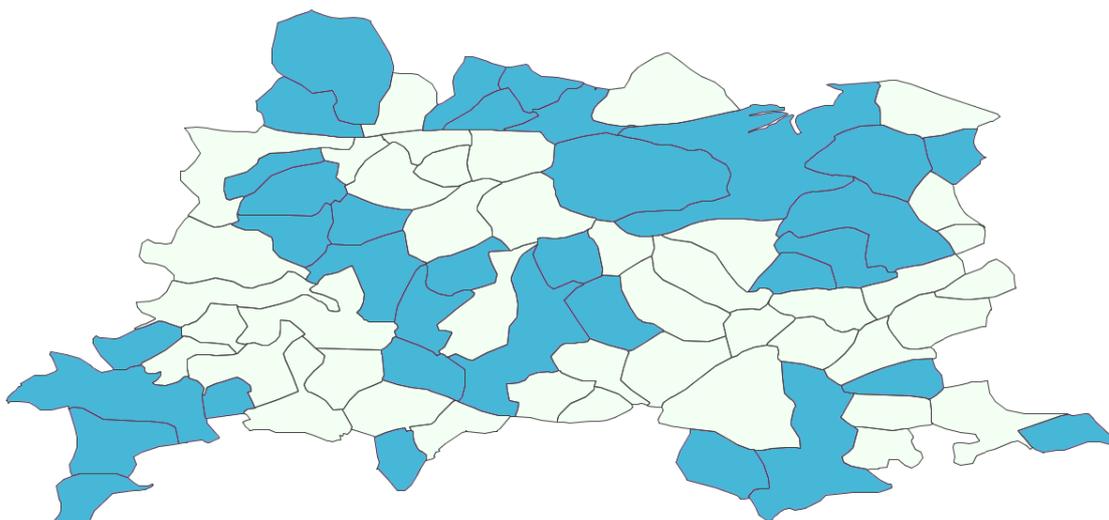
Vroville ; tandis qu'à Frenelle-la-Petite plusieurs clôtures du seigneur totalisent une dizaine d'hectares (ADV Edpt 189 DD1, Edpt 189 1G7).

Carte 3. Les clôtures dans le bailliage de Mirecourt en 1789



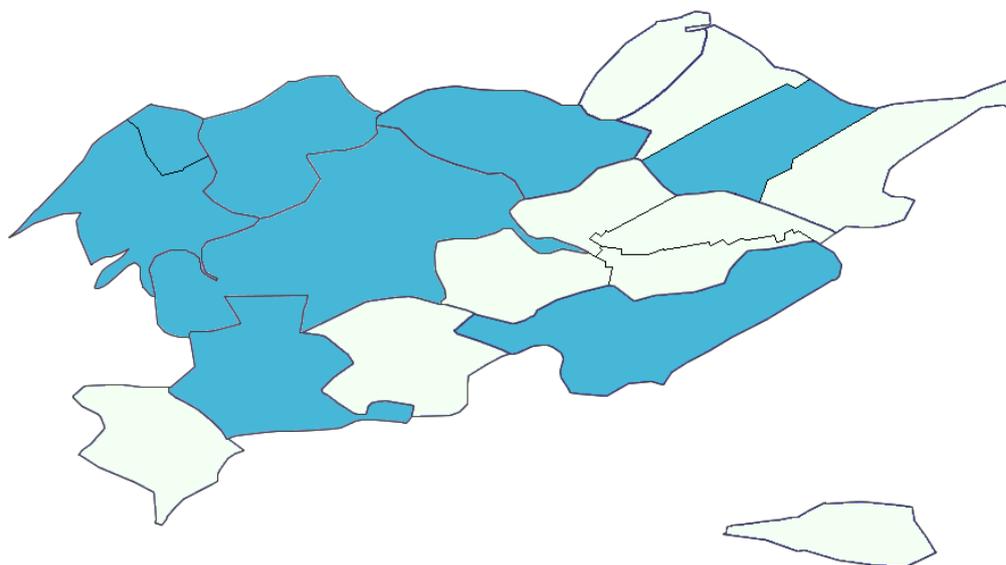
Sources : ADV B83, B661, B662, B663, B763, B764, B1832, B1871, B2639, Edpt 68 1G10, Edpt 189 DD1, Edpt 262 1G11, Edpt 297 BB1, Edpt 309 DD19, Edpt 364 1G11, Edpt 396 1G1, Edpt 537 FF1, 10Q6 ; Martin, 1928.

Carte 4. Les clôtures en Moselle en 1789



Sources : ADMo B6212, B6506 ; 55 ED 1G1-3, AN D XIV 7 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907.

Carte 5. Les clôtures dans le bailliage de Commercy



Sources : : ADMe Bp 4678, ED 425 90, Q307, Q575 ; AN D XIV 7 ; Dumont, 1843.

Dans la Moselle, à Saint-Avold, le clergé ferme plus de 12 hectares ; les fermiers du seigneur, environ 23 hectares et la bourgeoisie locale une dizaine (Schneider, 1998). À Petit-Tenquin, un rentier roturier clôture 6 hectares en trois lots (ADMo 541ED CC2). Parfois, ce sont des laboureurs qui ferment. A Pontpierre, plusieurs prés fermés de moins d'un hectare chacun (ADMo 553ED 1G1-3). Dans le Xaintois, des cas similaires à Boulaincourt et Poussay (ADV B1871, Edpt 364 1G11). Un peu plus importante (et peu habituelle) c'est la clôture qui réalise un laboureur mirecurtien sur 1,5 hectares (ADV B763). Ces initiatives paysannes sont bien moins nombreuses que celles des privilégiés et des bourgeois ; de même, elles impliquent toujours des surfaces plus réduites. À Saint-Avold, face aux 45 hectares fermés par les gros propriétaires, les laboureurs, voituriers et artisans en totalisent seulement 5 hectares.

Dater ces procédés n'est pas toujours facile. Nous retrouvons quelques cas antérieurs à l'édit de 1767. À Petit-Tenquin, le rôle d'impositions témoigne d'une clôture en 1750 (ADMo 541ED CC2). À Flérange, en 1762, un cheval est rapporté pour pâturage dans une clôture du Domaine (ADMo B9206). À Mirecourt, une déclaration de propriétés de Frenelle-la-Petite de 1758 fait mention à 6 hectares fermés (ADV Edpt 189 DD1). En 1764, une dizaine de bêtes sont sanctionnées pour pâturage dans une clôture du seigneur

(ADV B662). Des événements identiques, tous antérieurs à 1767 se registrent à Boulaincourt, Gemmelaincourt et Offroicourt (ADV B662, B88, B2634, Edpt 68 FF2). Cependant, à Saint-Avold, toutes les fermetures sont postérieures à l'édit de 1767 (Schneider, 1998). Les clôtures réalisées après l'édit sont nombreuses (ADMe Bp 4678 ; ADMo B6212, B6506, B9206 ; ADV B13, B83, B661, B663, B763, B1832, B2639, EDpt 297 BB1 ; AN D XIV 7). Comme dans la Haute-Marne, le Berry ou le Hainaut, les clôtures précèdent la loi qui les autorise ; cependant, celle-ci accélère les procédures (Béaur, 2000 ; Boch, 1930a, 1930b ; Clère, 1988).

Les clôtures sont très variées ; dans la Moselle les cas les plus modestes impliquent le 2 % du sol, les plus graves le 32 %. Dans le bailliage de Mirecourt, la fourchette est comprise entre le 2 % et le 19 % ; à Commercy, entre le 1 % et le 13 %. Ces chiffres sont révélateurs. Dans aucun cas nous pouvons parler de transformation des pratiques agricoles, pourtant, nous pouvons comprendre le mécontentement qui créent les clôtures et qui s'expriment très clairement dans les cahiers de doléances (Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1928)⁶⁰.

Les embannies

Jurisprudence et ordonnances

Pas toutes les prairies peuvent être fermées à des coûts raisonnables : ceci explique l'aspect limité de ce processus. Pour éviter ou au moins ajourner l'entrée des troupeaux dans un ou plusieurs cantons l'embannie est le seul recours. Elle peut être sanctionnée sur n'importe quel type de terre, pourtant, les prairies sont leur objet privilégié. Nous l'avons vu, les coutumes ne donnent pas de grandes précisions à cet égard. Guillaume de Rogéville (1985), parlementaire à Nancy, postule que l'embannie limite l'accès à certaines prairies aux bêtes de trait. Pour être valide, elle doit être approuvée par l'assemblée villageoise, compter avec l'aval du seigneur et être communiquée aux voisins qui ont droit de parcours.

L'historiographie a signalé, tant pour la Lorraine historique comme pour d'autres lieux, la multiplication d'ordonnances qui permettent la mise en réserve des prairies pour la production de regains (Bloch, 1930a ; Lacoste, 1951). Ceci implique la fermeture des

⁶⁰ Dans la Haute-Marne, le panorama est à peu près le même (Clère, 1988). Dans l'Alsace ou la Picardie, les clôtures semblent échouer d'avantage (Boehler, 1994 ; Gauthier, 1977). Par contre, en Bourgogne, les clôtures sont plus étendues (Saint-Jacob, 1960).

prés jusqu'après la deuxième coupe en septembre. Entre 1719 et 1789, au moins dix-sept décrets de ce type sont sanctionnés dans le Duché (et après 1766, la province) de Lorraine. Dans les Trois-Evêchés, aux moins quinze (tableau 10). Normalement, ces textes avancent des raisons naturelles : sècheresses, inondations, orages ou pluies excessives.

Tableau 10. Ordonnances qui autorisent la production de regains en Lorraine et les Trois-Evêchés

	1719	1723	1729	1731	1734	1741	1744	1746	1751	1752	1753	1758
Trois-Évêchés				X	X	X	X		X	X	X	X
Lorraine	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X
	1760	1762	1765	1766	1767	1776	1779	1781	1784	1785	1789*	
Trois-Évêchés	X	X	X		X				X	X	X	
Lorraine		X		X		X	X	X	X	X		

*En 1789 l'ordonnance applique exclusivement aux communes affectées par des inondations.

Sources : AN H1626 ; Bloch, 1930a ; *Suite de la Table chronologique des édits, déclarations, lettres patentes sur arrêts registrés au Parlement de Metz, ensemble des arrêts de réglemens rendus par ladite Cour et autres arrêts du Conseil*, 1769 ; *Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I*, 1733-1734 ; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1748-1766 ; *Recueil des édits et ordonnances de Lorraine*, 1772-1786.

Dans la Lorraine, la réserve est autorisée sur la moitié des prairies ; en 1776, ce seuil est augmenté aux deux tiers. Le partage est fixé dans les textes : le tiers au seigneur haut justicier (ou qui jouit du troupeau à part), le reste distribué en proportion aux chevaux, bœufs et vaches de chaque résident. Ceux qui possèdent des moutons, porcs, chèvres ou volailles sont exclus. Dans les Trois-Evêchés, dans presque tous le cas la limite est fixé aux deux tiers à l'exception de 1751 et 1752 quand elle est augmentée à la totalité des prairies. Le partage, qui lui aussi reconnaît le tiers aux seigneurs, est plus varié. Dans la plupart des cas, les laboureurs reçoivent une double portion et le reste des habitants une seule. À partir de 1734 la partie roturière est réorganisée : les propriétaires des prés prennent un tiers et le reste se partage comme à l'ancienneté⁶¹. En 1758, ceux qui ne possèdent pas d'animaux sont exclus. Ces ordonnances, donc, sont favorables aux gros propriétaires de troupeaux, nobles, certainement, mais laboureurs aussi⁶². Ils supposent une rupture avec l'ordre des coutumes.

⁶¹ En 1752, 1753 et 1789, les propriétaires remportent la totalité de regains produits sur leurs prés. En 1765 et 1785 ils prennent la moitié de la partie roturière en proportion à leurs prés.

⁶² Si nous nous guidons par ce que disent les ordonnances, le partage des regains est encore plus favorable aux propriétaires en Bourgogne. Dans le Béarn et dans une partie du Franche-Comté, les regains sont propriété de la commune (Béaur, 2000). En Picardie, ils doivent être mis aux enchères tandis qu'au Jura,

Embannies et embannies de semailles

Malgré les affirmations de de Rogéville, pas toutes les embannies impliquent l'exclusion de bétail des manœuvres pendant les semailles. Dans sa forme la plus élémentaire, l'embannie ajourne l'accès de tous les animaux par des motifs structurels. Situés sur une rivière ou proche du village, les prés sont parfois facilement accessibles (Blache et al, 1937). Mais il arrive qu'ils soient enclavés dans les labours. Si la saison est en jachère, pas de grands problèmes, mais lorsqu'elle est semée les prés deviennent inaccessibles. Pour éviter des dommages sur les grains, l'assemblée sanctionne l'embannie « pour conservation des grains » (ADV B1832). À Boulay, les rapports de police témoignent de cette sorte d'embannie en 1782 et 1784 ; à Flétrange en 1762 (ADMo B6212 ; B9206). En Meuse, nous les retrouvons à Chonville et Frémeréville en 1771 et à Vignot en 1790 (ADMe 59B7, ED 425 90). Plus éclairants sont les registres du bailliage de Mirecourt. À Saint-Menge, ces embannies sont réalisées tous les ans depuis au moins 1742, de même qu'à Domjulien et Remoncourt depuis 1750 et 1760 respectivement (ADV B661-663). À Gemmelaincourt, les registres (non continus) de la justice en font mention depuis 1726 (ADV B13, B83). Cette embannie est structurelle, évidemment très ancienne et quotidienne là où la morphologie des cultures l'impose ; elle altère seulement la date d'ouverture, ajournée jusqu'après la moisson.

Il existe une variation, l'embannie de semailles, celle décrite par de Rogéville. Une ou plusieurs prairies sont réservées pour les animaux utilisés pendant les semailles. Dans ce cas, il y a effectivement une exclusion des animaux des manœuvres. Elle est très habituelle. Dans le bailliage de Mirecourt, entre 1771 et 1782, nous la retrouvons à cinq occasions à Ambacourt et six à Hymont (ADV B763). Huit fois à Bazoilles-et-Ménil entre 1779 et 1789 (ADV 1832). À Vroville, toutes l'années sans exception entre 1777 et 1782 (ADV B763). Il paraît clair que son utilisation est tellement généralisée comme l'embannie tout court. Parfois, le produit n'est pas grande chose. À Bazoilles-et-Ménil, une embannie de semailles est sanctionnée le 15 août 1786 sur un pré ouvert jusqu'à cette date. À d'autres occasions, la fermeture est continue depuis mars jusqu'à septembre (ADV B1832). Cette forme modifiée de l'embannie profite aux laboureurs.

Regains

un tiers revient aux propriétaires et le reste est vendu au profit de la commune (Gauthier, 1977 ; Moriceau, 1999). Dans le Nord, à l'inverse, seulement le tiers est vendu (Levebvre, 1924).

Les embannies de regains certainement modifient la distribution du second poil au profit des gros éleveurs, nobles et roturiers. Les décrets qui les autorisent sont nombreux, il est possible que l'énumération que nous avons réalisée soit incomplète. Dans le Duché de Lorraine, entre 1749 et 1789, nous retrouvons trente-huit années dans lesquelles au moins une commune décide la mise en réserve de partie de ses prairies pour produire des regains. Cependant, pendant cette période, nous avons récupéré seulement huit ordonnances. Même si la liste est incomplète, la confrontation des données suggère que les villages n'attendent pas l'autorisation officielle pour produire des regains.

Dans la Moselle, à Flérange la fermeture des prairies pour faire des regains est pratiquement constante depuis 1767 (ADMo B9206). À Boulay, entre 1769 et 1790, nous retrouvons douze années de fermeture pour regains, plus d'un sur deux (ADMo B6212). Une douzaine de villages font de même au long des années 80, sans nécessairement coïncider avec des ordonnances (ADMo B6212, B6506). Dans la Meuse, ces procédés ne sont pas tellement courants. À Sorcy-Saint-Martin, où les registres sont relativement continus entre 1763 et 1789, nous retrouvons seulement huit cas, la plupart d'eux dans le cadre d'une ordonnance (ADMe Bp 4678). Dans le bailliage de Mirecourt, entre 1760 et 1788, le village de Remoncourt fait des regains à vingt occasions (ADV B663). À Domjulien, sur vingt années comprises entre 1750 et 1790, il y en a huit dans lesquelles des prairies sont réservées pour les regains (ADV B661). Entre 1771 et 1783, Ambacourt fait de même dans sept campagnes agricoles (ADV B763). Des exemples similaires peuvent être cités dans quatorze autres villages (ADV B13, B83, B88, B662, B763, B764, B1871, B2634, B2639, Edpt 68 FF2, Edpt 262 BB1, Edpt 297 BB1). Dans l'énorme majorité des cas, aucune ordonnance permet de soutenir juridiquement ces dispositions des assemblées villageoises. Comme dans la Moselle, vers la fin du siècle ces procédés deviennent plus habituels. Entre 1781 et 1790, Mattaincourt réserve les prairies pour y faire des regains à huit opportunités (ADV Edpt 297 BB1).

La vente des regains, interdite par les coutumes, est habituelle. En 1775, la Galaizière affirme que les communes peuvent les vendre avec son aval (AN H1486). Dans les Vosges, la commune de Boulaincourt convient avec son seigneur que, pour les neuf années qui suivent, le village pourra vendre les regains (en payant le tiers-denier, ADV B1871). À Mattaincourt, c'est « [...] d'ensienne (sic) coutume... » d'adjudiquer aux enchères les regains (ADV Edpt 297 BB1). Nous retrouvons, de temps en temps, les motivations des ventes. À Juvaincourt, ce sont les impositions pour les routes en 1781

(ADV Edpt 262 BB1). Pour réaliser les enchères, les communes n'attendent pas la permission des autorités.

Pourtant, les ordonnances établissent un mode de partage. Dans la pratique, nous retrouvons que les communes déterminent le mode oscillant entre le respect des normes, le respect des normes d'une autre juridiction et les dispositions propres. À Ville-Issey, Meuse, un jugement du tribunal du bailliage force la commune à s'accommoder aux règles dictées par le décret (ADMe 19B76). À Saint-Menge, Vosges, la distribution des regains suit ce qui est établi par l'ordonnance (ADV B662).

Dans la Moselle, les villages sont plus enclins à s'éloigner de la réglementation. À Flérange, en 1753, Jean Becker, maçon et Jean Hartert, charron, se présentent auprès du greffier pour protester contre deux rapports réalisés contre eux pour pâturage sur les regains. Le rapport doit être annulé, ils disent, puisque l'assemblée avait convenu que les manœuvres renonçaient à leur partie des regains en échange de pouvoir pâturer deux fois par jour dans les embannies. Les amendes sont cassées, mais nous devons signaler les irrégularités du cas. La première, évidente, c'est la définition d'un partage qui diffère avec celui fixé par l'ordonnance des Trois-Evêchés de 1753. Dans ce décret, séparée la part du seigneur, le partage se réalise sur la base d'une double portion pour les laboureurs et une portion simple pour les manœuvres. La deuxième irrégularité c'est que le village de Flérange est lorrain ! Le mode de partage auquel les manœuvres ont renoncé n'est pas celui qui devrait être suivi. En 1767, le village sanctionne un nouveau mode qui stipule que chaque propriétaire profitera de ses regains. À nouveau, les notables de Flérange s'éloignent de la réglementation lorraine et de celle des Evêchés qui, sans établir ce mode, est plus proche de ce qui est finalement approuvé. Ce procédé ne rencontre pas d'opposition, il est répété en 1768. En 1770, une nouvelle modification. Cette fois, les manœuvres prennent la moitié des regains qui croisent sur leurs prés. Les laboureurs prennent l'autre moitié et la totalité du produit de leurs prés (ADMo B9206). En 1769, dans le bailliage de Mirecourt, le village de Domjulien détermine que dans les prés enclavés entre les avoines, les propriétaires jouiront des regains. Ces dispositions seront en vigueur pendant trois ans pour favoriser à tous (les propriétaires) par égal. Dans le village lorrain de Maxstadt, Moselle, en 1790, les regains sont partagés par moitié entre la commune (pour être vendus) et les propriétaires (ADMo 6212). Aucun règlement lorrain l'admet, non plus les autorités mosellanes. Il ressemble, encore un fois, aux règlements des Trois-Evêchés, mais ceux-ci n'ont aucune compétence. Les communes

lorraines, comme celles d'autres régions de la France, font une utilisation sélective des règlements dans la mesure où ceux-ci leurs résultent convenables⁶³.

Mutation des embannies

Jusqu'à ce point, nous avons donné une image statique des embannies ; ce n'est pas tout à fait correct. Entre juin et septembre, les déclarations de ban se succèdent et à des occasions elles impliquent la même prairie. Des embannies originellement destinées à la conservation des grains sont transformées en embannies de semailles ou même de regains. Dans le bailliage de Mirecourt, à Hymont, en juillet de 1781 l'assemblée sanctionne une embannie sur les prés enclavés dans les grains. Un mois plus tard, elle décide la vente du produit de ces prairies (ADV B763). À Domjulien, en 1768 et 1782, quelques prés réservés pour protéger les céréales sont reconduits en profit des bêtes de trait (ADV B661). À Mattaincourt, en 1787 et 1790, une dizaine d'hectares de prairies fermées pour conservation des grains sont mises aux enchères (ADV Edpt 297 BB1). L'assemblée de Vroville s'anticipe aux possibles modifications quand elle déclare en 1781 que « tous les autres cantons demeureront en réserve tant pour la conservation des grains que pour l'usage dont il en sera résolu par l'assemblée de communauté... » (ADV Edpt 537 FF1, 16 juillet 1781). Ceci se fait toujours par le biais d'une résolution municipale ; l'embannie conventionnelle donne l'échafaudage juridique. Les ordonnances, avec le but de protéger les regains, établissent une amende plus forte que celle des embannies conventionnelles⁶⁴. Pourtant, les juges conservent le pouvoir de fixer les amendes et l'amende devienne donc discrétionnaire (De Rogéville, 1985). Normalement, au profit du contrevenant. Mais ce n'est pas toujours le cas ; elles peuvent être plus sévères (ADV B13, B83, B662 B663, B763). Grâce à ces procédures administratives, politiques et juridiques, les notables arrivent à étendre la surface exclue de la vaine pâture.

⁶³ Dans la Picardie, Florence Gauthier (1977) remarque que la vente des regains, procédé fixé par l'intendant en 1753, n'est pas respecté de façon immédiate. Vers 1789, les adjudications des prés ont progressé au point d'impliquer à peu près à la moitié des communes. En Alsace, au contraire, les ordonnances qui ordonnent la mise en réserve des prairies sont très souvent ignorées, en particulier avant 1760 (Boehler, 1994). Dans le Dauphiné, la vaine pâture, interdite de droit, est habituellement pratiquée au long du XVIII^{ème} siècle (Vivier, 1999). Dans la Catalogne, les *bandos* qui ordonnent la réserve des héritages ne sont jamais respectés (Pellicer Vilalta, 2007).

⁶⁴ L'amende pour pâturage dans une embannie est de 5 sous (10 si le pâtre est présent) dans les coutumes de la Lorraine et de Metz, 3 sous dans celles des Evêchés ; celle des ordonnances est de 5 francs barrois (3 livres 7 sous). Dans la coutume de Saint-Mihiel, l'amende est plus lourde : jusqu'à 60 sous (*Coutumes générales du Duché de Lorraine*, 1783 ; *Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730 ; *Coutumes de l'Évêché de Metz*, 1701 ; *Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762).

Produit et superficie des embannies

L'exclusion du troupeau communal donne un premier avantage au propriétaire du pré : il évite les piétinements, spécialement problématiques pour des sols qui ont tendance à être plus humides et moelleux (Bloch, 1931). Mais l'avantage le plus important est, bien entendu, l'appropriation du produit. À Lunéville, située quelques kilomètres au nord-est de Mirecourt, l'agronome Lahalle de Blâmont calcule qu'une prairie de bonne qualité produit, en regains, le tiers voire la moitié du foin de la première coupe (Tessier y Bosc, 1821). En Alsace, Etienne Juillard (1953) estime la moitié de la première coupe. Dans le bailliage de Mirecourt, à Saint-Menge, le produit de 2 fauchées (41 aires) se vend à 16 livres en 1749. À Ménil-en-Xaintois, en 1762, 6,3 hectares de prés donnent en regains vingt voitures de 10 livres chacune (ADV B662). À Mattaincourt, 10 hectares de regains sont vendus à 159 livres en 1782 (ADV Edpt 297 BB1). Ces chiffres sont éclairants, 3 hectares de regains équivalent à ce qui paye son propriétaire pour la subvention.

Naturellement, le produit des regains ne dépend pas exclusivement du rendement à l'hectare mais aussi de la superficie affectée. En 1776, à Ville-Issey, Meuse, les regains couvrent le 15 % des prairies (ADMe 19B76). À Chémery et Faulquemont, Moselle, en 1784 et 1785 respectivement, un tiers des prairies est réservé pour les regains, un autre tiers pour les semailles et le reste ouvert au pâturage (ADMo B6506). Dans le bailliage de Mirecourt, à Domjulien, la partie destinée aux regains oscille entre le 4 % et le 56 % des prairies, les valeurs les plus hautes atteintes vers 1789 (ADV B661). À Mattaincourt, entre le 16 % et le 56 % au long des années 80 (ADV Edpt 297 BB1). Bazoilles-et-Ménil et Ménil-en-Xaintois, le 40 % entre 1762-1789 tandis qu'à Ambacourt elles ne dépassent jamais la dixième partie (ADV B662, B763, B1832). Dans la Meuse et les Vosges, les superficies réservées n'excèdent jamais les valeurs établies par les ordonnances. Une seule exception : le village de Vroville, où les regains occupent presque les neuf dixièmes des prairies en 1780 et 1781 (ADV Edpt 537 FF1).

En revanche, dans la Moselle, les excès sont fréquents. À Flétrange, village qui décide ses propres modes de partage, les regains occupent la totalité des prairies depuis au moins 1775 (ADMo B9206). À Merlebach et à Vahl-lès-Faulquemont nous retrouvons les mêmes valeurs en 1782-1785 (ADMo B6506). À Tritteling, la totalité des prairies est réservée pour faire des regains en 1784 et 1787. En 1785, une prairie est ouverte à la vaine pâture ; en 1786, elle est destinée aux semailles (ADMo B 6506). En 1790, toutes les prairies de Lachambre, Hombourg-Haut et Maxstadt sont consacrées aux regains (ADMo

B6512). En ce qui concerne la superficie vouée à la production des regains, la Moselle diffère du reste de la Lorraine : la limite des deux tiers, respectée dans la Meuse et les Vosges, est systématiquement violée⁶⁵.

Le parcours

À l'exception de la coutume de Metz, toutes les coutumes lorraines accordent le parcours (*Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin*, 1730). En 1768, l'édit qui autorise le partage des communaux dans les Trois-Evêchés interdit également le parcours. Dans le bailliage de Vic, plus d'une vingtaine de villages réclame son rétablissement, ce qui semble catégorique, pourtant, secondaire si nous le comparons à la centaine de communes qui protestent contre les clôtures (Etienne, 1907). Dans le bailliage de Boulay, où aucun édit modifie les dispositions coutumières, les commentaires dédiés à cette question sont peu nombreux. Lorsque nous en retrouvons, c'est toujours le même postulat : suppression du parcours. À Valmont, les habitants remarquent les dommages produits par le troupeau de Saint-Avold et réclament son expulsion ; paradoxalement, à Saint-Avold l'assemblée du bourg demande aussi la fin du parcours. À Redlach, les habitants de Tritteling ont droit de pâturage, cependant, il n'est pas réciproque, raison qui motive la demande d'abolition. À Thicourt, village lorrain, le parcours a disparu (Dorvaux et Lesprand, 1908). Dans le bailliage de Dieuze (lorrain), nous retrouvons des exemples similaires (Etienne, 1912).

En 1737, un procès oppose les communes de Petit-Tenquin et Hilsprich avec l'amodiateur du Prieuré de Zelle qui loue une ferme isolée. Un jugement de 1728 avait déterminé que l'amodiateur pouvait pâturer sur le finage de Hilsprich. Celle-ci proteste la décision : la ferme de Zelle fait partie du finage de Petit-Tenquin, sur lequel les habitants de Hilsprich n'ont pas droit de parcours⁶⁶. Si le fermier peut pâturer sur leur finage, disent-ils, donc ils peuvent y aller sur celui de Petit-Tenquin et ceux de Puttelage devraient pouvoir pâturer sur Hilsprich. Mais cela n'arrive pas ; selon le maire de Petit-Tenquin :

« [...] sous prétexte (sic) de reciprocité (sic) ils n'ont voulu souffrir les bestiaux du village de Hilsprich sur leur ban parce que les habitants dudit Tennequin ne

⁶⁵ Les excès relatifs aux maximums sont habituels dans le Nord (Lefebvre, 1924). Dans la Picardie, Florence Gauthier (1977) remarque le progrès des surfaces consacrées aux regains.

⁶⁶ La ferme, composée de 49 hectares de labours et 34 de prés, est située majoritairement sur le finage de Petit-Tenquin.

vont jamais sur le ban de Hilsprick et que de toute ancienneté les troupeaux de l'un et de l'autre village sont restés sur leur ban tandis que celui du Prieuré a fréquenté (sic) sur l'un et l'autre sous les modifications cy devant rapportées...” » (ADMo 541ED FF1, 5 décembre 1737)

À Boulay, depuis au moins 1768 les rapports sanctionnent les voisins qui introduisent des bêtes sur le finage. Dans les rapports, nous retrouvons toujours la même formule : les contrevenants doivent spécifier qu'ils n'ont pas droit de parcours sur Boulay. En 1770, des animaux de Roupeldange sont reprise à Boulay ; les contrevenants protestent et soutiennent avoir droit de parcours. Peu importe, le jugement conclut en amende (ADMo B6212). En 1789, une soixantaine d'animaux de Trittelling est reprise sur les jachères de Faulquemont ; de même que des bêtes de Morlange sur le finage de Brouck en 1786 (ADMo B6506).

Dans tous les cas, il s'agit de villages lorrains où le droit de parcours, théoriquement, est en vigueur. Maurice Lacoste (1951) remarque qu'au nord-est de la Meurthe le parcours n'est plus exercé dans les communes des Evêchés au XVIII^{ème} siècle. Charles Guyot (1887) décrit des cas identiques dans le pays des étangs de même que Jean Gallet (1990) dans l'orient mosellan. L'exemple lorrain démontre que la réglementation des Evêchés n'opère pas dans le vide : le recul du parcours est un processus qui la précède et qui déborde les frontières de la province. La timidité de la demande de rétablissement expose que, à plusieurs reprises, les communes ne le désirent pas. L'édit de 1768 n'est pas un tournant économique, c'est plutôt une tentative d'uniformisation législative de la province des Trois-Evêchés où la pratique agricole ne coïncide pas avec les coutumes.

II. LES USAGES FORESTIERS

Glandée et vaine pâture

La glandée est l'introduction des porcs dans les forêts pour la consommation des glands et faines *in situ* (le ramassage est interdit). Leur nombre est limité par les agents du seigneur (bois privé) ou de la maîtrise des Eaux et Forêts (bois domanial ou communal) : seulement les porcs destinés à la reproduction familiale peuvent y aller (Taguel, 1942). Elle est ouverte entre septembre et avril dans des cantons spécifiques. La glandée n'est pas concédée par droit commun : elle doit être validée par un titre (Guyot, 1886). Au contraire, la vaine pâture dans les forêts est un droit reconnu par toutes les coutumes

lorraines à l'exception de celle de la ville de Metz (Husson, 1987). Normalement, seulement les chevaux et ruminants sont admis. Les coutumes autorisent le pâturage des chevaux dans les bois de plus de trois ans, vaches et bœufs doivent attendre les cinq ans. Mais ceci est un seuil : l'ouverture des cantons est réalisée par les agents du seigneur ou la maîtrise. La vaine pâture en forêts s'exerce au long de toute l'année, cependant, elle ne peut pas coïncider avec la glandée. Le pâturage des bois est donc partagé par saisons, porcs pendant l'automne et l'hiver, animaux de grande taille pendant le printemps et l'été. La concession gracieuse de la vaine pâture est combattue par le Duc qui en 1701 établit que dans les forêts domaniales elle pourra être exercée seulement à l'appui d'un titre écrit, disposition généralisée à toutes les forêts privées (Guyot, 1886 ; Husson, 1987).

Affouages et exploitation forestière

L'affouage est un droit qui délivre du bois de chauffage en portions égales à tous les habitants. L'unité de distribution est le ménage mais le rôle d'affouage doit considérer le nombre de membres de chaque famille qui y résident (ADV 4K5)⁶⁷. La vente est interdite. La propriété de la forêt établit des grandes différences. Dans les forêts usagères, la coutume des Evêchés attribue le bois mort, c'est-à-dire les arbres tombés et le mort bois, terme qui désigne les espèces qui ne portent pas de fruit (charme, frêne). La coutume lorraine est plus généreuse. Elle concède le bois mort et elle priorise le mort bois ; s'il ne suffit pas, chênes et hêtres peuvent être coupés⁶⁸.

Dans les forêts communales, les attributions sont plus vastes. La législation française adoptée par le Duc à partir de 1701 introduit l'exploitation en taillis-sous-futaie. Un quart de la forêt est écarté de l'exploitation régulière ; il constitue une réserve pour des coupes occasionnelles soumises à l'aval des autorités forestières et qui doivent servir à des motifs précis. Les autres trois quarts sont divisés en coupes, normalement vingt-cinq, qui sont exploitées annuellement. Chaque année, dans la coupe qui correspond, les agents forestiers marquent au moins douze baliveaux par arpent (20,6 aires) qui doivent être conservés pour croître en hauteur et permettre la reproduction des espèces. Occasionnellement, une coupe de quelques-uns de ces baliveaux peut être autorisée. Le régime, connu sous le nom de taillis-sous-futaie, se généralise à partir de 1740 dans toutes

⁶⁷ Dans la Bourgogne, deux modes de partage coexistent au XVIII^{ème}. Le premier distribue les affouages par maison, le deuxième par ménage en considérant que dans une seule maison plusieurs ménages peuvent cohabiter (Corvol, 1984).

⁶⁸ Le maronage est le droit qui fournit du bois de construction. Il n'est pas automatique, une demande doit être adressée au préalable soit au seigneur soit à la maîtrise.

les forêts, domaniales, communales et privées⁶⁹. Il offre du bois de chauffage grâce au jardinage en taillis et du bois de qualité pour la construction. Le chêne est l'espèce qui s'adapte le mieux, le hêtre ne rejette pas de souches (ce qui produit son recul dans les forêts de la plaine). Dans les forêts privées ou domaniales, la contradiction entre l'intérêt des propriétaires et usagers est évidente ; moins claire est celle qui peut se présenter dans les forêts communales où les usagers et le propriétaire forment la même personne juridique.

L'offensive des propriétaires contre les usages

L'essor de la population, la construction et les industries xylophages impulsent la montée du prix du bois tout au long du XVIII^{ème} siècle (Husson, 1987 ; Labrousse, 1984). Dans le royaume, le système d'affectations assigne une surface boisée à une ou plusieurs industries stratégiques. Mais la demande industrielle n'est pas satisfaite ; les industries achètent des bois sur un rayon de trente kilomètres (Dion, 1970).

La pression sur l'affouage grandit avec la flambée des prix ; vaine pâture et glandée se voient également touchées. L'intensification du bûchage étend les surfaces réservées. D'autre part, le taillis-sous-futaie diminue la production de glands et épuise le sol (Degron, 2000). Le ramassage permanent de la matière organique et la multiplication des souches enlèvent des nutriments qui ne retournent pas. En plus, les taillis empêchent la formation de couronnes en hauteur, permettant la pénétration de la lumière qui modifie la température et l'humidité du sol qui devient plus acide (Clavé, 1860 ; Dion, 1970). La végétation du sous-bois est altérée et les espèces qui ne portent pas des fruits avancent. Les forêts s'appauvrissent.

Tout au long du XVIII^{ème} siècle, le Duc (le Parlement après 1766) émet occasionnellement des permissions pour pâturer dans les forêts domaniales (ADMe B2958, Bp 6265 ; *Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I, 1733* ; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine, 1748*). Evidemment, la vaine pâture, autrefois droit universel, ne l'est plus. Dans la Moselle, à Saint-Avold, Vahl-Ebersing, Hombourg-Haut, Valmont y Lixing-lès-Saint-Avold, où les forêts sont affectées aux forges, les habitants ont perdu le droit de glandée et d'affouage (AN D XIV 7 ; Dorvaux et Lesprand, 1908). Dans la forêt domaniale de Macheren, le village homonyme et ceux de Lachambre et Ébersviller avaient, jusqu'en 1745, droit à la

⁶⁹ Dans les forêts domaniales les révolutions sont plus longues, de quarante à soixante ans (Hottenger, 1927 ; Husson, 1991).

glandée, de vaine pâture et d'affouage. Un jugement de 1777 ordonne à la maîtrise de fournir 6,75 hectares de bois aux habitants usagers. La maîtrise obéit en 1777, accorde la moitié l'année suivante et depuis 1779, rien du tout (AN D XIV 7). À Holbach, le clergé a réduit la taille de chaque coupe et a exploité le quart en réserve, désormais fermé au troupeau (Etienne, 1907). À Laudrefang, l'intensification de bûchage a diminué l'espace de pâturage (AN D XIV 7 ; Dorvaux et Lesprand, 1908). Les dénonces contre la maîtrise pour la vente excessive des bois sont très nombreuses dans les cahiers de doléances mosellans (Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907).

Dans les Vosges et la Meuse, les restrictions aux usages communautaires sont moins abondantes. Dans le bailliage de Commercy, la commune de Gironville possède par titre le droit de pâturer dans les forêts domaniales ; pourtant, les gardes de la maîtrise réalisent des rapports lorsqu'ils rencontrent le troupeau communal (ADMe ED 156 49). Dans le Xaintois, la marquise refuse le pâturage sur ses bois au troupeau de They-sous-Montfort (Martin, 1928). À Vroville, en 1757 les bêtes des villages sont sanctionnées pour pâturage dans la forêt du seigneur : aucun titre écrit l'autorise (ADV Edpt 537 DD2).

Les différences entre les deux régions s'expliquent, avant tout, par des questions de propriété. Dans la Moselle, les forêts usagères propriété de la Couronne ou la noblesse sont plus étendues qu'au sud. Dans le Xaintois et la vallée de la Meuse, le cantonnement des bois a transmis la propriété aux communes en échange de droits de propriété exclusifs au profit des seigneurs ou du Duc. Certes, les forêts usagères subsistent au XVIII^{ème} siècle et sur quelques-unes, les usages reculent. Au XIX^{ème} siècle, dans le bailliage de Mirecourt, les usages sur les forêts privées ont disparu (Tavella, 2012). Pourtant, l'accès au produit des bois est assuré par la propriété communale.

Délits forestiers

Les pétitions et cahiers de doléances des villages adoptent toujours la même ligne politique : c'est la maîtrise, le clergé ou la noblesse qui appauvrissent les forêts par le biais de la surexploitation. Les sources provenant de l'État adoptent une vision opposée : c'est les communautés qui dégradent les bois à travers le surpâturage et les délits (AN H1486 ; Desgouttes, 1801).

En 1757, le Duc interdit la glandée dans les cantons de moins de huit ans. En 1761, 840 bichets (24 kilogrammes) de glands sont trouvés dans les magasins de plusieurs marchands de Commercy. En 1765, après constater que le ramassage des glands est une pratique courante, le Duc en réaffirme l'interdiction (*Recueil des ordonnances et*

réglemens de Lorraine, 1766). En 1783, un grand nombre d'habitants de Sorcy-Saint-Martin est repris dans le bois en pleine collecte de faines (ADMe Bp 6265). Dans le bailliage de Mirecourt, les amendes pour ce délit sont nombreuses (ADV B596, B1871, Edpt 297 BB1). À Chef-Haut, en 1747, les habitants décident d'introduire leurs porcs dans la forêt communale : l'amende sanctionnée est de 50 francs barrois. Ils récidivent en 1748, 100 francs barrois d'amende et 100 francs pour dommages (ADV B596).

Dans le bailliage de Commercy, en 1774 le troupeau communal de Sorcy-Saint-Martin est repris dans des taillis communaux de trois à quatre ans. Entre 1769 et 1784 (années documentées), ces délits sont courants (ADMe Bp 6265). À Vignot, les amendes gonflent les dettes de la paroisse entre 1774 et 1787 (ADMe ED 425 90). Dans les Vosges, à Vittel environ la moitié des délits forestiers sont commis dans les bois communaux ; les taillis les plus jeunes ne sont pas pardonnés (ADV B660). Offroicourt, Marainville, Haréville, La Neuveville-sous-Montfort et Mirecourt registrent des contraventions similaires (ADV B11, B763-764, B2443, B2639).

Les défrichements illégaux progressent aussi. En 1701 et à nouveau en 1765, le Duc insiste sur l'interdiction de défricher (*Ordonnance de Leopold I Duc de Lorraine et de Bar*, 1701-1708, 1734 ; *Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine*, 1959). À Vignot, l'assemblée villageoise reconnaît que les propriétaires riverains avancent sur les lisières (ADMe ED 425 90). Dans les Vosges, nous rencontrons la même situation à Boulaincourt, Offroicourt et Frenelle-la-Petite (ADV B2634, Edpt 68 FF2, Edpt 189 DD1). Les délits touchant le vol de bois sont aussi très nombreux ; les contrevenants allèguent que c'est la misère qui les force (ADMe Bp 6265 ; ADV B11, B88, B 660, B764, B1619, B2443 ; AN D XIV 7 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Martin, 1928). Une forme de déguiser le vol consiste à couper quelques arbres en dehors de la limite de la coupe (ADMe 59B7, Bp 6265 ; ADV B88, B764, B660)⁷⁰. La vente de l'affouage, interdite, est une pratique documentée : à Vignot, l'assemblée du village expose que ce procédé stimule le vol puisque le chauffage doit être assuré par quelque moyen que ce soit (ADMe ED 425 90). Nous exposons, bien entendu, les délits qui laissent des traces : les plaintes relatives à la négligence et l'incompétence des gardes forestiers sont également très courantes (ADV B660 ; ADMe ED 425 90 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ;

⁷⁰ Ces délits sont courants en Alsace (Boehler, 1994). Dans la Bourgogne, à partir des années 80 du XVIII^{ème} siècle se généralise l'adjudication de l'exploitation à des entrepreneurs qui doivent fournir l'affouage. L'adjudicateur est tenu responsable des délits, ce qui facilite leur répression (Corvol, 1984).

Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine, 1748, 1766)⁷¹. À Juvaincourt, l'assemblée postule que comme les pauvres ne sont pas solvables, les gardes, qui touchent une partie de l'amende, ne les rapportent pas (ADV Edpt 262 BB1). Au-delà des capacités des gardes, nous devons remarquer que leur tâche est difficile : comment capturer, sans assistance, des troupeaux de plusieurs têtes ? Les reprises ne se réalisent pas dans un climat amiable : la violence est quotidienne (ADMe, 59B 7, Bp 4678, Bp 6265 ; ADMo B6506 ; ADV B661, B763).

La forêt et la caisse municipale

Surexploitation et délit, éléments qui se superposent, ne sont pas des synonymes. Les communes font également une exploitation intensive de leurs ressources. Après l'acquisition de la seigneurie de Commercy, le Duc exige aux communes de régler leurs dettes. Par ce motif, Laneuville-au-Rupt demande l'autorisation de couper son quart en réserve. Entre 1752 et 1754, les ventes d'affouages supplémentaires (pris sur les baliveaux des coupes d'affouage) se succèdent, toujours motivées par le passif comptable (ADMe 208 86). À Vignot, en 1788, les dettes produites par des réparations et des amendes amènent la commune à demander une injection d'argent prise de sa caisse forestière⁷². Pour les mêmes motifs, la commune de Gironcourt réalise une identique demande en 1793 (ADMe ED 156 49). À Gemmelaincourt, dans les Vosges, le cahier de doléances demande que les arbres que la maîtrise a marqués pour être vendus soient délivrés aux habitants (Martin, 1928). En fonction de leurs possibilités, les communes font appel à leurs ressources pour se financer (Boehler, 1994 ; Root, 1987).

Forêts dégradées

Croissance démographique, intérêts commerciaux, avidité fiscale : la pression sur les bois s'accroît. Si dans la plaine la forêt ne recule pas considérablement, certainement elle se dégrade (Husson, 1987 ; Rochel, 2013). La délivrance de bois de chauffage a du mal à suivre l'augmentation de la population (ADMe 425 90). À Laneuville-au-Rupt, Meuse, des suppléments d'affouage sont demandés tous les ans depuis 1730 (ADMe 208

⁷¹ Les plaintes relatives aux gardes forestiers sont habituelles entre les préfets du XIX^{ème} siècle. L'image péjorative du garde champêtre est un lieu commun de la littérature. Fabien Gaveau (2000) insiste sur le fait que ce portrait, sans aucun doute exagéré, est la conséquence de l'insuffisance structurelle de la police des campagnes. Ceci permet non seulement de comprendre l'impunité relative des contrevenants ruraux, mais aussi la multiplication des solutions « infrajudiciaires » (Follain 2002, 2006).

⁷² Les sommes produites par les ventes de bois sont gardées par les autorités forestières.

86). En 1800, la commune s'oppose à l'ordre émise par le département qui impose la vente du supplément pour solder les dettes (ADMe 208 98). L'insuffisance de l'affouage aussi produit des plaintes dans les cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt (Martin, 1928)⁷³. Dans les forêts privées ou domaniales, l'intérêt du propriétaire est confronté aux besoins et exigences des usagers. Mais dans les bailliages de Commercy et Mirecourt où les bois communaux abondent, les inconvénients naissent de l'exploitation que réalisent les communes. Le taillis-sous-futaie et l'intensification du bûchage tant pour l'affouage comme pour la vente réduisent les cantons ouverts au bétail. Le surpâturage, légal ou illégal, appauvrit les espèces et réduit la densité des arbres dans les lisières, touchant ainsi l'approvisionnement en bois⁷⁴. L'utilisation des forêts communales dans le cadre de la valorisation du bois engendre cette contradiction.

III. BÉTAIL EXCLUE ET DROITS REDUITS

Quand les pâtures sont fermées, quand l'approvisionnement en bois se réduit, qui est lésé ? Au XIX^{ème} siècle, l'idée générale postule que ce sont les pauvres qui perdent. Nadine Vivier (1998) a démontré l'ambiguïté de ce mot. Qui sont les pauvres ? Les dépossédés ? Les petits agriculteurs ? Les paysans ?

Les différents droits sur la terre, les prés et les forêts n'ont pas les mêmes usagers (Meuvret, 1969). Le plus universel est celui qui n'exige pas la possession de bêtes : l'affouage. Pas de doute sur cet élément : si la délivrance de bois s'affaiblit, tout le monde perd. Mais ceux qui n'ont pas des ressources pour en acheter rencontrent de plus gros inconvénients. Pour la glandée, la scène est similaire. Le porc est commun à tous les ménages : le recul de la glandée oblige à destiner des céréales ou légumes pour leur alimentation.

Pour tout autre pâturage, la question est plus délicate. À nouveau, les laboureurs qui ont une marge plus large peuvent recourir à leurs prairies ou à leurs grains pour assurer la reproduction de leurs troupeaux. Plus difficile est la situation des manœuvres qui plongent dans le délit. Mais les sources permettent d'hésiter : la plupart des contraventions est réalisée par des laboureurs (ADV B764, B2634, B2639 ; ADMe Bp 4678, 59B 7 ; ADMo B6212, B6506, B9206 ; Flaus, 1999 ; Jacquet, 2003 ; Perrin, 1955).

⁷³ Des plaintes similaires se réalisent en Alsace et en Bourgogne (Boehler, 1994 ; Corvol, 1984).

⁷⁴ Cette évolution qu'implique l'intensification de l'exploitation du bois et la multiplication des délits forestier est commune à d'autres régions de la France et l'Europe comme l'Alsace, la Bourgogne, la Rhénanie ou la Catalogne, entre autres (Boehler, 1994 ; Saint-Jacob, 1960 ; Marx, 2007 ; Pellicer Vilalta, 2007).

Certes, nous l'avons remarqué, la justice est parfois indulgente avec les plus humbles qui, en plus, ont plus de chance d'échapper au contrôle de la loi s'ils possèdent des troupeaux petits.

Pourtant, l'image que fournissent les sources judiciaires n'est pas tout à fait fausse. Les coutumes donnent peu de précisions relatives aux animaux qui peuvent ou non pâturer dans les prés : seulement les porcs sont interdits. Dans les forêts, la prohibition s'étend aux chèvres et aux moutons. En 1789, les cahiers de doléances exigent l'exclusion des moutons des prairies. Le problème n'est pas le troupeau communal dont l'entrée peut être évitée par ordre du maire, mais plutôt les troupeaux à part des seigneurs et amodiateurs (Dorvaux y Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1928). Les communes cherchent à éviter le dommage que produisent les chèvres et moutons qui mangent l'herbe au ras du sol (Moriceau, 1999). Ces animaux, auxquels il faut joindre les volailles, sont donc déjà exclus des prairies, même s'il n'y a pas d'embannie. En outre, ils ne peuvent pas entrer dans les bois. C'est-à-dire que le recul de la vaine pâture sur les prés et dans les bois implique les chevaux, bœufs et vaches.

Certainement, les manœuvres qui ont une vache ont plus de difficultés pour la nourrir lorsque les bois et les prés se ferment. Les chemins et le délit deviennent la seule option (en dehors de ses ressources individuelles). Mais la pression est spécialement forte sur les laboureurs de fortune médiocre qui n'arrivent pas à fournir la nourriture nécessaire à son bétail. Ses chevaux, vaches et bœufs dépendent aussi bien que la vache du manœuvre de la vaine pâture. Certes, ils profitent des embannies de semailles et de la distribution des regains en proportion au bétail, méthode adoptée par les ordonnances lorraines. Moins évidente est leur capacité de concurrencer aux enchères lorsque les regains sont vendus. En plus, dans les Trois-Evêchés, dès (au moins) 1734 l'assimilation des regains à la propriété se consolide. La distinction réglementaire n'est pas toujours respectée ; surtout dans la Moselle, les propriétaires favorisent l'implémentation des règles évêchoises ou ils établissent leurs propres critères. Ces pratiques, qui ne sont pas reconnues par la législation ou les ordonnances, progressent grâce à l'initiative des gros laboureurs (et de l'amodiateur qui prend le tiers) qui, bien pourvus de prés et de liquidité pour offrir aux enchères, s'enrichissent⁷⁵. Certainement, tous ceux qui possèdent des chevaux, des bœufs et des vaches sont nuis par la réduction du pâturage en forêt. Mais les gros laboureurs peuvent s'arranger : les exploitants moyens éprouvent des plus grandes

⁷⁵ Dans la Picardie, Florence Gauthier (1977) montre comment la structure des droits collectifs s'adapte aux intérêts des gros laboureurs.

difficultés. Le recul de la vaine pâture sur les prés et dans les bois favorise la polarisation sociale.

* * *

Au long du XVIII^{ème} siècle, les États européens poursuivent des réformes qui, déguisées sous le voile du progrès, favorisent les intérêts des gros propriétaires (Congost, 2007 ; Marx, 2007). La Lorraine n'en échappe pas.

Mais à l'intérieur de cette région, nous retrouvons des différences. L'affaiblissement du caractère nourricier de la forêt est plus rapide dans les bois privées et domaniales, ce qui affecte spécialement aux communes mosellanes. L'usufruit collectif résiste mieux dans les Vosges et la Meuse grâce à la propriété communale. Pourtant, l'intensification de l'exploitation des forêts conduit à sa dégradation.

Dans l'ager, les clôtures des grands propriétaires enlèvent des pâturages aux communes. Mais elles n'arrivent pas à transformer les pratiques d'élevage. C'est l'embannie le procédé fondamental qui conduit à l'exclusion des troupeaux. Dans la Moselle, vers la fin du XVIII^{ème}, les propriétaires s'emparent des regains par le biais d'actions qui ne sont pas toujours soutenues par des ordonnances ou des réglementations. La surface réservée s'étend, particulièrement pendant la décennie qui précède la Révolution.

Il n'est pas casuel que ce soit la Moselle le théâtre d'opérations dans lequel ce processus avance le plus. Comme nous l'avons vu dans un chapitre antérieur, c'est ce département qui présente la structure sociale la plus polarisée avec les plus grandes exploitations. Sans aucun doute, le recul des droits de pâturage stimule la concentration des fermes. Dans ce contexte, la pression sur les communaux s'accroît. Les manœuvres désirent le partage des communaux pour accéder au lopin de terre ; les laboureurs veulent conserver le pâturage sur les pâquis. À nouveau, c'est la Moselle où les partages sont, avant 1789, le plus répandus. Le partage, à son tour, enlève des pâtures et renforce l'importance de l'appropriation des regains. Dans la Meuse, ce processus ne se développe pas. Les petites et moyennes exploitations font une utilisation plus démocratique des communaux ; en plus, elles profitent de la vaine pâture des prairies. La politique de la monarchie, favorable à une propriété exclusive, se déploie uniquement lorsqu'elle rencontre une base socio-économique qui lui est propice. Et, dans tous les cas, elle s'adapte aux besoins des protagonistes locaux.

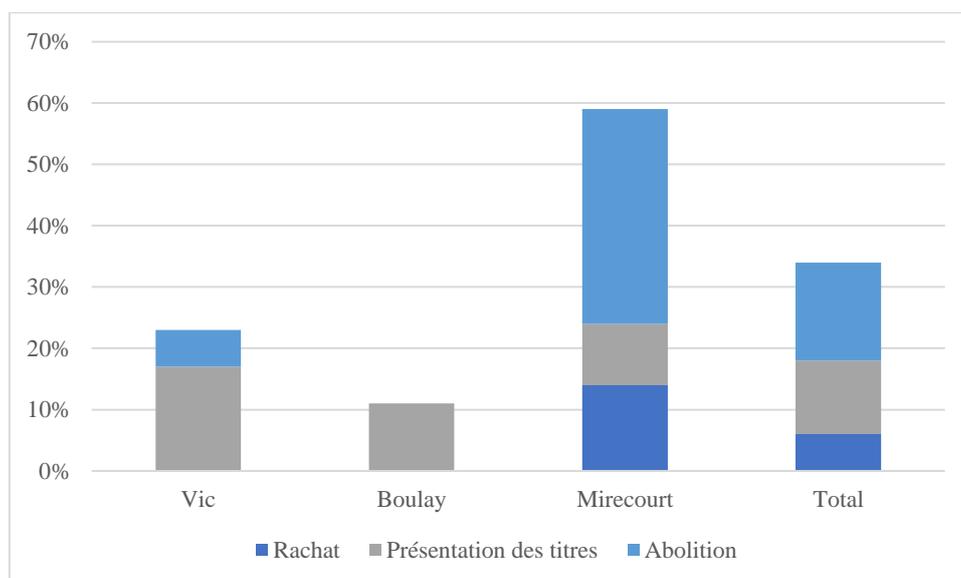
CHAPITRE 9. REVOLUTION ET TERRE

I. LA FIN DE LA SEIGNEURIE

Les Cahiers de doléances

Dans la Lorraine, comme dans le reste du royaume, les cahiers de doléances se plaignent des impôts ; mais à différence de ce que retrouve John Markoff (1996), les droits seigneuriaux occupent une place importante⁷⁶. Un cahier sur trois demande la suppression des banalités et la réforme de la justice seigneuriale ; les deux tiers postulent que les prélèvements seigneuriaux sont excessifs (Dorvaux y Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1929). Malgré cette vision critique de la seigneurie, les solutions politiques envisagées divergent.

Graphique 2. Programmes politiques face au problème de la seigneurie dans les bailliages de Vic, Boulay et Mirecourt



Sources : Dorvaux y Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1928.

Dans le bailliage de Mirecourt, plus de la moitié des cahiers envisage une solution concrète à la question, dans la plupart de cas (35 %), l'abolition sans indemnisation des

⁷⁶ Les cahiers du bailliage de Commercy ont disparu. Seulement une copie de celui de Méné-la-Horgne est conservé.

prélèvements seigneuriaux⁷⁷. Dans les bailliages mosellans, c'est plutôt l'exhibition des titres qui est réclamée, demande qui peut être liée à l'abolition puisqu'à des nombreuses reprises, ils n'existent pas⁷⁸. Pourtant, dans la Moselle, les programmes précis sont formulés par seulement un cahier sur cinq. Pour la dîme, un cahier sur trois présente des plaintes⁷⁹. Mais rares sont les propositions de réforme : un cahier sur cinq dans les Vosges, pratiquement aucun dans les bailliages de Vic et Boulay. Dans l'ensemble, le département de la Moselle semble plus modéré que le Xaintois. Pourtant, dans le nord du plateau les prélèvements sont plus lourds.

Lutte contre la seigneurie en Lorraine

L'absence explicite d'un programme politique sur les cahiers n'implique pas nécessairement son inexistence. L'action des communes mosellanes (et lorraines en général) permet de comprendre que la modération des cahiers n'est plus qu'une prudence discursive.

À Faulquemont, en août de 1789, l'assemblée fixe la date du début des moissons et précise que le droit de prélation du seigneur ne sera pas respecté (ADMo B6506). En octobre, quatre villages (Bouchepon, Bisten-in-Loch, Oberwisse et Niederwisse) écrivent au Comité des droits féodaux communiquant qu'ils payeront les prélèvements seulement si le seigneur présente ses titres. À Béning et Bannay, le paiement des charges est suspendu en 1789. En janvier 1790, le comte de Hellimer se plaint auprès du comité : les paysans de sa seigneurie ont cessé les paiements des prélèvements seigneuriaux. En octobre, le bourg de Boulay demande l'abolition de plusieurs droit non contemplés par la loi de mars (AN D XIV 7). La prudence des cahiers est immédiatement abandonnée.

Dans le bailliage de Commercy, la commune de Vignot suspend les paiements en 1790 (ADMe ED 425 90). Corniéville, de sa part, exige les titres comme condition pour satisfaire les demandes seigneuriales (ADMe ED 94 3). Dans les Vosges, à Ambacourt, les fermiers de droits seigneuriaux réclament en 1791 les paiements que la commune n'a pas réalisés depuis 1789 (ADV L372). Les communes de Boulaincourt et Pary-sous-Montfort interrompent les règlements des charges en 1790 (ADV 1C135, 10Q9). En

⁷⁷ Pour l'élaboration du graphique 2, nous avons considéré seulement les prélèvements en argent, nature ou travail. Nous n'avons pas inclus les banalités ou les droits de pâturages (évalués dans les chapitres qui suivent). Si nous les incluons, le rejet de la seigneurie est bien plus élevé.

⁷⁸ Les paysans ne prennent pas pour valables les procès-verbaux des plaids annaux ; ils réclament les textes originels.

⁷⁹ Taux trop élevés (17 %), désaccord avec sa finalité (10 %), opposition à l'enlèvement des pailles (5 %).

1791, l'assemblée de Domjulien prévient qu'aucun paiement sera fait si les titres ne sont pas exhibés (ADV B661, L372). À Juvaincourt, l'amodiateur prétend une réduction de son fermage puisqu'il n'a pu récupérer aucun prélèvement depuis 1790. Le fermier de l'abbaye de Chaumousey ne réalise le voiturage envisagé dans son contrat puisqu'il n'y a rien à transporter : les communes d'Estrennes, Ramecourt, Offroicourt et Puizieux n'ont pas acquitté les prélèvements. Remicourt et They-sous-Montfort n'accomplissent pas non plus leurs obligations seigneuriales (ADV L689).

La rébellion contre la seigneurie s'exprime dans les faits. En mars 1790, l'Assemblée législative sanctionne l'abolition des prélèvements personnels, justices et péages seigneuriaux, banalités et dîmes (qui, dans le cas des fermages, doivent être payées au propriétaire). Après une nouvelle vague de jacqueries, en 1792 la suppression s'étend à tout droit non validé par un titre écrit. Finalement, des nouvelles insurrections aboutissent, en juin 1793, à l'abolition définitive de la seigneurie (Ado, 1996). La suppression des banalités, péages et corvées a un impact immédiat sur l'économie paysanne. Dans le court terme, les fermiers profitent de fermages réalisés en envisagent le poids de la ponction seigneuriale ; lorsqu'ils arrivent à sa fin, la corrélation de forces entre eux et les propriétaires déterminera à qui revient le profit de l'abolition (Béaur, 2000). Les agriculteurs propriétaires ou en partie propriétaires, naturellement, bénéficient de cette abolition. Là où les charges étaient lourdes, leur disparition est significative, particulièrement pour les économies avec peu de marge.

II. BIENS NATIONAUX

Les préfets postulent, à l'unisson, que la vente des biens nationaux morcelle les grandes propriétés et permet aux manœuvres d'accéder à la terre (*Annuaire statistique du département de la Meuse*, 1803 ; Desgouttes, 1801 ; Marquis, 1804 ; Colchen 1802). Cette vision est récupérée par l'historiographie républicaine des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles (Loutchisky, 1897, 1913 ; Michelet, 1946 ; Sagnac, 1904 ; Sée, 1925). Un siècle de recherches historiques, synthétisées dans le travail de Bernard Bodinier et Éric Teyssier (2000), a permis de rejeter cette perspective.

Biens nationaux : panorama général

Nous l'avons vu, la propriété du clergé est importante en Lorraine. Dans les Vosges, biens de première et deuxième origine confondus, le 13,5 % de la superficie

agricole utilisée change de mains (3092 hectares)⁸⁰. Avec les forêts et les étangs, 11,5 % du sol (3415 hectares). Ces chiffres, identiques à ceux de Toul, excèdent la moyenne nationale et se situent parmi les plus élevées du royaume (Béaur et Minard, 1997 ; Lefebvre, 1963 ; Teyssier, 1998). Dans ce bailliage, la forte émigration imprime une particularité que nous retrouvons dans le nord de la France : environ le tiers des biens aliénés est de deuxième origine (1038 hectares, ADV 5Q 46-48 ; Bodinier et Teyssier, 2000).

Dans la partie meusienne du bailliage de Commercy, c'est le 15,5 % de la surface agricole utilisée qui est mise aux enchères (1827 hectares)⁸¹. Avec les forêts, 9 % du sol (1847 hectares). Ces valeurs sont identiques à celles de Bar-le-Duc (9,4 %) et de la Haute-Marne (9,6 % ; Clère, 1988 ; Schmitt, 1908). Dans cette région, le poids des biens de deuxième origine est moins important (180 hectares).

En Lorraine, un septième, voire un sixième de la surface agricole utilisée est vendu⁸². Ceci positionne à la région entre celles qui mobilisent les plus grands volumes de terre (Teyssier, 1998).

Réglementation

Les ventes commencent en janvier de 1791 à Mirecourt et Commercy. Les biens doivent être publiés telles qu'ils sont affermés. À de nombreuses occasions, ceci exclut les fortunes plus modestes. Si l'exploitation le permet, la législation autorise la réalisation de deux enchères, une pour le tout, l'autre au détail. Nous avons retrouvé un seul cas d'application à Commercy, où Nicolas Georges, boucher, s'impose avec ses 43 mil livres aux 42200 de trois autres offreurs et obtient ainsi 22 hectares de prés (ADMe Q301). Les administrations ne montrent aucun intérêt au morcellement, le manque de paiement d'un seul acheteur produit la remise aux enchères de toute la ferme. Mais il y a aussi un choix politique : les administrations cèdent à la pression de la bourgeoisie (Clère, 1988). Dans le bailliage de Commercy, nous retrouvons des cas où plusieurs exploitations sont vendues en un seul lot, ce qui va contre la loi et profite, bien entendu, aux grandes fortunes

⁸⁰ L'échantillon est composé de quarante-huit villages. Si nous nous guidons par les déclarations des curés, nous pouvons estimer à 3438 hectares la superficie vendue (14 % de la superficie agricole utilisée) dans le bailliage complet (cinquante et une communes). Avec forêts et étangs, 3793 hectares (12,2 % du sol). ADV 10Q6-14.

⁸¹ Le chiffre doit être un peu plus haut : nous n'avons pas récupéré les chiffres de Saint-Germain.

⁸² L'évaluation en Moselle est impossible : la série Q a brûlé.

(ADMe Q300-301). Comme l'a déjà signalé l'historiographie, le procédé suivi aux enchères des biens de première origine exclue la participation des paysans.

En 1792, l'Assemblée législative ordonne le séquestre des biens des émigrés, leur vente commence en novembre 1793 à Commercy et en mars 1794 à Mirecourt. La législation montagnarde de 1793 avait établi la vente en petits lots, modification qui favorise la participation des paysans, spécialement à Mirecourt, où ces biens sont importants. À Commercy, comme dans la Haute-Marne, le potentiel compensatoire de ces biens est réduit : en novembre de 1793 les trois quarts des biens nationaux ont été déjà vendus. Les ventes finissent avant les modifications réglementaires de brumaire an IV (novembre 1795), donc celles-ci n'ont aucune incidence dans cette partie de la Lorraine⁸³.

Acheteurs

Tableau 11. Surface de biens nationaux acquise par classe (forêts exclues)

	Bourgeoisie	Paysans	Indéterminés
Mirecourt	65%	34%	1%
Commercy	81%	17%	2%

Sources : ADMe Q300-307 ; ADV 5Q 46-68.

Dans le bailliage de Mirecourt, les deux tiers des biens nationaux reviennent à la bourgeoisie⁸⁴. Ces valeurs coïncident avec la moyenne nationale ; les achats paysans sont un peu plus considérables qu'à Épinal mais plus modestes qu'en Alsace (Béaur et Minard, 1997 ; Schwab, 1911). Discriminés par origine, la bourgeoisie achète le 69 % des biens du clergé et la couronne, mais seulement le 55 % du patrimoine des émigrés. Dans le bailliage de Commercy, la portion bourgeoise s'élève aux quatre cinquièmes, proportions similaires à celles de Toul, district limitrophe à l'est, et de Bar-le-Duc (Lefebvre, 1963 ; Schmitt, 1908). Cette divergence entre districts peut surprendre. Le Xaintois, terre fertile, semble attirer moins l'attention de la bourgeoisie que la vallée de la Meuse. Normalement, la bourgeoisie s'impose dans les terres plus chères et productives (Béaur et Minard, 1997 ; Bodinier et Teyssier, 2000). Ceci est, dans un certain sens, valide pour la plaine des

⁸³ Une cinquantaine d'hectares dans le bailliage de Mirecourt, vendues en 1800, échappent à cette constatation. Il s'agit de terres dont la vente est bloquée par des réclamations juridiques. Les forêts, à l'exception de quelques petits bois, sont vendues pendant la Restauration.

⁸⁴ Nous avons inclus les nobles dans la catégorie de bourgeois. Dépourvue de ses privilèges et de son pouvoir seigneurial, la noblesse cesse d'exister comme classe à part. Mais, plus important, elle n'achète pas grande chose. D'autre part, pour éviter l'éparpillement des données, les achats de artisans sont comptabilisés dans la partie paysanne.

Vosges. Les acheteurs bourgeois du bailliage de Commercy ont un profil local tandis que ceux du bailliage de Mirecourt sont plus diversifiés : nous retrouvons des bourgeois de Charmes, Épinal et Nancy.

Certainement, la vente en petits lots, plus étendue dans le Xaintois, permet de comprendre cette différence. Néanmoins, les achats bourgeois sont plus importants à Meuse même si nous nous limitons aux biens de deuxième origine. Les laboureurs expliquent les sept dixièmes des achats paysans dans les deux régions ; la coalition d'acheteurs, fréquente dans le Nord ou la Haute-Marne, n'existe pas à Commercy (Clère, 1988 ; Lefebvre, 1924)⁸⁵. Par contre, cette stratégie est présente à Mirecourt. En dernier ressort, la faible participation des agriculteurs meusiens s'explique par la différence de fortunes. Les laboureurs du Xaintois sont plus riches et s'ils s'associent, ils peuvent concurrencer avec la bourgeoisie⁸⁶. Finalement, il faut aussi considérer, comme hypothèse, une bourgeoisie plus puissante à Commercy, carrefour de routes commerciales.

Dans les deux bailliages, les manœuvres obtiennent entre le 2,5 % et le 4 % du total des biens offerts (en superficie). Leur participation est plus importante aux enchères des biens de deuxième origine, 20 à 22 % ; 22-24% pour les artisans. Certainement, la vente en petits lots altère la participation des classes sociales⁸⁷. Mais dans l'ensemble, la politique jacobine n'arrive pas à produire des grands changements. Pour les achats paysans, ce sont les laboureurs qui s'imposent. Comme l'a remarqué Soboul (1979), la vente des biens nationaux a permis la conversion des fermiers en propriétaires (ou, plutôt, l'augmentation de la partie en propriété des exploitations qui continuent à inclure des fermages). Mais elle n'est pas un mécanisme d'accès à la terre pour les petits exploitants ou les prolétaires.

* * *

À partir de 1789, la cessation des paiements des prélèvements seigneuriaux se répand dans la campagne lorraine. En 1793, l'abolition définitive des droits seigneuriaux a des impacts différentiels sur la population rurale. Les propriétaires obtiennent les plus

⁸⁵ La coalition d'acheteurs paysans est aussi absente dans le district de Saint-Mihiel (Lecarpentier, 1908).

⁸⁶ La fortune des laboureurs explique aussi la différence avec le district d'Épinal, en partie montagneux : les exploitations sont plus petites qu'à Mirecourt.

⁸⁷ Ceci contraste avec le panorama national : Bernard Bodinier et Éric Teyssier (2000) ne trouvent pas des grandes différences entre les origines en ce qui concerne à la classe sociale des acheteurs. En revanche, dans la Haute-Marne, les paysans achètent davantage après juin 1793. Mais les superficies aliénées, bien plus réduites que celles de première origine, atténue l'impact sur le bilan général (Clère, 1988).

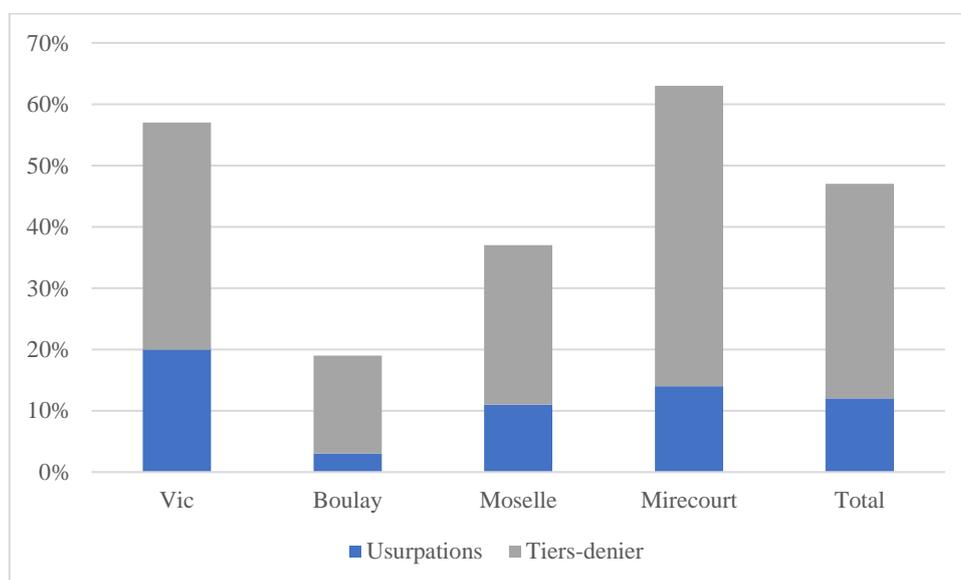
grands avantages. Mais les fermiers en profitent aussi, au moins sur le court terme. La propriété est donc au cœur de la question. La vente des biens nationaux impulse la conversion des fermiers en propriétaires ou, en tous cas, l'augmentation de la partie exploitée en faire-valoir direct. Même si le morcellement des lots en 1793 facilite la participation des fortunes plus modestes, le bilan est largement favorable à la bourgeoisie. La vente des biens nationaux n'est pas une voie d'accès à la terre pour les petits exploitants et les dépossédés. Au moins dans le plateau, la faim de terre se tourne vers les communaux.

CHAPITRE 10. LE PARTAGE DES BIENS COMMUNAUX (1789-1850)

I. LA RECUPERATION DES COMMUNAUX USURPES

Les usurpations dans les cahiers de doléances

Graphique 3. Plaintes contre les usurpations et le tiers-denier dans les cahiers de doléances lorrains



Sources : Dorvaux y Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1928.

Dans le bailliage de Vic, une commune sur cinq proteste contre les usurpations seigneuriales ; une sur six à Mirecourt. Naturellement, c'est le tiers-denier pris dans son sens large (comme appropriation non seulement des terres mais aussi du produit des ventes réalisées par les communes) l'élément qui concentre les plaintes.

Récupération des communaux (1789-1795)

En décembre 1789, un décret de l'Assemblée Constituante défend aux communes de procéder à la récupération des communaux par voie de fait (Bourgin, 1908a). Quelques mois plus tard, le triage (et le tiers-denier) est aboli ; les communes sont autorisées à réaliser leurs réclamations auprès des tribunaux (Vivier, 1998). Dans la Lorraine, la récupération des communaux commence dès 1789 mais elle ne suit pas nécessairement

le sentier signalé par le gouvernement. Dans les Vosges, quelques jours après la rédaction du cahier de doléances, Nicolas François Hennequin de Curel rend à la commune de Frenelle-la-Grande un peu moins de la moitié des 17,4 hectares qu'il avait obtenu en vertu du tiers-denier dans un partage de 1774. La partie restante retourne à la commune après la loi du 28 août 1792 qui annule les opérations de triage des dernière trente années (Rothiot, 1998). À Frenelle-la-Petite, Hennequin de Curel convient avec les villageois que les terres qu'il avait usurpées appartiennent à la commune ; pourtant, lorsque la commune décide de les affermer, les habitants sont dénoncés pour usurpation (ADV Edpt 189 1D1 ; Rothiot, 1999). En décembre 1790, le directoire de Mirecourt ordonne la restitution de 31 hectares à Poussay que le Chapitre s'était emparé (séquestrés comme biens nationaux). La commune les partage en 1791, mais la reconnaissance formelle de la propriété n'arrive qu'en 1794 (Rothiot, 1999). En 1793, le fermier de l'émigré Bassompierre réclame une réduction de son fermage puisque la commune a occupé 19 hectares sans aucun jugement favorable d'un tribunal. En 1794, grâce à la procédure de l'arbitrage, la commune obtient quelques hectares complémentaires (ADV L166 ; Rothiot, 1999)⁸⁸.

Dans la Moselle, la commune de Tragny récupère 1,4 hectares en avril 1790 ; le court délai entre cet évènement et la promulgation de la loi suggère qu'ils ont ouvert de fait (ADMo 1O137). À Béchy, un partage en 1790 semble impliquer des terres récupérées (dans cette commune, les partages sont habituels depuis 1764 ; ADMo 1O121). Longeville-lès-Saint-Avold agit dans le cadre de la loi dans le but de rentrer en possession de 15 hectares (AN D XIV 7). Hellimer regagne, grâce à l'arbitrage, 75 hectares (partagés avec la commune de Diffembach). Le tiers-denier engendre des pétitions dans tout le département (Vivier, 1998).

Dans la vallée de la Meuse, les usurpations par le biais du tiers-denier ne sont pas tellement répandues comme sur le plateau. La documentation ne laisse pas des traces à l'exception de la tentative -échouée- du bourg de Sorcy-Saint-Martin. Par rapport aux autres départements lorrains, les pétitions à cet égard ne sont pas très nombreuses (Vivier, 1998).

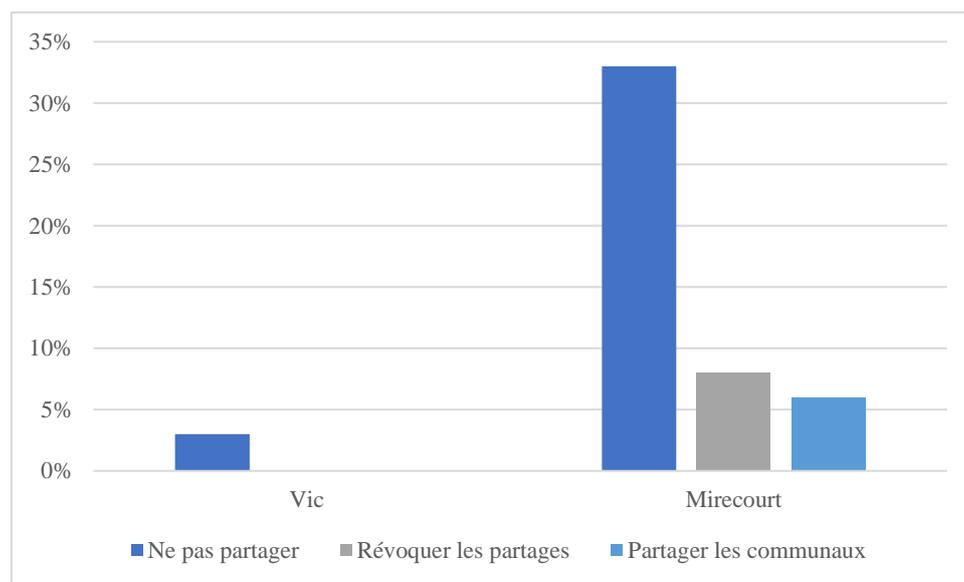
⁸⁸ L'arbitrage, implémenté par la loi du 10 juin 1793, stipule une session entre le juge de paix et les représentants de chaque partie en conflit ; s'il n'a pas d'accord, le juge nomme un troisième arbitre qui doit régler la dispute. Cette procédure est très favorable aux communes (Bourgin, 1908a ; Vivier, 1998). Dans les Vosges, les récupérations des communaux se répandent partout (Rothiot, 1999).

Dans la Lorraine, si la voie juridique n'est pas totalement écartée par les communes, il est clair qu'elles préfèrent les voies de fait. La plupart de reconnaissances formelles de propriété arrive après 1793 (Rothiot, 1999). Cette méthodologie n'est pas réservée à la Lorraine, nous la retrouvons aussi dans la Picardie, le Nord, l'Yonne et l'Aveyron (Gauthier, 1977 ; Lefebvre, 1924 ; Vivier 1998). Dans la Bretagne et le centre du pays, les paysans font recours à la lutte insurrectionnelle (Ado, 1996). Les lois de 1790-1793, favorables à la rentrée en possession des communes, sont une réponse politique à l'action paysanne (Vivier, 1998).

II. LES PARTAGES REVOLUTIONNAIRES

Le partage dans les cahiers de doléances

Graphique 4. Formes d'exploitation des communaux dans les cahiers de doléances



Sources : Etienne, 1907 ; Martin, 1928.

Dans la Moselle, le partage des communaux n'attire pas l'intérêt des assemblées. En revanche, à Mirecourt, le sujet est traité par presque un cahier sur deux. La solution majoritaire est celle de ne pas partager et d'annuler ceux qui ont été faits. Dans le bailliage de Boulay, le manque d'intérêt soutient l'hypothèse que nous avons postulé précédemment : les communes réalisent des partages par voie de fait.

Autorités nationales et départementales face aux partages (1789-1792)

Jusqu'à 1792, la question des communaux stagne au niveau des gouvernements. Les débats existent, certes, mais ils ne conduisent pas à des résultats législatifs. En 1791, une enquête compile les différentes opinions des autorités départementales vis-à-vis du partage. L'Alsace et la Meurthe donnent un avis favorable ; les Vosges et la Meuse exposent des doutes et la Moselle ne répond pas (Vivier, 1998).

Dans le conseil général des Vosges, quelques conseillers proposent de partager les communaux. D'autres s'opposent. En décembre de 1790, le conseil décide qu'aucune loi ou décret général peut être passé et que ce sont les communes qui doivent délibérer et obtenir l'aval du département (Chapelier y Chevreux, 1889, 1991). Une solution similaire est envisagée par le département de la Meurthe (Lacoste, 1953). L'absence d'une réponse mosellane à l'enquête a été interprétée comme un manque d'intérêt (Bourgin, 1908a). Mais le conseil général traite la question en décembre 1790 et se montre favorable au partage (AN D XIV 7). Par contre, dans la Meuse, le sujet n'est pas débattu (ADMe L 168-170). En 1792, consulté à nouveau par l'Assemblée législative, le directoire contourne la question en envoyant, comme réponse, le mémoire présenté auprès de l'assemblée provinciale de la Lorraine en 1787.

Partages par voie de fait (1789-1793)

Malgré le refus exprimé par les laboureurs dans les cahiers de doléances, les partages se poursuivent dans le Xaintois (Rothiot, 1999). Des cinquante et une communes de l'ancien bailliage de Mirecourt, aux moins dix partagent leurs communaux avant juin 1793⁸⁹. Sans cadre juridique, les modes de partage sont très divers. À Frenelle-la-Petite, des lots ménagers sont cédés pour douze ans en échange d'un fermage de 7 livres (ADV L495). À Frenelle-la-Grande, en 1791, un accord entre laboureurs et manœuvres en 1791 établit le partage des labours pour trois à neuf ans tandis que les prairies seront louées. En 1792, les manœuvres décident unilatéralement le partage des prairies affermées ; en février 1793, tous les pâturages sont partagés (Rothiot, 1998). À Poussay, les terres récupérées sont données à vie et le fermage est autorisé (ADV Edpt 364 1N2). À Saint-Menge et Repel, le département valide un partage pour huit ans (ADV L495). À Chauffecourt, le partage se fait part tête ; l'assemblée accorde que si le département intervient tous les bénéficiaires seront solidaires (ADV Edpt 99 1D1). Les partages par

⁸⁹ Bazoilles-et-Ménil, Chauffecourt, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gircourt-lès-Viéville, Mirecourt, Poussay, Repel, Saint-Menge et Vroville. ADV Edpt 43 2D2, Edpt 99 1D1, Edpt 205 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 364 1N2, Edpt 537 1N9, L 495, L2512, Rothiot, 1998, 1999.

voie de fait ne sont pas habituels dans le reste du département ; pourtant, dans le Xaintois, comme dans la Meurthe (où ils affectent le 40 % des communes), ils abondent (Lacoste, 1953 ; Rothiot, 1999).

Dans la Moselle, l'édit de 1769 est en vigueur, donc dans les Trois-Evêchés les partages peuvent se réaliser dans des cadres légaux. Les communes de Béchy, Guinglange, Hellimer, Tragny et Voimehaut en profitent (ADMo 1O121, 1O123, 1O137). Nous retrouvons aussi quelques exemples dans la Lorraine où aucune loi ou décret les autorise : Adelonge, Hémilly et Valmont (ADMo 1O123-124). Il est possible que ces données sous-estiment l'ampleur du phénomène. Dans le district de Dieuze (Meurthe), limitrophe de la Moselle, une douzaine de communes partagent leurs communaux ; huit dans le district de Château-Salins (Lacoste, 1953). Laissant de côté les communes évêchoises, il est clair que dans la Moselle les partages commencent bien avant 1793. Nous pouvons croire que le rythme est plus modéré que celui du Xaintois, il faut considérer que plusieurs communes ont déjà partagé leurs biens⁹⁰.

Finalement, dans les communes de l'ancien bailliage de Commercy, la question ne mobilise pas la population. Le seul partage connu avant 1793 est celui de Vertuzey, réalisé en 1788 ; pas des données concernant l'étendue, mais en 1793 la commune possède 48 hectares de communal (ADMe 1O174). Nous l'avons vu, à Commercy, la structure d'exploitation, fondée sur les petites et moyennes unités, démocratise l'utilisation du communal : son partage ne rencontre pas de grands appuis. Par contre, dans la plaine, la polarisation sociale impulse les partages. Cette divergence est aussi constatée dans la Haute-Marne par Jean-Jacques Clère (1988). Dans les districts dominés par la grande exploitation (Saint-Dizier, Bourmont), le désir de partage est fort tandis que, dans ceux où les exploitations sont plus petites, l'utilisation du communal comme pâturage est généralisée et les initiatives gouvernementales favorables au partage échouent.

Les partages dans le cadre de la loi du 10 juin 1793

Entre 1789 et 1793, les partages illégaux se répandent non seulement en Lorraine mais aussi dans la Picardie, le Nord, les alentours de Paris, l'Oise et le Gard (Ado, 1996 ; Lefebvre 1924 ; Gauthier, 1977 ; Ikni 1982 ; Plack, 2009). Les événements d'août 1792 précipitent l'action législative. François de Neufchâteau, député des Vosges, présente un

⁹⁰ Dans le Nord, les régions qui partagent leurs biens avant 1789 ne sont pas des foyers de partage pendant la Révolution (Lefebvre, 1924).

projet de loi qui impose le partage obligatoire des communaux non boisés. Le projet est approuvé, pourtant, le procédé à suivre n'est pas fixé : la loi ne peut pas encore être appliquée. Les communes écrivent à Paris et demandent la définition du mode. Une nouvelle vague de jacqueries et la persévérance des partages *de facto* emmène les jacobins à sanctionner, le 10 juin 1793, le partage optatif des communaux en lots égaux par tête entre tous les habitants. Il devra obtenir au moins le tiers des voix de l'assemblée villageoise et la cession sera en propriété : les parcelles obtenues sont inaliénables pendant dix ans (Vivier, 1998).

Tableau 12. Communes qui partagent leurs communaux dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle

	Vosges	Moselle	Meuse
Avant 1789	12 (24 %)	24 (29 %)	1 (5 %)
1789-mai 1793	10 (20 %)	7 (8 %)	0 (0 %)
Après juin 1793	44 (86 %)	30 (35 %)	2 (11 %)
Total*	46 (90 %)	38 (45 %)	3 (16 %)

*Le total n'équivaut pas à la somme des parties puisque plusieurs communesregistrent plus d'un partage.

Sources : ADMe ED 425 90, 1O174, 2O1143, 2O1278, 2O1290, 2O1299, 2O276, 2O315, 2O450, 2O478, 2O511, 2O655, 2O676, 2O735, 2O767, 2O775, Q1255 ; ADMo 1O120, 1O121, 1O123, 1O124, 1O126, 1O137, 1O138, 1O144 ; ADV Edpt 39 1N1, Edpt 43 2D2, Edpt 68 1D1, Edpt 99 1D1, Edpt 189 1D1, Edpt 205 1N1, Edpt 251 1N1, Edpt 262 BB1, Edpt 262 1D1, Edpt 262 1N1, Edpt 297 1N1, Edpt 300 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 361 1N1-2, Edpt 364 1N2, Edpt 371 1N1, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1N1, Edpt 484 1N1, Edpt 537 1N9, L495, 1O49, 2O101 10, 2O147 10, 2O151 11, 2O160 10, 2O200 10, 2O212 10, 2O358 11, 2O538 10, 2O549 10, 11T 28 296 ; AN D XIV 7, H1489 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1928 ; Rothiot, 1999.

Dans le Xaintois, nos estimations coïncident avec celles de Jean-Paul Rothiot (1999)⁹¹. La différence entre les Vosges et la Moselle peut surprendre ; même si les valeurs sont fortes dans les deux cas, le Xaintois double les valeurs du nord-est du plateau. Une sous-estimation dérivée des lacunes des archives mosellans est vraisemblable. En 1802, le préfet Colchen postule que « [...] entre 686 communes, dont 107 ont partagé par tête, 579 par famille, et dont, enfin, 119 sont restées dans l'indivision. Les partages opérés depuis 1789 sont au nombre de 530 » (Colchen, 1802, p. 123)⁹². En 1833, une lettre au ministre du Commerce et des Travaux publics soutient que la majorité des communes des

⁹¹ Les données de cinq communes (Offroicourt, La Neuveville-sous-Montfort, Bettoncourt, Marainville et Lignéville) manquent. Entourées de partages, il est probable qu'elles en aient réalisés.

⁹² Ces valeurs suggèrent que quelques communes ont réalisé des partages dans le cadre des deux législations en vigueur (l'édit de 1769 et la loi du 10 juin 1793).

anciens Evêchés ont réalisé un partage avant et après la Révolution sans s'arrêter dans le fait que la loi de 1793 avait été suspendue en 1796. En effet, nous avons retrouvé deux cas de partages effectués après cette date sous le cadre de la loi de 1793 (ADM_o 1O123-126).

Ces doutes ne peuvent pas être étendues à la Meuse : entre 1802 et 1805, la totalité des communes informe si un partage a été réalisé. Presque toutes les réponses sont négatives ; seulement trois réponses affirmatives, l'une d'elles provenant de Vertuzey qui avait partagé ses biens en 1788 (ADM_e 1O174, 2O676, 2O1278). Est-ce qu'il s'agit de terres trop mauvaises pour l'agriculture ? En 1793, une enquête lancée par les autorités départementales informe l'étendue des terres qui ne pourraient pas être partagées par leurs caractéristiques objectives. La plupart des éléments présents dans l'enquête sont des forêts, des fontaines et des places urbaines. Nous retrouvons aussi quelques pâquis, mais jamais des grandes extensions. À Commercy, 12 hectares de côtes ; 2,4 hectares de pâturages à Euville, 1,7 hectares à Méliny-le-Grand. Comme le montreront les cadastres des années 1810-1840, la fertilité des terres n'empêche pas les partages.

Dans la Lorraine, les partages précèdent la loi. Les manœuvres les impulsent tandis que les laboureurs essayent de les éviter. Par peur, fatigue ou conviction, le front d'opposition perd sa force vers 1793 ; quelques mairies donnent leur support aux partages. La loi de 1793 accélère les procédés qui cependant continuent à se poursuivre après 1796. La réglementation ne se trouve pas à l'origine des partages : il en est la conséquence (Vivier, 1998).

Le communal comme moyen d'accès à la terre

À différences des biens nationaux, le partage des communaux permet aux manœuvres d'accéder à la terre. Dans les Vosges les partagent affectent, dans presque tous les cas, des portions importantes : plus de la moitié et, très souvent, la totalité (tableau 13). Les sources n'indiquent pas toujours qu'est-ce qui arrive avec la partie qui n'est pas divisée. Quand elle est trop petite, le fermage semble l'option plus utilisée. C'est le cas de Juvaincourt et de Vroville (ADV Edpt 262 1D2, Edpt 537 1N9). À Boulaincourt, une portion es affermée et le reste laissé au pâturage collectif (ADV Edpt 68 1D1). Cette option mixte peut être le résultat d'une négociation : les votations ne sont jamais unanimes (ADV Edpt 188 1D1, Edpt 262 1N1).

Les partages affectent aussi des superficies importantes dans la Moselle ; comme dans les Vosges, à des très nombreuses reprises, ils s'approximent à la totalité du

Tableau 13. Portion du communal affectée aux partages révolutionnaires et taille du lot dans le Xaintois

	Superficie partagée (en ha.)	Superficie partagée (sur le total des biens communaux)	Taille des lots (en ha.)
Baudricourt		100 %	
Bazoilles-et-Ménil	2,5	21 %	
Frenelle-la-Grande*	32,7	100 %	1,1 a 1,2**
Gemmelaincourt	16,4	53 %	
Gircourt-lès-Viéville		100 %	0,19
Juvaincourt	94	100 %	0,23
Mattaincourt	34,5	59 %	0,04
Mazirot	25,1	100 %	
Mirecourt	108	100 %	0,02
Pont-sur-Madon	27	13 %	0,21
Poussay	102,6	91 %	0,2
Repel	31	58 %	0,72
Saint-Prancher	21,6	60 %	
Totainville	40,6	100 %	

*Frenelle-la-Grande lotit tout le communal non partagé ; un partage avait été fait en 1774.

**Cette valeur indique la superficie par ménage.

Sources : ADV Edpt 39 1N1, Edpt 43 2D2, Edpt 188 1D1, Edpt 205 1N1, Edpt 262 1N1, Edpt 297 1N1, Edpt 300 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 309 1N1, Edpt 361 1N1, Edpt 364 1N2, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1N1, Edpt 484 1N1, 2O200 10 ; Rothiot, 1998.

patrimoine villageois (tableau 14). Nous n'avons pas retrouvé des cas où une partie du communal soit laissée au pâturage ; à nouveau c'est le fermage le choix des communes pour le communal qui reste en dehors du partage.

Dans la Meuse, la commune de Lérerville partage 11,6 hectares ; c'est à peu près le 10 % de son patrimoine en 1831. Le mode ne s'accomode pas à la loi : chaque ménage reçoit un lot égal mais le chef du foyer le doit subdiviser entre les membres de sa famille (ADMe 1O174, 2O676).

Dans le plateau, comme dans le passé, la taille des lots varie considérablement de village en village. Dans les Vosges, à peine 2 aires à Mirecourt et plus d'un hectare à Frenelle-la-Grande. Dans la Moselle, l'amplitude semble plus réduite mais il faut remarquer que les villages qui possédaient les communaux les plus vastes ne donnent pas des renseignements sur les lots. En plus, nous devons considérer que les lots sont

Tableau 14. Portion du communal affectée aux partages révolutionnaires et taille du lot dans la Moselle

	Superficie partagée (en ha.)	Superficie partagée (sur le total des biens communaux)	Taille des lots (en ha.)	Étendue des communaux en 1821-1837 (en ha.)
Adelange		100 %		40,8
Arriance		100 %		53
Bambiderstroff	7	100 %	0,02	7
Basse-Vigneulles		100 %		104,6
Bionville-sur-Nied		100 %		11,21
Chémery		100 %		10
Guinglange	12,24		0,12	29,64
Hellimer*		Tiers récupéré au seigneur	0,1	33,6
Laning		Une partie		99,5
Many		Tout moins 2,4 ha.		33,8
Pontpierre		Tout moins 1,2 ha.		34,3
Raville		Tout moins 3,1 ha.		50
Tragny**	1,43	3 %	0,1	52

*À Hellimer, un partage a été réalisé dans les dernières années de l'Ancien Régime

**À Tragny, un partage de 29 hectares a été réalisé dans les dernières années de l'Ancien Régime

Sources : ADMo 1O121, 1O123, 1O124, 1O126, 1O137, 1O138.

distribués par tête, donc une exploitation en englobe plusieurs. L'intérêt des manœuvres est donc justifié même dans les cas extrêmes. Le partage des communaux est un moyen d'accès à la terre pour les dépossédés tandis que les petits exploitants peuvent arrondir ou même doubler leurs exploitations. Pourtant, aucun de ces lots peut suffire à la reproduction d'une famille. D'autre part, ils ne pourraient jamais servir de fondement pour la production mercantile simple que propose l'école de la voie paysanne (Ado, 1996). Le partage des communaux offre un soutien qui doit être complété par un salaire ; il fournit des denrées pour pouvoir passer la saison morte quand la demande de travail salarié chute.

III. LES COMMUNAUX AU PREMIER EMPIRE

Les annulations de 1804

En 1797, une commission de députés du Conseil des Cinq-Cents propose la révocation de tous les partages. La résolution produit les protestations de plusieurs députés, parmi eux, Antoine Delpierre des Vosges. Delpierre conforme une nouvelle

commission à laquelle participe Boulay de la Meurthe, très proche de François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur. Aux antipodes du projet antérieur, cette commission propose le partage obligatoire de tous les communaux du royaume, ce qui bien entendu provoque son échec. L'intensité des débats touchant les communaux expose leur importance de même que l'incapacité d'arriver à une solution politique (Vivier, 1998). En dernier ressort, le problème est toujours le même : les départements (et même les cantons) n'ont pas la même opinion sur ce sujet. Dans la Meuse, le préfet postule en 1803 que les partages ont nui à l'agriculture et réduit les revenus des communes (*Annuaire statistique du département de la Meuse*, 1803). Dans les Vosges, le préfet évite le bilan en postulant qu'il y a tant des arguments favorables comme contraires au partage (Desgouttes, 1801). Le préfet de la Moselle adopte une vision similaire, un peu plus favorable aux partages qui ont augmenté la valeur productive des communaux mais qui ont aussi enlevé des pâturages (Colchen, 1802).

Napoléon se préoccupe par la question des revenus des communes qui se trouvent très endettées. Dans les districts d'Épinal, Mirecourt et Neufchâteau, dans les Vosges, deux communes sur trois registrent des dettes (Vivier, 1998). En 1804 (ventôse an XII), une loi autorise la révision des partages. Tous ceux qui présentent des irrégularités par rapport à la loi de 1793 ou qui n'ont pas dressé d'acte doivent être annulés. L'ambiguïté de cette loi donne des pouvoirs amples au préfets.

Dans la Lorraine, les annulations sont massives (Vivier, 1998). Dans la Moselle, tandis qu'un seul partage est confirmé, nous avons compilé dix-sept révocations sur les vingt-huit communes qui ont partagé suivant le règlement de 1793 (ADMo 1O121, 1O123). En 1808, une lettre du préfet au ministre de l'Intérieur postule que la totalité des partages encadrés dans la loi de 1793 a été annulée. Dans les Vosges, le partage de douze communes est confirmé. Mais les annulations impliquent trente-deux communes (ADV Edpt 99 1D1, Edpt 141 1N2, Edpt 300 1D1, Edpt 309 DD2, Edpt 389 1D1, Edpt 396 1D1, 1O49, 2O101 10, 2O147 10, 2O151 11, 2O160 10, 2O212 10)⁹³. Dans le plateau, au moins les deux tiers des partages sont cassés. Dans la Meuse, naturellement, le phénomène est moins répandu : cassé à Saint-Germain, il est conservé à Lérouville (ADMe 1O174, 2O676).

L'historiographie l'a déjà remarqué, les raisons qui justifient les révocations sont pauvres, des simples excuses pour appuyer un choix pris à l'avance (Vivier, 1998). À des

⁹³ Les données concernant la validation ou révocation des partages de Ménil-en-Xaintois et Vroville manquent.

nombreuses reprises, la question des revenus est postulée comme motif (ADMo 1O123 ; ADV 2N1 ; Rothiot, 1999). Dans la Moselle, quelques communes qui avaient partagé leurs biens suivant le règlement de 1769 demandent d'être autorisées à grever les lots d'un fermage (ADMo 1O123.126).

La loi de 1804 autorise à réaliser des nouveaux partages, une demande doit être adressée au préfet au préalable (pourtant, l'utilisation de ce mot est évitée). La commune conserve la propriété des terres. Le lot est cédé en fermage et distribué par ménage. Dans la Moselle, toutes les communes réalisent des nouveaux partages grevés, à l'exception d'un cas (qui lotit ses communaux mais les offre aux enchères libres, ADMo 1O124-126). Parfois, une portion de la surface anciennement partagée est séparée pour être affermée librement (ADMo 1O123).

Dans le Xaintois, les communes suivent le même chemin qu'en Moselle. La plupart réalise un nouveau partage immédiatement (ADV Edpt 262 1D3, Edpt 262 1N1, Edpt 300 1G 3, Edpt 389 1D1, Edpt 39 1N 1, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1N1, Edpt 61 1D2, 2O104 11, 2O147 10, 2O151 11, 2O160 10, 2O169 10, 2O358 11, 23Q 17-18 ; Rothiot, 1998). D'autres le font au long de la décennie suivante (ADV Edpt 141 1N 2, Edpt 189 1D 2, Edpt 484 1N 1, 2O6 10, 2O549 10)⁹⁴. Quelques communes ne modifient pas la superficie affectée (Saint-Prancher et Maziro). Dans d'autres cas, un recul est visible. Ce qui reste en dehors du partage est loué mais aussi destiné au pâturage communal. À Juvaincourt, 53 hectares sont partagés (contre 94 en 1793), 40 destinés au pâturage et 1,5 affermés. À Baudricourt, 29 hectares partagés, 12 pâturés et 10 loués (ADV Edpt 39 1N1). Finalement, à Gironcourt, la délimitation d'un communal avec Morelmaison permet de partager une surface plus vaste que celle de 1793 (ADV 2O212 10). Même si le pâturage collectif sur les pâquis récupère de la place, nous sommes loin de la situation de 1788.

Comme en 1793, la taille des lots varie. Dans la Moselle, 5 aires à Bannay, un quart d'hectare à Chémery, Bistroff, Adelonge, Hémilly et Téting et 36 aires à Many (ADMo 1O123-126, 1O137, 1O142-144). Dans les Vosges, 8 aires à Domjulien, 20 aires à Dombasle-en-Xaintois, Bettoncourt, Estrennes, Gircourt-lès-Viéville, Saint-Prancher et Viviers-lès-Offroicourt (ADV Edpt 57 1N1, Edpt 141 1N2, Edpt 205 1N1, Edpt 440 1N1, 2O151 11, 2O169 10). À Chef-Haut, 60 aires, 70 à Baudricourt et 1,2 hectares à Blémerey (ADV Edpt 39 1N1, Edpt 61 1D2, 2O104 11). Le fermage varie aussi, mais il est toujours

⁹⁴ Trois communes n'offrent pas des données plus anciennes que 1827 (Gircourt-lès-Viéville, Haréville et Vittel). Pour cinq autres cas (Girovillers, Oëlleville, Puzieux, Ramecourt, Thiraucourt), nous ignorons leur choix jusqu'en 1844 quand leurs biens apparaissent partagés.

modique. Dans les Vosges, il est compris entre 0,5 F et 12 F pour la période 1804-1820. Même si nous prenons la valeur plus élevée, c'est un fermage accessible, pas plus d'une douzaine de journées de travail (salaire d'été). À l'hectare, la valeur oscille entre les 2 F et les 17 F (ADV Edpt 188 1D1, 20549 10). La fourchette peut s'expliquer par des variations dans la qualité du sol mais il faut aussi considérer que certains conseils villageois aient été plus susceptibles aux pressions des partageurs. Quoiqu'il en soit, dans tous les cas le fermage des lots du communal est considérablement inférieur au prix de marché. À Baudricourt, les paysans payent 7,17 F à l'hectare pour un lot ; en 1806, les portions du communal affermées aux enchères libres atteignent les 40 F à 133 F l'hectare (ADV Edpt 39 1N1). À Juvaincourt, en 1815 c'est 1,5 F pour un lot de 47 aires, soit environ 3 F à l'hectare ; le communal affermé aux enchères se paye entre 22,5 F et 189 F à l'hectare (ADV Edpt 262 1N1). Le fermage du lot reçu par le biais du partage est subventionné par la caisse municipale.

La vente des communaux (1813-1816)

Pressé par la situation financière, le gouvernement sanctionne une loi en 1813 qui dispose la cession de certains biens communaux à la Caisse d'Amortissement pour être vendus aux enchères publiques au profit du Trésor. En échange, les communes reçoivent une rente. Théoriquement, la loi n'affecte pas les biens en jouissance collective. Les pâturages sont donc exclus tandis que les biens affermés doivent être cédés. Mais ceux partagés ? Est-ce qu'ils peuvent être considérés comme étant en jouissance collective (Vivier, 1998) ?

Dans les Vosges, toutes les communes cèdent des biens mais seulement un tiers en vend. Des 23 mil francs auxquels sont estimés les revenus des biens, les mutations affectent environ 9 mil francs (38 %). Les enchères doivent commencer à vingt fois le revenu des biens ruraux ; l'échec des ventes produit une réduction à seize fois le revenu. Les ventes se montent à 235 mil francs, un 63 % au-dessus du prix de base. De village en village, les augmentations varient : 1% à Mirecourt, 150 % à Frenelle-la-Grande. Ceci s'explique par les partages réalisés depuis 1804 : le fermage étant subventionné, le prix de base (calculé sur ce fermage) est trop bas (ADV 23Q17-18). Évaluer le poids des ventes sur le total des biens n'est pas facile ; nous ignorons le revenu des biens non cédés. En francs, les communes qui vendent aliènent les trois-quarts des biens offerts.

Dans le tableau 15, les communes qui ont vendu des biens sont surreprésentées. Là où l'on vend, les ventes sont importantes en argent et en superficie. Spéculativement,

si nous considérons que les surfaces de 1830-1840 sont les mêmes qu'en 1817, nous pouvons risquer de dire que dans les communes où des ventes ont été réalisées, environ la moitié de leurs biens ont été aliénés. Si nous prenons aussi les valeurs en argent, il semble qu'il s'agit des terres de meilleure qualité. Pourtant, les deux tiers des communes n'en vendent rien ; les quatre cinquièmes des communaux (en surface) ne sont pas touchés.

Tableau 15. Superficies de communal vendues et non vendues en 1813-1816 (en hectares)

	Vendues	Cédées et non vendues	Surface du communal (année)
Domjulien	10	11,45	35 (1839)
Frenelle-la-Grande	54	?	10 (1816)
Girovillers	1,1	1,15	32,1 (1840)
La Neuville-sous-Montfort	17	11,7	28 (1840)
Poussay	4,3	5,7	5,7 (1816)
Ramecourt	23	-	5,6 (1824)
Repel	33,7	0,61	20,6 (1834)
Totainville	48,8	-	28 (1816)
Total	191,1	46,8	165

Sources : ADV Edpt 484 1N1, 1O50, 23Q 17-18 ; Rothiot, 1998.

Bien que la bourgeoisie se trouve bien représentée parmi les acheteurs, elle perd du terrain lorsqu'on s'éloigne de Mirecourt. À Poussay, avocats et marchands remportent le 61 % des terres (en superficie) tandis qu'un seul laboureur achète presque tout le reste (ADV Edpt 364 1N2). À Frenelle-la-Grande, les bourgeois prennent le 49 % (en argent), les laboureurs le 43 %, manœuvres et artisans le reste. Le mode de vente favorise les grandes fortunes, à des nombreuses reprises les lots comprennent plusieurs hectares (ADV 23Q18). Quelques fois, les biens sont morcelés, ce qui permet la participation de fortunes plus modestes. Condition *sine qua non*, elle ne suffit pas. À Poussay, les lots offerts oscillent entre les 10 et 20 aires ; pourtant, les manœuvres n'en obtiennent rien.

Dans la Meuse, en théorie, l'absence de partages empêche le succès de la loi qui peut affecter seulement les biens afferchés. En effet, le revenu des biens cédés à Commercy se monte à 5240 F, chiffre bien plus bas que celui du Xaintois (ADMe

Q1255)⁹⁵. Cette confiscation engendre des plaintes, des biens avec des revenus pour 913 F sont retirés des enchères (ADMe Q1188). À différence des Vosges, les ventes rencontrent le succès : à l'exception de Malaumont, toutes les communes qui ont cédé des biens en aliènent. Pourtant, un tiers des communes ne cèdent rien. Sur les autres deux tiers, comme dans les Vosges, l'impact est inégal. Quatre communes expliquent la moitié des ventes (en argent) : leur patrimoine est sensiblement réduit. En 1793, Vertuzey possède 48 hectares ; en 1831, seulement 18 hectares. Méligny-le-Grand a, en 1813, 12 hectares de communaux, 1,9 en 1844 (ADMe 1O174, 3P 3583). D'autres communes ne sont pas très touchées : Lérrouville conserve en 1831 96 hectares des 116 qu'elle avait en 1789 (ADMe 1O174). Comme dans les Vosges, l'impact des ventes est certain ; pourtant, la majorité des communaux n'est pas affectée.

Dans la Moselle, la destruction de la série Q rend difficile l'évaluation. Henry Contamine (1932) postule que les ventes affectent deux communes sur trois. Ceci produit des résistances (ADMo 1O11). Les mouvements se montent à plus de 3,1 millions de francs, bien au-dessus des 2,5 millions de la Meuse et les 1,3 millions des Vosges (Vivier, 1998). À Sarreguemines, trois quarts des biens cédés sont vendus. Dans tout le département, trois-cent individus achètent plus de six-cents lots situés dans trois-cents quatre-vingt communes, indice d'une forte concentration des achats (Contamine, 1932).

IV. ÉPILOGUE : LES BIENS COMMUNAUX EN 1815-1840

Des communes déficitaires

Les rentes obtenues par la vente des biens communaux ne produisent pas de gros revenus (Vivier, 1998). À Saint-Prancher, en 1816, le conseil municipal regrette que depuis la cession des biens à l'État national les revenus de la commune ont disparu (ADV Edpt 440 1D1). Malgré la rentrée en possession des communaux en 1804, vers 1820 les finances des communes sont en crise.

À Juvaincourt, en 1800, le conseil estime qu'il faut nommer quatre gardes champêtres. En 1804, ce même conseil juge qu'un garde est suffisant. La comptabilité de 1817 permet de comprendre cet accommodement : ilsregistrent au moins huit années de

⁹⁵ Notre échantillon comprend les communes d'Aulnois-sous-Vertuzey, Chonville, Commercy, Corniéville, Euville, Fréméréville, Gironville, Jouy-sous-les-Côtes, Lérrouville, Malaumont, Vertuzey, Vignot et Ville-Issey. Dans cette région, pour chaque hectare de terre utilisée, 0,65 F sont commercialisés, contre 1,17 dans le Xaintois. Certes, la terre de la plaine est plus chère, mais la différence de prix n'arrive pas à expliquer la différence entre les valeurs commercialisées en 1813-1816.

déficit et les dettes se montent à 3217 F (ADV Edpt 262 1D3-4). En 1818, Mattaincourt présente dans ses comptes un excédent de l'ordre du 15 %, mais plus de la moitié des recettes s'explique par la vente du quart en réserve, mesure exceptionnelle. En 1827, la commune communique au préfet qu'elle ne possède pas des fonds pour contribuer à la construction de bâtiments militaires à Mirecourt (ADV Edpt 364 1D1). Remicourt, qu'en 1807 étale un surplus fabuleux demande en 1819 l'urgente approbation d'un partage puisqu'elle n'arrive pas à couvrir ses dépenses. Entre 1822 et 1825, la commune est déficitaire (ADV Edpt 389 1D2). Dans la Moselle, le passage des troupes complique la situation des communes (Contamine, 1932). Dans la Meuse, Ménil-la-Horgne semble exemplaire : son surplus excède les trois chiffres en 1814. Pourtant, en 1817 le déficit est de 1215 F et en 1818 elle n'arrive pas à payer les salaires des gardes (ADMe ED 251 2). À Laneuville-au-Rupt, la dette dépasse les 1000 F en 1816 ; elle atteint 2170 F en 1819. Pour se couvrir, elle demande un virement d'argent provenant de la caisse forestière qui est concédé par les autorités (ADMe ED 208 98). Ce procédé devient un puissant mécanisme de subordination politique des communes aux gouvernements départementaux et nationaux.

Le progrès du partage et de l'affermage

Après 1816, les partages reprennent ; les superficies affectées s'étendent. Dans les Vosges, à Juvaincourt, la superficie partagée est réduite en 1804 par rapport à 1793. En 1816, la partie affermée est augmentée à 30 hectares en détriment du pâturage collectif (limité à 11 hectares). En 1826, la faim de terres oblige à inclure dans le nouveau partage toutes les terres disponibles, soit 94 hectares (ADV Edpt 262 1D3-4). À Parey-sous-Montfort, les pâquis pâturables disparaissent en 1816 ; à Chauffecourt en 1818, à Dombasle-en-Xaintois, en 1821, à Baudricourt et Domjulien en 1828 (ADV Edpt 39 1D2, Edpt 99 1D2, Edpt 141 1N2, 2O151 11, 2O358 11). À Estrennes, entre 1807 et 1835 la superficie partagée passe de 11 hectares à 39 (ADV 2O169 10). À Gircourt-lès-Viéville, Chef-Haut, Domvallier, Saint-Prancher et Remicourt les pâquis livrés au pâturage reculent aussi (ADV Edpt 205 1N1, Edpt 205 1D1, Edpt 389 1D1-2, Edpt 440 1N1, 2O104 10, 2O160 10). À l'occasion d'une enquête réalisée en 1836, seulement Vroville affirme posséder encore des pâquis ouverts au pâturage collectif (ADV 6M 1676-1744).

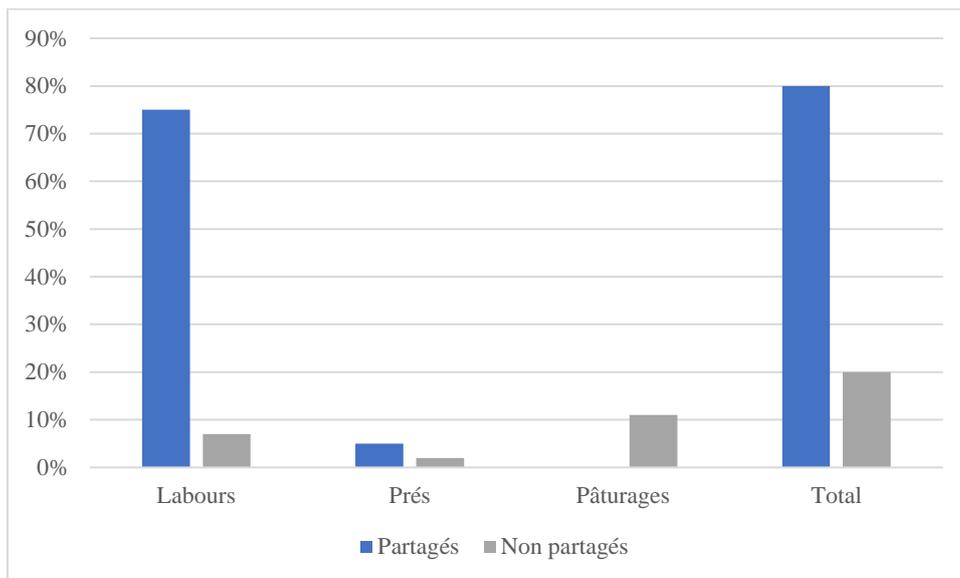
Pour agrandir leurs revenus, quelques communes augmentent le prix du loyer payé pour les lots du communal. À Frenelle-la-Grande, on passe de 2,5 francs l'hectare en 1806 à 36 F en 1836 (4 F pour un lot de 11 aires ; Rothiot, 1998). À Juvaincourt, tandis que la

superficie partagée double, le fermage passe de 1,5 F à 6 F (ADV Edpt 262 1D4). À Remicourt, de 4 à 6,5 F le lot (ADV Edpt 389 1D1-2). À Repel, le prix de 1,5 F en 1805 devient 5 F en 1832 (la superficie partagée augmente d'un tiers, les lots dans une proportion un peu inférieure ; ADV Edpt 396 1D1, Edpt 396 1N1). Les augmentations répondent aux besoins financiers des communes. La durée des cessions s'allonge aussi : de neuf à dix-huit ans (ADV Edpt 39 1D2, Edpt 57 1N1, Edpt 68 1D2, Edpt 389 1D2, 2O160 10, 2O200 10, 2O212 10). Parfois, le lot est donné à vie (ADV Edpt 205 1N1, Edpt 262 1N1, Edpt 396 1N2, 2O169 10, 2O358 11, 6M1729 ; Rothiot 1998).

Il n'est pas rare de voir que pour financer des affaires ponctuelles, les communes aliènent des petites portions de communaux. Deux hectares à Repel en 1819 pour payer le presbytère, 2,65 hectares à Domèvre-sous-Montfort pour reconstruire l'église (ADV Edpt 396 1D1, 2O147 10). Naturellement, ce procédé n'est pas nouveau.

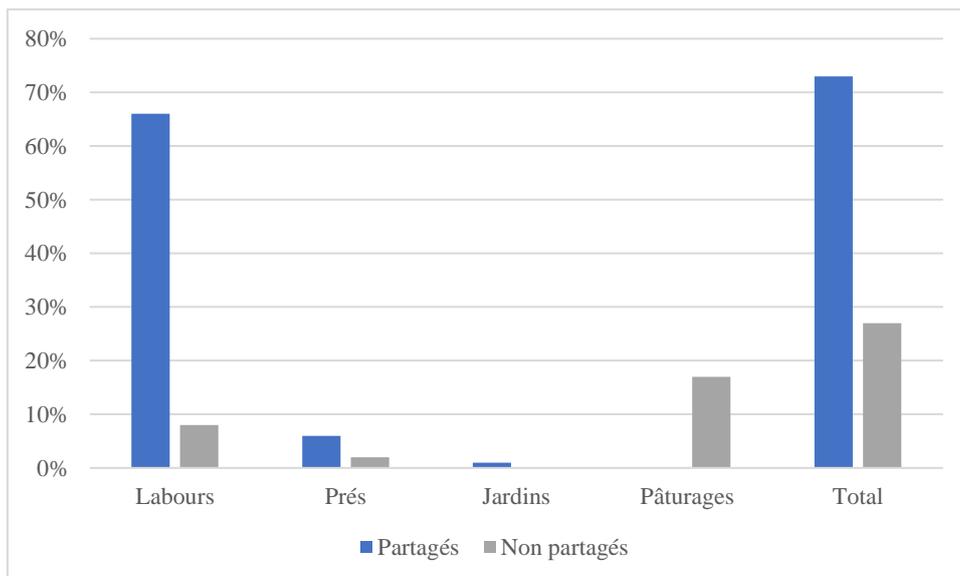
Dans la Moselle, le préfet reconnaît en 1823 que depuis 1789 les communes partagent leurs biens sans nécessairement obtenir l'aval du département. D'autre part, la loi de 1804 établit que les communaux doivent retourner à leur ancienne forme d'exploitation (sauf demande de partage adressé au préfet). Dans la Moselle, ceci implique deux possibilités : soit un retour théorique au pâturage évité par un nouveau partage réalisé dans le cadre du règlement de 1804, soit le retour à un ancien partage effectué suivant les normes de l'édit de 1769 (dans les communes évêchoises). Même en laissant de côté les procédés irréguliers, la situation réglementaire mosellane est diverse. Dans les années 20 du XIX^{ème} siècle, les autorités de la Moselle essaient d'uniformiser la législation. En 1825, le ministre de l'Intérieur exige au préfet d'imposer un fermage sur tous les lots provenant du communal. En 1828, la préfecture se montre favorable au partage avec des fermages modiques (ADMo 1O121). Entre 1825 et 1831, à Bannay, Béchy, Tragny, Hellimer et Many, la croissance démographique oblige une nouvelle délimitation des lots (ADMo 1O137-138). En 1837, à l'occasion d'une enquête sur les biens communaux, le conseil général de la Moselle informe que les communaux, depuis une quinzaine d'années, se trouvent dans la situation décrite dans les graphiques 5 et 6. Dans la Moselle, à l'aube du deuxième tiers du XIX^{ème} siècle, les trois quarts des communaux sont partagés, surtout à l'ouest du département. Parmi les biens non partagés, labours, prés et jardins sont affermés. Entre 1818 et 1833, toutes les communesregistrent des revenus provenant de leurs communaux (forêts exclues, ADMo 1O11).

Graphique 5. Biens communaux dans l'arrondissement de Metz (circa 1822-1837)



Source : ADMo 1O121.

Graphique 6. Biens communaux dans le département de la Moselle (circa 1822-1837)



Source : ADMo 1O121.

Comme dans le passé, les partages n'arrivent pas à s'imposer dans la vallée de la Meuse. Saint-Germain registre, en 1844, un partage sur 22 hectares (nous ignorons la date de réalisation). Vertuzey, qui avait déjà réalisé un partage en 1788, est l'autre commune qui déclare un partage en 1844 (ADMo 1O174). Quelques terres sont mauvaises, il est vrai (à Ménil-la-Hogne et Corniéville ; ADMe 3P 975, 3P 2400). Pourtant, la plupart des communes possèdent des pâquis de bonne qualité. Le cadastre de Lérrouville qualifie les 92 hectares de pâquis comme de première qualité ; elles payent en impôts les mêmes

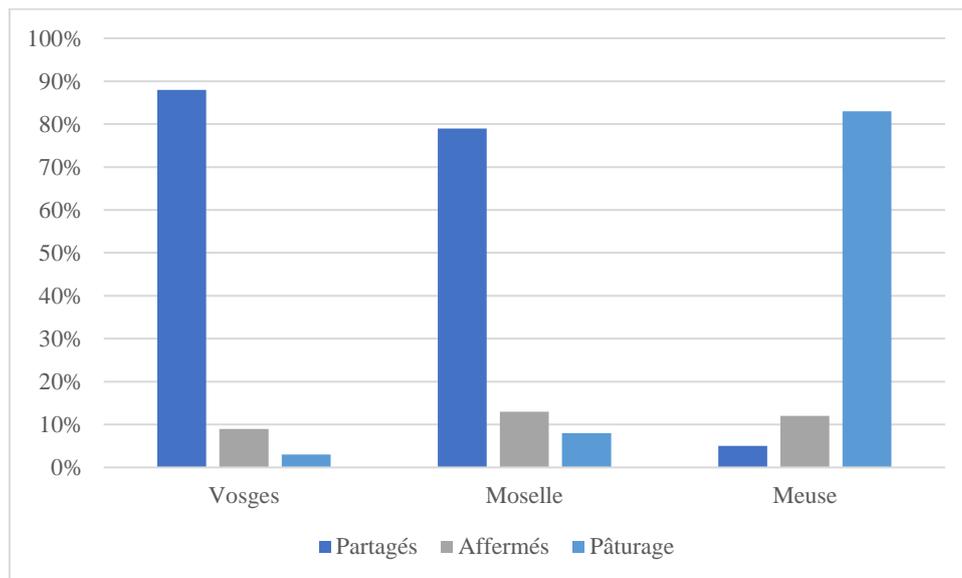
valeurs à l'hectare qu'une terre de labour de qualité moyenne (ADMe 3P 2097). La même constatation peut être faite à Malaumont tandis qu'à Jouy-sous-les-Côtes les 20 hectares de pâturages sont taxés à la même valeur que les labours de quatrième catégorie (sur cinq ; ADMe 3P 1892, 3P 2288). À Sorcy-Saint-Martin, la situation est encore plus favorable : tous ces communaux sont soit des prairies soit des labours. À Vertuzey, Frémeréville, Gironville et Vignot, les conseils municipaux proposent d'affermier les pâquis (ADMe 1O174). À nouveau, la qualité de la terre n'empêche pas le partage⁹⁶.

Comme dans le Doubs ou la Haute-Saône, pour produire des revenus, les communes afferment partie de leur biens (Cauchy, 1848 ; Vivier, 1998). En 1818, Aulnois-sous-Vertuzey loue 2 hectares en quinze lots ; à Vertuzey, 5,3 hectares en trente-trois portions (ADMe 2O38, 37Q2). À Sorcy-Saint-Martin, en 1820 2,7 hectares de regains communaux sont vendus ; en 1844, les regains de 23 hectares sont vendus ; 11 hectares impliquent aussi la première herbe (ADMe 1O174, 2O1143). Gironville loue 5,9 hectares en 1833, 9,5 en 1840 (ADMe ED 159 259, 2O 511). Il s'agit, dans tous les cas, d'une fraction minoritaire du patrimoine. De ce fait, pour produire des recettes, plusieurs communes grèvent le pâturage à des valeurs comprises entre 0,75 F et 2 F par bête de grande taille (six moutons comptabilisés comme une vache ; ADMe 1O174).

En 1844, face à la demande des autorités nationales, les départements lorrains élaborent un rapport qui décrit la situation des communaux (la Moselle en 1847). Dans le plateau lorrain, le progrès des partages est évident (graphique 7). Le pâturage collectif sur les pâquis est en voie de disparition. Cette évolution se manifeste sur les sols fertiles comme sur ceux du nord-est mosellan où le calcaire gagne de la place et la fertilité tombe ; cela nous oblige à nuancer le rapport mécanique autrefois établi entre nature du sol et partages (Mathieu, 1953 ; Peltre, 1975, 1978). L'accent doit être mis sur la polarisation sociale dérivée de la structure d'exploitation qui, dans un contexte de croissance démographique, impulse les partages. La plaine Lorraine s'inscrit ainsi dans une tendance qui affecte d'autres régions de grande culture comme l'Yonne ou le Calvados (Vivier, 1998). En revanche, la vallée de la Meuse évolue vers une autre direction. Toutefois, une mutation commune se manifeste dans toute la Lorraine : le recul de la superficie des biens communaux (forêts exclues). Dans les Vosges, où nos calculs sont plus précis pur 1789,

⁹⁶ Même dans les villages qui ont des communaux de mauvaise qualité, les pâquis sont parfois enclavés dans les labours.

Graphique 7. Biens communaux dans les Vosges, la Moselle et la Meuse en 1844-1847



Sources : ADMe 1O174; ADMo 1O142-144; ADV 1O50.

la réduction environne la moitié : ils occupent le 6 % de la surface agricole utilisée en 1844. Plus sévère est le déclin dans la Moselle, où les communaux non boisés occupent le 5 % de la superficie agricole utilisée, et dans la Meuse, où le chiffre descend au 4 %. Pourtant, il faut rappeler qu'en 1789 la Meuse est, en raison de l'extension de ses forêts, la région la moins pourvue en pâquis.

Propriété privée, propriété collective : l'appropriation du produit des communaux

L'offensive contre les communaux que nous avons constaté au XVIII^{ème} siècle se poursuit au XIX^{ème}. En Europe, les États produisent des législations avec le but de favoriser la privatisation de la terre. Usurpations de côté, ce processus se déroule par le biais de deux grands mécanismes : les ventes et les partages. Au Royaume-Uni, c'est le partage. Mais à différence de la France, les partages excluent une partie des habitants et se réalisent en lots proportionnels aux exploitations (Neeson, 1993, 2003). Une voie similaire est suivie par le nord-est allemand (Brakensiek, 2003). Dans l'Espagne, l'Italie et quelques régions allemandes, la vente est courante, parfois comme résultat de la volonté napoléonienne (Corona, 2003 ; Grüne, 2013 ; Pérez-Picazo, 2003). Dans la France, Nadine Vivier (1998) postule que la législation de 1813 est la culmination de la privatisation commencée en 1793.

Dans la Lorraine, dans ses aspects plus généraux, le partage de 1793 (lorsqu'il est validé en 1804) et les ventes de 1813-1816 aboutissent à la privatisation des communaux.

Il peut résulter vain de le réaffirmer, mais pour privatisations, nous comprenons le processus à travers lequel une terre passe d'une communauté de propriétaires à un seul. Si la privatisation profite à un seul gros propriétaire ou à plusieurs paysans pauvres, ça ne change rien : la terre devient propriété d'un seul individu. Dans ce sens, certainement, 1813-1816 est le corollaire de 1793. Mais cette perspective a comme point de départ une assimilation du communal avec les usagers nombreux et le privé avec la restriction d'usagers (Congost, 2007 ; Luchía, 2008). Si nous nous déplaçons de la forme juridique de propriété vers l'appropriation du produit de la terre, des nuances apparaissent et nous obligent à reconsidérer l'évolution des communaux, son insertion dans le panorama continental et son rôle dans l'économie agraire.

Dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, dans le plateau lorrain, les offensives seigneuriales conduisent à la privatisation de la terre. Une poignée de propriétaires rentiers s'empare du produit des communaux. Le bilan en 1813-1816 est le même, même si juridiquement les ventes sont acceptées par les contemporains et les générations qui suivent tandis que les usurpations seigneuriales sont révoquées à des très nombreuses reprises. Les usurpations et les ventes des communaux concentrent l'appropriation du produit de la terre. Dans l'Andalousie, les gros propriétaires dominent les enchères et consolident leurs *latifundia* (Pérez-Picasso, 2003).

En revanche, les luttes paysannes contre le tiers-denier et les partages de 1789-1795 sont révolutionnaires dans le sens socio-économique du terme. La terre récupérée et les pâquis restés en pâturage collectif sont partagés entre tous les habitants. Cela implique un passage vers la forme privée de propriété mais aussi une ampliation considérable du nombre d'individus qui s'emparent du produit de la terre. Avant les partages, les seigneurs et les laboureurs, après le partage, tous les habitants du village. Le privé et la restriction d'usagers ne sont pas, dans ce cas, des synonymes. Malgré la privatisation, les communaux sont, en 1793-1795, plus collectifs, dans le sens du nombre d'usagers, qu'avant 1789.

Certes, 1804-1805 semble annuler cette révolution. Mais le partage est conservé, la différence est la forme juridique qui implique que la commune s'empare, à travers du loyer, d'une partie du produit de la terre. Le lot ménager devient un droit, au long du siècle le partage progresse dans le plateau. Le fermage, nous l'avons vu, se trouve subventionné. Même après les augmentations des années 20 et 30, il est bien au-dessous du prix de marché. Cette politique soutient la distribution amplifiée du produit des communaux ; pourtant, à cette occasion, pas de privatisation. Comme dans le Duché de

Baden, il s'agit d'un processus d'individualisation sans privatisation (Grüne, 2003). En termes productifs, c'est une continuation de la politique de 1793.

Cette évolution du plateau ne se réplique pas dans la vallée de la Meuse, où les petites et moyennes exploitations font une utilisation plus égalitaire du communal. Au contraire, dans le plateau, la polarisation sociale pousse la population vers le partage. Pourtant, cette évolution structurelle ne suffit pas. Dans les régions de grande culture de la Bourgogne, où le nombre de dépossédés ne cesse de s'agrandir, les partages ne réussissent pas (Saint-Jacob, 1960). Dans le Doubs, malgré la volonté de partage exprimée par les manœuvres, le préfet impose l'affermage des communaux aux enchères libres. À Monchy-Lagache, département de la Somme, le préfet favorise la mise en affermage des communaux. Face aux réclamations des journaliers et artisans, le conflit est tranché grâce à une solution mixte qui lotisse les communaux en petites portions de 26 aires affermées à 20 F. La lutte des impliqués est donc un aspect déterminant dans l'évolution du mode d'exploitation des communaux (Béaur, 2006 ; Vivier, 1998). Dans la Lorraine, la méthodologie des manœuvres est la voie de fait formalisée par l'intervention postérieure de l'État. Comme l'illustre le cas belge, la législation triomphe lorsque les acteurs sociaux qui lui sont favorables s'imposent sur la scène politique (De Moor, 2003).

Redistribution du produit de la terre et capitalisme agraire

L'ampliation de l'appropriation de la terre, suppose-t-elle un frein au capitalisme agraire ? Traditionnellement, l'évolution de la France a été présentée comme un échec face au Royaume-Uni. La résistance paysanne, triomphante, aurait freiné le développement du capitalisme (Lefebvre, 1963). L'école de la voie paysanne a essayé de réévaluer le rôle des partages des communaux en postulant que ceux-ci auraient permis la conversion de la terre en marchandise et, en diminuant la ponction des rentiers, permis l'accumulation des petits et moyens exploitants (Ado, 1996 ; Gauthier, 1977). Cette évolution, que nous pouvons envisager dans les vignes du sud, ne se vérifie pas dans la plaine où, paradoxalement, se concentrent les études de la voie paysanne (Plack, 2009 ; Mc Phee, 1999). Quelle accumulation peut réaliser un exploitant d'un hectare ou deux ? En plus, les annulations cassent ce processus ce qui oblige aux conclusions centrées dans l'idée d'une révolution inachevée et les interprétations contrefactuelles (Ado, 1996 ; Jones, 1988 ; Gauthier, 1977 ; Soboul, 1979).

L'agriculture, on le sait, est une activité saisonnière. Le besoin de main d'œuvre des exploitations varie considérablement au long de l'année. De ce fait, elles utilisent quelques domestiques et, surtout pendant l'été, plusieurs journaliers. Un paradoxe du capitalisme agraire c'est que la concentration de la terre et la polarisation sociale, dans une économie qui est encore dominée par l'activité agricole, au même temps qu'elles soutiennent l'accumulation de richesse, elles l'empêchent (Kautsky, 2013). Au fur et à mesure que les petites exploitations se pulvérisent, la main d'œuvre potentielle des grandes exploitations perd sa capacité de reproduction. Gérard Béaur (2016a) le remarque : à quoi servent les prolétaires s'il n'y a pas une demande capable de les embaucher ? Lorsque cette demande n'existe pas, les *lazarillos de Tormes* se multiplient.

Dans la Lorraine, nous constatons ce paradoxe au niveau de la main d'œuvre. Dans la documentation, la peur aux vagabonds comme conséquence de la démobilisation de l'armée est récurrente. Rien de nouveau, c'est l'essence de la Grande Peur (Lefebvre, 1932). Pourtant, nous retrouvons aussi des nombreuses plaintes relatives au manque de main d'œuvre (Ríos, 2020). Les travailleurs font défaut dans une économie remplie de dépossédés ? Carlos Astarita (2005) constate la faible importance des vagabonds dans le développement du capitalisme castillan. Selon l'historien, l'offre de main d'œuvre salariée se soutient grâce à la population assise dans les villages ; les biens et usages collectifs deviennent un complément nécessaire pour la reproduction des familles avec peu ou rien de terre.

En 1781, un ancien membre du Parlement de Metz suggère que les partages doivent être multipliés pour éviter la migration de la population campagnarde (AN H1515). Un demi-siècle plus tard, le conseil municipal de Gircourt-lès-Viéville, dans les Vosges, dans une demande de partage réalisée au préfet allègue qu'il est indispensable pour donner un soutien aux résidents et favoriser l'arrivée de forains (ADV Edpt 205 1D1). Le partage des communaux fixe la population dans les campagnes, permet de passer l'hiver et soutient donc l'offre de salariés pendant l'été (Béaur, 2016a ; Warde, 2003)⁹⁷.

⁹⁷ Dans la province de Buenos Aires, Argentine, vers la fin du XVIII^{ème}, le manque de salariés est endémique. La frontière ouverte et la basse pression démographique sont à l'origine. Dans ce contexte, nous retrouvons la figure de l'*agregado*. L'*agregado* est un producteur qui s'établit dans les terres d'un propriétaire (*estanciero*) et qui en échange doit, théoriquement, travailler pour lui. Mais la corrélation de forces est favorable à l'*agregado* qui non seulement reçoit une exploitation mais aussi un salaire lorsqu'il travaille dans l'exploitation de l'*estanciero*. Si l'*estanciero* refuse de payer, il travaille pour un autre. Il touche donc une double rétribution : un salaire et une exploitation. La cession de la terre remplit le même rôle que le lot du communal en Lorraine. Elle permet la reproduction de la famille de l'*agregado* pendant la basse saison et elle fixe la population à la campagne. Amaral, 1987 ; Garavaglia, 1987 ; Gelman, 1987 ; Mayo, 1987a, 1987b, 1995.

Dans ce sens il est remarquable que, encore en 1804-1805, les conseils municipaux contrôlés par les laboureurs essayent de casser les partages ; pourtant, au fur et à mesure que les lotissements progressent au long du XIX^{ème} siècle, l'opposition s'évanouit. Les manœuvres impulsent les partages, certes, mais les laboureurs non seulement les acceptent, ils les demandent⁹⁸.

La place du communal change au long de la période que nous avons étudiée. Avant les partages, il sert de pâturage aux troupeaux de la commune, en profit de ceux qui en possèdent plus de bétail. Même s'ils combattent les partages, ces derniers offrent aussi un profit aux gros exploitants. La Lorraine est, tant au XVIII^{ème} que au XIX^{ème} siècle, une région de salaires nominaux bas. Le partage des communaux qui fixe la population dans les campagnes permet de soutenir le niveau des salaires. Le communal se transforme, mais il continue à offrir une subvention à la production capitaliste⁹⁹.

⁹⁸ Ce virage est, parfois, plus ancien. À Chauffecourt, le conseil municipal, rempli de laboureurs, appuie les demandes de partage (ADV Edpt 99 1D1).

⁹⁹ Au nord-est allemand, au XIX^{ème} siècle, le partage des communaux offre un revenu complémentaire aux producteurs de lin qui sont embauchés par les grandes exploitations (Brakensiek, 2003).

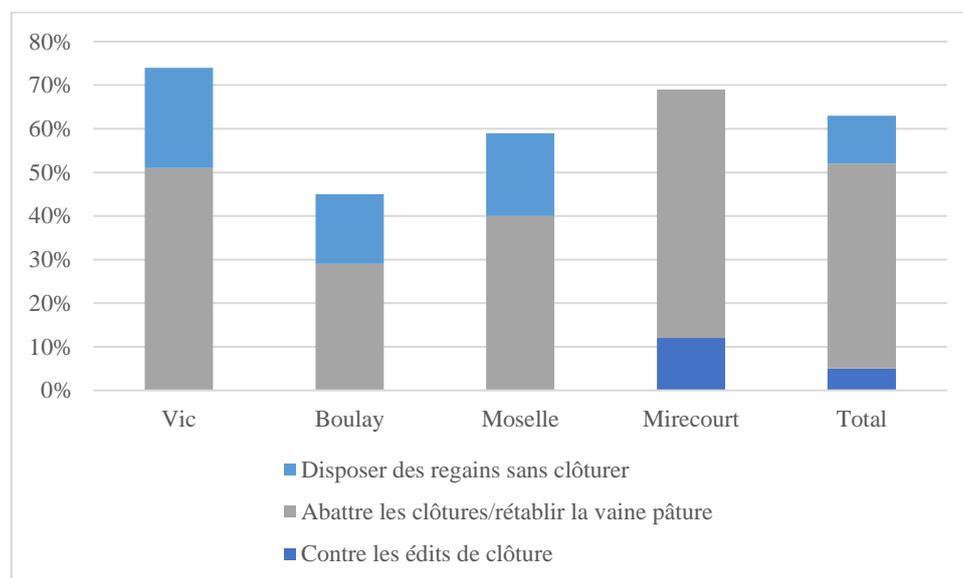
CHAPITRE 11. LES USAGES COMMUNAUX AU LENDEMAIN DE LA REVOLUTION (1789-1850)

I. L'ENJEU DE LA VAINES PATURE

La vaine pâture dans les cahiers de doléances

Les questions du troupeau à part et des clôtures sont très présentes dans les cahiers de doléances lorrains. Un cahier sur trois se plaint du troupeau séparé. Cette lutte s'encadre dans un processus plus vaste touchant les pâturages qui inclut les clôtures.

Graphique 8. Plaintes relatives aux édits des clôtures dans les cahiers de doléances lorrains



Sources : Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907 ; Martin, 1928.

Deux cahiers sur trois se plaignent des édits de clôture. Cependant, comme le précise Marc Bloch (1931), les solutions envisagées ne sont pas toujours les mêmes. Nous avons identifié trois possibilités. En premier, les cahiers qui ne donnent pas de grands renseignements et se limitent à demander la dérogation des édits. Second, ceux qui demandent soit le rétablissement de la vaine pâture sur les terres clôturées, soit la destruction des clôtures, ce que nous interprétons comme des positions identiques. À l'encontre de ce programme, les cahiers qui désirent abroger les édits mais aussi accorder les regains au propriétaire du pré sans qu'il doive recourir aux clôtures.

La deuxième possibilité se présente comme une lutte contre l'individualisme agraire. Il faut signaler que le retour au régime de vaine pâture inclut les embannies. La vente des regains au profit des communes étant une pratique courante, le conflit concernant les clôtures implique ceux qui ferment leurs terres, les usagers de la vaine pâture et les mairies qui désirent conserver le contrôle de la seconde herbe des prés. Toutefois, surtout dans le Xaintois, où les embannies n'excèdent pas encore les deux tiers des prairies, l'abattage des clôtures entraîne nécessairement l'ampliation de la vaine pâture. En revanche, l'attribution automatique des regains aux propriétaires sans qu'ils doivent recourir aux clôtures est une solution individualiste. Elle fait de l'embannie des regains au profit du propriétaire la règle absolue. Dans les Vosges, ce choix ne se manifeste pas, à différence de la Moselle. C'est surtout dans ce dernier département où les propriétaires ont réussi à détourner les embannies à leur profit.

La fin du troupeau à part

La noblesse et les fermiers du troupeau à part désirent conserver ce droit (AN F10 284). Quelques jours après la défense qu'en fait l'Abbé Grégoire, l'Assemblée Constituante décide de le maintenir provisoirement en mai 1790 (*Collection générale des lois : décrets, arrêtés, sénatus-consultes, avis du Conseil d'Etat et réglemens d'administration*, 1817, tome 1 ; Grégoire, 1790). Mais après les révoltes d'octobre et novembre, en avril 1791 elle sanctionne son abolition, à l'exception des cas où il est validé par un titre écrit (*Collection générale des lois : décrets, arrêtés, sénatus-consultes, avis du Conseil d'Etat et réglemens d'administration*, 1817, tome 2). En août 1792, toute trace du troupeau à part est éradiquée (Ado, 1996 ; Sagnac et Caron, 1907). Mais c'est le troupeau séparé en tant que droit seigneurial qui est aboli, le Code rural de septembre 1791 autorise la conformation d'un troupeau séparé qui doit être proportionnel à l'étendue de l'exploitation (Pérot, 1865). Néanmoins, en Meuse, cette loi n'est pas observée, et ceci avec l'accord du conseil général (ADMe 1N2). Les communes élaborent des règlements qui l'interdisent (ADMe ED 209 98, 251 2). Dans leurs jugements, les tribunaux accordent à ces règlements une hiérarchie supérieure à la loi : ceux qui font des troupeaux séparés sont punis (ADMe 4U 26 53-55). L'interdiction semble s'affaiblir à partir des années 40 du XIX^{ème} siècle, dans les minutes et procès-verbaux des justices de paix les sanctions disparaissent. À Vignot, en 1836, un résident pâturant sur son compte est acquitté (ADMe 55U1). Dans la Meuse, l'implémentation de cette pratique individualiste reconnue par la loi de 1791 prend un demi-siècle.

Guerre aux clôtures

Il n'est pas facile d'identifier le degré de conscience politique d'un délit individuel. Lorsque les chevaux d'un laboureur sont repris dans une clôture, est-ce qu'il existe une aversion spécifique contre le clos où c'est simplement un choix occasionnel, un délit qui aurait pu être réalisé sur une embannie ou une terre non moissonnée ? Pourtant, lorsque plusieurs habitants ou le troupeau communal sont impliqués, nous pouvons soupçonner une intentionnalité politique. Le pâtre, normalement, conduit le bétail sur les cantons indiqués par le maire puisque si son troupeau commet un délit, c'est lui qui est tenu responsable. À leur tour, si plusieurs particuliers pâturent en infraction tous ensemble, ils sont conscients de l'énorme possibilité d'être repris ; il y a donc préméditation. À Boulay, en 1770, une cinquantaine de chevaux sont introduits dans un clos du Domaine ; le bangard fait appel aux soldats pour les capturer. Une semaine plus tard, les mêmes chevaux sont repris à nouveau dans le même clos (ADMo B6212). Les initiatives de ce sort sont habituelles avant 1789 (ADMe Bp 4678 ; ADMo B6212, B6506, B9206 ; ADV B13, B83, B661, B663, B763, B1832, B2639).

Naturellement, la guerre aux clôtures se poursuit pendant la Révolution. À Jouy-sous-les-Côtes, Meuse, les paysans, motivés par une prétendue abolition de l'édit de 1767, détruisent les clôtures du ci-devant seigneur en 1790 (Sagnac et Caron, 1907). Dans le district de Mirecourt, deux habitants de Mazirot sont convoqués par le tribunal de paix accusés d'avoir fauché les foins d'un clos de Mademoiselle Barbara et mis le feu sur la haie. Des témoins fournis par la plaignante déclarent avoir écouté les accusés dire qu'ils allaient « [...] jeter la haie au diable... » (ADV L2512, 12 octobre 1792). Les témoins de la défense, qui reconnaissent avoir vu du feu à la distance, déclarent que la haie se trouve, au moment du procès, dans le même état qu'avant les événements en question. La partie plaignante objecte ces témoignages : quelques déclarants ont participé au fauchage du prés qui, au préalable, avait été déclaré propriété communale par le conseil municipal. Le juge punit les accusés pour le fauchage, mais ils sont acquittés pour le feu : la défaite de Mademoiselle Barbara sur ce point lui coûte plus cher que ce qu'elle obtient pour dommages. À Sorcy-Saint-Martin, Meuse, le 13 juillet 1792, les fermiers de l'ancien seigneur informent au conseil municipal qu'ils ont clôturé 4,7 hectares. Le 17 juillet, les chevaux de cinq laboureurs sont repris à l'intérieur du clos ; parmi eux se trouve le fils du procureur du bourg (ADMe L2314). Les exemples de cette nature se multiplient dans

la documentation judiciaire (ADMe L2307-2314, L2402 ; ADMo B6506, ADV L2512-2514, L2741).

L'impasse de l'État (1789-1792)

Le conseil général du district de Mirecourt discute la question des clôtures en 1790. Ils se montrent favorables à accorder les regains au propriétaire du pré sans clôturer. Nous rencontrons ici la formule politique des cahiers mosellans. Mais le conseil craint des mécontentements et propose de soutenir la méthodologie des édits lorrains qui partageaient les prairies en tiers : regains, embannie de semailles et vaine pâture. En adoptant ce procédé, les clôtures, disent-ils, deviennent superflues (ADV L689). Dans l'immédiat, aucune des propositions prospère.

La dissolution des parlements interrompt l'ordre institutionnel qui produit les ordonnances des regains ; celui de Metz arrive à en sanctionner mais son spectre est très limité (il concerne seulement les communes évêchoises qui ont souffert des inondations). En septembre 1789, deux villages mosellans (Gaubiving et Tenteling) demandent que les regains soient accordés aux propriétaires (AN F10 336 ; Gerbaux et Schmidt, 1906)¹⁰⁰. En juillet 1790, l'Assemblée Constituante réaffirme que le droit de vaine pâture sur les prés doit être respecté (Bourgin, 1989). En septembre 1790, c'est le conseil du district de Boulay qui sollicite l'attribution des regains aux propriétaires ; en décembre, le conseil du département réalise la même demande (AN D XIV 7).

Le Conseil des Vosges partage cette vision, le débat se centre dans la superficie qui doit être accordée aux embannies de regains (au profit des propriétaires). Les plus modérés reprennent le plan du district de Mirecourt (partage par tiers) tandis que les plus extrémistes proposent, comme dans la Moselle, de fermer tous les prés jusqu'à septembre et d'accorder les regains aux propriétaires¹⁰¹. Mais la prudence s'impose à la réforme. L'intervention de François de Neufchâteau freine tout appui potentiel à la lutte contre les clôtures et le conseil se limite à disposer que les communes pourront demander l'autorisation pour faire des regains (Chapelier et al., 1891 ; Ríos, 2015)¹⁰².

¹⁰⁰ Des pétitions similaires sont réalisées par Puttelange, Diffembach et Behren en 1789 (AN D XIV 7).

¹⁰¹ En fait, c'est ce qui se passe dans la montagne et la Vôge (plateau bigarré et boisé de sols calcaires) où l'élevage est l'activité économique principale. Blache et al., 1937.

¹⁰² On pourrait croire que le conseil, gagné aux idées physiocratiques, donne toujours un avis favorable. Ce n'est pas le cas, comme l'illustre le refus à Vroville en 1793 (ADV Edpt 537 1N9).

En septembre de 1791, la sanction du Code rural bloque toute tentative de réforme puisqu'il réaffirme le droit de vaine pâture dans les prés dans toutes les régions où il est en usage (Festy, 1947, Jones, 1988).

Les embannies dans les premières années de la Révolution (1789-1793)

Dans la Moselle, les actes judiciaires registrent des délits sur des regains en 1789 (ADMo B6212, B6506, B9206). En 1790, Macheren établit une embannie sur deux tiers de ses prairies « Pour profit pour tous les habitans » (ADMo B6212, 11 juillet 1790). À Hombourg-Haut, Lachambre et Flérange, toutes les prairies sont mises en réserve. La formule de Macheren suggère une enchère au profit de la caisse communale, mais les tensions émergent. En octobre 1789, Pierre Louis, bangard de Faulquemont (bourg lorrain), déclare au greffier qu'il avait trouvé trois chevaux « [...] sur le regain appartenant au comparant... » (ADMo B6506, 4 octobre 1789). À Boulay, en 1790, le bétail de Pierre Fickinger est repris sur une embannie. Fickinger réclame : la prairie est sa propriété (ADMo B6212). Des propriétaires de Condé-Northern et des villages environnants envoient une pétition au comité d'Agriculture et des arts dans laquelle ils dénoncent que les communes s'emparent des regains qui leur appartiennent (AN F10 336).

Dans les Vosges, les prairies sont mises en réserve pour faire des regains à Bazoilles-et-Ménil, Boulaincourt, Domjulien et Offroicourt en 1789 (ADV B661, B1832, 1871, B2634). À Mattaincourt, le conseil municipal sanctionne une embannie pour faire des regains en juillet 1790 ; la demande d'autorisation est envoyée deux semaines plus tard (ADV Edpt 297 1N1, L372, L495). Ambacourt en demande la permission en septembre, date à laquelle les regains sont fauchés ! En 1791, Bettoncourt offre des regains aux enchères, aucune autorisation est sollicitée (ADV Edpt 57 1D1). Des cas analogues peuvent être retrouvés dans les rapports et minutes des justices de paix de Mirecourt et Vittel (ADV L2512-2514, L2741). Dans tous ces cas, à différence de la Moselle, les regains appartiennent à la commune. Mais nous rencontrons aussi parmi les propriétaires du Xaintois les mêmes prétentions qu'au nord-est du plateau. En 1792, à Haréville, trois propriétaires sont inculpés pour avoir fauché les regains sur leurs près ; ils se défendent en citant l'article du Code rural qui concède la liberté de culture (refusée dans les articles qui suivent). La commune réclame les regains et reçoit un jugement favorable (ADV L2741). À Vroville, en 1793, les laboureurs du conseil municipal postulent que, vu que la commune n'a pas de pâturages en vertu du partage et affermage

des pâquis, les regains doivent leur revenir (ADV Edpt 537 1N9). Des demandes similaires se produisent dans d'autres villages de la plaine (AN F10 214, F10 332 ; Bloch 1930b ; Bourgin, 1908a).

Dans la Meuse, la situation diffère. Le conseil municipal de Vignot réclame en 1792 auprès du district de Commercy puisque les autorités ont mis en réserve une prairie séquestrée et traditionnellement ouverte à la vaine pâture. Le maire ordonne au pâtre d'y conduire les troupeaux. En 1791, ce même conseil sanctionne une embannie de semailles : moins d'une dizaine d'hectares (le cadastre de 1831 registre 106 hectares de prés ; ADMe ED 425 90). À Corniéville, en 1792, 20 hectares pour les semailles, un quart de ses prairies (ADMe ED 94 3).

Offensive de l'État contre la vaine pâture dans les prés (1793-1837)

Jusqu'en 1792, l'immobilisme prévaut au sein de l'État. En 1793, le département des Vosges autorise la mise en réserve des prés au profit des propriétaires (AN F10 207). En 1794 et 1795, Jean-Adam Pflieger, représentant en mission près de l'armée de la Moselle, ordonne la réserve des prairies de tous les départements lorrains, entre autres (F10 207 ; Bourgin, 1989). En 1794, la limite est fixée aux deux tiers, en 1795 les communes peuvent réserver toutes les prairies si les conditions climatiques le justifient. Dans tous les cas, les regains reviennent aux propriétaires. L'année suivante, le ministre de l'Intérieur autorise les départements à renouveler le décret dans le futur ; pourtant, en 1796, dans les Vosges, les autorités ignorent l'existence de cette permission (Bloch, 1930b ; Clère, 1982).

Les départements profitent de la possibilité de produire des nouveaux décrets du même esprit, mais pas de la même manière. Les autorités des Vosges autorisent la mise en réserve de la totalité des prés en 1798 et en 1799 ils décident que cette disposition se renouvellera automatiquement toutes les années (ADV 4K1 ; AN F10 336). La Moselle conserve la méthodologie traditionnelle et produit des décrets de ce sort en 1797-1799, 1802, 1803, 1805, 1810, 1812, 1813 et 1816. À partir de cette dernière année, la réserve des prairies est autorisée tous les ans (ADMo 1O97). La totalité des prairies peut être réservée. En 1812, les conseils municipaux peuvent modifier les aspects généraux des décrets si les quatre plus gros propriétaires en conviennent. Nous pouvons donc affirmer que dans les dernières années du XVIII^{ème} se confectionne, dans le plateau lorrain, la structure réglementaire qui formalise l'appropriation des regains par les propriétaires.

Les décrets qui autorisent les regains sont moins abondants dans la Meuse. Ils sont sanctionnés en 1796, 1797, 1799, 1800, 1802, 1805, 1816, 1820, 1825, 1830 et 1837 (ADMe 10179 ; AN F10 336-337). D'autre part, les limites en surface sont plus basses. Le tiers des prairies en 1800, les deux tiers en 1802 et 1805, la moitié dans tous les autres cas à l'exception de 1799 où les embannies peuvent affecter toutes les prairies. En 1810 quelques villages situés sur les bords de la Meuse demandent d'être autorisés à mettre les prairies en réserve, le conseil de préfecture en refuse (ADMe 10179).

La loi du 18 juillet 1837 modifie l'ordre du procédé. L'initiative est transmise aux communes qui doivent définir un règlement et le soumettre à l'approbation du préfet (Cormenin, 1838 ; Guermeur, 1890).

Appropriation des regains

Dans les Vosges, à Chauffecourt, en 1796, année sans décret portant sur les regains, plusieurs propriétaires déclarent au greffier qu'ils vont pâturer sur leur prairies mises en réserve (ADV Edpt 99 1D1). Au long de la décennie révolutionnaire, les condamnations pour pâturage sur les regains sont habituelles dans les tribunaux de Mirecourt et Vittel (ADV L2512-2514, L2741). En 1796-1797, les justifications des jugements évoquent des décrets inexistant¹⁰³. La pratique des propriétaires précède l'action des juges de première instance qui, à leur tour, exercent le droit en conformité à l'intérêt de ces propriétaires, en avance des lois ou décrets qui arrivent en 1798. En 1811, un jugement qui condamne un laboureur pour pâturage sur les regains postule que la mise en réserve est une pratique consolidée et donc un droit consuetudinaire (ADV 4U 16 33). Dans cette commune, en 1800 cinq résidents sont accusés pour la même contravention et acquittés après déclaration du maire qui remarque que, par la sécheresse, le conseil municipal avait décidé d'avancer l'ouverture des prairies (ADV L2512). Ce qui était un droit coutumier en 1789 requiert une déclaration officielle une décennie plus tard.

La consolidation du droit des propriétaires sur les regains est accompagnée, naturellement, d'une ampliation des surfaces mises en réserve. À Mattaincourt, les regains occupent 24 hectares, soit environ le tiers des prairies. En 1794, l'embannie affecte 70 % des prairies (ADV Edpt 297 1D1). À Chauffecourt, c'est la moitié des prés

¹⁰³ Dans la justification, la date du décret qui fixe la somme des amendes est précisée, pourtant, le prétendu décret qui autorise la réserve des prairies n'est pas daté (ADV L2741). Le jugement est, théoriquement, erroné et s'il est contesté, il devrait être cassé par un tribunal supérieur. Mais est-ce que les condamnés font l'appel ?

en 1794 et la totalité en 1802 (ADV Edpt 99 1D1). À Juvaincourt, l'assemblée décide de mettre en réserve environ les trois quarts des prairies en 1794 ; le décret de Pflieger les oblige à reculer aux deux tiers. L'année suivante, le conseil prépare une embannie sur les deux tiers de prairies, l'augmentation de la limite permise par le décret les induit à l'étendre sur tous les prés. En 1807, la totalité des prés est en réserve (ADV Edpt 262 1D2-3).

Dans la Moselle, ce processus d'ampliation des surfaces en réserve est plus ancien, nous l'avons déjà dépeint. Les sources ne sont pas très abondantes, mais il semble clair que cette tendance se soutient. Dans le district de Boulay, en 1801, une douzaine de communes demande la permission pour produire des regains sur toutes les prairies ; cette année-là aucun décret a été émis. Le département concède. En 1816, vingt-six communes du même district sont autorisées à prolonger l'embannie des prés jusqu'en novembre. En 1821, la préfecture sanctionne un nouveau décret qui permet la réserve des prairies ; le préfet demande aux communes de traiter la question en réunion du conseil. Le maire de Bambiderstroff répond en disant que ce n'est pas nécessaire parce que la vaine pâture s'exerce, depuis temps immémoriaux, après le fauchage des regains. D'autres communes traitent la question, la plupart convoque les dix principaux propriétaires pour participer de la séance¹⁰⁴. L'avis est toujours favorable et unanime (1097).

Dans le plateau lorrain, la vaine pâture sur les prés disparaît dans les dernières années du XVIII^{ème} siècle. Le partage des communaux ne peut plus que stimuler ce processus. Sans pâturages sur les pâquis en printemps, les laboureurs doivent recourir à leurs réserves en foin et au pâturage en forêt. Dans les Vosges, cet argument est à l'appui des demandes de concession des regains des laboureurs de Vroville et Rainville (ADV Edpt 537 1N9 ; Bourgin 1908a). À Chauffecourt, en juin 1801, le conseil municipal soutient que par l'absence de pâquis pour le pâturage, le bétail de la commune devra pâturer sur les regains et les propriétaires des prés seront indemnisés pour leur perte (ADV Edpt 99 1D1). L'absence de pâturage communal est spécialement ressentie par les laboureurs de fortune plus médiocre.

Dans la Meuse, les embannies sont plus réduites en surface. En 1794, Vertuzey décrète une embannie sur 13,1 hectares ; 62,1 hectares restent ouverts à la vaine pâture. En parallèle, Sorcy-Saint-Martin décide la réserve d'une prairie communale partagée avec Vertuzey. La commune réclame auprès du district qui lui donne raison. En 1799,

¹⁰⁴ Il s'agit d'Ancerville, Vignuelles, Bionville-sur-Nied, Boulay, Elvange, Faulquemont, Flétrange, Marange-Zondrange, Momerstroff, Pontpierre, Niederwisse, Hallering et Servigny-lès-Raville,

face au décret produit par le département, le conseil de Sorcy-Saint-Martin s'excuse en disant qu'il arrive trop tard, que seulement les prairies communales peuvent être fermées. Dans tous les cas, le bourg essaye d'exclure les troupeaux des voisins, mais pas les propres (ADMe ED 422 120). À Corniéville, en 1795, malgré le décret de Pflieger, seulement un cinquième des prés est fermé pour les semailles. En 1802, 1805 et 1823, le tiers des prairies est fermé pour des regains. Comme Sorcy-Saint-Martin, en 1820 la commune de Corniéville contourne l'ordre de mettre les prairies en réserve en alléguant aussi que le décret arrive trop tard : ils sanctionnent seulement une embannie de semailles (ADMe ED 94 3). À Ménil-la-Horgne, en 1813 et 1817, les regains occupent moins de la dixième partie des prairies (ADMe ED 251 2). En revanche, en 1826 ils semblent atteindre les deux tiers. En dehors de ce cas, seulement Vignot s'approche des limites permises par les décrets en 1794 (ADMe ED 425 90).

Une avancée sans résistances ?

Dans la Meuse, la résistance est évidente. En 1799, une pétition de Woimbey, appuyée par la municipalité du canton de Dompcevrin, demande la dérogation du décret portant sur les regains (AN F10 336). Mais plus que les pétitions, ce que nous retrouvons c'est la voie de fait. À Ville-Issey, le 8 août 1799, plus d'une centaine de chevaux d'au moins vingt-sept résidents sont repris sur les regains ; les dommages sont évalués à 500 F. Le 14 août, c'est le troupeau communal de Sorcy-Saint-Martin qui est introduit dans les prés en réserve de Ville-Issey. Le 20 août, les chevaux de trente-quatre habitants sont trouvés sur les regains. Le lendemain, à nouveau plus d'une trentaine d'animaux dans l'embannie. Le 23 août, ils récidivent. Des cas similaires sont reportés entre 1799 et 1840 sur les finages de Sorcy-Saint-Martin, Vertuzey, Aulnois-sous-Vertuzey, Méliny-le-Grand, Naives-en-Blois et Ourches (ADMe L2311, 4U26 53-55, 55U1). La dynamique est toujours la même : soit nous retrouvons le bétail de plusieurs habitants, soit le troupeau communal guidé par le pâtre. Dans ce dernier cas, c'est toujours dans l'embannie d'une commune voisine et sous l'ordre du maire ou des laboureurs.

Dans le plateau, les tensions existent aussi. À Boulay, les délits sur les regains sont fréquents en 1790. Parfois, des petits groupes de résidents sont impliqués, la plupart des fois, ce sont des délits individuels (ADMo B6212). Dans les Vosges, à Clémentines, les « [...] les ouvriers habitants de la communauté... » freinent les prétentions des laboureurs en 1793 (AN F10 214, 15 mars 1793). À Chauffecourt, en 1795, une quarantaine d'animaux de cinq laboureurs sont repris sur les regains. Des faits similaires,

impliquant toujours des petits groupements d'habitants, ne sont pas rares dans les papiers de la justice de paix de la décennie révolutionnaire et les premières années du XIX^{ème} siècle (ADV L2512-2514, 4U 16 32). Mais seulement un cas implique un troupeau communal (Rouvres-en-Xaintois en 1820 ; ADV 4U 16 34).

Dans le plateau lorrain, les résistances, plus faibles et moins articulés que dans la vallée de la Meuse, exposent une réalité : quelques agriculteurs, manœuvres, oui, mais aussi laboureurs, éprouvent des difficultés liées au recul du pâturage collectif sur les prés. Pourtant, ils n'arrivent pas à reconduire l'évolution générale de l'économie de la plaine. Comme nous l'avons déjà signalé dans un chapitre antérieur, ceci s'explique par la nature des usagers de la vaine pâture dans les prés : les propriétaires d'animaux de grande taille. En 1836, interrogé sur une potentielle élimination définitive de la vaine pâture dans les prés, le préfet de la Moselle informe au secrétaire d'État que

« Quant aux considérations politiques, tirées de l'usage que l'opposition pourra faire de la suppression de la vaine pâture pour dénaturer les intentions du gouvernement et exciter les classes pauvres contre les propriétaires ; elles sont sans importance. [...] Elle [la mesure] pourra donner lieu à quelques articles d'opposition dans les journaux de la capitale et dans ceux des départements, mais ils ne seront pas lus par les habitants que l'on suppose intéressés au maintien de la vaine pâture, cette classe ne l'est pas. »¹⁰⁵

Pour une partie considérable de la population de la plaine lorraine le progrès des regains ne pose pas de gros inconvénients puisqu'elle se trouve déjà exclue du fait qu'elle ne possède que des porcs, chèvres, moutons ou volailles. Certes, les manœuvres qui ont des vaches perdent un espace de pâturage mais ils peuvent en compenser avec le pâturage en forêts. Les laboureurs bien pourvus de prés, de leur part, profitent des regains. Les laboureurs de fortune médiocre, de même que les manœuvres qui possèdent plus qu'une vache, sont coincés par l'avidité des plus riches et l'indifférence des plus pauvres. Leur résistance, réelle, ne peut rien modifier.

¹⁰⁵ Réponse préfectorale relative au projet d'abolition des droits de parcours et vaine pâture, 12 mars 1836, ADMo 1094.

En revanche, dans la Meuse, la résistance contre les regains est appuyée par les mairies lorsqu'il s'agit des embannies des villages voisins. Toutefois, celles-ci sont plus réduites en surface et souvent limitées aux semailles. La structure productive d'exploitations petites et moyennes généralise le profit qu'obtiennent les habitants dans le pâturage collectif sur les prés privés. Le parcours permet aussi de raser avec les regains des voisins. La tension engendrée entre les communes permet de comprendre la modération du département en ce qui concerne les décrets.

La persistance de la vaine pâture dans la vallée de la Meuse (1837-1890)

En 1850, le préfet de la Meuse regrette que les regains n'aient pas fait des grands progrès dans le département ; la plupart des embannies, il signale, sont des embannies de semailles (ADMe 1O179). Pourtant, dans les années qui suivent, les regains avancent dans quelques communes. À Ville-Issey, en 1871, les prairies s'ouvrent à la vaine pâture après le fauchage de septembre (ADMe 2O1299). Mais ce cas ne semble pas représentatif. À Commercy, en 1856 le préfet révoque une embannie de tous les prés (pour faire des regains). En 1864, le conseil de cette ville essaye d'étendre une embannie sur 60 hectares. Originellement destinés à la vaine pâture, la chute d'un pont a impulsé la tentative. Le préfet refuse la permission : il demande que le conseil respecte l'usage de la commune qui consiste, depuis 1830, à mettre la moitié des prairies en réserve. Entre 1860 et 1896, les papiers du conseil municipal de Frémeréville et Gironville donnent un bon détail des embannies (ADMe 2O478, 2O511). À Frémeréville, jusqu'en 1883, l'embannie ne dépasse jamais le quart des prairies. À partir de cette date, la réserve des prés, à l'exception de 1892, demeure toujours au-dessous des deux tiers. À Gironville, jusqu'en 1880, la partie affectée aux regains est inférieure au 46 % (et au tiers jusqu'en 1860). Pendant les deux dernières décennies du siècle, elle n'excède jamais les deux tiers, la plupart des fois elle environne la moitié. En 1890, à Lérrouville les regains occupent la moitié des prairies (ADMe 2O676). Laneuville-au-Rupt, d'autre part, demande que la pratique soit conservée dans les prés après la première coupe (ADMe 2O655). En 1900, la compilation d'usages en vigueur dans la Meuse précise que, bien que la vaine pâture sur les prés ait disparu dans plusieurs cantons, elle continue à s'exercer dans ceux de Commercy et Void (*Usages locaux ayant force de loi dans le Département de la Meuse*, 1900). Au long de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, les regains font quelques progrès dans la vallée de la Meuse. Pourtant, l'avancée est très modeste et n'atteint pas les niveaux du plateau aux temps de la Révolution.

L'herbe des chemins

L'herbe des chemins, soumise à la vaine pâture selon le droit coutumier, pose quelques problèmes. Les dommages dans les champs riverains sont habituels. Dans la Meuse, les conseils municipaux insistent sur la nécessité de clôturer les limites des cantons qui bordent les chemins plus utilisés par les troupeaux (ADMe ED 94 3, ED 425 90, 2N12). La coutume de Saint-Mihiel spécifie que cette tâche est une obligation du propriétaire (*Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel*, 1762). Les autres coutumes sont muettes à cet égard, pourtant dans la vallée de la Meuse cette responsabilité est attribuée aux propriétaires quelle qu'en soit la coutume en vigueur.

Le dommage aux terres adjacentes et la crise financière des communes encourage la privatisation des herbes. Dans le district de Mirecourt, en 1792 Joseph Gérard est sanctionné pour pâturer sur les bords d'un chemin adjudiqué (ADV L2514). À Juvaincourt, les herbes sont offertes aux enchères depuis 1793 ; à Boulaincourt depuis 1798 (ADV Edpt 262 1D1-4, Edpt 68 1D1). Dès le début du XIX^{ème}, la vente des herbes des sentiers est bien documentée dans les communes de l'arrondissement (ADV Edpt 188 1D1, Edpt 297 1D1, Edpt 396 1D1, Edpt 39 1D3, Edpt 61 1D3, Edpt 171 1N1, Edpt 205 1D1, Edpt 389 1D2, Edpt 396 1D1, Edpt 440 1D1 2O101 10, 4U 16 34-35). À Maziroto, en 1817, les adjudications commencent à 3 F et se montent jusqu'à 33 F (ADV Edpt 300 1D1). Dans la Moselle, nous constatons la vente des herbes des chemins dès 1787 à Morlange (B6506). À Ravielle, un résident dénonce que, pour payer les salaires des gardes, le maire « [...] c'est (sic) permis d'innover en louant les chemins communaux... » (ADMo 1O124, 5 janvier 1805). Comme dans les Vosges, appuyée par les préfets, la pratique se répand pendant le Premier Empire (ADMo 541ED 1L1, 1O123, 1O94). Dans la Meuse, le progrès des ventes est un peu plus lent. Nous le constatons à 1811 à Ville-Issey et en 1819 à Jouy-sous-les-Côtes, où les prix oscillent entre les 2,75 F et les 30,5 F (ADMe 37Q2). D'autres communes registrent des ventes au moins à partir de 1833 (ADMe ED 156 259, 1O174, 36Q74-75).

La fin du parcours

Au XVIII^{ème} siècle, dans la Moselle, le parcours, bien qu'en usage dans quelques communes, n'est pas une pratique universelle. En 1836, le préfet remarque qu'il a disparu (ADMo 1O94 ; Sée, 1926). Dans un texte publié sous un pseudonyme sous le patronage de la préfecture du département de la Meurthe, on affirme que l'usage est tombé en

désuétude en Lorraine (*Annales agricoles de la Lorraine, depuis Gérard d'Alsace jusqu'à nos jours avec le résumé de la législation rurale*, 1841). Formellement, il est aboli dans les communes évêchoises depuis 1768 ; mais il est en vigueur dans les villages lorrains.

Dans la Meuse, au long de la décennie révolutionnaire, les accusés de pâturage sur les finages voisins, lorsqu'ils pâturent dans des lieux habilités, sont toujours acquittés (ADMe L2307-2314 ; L2402). Dans la plaine des Vosges, le parcours est aussi en usage vers la fin du XVIII^{ème} siècle, mais des signes d'affaiblissement apparaissent. Dans les communes issues d'un partage du finage, comme c'est le cas de Rozerotte, La Nueveville-sous-Montfort, Remoncourt et Valfroicourt, le parcours est limité à quelques pâquis¹⁰⁶. L'avancée des embannies, d'autre part, naturellement restreint le parcours. Non seulement elles enlèvent des pâturages ; elles enlèvent les meilleurs pâturages. Au même résultat aboutit le progrès des nouvelles cultures qui réduit l'étendue de la jachère (ADV 1N2). Au XIX^{ème} siècle, les condamnations pour pâturage sur des lieux habilités de finages voisins commencent à devenir habituelles dans les Vosges (ADV 4U16 32 34).

Nous retrouvons des cas analogues dans la Meuse, un peu plus tardifs que ceux du plateau, aucun antérieur à 1839. La formule est toujours identique. Lorsque les animaux d'un résident d'un village voisin sont repris, s'il possède des terres dans ce finage, il est acquitté. S'il n'en possède pas, il est condamné. Son droit du pâturage ne provient pas du parcours mais de la propriété (ADMe 55U1). Pourtant, nous retrouvons aussi, dans la Meuse, des jugements contraires. En 1823, le bétail d'un laboureur de Saulvaux est repris sur le finage de Méliny-le-Grand ; le juge détermine qu'il n'y a pas de délit (ADMe 4U 26 53). En 1837, le garde de Ménil-la-Horgne rencontre des dommages dans les avoines et il aperçoit que le troupeau de Braux quitte la scène. Le pâtre de Braux est acquitté, on n'arrive pas à prouver que son troupeau eût effectué les dommages. Pourtant, il pâtureait dans le village voisin et cela ne produit aucun problème. (4U26 55). Les minutes et rapports de tribunaux de paix registrent plusieurs cas dans lesquels des pâtres, accusés pour pâturage dans des finages voisins, sont acquittés (ADMe 4U26 53-55, 55U1).

Dans les Vosges, lorsqu'un contrevenant est accusé pour pâturage sur un finage voisin, la stratégie de défense n'est pas d'alléguer droit de parcours ; on cherche toujours à prouver que la reprise s'était produite dans le village de résidence de l'accusé. Ils ne prétendent donc pas un droit de parcours. Dans la Meuse, au contraire, la défense rejette

¹⁰⁶ Le partage, sans nécessairement éradiquer le parcours, le restreint par le fait de convertir des pâturages permanents en terres de culture.

toujours l'accusation sur la base d'un droit de pâturage sur les finages voisins. Il y a, aussi, une autre différence substantielle entre ces deux régions. Dans les minutes et rapports des justices de paix de Vittel et Mirecourt, les délits de pâturage commis par des résidents de villages voisins deviennent, au fur et à mesure que le siècle progresse, de moins en moins fréquents. Nous ne parlons pas des délits d'exercice du parcours là où le droit n'est pas reconnu, mais des délits courants commis sur des lieux non habilités au pâturage de personne, résidents ou pas. En revanche, dans la Meuse, ces délits sont nombreux. Cette différence témoigne d'une réalité : les habitants du Xaintois ne fréquentent pas les finages voisins avec leurs animaux puisqu'ils n'ont pas le droit. Dans la Meuse, la présence de bétail de villages voisins est plus courante, au point qu'ils commettent les mêmes contraventions que les résidents.

Dans le plateau, le parcours s'éteint vers la fin du XVIII^{ème} voire le début du XIX^{ème}. Dans la Meuse, la pratique persiste, au moins, au long de la première moitié du XIX^{ème} siècle. Certes, les tensions existent et il semble clair que, dans certaines communes, les troupeaux des villages voisins ne sont pas tolérés. Néanmoins, la situation est loin de s'assimiler à ce qui arrive dans la plaine. À l'aube du XX^{ème} siècle, la compilation d'usages de la Meuse estime qu'il a disparu complètement à quelques exceptions près (*Usages locaux ayant force de loi dans le Département de la Meuse*, 1900).

* * *

Dans le plateau, les gouvernements départementaux et les tribunaux valident, dès la fin du XVIII^{ème} siècle, l'appropriation des regains qui réalisent les propriétaires dès les premières années de la Révolution et, dans la Moselle, encore plus tôt. Du fait du partage des pâquis, les troupeaux sont poussés vers les forêts. Dans la Meuse, le panorama est différent. Les petites et moyennes exploitations soutiennent les anciens usages et l'indivision des communaux. Certes, l'intérêt à la production de regains semble s'agrandir, mais encore vers la fin du XIX^{ème} siècle la réserve des prairies est très limitée. Le rythme lent des embannies est accompagné par la persévérance du parcours qui, en revanche, disparaît dans le plateau.

CHAPITRE 12. LES FORETS (1789-1850)

I. LA TENTATIVE DE RECUPERATION DES USAGES PERDUS (1789-1800)

Plusieurs auteurs ont signalé la tendance à la récupération d'usages éteints dans les forêts de la France (Ado, 1996 ; Gauthier, 1977). Nous retrouvons cette même vision dans les mots d'un administrateur forestier de la Moselle : « Ces abus sont passés en usage... » (AN F10 403, *Observations du citoyen Faubert, agent forestier, 7 vendémiaire an IX*). Le district de Mirecourt et les autorités de la Meuse spécifient l'un des problèmes : la montée du prix du bois réduit l'effectivité des amendes (ADMe L170 ; ADV L689 ; AN F10 398). Dans les forêts, les contraventions font partie du quotidien (ADMe L2307-14, L2402 ; ADMo 2L78 ; ADV L2512-2514, L2741-2743 ; AN D XIV 7).

Mais l'action des autorités ne fait plus que stimuler ce processus. En 1791, le salaire à la tâche des gardes (le garde touchait un tiers de l'amende) est remplacé par une somme fixe, les amendes reviennent toutes entières aux caisses communales (Pérot, 1865). À Vittel, encore en 1792, les gardes forestiers reçoivent le quart des amendes (ce qui n'est pas validé ni par le Code rural ni par les lois antérieures) ; cette irrégularité pousse le juge de paix à annuler tous les rapports (ADV L2741). À la répression insuffisante, nous devons ajouter les concessions. En 1791, le conseil général de la Meuse détermine que les veuves, qui dans certains villages reçoivent un demi-affouage, recevront une portion complète (ADMe L168). D'autre part, les autorités forestières, face aux demandes des communes, autorisent le pâturage dans des cantons jeunes (ADMe L2402 ; ADV L166 ; AN F10 324, F10 405).

Mais les communes n'attendent pas la permission. Le conseil de Bazoilles-et-Ménil, Vosges, réclame en 1791 contre un rapport réalisé au troupeau communal dans une forêt privée non grevée d'usages (ADV Edpt 43 2D2). À Ambacourt, six laboureurs sont retrouvés avec leur bétail dans un taillis privé de deux ans d'âge. Interrogés par le garde forestier, ils affirment qu'ils vont y retourner et que rien ne peut l'empêcher (ADV L2514). À Vroville, le conseil conteste un rapport pour pâturage de bêtes blanches dans une forêt nationale (ADV Edpt 537 4D1). Dans la Moselle, en 1794, les communes qui ont droit d'usage dans la forêt de Rémyilly décident unilatéralement de ne plus payer l'imposition (en argent et avoine) qui pèse sur leur affouage. En 1797, la Direction des Domaines Nationaux interrompt la délivrance. En 1800, la commune obtient la reconnaissance du bois non délivré, en échange, elle se compromet à payer la somme due.

Dans les faits, l'opération implique un énorme rabais non seulement par la flambée des prix mais aussi par le prix ridiculement bas d'estimation de la dette en nature (ADMo 728ED 2N1).

Au long de la décennie révolutionnaire, troupeaux et usagers retournent aux forêts d'où ils avaient été expulsés. Cependant, c'est une voie de fait, le droit n'est pas formellement reconnu.

II. LES BOIS COMMUNAUX SOUS LA PRESSION MERCANTILE ET DEMOGRAPHIQUE (1789-1850)

La question du pâturage

Les bois communaux n'échappent pas à l'intensification de l'usage. En avril 1790, la commune de Vignot, Meuse, demande la permission de pâturer sur des cantons non habilités. En mai, le troupeau communal est repris ; la commune réclame. La réponse du département à la sollicitation de Vignot, négative, arrive en octobre. En 1804, 1812, 1816 et 1817 la demande est réalisée à nouveau ; cette fois l'administration concède (en 1812 et 1816, les vaches et bœufs ne sont pas autorisés, seulement les chevaux ; ADMe ED 425 90, ED 425 218). En 1791, à Mattaincourt, le pâtre communique au conseil que, du fait des partages et des embannies, il est impossible de pâturer sans commettre des délits ; la solution envisagée est l'ouverture de huit cantons de bois (ADV Edpt 297 1D1). À Laneuville-au-Rupt, en 1792, le pâtre est interrogé par les gardes qui l'ont rencontré avec son troupeau dans un taillis communal de six ans. Il répond que c'est le maire qui lui a indiqué d'y aller. À Commercy, Pierre Evrard, qui pâturait avec cinq chevaux dans un taillis d'un an, affirme qu'il n'y a pas d'autre place pour les nourrir (ADMe L2402).

Ce n'est pas question seulement du pâturage, le bois est aussi à l'origine des contraventions. À Juvaincourt, c'est l'agent national qui achète des portions d'affouage aux résidents (ADV Edpt 262 1D2). Le conseil de l'arrondissement de Commercy remarque en 1800 que la vente de l'affouage est une pratique habituelle parmi les plus pauvres (ADMe 2N12). Les délits de vol de bois sont nombreux dans les tribunaux (ADMe 425 90, L2307-2308, L2314, L2402 ; ADMo 2L78, ADV Edpt 262 1D1). En 1802, le département de la Meuse détermine que l'exploitation de l'affouage sera faite par des professionnels (ADMe 1N2). Dans les Vosges, en 1803, la préfecture rappelle à

ses administrés que cette forme d'exploitation de l'affouage est aussi obligatoire (ADV 4K5).

Exploitation des bois : le quart en réserve

Au long des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, les révolutions du quart en réserve deviennent plus courtes, passant de deux cents à quarante ans (Dion, 1970). Les communes doivent justifier les motifs d'exploitation. Elles n'éprouvent pas des grandes difficultés à cet égard : réparations, dettes et travaux publics sont des motifs admis (ADMe ED 425 90 ; ADV Edpt 99 1D3 ; AN F3 (I) 10). Entre 1821 et 1824, le montant des ventes du bois de la réserve augmente considérablement dans les trois départements. Il passe de 519000 F à 741000 F dans la Meuse, de 258000 F à 317000 F dans la Moselle, et de 325000 F à 476000 F dans les Vosges (AN F3 (I) 8). Les autorités nationales n'approuvent pas toujours les ventes qui veulent faire les communes : nous retrouvons des refus aux demandes d'Estrennes (1826), They-sous-Montfort (1824), Frémeréville (1824) et Vignot (1826), entre autres. Mais généralement, les autorités concèdent. Tous les départements confondus, entre 1815 et 1829 les ventes affectent le 47 % des réserves. La Moselle est le département le plus modéré, seulement le 39 % de ses réserves est abattu. Dans les Vosges, ce chiffre monte au 47 % et dans la Meuse, au 55 %. Tandis que dans la Moselle la révolution de quarante ans semble plus ou moins respectée, dans les autres deux départements elle est réduite dans les faits. La ville de Comercy vend tout son quart entre 1801 et 1805 et en 1830 il réalise une nouvelle exploitation (ADMe 20299 ; AN F3 (I) 10). Même constatation à Laneuville-au-Rupt en 1816 et 1831 et à Frémeréville en 1821-1828 et 1830. Dans les Vosges, Frenelle-la-Grande abat son quart en 1821 et, à nouveau, en 1848, de même que La Neuveville-sous-Montfort en 1818 et 1830 (ADV Edpt 188 1D2 ; AN F3 (I) 9-10). Poussay exploite son quart complet en 1811 ; les fonds d'une vente future à réaliser en 1842 sont déjà engagés en 1835. En plus, la commune reconnaît que l'exploitation devrait se faire en 1852 ; l'aliénation s'effectue de toute façon en 1842 (ADV Edpt 364 1D1). Dans la Moselle, Hombourg-Haut vend tout son quart entre 1817 et 1824, une nouvelle exploitation est autorisée en 1829¹⁰⁷.

Exploitation des bois : l'affouage

¹⁰⁷ Dans le département de la Meurthe, dans les inspections de Lunéville et Nancy-Sud, les autorisations pour l'exploitation du quart augmentent entre 1845 et 1880 (Degron, 1999).

Au-delà du quart, les communes disposent du supplément d'affouage (ou affouage complémentaire), pris sur les baliveaux des coupes passés ou futures. Il peut être délivré aux habitants ou aliéné ; de plus en plus la commercialisation s'impose. À Mattaincourt, il est vendu en 1791 pour financer l'exploitation de l'affouage aux mains d'entrepreneurs (ADV Edpt 297 1D1). À Commercy, il est commercialisé en 1793 (ADMé ED 91 217). Les autorités des arrondissements de Mirecourt et Commercy montrent leur préoccupation par les progrès des ventes des suppléments ; ils estiment que cela réduit l'approvisionnement des habitants (ADMé 2N12 ; ADV 1N2). Pourtant, les exigences des autorités par rapport aux modes d'exploitation, cristallisées par le Code Forestier (de 1827, favorisent les aliénations (Nemoz-Rajot, 1990).

Dans la Moselle, la commune de Redlach, pour couvrir son déficit, vend son affouage complémentaire pour 197 F ; comme cela ne suffit pas, le conseil applique une charge de 4 F par affouagiste (ADMé 1O123-124). À Laneuville-au-Rupt, Meuse, les habitants s'opposent à une vente ordonnée par le département à raison des dettes. Ils désirent que ce bois soit délivré aux ménages mais ils ne réussissent pas. Les ventes deviennent systématiques (ADMé ED 208 98). D'autres communes suivent le même chemin (ADMé ED 251 2, 36Q74-85). Dans les Vosges, Chauffecourt vend son complément en 1818, 1820, 1825, 1829, 1830-1833, 1837, 1841 et 1842. Parfois, les sommes sont importantes : par exemple les suppléments de la période 1830-1832, vendus en 1833 à 842 F (ADV Edpt 99 1D2-3). À Gircourt-lès-Viéville, la vente de l'affouage supplémentaire et du maronage produit 700 F en 1826. L'aliénation se répète en 1832-1833, 1842 et 1845, dans les deux derniers cas, avec le but de payer la construction d'une école et acquitter les dettes. Les habitants décident d'acheter le complément pour 5 F chacun. Comme la somme obtenue ne suffit pas, ils doivent aussi payer une imposition de 3,5 F sur l'affouage (ADV Edpt 205 1D1-3). En 1806, Juvaincourt offre aux enchères huit lots d'arbres qui se montent à 212 F destinés à payer la maison du curé. En 1816, les coûts d'exploitation de l'affouage sont tellement importants que la commune décide de vendre le maronage ; cette pratique est conservée au long des décennies qui suivent (ADV Edpt 262 1D3-4).

La vente de l'affouage complémentaire devient structurelle dans la Lorraine. Elle poursuit deux objectifs : couvrir le passif des communes et le coût de délivrance de l'affouage. Ces objectifs ne sont pas toujours atteints et l'affouage perd la marge qu'il précise pour faire face à l'élargissement de la base d'affouagistes. Les plaintes relatives au maigre produit qui revient à chaque ménage se multiplient (ADV Edpt 188 1D1). À

Laneuville-au-Rupt (Meuse), le conseil constate que plusieurs affouagistes pleins partagent une seule maison ; ils profitent pour vendre leur portion. Dès 1809, ceux qui partagent foyer reçoivent seulement une portion et demi d'affouage entre tous (ADMe 208 98). À Repel (Vosges), en 1816 le mode de délivrance est modifié. Avant cette date, chaque habitant adulte en avait droit, cela est remplacé par une distribution qui prend le ménage comme unité de base (ADV Edpt 396 1D1). La même modification réalise Gircourt-lès-Viéville en 1825 (ADV Edpt 205 1D1). Malgré l'adaptation, à Repel l'affouage à peine suffit en 1836 (ADV Edpt 396 1N2). À Maziroth en 1846 et à Frenelle-la-Grande en 1850 le prix d'exploitation de l'affouage excède le bénéfice (ADV Edpt 188 1D2, Edpt 300 1D2). À Commercy, l'affouage comme droit de l'habitant a disparu : les coupes annuelles sont vendues en 1844 (ADMe 1O174). Dans les Vosges, les communes afferment aussi la glandée et même le pâturage (ADV Edpt 205 1D1, 262 1D5).

La vente systématique du bois a d'autres conséquences que l'affaiblissement de l'approvisionnement. L'article 90 du Code Forestier prévoit une votation au sein des conseils municipaux pour décider la soumission ou non au code (*Code Forestier*, 1827). En principe, les communes le rejettent. Mais si elles désirent aliéner leurs bois ou disposer des fonds produits par les ventes et gardés par les autorités elles doivent obtenir l'accord des administrations. Bien entendu, celui-ci est refusé aux communes qui ne votent pas la soumission au code. Le conseil municipal de Chauffecourt (Vosges) délibère, par unanimité, la non soumission au code en 1829. Le département lui freine toute vente jusqu'en 1833 quand la commune décide d'approuver la soumission (ADV Edpt 99 1D2). La vente du quart en réserve des bois de Repel (Vosges) est bloquée en 1829 et autorisée en 1831 après l'acceptation du code (ADV Edpt 396 1D1). Le nouveau règlement forestier progresse grâce aux besoins financiers des communes. L'article 105 établit que la délivrance se fera par ménage à moins qu'un usage ou un titre en déterminent autrement. Dans les Vosges, en 1805 les autorités départementales rappelaient à ses administrés que la délivrance de l'affouage devait tenir en compte les enfants et veuves des foyers (ADV 4K5). En 1845-1847, dans les trois départements lorrains, la délivrance se fait en lots égaux par ménage (ADMe 1O174 ; ADMo 1O142-144 ; ADV 1O50). Vers le milieu du XIX^{ème} siècle l'affouage s'est affaibli.

État, forêts et capitalisme

L'intensification de l'exploitation des bois, nous l'avons signalé, réduit les surfaces ouvertes au pâturage. Dans les forêts privées et nationales, malgré les tentatives

de récupération d'usages pendant la Révolution, l'exclusion poursuit son chemin au XIX^{ème} siècle (Contamine, 1932 ; Tavella, 2012 ; Husson, 1987). Dans les forêts communales, l'évolution est la même du fait de l'intensification de l'exploitation du bois. Le quart en réserve est fermé au bétail et la vente des affouages supplémentaires enlève du bois et du pâturage. Sur le long terme, les bois se dégradent.

Antoine Follain (2006, 2007) signale le rôle de l'État dans le processus d'expropriation des communaux. Dans la Lorraine, la ponction fiscale, le durcissement du régime administratif et policier financé par les communes et la soumission au code forestier sont des mécanismes qui enchérissent l'exploitation de l'affouage et contribuent à l'avancée des ventes. Mais il est évident que la surexploitation n'est pas la conséquence de la seule action de l'État national. Les communes ont des motifs propres pour vendre du bois au point que c'est l'administration centrale qui à certaines occasions freine les demandes d'abatage que font les villages. Les dépenses liées au culte sont importantes et l'éducation ne cesse de progresser. Toutes les communesregistrent des dettes engendrées par la réparation ou construction de bâtiments, pompes d'incendie, fontaines, chemins ou ponts (ADV Edpt 43 2D2, 389 1D1-2, 440 1D1). La plupart de ces dépenses ne sont pas imposées par l'État national, elles sont la conséquence du développement économique des communes. Ce sont les producteurs qui déplacent leurs charrues et marchandises qui ont besoin des chemins et des ponts. L'amélioration de l'infrastructure de circulation renforce les profits de l'agriculture (Marx, 2011 ; Hoffman 1996).

Au-delà de l'État, le capitalisme agraire stimule les investissements des communes avec, comme conséquence, la réduction des bénéfices anciennement accordés par les forêts communales désormais reconduites vers l'exploitation commerciale. Juridiquement, pas de changements au niveau de la propriété. Mais l'individualisation de l'usage se développe vu que les habitants n'obtiennent pas le même profit des investissements des communes. Certes, tout le monde va à la messe et les étudiants pauvres ne payent pas l'école. Mais que dire des fontaines, des chemins, des routes et des ponts ? À Maziro, en 1830 le conseil municipal remarque l'importance d'enseigner à l'école la confection des dentelles aux filles (ADV Edpt 300 1D2). L'éducation fournit une main d'œuvre plus qualifiée (Varela et Álvarez-Uría, 1991).

La réduction du produit obtenu par les affouagistes et le recul du partage par tête rappellent le cas flamand étudié par Tine De Moor (2007). Pourtant, dans la Lorraine, il n'y a pas une modification institutionnelle qui cherche à exclure une partie des ayant droit. Tout résident conserve son droit, même si celui-ci se voit diminué par les nouveaux

critères de distribution. Le partage égalitaire est conservé. Tandis que la forme juridique de propriété demeure stable, la partie délivrée se réduit. C'est une conséquence de la croissance démographique et de l'aliénation du produit des bois, deux phénomènes économiques, non pas institutionnels.

CHAPITRE 13. UN SIECLE DE TRANSFORMATIONS AGRAIRES

I. PROPRIETES ET PROPRIETAIRES

La distribution de la propriété en Lorraine (1821-1840)

Tableau 16. La distribution de la propriété en Lorraine vers 1821-1840

	Vosges	Meuse	Moselle
Bourgeoisie	52 %	15 %	34 %
Producteurs	48 %	85 %	64 %

Sources : ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067 ; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683 ; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Tableau 17. Taille des propriétés en Lorraine vers 1821-1840

	Vosges	Meuse	Moselle
Plus de 30 hectares	33 %	16 %	28 %
20 à 30 hectares	15 %	8 %	6 %
10 à 20 hectares	15 %	24 %	15 %
5 à 10 hectares	14 %	19 %	16 %
1 à 5 hectares	16 %	26 %	28 %
Moins d'un hectare	7 %	6 %	7 %

Sources : ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067 ; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683 ; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Il peut résulter surprenant que la propriété bourgeoise soit plus répandue dans les Vosges que dans la Moselle ; c'est en partie une illusion des moyennes. La Moselle montre deux structures propriétaires différentes. À l'ouest d'une ligne imaginaire que rejoint Saint-Avold à Faulquemont nous retrouvons une structure polarisée, identique à celle des Vosges, où la partie bourgeoise s'élève au 50 % et les côtes de plus de 20 hectares occupent plus du tiers du sol¹⁰⁸. Ces valeurs sont proches de ceux avancés par Reitel (1965) pour la région de Metz. Il s'agit de communes où la propriété des privilégiés était importante avant la Révolution. Les grandes fermes sont habituelles et le parcellaire

¹⁰⁸ Les chiffres précis sont ceux qui suivent. Moins d'un hectare, 8 % ; 1 à 5 hectares, 32 % ; 5 à 10 hectares, 10 % ; 10 à 20 hectares, 14 % ; 20 à 30 hectares, 4 % ; 30 hectares et plus, 32 %.

est particulier : entre les champs allongés nous retrouvons des parcelles considérables et compactes¹⁰⁹. Toutefois, même dans cette contrée la part des rentiers recule par rapport à 1789, bien qu'il ne soit pas un mouvement spectaculaire ou, mieux encore, révolutionnaire. À l'est, au fur et à mesure que les terres perdent en fertilité, la fréquence de ces parcelles recule, mais ne disparaît pas. Dans quelques villages, la propriété de la bourgeoisie est faible (17 % à Pontpierre et 19 % à Vahl-lès-Faulquemont) et les propriétés plus petites¹¹⁰. Mais ces communes de forte propriété paysanne s'intercalent avec d'autres plus similaires à celles de l'ouest départemental. À Hombourg-Haut, village à l'est de notre région d'étude, la bourgeoisie contrôle le 43 % du sol et les grandes propriétés occupent le tiers du sol. Généralement, mais pas exclusivement, ces communes avaient été le siège d'une seigneurie qui avait cédé en emphytéose les terres des finages voisins¹¹¹.

La partie des rentiers recule dans les trois départements, mais surtout dans la Meuse, où les biens de la seigneurie de Commercy entrèrent entièrement au marché en 1791 (forêts exclues). Pourtant, dans ce district la bourgeoisie l'emporte à l'occasion des enchères des biens nationaux. Un demi-siècle plus tard, ces propriétés se sont morcelées et terminées dans les mains des producteurs. Le marché régulier des terres est très dynamique : à Ménil-la-Horgne et Méligny-le-Grand, entre 1816 et 1821, il n'y a pas un seul propriétaire qui n'ait pas modifié la composition de ses biens (ADMe 3P 2400, 3P 2433). Dans les documents du bureau d'enregistrement de Commercy les opérations de vente, très nombreuses, se réalisent toujours en petits lots. Même s'il s'agit d'une propriété de quelques hectares, elle est offerte en plusieurs portions (ADMe 35Q 17-22, 35Q75-85). À Méligny-le-Grand, entre 1813 et 1821, la propriété bourgeoise se réduit à la moitié (16 % à 8 %).

La bourgeoisie conserve un plus grand intérêt aux terres fertiles du Xaintois et compactes de la Moselle. Le recul est bien plus modeste qu'en Meuse ; si nous prenons la part de la noblesse et du clergé, elle passe du 61 % au 52 % dans les Vosges. Ce processus de conversion des fermiers en propriétaires, ou, plutôt, de progression de la part en faire-valoir direct des exploitations est commune à d'autres régions de la France

¹⁰⁹ Cette caractéristique, facilement repérable dans les tableaux d'assemblage, atteint le paroxysme à Momerstorff où les grandes parcelles occupent plus de la moitié du finage (ADMo 35P 469).

¹¹⁰ Les valeurs de Pontpierre et Vahl-lès-Faulquemont sont celles qui suivent. Moins d'un hectare, 7 % ; 1 à 5 hectares, 28 % ; 5 à 10 hectares, 29 % ; 10 à 20 hectares, 19 % ; 20 à 30 hectares, 10 % ; 30 hectares et plus, 7 %.

¹¹¹ Cette structure se reproduit plus à l'est dans la seigneurie de Fénétrange (Gallet, 1990).

comme l'Île-de-France ou la Haute-Marne (Clère, 1988 ; Moriceau et Postel-Vinay, 1994 ; Soboul 1979). L'attachement des agriculteurs à la propriété a été autrefois dépeint comme irrationnel. Fabrice Boudjaaba (2008) démontre que l'achat des terres est lié au cycle de vie et croisé par le besoin des acheteurs. Les agriculteurs, par exemple, essaient de se défaire des parcelles lointaines ; à l'occasion des successions, le marché peut faciliter le partage des biens. Dans la Lorraine, ces procédés sont habituels (Béaur, 1991b). À partir d'un certain âge qui environne les cinquante, les habitants tendent à vendre plus de ce qu'ils achètent, ce qui s'explique par les difficultés d'exploiter ces terres. L'accumulation de biens cherche à produire une richesse qui permette d'obtenir des revenus au moment auquel le travail n'est plus possible ; elle remplace notre retraite moderne (Boudjaaba, 2008). D'autre part, la propriété est un moyen d'assurer le capital (Béaur, 1984). L'achat de terres, même s'il immobilise un capital qui, hypothétiquement, pourrait être investi avec des buts de maximisation des rendements, répond à une logique rationnelle. Il faut en plus signaler que, dans une économie qui obtient l'énorme majorité de ses aliments sans traverser les frontières régionales, la stimulation à la maximisation des rendements ne peut pas être comparée à celle que nous retrouvons dans le dernier quart du XIX^{ème}, moment auquel les marchés sont plus intégrés grâce au développement de la production et des transports (Léon, 1978).

Les chiffres de distribution de la propriété entre bourgeoisie et producteurs cachent un changement remarquable, bien plus prononcé dans le Xaintois que dans la Moselle. Dans les Vosges, nous témoignons d'un renouvellement au sein des rentiers, les descendants des anciennes familles nobles vendent leurs propriétés à des laboureurs enrichis qui lâchent leurs charrues pour vivre bourgeoisement de rentes. À Chauffecourt, les noms nobles, au nombre de trois en 1789, ont complètement disparu un demi-siècle plus tard (ADV Edpt 99 1G2-4). À Frenelle-la-Grande, la noblesse se défait de toutes ses propriétés avant 1830 (Rothiot, 1998). Dans d'autres communes, la partie des anciens lignages ne dépasse jamais la dixième partie du sol (ADV Edpt 102 G4, 3P 746, 3P 2499). Dans la Moselle, la morphologie de la propriété intéresse la bourgeoisie et empêche les achats des exploitants. Vers 1767, les placements en valeurs de bourse ne sont pas rares parmi les gros agriculteurs mosellans (*Enquête agricole. Enquêtes départementales. 12° Circonscription. Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe*, 1867).

Concentration des propriétés

Tableau 18. Évolution des propriétés dans la Meuse (1813-1821)

	Mélny-le-Grand		Ménil-la-Horgne	
	1813	1821	1813	1821
Plus de 30 hectares	22 %	13 %	39 %	28 %
20 à 30 hectares	12 %	15 %	7 %	8 %
10 à 20 hectares	26 %	28 %	33 %	38 %
5 à 10 hectares	22 %	23 %	11 %	15 %
1 à 5 hectares	15 %	21 %	8 %	9 %
Moins d'un hectare	3 %	1 %	2 %	2 %

Sources : ADMe 3P 2400, 3P 2433.

Le déclin des grandes propriétés est marqué dans la Meuse. Tandis que les côtes de moins d'un hectare demeurent stables, celles de 5 à 20 hectares progressent. Mais dans les côtes inférieures ce qui change c'est le nombre des propriétaires. A Mélny-le-Grand, cinquante-neuf habitants possèdent moins de 5 hectares en 1813, en 1821 ils sont quatre-vingt-seize. À Ménil-la-Horgne, ils passent de cinquante-neuf à quatre-vingt-quinze. Le recul de la propriété bourgeoise est accompagné d'une avancée des résidents.

Tableau 19. Évolution des propriétés dans les Vosges (1789-1840)

	1789-1791	1821-1840
Plus de 30 hectares	24 %	33 %
20 à 30 hectares	14 %	15 %
10 à 20 hectares	19 %	15 %
5 à 10 hectares	17 %	14 %
1 à 5 hectares	17 %	16 %
Moins d'un hectare	8 %	7 %

Sources : ADV Edpt 43 1G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G3-4, Edpt 189 1G7, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1F1, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Dans le Xaintois, l'évolution c'est l'inverse : la terre se concentre dans les côtes de plus de 20 hectares, tandis que toutes les autres côtes reculent. Le nombre de propriétaires de moins de 5 hectares augmente aussi, les propriétés se pulvérisent, ce qui permet de comprendre la pression sur les communaux (ADV Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3).

II. LES EXPLOITATIONS EN LORRAINE (1830-1850)

Le passage à la contribution directe fondée sur la propriété de la terre élimine les sources comme les rôles d'imposition dans lesquelles les exploitations apparaissent précisées. Une analyse quantitative et extensive des exploitations devient désormais impossible, cependant, d'autres sources permettent d'analyser l'évolution des exploitations.

Les exploitations dans la Meuse

Dans la Meuse, nous l'avons signalé, la propriété rentière est peu importante par rapport à celle contrôlée par les producteurs. Les contrats de fermage montrent les mêmes caractéristiques que ceux des ventes : ils impliquent toujours des surfaces réduites, voire minuscules. À Méligny-le-Grand, en 1807, Emmanuel Dieudonné Cueillet de Bey afferme ses 24,3 hectares de labours et prairies en quatre-vingt-six lots loués par vingt-neuf fermiers pour des valeurs comprises entre les 0,8 F et les 45 F. Seulement six lots dépassent l'hectare et représentent le quart de la surface offerte, presque tout le reste n'excède jamais le demi-hectare (ADMe 130Q4 3). Toujours à Méligny-le-Grand, en 1813 deux propriétaires partagent 12,6 hectares en quarante-deux portions louées par vingt-sept habitants. Nicolas Fromont, entre 1807 et 1811 doit louer dix-sept lots pour former une exploitation d'une dizaine d'hectares. Le reste des fermiers n'obtient jamais plus de 3 hectares (ADMe 130Q4 3-4). À Vignot, l'hospice morcelle 4,6 hectares en dix lots en 1810 et, à nouveau, en 1819. Marie Kelsner afferme 2,45 hectares en quatorze portions (ADMe 37Q2). À Ville-Issey, dans les années 30, 10,6 hectares sont affermés en cinquante-six lots au profit de quarante-huit résidents. À Vertuzey et Aulnois-sous-Vertuzey, 67,6 hectares en cent cinquante-quatre lots loués par cent trois exploitants. Dans la vallée de la Meuse, toutes les communes exhibent ces contrats (ADMe 35Q17-22, 36Q74-85). Seulement échappent à cette méthodologie quelques propriétés, spécialement celles provenant des abbayes, comme c'est le cas des 24,6 hectares qu'un notaire afferme à Rangéval (Corniéville). Nous sommes toujours loin des fermes du plateau.

Les petits propriétaires de la Meuse arrondissent leurs exploitations avec quelques hectares en fermage. De cette façon, la structure d'exploitation n'est pas dans cette région tellement distante de celle de propriété. À Vignot, la propriété rentière occupe 162 hectares, les registres notariaux nous permettent de connaître les fermiers d'une

cinquantaine d'entre elles pour la période 1832-1841¹¹². En croisant les données avec le cadastre, nous obtenons la distribution qui suit (tableau 20).

Tableau 20. La distribution des exploitations à Vignot (1831-1841)

	Superficie (en hectares)	Proportion	Exploitants
Plus de 30 hectares	33,3	4 %	1
20 à 30 hectares	23,7	3 %	1
10 à 20 hectares	128,9	16 %	9
5 à 10 hectares	146,5	19 %	20
1 à 5 hectares	279	36 %	117
Moins d'un hectare	60,3	8 %	248
Indéterminées	112	14 %	
Total	783,7	100 %	

Sources : ADMe 3P 4200, 35Q18-21, 35Q75-85.

Ces valeurs ne peuvent pas être pris par exacts, les mutations de la propriété n'ont pas été tenus en compte mais, comme nous l'avons remarqué, elles ne modifient pas le panorama puisqu'elles tendent à morceler davantage la propriété. En plus, nous ignorons la destinée d'un sixième de la superficie agricole utilisée. Toutefois, même en supposant qu'elle est affermée en grandes unités (ce qui est fort improbable), l'estimation offre une idée du mode d'exploitation de la terre dans la vallée de la Meuse : les petites et moyennes exploitations dominent la production. Si nous nous guidons par les cadastres, donc environ les trois quarts de la terre est exploitée par les unités qui dépendent essentiellement de la main d'œuvre familiale et qui, en tout cas, font recours aux salariés aux moments des grands travaux. La structure d'exploitation fondée sur les petites et moyennes unités que nous avons constatée en 1789 se conserve dans la Meuse et, du fait du recul de la propriété bourgeoise, vraisemblablement elle se répand.

L'exploitation dans la plaine lorraine

Dans les Vosges, les réquisitions napoléoniennes ont laissé des traces de la structure d'exploitation dans deux communes (tableau 21). Les petites exploitations semblent sous-estimées, mais difficilement elles dépassent le dixième du sol si nous considérons les données des états de section de 1791 et des cadastres. À Chauffecourt, les

¹¹² Les statistiques de 1852 exposent que les contrats oraux sont une pratique habituelle (ADMe 6M 323).

grandes exploitations occupent les quatre cinquièmes du sol tandis qu'à Poussay elles représentent à peu près la même surface qu'en 1789. À différence de la Meuse, les grandes exploitations ne se morcellent pas ; les rentiers préfèrent affermer leurs propriétés en une pièce. À Maziroth, en 1831, Nicolas Grandgeorge loue ses 79 hectares à Nicolas Renaud,

Tableau 21. Distribution des propriétés dans le Xaintois (1812-1814)

	Poussay (1812)	Chauffecourt (1814)
Plus de 30 hectares	27 %	36 %
20 à 30 hectares	32 %	45 %
10 à 20 hectares	27 %	0 %
5 à 10 hectares	8 %	19 %
1 à 5 hectares	6 %	0 %
Moins d'un hectare	0 %	0 %

Sources : ADV Edpt 99 1D1, Edpt 364 1D1.

laboureur (ADV 5E16 135). À Mirecourt, Jacques Lhuillier afferme 32,3 hectares (9,6 hectares de bois) à son frère pour quatre-vingt-dix-neuf années (ADV 5E16 131). À Villers, deux laboureurs prennent en fermage 41 hectares de l'hospice de Mirecourt (un seul contrat, les deux fermiers sont solidaires ; ADV 5E16 139). Nous rencontrons un seul cas où une propriété est affermée en plusieurs contrats : les 43 hectares de l'hospice de Juvaincourt loués à quatre habitants (ADV 5E16 138). Nous sommes loin du morcellement meusien.

L'enquête de 1836 permet de voir l'impact des grandes exploitations dans le Xaintois (tableau 22). Malgré le recul de la propriété bourgeoise, dans les Vosges, comme les propriétés, la taille des grandes exploitations augmente, continuant la tendance exprimée au siècle antérieur. À Saint-Menge, en 1776, la plus grande exploitation occupe 31,3 hectares, un demi-siècle plus tard, 225 hectares (ADV C135). À Gemmelaincourt, on passe de 28 hectares en 1788 à 40 hectares en 1836 (ADV B1999). À Poussay, 53 hectares en 1812, 70 hectares en 1836 (ADV Edpt 364 1D1). Certes, à Villers la taille des grandes exploitations demeure stable tandis qu'elle recule de moitié à Boulaincourt (ADV B244, Edpt 57 CC2). Ces cas n'abondent pas, plus nombreux sont ceux où la grande propriété représente une trentaine ou quarantaine d'hectares. Mais dans la plupart des cas, les valeurs sont bien supérieures, au-dessus des 40 hectares, voire des 50 hectares. De ces chiffres nous pouvons conclure que les grandes exploitations se concentrent et, vraisemblablement, occupent une superficie totale supérieure à celle de 1789. Dans ce

sens, il est illustratif qu'à des nombreuses reprises, des exploitations de 20 à 60 hectares qui au XVIIIème auraient passées par grandes, sont qualifiés comme moyennes en 1836.

Tableau 22. Grandes, moyennes et petites exploitations dans les Vosges en 1836 (en hectares)

	Grande	Moyenne	Petite
Bettoncourt	27,59	19,34	9,17
Biécourt	39,7	21,46	7,15
Blémerey	80	50	30
Boulaincourt	-	30	15
Chef-Haut	27	12	6
Domèvre-sous-Montfort	10	8	5
Estrennes	10	6	2
Frenelle-la-Petite	60	40	20
Gemmelaincourt	40	25	12
Gironcourt	60	43	29
Juvaincourt	40	18	4
Marainville	75	56	13
Mattaincourt	30	20	13
Maziot	60	5	0,4
Pont-sur-Madon	64	43	16
Poussay	70	50	30
Ramecourt	24	20	16
Remoncourt	60	40	20
Rozerotte	45	30	18
Saint-Menge	225	60	15
Saint-Prancher	11,45	7	5
Totainville	36	-	-
Villers	36	15	10
Vittel	100	17	12
Vroville	54	20	6,5

Sources : ADV 6M 1683-1744.

Tableau 23. Nombre d'exploitations dans les cantons de Grostenquin et Faulquemont

	Grostenquin	Faulquemont
Plus de 100 hectares	15	12
50 à 100 hectares	54	56
20 à 50 hectares	65	32
10 à 20 hectares	64	12
5 à 10 hectares	150	27
Moins de 5 hectares	2900	34

Sources : ADMo 258M1.

Dans la Moselle, l'enquête de 1852, malheureusement, compte les exploitations en nombre mais pas en superficie. Pourtant, elle permet d'illustrer le panorama rural mosellan (tableau 23). Le contraste entre les chiffres des deux cantons pour les côtes de moins de 5 hectares permet de penser que la statistique de Faulquemont est, sur ce point, incomplète. Mais pour les côtes supérieures, les données semblent fidèles¹¹³. Les grandes exploitations sont bien représentées dans ces deux cantons. Une simple projection des chiffres permet de voir que les exploitations de plus de 50 hectares couvrent plus du tiers du sol et, si nous incluons celles de 20 hectares, nous retrouvons au moins les valeurs de 1789. En 1867, convoqués par une enquête agricole, des agriculteurs mosellans fournissent des données relatives à leurs exploitations qui coïncident avec les valeurs indiquées par les chiffres de 1852. À Faulquemont, un seul exploitant concentre 102 hectares, le 10% du sol. À Bistroff, la ferme de Bischwald s'étend sur 280 hectares de prés et labours et 210 hectares d'étang partiellement cultivés une année sur trois. Sans compter les terres inondables, l'exploitation représente le tiers du finage. À Fabérswiller, canton de Saint-Avold, une seule exploitation de 100 hectares et une autre de 75 à Hoste. Dans le canton de Pange, un laboureur afferme 77 hectares à Chailly-sur-Nied, tandis qu'un propriétaire de 70 hectares à Puche qui se montre favorable à morceler ses biens en plusieurs contrats, l'afferme néanmoins en une seule pièce (*Enquête agricole. Enquêtes départementales. 12^e Circonscription. Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe ; 1867*). Si nous considérons les similitudes de la structure de propriété de la Moselle et du Xaintois, la situation en 1789 et l'existence, dans le nord-est du plateau, de plusieurs propriétés formées par des parcelles de plus d'un hectare, parfois beaucoup plus, donc il paraît sage d'affirmer que la domination de la grande exploitation n'a pas reculé dans cette région. D'autre part, la concentration des grandes exploitations vers les valeurs contenues au-dessus des 40 hectares semble aussi vraisemblable. Pourtant, nous devons signaler que la taille des exploitations sans aucun doute fléchit là où la grande propriété est moins assise (Pontpierre, Saint-Avold, Vahl-lès-Faulquemont, par exemple).

* * *

La divergence entre la vallée de la Meuse et la plaine lorraine que nous constatons en 1789 subsiste un demi-siècle plus tard. Dans la Meuse, la propriété bourgeoise et les côtes de plus de 20 hectares reculent. Les exploitations, dans ce département, rarement

¹¹³ Les données d'économie rurale des cantons de Saint-Avold et Boulay sont inutilisables.

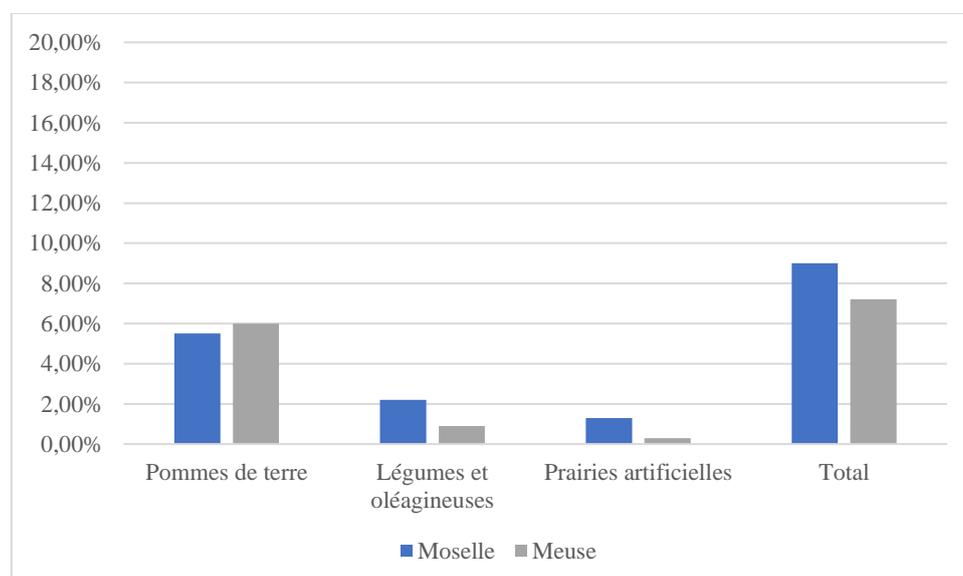
dépassent les 20 hectares et l'agriculture familiale domine appuyée sur les biens et usages communaux. Dans la plaine, l'affaiblissement de la propriété bourgeoise, qui existe, est plus nuancé. Ni les ventes de 1791 ni celles de communaux de 1813-1816 semblent être à l'origine de ce processus, au moins directement. Dans les Vosges, un renouvellement de la classe des rentiers témoigne l'enrichissement des producteurs. Avant 1789, les exploitations de plus de 20 hectares représentent, dans les deux départements, environ le 70 % du sol. Les sources du XIX^{ème} rendent difficile l'estimation précise, toutefois, de minima, cette structure persiste. Une avancée de ces exploitations semble vraisemblable, mais au plus, modeste : combien peuvent-elles couvrir davantage par rapport à 1789 ? Ce qui résulte plus clair c'est la concentration de ces exploitations autour d'un minimum de 40 hectares. Les exploitations moyennes, comprises entre les 5 et 20 hectares, plus dépendantes des communaux et la vaine pâture, reculent. À l'autre bout de l'échelle sociale, les exploitations de moins de 5 hectares se pulvérisent.

III. PRODUCTION ET PRODUCTIVITE

Traditionnellement, l'historiographie a établi un rapport entre droits de propriété exclusifs et productivité (Festy, 1947 ; Hilton Root, 1987 ; North, 1991 ; Rosenthal, 1992). Dans les dernières années, cette hypothèse a été remise en question (Allen, 1992 ; Béaur et Chevet, 2017).

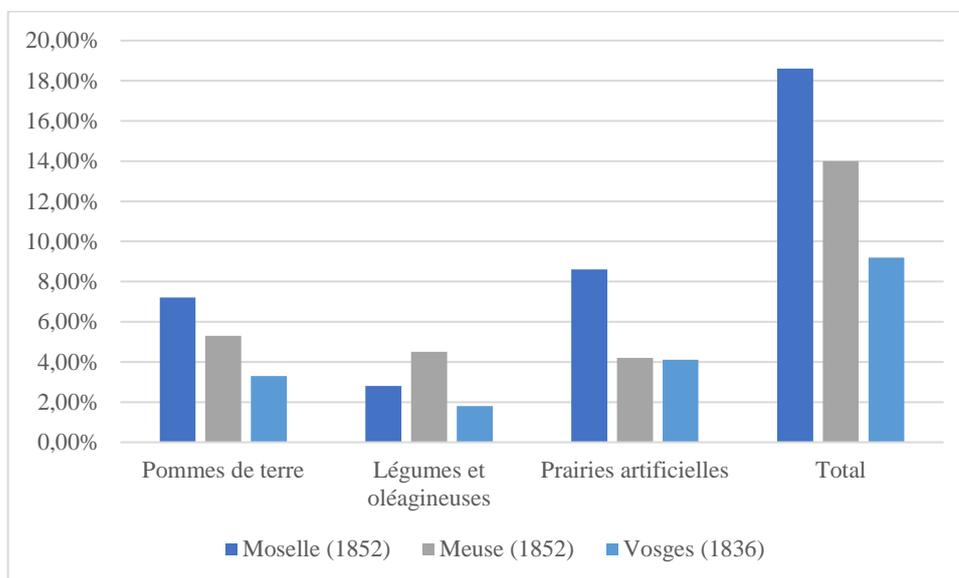
Nouvelles cultures en Lorraine

Graphique 9. Proportions des cultures sur le total des terres de labour en Lorraine (1802-1803)



Sources : *Annuaire statistique du département de la Meuse : formé pour l'An XII*, 1803 ; Colchen, 1802.

Graphique 10. Proportions des cultures sur le total des terres de labour en Lorraine (1836-1852)



Sources : ADMe 6M 323; ADMo 285M1; ADV 6M 1676-1744.

Dans tous les cas, la culture des pommes de terre semble stagner¹¹⁴. La stagnation devient illusoire si nous amplifions le spectre d'analyse aux dernières décennies du XVIII^{ème} siècle. Dans la Moselle, le préfet Colchen (1802) estime que la généralisation de cette plante est récente ; elle était pratiquement inexistante en 1794¹¹⁵. Cependant, dans le Duché de Lorraine, ces cultures payent la dîme dès 1715 (Blache et al., 1937). La pomme de terre fait quelques apparitions dans les papiers de la justice seigneuriale (ADMo B6506, ADV B763). Guy Cabourdin (1984) la croît plus étendue dès le XVIII^{ème} dans les Vosges, mais il semble parler des zones de montagne. Dans ce département,

¹¹⁴ Les statistiques de début de siècle sont prélevées sur le département tout entier. En 1836, l'enquête offre des résultats par commune. Pour les Vosges, les communes étudiées sont : Ambacourt, Baudricourt, Bazoilles-et-Ménil, Bettoncourt, Biécourt, Blémerey, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Dombasle-en-Xantois, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Domvallier, Estrennes, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Girovillers, Haréville, Hymont, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Maziot, Ménil-en-Xantois, Oëlleville, Offroicourt, Parey-sous-Montfort, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Remicourt, Remoncourt, Repel, Rouvres-en-Xantois, Rozerotte, Saint-Menge, Saint-Prancher, They-sous-Montfort, Thiraucourt, Totainville, Villers, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vroville. En 1852, les résultats sont offerts par canton. Dans la Meuse, les données proviennent des cantons de Void et Commercy. Dans la Moselle : Grostenquin, Faulquemont, Saint-Avold et Boulay. L'apparent recul des pommes de terre dans la Meuse illustre les inconvénients de comparer les valeurs pris sur un canton avec ceux d'un département. Vers 1881, la vallée de la Meuse ne se caractérise pas par sa production de pommes de terre (Joannes, 1881).

¹¹⁵ Opinion partagée par le préfet de la Meurthe (Marquis, 1804).

quelques données éparses suggèrent un certain progrès. À Poussay, les pommes de terre couvrent 1,4 hectares en 1812, cinq fois plus en 1836 mais sans dépasser le 2 % des labours (ADV Edpt 364 1D1). À Saint-Prancher, les 3 hectares de 1788 deviennent 20 en 1836, le 6,5% des labours (ADV Edpt 440 BB1).

Mais les progrès les plus remarquables sont faits par les prairies artificielles : trèfle, luzerne et sainfoin¹¹⁶. Il s'agit des seules cultures protégées de la vaine pâture par le Code rural de 1791 (Pérot, 1865). Dans la Moselle, comme dans l'Alsace, Bourgogne et Flandres, le trèfle précède la Révolution et se cultive même sur des parcelles non clôturées (ADMo B6506 ; Béaur, 2000 ; Moriceau, 1999). Les prairies artificielles se développent sur les labours ; elles n'impliquent pas une conversion des prairies naturelles. Le trèfle, qui dans le Xaintois représente plus des deux tiers des prairies artificielles, se sème en mars entre les avoines ce qui le protège des animaux. Il reste sur le sol environ dix-huit mois et donne trois coupes : la première en septembre (après la moisson de l'avoine) et les deux autres en juin et septembre de l'année suivante (AN F10 324 ; Dombasle 1825 ; Moriceau 1999)¹¹⁷. Le trèfle ne donne pas des bons résultats s'il est cultivé, au long de deux cycles triennaux, sur les mêmes terres, donc il ne retourne sur une parcelle que tous les six ans (Lepage et Charton, 1845). Les minutes et rapports des tribunaux de paix laissent voir que la culture des prairies artificielles, de même que celles des légumes et des pommes de terre, se réalise sur des cantons spécifiques (ADMe 55U1, 4U26 54-55 ; ADV 4U16 34-35). Cela réduit les efforts de vigilance tandis que la protection peut être renforcée par une embannière sur les jachères (ADMe ED 94 3, L2307, 55U1, 4U 26 55 ; ADV 4U 16 35). Ceci implique un certain degré d'accord entre les producteurs, ce qui peut être favorisé par la concentration des terres ou le partage des pâquis qui constituent des cantons séparés (ADV 4U 16 34). Mais l'étendue des nouvelles cultures dans la Meuse suggère que ces aspects ne sont pas une condition nécessaire, bien que l'affermage des communaux en petits lots puisse remplacer le partage en ce qui concerne l'existence d'un canton bien délimité et où plusieurs agriculteurs sont représentés. En dernier ressort, le contrôle politique du conseil joue son rôle : c'est le maire qui signale au pâtre quels sont les cantons auquel il doit conduire le troupeau.

¹¹⁶ Nous ne disposons pas de chiffres pour les Vosges au début du XIX^{ème} siècle, mais l'avancée des prairies artificielles est visible dans les papiers de la justice rurale. Pratiquement absentes en 1789, elles deviennent un espace habituel de contravention au long du XIX^{ème} siècle (ADV 4U16 32-35). Cette évolution est aussi repérable sur les documents de la justice rurale de la Meuse (ADMe 4U26 53-55, 55U1).

¹¹⁷ Le trèfle s'adapte mieux à la rotation triennale, motif qui explique sa prépondérance face au sainfoin ou à la luzerne (Lepage et Charton, 1845).

La législation de 1791 offre des mécanismes pour réprimer les agressions des troupeaux aux prairies artificielles ; cependant, son développement précède 1791. Ne pouvaient pas remplir cette fonction les anciennes coutumes lorsqu'elles spécifiaient que la vaine pâture se pratique dans les terres non ensemencées (Meuvret, 1969) ? Dans les années 80 du XVIII^{ème} siècle, le Parlement de Nancy soutient que cette formule applique aux prairies artificielles (AN H1515). Pourtant, il cherche à produire une réglementation plus spécifique, ce qui n'arrive pas avant 1789. Les tribunaux, de leur part, n'attendent pas l'arrivée de ces textes pour sanctionner les propriétaires des animaux qui pâturent sur les prairies artificielles (ADMo B6506). L'article du Code rural sur les prairies artificielles n'engendre aucune plainte puisqu'il ne change rien. Dans la Lorraine, au début du XIX^{ème} siècle, les prairies artificielles occupent encore une place marginale. Pour la protection de ces cultures, plus déterminantes que les lois sont les pratiques agricoles.

Productivité des céréales

Tableau 24. Rendements des céréales en Lorraine vers 1741-1750 (hectolitres à l'hectare)

	Froment*	Avoine*
Vosges	12 (17)	15,4 (13)
Moselle	10,5 (19)	20,15 (3)
Meuse	8,2 (8)	11,7 (4)

*Entre parenthèses : nombre de communes recensées.

Sources : AN KK 1164-1168 ; Morineau, 1970.

Tableau 25. Rendements des céréales en Lorraine vers 1836-1852 (hectolitres à l'hectare)

	Froment	Avoine
Vosges	15,1	16,2
Moselle	14,9	22,3
Meuse	10,5	13,4

Sources : ADMe 6M 323; ADMo 285M1; ADV 6M 1676-1744.

Après un siècle, la productivité à l'hectare montre des progrès. Pour le froment, la plaine fait les améliorations les plus remarquables tandis qu'il n'y a pas des grandes différences en ce qui concerne l'avoine. L'augmentation du rendement à l'hectare en Lorraine s'inscrit dans une tendance nationale (1700-1840). Ces chiffres sont un peu

supérieurs à ceux du Soissons, similaires à ceux de l'Oise et le Cambrésis et plus modestes que ceux de quelques régions de la Picardie ou le Nord (Chevet, 1998). La stagnation qui retrouve Michel Morineau (1970) ne se vérifie pas en Lorraine (pour le froment) ni dans d'autres régions de la France septentrionale ; pourtant, l'idée d'une révolution agricole pour une augmentation de l'ordre du 25 % ou 50 % au long d'un siècle et demi peut résulter exagérée¹¹⁸.

Phillip Hoffman (1996) postule qu'en Lorraine, au long de la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle, la productivité à l'hectare stagne. Si cela est vraie, ce qui semble probable si nous considérons les données éparses des cahiers de doléances, identiques à celles de 1741-1750, nous pouvons donc conclure que le décollage de l'agriculture lorraine se produit au long de la première moitié du XIX^{ème} siècle. Ceci permet, jusqu'à un certain degré, une réconciliation avec l'idée d'une révolution agricole ; toutefois, nous parlons d'un 50 % (dans le meilleur des cas) au long d'une cinquantaine d'années. La différente évolution du froment et de l'avoine suggère que cette augmentation n'est pas le résultat d'une modification des usages sur les terres de labour, identiques pour les deux cultures. Plus remarquable semble l'influence du trèfle qui est cultivé avant le froment. Les prairies artificielles allongent les épis et augmentent donc la production de paille (Chevet, 1998). En plus, leur produit remplace la paille dans l'alimentation du bétail et permet d'améliorer les litières, ce qui favorise la bonne gestion des sécrétions des animaux.

Population animale

Dans la Moselle, la population chevaline s'agrandit dans trois cantons sur quatre entre 1809 et 1852 tandis que les bovins le font dans tous les cantons (tableau 26)¹¹⁹. Les ovins, par contre, reculent sensiblement. Dans la plaine des Vosges, l'évolution est identique. En plus, les porcs aussi se multiplient¹²⁰. Dans la Meuse, ce sont les ovins qui

¹¹⁸ Notre évaluation diffère de celle de Michel Morineau (1970) par le point de départ choisi. Morineau prend les chiffres de 1730. Gérard Béaur (2000) remarque que ces valeurs sont trop élevées, probablement comme conséquence d'une surreprésentation des années abondantes. Les données de 1852 sont celles d'une année commune, donc il semble préférable de les comparer aux chiffres de 1741-1750. Il faut, en plus, faire mention à la modification des limites des régions comparées pour ce qui concerne les chiffres du bailliage de Mirecourt. Michel Morineau les compare à ceux de l'arrondissement de Mirecourt en 1840, ce qui trouble les résultats puisque ce dernier inclut des nombreuses communes de la Vôge, région bien moins fertile que la plaine. Notre étude prend, pour 1836, les chiffres des communes de la plaine.

¹¹⁹ Dans cet exposé, nous omettons la question de la qualité des animaux. Dans la Moselle, le poids de toutes les espèces augmente ; dans les Vosges, seulement celui des chevaux tandis qu'en Meuse il ne semble pas avoir de grands changements à cet égard (André, 1851 ; Lepage et Charton, 1845 ; Prudhomme, 1893).

¹²⁰ Pour les porcs, les données manquent pour la Moselle. Un recensement de 1796 du district de Sarreguemines donne le chiffre de 72 porcs tout les mil hectares, valeur similaire à celle des Vosges.

se multiplient, tandis que la population des autres espèces se réduit, à l'exception des porcs. Dans ce département, la vaine pâture et les communaux subsistent ; les moutons,

Tableau 26. Nombre d'animaux pour mil hectares (1795-1852)

Département	Circonscription	Année	Chevaux	Bovins	Ovins	Porcs
Moselle	Metz (Arrondissement)	1809	105	130	416	s. d.
	Sarreguemines (Arrondissement)	1809	66	136	251	s. d.
	Grostenquin (Canton)	1852	122	260	337	156
	Saint-Avold (Canton)	1852	62	222	149	78
	Boulay (Canton)	1852	171	234	367	142
	Faulquemont (Canton)	1852	125	237	298	143
Vosges	Mirecourt (Canton)	1795	121	145	319	70
	Vittel (Canton)	1795	68	86	237	25
	Mirecourt (Arrondissement)	1809	111	182	387	s. d.
	Mirecourt (Arrondissement)	1836	126	160	184	s. d.
	Mirecourt (Canton)	1836	180	185	297	s. d.
	Vittel (Canton)	1836	154	147	211	s. d.
	Mirecourt (Ancien bailliage)	1836	176	193	123	168
Meuse	Commercy (Ancien bailliage)	1794	112	134	s. d.	s. d.
	Commercy (District)	1795	113	140	206	59
	Commercy (Arrondissement)	1809	94	101	378	s. d.
	Commercy (Canton)	1852	90	116	340	171
	Void (Canton)	1852	83	105	301	120

Sources : ADMe L458, AN F10 22b, F10 508-512, ADMe 6M 323; ADMo 285M1; ADV 6M 1676-1744; Lepage et Charton, 1845.

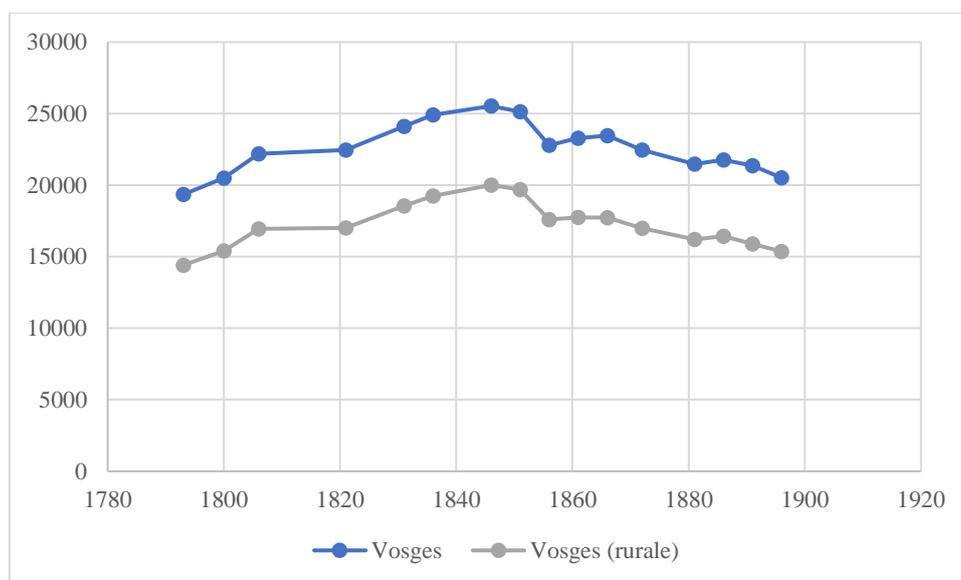
qui pâturent les pâquis et les jachères, retrouvent des conditions favorables. En volume d'engrais, l'augmentation du nombre de brebis à l'hectare ne compense pas la réduction de la population bovine et chevaline ; pourtant, le fumier des ovins est plus riche en acide phosphorique et nitrogène et plus efficace sur les sols calcaires (Moriceau, 1999). Dans le plateau, les chevaux se multiplient comme conséquence de la concentration des exploitations et l'appropriation des regains. Le seul canton où la population chevaline stagne est celui de Saint-Avold en Moselle, le plus pauvre en fertilité et celui où les grandes exploitations sont moins importantes. L'augmentation du nombre de bovins consiste, essentiellement, en vaches. Bien que l'association de la vache à la pauvreté soit exagérée, et même s'il est vrai que les grands agriculteurs en élèvent plusieurs, le lien de cette espèce avec la grande exploitation n'est pas comparable à celui des chevaux.

Pourtant, cette enquête donne des valeurs trop basses pour tous les autres animaux, ce qui sème des doutes par rapport à sa fidélité (AN F10 499).

L'accapuration des regains ne peut, dans cet aspect, être tellement relevant, de même en ce qui concerne les porcs¹²¹. Les nouvelles cultures, qui augmentent la disponibilité de fourrages, semblent plus importantes. L'incidence du recul des droits collectifs sur la population animale est donc difficile à évaluer. Favorable pour les chevaux, moins clair pour les bovins, nuisible pour les ovins et insignifiant pour les porcins. Le lien entre le droit de propriété exclusif et la productivité n'est pas, dans la Lorraine, évident, comme c'est le cas aussi pour d'autres régions de la France et le Royaume Uni (Chevet, 1998)¹²². Plus étroit est son rapport avec la distribution du produit de la terre, favorable aux agriculteurs les plus riches.

IV. DEMOGRAPHIE LORRAINE

Graphique 11. Évolution démographique des Vosges (1793-1896)

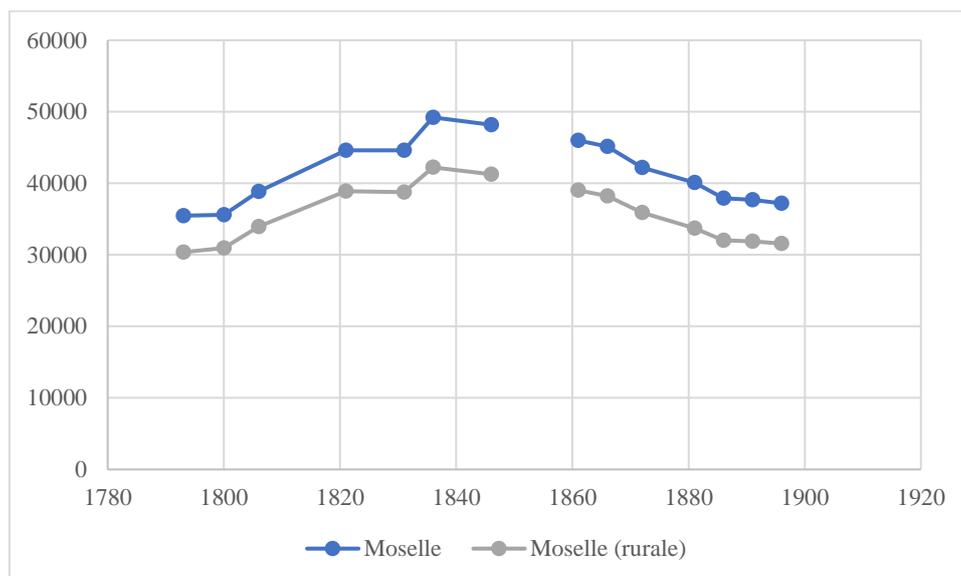


Sources : ADV 6M 543, AN F20 20, F20 399, F20 409 ; *Annuaire statistique du département des Vosges, 1827-1857* ; INSEE (1876-1896), Service Historique de la Défense 1M 1119.

¹²¹ Jean Marc Moriceau (1999) parle d'un privilège des bêtes de trait vis-à-vis de la nourriture. Dans les Vosges, Henry Lepage remarque que l'amélioration du poids des chevaux est dû aux prairies artificielles ; les vaches reçoivent les regains (Lepage et Charton, 1845). Ceci semble contredire notre postulat, mais il faut remarquer que si les chevaux sont nourris avec de l'avoine et du trèfle c'est parce que les fourrages abondent. En plus, le trèfle en excès produit du météorisme. Les chevaux reçoivent du foin, de l'avoine et du trèfle. Si les fourrages n'abondent pas, le privilège des bêtes de trait conduit les regains vers les chevaux.

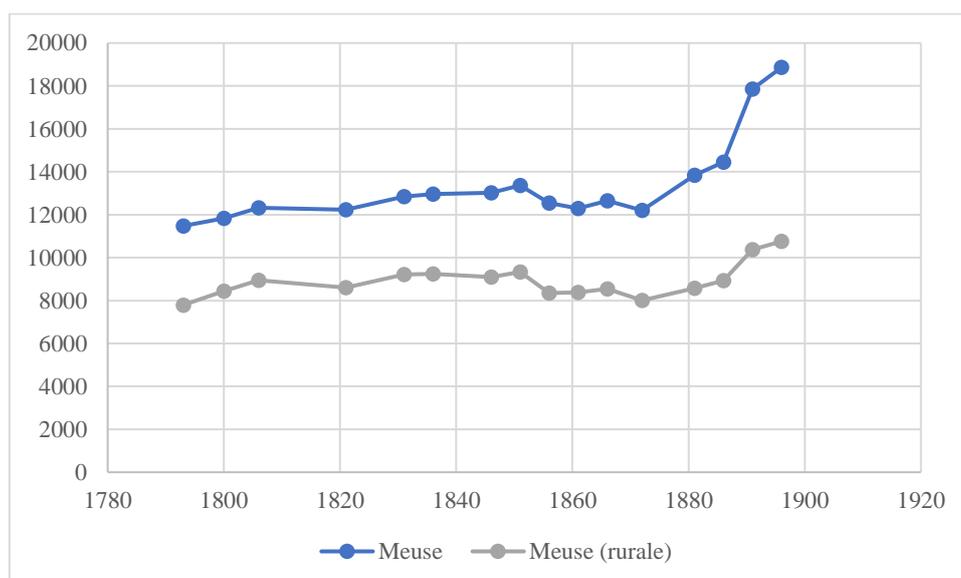
¹²² Il n'est pas non plus évident en ce qui concerne la taille des exploitations. Dans l'Île-de-France, les petits exploitants introduisent aussi des nouvelles cultures (Herment, 2012).

Graphique 11. Évolution démographique de la Moselle (1793-1896)



Sources : AN F20 18, F20 398, F20 409 ; *Annuaire statistique de la Moselle*, 1831-1867 ; INSEE (1876-1896) ; Service Historique de la Défense 1M 1119.

Graphique 12. Évolution démographique de la Meuse (1793-1896)



Sources : ADMe 6M 5-12 ; AN F20 17, F20 398, F20 409 ; *Annuaire du département de la Meuse*, 1825-1840 ; INSEE (1876-1896) ; Service Historique de la Défense 1M 1119.

Le contraste entre les structures démographiques du plateau et la vallée est marqué. Dans la Moselle et le Xaintois, la population augmente jusqu'en 1836 et 1846 respectivement. La différence entre 1793 et le sommet démographique est de 36 % et 32 %, 39 % si nous nous limitons à la population rurale. Dans la Meuse, le mouvement est plus tempéré, 16 % avec Commercy, 20 % la population rurale. Mais dans la vallée la population reste plus stable au long du siècle, entre le maximum et le minimum (fin de

siècle exclu), la population recule 6 % (11 % à la campagne). Dans la plaine, la tombée est du 23 % en Moselle et 20 % dans les Vosges (25 % et 23% sur le plan rural, respectivement). Jacques Dupâquier (1988) remarque que croissance démographique et croissance économique ne sont pas de synonymes. Cependant, l'économie doit pouvoir nourrir cet accroissement. Le rythme différentiel ne peut pas être attribué aux sols : dans la Moselle, aucune différence entre les communes de l'ouest et de l'est, où les sols sont pierreux et plus pauvres. En plus, aucune des trois régions étudiées a du déficit d'aliments. Dans la Moselle, l'excédent de production de froment est en 1852 du 37 %, 24 % dans la Meuse et 29 % dans les Vosges en 1836. La nourriture ne manque pas, le problème est la distribution.

Les différences de population se traduisent en salaires nominaux plus élevés dans la Meuse.

Tableau 27. Salaires nominales et réels d'un journalier (homme) non nourri dans quelques cantons de la Meuse et la Moselle (1852)

Canton	Salaire (F)	Salaire réel (en hl de froment)
Commercy	1,6	0,09
Void	2	0,125
Grostenquin	1,2	0,077
St-Avoid	1	0,064
Boulay	1,2	0,086
Faulquemont	1,25	0,083

Sources : ADMe 6M 323, ADMo 258M1.

Ces données représentent une moyenne départementale, chaque commune registre des valeurs propres qui vont du simple au double (Ríos, 2020). La distance entre salaires se nuance lorsqu'on passe au pouvoir d'achat, pourtant elle persiste. Dans une économie où la demande de main d'œuvre est saisonnière, sans aucun doute, l'explication des différences démographiques ne réside pas dans les salaires, c'est plutôt l'inverse. Dans la plaine, les bas salaires réduisent les coûts de la production capitaliste et permettent de comprendre pourquoi, dans une Lorraine d'héritage égalitaire rigoureux, des régions de grandes exploitations se juxtaposent à d'autres où les petites et moyennes fermes dominant. Une condition *sine qua non* pour l'existence de la grande exploitation est la disponibilité de main d'œuvre ; si elle manque et les salaires sont trop élevés, les fermiers

prennent moins de terre et les propriétaires exploitants cèdent en fermage une partie de leurs biens¹²³.

Le cœur du problème passe par l'accès à la terre. Un paradoxe se présente : la démocratie rurale offre un accès à la terre plus difficile que celui de la plaine. Dans toute la Lorraine historique, la possession de plus d'un hectare de terre est soumise aux possibilités de fermage, achat, héritage ou mariage. Cependant, le premier hectare (environ), dans la plaine, peut être obtenu par le biais du partage. Le bénéficiaire d'un lot, qui paye un fermage subventionné, obtient quelques dizaines d'ares à vie. Dans la Meuse, cette possibilité est pratiquement inexistante. Ceci empêche la croissance démographique : l'accès à la subsistance est plus difficile. Dans la Lorraine, l'accès à la terre marque la limite de la croissance démographique ; dans le plateau, cette limite est poussée plus loin grâce aux partages. Certes, le mouvement n'est pas éternel : vers le milieu du siècle la population atteint son maximum. Il n'est pas casuel que le fléchissement de la courbe démographique se produise quelques décennies après le complet lotissement des communaux et dans le cadre de l'épuisement nourricier des forêts. Ce phénomène arrive plus tôt dans la Moselle que dans le Xaintois. Pendant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, la migration devient une alternative plus attractive pour la population rurale de la plaine (Maire, 1980 ; Prêcheur, 1959 ; Woronoff, 1998).

* * *

Nous avons défini quatre axes : propriété, exploitation, production et productivité et démographie. Les nouvelles cultures progressent dans les trois départements ; les usages ne représentent aucun frein. Au contraire, leur avancée réduit les cantons ouverts au pâturage. La population animale montre des différences : dans les communes de l'ancien bailliage de Commercy les moutons se multiplient grâce aux pâturages collectifs. La productivité des grains augmente aussi par le biais de l'enrichissement des sols que produit le progrès des prairies artificielles. Le troupeau de grande taille a plus de succès dans la plaine, ce qui augmente la disponibilité d'engrais. La concentration des exploitations, stimulée par l'accaparement des regains, favorise l'accroissement de la population chevaline. Il ne faut pas exagérer, les différences dans l'évolution de la productivité des terres ne sont pas tellement marquées comme pour les attribuer aux droits de propriété exclusifs. Dans la Meuse, le fumier des ovins est indispensable et

¹²³ À Vignot, Meuse, le plus grand propriétaire (46 hectares) cultive les deux tiers de ses biens et afferme le reste (ADMe 3P 4200).

l'augmentation de la population bovine dans la plaine n'a pas des rapports évidents avec l'appropriation des regains.

Dans le plateau, propriétés et exploitations augmentent leur taille. Ce processus ne s'explique pas par l'avancée d'une propriété pure ou parfaite : c'est un phénomène économique. L'accaparement des regains précède les réformes politiques ou juridiques. Les grands exploitants, impulsés par le recul du pâturage sur les pâquis, imposent leur pratique de la propriété. L'État l'accompagne avec des réformes à *posteriori*. L'enrichissement de la couche supérieure des laboureurs permet la conversion en rentiers dans les Vosges. Dans la Moselle, la morphologie de la propriété favorise les alternatives boursières à l'heure de se procurer des rentes.

Finalement, une importante divergence se manifeste au niveau de la population. Il existe un excédent dans la production de subsistances dans les trois départements, pourtant, dans la Meuse, la population s'accroît plus lentement que dans la plaine. L'accès aux communaux, qui fixe la population dans la campagne, permet de comprendre ces différences. Les petits agriculteurs complètent son revenu avec le travail salarié dans les grandes exploitations et l'industrie rurale. L'indépendance économique est, pour ce secteur de la société, irréalisable. L'héritage pulvérise les exploitations. Dans le plateau, les côtes de moins de cinq hectares occupent, vers 1840, une surface encore plus réduite que celle de 1789 ; pourtant le nombre de propriétaires est bien plus élevé. Georges Lefebvre (1963) avait raison lorsqu'il signalait la contradiction du petit paysan qui obtient de la terre par le biais du partage mais qui perd les moyens à travers lesquels il aurait pu assise son exploitation. Sans vaine pâture sur les prés, sans pâquis pâturables, quelle possibilité d'élever des animaux pour le petit exploitant de moins de 5 hectares ? Inévitablement, la dynamique économique du plateau seulement gonfle la classe des paysans avec peu de terre ou sans terre qui demeurent à la campagne grâce au lot communal. Celui-ci devient, à son tour, une subvention pour la production capitaliste qui obtient des salariés à bon marché. Jusqu'au moment où l'industrie commence à décoller, l'émigration n'a aucun sens¹²⁴. Vers le milieu du XIX^{ème} siècle, la pression démographique sur les bois et les communaux, l'exclusion d'usagers et l'attrait des salaires urbains ou industriels permettent de comprendre le fléchissement de la courbe démographique.

¹²⁴ Ou se fait vers des destinations lointaines comme l'Amérique, ce qui n'est pas toujours facile (Maire, 1980).

CONCLUSION

L'historiographie traditionnelle a postulé l'idée d'une campagne lorraine et française immobiles (Dion, 1991 ; Festy, 1947 ; Millet, 1937 ; Contamine, 1932). À l'origine du blocus se trouverait la permanence des droits collectifs soutenus par les paysans pauvres (Duhamel de Monceau, 1762 ; North et Thomas, 1991 ; Quesnay, 1759).

Notre analyse d'un siècle d'histoire lorraine ne vérifie pas ces hypothèses. Certes, la législation semble rigide ; pourtant le Code forestier arrive à s'imposer. Toutefois, l'historiographie a essayé d'apercevoir les changements qui se déroulent sous le voile de l'apparente immobilité juridique (Bloch, 1931). Pourtant, la place anciennement accordée aux lois a été remplacée par les dispositions politiques *ad-hoc* passés par le Duc, les parlements ou les départements (Clère, 1988 ; Crisenoy, 1887 ; Contamine, 1932 ; Coudert, 1966 ; Lacoste, 1953 ; Vivier, 1999). Le cas lorrain permet de nuancer leur incidence : l'accaparement des regains ne suit pas ni la chronologie des édits, ni leur lettre, même pas leur juridiction. *Grosso modo*, les laboureurs adaptent la pratique traditionnelle de l'embannie à leurs intérêts, comme ça se passe dans la Picardie (Gauthier, 1977). En plus, les résultats diffèrent à l'intérieur du Duché de Lorraine : dans la vallée de la Meuse les édits échouent.

La structure d'exploitation explique cette divergence. Dans le plateau, en 1789, les grandes exploitations bien pourvues de prés ont intérêt à s'emparer des regains, en particulier après les partages des communaux. Dans la vallée, les petites et moyennes exploitations dépendent davantage des biens et usages collectifs. Un demi-siècle plus tard, cette structure perdure dans la vallée de la Meuse. La propriété bourgeoise recule et les grandes propriétés se morcellent. Dans la plaine, bien que la propriété des producteurs progresse (mais plus lentement), la taille des propriétés et des exploitations s'agrandit. Les côtes moyennes de 5 à 20 hectares qui représentent l'idéal d'autosuffisance et qui n'utilisent pas des salariés (ou n'en utilisent pas systématiquement) reculent. Plus dépendantes des communaux et de la vaine pâture, elles ne rencontrent pas les conditions pour leur reproduction. L'accaparement des regains stimule la concentration des exploitations. Dans les Vosges, les laboureurs enrichis deviennent des rentiers.

Les nouvelles cultures s'étendent sur les labours lorrains, même si le parcellaire morcelé et la vaine pâture subsistent (Juillard, 1953 ; Meuvret, 1969). Ni la qualité des sols ni les usages empêchent son développement ; au contraire, c'est la culture des

jachères qui réduit le terrain soumis au pâturage. Sans nécessairement impliquer une révolution agricole, la productivité et la production augmentent ce qui permet de soutenir l'expansion démographique. Sur ce plan, s'exprime une autre divergence. Dans la plaine, la croissance démographique est plus prononcée que dans la vallée de la Meuse. La production de subsistances est excédentaire dans les trois départements, c'est l'accès à la terre qui permet de comprendre ces différences. Dans le plateau, se développe ce que Georges Lefebvre a autrefois appelé crise agraire (1924). La concentration des exploitations, plus précoce dans la Moselle, nécessairement réduit la disponibilité de terre pour la masse paysanne. Au long des dernières décennies du XVIII^{ème} siècle, les manœuvres se lancent à la conquête des communaux. Comme pour les regains, les partages précèdent la loi qui, une fois sanctionnée, accélère les procédures. Mais elle n'est ni condition nécessaire (les partages se font par voie de fait) ni suffisante : dans la Meuse les partages n'ont pas de succès. La question n'est donc pas institutionnelle comme suggère l'école néo-institutionnelle, elle est économique (Grantham, 1980 ; North et Thomas, 1991 ; Rosenthal, 1992). Les partages se réalisent là où la polarisation sociale est plus avancée. Condition *sine qua non*, l'échec des partages dans d'autres régions de structures similaires de la France nous emmène à mettre l'accent sur la lutte des manœuvres. Paraphrasant Nadine Vivier (1998), c'est le résultat d'une vraie lutte de classes.

Comme disait Georges Lefebvre (1963), la lutte des paysans est anticapitaliste et antiseigneuriale. La récupération des communaux usurpés et la fin des prélèvements est le résultat de l'action paysanne. D'autre part, les partageurs enlèvent des pâturages aux gros éleveurs. Ils luttent contre la concentration du produit de la terre, mais ce combat est guidé par leur instinct de survivance (Béaur, 2006 ; Jones, 1998 ; Vivier, 1998). Georges Lefebvre pensait que le triomphe paysan produisait donc un blocus au développement du capitalisme par le biais de la consolidation des usages que l'historien reliait à la pauvreté. L'école de la voie paysanne diverge ; elle souligne que le rôle objectif d'une lutte ne coïncide pas nécessairement avec ses motivations subjectives (Ado, 1996 ; Gauthier, 1977). Cette théorie soutient que la lutte des paysans, anticapitaliste et antiseigneuriale, ne freine pas le développement capitaliste. Au contraire, le recul des rentiers permet la consolidation de la petite et moyenne exploitation appuyées sur les droits collectifs. Cela permet le libre développement de la production mercantile simple et, par le biais de la conversion des terres en marchandises (partage des communaux, expropriation du clergé), la possibilité de l'accumulation est déclenchée. Si le capitalisme n'avance pas au rythme

britannique, ceci s'explique non pas par le succès des paysans, mais plutôt par leur échec. L'historiographie des dernières trente-cinq années a remarqué les problèmes contrefactuels de cette interprétation (Jones, 1988). D'autre part, si un développement marchand fondé sur les partages a lieu dans le midi, dans la plaine céréalière, difficilement ces petits lots puissent soutenir la croissance économique (Béaur, 2006 ; McPhee, 1999 ; Plack, 1984).

Dans la Lorraine, le communal donne aux paysans une petite exploitation qui n'arrive pas à fournir les subsistances nécessaires pour l'entretien d'une famille au long de la saison morte. Certes, les laboureurs perdent un espace de pâturage, ce qui est spécialement ressenti par les exploitations moyennes. Comme conséquence non désirée, le partage des communaux stimule la concentration des exploitations. Il fixe aussi les populations à la campagne ce qui offre des travailleurs à l'industrie rurale mais, surtout, aux grandes exploitations aux moments des grands travaux. Les partages révolutionnaires, malgré la mutation juridique qu'ils impliquent, ne peuvent pas être ralliés aux ventes napoléoniennes ou à toute autre privatisation qui concentre les terres. Le nombre d'usagers augmente après le partage, ce qui nous oblige à casser le lien entre le privé et l'individuel et le communal et le collectif (Congost, 2007 ; Luchía, 2008). Les annulations de 1804, qui modifient la forme juridique de propriété, ne produisent pas des grands changements en ce qui concerne la distribution du produit de la terre. La caisse municipale prend une partie, certes, mais le fermage est toujours bien au-dessous du prix de marché. La mutation institutionnelle de 1804 n'a donc aucune conséquence sur la structure productive lorraine.

Pour l'entretien des familles, la forêt est aussi importante. Dans la Moselle, l'affaiblissement de l'aspect nourricier de la forêt arrive plus tôt. Les propriétaires privés expulsent les usagers qui, malgré les tentatives de récupération révolutionnaire, n'arrivent jamais à reprendre leurs droits. Dans les Vosges et la Meuse, la propriété communale donne des meilleures conditions aux villageois. Néanmoins, la dynamique économique du XIX^{ème} siècle complique l'approvisionnement des ménages. Les communes, déficitaires, intensifient l'exploitation des bois. Cela implique la fermeture immédiate des espaces de pâturage et, sur le long terme, la dégradation des forêts.

Les communes essayent de protéger leur patrimoine face aux offensives nationales pour conserver leur autonomie, en particulier après 1813-1816 (Vivier, 1998). D'autre part, le poids fiscal favorise l'expropriation des communes (Follain, 2007). La vente du bois se répand face aux besoins financiers des communes qui s'élargissent, mais non

seulement comme conséquence des impôts et d'autres charges liées à l'administration nationale des forêts. Écoles, fontaines, ponts et chemins gonflent les dépenses des mairies. Les communes n'hésitent pas à se soumettre au pouvoir central si cela favorise l'exploitation du bois au point que c'est l'État national qui, à certaines reprises, freine l'abattage du quart en réserve.

Nous ne voyons pas, de la part des communes, une intention d'écarter des villageois des bois communaux, comme retrouve Tine de Moor (2007, 2008) pour le cas des pâturages flamands. Dans la Lorraine, le nombre d'affouagistes s'accroît, même si le critère de distribution est modifié. Pourtant, la propriété communale des bois ne disparaît pas. Naturellement, la variable d'ajustement est la quantité de bois délivré à chaque ménage. Les conséquences de cette évolution sont spécialement sévères pour ceux qui n'ont pas de grosses marges économiques. Vers le milieu du XIX^{ème} siècle, les communaux sont entièrement partagés et les bois épuisés. L'émigration, stimulée par les salaires urbains ou industriels, s'impose. Indépendamment de l'évolution de la productivité, la mutation se produit au niveau du rapport social des individus avec les moyens de subsistance.

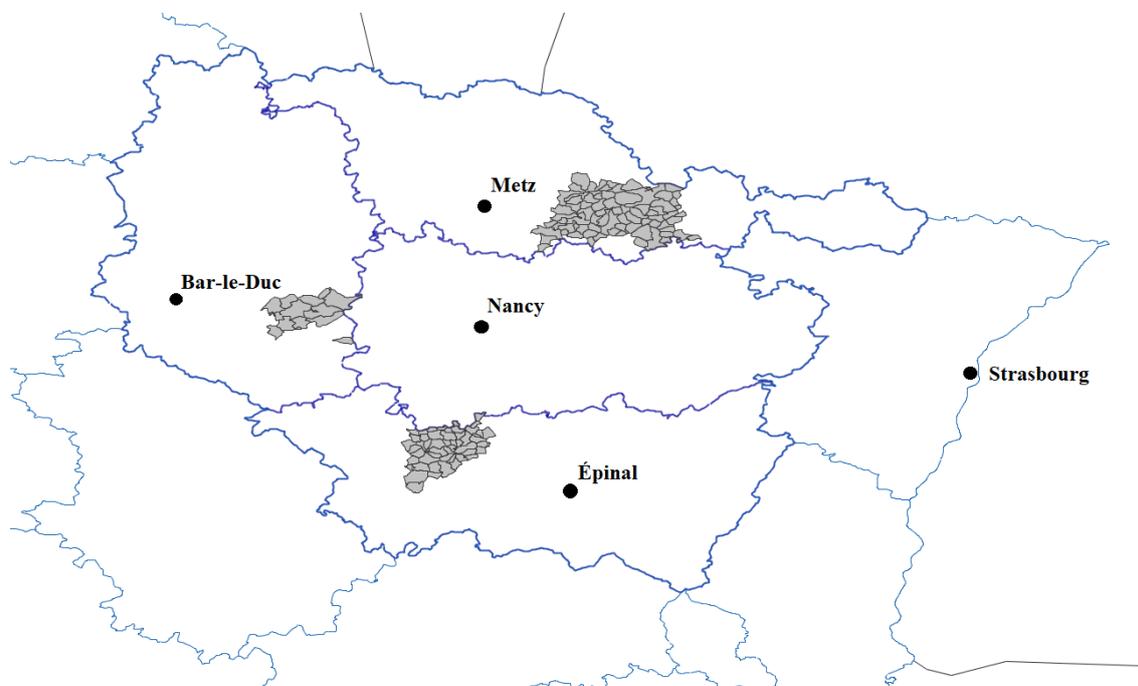
De la plaine à la vallée, l'évolution des biens et usages communaux au long d'un siècle diverge ; les spécificités des régimes agraires résultent déterminantes (Bloch, 1931 ; Sée, 1924b ; Vivier, 1998). Mais même si nous limitons le regard à la plaine lorraine, nous voyons des tendances qui évoluent en directions opposées, ce qui renforce l'importance d'une distinction des pratiques (Béaur, 2006). L'exploitation du communal s'individualise et la distribution de son produit s'amplifie. Ceci coexiste avec une évolution contraire sur les prés : la vaine pâture recule et les regains sont privatisés. Cependant, les rendements augmentent dans toute la Lorraine et les troupeaux s'accoutument aux conditions de production. L'accapement des regains, important en ce qui concerne l'accroissement de la population chevaline, n'a pas des grandes influences sur la population bovine ou porcine. Le progrès des rendements à l'hectare dépendent plus des prairies artificielles que des droits de propriété (Chevet, 1998). Nous pouvons discuter la validité de l'idée de révolution agricole, pourtant, ce qui est clair, c'est qu'elle ne dérive pas d'une propriété parfaite comme propose l'école néo-institutionnelle (North et Thomas, 1991 ; Rosenthal, 1992). En revanche, comme postulent Marx (2011b), Pierre de Saint-Jacob (1960) et Rosa Congost (2007), dans la Lorraine les modifications des droits de propriété ont des conséquences, plus que sur la productivité, sur la distribution du produit de la terre.

À l'encontre de la doctrine libérale de Smith (1958), l'élargissement des profits des capitalistes individuels ne se traduit pas, nécessairement, en investissements qui puissent maximiser la production ou les rendements. Les producteurs achètent des terres pour assurer leur subsistance au long des années de vieillesse. Le passage au capitalisme n'est pas précédé par le développement d'un *ethos* capitaliste, théorie postulée par Max Weber (2006). À l'inverse, c'est l'avancée du capitalisme, non seulement rural, mais aussi industriel, qui par le biais de la concurrence impulse la maximisation des profits. La longue chronologie de la bibliographie permet de voir que cette discussion se prolonge au long de plus de deux siècles. Dans le passé, les droits de propriété exclusifs qui, sans aucun doute, favorisent la concentration de la richesse, ont été présentés comme le moteur de la croissance économique. C'est un imaginaire impulsé par ceux qui en profitent (Congost, 2007). Le brevetage de la vie organique avec lequel nous avons inauguré notre réflexion s'inscrit dans ce débat. La rente monopolistique, comme celle qui produit le brevet des semences, retourne nécessairement à la production ? Est-ce qu'elle soutient la croissance économique ? Les modèles abstraits, qui peuvent se présenter comme logiques, ne cessent pas de fonctionner dans un contexte historique spécifique. C'est celui-ci qui détermine l'évolution des économies et qui permet de soumettre à l'épreuve des supposés qui, loin de favoriser l'ensemble de la société, enrichissent le sommet de la pyramide sociale.

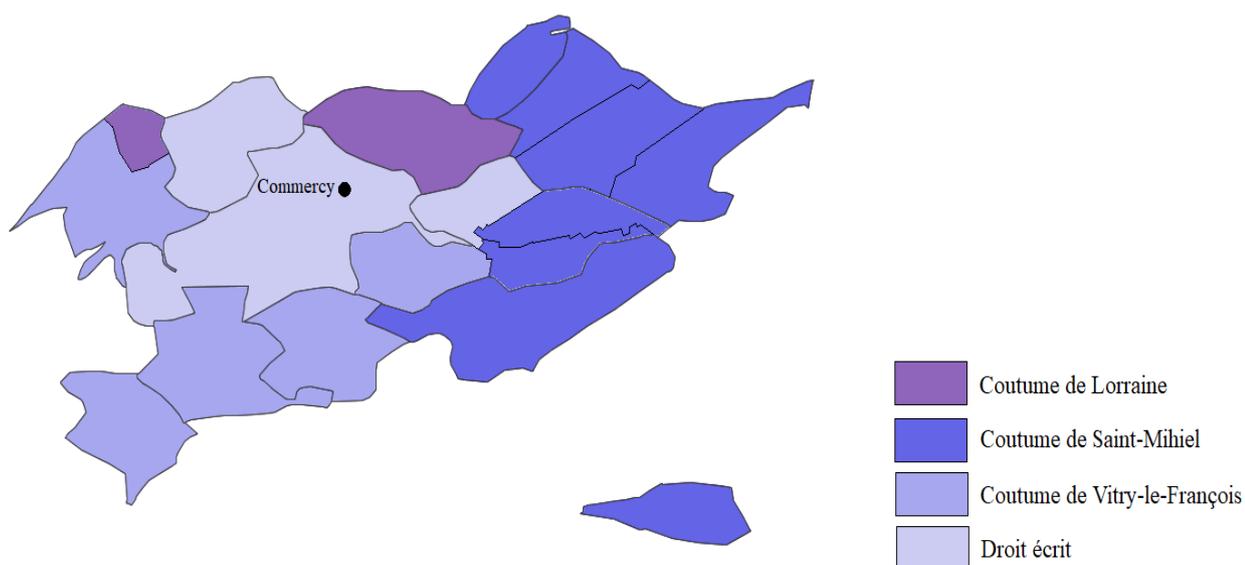
ANNEXES

I. CARTES

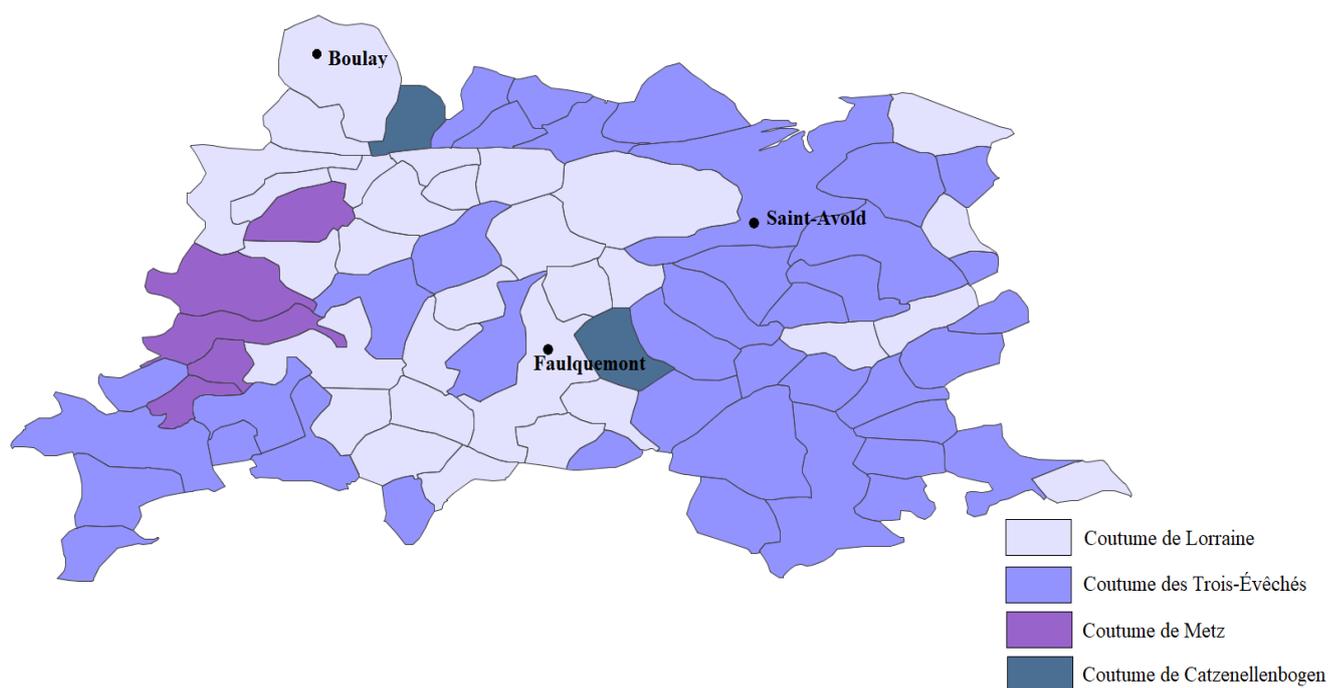
Carte 7. Communes étudiées sur la carte lorraine



Carte 8. Coutumes du bailliage de Commercy



Carte 9. Coutumes de la Moselle



II. DONNEES

Nous incluons, dans cette section, les données utilisées dans cette thèse. Lorsqu'elles se correspondent à un tableau ou graphique, le numéro est indiqué.

Chapitre 6

Propriété du clergé dans le bailliage de Commercy en 1789 (en hectares)

Commune	Superficie	Commune	Superficie
Aulnois	75	Lérouville	41
Chonville	57	Malaumont	21
Commercy	232	Mélny-le-Grand	154
Corniéville	161	Ménil-la-Horgne	173
Euville	38	Sorcy	218
Fréméreville	37	Vertuzey	57
Gironville	34	Vignot	47
Jouy-sous-les-Côtes	51	Ville-issey	69
Laneuville-au-Rupt	62	Total	748

Sources : ADMe Q300-307 ; Q574-577.

Propriété du clergé dans le bailliage de Mirecourt en 1789 (en hectares)

Commune	Superficie	Commune	Superficie
Ambacourt	67	Mattaincourt	50
Baudricourt	27	Maziroton	48
Bazoilles-et-Ménil	32	Ménil-en-Xantois	66
Bettoncourt	8	Mirecourt	91
Biécourt	56	Oëlleville	57
Blémerey	9	Offroicourt	53
Boulaincourt	48	Parey-sous-Montfort	169
Chauffecourt	0	Pont-sur-Madon	31
Chef-Haut	60	Poussay	226
Dombasle-en-Xantois	36	Puzieux	60
Domèvre-sous-Montfort	13	Ramecourt	41
Domjulien	33	Remicourt	81
Domvallier	24	Remoncourt	67
Estrennes	16	Repel	11
Frenelle-la-Grande	52	Rouvres-en-Xaintois	8
Frenelle-la-Petite	12	Rozerotte	5
Gemmelaincourt	48	Saint-Menge	10
Gircourt-lès-Viéville	97	Saint-Prancher	82
Gironcourt	106	They-sous-Montfort	17
Girovillers	0	Thiraucourt	10
Haréville	42	Totainville	17
Hymont	72	Villers	35
Juvaincourt	80	Vittel	99
La Neuveville-sous-Montfort	18	Viviers-lès-Offroicourt	53
Lignéville	80	Vroville	23
Marainville	38	Total	2484

Sources : ADV 5Q46-68, 10Q1-15.

Propriété du clergé dans quelques communes de la Moselle (en hectares)

	Labours	Prairies	Total
Petit-Tenquin	47	33	80
Basse-Vigneulles	6	0	6
Boustroff	34	8	41
Dorwiller	12	0	12
Flétrange	12	1	13

Sources : ADMo B2384, 541ED CC2 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907.

*Propriété de la noblesse, la bourgeoisie et les paysans dans le bailliage de Mirecourt en
1791 (en hectares)*

	Paysans	Bourgeoisie	Noblesse
Bazoilles-et-Ménil	325	53	46
Boulaincourt	88	47	1
Chauffecourt	38	15	19
Chef-Haut	261	56	89
Frenelle-la-Petite	95	79	3
Juvaincourt	117	158	102
Marainville	76	39	41
Mattaincourt	218	186	34
Mirecourt	87	106	231
Offroicourt	264	20	164
Pont-sur-Madon	59	56	147
Poussay	139	52	55
Remicourt	81	94	34
Repel	103	33	67
Saint-Menge	94	70	87
Saint-Menge (1789)	104	20	105
Thiraucourt (1789)	86	36	102

Sources : ADV Edpt 431G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G12, Edpt 102 1G3, Edpt 189 1G7, Edpt 262 1G11, Edpt 291 1G3, Edpt 297 1G3, Edpt 361 3F1, Edpt 364 1G11, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1G1, Edpt 434 1G6, 1C135, Edpt 309 DD19, 5Q62, 11 T 25 247 ; Martin, 1928.

Propriété de la noblesse dans la Moselle en 1789

Commune	Superficie	Commune	Superficie
Varize	130	Betting	123
Vahl-lès-Faulquemont	74	Dorwiller	12
Pontpierre	41	Frémestroff	139
Petit-Tenquin	70	Flétrange	16
Basse-Vigneulles	18	Diffembach	162

Sources : ADMo B2384, B9749, 541ED CC2, 553ED1G1-3, 688ED1G1-2, 1O126 ; Dorvaux et Lesprand, 1908 ; Etienne, 1907.

Propriété de la noblesse et le Domaine dans le bailliage de Commercy en 1789 (en hectares)

	Superficie
Aulnois-sous-Vertuzey	67
Chonville	106
Commercy	170
Euville	32
Lérouville	217
Sorcy-Saint-Martin	247
Vertuzey	54
Total	753

Sources : ADMe B330, 5E179, B330, ED91 25, ED214 181, ED280 307, Q300-307, Q691-692, Q1588.

Propriété bourgeoise dans le bailliage de Commercy en 1789-1791 (en hectares)

	Superficie
Commercy	255
Lérouville	99
Sorcy-Saint-Martin	87

Sources : ADMe ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380 207.

Propriété bourgeoise dans deux communes mosellanes en 1791 (en hectares)

	Superficie
Pontpierre	96
Vahl-lès-Faulquemont	176

Sources : ADMo 553ED 1G1-3, 688ED 1G1-3.

Propriété paysanne dans la Moselle en 1789-1791 (en hectares)

	Superficie
Créhange (1738)	86
Petit-Tenquin	80
Pontpierre	453
Vahl-lès-Faulquemont	272
Varize	74

Sources : ADMo B9749, 166ED CC8, 541ED CC2, 553ED 1G1-3, 688ED 1G1-3.

Propriété paysanne dans le bailliage de Commercy en 1789-1791 (en hectares)

Canton	Commune	Superficie
Commercy	Commercy	297
Commercy	Laneuville-au-Rupt	431
Commercy	Lérouville	142
Commercy	Sorcy-Saint-Martin	186
Gondrecourt	Badonvilliers	242
Void	Broussey-en-Blois	120
Vaucouleurs	Burey-en-Vaux	249
Vaucouleurs	Épiez	143
Vaucouleurs	Neuville	261
Void	Ourches	519
Vaucouleurs	Rigny-Saint-Martin	56
Vaucouleurs	Rigny-la-Salle	435
Vaucouleurs	Saint-Germain	295
Vaucouleurs	Taillancourt	291
Vaucouleurs	Sepvigny	306
Vaucouleurs	Chalaines	331

Sources : ADMe C400, ED 91 25, ED 214 52-54, ED 380 207, ED 208 79.

Tableau 3. La propriété des forêts en 1789 (en hectares)

	Vosges	Meuse
Noblesse	1949	1893
Domaine	140	1686
Clergé	252	413
Communes	3681	4452

Sources : ADMe, B330, C400, 1O174, Série 3P, Q574-577, Q300-307, 118 Tp 10 ; ADV, Edpt 148 DD 1-2, Edpt 340 DD1-3, Edpt 434 BB1, Edpt 393 DD1-5, Edpt 410 DD1, Edpt 537 DD2, 5Q 46-68, 8Q9, 10Q1-15, Série 3P (cadastre et cartes), 11T 21 170, 11T 25 246-247, 11T 26 254, 11T 26 271, 11T 28 294 ; Martin, 1928 ; Rothiot et Rothiot, 1990.

Tableau 4. Les exploitations dans le bailliage de Mirecourt

	Bettoncourt (1787)	Gemmelaincourt (1788)	Lignéville (1789)	Frenelle-la- Petite (1776)
Plus de 30 hectares	74	0	372	56
20 à 30 hectares	29	182	179	41
10 à 20 hectares	53	80	67	51
5 à 10 hectares	0	9	24	11
1 à 5 hectares	5	14	24	13
Moins d'un hectare	1	0	3	2

	Boulaincourt (1777)	Saint-Menge (1776)	Gironcourt (1777)	Villers (1773)
Plus de 30 hectares	128	62	131	77
20 à 30 hectares	26	48	120	66
10 à 20 hectares	80	0	113	35
5 à 10 hectares	12	29	26	0
1 à 5 hectares	6	19	16	11
Moins d'un hectare	1	2	7	0

Sources : ADV B231, B244, B773, B1999, 1C135, Edpt 57 CC2, 3E170.

Tableau 5. Évolution des exploitations dans trois villages du bailliage de Mirecourt (en hectares)

	Bettoncourt		Gemmelaincourt		Lignéville	
	1733	1787	1739	1788	1764	1789
Plus de 30 hectares	31	133	31	0	31	372
20 à 30 hectares	0	48	42	182	245	179
10 à 20 hectares	74	15	108	80	149	67
5 à 10 hectares	13	8,6	64	9	32	24
1 à 5 hectares	19	11,1	26	14	25	24
Moins d'un hectare	1	2	0	0	3	3

Sources : ADV B773, 3E 170, Edpt 57 CC2.

Tableau 6. Les exploitations en Moselle (en hectares)

	Varize		Petit-Tenquin		Créhange
	1769	1789	1750	1789	1738
Plus de 30 hectares	298	252	30	59	136
20 à 30 hectares	52	30	98	28	151
10 à 20 hectares	17	51	88	61	75
5 à 10 hectares	0	10	27	15	47
1 à 5 hectares	0	0	35	6	64
Moins d'un hectare	0	0	9	0	11

Sources : ADMo B9749, 166ED CC8, 541ED CC2.

Tableau 7. Les exploitations dans le bailliage de Commercy (en hectares)

	Commercy		Laneuville-au-Rupt		Lérouville	
	1749	1790	1765	1782	1751	1790
Plus de 30 hectares	33	101	0	0	0	31
20 à 30 hectares	219	309	0	0	68	68
10 à 20 hectares	241	254	12	30	137	188
5 à 10 hectares	42	111	14	33	26	34
1 à 5 hectares	16	109	53	48	55	104
Moins d'un hectare	1	29	14	0	13	21

Sources : ADMe ED91 21-25, ED 208 86, ED 214 181.

Chapitre 9

Tableau 11. Surface de biens nationaux acquise par classe sociale dans le district de Commercy (en hectares)

Commune	Bourgeoisie		Paysans		Indéterminés	
	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine	1 ^{ème} origine	2 ^{ème} origine	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine
Aulnois-sous-Vertuzey	12,2	35,8	22,5	7,5	15,6	0,4
Chonville	4,9	35,8	0,5	7,5	0	0
Commercy	210,7	8,5	98,8	1,6	0	0,5
Corniéville	163,5	0	35,3	0	0	0
Euville	60	0	5,3	0	0	0
Frémeréville	23,5	0	0,6	0	0	0
Gironville	36,6	0,2	2,4	0		0
Jouy-sous-les-Côtes	40,4	0	7,6	0	0	0
Laneuville-au-Rupt	27,2	0	2,8	0	0	0
Lérouville	86,8	0	5,9	0	0	0
Malaumont	26,5	0	1,2	0	0	0
Méligny-le-Grand	212	0	2	0	0	0
Ménil-la-Horgne	128,4	6,2	3,5	1,1	0	0
Sorcy-Saint-Martin	123,8	3,7	56,1	1,3	0	1,8
Vertuzey	48,7	34	1,5	18,4	0	0
Vignot	41,2	20,6	7,2	0,4	0,3	0
Ville-issey	58	0	11	0	0	0

Sources : ADMe Q300-307.

Tableau 11. Surface de biens nationaux acquise par classe sociale dans le district de Mirecourt (forêts exclues ; en hectares)

	Bourgeoisie		Paysans		Indéterminés	
	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine
Ambacourt	40,6	0,6	21,8	0	0	0
Baudricourt	24,4	42,7	3,4	0	0	0
Bazoilles-et-Ménil	7,9	7,4	21,6	1	0	0
Bettoncourt	8,5	0	0	0	0	0
Biécourt	50,3	0	5,2	0,7	0	0
Blémerey	2	0	6,6	0	0	0
Boulaincourt	7,5	0	34,9	0	6,3	0
Chauffecourt	0	0,4	0	0,7	0	0
Chef-Haut	4,1	0	0,8	0,3	0	0
Dombasle-en-Xantois	36,2	0	0	0	0	0
Domèvre-sous-Montfort	0	0	13,2	0	0	0
Domjulien	23	0	10,4	0	0	0
Domvallier	21,1	57,9	0,5	9,6	1	6
Estrennes	2,7	0	5,1	0	0	0
Frenelle-la-Grande	57,9	0	18,3	0	0	0
Frenelle-la-Petite	5,5	0	0	0	0	0
Gemmelaincourt	45,2	18,8	2,5	47,2	0	0
Gircourt-lès-Viéville	95,7	0	1,3	0	0	3,4
Gironcourt	0	0	0	0	0	0
Girovillers	0	0	0	0	0	0
Haréville	22,8	0	13,4	0	0	0
Hymont	53	0	19,3	0	0	0
Juvaincourt	89,7	41,3	1,5	23,9	0	0
La Neuveville-sous-Montfort	0	0	18,4	0	0	0
Lignéville	0	0	0	0	0	0
Marainville	24,4	0	12,6	0	0	0
Mattaincourt	48,7	0,3	9,7	6,7	0	0
Maziroton	31	16,8	17	0	0	0
Ménil-en-Xantois	58,6	39	0	11,9	0	1
Mirecourt	76,5	120,9	0,7	54,3	3,4	0
Oëlleville	9,9	26,2	46,1	46,9	0,4	3,6
Offroicourt	14,9	0	37,9	0	0	0
Parey-sous-Montfort	0	0	0	0	0	0
Pont-sur-Madon	27,9	0	0	0	0	0
Poussay	119,2	4,8	93,7	9,9	0	0
Puzieux	2,7	0	57	0	0	0
Ramecourt	38,2	0	0,4	1,3	0	0
Remicourt	54,3	2,8	27,2	27,8	0	0
Remoncourt	18,5	0	8,9	0	0	0
Repel	0	9,2	10,8	0	0	0
Rouvres-en-Xaintois	0,7	57,3	8,1	28,9	0	0,9

Tableau 11. Surface de biens nationaux acquise par classe sociale dans le district de Mirecourt (forêts exclues ; en hectares ; suite)

	Bourgeoisie		Paysans		Indéterminés	
	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine	1 ^{ère} origine	2 ^{ème} origine
Rozerotte	5,1	0,1	0	0	0	0
Saint-Menge	6,7	50,2	3,7	24,4	0	17,5
Saint-Prancher	70,7	30,6	11,3	27,4	0	0
They-sous-Montfort	12,2	0	1,7	0	0	0
Thiraucourt	0,1	20	9,5	80,7	0	0,2
Totainville	7,6	11,8	9,2	0	0	0
Villers	12,7	5,1	22,4	20,9	0	0
Vittel	103,8	0	25,5	8,2	0	0
Viviers-lès-Offroicourt	36,3	0	15,8	0	0,6	0
Vroville	23,7	8,6	0,3	0	0	0

Sources : ADV 5Q 46-68.

Bois vendus comme biens nationaux dans le district de Mirecourt : achats par classe sociale (en hectares)

	Bourgeois	Paysans
Ambacourt	16,1	0
Bazoilles-et-Ménil	0	6,1
Biécourt	0	66
Dombasle-en-Xantois	44,8	1,2
Domèvre-sous-Montfort	0	5,5
Estrennes	0	39
Juvaincourt	10,6	0
La Neuveville-sous-Montfort	3,7	13,7
Mattaincourt	0	4,4
Mazirot	4,7	0
Ménil-en-Xantois	1,2	0
Mirecourt	1,3	1,3
Offroicourt	2,5	0
Poussay	0	31
Puzieux	12,3	0
Remicourt	22	34
Villers	13	0

Sources : ADV 5Q 46-68.

Chapitre 10

Graphique 5. Biens communaux dans l'arrondissement de Metz (circa 1822-1837)

	Partagés		Non partagés		Total	
Labours	4480	75%	396	7%	4876	82%
Prés	284	5%	106	2%	390	7%
Jardins	25	0%	0	0%	25	0%
Pâturages	0	0%	668	11%	668	11%
Total	4789	80%	1170	20%	5959	100%

Source : ADMo 1O121.

Graphique 6. Biens communaux dans le département de la Moselle (circa 1822-1837)

	Partagés		Non partagés		Total	
Labours	12751	66%	1494	8%	14245	74%
Prés	1136	6%	421	2%	1557	8%
Jardins	235	1%	0	0%	235	1%
Pâturages	0	0%	3313	17%	3313	17%
Total	14122	73%	5228	27%	19350	100%

Source : ADMo 1O121.

Graphique 7. Biens communaux dans les Vosges, la Moselle et la Meuse en 1844-1847

	Partagés		Non partagés		Pâturage		Total	Communaux/SAU
Vosges	1258	88%	138	9%	40	3%	1436	6%
Moselle	1670	79%	272	13%	174	8%	2118	5%
Meuse	25	5%	63	12%	420	83%	508	4%

Sources : ADMe 1O174; ADMo 1O142-144; ADV 1O50.

Chapitre 13

Tableau 16. La distribution de la propriété en Lorraine vers 1821-1840

Département	Commune	Bourgeoisie	Producteurs
Vosges	Chauffecourt	50	77
	Chef-Haut	84	179
	Bettoncourt	150	81
	Lignéville	710	410
	Gemmelaincourt	225	264
	Baudricourt	72	182
Meuse	Vignot	159	624
	Vertuzey	160	301
	Malaumont	31	269
	Mélny-le-Grand	78	875
	Ménil-la-Horgne	111	1163
	Euville	83	273
Moselle	Pontpierre	69	578
	Vahl-lès-Faulquemont	110	475
	Hombourg	313	407
	Petit-Tenquin	175	254
	Créhange	415	242

Sources : ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067 ; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683 ; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Tableau 17. Taille des propriétés en Lorraine vers 1821-1840 (en hectares)

Département	Commune	Plus de 30 ha.	20 à 30 ha.	10 à 20 ha.	5 à 10 ha.	1 à 5 ha.	Moins d'un ha.
Vosges	Chauffecourt	32	24	11	16	25	18
	Chef-Haut	0	70	31	76	67	20
	Bettoncourt	98	0	32	14	52	35
	Lignéville	438	177	198	120	124	64
	Gemmelaincourt	144	57	81	89	91	28
	Baudricourt	112	41	16	31	33	21
Meuse	Vignot	47	23	146	174	319	75
	Vertuzey	82	0	30	118	153	78
	Malaumont	43	68	91	34	44	0
	Mélny-le-Grand	145	149	221	207	210	20
	Ménil-la-Horgne	359	97	486	187	120	25
	Euville	0	0	18	71	226	41
Moselle	Pontpierre	0	45	157	170	224	52
	Vahl-lès-Faulquemont	83	76	83	187	119	37
	Hombourg-Haut	205	22	99	56	286	53
	Petit-Tenquin	45	20	78	59	174	52
	Créhange	335	30	68	65	119	41

Sources : ADME 3P 1376, 3P 2288, 3P 2400, 3P 2433, 3P 4025, 3P 4067 ; ADMO 3P 159, 3P 335, 3P 535, 3P 547, 3P 683 ; ADV Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G4, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Tableau 18. Évolution des propriétés dans la Meuse (1813-1821, en hectares)

	Mélny-le-Grand		Ménil-la-Horgne	
	1813	1821	1813	1821
Plus de 30 hectares	181	115	495	359
20 à 30 hectares	99	128	94	97
10 à 20 hectares	220	242	419	486
5 à 10 hectares	188	195	140	187
1 à 5 hectares	130	182	101	120
Moins d'un hectare	24	6	24	25

Sources : ADMe 3P 2400, 3P 2433.

Tableau 19. *Évolution des propriétés dans les Vosges (1789-1840, en hectares)*

	1789-1791	1821-1840
Plus de 30 hectares	684	824
20 à 30 hectares	389	369
10 à 20 hectares	546	368
5 à 10 hectares	481	346
1 à 5 hectares	490	392
Moins d'un hectare	237	186

Sources : ADV Edpt 43 1G10, Edpt 68 1G10, Edpt 99 1G3, Edpt 102 1G3-4, Edpt 189 1G7, Edpt 297 1G9, Edpt 309 DD19, Edpt 361 3F1, Edpt 389 1G10, Edpt 396 1F1, 3P 746, 3P 863, 3P 1894, 3P 2499.

Tableau 21. *Distribution des propriétés dans le Xaintois (1812-1814, en hectares)*

	Poussay (1812)	Chauffecourt (1814)
Plus de 30 hectares	95	41
20 à 30 hectares	91	51
10 à 20 hectares	92	0
5 à 10 hectares	46	23
1 à 5 hectares	19	0
Moins d'un hectare	0	0

Sources : ADV Edpt 99 1D1, Edpt 364 1D1.

ANCIENNES MESURES

Sources : Gattey, 1812 ; Marquis, 1804 ; Morineau, 1970.

I. SUPERFICIE

Jour de Nancy de 250 verges : Unité la plus utilisée (bailliages de Vic, Boulay, Mirecourt). Le jour se compose de 10 ommées ou hommées et équivaut à 0,20348 hectares. Pour les prés, il prend le nom de fauchée.

Jour de 250 verges à 10 pieds : utilisé dans le canton de Bistroff, Mosela. Il équivaut à 0,26380 hectares.

Jour de 320 verges : utilisé dans le bailliage de Vic, il équivaut à 0,23449 hectares.

Jour de 100 verges : utilisé dans le bailliage de Commercy (Aulnois-sous-Vertuzey et Vertuzey). Il équivaut à 0,327 hectares.

Jour de 80 verges : utilisé dans le bailliage de Commercy (Sorcy-Saint-Martin). Il équivaut à 0,3129 hectares. Pour les prés, on utilise la fauchée de 100 verges qui équivaut à 0,391.

Jour de 75 verges : utilisé dans le bailliage de Commercy (Laneuville-au-Rupt). Il équivaut à 0,2733 hectares. Pour les prés, on utilise la fauchée de 100 verges (différente à celle de Sorcy-Saint-Martin) qui équivaut à 0,3644 hectares.

Jour de 72 verges : utilisé dans le bailliage de Commercy (Chonville, Commercy, Euville, Lérouville, Méligny-le-Grand, Ménil-la-Horgne, Vignot y Ville-Issey). Il équivaut à 0,3391. À Malaumont, il porte le même nom mais il équivaut à 0,3539 hectares.

Jour de 62,5 verges : utilisé dans le bailliage de Commercy (Corniéville). Il équivaut à 0,2082 hectares.

Fauchée de 187 verges : utilisée dans les cantons de Boulay et Faulquemont, Moselle. Elle équivaut à 0,15288 hectares.

Fauchée de Saint-Avoid : utilisée dans le canton mosellan homonyme. Elle équivaut à 0,15714 hectares.

Fauchée de Bistroff : utilisée dans le canton mosellan homonyme. Elle équivaut à 0,15828 hectares.

Fauchée de Hellimer : utilisée dans le canton mosellan homonyme. Elle équivaut à 0,15370 hectares.

II. VOLUME

Résal de Nancy : unité la plus utilisée pour les grains dans le Duché de Lorraine. Ras, il équivaut à 1,17 hectolitres (froment, seigle). Comblé, il équivaut à 1,686 hectolitres pour l'avoine et 1,612 pour l'orge. Il se compose de 4 bichets, chacun formé par 4 imaux.

Résal de Mirecourt : unité ancienne pour les grains, déplacée par le résal de Nancy. Il équivaut à 1,24 hectolitres.

Quarte de Boulay : unité utilisée pour les grains dans le bailliage homonyme. Rase, elle équivaut à 0,68 hectolitres pour le froment. Comblée, à 0,96 hectolitres pour l'avoine.

Quarte de Saint-Avold : unité utilisée dans la région qui environne la région homonyme. Elle équivaut à 0,8 hectolitres.

Quarte de Vic : unité utilisée dans le bailliage homonyme. Rase, elle équivaut à 0,65 hectolitres pour le froment. Comblée, elle équivaut à 1,005 hectolitres pour l'avoine.

Bichet de Commercy : utilisé dans le bailliage homonyme. Ras, il équivaut à 0,27 hectolitres pour le froment. Comblé, il équivaut à 0,36 hectolitres pour l'avoine.

III. MONNAIES

Livre lorraine : unité de compte du Duché de Lorraine. Elle équivaut à 0,775 livres tournois.

Franc barrois : unité de compte du Duché de Bar. Elle équivaut à environ 0,66 livres tournois et se compose de 12 gros, composés de 4 blancs, composés à leur tour de 4 deniers.

Franc messin : unité de compte de l'évêché homonyme qui équivaut à environ 0,375 livres tournois.

SOURCES

I. Archives nationales

Série D

XIV 6-8. Comité des droits féodaux (1789-1792).

Série F

Sous-série F3 (I)

1-10. Biens communaux et chemins vicinaux. Usurpations. Bois communaux. Coupes extraordinaires et quart en réserve (1791-1829)

Sous-série F10

22b. Statistiques d'animaux domestiques (1794-1795).

207. Décrets concernant la vaine pâture. Meurthe, Meuse, Moselle, Vosges (1794-1795).

210. Correspondance du Comité d'agriculture. Regains. Moselle (1791)

214. Vaine pâture. Voseges (1791-1793)

265. Commission d'agriculture et des arts. Vaine pâture dans les forêts. Meurthe (1794).

270. Bureau d'agriculture. Vaine pâture. Meuse (1796-1797).

284. Comité d'agriculture. Pétitions. Vaine pâture, troupeau à part. Moselle (1789-1795).

289b. Fixation du prix de la journée agricole. Meurthe, Meuse (1796-1804).

320. Comité d'agriculture et de commerce. Pétitions. Vaine pâture. Moselle (1789-1794).

324. Comité d'Agriculture. Pétitions. Pâturage en forêts. Moselle (1794).

332. Comité d'agriculture. Partage des communaux. Meurthe, Meuse, Moselle, Vosges (1790-1791).

336. Pétitions à l'Assemblée Constituante. Pétitions à la Commission d'agriculture et des arts. Vaine pâture. Meurthe, Moselle, Vosges (1791-1801).

337. Correspondance administrative. Vaine pâture. Meurthe, Meuse (1802-1803).

347. Comptes décadaires. Vaine pâture. Vosges (1794).

- 398-399. Plantations. Meurthe, Meuse, Moselle, Vosges (1797-1822).
403. Bois et forêts : bureau d'agriculture. Correspondance avec les administrations départementales. Délits forestiers (1796-1801).
405. Abus dans les forêts. Meurthe, Moselle, Vosges (1794-1796).
406. Correspondance du bureau d'agriculture concernant la situation des forêts dans les départements. Meurthe, Moselle, Vosges (1799-1805).
499. Pétitions au Comité d'agriculture de la Convention. Meuse, Vosges (1792-1794).
- 508-512. Animaux : enquête de la Commission d'agriculture et des arts. Animaux domestiques, statistiques. Meurthe, Meuse, Moselle, Vosges (1795-1811).

Sous-série F12

- 1547b. Tableaux des prix des salaires et subsistances en 1790 et 1795 (1795).

Sous-série F20

- 17-20. Recensement de la population de l'an III. Meuse, Moselle, Vosges (s.d.).
409. Tableaux récapitulatifs en exécution de la circulaire du ministère de l'Intérieur de 1820. Population. Meuse, Moselle, Vosges (1821-1822).

Série H

- 1486-1494; 1515; 1626. Papiers de l'intendance. Agriculture, vaine pâture, parcours, biens communaux. Dossiers par province.

Série KK

- 1159-1173. Réponses des curés à l'enquête sur l'agriculture et les rendements lancée par le Parlement de la Lorraine. Tableaux comparatifs du nombre de laboureurs (1761-1763).

II. ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE LA MEUSE

Série B

330. Dénombrement des propriétés de Sorcy-Saint-Martin (1789).
2958. Ordonnances du Duché (1693-1764).
3001. Lettres des habitants de Corniéville concernant la vaine pâture dans les bois du Hazoy (1580-1633).
- 19B76. Regains à Ville-Issey (1776).

59B7. Délits champêtres. Rapports des bangards de Jouy-sous-les-Côtes, Chonville, Commercy, Frémeréville (1770-1771)

Bp 5027. Inventaires à Aulnois-sous-Vertuzey (1751-1789).

Bp 4678. Délits champêtres. Rapports des bangards du Prévôté de Sorcy-Saint-Martin (1759-1789).

Série C

C400. Informations diverses réunies par le bureau intermédiaire de l'élection de Chaumont (1790).

C93. Rôles d'impositions pour les routes, subdélégation de Commercy (1787).

Série E

2E125 1-30. Commercy : registre civil et paroissial (1765-1850).

2E189 1-8. Euville : registre civil et paroissial (1765-1852).

2E296 1-9. Lérouville : registre civil et paroissial (1765-1849).

2E472 1-2. Saint-Martin : registre paroissial (1757-1792).

2E507 1-14. Sorcy-Saint-Martin : registre civil et paroissial (1757-1848).

2E322 1-3. Malaumont : registre civil et paroissial (1793-1852).

2E338 1-5, Mélny-le-Grand : registre civil et paroissial (1765-1852).

2E342 1-6. Ménil-la-Horgne : registre civil et paroissial (1765-1852).

2E561 1-5. Vertuzey : registre civil et paroissial (1756-1852).

2E566 1-10. Vignot : registre civil et paroissial (1765-1852).

5E179. Famille Vassimont : biens à Aulnois-sous-Vertuzey y Vertuzey (1787-1791).

6E124. Droits seigneuriaux à Vignot (1463-1790).

Fonds des communes (ED)

87 107. Chonville : règlementation du pâturage (1841).

91 21-25. Commercy : rôles d'impositions (1749-1790).

94 3. Corniéville : procès-verbaux de l'assemblée municipale (1788-1806).

94 127. Corniéville : biens communaux, adjudication de l'herbe des chemins et vaine pâture sur les prés et dans les forêts (1813-1847).

156 49. Gironville : vaine pâture dans les forêts (1781-1790).

156 259. Gironville : vaine pâture et biens communaux (1830-1950).

208 79. Laneuville-au-Rupt : rôles d'impositions (1730-1782).

- 208 86. Laneuville-au-Rupt : forêts (1593-1790).
- 208 88. Laneuville-au-Rupt : vaine pâture, procès (1431-1790).
- 208 98. Laneuville-au-Rupt : procès-verbaux de l'assemblée municipale (1800-1819)
- 214 52-54. Lérrouville : État de sections (1793).
- 214 181. Lérrouville : rôles d'impositions (1751-1790)
- 251 2. Ménil-la-Horgne : procès-verbaux de l'assemblée municipale (1807-1830).
- 251 38. Ménil-la-Horgne : vaine pâture (1831).
- 380 4. Sorcy-Saint-Martin : enregistrement des ordonnances et décrets (1789-1790).
- 380 207. Sorcy-Saint-Martin : dénombrement des propriétés (1791).
- 422 120. Vértuzey : vaine pâture (1794-1799).
- 425 44. Vignot : Biens communaux et vaine pâture (1710).
- 425 90. Vignot : procès-verbaux de l'assemblée municipale (1786-1798).
- 425 163. Vignot : délits champêtres, rapports des bangards (1811-1827).
- 425 209-210. Vignot : vaine pâture (1830-1889).

Série L

- 168-170. Procès-verbaux des séances du conseil général (1791-1793)
227. Registre de pétitions du district de Commercy (1791-1793)
458. Recensement des bestiaux et fourrages (1790-1797).
484. Statistique agricole (1790-1798).
592. Biens communaux (1792-1795).
- 2307-2314. Justice de paix de Sorcy-Saint-Martin : minutes (1792-1801).
2402. Justice de paix de Commercy : minutes (1792-1796).

Série M

- 6M 623. Statistiques agricoles. Dossiers par *arrondissement* (1852).

Série N

- 1N2-4. Procès-verbaux des séances du conseil général (1800-1826).
- 2N12. Procès-verbaux du conseil d'arrondissement de Commercy (1800-1823).

Série O

- 1O174. Biens communaux (1793-1861).
- 1O179. Vaine pâture (1802-1888).

- 2O38. Aulnois-sous-Vertuzey : vaine pâture et biens communaux (1818-1890).
- 2O276. Chonville : vaine pâture et biens communaux (1804-1890).
- 2O299. Commercy : vaine pâture et biens communaux (1802-1899).
- 2O315. Corniéville : vaine pâture et biens communaux (1800-1890).
- 2O449. Euville : vaine pâture et biens communaux (1802-1890).
- 2O478. Frémeréville : vaine pâture et biens communaux (1804-1932).
- 2O511. Gironville : vaine pâture et biens communaux (1800-1890).
- 2O611. Jouy-sous-les-Côtes : vaine pâture et biens communaux (1799-1890).
- 2O655. Laneuville-au-Rupt : vaine pâture et biens communaux (1804-1890).
- 2O676. Lérrouville : vaine pâture et biens communaux (1804-1889).
- 2O735. Malaumont : vaine pâture et biens communaux (1833-1890).
- 2O767. Méligny-le-Grand : vaine pâture et biens communaux (1804-1890).
- 2O775. Ménil-la-Horgne : vaine pâture et biens communaux (1804-1928).
- 2O1048. Saint-Germain : vaine pâture et biens communaux (1807-1890).
- 2O1048. Sorcy-Saint-Martin : vaine pâture et biens communaux (1804-1899).
- 2O1278. Vertuzey : vaine pâture et biens communaux (1800-1889).
- 2O1290. Vignot : vaine pâture et biens communaux (1799-1890).
- 2O1299. Ville-Issey : vaine pâture et biens communaux (1800-1890).

Série P

- 3P139. Aulnois-sous-Vertuzey : cadastre (s.f.).
- 3P875. Chonville : cadastre (1832).
- 3P927. Commercy : cadastre (1832).
- 3P975. Corniéville : cadastre (1832).
- 3P1376. Euville : cadastre (1832).
- 3P1462. Frémeréville : cadastre (1831).
- 3P1579. Gironville : cadastre (1831).
- 3P1893. Jour-sous-les-Côtes : cadastre (1831).
- 3P2033. Laneuville-au-Rupt : cadastre (1810).
- 3P2097. Lérrouville : cadastre (1831).
- 3P2288. Malaumont : cadastre (1831).
- 3P2400. Méligny-le-Grand : matrice cadastrale (1813-1821).
- 3P2433. Ménil-la-Horgne : matrice cadastrale (1813-1821).
- 3P3583. Sorcy-Saint-Martin : cadastre (1810).

- 3P4025. Vertuzey : cadastre (1831).
3P4067. Vignot : matrice cadastrale (1831).
3P4092. Ville-Issey : cadastre (1831).
257P1. Vaine pâture en forêts (1812-1893).

Série Q

- 300-307. Actes de vente des biens nationaux du district de Commercy (1791-1796).
574-577. Inventaires des états de consistance dressés par les municipalités du district de Commercy (1790-1795).
691. Déclaration des domaines engagés. District de Commercy (1794).
995-996. Déclarations des droits féodaux supprimés. District de Commercy (1792-1802).
1188. Vente des biens communaux au profit de la caisse d'amortissement. Loi du 20 mars 1813. États, tableaux, relevés (1813-1820).
1255. Tableau récapitulatif des biens vendus. Bureau de Commercy (1813-1816).
1588. Sommier des biens vendus et invendus. Bureau de Commercy (1791-1793).
35Q17-22. Bureau d'enregistrement de Commercy. Actes sous seings privés (1834-1841).
36Q74- 85. Bureau d'enregistrement de Commercy. Actes civils publics (1833-1841).
37Q2. Bureau d'enregistrement de Commercy. Table des baux (1806-1824).
130Q4 3-4. Bureau d'enregistrement de Void. Table des baux (1807-1824).

Série U (en cours de reclassification)

- 4U 26 53-55. Jugements de police du tribunal de la justice de paix de Void (1810-1845).
55U1. Jugements de police du tribunal de la justice de paix de Commercy (1834-1842).

III. ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE LA MOSELLE

Série B

989. Parlement de Metz. Décrets. Vaine pâture (1763).
2384-6. *Chambre de Comptes*. Aveux et dénombremens (1777-1780).
6212. Bailliage de Boulay. Rapports des gardes champêtres (1768-1789).
6506. Prévôte de Faulquemont. Rapports des gardes champêtres (1750-1790).
9206. Flétrange : *plaidis annaux* (1752-1790).
9749. Varize : rôles de subvention (1766-1789).

Série E

- 5E115. Créhange : registre paroissial (1786-1793).
- 5E147. Faulquemont : registre paroissial. Années manquantes : 1699-1747 ; 1749-1764 (1690-1791).
- 5E381. Pontpierre : registre paroissial. Années manquantes : 1695-1788 (1693-1793).
- 5E473. Vahl-lès-Faulquemont : registre paroissial (1765-1793).
- 5E480 1-2. Varize : registre paroissial (1689-1792).
- 7E162 1-6. Créhange : registre civil (1793-1858).
- 7E212 1-4. Faulquemont : registre civil (1793-1852).
- 7E337 1-10. Hombourg-Haut : registre civil (1792-1852).
- 7E541 1-4. Petit-Tenquin : registre civil (1793-1850).
- 7E553 1-5. Pontpierre : registre civil (1793-1859).
- 7E688 1-4. Vahl-lès-Faulquemont : registre civil (1792-1862).

Fonds des communes

- 162 CC5-8. Créhange : droits seigneuriaux, vaine pâture, matrice des cens (1738-1792).
- 337 CC2. Hombourg-Haut : arpentage et remembrement (1718).
- 541 CC1-2. Petit-Tenquin : terrier, déclaration des biens appartenant à la communauté, déclaration des biens par les habitants et portériens de la communauté de Petit-Tenquin, rôle d'impositions (1690-1789).
- 541 FF1. Petit-Tenquin : contentieux avec le Prieuré de Zelle (1718-1789).
- 541 4D1. Petit-Tenquin : procédure engagée par la commune contre le Domaine au sujet des biens communaux (1792-1829).
- 541 1L1. Petit-Tenquin : compte de la mairie (1818).
- 553 1G1-3. Pontpierre : état de sections (1791).
- 688 1G1-3. Vahl-lès-Faulquemont : état de sections (1791).
- 728 2N1. Vittoncourt : vaine pâture dans les bois (1794-1811).

Série L

- 2L40. Canton de Saint-Avold : registre des actes d'administration générale (1797-1798).
- 2L56. Biens communaux (1794-1796).
- 2L78. Tribunal de Boulay. Délits forestiers, feuilles d'audience et extraits des liasses de délits champêtres (1791-1794).

Série M

258M1. Statistique agricole (1852).

Série O

1O11. Propriétés communales (1803-1869).

1O94. Vaine pâture et *parours* (1806-1870).

1O97. Mise en réserve des prairies après la première coupe (1800-1865).

1O113. Usages dans les forêts (1809-1869).

1O120. Biens communaux. Partage, jouissance et mise en valeur (1669-1866).

1O123-126. Annulations des partages révolutionnaires (1799-1813).

1O137-138. Biens communaux, partages (1771-1837).

1O142-144. Biens communaux, statistiques (1847).

Série P

3P 159. Créhange : cadastre (1833).

3P 335. Hombourg-Haut : cadastre (1837).

3P 535. Petit-Tenquin : cadastre (1828).

3P 547. Pontpierre : cadastre (1833).

3P 683. Vahl-lès-Faulquemont : cadastre (1833).

NUM 35 P 535. Momerstroff : tableau d'assemblage (1830).

IV. ARCHIVES DEPARTEMENTALES DES VOSGES

Série B

13. Gemmelaincourt : haute justice, délits champêtres (1738-1784).

83. Gemmelaincourt : haute justice, rapports des délits champêtres (1726-1786).

88. Boulaincourt : haute justice, délits champêtres (1720-1785).

231. Gemmelaincourt : rôle d'habitants (1721-1734).

224. Rouvres-la-Chétive (Neufchâteau) : haute justice, inventaires (1757-1759).

244. Villers : rôle d'habitants (1773).

596. Marquisat de Bassompierre. Délits forestiers (1747-1748).

660. Vittel : justice du petit ban, gruerie (1760).

661. Domjulien : rapports des délits champêtres (1727-1790).

662. Marquisat de Bassompierre : rapports des délits champêtres (1759-1768).
663. Prévôte de Remoncourt : registres des rapports des délits champêtres (1760-1789).
- 762-764. Bailliage de Mirecourt : rapports des gardes champêtres (1752-1790).
770. Marquisat de Bassompierre : procès-verbaux d'*affouage* (1746-1787).
773. Lignéville : rôle d'habitants (1762-1789).
1832. Bazoilles-et-Ménil : délits champêtres (1783-1789).
1871. Boulaincourt : délits champêtres (1718-1790).
1999. Gironcourt : rôle d'habitants (1777).
2443. Comté de Marainville: registre des rapports des délits champêtres et de police (1742-1784).
- 2634-39. Offroicourt : rapports de gruerie, jugements, délits champêtres (1690-1790).
- B pro 1367. Bailliage de Mirecourt. Biens et droits du Domaine. Bazoilles-et-Ménil, Haréville, Mirecourt, Ramecourt, Rozerotte, Vittel (1755-1780).

Série C

- 1C135. Rôles d'abonnement. Frenelle-la-Petite, Saint-Menge (1777-1790).

Série E

- 3E170. Gemmelaincourt : rôle d'abonnement, rôle d'habitants (1735-1788).
- 4E276 1-5. Lignéville : registres civil et paroissial (1767-1852).
- 5E2 111-114. Tabellionage de Hymont. Étude Simonin (1789-1798).
- 5E2 174-176. Tabellionage de Oëlleville. Étude Daulnoy (1783-1788).
- 5E2 312-318. Tabellionage de Saint-Menge. Étude Pottier (1783-1792).
- 5E2 605. Tabellionage de Mirecourt. Étude Papigny (1786-1790).
- 5E2 671-677. Tabellionage de Mirecourt. Étude Thirion (1784-1791).
- 5E16 131-139. Archives notariales. Étude Laprevote à Mirecourt (1827-1835).
- 5E16 404-412. Archives notariales. Étude Tassard à Mirecourt (1831-1835).
- 5E17 95-102. Archives notariales. Étude Leroux à Vittel (1784-1791).
- 5E17 136-144. Archives notariales. Étude Bonnet à Vittel (1831-1839).
- 5E17 472-475. Archives notariales. Étude Barjonnet y Munich à Vittel (1835-1838).

Fonds des communes (Edpt, entre parenthèses, les code de chaque commune)

Baudricourt (39)

GG2-3. Registres paroissiales (1692-1786).
1D1-3. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1806-1850).
1E1-6. Registre civil (1793-1852).
1N1. Biens communaux, partages (1793-1847).

Bazoilles-et-Ménil (43)

CC1. Comptes de la commune (1778-1787).
FF1. Biens communaux (1749).
2D2. Registre des pétitions (1791-1795).
1G10. État de sections (1791).
1N4. Biens communaux (1819-1821).

Bettoncourt (57)

CC2. Rôle d'habitants (1728-1788).
FF1-2. Vaine pâture (1743-1782).
1D1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1790-1806).
1E1-2. Registre civil (1793-1822).
1N1-2. Biens communaux, vaine pâture dans les bois (1816-1843).

Blémerey (61)

1D1-4. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1790-1850).
1N1. Biens communaux (1825-1832).

Boulaincourt (68)

GG2-3. Registre paroissial (1765-1795).
FF2. Plaids annaux (1752-1767).
1D1-2. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1793-1851).
1G10. État de sections (1791).

Chauffecourt (99)

1D1-3. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1791-1850).
1E1-2. Registre civil (1793-1892).
1N1. Biens communaux et vaine pâture (1791-1832).
1G3. Cadastre (1834).

1G12. État de sections (1791).

Chef-Haut (102)

1E1-5. Registre civil (1793-1852).

1G3-4. État de sections. Cadastre (1791 ; 1835).

Dombasle-en-Xaintois (141)

1D1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1821-1855).

1N2-3. Biens communaux, partage et herbes des chemins (1821-1847).

1G4. Cadastre (1834).

Domjulien (148)

DD1. Plan des bois, arpentage (1754).

Frenelle-la-Grande (188)

1D1-2. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1790-1850).

Frenelle-la-Petite (189)

DD1. Biens communaux (1678-1792).

GG2-3. Registre paroissial (1738-1792).

1D1-2. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1790-1850).

1E1-6. Registre civil (1793-1852).

1G7. État de sections (1791).

Gemmelaincourt (197)

1E1-5. Registre civil (1794-1850).

Gircourt-lès-Viéville (205)

1D1-3. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1816-1850).

1N1. Biens communaux et vaine pâture (1792-1860).

Hymont (251)

1N1. Biens communaux, partage, vente (1804-1835).

1G11. État de sections (1791).

Juvaincourt (262)

- BB1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1788-1790).
- 1D1-4. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1792-1850).
- 1G3. Cadastre (1835).
- 1G11. État de sections (1791).
- 1N1. Biens communaux, partage (1793-1835).

Marainville (291)

- GG3-4. Registres paroissiales (1767-1792).
- 1E1-3. Registre civil (1793-1848).
- 1G3. État de sections (1791).

Mattaincourt (297)

- GG11-16. Registres paroissiales (1766-1792).
- 1D1-3. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1790-1850).
- 1E1-7. Registre civil (1793-1852).
- 1N1. Biens communaux, partage et vaine pâture (1793-1860).
- 1G2. Cadastre (1834).
- 1G9. État de sections (1791).

Mazirot (300)

- 1D1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1804-1850).
- 1N1. Biens communaux, partage (1793).
- 1G3-4. État de sections. Cadastre (1812 ; 1834).

Ménil-en-Xaintois (305)

- 1G2. Cadastre (1827).

Mirecourt (309)

- DD2-3. Biens communaux, affermage (1752-1771).
- DD19. Remembrement (1790).
- DD25. Vaine pâture, troupeau à part (1623-1711).
- CC2. Rôle d'habitants (1773 ; 1788).

CC17. Rôle d'habitants (1789).
GG33-59. Registres paroissiaux y de l'hôpital civil (1765-1792).
HH6-8. Mercuriales (1750-1802).
1E4-174. Registre civil (1793-1850).
1G2. Cadastre (1827).

Oëlleville (339)

1G1. Cadastre (1835)

Pont-sur-Madon (361)

1E1-6. Registre civil (1793-1850).
1D1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1838-1850).
1N1. Biens communaux, partage (1791-1793).
3F1. État de sections (1791).

Poussay (364)

GG1-5-7. Registres paroissiales (1722-1795).
1D1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1793-1850)
1E1-6. Registre civil (1793-1852).
1N2. Biens communaux, partage (1773-1832).
1G3. Cadastre (1834).
1G11. État de sections (1791).

Puzieux (371)

DD1. Biens communaux (1732-1788)
BB1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1753 ; 1789).
1N1. Biens communaux, partage (1793-1850).
1G6. Cadastre (1835).

Remicourt (389)

GG5-8. Registres paroissiales (1773-1792).
1D1-2. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1804-1850).
1E1-5. Registre civil (1793-1872).
1N1. Biens communaux (1821-1833).

1G4. Cadastre (1834).

1G10. État de sections (1791).

Repel (396)

1E1-6. Registre civil (1793-1852).

1D1-2. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1804-1850).

1N2. Biens communaux, partage (1793-1850).

1G4. Cadastre (1835).

1G11. État de sections (1791).

Rouvres-en-Xaintois (407)

DD1. Biens communaux (1788).

1N3. Biens communaux (1832-1834).

Saint-Menge (434)

BB1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1788-1816).

CC1. Comptes de la commune (1788).

DD1. Bois communaux (1711).

GG3. Registres paroissiales (1766-1792).

1E1-6. Registre civil (1792-1852).

1N2. Biens communaux (1793-1837).

1G2. Cadastre (1835).

1G6. État de sections (1791).

Saint-Prancher (440)

BB1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1788-1790).

DD1-2. Biens communaux, partage (1773-1779).

1N1. Biens communaux (1803).

Totainville (484)

1N1. Biens communaux (1816-1843)

Vroville (537)

BB1. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1756-1788).

DD2. Bois communaux (1757).
FF1. Police locale : rapports d'experts, arrêtés du maire (1700-1788).
3D2. Procès-verbaux de l'assemblée municipale (1804-1805).
4D1. Délits champêtres (1797-1799).
1N6. Biens communaux, partages (1793-1813)
1N9. Vaine pâture (1793).

Série K

4K2-5. Arrêtés du préfet des Vosges (1801-1811).

Série L

124. Directoire du département. Arrêtés, procès-verbaux (1790-1794)
166. Pétitions : délibérations de l'administration du département (1793)
372. Pétitions (1791).
418. Pétitions (1802).
499. Biens communaux. Tableaux et état des propriétés (1798).
689. Procès-verbaux des séances du conseil général (1788-1793).
2512-2514. Justice de paix de Mirecourt. Jugements de police correctionnelle et judiciaire : minutes. Délits forestiers et champêtres : rapports (1790-1799).
2741-2743. Justice de paix de Vittel. Jugements de police correctionnelle et judiciaire : minutes. Délits forestiers et champêtres : rapports (1792-1800).

Série M

6M 1636. Mirecourt : situation agricole (1800-1801).
6M 1676. Ambacourt : statistique agricole (1835-1836).
6M 1681. Baudricourt : statistique agricole (1835-1836).
6M 1683. Bettoncourt, Biécourt, Blémerey : statistique agricole (1835-1836).
6M 1684. Boulaincourt : statistique agricole (1835-1836).
6M 1688. Chauffecourt, Chef-Haut : statistique agricole (1835-1836).
6M 1694-1697. Dombalse-en-Xaintois, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Domvallier, Estrennes : statistique agricole (1835-1836).
6M 1700. Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite : statistique agricole (1835-1836).
6M 1702-1703. Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Giroviller : statistique agricole (1835-1836).

- 6M 1707. Haréville : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1709. Hymont, Juvaincourt : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1712. Lignéville : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1714-1716. Marainville, Mattaincourt, Mazirot, Ménil-en-Xaintois : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1720. Oëlleville, Offroicourt : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1723-1727. Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Remicourt, Remoncourt : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1729. Rouvres-en-Xaintois, Rozerotte : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1732. Saint-Menge, Saint-Prancher : statistique agricole (1835-1836).
- 6M 1737-1738. They-sous-Montfort, Thiraucourt, Totainville : statistique agricole (1835-1836).
- 6M1742-1743. Villers, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt : statistique agricole (1835-1836).

Série N

- 1N2. Procès-verbaux des séances du conseil d'arrondissement de Mirecourt (1800-1824).
- 2N1. Procès-verbaux des séances du conseil général des Vosges (1808-1824).

Série O

- 1O49-50. Biens communaux. Partage, réglementation. Circulaires, tableau, correspondance, arrêtés. Relevés par arrondissement (1804-1934).
- 2O6 10. Ambacourt : biens communaux (1802-1932).
- 2O101 10. Chauffecourt : biens communaux (1804-1926).
- 2O104 11. Chef-Haut : biens communaux (1805-1925).
- 2O147 10. Domèvre-sous-Montfort : biens communaux (1806-1928).
- 2O151 11. Domjulien : biens communaux (1804-1932).
- 2O160 10. Domvallier : biens communaux (1801-1912).
- 2O169 10. Estrennes : biens communaux (1807-1924).
- 2O200 10. Gemmelaincourt : biens communaux (1803-1930).
- 2O212 10. Gironcourt : biens communaux (1805-1938).
- 2O283 10. Lignéville : biens communaux (1804-1939).
- 2O358 11. Parey-sous-Montfort : biens communaux (1804-1930).
- 2O538 10. Villers : biens communaux (1801-1929).
- 2O549 10. Viviers-lès-Offroicourt : biens communaux (1760-1933).

Série P

- 3P 485. Ambacourt : cadastre (1823).
- 3P 746. Baudricourt : cadastre (1834).
- 3P 768. Bazoilles-et-Ménil : cadastre (1839).
- 3P 852. Bettoncourt : cadastre (1823).
- 3P 863. Biécourt : cadastre (1830).
- 3P 876. Blémerey : cadastre (1835).
- 3P 915. Boulaincourt : cadastre (1835).
- 3P 1466. Domèvre-sous-Montfort : cadastre (1839).
- 3P 1493. Domjulien : cadastre (1839).
- 3P 1838. Frenelle-la-Grande : cadastre (1835).
- 3P 1844. Frenelle-la-Petite : cadastre (1835).
- 3P 1894. Gemmelaincourt : cadastre (1821).
- 3P 1966. Gircourt-lès-Viéville : cadastre (1823).
- 3P1996. Gironcourt : cadastre (1836).
- 3P 2005. Girovillers : cadastre (1840).
- 3P 2499. Lignéville : cadastre (1840).
- 3P 2605. Marainville : cadastre (1816).
- 3P 3453. Rouvres-en-Xainthois : cadastre (1834).
- 3P 3684. Saint-Prancher : cadastre (1835).
- 3P 3955. Thiracourt : cadastre (1834).
- 3P 4007. Totainville : cadastre (1835).
- 3P 4260. Villers : cadastre (1834).
- 3P 4343. Viviers-lès-Offroicourt : cadastre (1839).
- 3P 4391. Vroville : cadastre (1834).

Série Q

5Q46-60. Biens nationaux : actes de vente. Ambacourt, Baudricourt, Bazoilles-et-Ménil, Bettoncourt, Biécourt, Blémerey, Boulaincourt, Chauffecourt, Chef-Haut, Dombasle-en-Xainthois, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Domvallier, Estrennes, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Hymont, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Maziro, Ménil-en-Xainthois, Mirecourt, La Neuveville-sous-Montfort, Oëlleville, Offroicourt, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt,

Remicourt, Remoncourt, Repel, Rouvres-en-Xaintois, Saint-Prancher, Saint-Menge (1790-1795).

5Q62. Biens nationaux : actes de vente. Thiraucourt (1791-1795).

5Q65. Biens nationaux : actes de vente. Villers (1791-1794).

5Q68. Biens nationaux : actes de vente. Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vroville (1791-1795).

10Q1. Inventaire des biens du clergé dressé par les municipalités du district de Mirecourt. Ambacourt (1790).

10Q3-10 Inventaire des biens du clergé dressé par les municipalités du district de Mirecourt. Chef-Haut, Domèvre-sous-Montfort, Domjulien, Domvallier, Estrennes, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Gironcourt, Haréville, Juvaincourt, Lignéville, Marainville, Mattaincourt, Maziot, Ménil-en-Xaintois, Oëlleville, Offroicourt, Parey-sous-Montfort, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt (1790-1803).

10Q14-15. Inventaire des biens du clergé dressé par les municipalités du district de Mirecourt. They-sous-Montfort, Thiraucourt, Totainville, Villers, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vroville (1790-1793)

23Q17-18. Biens communaux vendus dans le district de Mirecourt (1813-1816).

Série U

4U16 32-35. Justice de paix de Mirecourt. Jugements de simple police : minutes (1802-1838).

4U28 25. Justice de paix de Vittel. Jugements de simple police : minutes (1803-1862).

V. BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

Lorraine 291 (Commercy I), f°14-15. Documents originaux concernant les Sarrebrück seigneurs de Commercy (1363).

VI. SOURCES IMPRIMEES

André, P. (1851). *Situation de l'agriculture dans le département de la Moselle*. Metz : S. Lamort.

Annales agricoles de la Lorraine, depuis Gérard d'Alsace jusqu'à nos jours avec le résumé de la législation rurale. (1841). Nancy : Grimblot, Raybois.

Annuaire du département de la Meuse. (1825). Bar-le-Duc : Choppin.

Annuaire historique et statistique du département de la Moselle. (1831). Metz : Verronnais.

Annuaire statistique du département de la Meuse : Formé pour l'An XII. (1803).

Annuaire statistique du département des Vosges. (1827). Épinal : Chez Gerard.

Archives statistiques du Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. (1837). Paris : Imprimerie Royale.

Arrêté de l'administration centrale des Vosges sur un moyen préliminaire d'encourager l'Agriculture dans ce Département, par la réunion des propriétés morcelées, et par quelques autres mesures. (1797).

Bourgin, G. (1908). *Le Partage des biens communaux. Documents sur la préparation de la loi du 10 juin 1793.* Paris : Imprimerie nationale.

Bourgin, G. (1989). *La Révolution, l'agriculture, la forêt : Lois et règlements.* Paris : Editions du C.T.H.S.

Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. (1867). Metz : Rousseau-Pallez.

Calmet, A. (1752). *Histoire de Lorraine.* Nancy : A. Leseure.

Chapelier, J.-C., Chevreux, P., & Gley, G. (1889). *Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges* (Vol. 9). Paris : J.-B. Dumoulin.

Chapelier, J.-C., Chevreux, P., & Gley, G. (1891). *Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges* (Vol. 10). Paris : J.-B. Dumoulin.

Chastellux, L. E. de. (1860). *Le territoire du département de la Moselle : Histoire et statistique.* Metz : V. Maline.

Code Forestier. (1827). Paris : Corbert aîné.

Colchen, J.-V. (1802). *Mémoire statistique du département de la Moselle.* Paris : Imprimerie de la République.

Collection générale des lois : Décrets, arrêtés, sénatus-consultes, avis du Conseil d'Etat et réglemens d'administration. (1817). Paris : Rondonneau et Dècle.

Collin de Paradis, F. (1878). *Nobiliaire de Lorraine et Barrois, ou Dictionnaire des familles anoblies et leurs alliances : D'après l'Armorial général de Dom Pelletier.* Nancy : Crépin-Leblond.

Cormenin, L.-M. de L. (1838). *Recueil contenant les ordonnances et circulaires relatives à la loi du 18 juillet 1837, sur l'administration municipale, et un exposé des principes de*

- législation et des règles de jurisprudence administrative et judiciaire qui président à l'administration des communes.* Paris : Librairie administrative de Paul Dupont.
- Coutumes de l'Évêché de Metz.* (1701). Metz : Jean Antoine.
- Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel.* (1762). Nancy : Thomas.
- Coutumes générales de la ville de Metz et pays messin.* (1730). Metz : Brice Antoine.
- Coutumes générales du Duché de Lorraine.* (1783). Paris : Bonthoux.
- De Rogéville, G. (1785). *Jurisprudence des tribunaux de Lorraine.* Nancy : C. S. Lamort.
- Delisle, J. (1757). *Histoire de la célèbre et ancienne abbaye de St. Mihiel.* Nancy : Haener.
- Desgouttes, Z. H. (1801). *Tableau statistique du département des Vosges.* Paris : Impr. des Sourds-Muets.
- Dombasle, M. de. (1821). *Le calendrier du bon cultivateur, ou Manuel de l'agriculteur praticien.* Paris : Huzard.
- Dombasle, M. de. (1825). *Annales agricoles de Roville : Ou Mélanges d'agriculture, d'économie rurale et de législation agricole.* Paris : Madame Huzard.
- Dorvaux, N., & Lesprand, P. (Eds.). (1908). *Cahiers de doléances des communautés en 1789 : I, bailliages de Boulay et de Bouzonville.* Metz : G. Scriba.
- Enquête agricole. Enquêtes départementales. 12^o Circonscription. Meuse, Ardennes, Moselle, Meurthe.* (1867). Paris : Impr. impériale.
- Etienne, C. (Ed.). (1907). *Cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les Etats généraux de 1789.* (Vol. 1). Nancy : Berger-Levrault.
- Etienne, C. (Ed.). (1912). *Cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les Etats généraux de 1789.* (Vol. 2). Nancy : Berger-Levrault.
- Gathey, F. (1812). *Tables des rapports des anciennes mesures agraires avec les nouvelles, précédées des éléments du nouveau système métrique.* Paris : L. G. Michaud.
- Grégoire, H. (1790). *Mémoire sur les droits de tiers denier des biens communaux et de troupeau à part, usités dans la Lorraine, le Barrois et le Clermontois.*
- Guermeur, H. (1890). *Commentaire de la loi du 9 juillet 1889 relative au Code rural. Parcours, vaine pâture, ban des vendanges, vente des blés en vert, louage des domestiques et ouvriers ruraux.* Paris : Paul Dupont.
- Joanne, A. (1881). *Géographie du département de la Meuse.* Hachette.
- Joly, H. (1911). *Géographie physique de la Lorraine et de ses enveloppes.* Nancy : A. Barbier.
- Lepage, H., & Charton, C. (1845). *Le département des Vosges : Statistique historique et administrative.* Nancy : Peiffer.

- Lepage, H., & De Maily, G. (1885). *Complément au Nobiliaire de Lorraine de Dom Pelletier*. Nancy : Crépin-Leblond.
- Marquis, J. J. (1804). *Mémoire statistique du département de la Meurthe, adressé au ministre de l'Intérieur, d'après ses instructions*. Paris : Impr. impériale.
- Martin, E. (Ed.). (1928). *Cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt*. Épinal : Imprimerie lorraine.
- Mavidal, J., & Laurent, É. (Eds.). (1885). *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (Vol. 20). Paris : Librairie administrative de Paul Dupont.
- Mavidal, J., & Laurent, É. (Eds.). (1900). *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (Vol. 58). Paris : Librairie administrative de Paul Dupont.
- Mémoire sur les moyens d'amener graduellement, et sans secousse, la suppression de la vaine pâture, et même des jachères, dans les départements qui sont grevés de ces usages, en leur procurant la ressource des prairies artificielles et autres plantations, sans forcer les cultivateurs de recourir à la voie dispendieuse des clôtures particulières*. (1800).
- Merlin de Douai, P.-A. (1812). *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*. Paris : Garnery.
- Neufchâteau, F. de. (1784). *Recueil authentique des anciennes ordonnances de Lorraine*. Nancy : C. S. Lamort.
- Ordonnance de Leopold I Duc de Lorraine et de Bar*. (1701). Nancy : Paul Barbier.
- Ordonnance de Leopold I Duc de Lorraine et de Bar*. (1708). Nancy : Paul Barbier.
- Pelletier, A. (1758). *Nobiliaire ou armorial général de la Lorraine et du Barrois*. Nancy : Thomas.
- Pérot, J. B. (1865). *Le Code Rural de 1791*. Reims : Matot-Braine.
- Procès-verbal des séances de l'Assemblée Provinciale des Duchés de Lorraine et de Bar*. (1787). Nancy : Haener.
- Procès-verbal des séances de l'Assemblée Provinciale des Trois-Évêchés et du Clermontois*. (1787).
- Prudhomme, A. (1893). *Agriculture du département de la Meuse*. Bar-le-Duc : Contant-Laguerre.
- Recueil des édits, déclarations et lettres patentes enregistrés au Parlement de Metz*. (1776). Metz : Pierre Marchal.
- Recueil des édits et ordonnances de Lorraine* (Vol. 11 à 15). (1772-1786). Nancy : Jean-Baptiste Cusson.

Recueil des édits, ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I (Vol. 1 à 4). (1733-1734). Nancy : Jean-Baptiste Cusson.

Recueil des ordonnances et réglemens de Lorraine. (Vol. 5 à 10). (1748-1766). Nancy : Pierre Antoin.

Suite de la Table chronologique des édits, déclarations, lettres patentes sur arrêts registrés au Parlement de Metz, ensemble des arrêts de réglemens rendus par ladite Cour et autres arrêts du Conseil. (1769). Metz : Joseph Collignon.

Tessier, M., & Bosc, M. (1821). *Annales de l'agriculture française*. Paris : Huzard.

Usages locaux ayant force de loi dans le Département de la Meuse. (1900). Bar-le-Duc : Constant-Laguerre.

BIBLIOGRAPHIE

- Ado, A. (2012). *Paysans en révolution: Terre, pouvoir et jacquerie (1789-1794)*. Paris: Société des études robespierristes.
- Aguirre Rojas, C. A. (2005). *La escuela de los annales: Ayer, hoy, mañana*. México: Contrahistoria.
- Allen, R. C. (1992). *Enclosure and the Yeoman*. Oxford: Clarendon Press.
- Amaral, S. (1987). Trabajo y trabajadores rurales en Buenos Aires a fines del siglo XVIII. *Anuario IEHS*, 2, 33-41.
- Anderson, P. (1989). *El Estado absolutista*. México: Siglo XXI.
- Angles, S., & Mathis, D. (2019). La viticulture en Lorraine: À l'Est, du nouveau. *Pour*, N° 237-238, 165-175.
- Antoine, A. (2013). Common land use in the Coutume de Bretagne from the fifteenth to the eighteenth centuries. En G. Béaur, P. R. Schofield, J.-M. Chevet, & T. Perez-Pícazo (Eds.), *Property Rights, Land Markets and Economic Growth in the European Countryside (13th-20th Centuries)*. Turnhout: Brepols.
- Antoine, A., Boehler, J.-M., & Brumont, F. (2000). *L'agriculture en Europe occidentale à l'époque moderne*. Belin.
- Antoine, M. (1953). Le fonds du Conseil d'État et e la Chancellerie de Lorraine aux Archives nationales. *Annales de l'Est*, 5, 3-50, 123-153, 261-281.
- Appolis, E. (1938). La question de la vaine pâture en Languedoc au XVIIIe siècle. *Annales historiques de la Révolution française*, 15, 97-132.
- Astarita, C. (2000). La primera de las mutaciones feudales. *Anales de historia antigua, medieval y moderna*, 33.
- Astarita, C. (2005). *Del feudalismo al capitalismo: Cambio social y política en Castilla y Europa Occidental, 1250-1520*. Valencia: Universitat de València.
- Astarita, C. (2007). Conflictos y estructura social en el norte hispánico medieval: Cuestiones de método y teoría. *Biblos*, 21, 51-75.
- Astarita, C. (2019). *Revolución en el burgo: Movimientos comunales en la Edad Media. España y Europa*. Madrid: AKAL.
- Aucoc, L. (1864). *Des sections de commune et des biens communaux qui leur appartiennent*. Paris: Paul Dupont.

- Aymard, M. (1983). Autoconsommation et marchés: Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ?*. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 38, 1392-1410.
- Barcos, M. F., Lanteri, S., & Marino, D. (2017). *Tierra, agua y monte. Estudio sobre derechos de propiedad en América, Europa y África (siglos XIX y XX)*. Buenos Aires: Teseo.
- Baroth, N. (1968). *Porcellette, cite du Warndt, et son ancienne annexe de Diessen, villages agricoles reconvertis en cites mimieres*. Metz: Chez l'auteur, 1, rue Mgr Pelt.
- Béaur, G. (1991a). Investissement foncier, épargne et cycle de vie dans le pays chartrain au XVIIIe siècle. *Histoire & Mesure*, 6, 275-288.
- Béaur, G. (1991b). Le marché foncier éclaté. Les modes de transmission du patrimoine sous l'Ancien Régime. *Annales*, 46, 189-203.
- Béaur, G. (2000). *Histoire agraire de la France au XVIIIe siècle: Inerties et changements dans les campagnes françaises entre 1715 et 1815*. Paris: SEDES.
- Béaur, G. (2006). En un débat douteux. Les communaux, quels enjeux dans la France des XVIIIe-XIXe siècles? *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53, 89-114.
- Béaur, G., & Minard, P. (Eds.). (1997). *Atlas de la Révolution française* (Vol. 10). Paris: EHESS.
- Béaur, G., & Chevet, J.-M. (2013). Institutional changes and agricultural growth. En G. Béaur, P. R. Schofield, J.-M. Chevet, & T. Perez-Picazo (Eds.), *Property Rights, Land Markets and Economic Growth in the European Countryside (13th-20th Centuries)*. Turnhout: Brepols.
- Béaur, G., & Chevet, J.-M. (2017). Droits de propriété et croissance. L'émergence de la propriété « parfaite » et l'ouverture du marché foncier, moteurs de la croissance agricole ? *Histoire & Sociétés Rurales*, Vol. 48, 49-92.
- Belin, F. (2006). Naissance et développement des Houillères de Lorraine. *Le Pays lorrain*, 87, 225-233.
- Berquier, J. L. (1859). De la commune et des biens communaux en France. *Revue des Deux Mondes*, 19, 373-411.
- Bertrand, A., & Streiff, J.-P. (1996). *Le pays de Commercy*. Bar-le-Duc: Les Dossiers documentaires meusiens.
- Blache, J. (1937). La transhumance en Lorraine. *Annales de géographie*, 46, 178-181.
- Blache, J., Blais, R., Capot-Rey, R., & Corroy, G. (1937). *Géographie Lorraine*. Nancy: Berger-Levrault.

- Blanchard, R. (1906). *La Flandre, étude géographique de la plaine flamande en France, Belgique et Hollande*. Paris: Société dunkerquoise pour l'avancement des lettres, des sciences et des arts.
- Bloch, M. (1930a). La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIIIe siècle. Deuxième partie: Conflits et résultats. Troisième partie: la Révolution et le « Grand Œuvre de la propriété ». *Annales*, 2, 511-556.
- Bloch, M. (1930b). La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIIIe siècle. Première partie: L'œuvre des pouvoirs d'ancien régime. *Annales*, 2, 329-383.
- Bloch, M. (1931). *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris: Les Belles Lettres.
- Bloch, M. (1967). *Introducción a la Historia*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Bloch, M. (2014). *La extraña derrota*. Barcelona: Crítica.
- Bodinier, B., & Teyssier, E. (2000). *L'événement le plus important de la Révolution: La vente des biens nationaux*. Paris: CTHS.
- Boehler, J.-M. (1976). Communauté villageoise et contrastes sociaux: Laboureurs et manouvriers dans la campagne strasbourgeoise de la fin du XVIIIe au début du XIXe siècle. *Études rurales*, 63, 93-116.
- Boehler, J.-M. (1994). *La paysannerie de la plaine d'Alsace*. Strasbourg: Presses Univ. de Strasbourg.
- Bonnet, S., Santini, C., & Barthélemy, H. (1965). Les biens communaux dans le Pays-Haut à la fin du XIXe siècle. *Annales de l'Est*, 1, 45-60.
- Boudjaaba, F. (2008). *Des paysans attachés à la terre? Familles, marchés et patrimoines dans la région de Vernon (1750-1830)*. Paris: PUPS.
- Boulainvilliers, H. de. (1727). *Histoire de l'ancien gouvernement de la France, avec XIV lettres historiques sur les Parlemens ou États-Généraux*. Amsterdam.
- Bourde, A. J. (1953). *The influence of England in French Agronomes*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bourgin, G. (1908). Les communaux et la Révolution française. *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 32, 690-751.
- Bouthors, A. (1865). *Les sources du droit rural cherchées dans l'histoire des communaux et des communes*. Paris: A. Durand.
- Brakensiek, S. (2003). Les biens communaux en Allemagne attaques, disparition et survivance (1750-1900). En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux*

- attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine.* Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Brenner, R. (1995). Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe. En T. H. Aston & C. H. E. Philpin (Eds.), *The Brenner Debate*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Brizay, F., Follain, A., & Sarrazin, V. (2002). *Les justices de village: Administration et justice locales de la fin du Moyen Âge à la Révolution*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Cabourdin, G. (1977). *Terre et hommes en Lorraine 1550-1635*. Nancy: Université de Nancy II.
- Cabourdin, G. (1980). *Quand Stanislas régnait en Lorraine*. Paris: Fayard.
- Cabourdin, G. (1984). *La Vie quotidienne en Lorraine aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Paris: Hachette.
- Cabourdin, G. (1991). *Histoire de la Lorraine: Tome 4, Les Temps Modernes Ire partie, De la Renaissance à la guerre de Trente ans*. Metz: Serpenoise.
- Cabouret, M. (1989). Etat actuel du remembrement en Lorraine. *Revue Géographique de l'Est*, 29, 313-314.
- Caffin, E. (1868). *Des Droits respectifs de propriété des communes et des sections de communes sur les biens communaux*. Bordeaux: A. Pérey.
- Campagne, F. A. (2007). *Feudalismo tardío y revolución: Campesinado y transformaciones agrarias e Francia e Inglaterra (siglos XVI-XVIII)*. Buenos Aires: Prometeo libros.
- Cauchy, E. (1848). *De la propriété communale et de la mise en culture des communaux*. Paris: Hingray.
- Charbonnier, P., Couturier, P., Follain, A., & Fournier, P. (Eds.). (2007). *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Chayanov, A. V., Kerblay, B., Thorner, D., & Harrison, M. (1981). *Chayanov y la teoría de la economía campesina*. México: Siglo XXI.
- Chevet, J.-M. (1998). *La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne, du début du XVIIe siècle à la fin du XVIIIe siècle*. Paris: Messene.
- Clavé, J. (1860). *Études sur l'économie forestière*. Paris: Guillaumin.
- Clère, J.-J. (1982). La vaine pâture au XIXe siècle: Un anachronisme ? *Annales historiques de la Révolution française*, 54, 113-128.
- Clère, J.-J. (1988). *Les Paysans de la Haute-Marne et la Révolution française*. Paris: CTHS.
- Clère, J.-J. (2005). L'abolition des droits féodaux en France. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 135-157.

- Coase, R. (2000). El problema del costo social. En *Derecho y Economía: Una revisión de la literatura*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Cobban, A. (1999). *The Social Interpretation of the French Revolution* (2.^a ed.). Cambridge: Cambridge University Press.
- Colchen, J.-V. (1802). *Mémoire statistique du département de la Moselle*. Paris: Imprimerie de la République.
- Congost, R. (2007). *Tierras, leyes, historia: Estudios sobre «la gran obra de la propiedad»*. Barcelona: Crítica.
- Congost, R. (2016). Revisando la transición. Tierras, trabajo y relaciones sociales en el mundo rural de la España moderna. En F. García González, G. Béaur, & F. Boudjaaba (Eds.), *La historia rural en España y Francia (siglos XVI-XIX): Contribuciones para una historia comparada y renovada*. Zaragoza: Prensas de la Universidad de Zaragoza.
- Congost, R., & Lana, J. M. (Eds.). (2007). *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- Contamine, H. (1932). *Metz et la Moselle de 1814 à 1870: Étude de la vie et de l'administration d'un département au XIXe siècle. La vie administrative*. Société d'Impressions Typographiques.
- Corona, G. (2003). La propriété collective en Italie. En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Corpel, R. (1881). *De la Jouissance et du partage des biens communaux*. Nancy: Berger-Levrault.
- Corvol, A. (1981). L'affouage au XVIIIe siècle: Intégration et exclusion dans les communautés d'Ancien Régime. *Annales*, 36, 390-407.
- Coudert, J. (1966). La vaine pâture au département de la Meurthe au XIXe siècle. En *Mélanges offerts à M. le Professeur Pierre Voirin*. Paris: Librairie Générale de droit et de jurisprudence.
- Coudert, J. (1985). *Usages judiciaires et institutions coutumières dans le bailliage de Châtel-sur-Moselle (1450-1723)*. Nancy: Presses universitaires de Nancy Société d'histoire du droit.
- Coudert, J., Astaing, A., Lormant, F., Rigaudière, A., & Centre lorrain d'histoire du droit (Nancy). (2010). *Droit, coutumes et juristes dans la Lorraine médiévale et moderne*. Nancy: Presses universitaires de Nancy.

- Crebouw, Y. (1986). *Salaires et salariés agricoles en France des débuts de la Révolution aux approches du XXe siècle*. Paris Université 1, Paris.
- Crisenoy, J. de. (1887). Statistique des biens communaux et des sections de communes. *Revue générale d'administration*, 2, 257-277.
- Dallongeville, P. (1896). *Des biens communaux en général et spécialement des parts de marais et portions ménagères dans le Nord, le Pas-de-Calais et les départements formés par les anciennes provinces de Bourgogne et des Trois-Évêchés*. Paris: Arthur Rousseau.
- De Moor, T. (2003). Les terres communes en Belgique. En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine* (pp. 119-137). Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- De Moor, T. (2007). La función del común. La trayectoria de un comunal en Flandes durante los siglos XVIII y XIX. En R. Congost & J. M. Lana (Eds.), *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- De Moor, T. (2008). The Silent Revolution: A New Perspective on the Emergence of Commons, Guilds, and Other Forms of Corporate Collective Action in Western Europe. *International Review of Social History*, 53, 179-212.
- De Pansey, H. (1833). *Des biens communaux et de la police rurale et forestière*. Paris: Théophile Barrois père et Benjamin Duprat.
- Degron, R. (1999a). Continuités et ruptures dans la gestion des bois communaux au XIXème siècle. Quelques exemples lorrains. *Revue forestière française*, 3.
- Degron, R. (1999b). *Les forêts sous le vent de l'histoire. Le développement durable des forêts françaises à l'épreuve de la longue durée*. Université de Lorraine, Nancy.
- Degron, R. (2000). La difficile gestion des eaux et forêts: Le cas des forêts de sols lourds au XIXe siècle en Lorraine. *Hommes et Terres du Nord*, 2, 87-91.
- Deléage, A. (1931). La vaine pâture en France. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 6, 389-392.
- Demélas, M.-D., & Vivier, N. (2003). *Propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914)*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Demeulenaere, E. (2013). Les semences entre critique et expérience: Les ressorts pratiques d'une contestation paysanne. *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement - Review of agricultural and environmental studies*, 94, 421-441.
- D'Essuile, J.-F. de B.-M. (1770). *Traité politique et économique des communes, ou, Observations sur l'agriculture, sur l'origine, la destination & l'état actuel des biens*

- communs, & sur les moyens d'en tirer les secours les plus puissants & les plus durables pour les communautés qui les possèdent, & pour l'État.* Paris: Desaint.
- Dion, J. (1970). Les forêts de la France du Nord-Est. *Revue Géographique de l'Est*, 10, 155-277.
- Dion, R. (1991). *Essai sur la formation du paysage rural français.* Paris: Flammarion.
- Dobb, M. (2005). *Estudios sobre el desarrollo del capitalismo.* México: Siglo XXI.
- Dombasle, M. de. (1821). *Le calendrier du bon cultivateur, ou Manuel de l'agriculteur praticien.* Paris: Huzard.
- Dorvaux, N., & Lesprand, P. (Eds.). (1908). *Cahiers de doléances des communautés en 1789: I, bailliages de Boulay et de Bouzonville.* Metz: G. Scriba.
- Duby, G. (1980). *Los tres órdenes o lo imaginario del feudalismo.* Barcelona: Petrel.
- Duhamel Du Monceau, H.-L. (1753). *Traité de la culture des terres, suivant les principes de M. Tull, anglois.* Paris: Hippolyte-Louis Guérin.
- Duhamel Du Monceau, H.-L. (1762). *Éléments d'agriculture.* Paris: H.L. Guerin & L. F. Delatour.
- Dumont, C. E. (1843). *Histoire de la ville et des seigneurs de Commercy.* Bar-le-Duc: N. Rolin.
- Dumont, C. E. (1856). *Histoire des fiefs et principaux villages de la seigneurie de Commercy.* Nancy: Imp. de A. Dard.
- Dumoulin, O. (2010). Georges Lefebvre et les premières Annales. *La Révolution française. Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française.*
- Dupâquier, J. (1988). *Histoire de la population française.* Paris: Pr. Univ. de France.
- Evrard, H. (1912). *Notes historiques sur les biens communaux du Canton de Varennes-en-Argonne.* Paris: H. Champion.
- Faiseau-Lavanne, J.-B.-F. (1829). *Recherches statistiques sur les forêts de la France: Tendances à signaler le danger qu'il y aurait pour elles d'ouvrir nos frontières aux fers étrangers.* A. J. Kilian.
- Febvre, L. (1932). Marc Bloch, Les caractères originaux de l'histoire rurale française. *Revue Historique*, 169, 189-195.
- Ferrand, J. (1859). *De la Propriété communale en France et de sa mise en valeur, étude historique et administrative.* Paris: Paul Dupont.
- Festy, O. (1947). *L'agriculture pendant la révolution française: Les conditions de production et de récolte des céréales; étude d'histoire économique, 1789-1795.* Paris: Gallimard.
- Flaus, P. (1999). La délinquance aux champs. Les mésus champêtres à Saint-Avold (1708-1789). *Annales de l'Est*, 1, 193-209. (Saint-Avold).

- Follain, A. (2006). *Les justices locales: Dans les villes et villages du XVe au XIXe siècle*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Follain, A. (2007). Une histoire passée inaperçue: La fiscalisation des biens communaux au prétexte des « amortissements, francs-fiefs et nouveaux acquêts » aux XVIe et XVIIe siècles. En P. Charbonnier, P. Couturier, A. Follain, & P. Fournier (Eds.), *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Follain, A. (2008). *Le village sous l'Ancien Régime*. Paris: Fayard.
- François, M. (1959). Georges Bourgin (1879-1958). *Bibliothèque de l'École des chartes*, 117, 368-374.
- Fréminville, E. de L. P. de (1683-1773). *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitans des villes, bourgs, villages et paroisses du royaume*. Paris: Gisse.
- Freyssinaud, E. (1899). *Les biens communaux en France*. Bray-sur-Seine: Louis Colas.
- Furet, F. (1978). *Pensar la revolución francesa*; Barcelona: Ediciones Petrel.
- Fustel de Coulanges, N. D. (1889). Le problème des origines de la propriété foncière. *Revue des questions historiques*, 44, 349-439.
- Gallet, J. (1990). *Le bon plaisir du baron de Fénétrange*. Presses universitaires de Nancy.
- Garavaglia, J. C. (1987). ¿Existieron los gauchos? *Anuario IEHS*, 2, 42-52.
- García González, F., Béaur, G., & Boudjaaba, F. (Eds.). (2016). *La historia rural en España y Francia (siglos XVI-XIX): Contribuciones para una historia comparada y renovada*. Zaragoza: Prensas de la Universidad de Zaragoza.
- Gauthier, F. (1977). *La voie paysanne dans la révolution française. L'exemple de la Picardie*. Paris: Maspero.
- Gauthier, F. (1988). De Mably à Robespierre. De la critique de l'économique à la critique du politique. En F. Gauthier & G.-R. Ikni (Eds.), *La Guerre du blé au XVIIIe siècle: La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIIIe siècle*. Paris: Editions de la Passion.
- Gauthier, F., & Ikni, G.-R. (Eds.). (1988). *La Guerre du blé au XVIIIe siècle: La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIIIe siècle*. Paris: Editions de la Passion.
- Gaveau, F. (2000). De la sûreté des campagnes. Police rurale et demandes d'ordre en France dans la première moitié du XIXe siècle. *Crime, Histoire & Sociétés*, 4, 53-76.
- Gelman, J. (1987). ¿Gauchos o campesinos? *Anuario IEHS*, 2.

- Gelman, J. (2005). Derechos de propiedad, crecimiento económico y desigualdad en la región pampeana, siglos XVIII y XIX. *Historia Agraria*, 37, 467-488.
- Gérard, C., & Peltre, J. (1978). *Les villages lorrains*. Nancy: Presses Universitaires de Nancy.
- Geremek, B. (1986). Marc Bloch, historien et résistant. *Annales*, 41, 1091-1105.
- Glasson, E. (1891). Communaux et communautés dans l'ancien droit français. *Revue historique de droit français et étranger*, 15.
- Godechot, J. (1984). La commission d'Histoire économique et sociale de la Révolution change de titre: Bilan de 80 ans d'activité. *Annales historiques de la Révolution française*, 257, 314-323.
- Goubert, P. (1968). *Cent mille provinciaux au XVIIe siècle: Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*. Paris: Flammarion.
- Goubert, P. (1969). *L'ancien régime*. Paris: Colin.
- Graffin, R. (1899). *Les Biens communaux en France*. Paris: Guillaumin et Cie.
- Grantham, G. W. (1993). Divisions of labour: Agricultural productivity and occupational specialization in pre-industrial France¹. *The Economic History Review*, 46, 478-502.
- Grantham, George W. (1980). The Persistence of Open-Field Farming in Nineteenth-Century France. *The Journal of Economic History*, 40, 515-531.
- Grellet-Dumazeau, É. A. T. (1831). *Du partage des communaux, dans le département de la Creuse*. Aubusson: imprimerie de L.-S. Bouyet.
- Grüne, N. (2013). Individualization, privatization, mobilization: The impact of common property reforms on land markets and agricultural growth in Germany. A comparative view of Westphalia and Baden, 1750-1900. En G. Béaur, P. R. Schofield, J.-M. Chevet, & M.-T. Perez-Pícazo (Eds.), *Property Rights, Land Markets and Economic Growth in the European Countryside (13th-20th Centuries)* (pp. 157-178). Turnhout: Brepols.
- Guichonnet, P. (1969). Les biens communaux et les partages révolutionnaires dans l'ancien département du Léman. *Études rurales*, 36, 7-36.
- Guyot, C. (1886). *Les forêts lorraines jusqu'en 1789*. Nancy: Crépin-Leblond.
- Guyot, C. (1887). *Histoire d'un domaine rural en Lorraine*. Nancy: Berger-Levrault.
- Guyot, C. (1888). Le métayage en Lorraine avant 1789. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 6, 180-199.
- Guyot, C. (1915). Quelques généralités sur les biens communaux en Lorraine. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 13, 94-115.
- Hammond, J. L., & Hammond, B. (1920). *The Village Labourer*. London: Logmans, Green and Co.

- Hardin, G. (1968). The Tragedy of the Commons. *Science*, 162, 1243-1248.
- Harvey, D. (2005). *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.
- Henriot, M. (1947). Le partage des biens communaux en Côte-d'Or sous la Révolution. L'exemple du district d'Arnay-sur-Arroux. *Annales de Bourgogne*, XIX, 262-274.
- Herment, L. (2012). *Les fruits du partage. Petits paysans du bassin Parisien au XIXe siècle*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Hiégel, H. (1971). L'agriculture dans la région de Saint-Avold au début du XVIIIe siècle. *Les Cahiers lorrains*, 1-13; 33-41.
- Hill, C. (1983). *El mundo trastornado: El ideario popular extremista de la revolución inglesa del siglo XVII*. Madrid: Siglo XXI.
- Hobbes, T. (2003). *Leviatán*. Buenos Aires: Losada.
- Hobsbawm, E., & Ranger, T. (2002). *La invención de la tradición*. Barcelona: Crítica.
- Hoffman, P. T. (1996). *Growth in a Traditional Society: The French Countryside, 1450-1815*. Princeton: Princeton University Press.
- Hora, R. (2015). *Los terratenientes de la Pampa argentina*. Buenos Aires: Siglo XXI.
- Hottenger, G. (1914). *Morcellement et remembrement*. Nancy: Arts Graphiques Modernes.
- Hottenger, G. (1925). La Lorraine agricole au lendemain de la Révolution d'après les Mémoires statistiques des Préfets de l'An IX. *Mémoire de l'Académie de Stanislas*, 1-54.
- Hottenger, G. (1927). Les forêts lorraines. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 25, 1-42.
- Hubscher, R., & Farcy, J.-C. (1996). *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*. Saint-Paul: CREAPHIS.
- Hufton, O. (1979). The Seigneur and the Rural Community in Eighteenth-Century France. The Seigneurial Reaction: A Reappraisal. *Transactions of the Royal Historical Society*, 29, 21-39.
- Hunt, D. (1987). Peasant Movements and Communal Property during the French Revolution. *Theory and Society*, 17, 255-283.
- Husson, J.-P. (1987). *La forêt lorraine. Étude de géographie humaine*. Université de Metz, Metz.
- Husson, J.-P. (1991). *Les hommes et la forêt en Lorraine*. Paris: C. Bonneton.
- Ikni, G.-R. (1980). Recherches sur la propriété foncière problèmes théoriques et de méthode (Fin XVIIIe Début XIXe siècle). *Annales historiques de la Révolution française*, 241, 390-424.
- Ikni, G.-R. (1982). Sur les biens communaux pendant la Révolution Française. *Annales historiques de la Révolution française*, 247, 71-94.

- Ikni, G.-R. (1985). La crise agraire dans le Valois. *Annales Historiques Compiègnaises*, 31, 21-32.
- Jacquart, J. (1990). *Paris et l'Île-de-France au temps des paysans (XVIe-XVIIe siècles)*. Paris: Éditions de la Sorbonne.
- Jacquet, A. (1998). *La terre, la charrue, les écus: La société villageoise de la plaine thermale des Vosges de 1697 à 1789*. Nancy: Presses universitaires de Nancy.
- Jacquet, A. (2006). Les ruptures de l'ordre social au XVIIIe siècle: Délinquance et criminalité dans la région de Vittel. *Annales de l'Est*, 1, 217-232.
- Jaurès, J. (1946). *Historia Socialista de la Revolución Francesa*. Buenos Aires: Poseidón.
- Jessenne, J.-P. (1987). *Pouvoir au village et révolution: Artois 1760 - 1848*. Lille: Presses Universitaires de Lille.
- Joanne, A. (1881). *Géographie du département de la Meuse*. Hachette.
- Joignon, L. (1992). Cycles des exploitations et reproduction sociale en Lorraine de 1660 à 1900. En R. Bonnain, G. Bouchard, & J. Goy (Eds.), *Transmettre, hériter, succéder: La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIIIe-XXe siècles*. Lyon: Presses universitaires de Lyon.
- Joly, H. (1911). *Géographie physique de la Lorraine et de ses enveloppes*. Nancy: A. Barbier.
- Jones, P. (1983). Common rights and agrarian individualism in the southern Massif Central. En G. Lewis & C. Lucas (Eds.), *Beyond the Terror: Essays in French Regional and Social History 1794-1815*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Jones, P. (1988). *The Peasantry in the French Revolution*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Jones, P. (1990). Georges Lefebvre and the Peasant Revolution: Fifty Years on. *French Historical Studies*, 16, 645-663.
- Juillard, É. (1953). *La Vie rurale dans la plaine de Basse-Alsace: Essai de géographie sociale*. Strasbourg: F.X. Le Roux.
- Juillet Saint-Lager, F. (1882). De l'avenir des biens communaux en France et particulièrement dans les pays sectionnaires. *Revue générale d'administration*, 11, 145-159.
- Kareiev, N. I. (1899). *Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIIIe siècle*. Paris: V. Giard et E. Brière.
- Kautsky, K. (2013). *La cuestión agraria*. México: Siglo XXI.
- Knittel, F. (2005). La charrue «Dombasle» (C. 1814-1821): Histoire d'une innovation en matière de travail du sol. *Étude et Gestion des Sols*, 12, 187-198.

- Kriedte, P., Medick, H., & Schlumbohm, J. (1986). *Industrialización Antes de la Industrialización*. Barcelona: Crítica.
- Kritsman, L. N. (1984). Class stratification of the Soviet countryside. *The Journal of Peasant Studies*, 11, 85-143.
- Labrousse, E. (1944). *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien régime et au début de la Révolution*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Labrousse, E. (1969). Georges Lefebvre dans l'évolution de l'historiographie française. *Annales historiques de la Révolution française*, 198, 549-556.
- Labrousse, E. (1984). *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIIIe siècle*. Paris: Editions des archives contemporaines.
- Lachiver, M. (1988). *Vins, vignes et vigneronns. Histoire du vignoble français*. Paris: Fayard.
- Lacombe, P. (1912). *L'appropriation du sol; essai sur la passage de la propriété collective à la propriété privée*. Paris: A. Colin.
- Lacoste, M. (1951). *La crise agricole dans le département de la Meurthe à la fin de l'Ancien régime et au début de la Révolution (tesis doctoral)*. Nancy.
- Lacoste, M. (1953). Le partage des communaux sur le territoire du département de la Meurthe avant la loi du 10 juin 1793. *Annales de l'Est*, 1, 2, 3, 4, 51-78, 155-175, 284-314, 321-349.
- Lafargue, P. (2010). La propriété paysanne et l'évolution économique. *Cahiers Jaurès*, N° 195-196, 70-80.
- Lamarche, H., Rogers, S. C., & Karnouh, C. (1980). *Paysans, femmes et citoyens. Lutttes pour le pouvoir dans un village lorrain*. Avignon: Actes Sud.
- Langlois, A. (1869). *De l'administration des biens des cités en droit romain et dans l'ancien droit français*. Paris: Donnaud.
- Laperche-Fournel, M.-J. (1985). *La population du duché de Lorraine de 1580 à 1720*. Nancy: Presses universitaires de Nancy.
- Laveleye, E. de. (1874). *De la propriété et de ses formes primitives*. Paris: Librairie G. Baillière.
- Le Play, F. (1857). *Les ouvriers des deux mondes*. Paris: Au siège de la société d'économie sociale.
- Le Play, F. (1878). *Les ouvriers européens*. Tours: A. Mame et fils.
- Le Roy Ladurie, E. (1966). *Les Paysans de Languedoc*. Mouton.
- Le Roy Ladurie, E. (1974). L'histoire immobile. *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 3, 673-692.

- Lecarpentier, G. (1908). *La vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution française*. Paris: F. Alcan.
- Lefebvre, G. (1907). Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution Française. *Annales de l'Est et du Nord*, 410-415.
- Lefebvre, G. (1924). *Les paysans du Nord pendant la Révolution Française*. Lille: Robbe.
- Lefebvre, G. (1963). *Études sur la Révolution française*. Vendôme: Presses Universitaires de France.
- Lefebvre, G. (1975). *El nacimiento de la historiografía moderna*. México: Martínez Roca.
- Lefebvre, G. (1989). *Questions agraires au temps de la terreur*. Paris: CTHS.
- Lefeuvre, P. (1907). *Les communs en Bretagne à la fin de l'ancien régime (1667-1789) étude d'histoire du droit avec des pièces justificatives*. Rennes: Imprimerie Oberthur.
- Lemarchand, G. (1989). *La fin du féodalisme dans le pays de Caux*. Paris: C.T.H.S.
- Lemoine-Maulny, E. (2009). *Usages, biens collectifs et communautés d'habitants en Anjou, XVe-XIXe siècle*. Angers.
- Lenin, V. I. (1972). *El desarrollo del capitalismo en Rusia. El proceso de la formación de un mercado interior para la gran industria*. Santiago de Chile: Quimantú.
- Lenin, V. I. (1977). *Obras completas*. Buenos Aires: Cartago.
- Lenin, V. I. (1985). *Obras Completas*. Buenos Aires: Cartago.
- Léon, P. (Ed.). (1978). *Historia económica y social del mundo*. Madrid: Encuentro.
- Lepage, H. (1978). *Demain le capitalisme*. Paris: Pluriel.
- Lesprand, P. (1934). *Le clergé de la Moselle pendant la Révolution. Les débuts de la Révolution et la suppression des ordres religieux*. Montigny-lès-Metz: Lesprand.
- Lévy-Schnedeir, L. (1907). Un document sur le partage des biens communaux. *La Révolution française. Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53, 372-374.
- Locke, J. (2009). *Segundo ensayo sobre el gobierno civil*. Buenos Aires: Libertador.
- Louis, R. (1936). *Le remembrement de la propriété foncière en Lorraine*. Nancy: George Thomas.
- Loutchisky, I. (1897). *La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux*. Paris: H. Champion.
- Loutchisky, I. (1911). Les classes paysannes en France au XVIIIe siècle. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 15, 297-323.
- Loutchisky, I. (1913). *La Propriété paysanne en France à la veille de la Révolution*. Paris: H. Champion.

- Luchía, C. (2008). *La dinámica de la propiedad comunal y las condiciones de desarrollo transicional del feudalismo al capitalismo en el área concejil de realengo castellana*. Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires.
- Luna, P. F. (2012). La propiedad y el trabajo en la reflexión de Jovellanos. *RAE: Revista Asturiana de Economía*, 75-95.
- Magnac, T., & Postel-Vinay, G. (1997). Wage Competition between Agriculture and Industry in Mid-Nineteenth Century France. *Explorations in Economic History*, 34, 1-26.
- Maillard, B. (1999). *Vivre en Touraine au XVIIIe siècle*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Maillardière, C. F. (1782). *Le produit et le droit des communes*. Paris.
- Margairaz, D. (2005). *François de Neufchâteau: Biographie intellectuelle*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- Marion, H. (1912). *La dîme ecclésiastique en France au XVIIIe siècle et sa suppression*. Bordeaux: Impr. de l'Université et des facultés.
- Markoff, J. (1996). *The Abolition of Feudalism: Peasants, Lords, and Legislators in the French Revolution*. University Park: Penn State Press.
- Marx, K. (1980). *El porvenir de la comuna rusa*. Buenos Aires: Pasado y presente.
- Marx, K. (2004). *El Capital* (Vol. 1). Buenos Aires: Siglo XXI.
- Marx, K. (2005a). *El dieciocho brumario de Luis Bonaparte*. Buenos Aires: Libertador.
- Marx, K. (2005b). *La ideología alemana*. Madrid: Losada.
- Marx, K. (2007). *Los debates de la Dieta Renana*. Barcelona: Gedisa.
- Marx, K. (2008). *El manifiesto comunista*. Buenos Aires: Herramienta.
- Marx, K. (2009). *Formaciones económicas precapitalistas*. México: Siglo XXI.
- Marx, K. (2011a). *El Capital* (Vol. 3). Buenos Aires: Siglo XXI.
- Marx, K. (2011b). *El Capital. Libro I Capítulo VI (inédito)*. México: Siglo XXI.
- Marx, R. (1974). *La Révolution et les classes sociales en Basse-Alsace ; structures agraires et vente des biens nationaux*. Bibliothèque nationale.
- Mathieu, A. (1953). Transformations récentes et état actuel de la structure agraire et de l'économie rurale en Lorraine centrale. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 30, 151-159.
- Mathieu, F.-D. (1907). *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois, d'après des documents inédits: 1698-1789*. Paris: Honoré Champion.
- Mathiez, A. (1899). Un exemple du partage des communaux: Pendant la révolution. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1, 50-53.

- Mathiez, Albert. (1973). *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*. Paris: Payot.
- Mathis, D. (2009). *Géohistoire d'un pays lorrain: Le Saulnois*. Nancy.
- Mavidal, J., & Laurent, É. (Eds.). (1900). *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (Vol. 58). Paris: Librairie administrative de Paul Dupont.
- Mayaud, J.-L. (1999). *La petite exploitation rurale triomphante. France XIXe siècle*. Paris: Belin.
- Mayo, C. (1987a). Sobre peones y malentretidos: El dilema de la economía rural rioplatense durante la época colonial. *Anuario IEHS*, 2, 25-32.
- Mayo, C. (1987b). ¿Una campaña sin gauchos? *Anuario IEHS*, 2, 61-70.
- Mayo, C. (1995). *Estancia y sociedad en la pampa: 1740-1820*. Buenos Aires: Biblos.
- McPhee, P. (1999). Revolution and Environment in Southern France: Peasants, Lords, and Murder in the Corbières 1780–1830. En *Revolution and Environment in Southern France*. Oxford: Oxford University Press.
- Meaume, É. (1851). *Des droits d'usage dans les forêts de l'administration des bois communaux et de l'affouage*. Paris: Auguste Durand.
- Mendels, F. F. (1972). Proto-Industrialization: The First Phase of the Industrialization Process. *The Journal of Economic History*, 32, 241-261.
- Meuvret, J. (1969). La vaine pâture et le progrès économique. *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne*, 9, 8-14.
- Meuvret, J. (1977). Le problème des subsistances à l'époque Louis XIV. La production des céréales dans la France du XVIIe et du XVIIIe siècle. En *I La production des céréales dans la France du XVIIe et du XVIIIe siècle – Texte*. Paris: Mouton.
- Milonakis, D., & Fine, B. (2008). *From Political Economy to Economics: Method, the social and the historical in the evolution of economic theory*. London: Routledge.
- Morera, R., & Le Roux, T. (2018). Blanchisseuses du propre, blanchisseurs du pur. Les mutations genrées de l'art du linge à l'âge des révolutions textiles et chimiques (1750-1820). *Genre & Histoire*.
- Moriceau, J.-M. (1994). *Les Fermiers de l'Île-de-France: L'ascension d'un patronat agricole, XVe-XVIIIe siècle*. Paris: Fayard.
- Moriceau, J.-M. (1999). *L'élevage sous l'Ancien Régime: Les fondements agraires de la France moderne, XVIe-XVIIIe siècles*. Paris: SEDES.
- Moriceau, J.-M., & Postel-Vinay, G. (1994). *Ferme, entreprise, famille: Grande exploitation et changements agricoles: Les Chartier, XVIIe-XIXe siècles*. Paris: EHESS.

- Morineau, M. (1970). *Les faux-semblants d'un démarrage économique: Agriculture et démographie en France au XVIIIe siècle*. Paris: A. Colin.
- Morrisson, C., & Snyder, W. (2000). Les inégalités de revenus en France du début du XVIIIe siècle à 1985. *Revue économique*, 51, 119-154.
- Naegel, P. (2008). *Deux beaux restes de hauts-fourneaux anciens en Meuse Éléments de leur histoire*.
- Neeson, J. M. (1993). *Commoners: Common Right, Enclosure and Social Change in England, 1700-1820*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Neeson, J. M. (2003). Les terres en jouissance collective en Angleterre 1700-1850. En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Nemoz-Rajot, H. (1998). Les Frais de garderie, un historique instructif. *Revue forestière française*, 50, 169-179.
- North, D., & Thomas, R. (1991). *El nacimiento del mundo occidental. Una nueva historia económica (900-1700)*. Madrid: Siglo Veintiuno Editores.
- OECD. (2018). *Concentration in Seed Markets: Potential Effects and Policy Responses*. Paris: OECD Publishing.
- Oliva, G. (1979). Georges Lefebvre et les historiens russes de la Révolution. *Annales historiques de la Révolution française*, 237, 399-410.
- Ostrom, E. (2005). *El gobierno de los comunes*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Overton, M. (1996). *Agricultural Revolution in England: The Transformation of the Agrarian Economy 1500-1850*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Parisot, R. (1919). *Histoire de Lorraine*. Paris: Auguste Picard.
- Parker, W. N., & Jones, E. L. (Eds.). (1975). *European Peasants and Their Markets: Essays in Agrarian Economic History*. Princeton University Press.
- Pelletier, A. (1758). *Nobiliaire ou armorial général de la Lorraine et du Barrois*. Nancy: Thomas.
- Pellicer Vilalta, M. (2007). Los cercamientos de tierras en Cataluña. Fuentes para el estudio de una «revolución silenciosa» (1714-1785). En R. Congost & J. M. Lana (Eds.), *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- Peltre, J. (1975a). Biens communaux et genèse des terroirs. En P. Flatrès (Ed.), *Les terres communes*. Paris: CNRS.

- Peltre, J. (1975b). *Recherches métrologiques sur les finages Lorrains*. Lille: Atelier
Reproduction des Theses Université Lille III.
- Peltre, J. (1978). Biens communaux et désertions rurales. *Geographia polonica*, 38, 223-232.
- Peltre, J. (1980). Le laboureur et sa terre dans la Lorraine du XVIII^e siècle. *Mémoires de
l'Académie de Stanislas*, 7, 83-94.
- Perelmuter, T. (2017). Ley de semillas en Argentina: Avatares de una reforma que (aún) no
fue. *Revista Interdisciplinaria de Estudios Agrarios*, 47.
- Perelmuter, T. (2018). Propiedad intelectual en semillas: Los dispositivos del cercamiento
jurídico en Argentina. *Mundo Agrario*, 19.
- Pérez Picazo, M. T. (2003). Propriété collective et « désamortissement » en Espagne (1750-
1900). En M.-D. Demélas & N. Vivier (Eds.), *Les propriétés collectives face aux attaques
libérales (1750-1914): Europe occidentale et Amérique latine*. Rennes: Presses
universitaires de Rennes.
- Perrin, C.-E. (1948). *L'œuvre historique de Marc Bloch*. Paris: Presses universitaires de
France.
- Perrin, Y. (1955). Les délits forestiers dans le département de la Meurthe sous le consulat.
Annales de l'Est, 3, 229-256.
- Peschard, K., & Randeria, S. (2020). 'Keeping seeds in our hands': The rise of seed activism.
The Journal of Peasant Studies, 47, 613-647.
- Petrow, E. (1938). Les communaux et les servitudes rurales au XVIII^e siècle. *Annales
historiques de la Révolution française*, 15, 459-462.
- Piant, H. (2006). *Une justice ordinaire: Justice civile et criminelle dans la prévôté royale de
Vaucouleurs sous l'Ancien Régime*. Presses universitaires de Rennes.
- Piketty, T. (2014). *El capital en el siglo XXI*. Fondo de Cultura Económica.
- Pinatel, J. (1947). Droits d'usage et vaine pâture dans l'Ancienne Provence et pays
circonvoisins. *Annales de la Faculté de Droit d'Aix*, 75-112.
- Plack, N. (2009). *Common Land, Wine, and the French Revolution*. Farnham: Ashgate.
- Poczynok, C. M. (2019). Deslindes y mensuras: Los litigios civiles por la tierra en Buenos
Aires entre 1800 y 1863. *Revista Historia y Justicia*, 13.
- Postel-Vinay, G. (1974). *La rente foncière dans le capitalisme agricole*. Paris: Maspero.
- Poulet, H. (1906). L'administration centrale du département de la Meurthe. *La Révolution
française*, 51.
- Proudhon, J.-B.-V. (1824). *Traité des droits d'usufruit, d'usage personnel et d'habitation*.
Dijon: Victor Lagier.

- Quesnay, F. (1757). Grains. En D. Diderot & J. le R. D'Alembert (Eds.), *L'Encyclopédie* (Vol. 7). Paris: Le Breton.
- Quesnay, F. (1759). *Essai sur l'administration des terres*. Paris: Jean-Thomas Hérisant.
- Quesnay, F. (1765). Observations sur le Droit naturel des hommes réunis en société. *Journal de l'agriculture, du commerce & des finances*, 4-35.
- Raulet, L. (1910). *Le partage des biens communaux de Vaux-sur-Seine*. Versailles: J. Aubert et Cie.
- Rebérioux, M. (1966). Jaurès historien de la Révolution française. *Annales historiques de la Révolution française*, 184, 171-195.
- Rébillon, A. (1936). Nécrologie et bibliographie des travaux de Henri Sée. *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 43, 2-33.
- Reitel, F. (1965). Deux siècles de propriété rurale dans les environs de Metz (milieu du XVIII^e siècle à 1963). *Revue Géographique de l'Est*, 5, 3-40.
- Reitel, F. (1966). A propos de l'openfield lorrain. *Revue Géographique de l'Est*, 6, 29-51.
- Richert, G. (1951). Biens communaux et droits d'usage en Haute-Garonne pendant la réaction thermidorienne et sous le directoire. *Annales historiques de la Révolution française*, 23, 274-288.
- Ríos, M. (2015). Programas políticos y bienes y usos comunales en Lorena durante la Revolución Francesa. *Sociedades Precapitalistas*, 4.
- Ríos, M. (2020). Mercado de trabajo agrícola en el noreste francés (1789-1836). *Sociedades Precapitalistas*, 10.
- Rivière, A. (1856). *Histoire des biens communaux en France: Depuis leur origine jusqu'à la fin du XIII^e siècle*. Paris: Auguste Durand.
- Rochel, X. (2013). Aménagement, mises en réserve et exploitations dans les bois communaux de Lorraine au XVIII^e siècle. *Revue de Géographie Historique*, 3.
- Rochel, X. (2017). Une biogéographie historique. Forêts et industries dans le comté de Bitche au xviii^e siècle. *Histoire & mesure*, XXXII, 9-38.
- Root, H. L. (1992). *Peasants and King in Burgundy: Agrarian Foundations of French Absolutism*. Berkeley: University of California Press.
- Rosenthal, J.-L. (1992). *The fruits of revolution: Property rights, litigation, and French agriculture, 1700-1860*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rothiot, J.-P. (1998). La fin des communaux. L'exemple de Frenelle-la-Grande (1773-1836). *Annales de la Société d'émulation du département des Vosges*, 10, 45-61.

- Rothiot, J.-P. (1999). La question des communaux dans les Vosges (1770-1816): Triage, partage, et appropriation privée. *Annales de l'Est*, 1, 211-243.
- Rothiot, J.-P. (2006). Les notables lorrains face au partage des communaux dans les assemblées de province et de district (1787-1788). *Annales de l'Est*, 1, 11-33.
- Rothiot, J.-P. (2007). Le partage des communaux en moyenne montagne: Conflits et compromis entre manœuvres et propriétaires de troupeaux. L'exemple de Gérardmer, 1789-1850. En P. Charbonnier, P. Couturier, A. Follain, & P. Fournier (Eds.), *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Rothiot, P., & Rothiot, J.-P. (1990). *Vie journalière et révolution dans la plaine des Vosges: Vittel - Mirecourt et son bailliage, 1788-1791*. Capucin.
- Sagnac, P. (1904). La division du sol pendant la Révolution et ses conséquences. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 5, 457-470.
- Saillol, P. (1989). Les biens communaux dans la Creuse sous la Révolution. En J.-C. Bousset, M. Vovelle, & S. Aberdam (Eds.), *La Révolution française et le monde rural*. Paris: CTHS.
- Saint-Jacob, P. de. (1953). Études sur l'ancienne communauté rurale en Bourgogne. *Annales de Bourgogne*, 25, 225-240.
- Saint-Jacob, P. de. (1960). *Les paysans de la Bourgogne du nord au dernier siècle de l'Ancien Régime*. Dijon: Editions universitaires de Dijon.
- Salazar, F. S. (2006). La redefinición de los derechos de propiedad: A propósito de los decretos sobre cercados de las Cortes de Cádiz. *Historia agraria: Revista de agricultura e historia rural*, 207-240.
- Sallmann, J.-M. (1976). Les biens communaux et la «réaction seigneuriale» en Artois. *Revue du Nord*, 58, 209-223.
- Sallmann, J.-M. (1977). Le partage des biens communaux en Artois, 1770-1789. *Études rurales*, 67, 71-84.
- Sánchez Salazar, F., & Pérez Cebada, J. D. (2007). Los cerramientos de tierra en España antes de la Revolución burguesa. En R. Congost & J. M. Lana (Eds.), *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*. Pamplona: Universidad Pública de Navarra.
- Santilli, D. (2018). *Después del Código Civil. La distribución de la tierra en Buenos Aires en regiones de reciente anexión. Guaminí y Carhué en 1895*. Presentado en XVI Congreso

- de Historia Agraria-SEHA. VII Encontro Rural Report. Transiciones en la agricultura y la sociedad rural. Los desafíos globales de la historia rural., Santiago de Compostela.
- Schmitt, A. (1908). La répartition de la propriété en 1789 et la vente des biens nationaux de première origine dans le district de Bar-le-Duc (Meuse) (1791-an IV). *Annales de l'Est et du Nord*, 242-259.
- Schneider, D. (1993). La région de Saint-Avold vers 1789 d'après les cahiers de doléances. *Cahier Narborien*, 7.
- Schneider, D. (1998). *Saint-Avold aux XVIIIème et XIXème siècles (1680/90 à 1870/90)*. Université de Metz, Metz.
- Schwab, L. (1910). Le partage des communaux dans les Vosges. *La Révolution dans les Vosges*, 1-36.
- Schwab, L. (1911). *Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux*. Épinal: Impr. nouvelle.
- Schwab, L. (1913). *Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux*. Épinal: Impr. vosgienne.
- Scuiller, S. (2008). Propriété et usages collectifs. *Histoire & Sociétés Rurales*, Vol. 29, 41-71.
- Sée, H. (1901). *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen âge*. Paris: Giard et Brière.
- Sée, H. (1906). Les classes rurales en Bretagne du XVIe siècle à la Révolution (suite). *Annales de Bretagne*, 22, 294-326.
- Sée, H. (1913). Une enquête sur la vaine pâture et le droit de parcours à la fin du règne de Louis XV. *Revue du XVIIIe siècle*, 1, 265-278.
- Sée, H. (1914). La question de la vaine pâture en France à la fin de l'Ancien Régime. *Revue d'histoire économique et sociale*, 7, 3-25.
- Sée, H. (1923a). La mise en valeur des terres incultes défrichements et dessèchements: À la fin de l'Ancien Régime. *Revue d'histoire économique et sociale*, 11, 62-81.
- Sée, H. (1923b). Le partage des biens communaux en France à la fin de l'Ancien Régime. *Revue historique de droit français et étranger (1922-)*, 2, 47-81.
- Sée, H. (1924a). *La vie économique et les classes sociales en France au XVIIIe siècle*. Paris: Alcan.
- Sée, H. (1924b). Quelques remarques sur l'origine des biens communaux. *Revue historique de droit français et étranger (1922-)*, 3, 121-129.
- Sée, H. (1925). *La France économique et sociale au XVIIIe siècle*. Paris: A. Colin.
- Sée, H. (1926). La vaine pâture en France sous la monarchie de juillet d'après l'enquête de 1836-1838. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 1, 198-213.

- Sée, H. (1928). L'enquête sur les clôtures en Bretagne (1768). *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 38, 752-767.
- Servolin, C. (1972). L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. En Y. Tavernier, M. Gervais, & C. Servolin (Eds.), *L'univers politique des paysans*. Paris: Armand Colin.
- Siffre, M.-H. (1970). Aperçu sur les pratiques communautaires dans le comté de Nice au XVIIIe siècle. *Revue d'histoire économique et sociale*, 48, 196-226.
- Smith, A. (1958). *Investigación sobre la naturaleza y causas de la riqueza de las naciones*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Soboul, A. (1958). *Les campagnes montpellieraines à la fin de l'Ancien Régime: propriété et cultures d'après les compoix*. La Roche-sur-Yon: Imprimerie Henri Poitier.
- Soboul, A. (1960). Georges Lefebvre historien de la Révolution française 1874-1959. *Annales historiques de la Révolution française*, 159, 1-20.
- Soboul, A. (1962). *Précis d'histoire de la Révolution française*. Paris: Éditions sociales.
- Soboul, A. (1964). De la pratique des terriers à la veille de la Révolution. *Annales*, 19, 1049-1065.
- Soboul, A. (1979). Jaurès, Mathiez et l'histoire de la Révolution française. *Annales historiques de la Révolution française*, 237, 443-454.
- Soboul, A. (1980). *Problemas campesinos de la revolución, 1789-1848*. Madrid: Siglo XXI.
- Solakian, D. (1989). Pratiques partageuses et communaux en Provence orientale au XVIIIe siècle. En J.-C. Bousset, M. Vovelle, & S. Aberdam (Eds.), *La Révolution française et le monde rural*. Paris: CTHS.
- Sperber, J. (2005). *Property and Civil Society in South-Western Germany 1820-1914*. Oxford: Oxford University Press.
- Steiner, P. (1987). Le projet physiocratique: Théorie de la propriété et lien social. *Revue économique*, 38, 1111-1128.
- Suire, Y. (2007). Gérer collectivement des espaces humides dans un contexte de dessèchements privés. Les marais communaux du marais poitevin du XIVE au XIXe siècle. En P. Charbonnier, P. Couturier, A. Follain, & P. Fournier (Eds.), *Les espaces collectifs dans les campagnes: XIe-XXIe siècle*. Clermont-Ferrand: Presses Univ Blaise Pascal.
- Suratteau, J.-R. (1979). Georges Lefebvre disciple de Jaurès? *Annales historiques de la Révolution française*, 51, 374-398.

- Taguel, R. (1942). La vie rurale lorraine: L'exploitation forestière. *L'Information Géographique*, 9, 69-70.
- Tavella, A. (2012). *Chronique d'une fin annoncée. La disparition de la forêt usagère au XIXe siècle. Étude des droits d'usage forestiers dans les Vosges*. Université de Lorraine, Nancy.
- Tawney, R. H. (1912). *The Agrarian Problem in the Sixteenth Century*. Londres: Logmans, Green and Co.
- Tessier, J. (1906). *Valeur sociale des biens communaux en France*. Paris: A. Pedone.
- Teyssier, E. (1998). La vente des biens nationaux ou l'espoir déçu des paysans. En H. Fréchet (Ed.), *La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne de 1600 à 1800* (pp. 77-89). Paris: Editions du Temps.
- Thirsk, J. (1984). *The Rural Economy of England*. Cornwall: A&C Black.
- Thuillier, G. (1969). L'Ancien Régime agraire dans une commune de la Limagne. Communaux et troubles ruraux à Saulzet (1740-1830). *Annales historiques de la Révolution française*, 195, 53-76.
- Tönnies, F. (1946). *Principios de sociología*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Tordjman, H. (2008). La construction d'une marchandise: Le cas des semences. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63e année, 1341-1368.
- Toubert, P. (1986). Préface. En M. Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris: Armand Colin.
- Toubert, P. (1990). *Castillos, señores y campesinos en la Italia medieval*. Barcelona: Ed. Crítica.
- Touzery, M. (1994). L'invention de l'impôt sur le revenu: La taille tarifée 1715-1789. En *L'invention de l'impôt sur le revenu: La taille tarifée 1715-1789*. Vincennes: Institut de la gestion publique et du développement économique.
- Trapenard, C. (1906). Aliénations et usurpations de communaux dans le canton de Champs (Cantal) aux XVIIe et XVIIIe siècles. *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 30, 277-329.
- Trivi, N. A. (2016). La Ley de semillas en Argentina: La disputa por el control y el futuro de la agricultura. *Geopolítica(s). Revista de estudios sobre espacio y poder*, 7, 57-75.
- Turbilly, L. F. H. de M. (1762). *Mémoire sur les défrichements*. Amsterdam: M.-M. Rey.
- Vallaux, C. (1907). *La Basse-Bretagne: Étude de géographie humaine*. Paris: Publications de la Société nouvelle de librairie et d'édition, E. Cornély & cie.
- Vandervelde, É. (1903). La suppression des biens communaux. *Revue Socialiste*, 37, 23-33.

- Varela, J., & Alvarez-Uría, F. (1991). *Arqueología de la escuela*. Madrid: Las Ediciones de La Piqueta.
- Veyret, P. (1970). Une survivance de la vaine pâture en Anjou. *Comptes rendus des séances de l'Académie d'agriculture de France*, 56, 453-464.
- Vidal de La Blache, P. (1908). *La France, tableau géographique*. Paris: Hachette.
- Vilar, P. (1983). *Economía, Derecho, Historia: Conceptos y Realidades*. Barcelona: Ariel.
- Vilar, P. (1989). Ernest Labrousse et le savoir historique. *Annales historiques de la Révolution française*, 276, 108-121.
- Viollet, P. (1872). Caractère collectif des premières propriétés immobilières. *Bibliothèque de l'École des chartes*, 33, 455-504.
- Vivier, N. (1993). Une question délaissée: Les biens communaux aux XVIII^e et XIX^e siècles. *Revue Historique*, 290, 143-160.
- Vivier, N. (1998). *Propriété collective et identité communale: Les biens communaux en France 1750-1914*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- Vivier, N. (1999). Vive et vaine pâtures. Usages collectifs et élevage en France, 1600-1800. En *La terre et les paysans: Productions et exploitations agricoles aux XVII^e et XVIII^e siècles en France et en Angleterre*. Paris: Presses Paris Sorbonne.
- Vovelle, M. (1980). *Ville et campagne au 18^e siècle: Chartres et la Beauce*. Paris: Éditions sociales.
- Weber, M. (2006). *La ética protestante y el espíritu del capitalismo*. Buenos Aires: Terramar.
- Young, A. (1931). *Voyages en France en 1787, 1788 et 1789*. Paris: A. Colin.
- Zink, A. (1997). *Clochers et troupeaux: Les communautés rurales des Landes et du Sud-Ouest avant la Révolution*. Bordeaux: Presses Universitaires de Bordeaux.

TABLE DES CARTES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Tableau 1. <i>Les hautes justices en Lorraine</i>	31
Tableau 2. <i>Distribution de la propriété (surface agricole utilisée)</i>	40
Carte 1. <i>La propriété du clergé par rapport à la superficie agricole utilisée dans le bailliage de Mirecourt</i>	41
Tableau 3. <i>La propriété des forêts en 1789</i>	47
Tableau 4. <i>Les exploitations dans le bailliage de Mirecourt</i>	48
Tableau 5. <i>Évolution des exploitations dans trois villages du bailliage de Mirecourt</i> ...	49
Tableau 6. <i>Les exploitations en Moselle</i>	49
Tableau 7. <i>Les exploitations dans le bailliage de Commercy</i>	50
Graphique 1. <i>Population de manœuvres dans les Vosges et la Meuse en 1789</i>	54
Carte 2. <i>Appropriations seigneuriales et partages de communaux dans le bailliage de Mirecourt vers 1789</i>	59
Tableau 8. <i>Biens communaux (non boisés) dans le bailliage de Mirecourt 1789-1791 (en hectares)</i>	60
Carte 3. <i>Usurpations seigneuriales et partage des communaux en Moselle vers 1789</i> ...	62
Tableau 9. <i>Biens communaux dans quelques villages du bailliage de Commercy (en hectares)</i>	63
Carte 4. <i>Les clôtures dans le bailliage de Mirecourt en 1789</i>	69
Carte 5. <i>Les clôtures en Moselle en 1789</i>	69
Carte 6. <i>Les clôtures dans le bailliage de Commercy</i>	70
Tableau 10. <i>Ordonnances qui autorisent la production de regains en Lorraine et les Trois-Evêchés</i>	72
Graphique 2. <i>Programmes politiques face au problème de la seigneurie dans les bailliages de Vic, Boulay et Mirecourt</i>	88
Tableau 11. <i>Surface de biens nationaux acquise par classe (forêts exclues)</i>	92
Graphique 3. <i>Plaintes contre les usurpations et le tiers-denier dans les cahiers de doléances lorrains</i>	95
Graphique 4. <i>Formes d'exploitation des communaux dans les cahiers de doléances</i> ...	97
Tableau 12. <i>Communes qui partagent leurs communaux dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle</i>	100

Tableau 13. <i>Portion du communal affectée aux partages révolutionnaires et taille du lot dans le Xaintois</i>	102
Tableau 14. <i>Portion du communal affectée aux partages révolutionnaires et taille du lot dans la Moselle</i>	103
Tableau 15. <i>Superficies de communal vendues et non vendues en 1813-1816 (en hectares)</i>	107
Graphique 5. <i>Biens communaux dans l'arrondissement de Metz (circa 1822-1837)</i>	111
Graphique 6. <i>Biens communaux dans le département de la Moselle (circa 1822-1837)</i>	111
Graphique 7. <i>Biens communaux dans les Vosges, la Moselle et la Meuse en 1844-1847</i>	112
Graphique 8. <i>Plaintes relatives aux édits des clôtures dans les cahiers de doléances lorrains</i>	118
Tableau 16. <i>La distribution de la propriété en Lorraine vers 1821-1840</i>	139
Tableau 17. <i>Taille des propriétés en Lorraine vers 1821-1840</i>	139
Tableau 18. <i>Évolution des propriétés dans la Meuse (1813-1821)</i>	142
Tableau 19. <i>Évolution des propriétés dans les Vosges (1789-1840)</i>	142
Tableau 20. <i>La distribution des exploitations à Vignot (1831-1841)</i>	144
Tableau 21. <i>Distribution des propriétés dans le Xaintois (1812-1814)</i>	145
Tableau 22. <i>Grandes, moyennes et petites exploitations dans les Vosges en 1836 (en hectares)</i>	146
Tableau 23. <i>Nombre d'exploitations dans les cantons de Grostenquin et Faulquemont</i>	146
Graphique 9. <i>Proportions des cultures sur le total des terres de labour en Lorraine (1802-1803)</i>	148
Graphique 10. <i>Proportions des cultures sur le total des terres de labour en Lorraine (1836-1852)</i>	149
Tableau 24. <i>Rendements des céréales en Lorraine vers 1741-1750 (hectolitres à l'hectare)</i>	151
Tableau 25. <i>Rendements des céréales en Lorraine vers 1836-1852 (hectolitres à l'hectare)</i>	151
Tableau 26. <i>Nombre d'animaux pour mil hectares (1795-1852)</i>	153
Graphique 11. <i>Évolution démographique des Vosges (1793-1896)</i>	154
Graphique 12. <i>Évolution démographique de la Moselle (1793-1896)</i>	155
Graphique 13. <i>Évolution démographique de la Meuse (1793-1896)</i>	155

Tableau 27. *Salaires nominales et réels d'un journalier (homme) non nourri dans quelques cantons de la Meuse et la Moselle (1852)*156

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Chapitre 1. Approches classiques sur les biens communaux et les usages (1750-1918) ...	5
Chapitre 2. L'historiographie du XXème siècle	11
Chapitre 3. L'historiographie contemporaine	19
Chapitre 4. Géographie e histoire politique de la région historique de la Lorraine	26
Chapitre 5. La seigneurie en lorraine	31
Chapitre 6. Propriétés et exploitations	40
Chapitre 7. Biens communaux	56
Chapitre 8. Usages communaux	67
Chapitre 9. Révolution et terre	72
Chapitre 10. Le partage des biens communaux (1789-1850)	88
Chapitre 11. Les usages communaux au lendemain de la Révolution (1789-1850)	118
Chapitre 12. Les forêts (1789-1850)	132
Chapitre 13. Un siècle de transformations Agraires	139
Conclusion	159
Annexes	164
Anciennes mesures	178
Sources	180
Bibliographie	202
Table des cartes, tableaux et graphiques	225